Marc Hecker & Élie Tenenbaum

LA GUERRE DE VINGT ANS

Djihadisme et contre-terrorisme au XXIe siècle

Robert Laffont

Marc HECKER
et Élie TENENBAUM

LA GUERRE DE VINGT ANS

Djihadisme et contre-terrorisme au XXIe siècle

Robert Laffont

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

© Robert Laffont, S.A.S., Paris, 2021

En couverture :
© Johannes Eisele /AFP Photo

EAN 978-2-221-25596-4

Éditions Robert Laffont, 92, avenue de France – 75013 Paris

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Suivez toute l'actualité des Éditions Robert Laffont sur
www.laffont.fr

À Louise, Adam et Alma.
Puissent-ils continuer à grandir à l'abri de la guerre et de la terreur.

SOMMAIRE

Titre

Copyright

Dédicace

Introduction

Acte I - L'onde de choc de l'hyperterrorisme - 2001-2006

- 1 - Naissance de la tragédie
- 2 - L'Empire contre-attaque
- 3 - Le monde entier pour théâtre
- 4 - Hubris et némésis
- 2001-2006 - Enseignements stratégiques

Acte II - L'ère de la contre-insurrection - 2006-2011

- 5 - Gambit en Irak
- 6 - Pat en Af-Pak
- 7 - Hydre terroriste ou tigre de papier ?
- 2006-2011 - Enseignements stratégiques

Acte III - Le djihad fait sa révolution - 2011-2014

- 8 - La doctrine Obama

9 - Les désillusions du printemps arabe

10 - Syrie : de la guerre civile au djihad global

11 - Afrique : extension du domaine de la lutte

Enseignements stratégiques

Acte IV - Le retour du calife - 2014-2017

12 - Daech à son apogée

13 - La France dans l'œil du cyclone

14 - La dernière croisade ?

2014-2017 - Enseignements stratégiques

Acte V - L'étrange victoire - 2018-2021

15 - La mort en trompe-l'œil du djihadisme

16 - Fins de partie ?

2018-2021 - Enseignements stratégiques

Dénouement

Remerciements

Notes

Introduction

Acte I, scène 1. New York, 11 septembre 2001. Ce mardi matin, le ciel est limpide. Aux orages de la veille a succédé un franc soleil et la journée s'annonce agréable entre l'Hudson et l'East River. Hautes de plus de 400 mètres, les deux tours du World Trade Center dominent Manhattan. Véritable ville dans la ville, ce complexe immobilier accueille chaque jour quelque 50 000 employés de 430 entreprises et 140 000 visiteurs[1]. L'atmosphère est sereine : rien ne laisse présager l'imminence d'une tragédie. Pourtant, les trois coups marquant le début de la « guerre de vingt ans » s'apprêtent à retentir. À 8 h 46 survient le premier coup : un avion de la compagnie American Airlines s'écrase sur la tour nord. La thèse de l'accident est écartée lorsque tonne le deuxième coup. À 9 h 03, le vol 175 d'United Airlines fonce dans la tour sud. Le troisième coup s'enchaîne vite : à 9 h 37, dans la banlieue de Washington, D.C., un Boeing 757 percute le Pentagone.

En moins d'une heure, les États-Unis d'Amérique viennent d'être touchés au cœur de leur puissance économique et militaire. Il s'en est fallu de peu qu'un quatrième avion n'anéantisse également l'un des principaux symboles du pouvoir politique et de la démocratie. Le courage et la résistance des passagers du vol 93 d'United Airlines ont permis d'éviter la destruction du Capitole ou de la Maison-Blanche. À 10 h 02, le Boeing dans lequel ils avaient pris place termine sa course dans un champ de

Pennsylvanie. Presque au même moment, la tour sud s'effondre, suivie à 10 h 28 par sa jumelle. Un immense nuage de fumée, de débris et de poussière s'élève au-dessus de New York, soudaine illustration littérale du « brouillard de la guerre » décrit au XIXe siècle par le stratège prussien Carl von Clausewitz[2].

2 979 personnes sont mortes dans ce qui reste, à ce jour, les attentats les plus sanglants jamais perpétrés. Plus de 25 000 autres ont été blessées et l'on estime au moins à 10 milliards de dollars le coût des dégâts matériels. Ce type de dommages n'avaient jusqu'à présent été imaginés que dans le cadre d'une guerre. Mais qui est l'ennemi ? Le « terrorisme », presque aussitôt pointé du doigt, n'est qu'un concept vague, dont la définition fait encore et toujours l'objet de débats sans fin entre experts et juristes. Derrière lui, ce jour-là, se cache un autre adversaire au visage encore mal connu du grand public.

Le djihadisme, puisque tel est son nom, est une doctrine politique et religieuse qui prône la lutte armée au nom d'une conception fondamentaliste et violente de l'islam. Si ses partisans se revendiquent effectivement du « djihad », cette notion médiévale est elle-même sujette à débats et interprétations. Selon les écoles de pensée, le « djihad » renvoie aussi bien à l'idée de combat intérieur ou de lutte spirituelle qu'à celle plus prosaïque de « guerre sainte », offensive ou défensive, contre un adversaire opportunément présenté comme infidèle (*kafir*), hérétique (*rafid*) ou apostat (*murtad*)[3].

Le djihad et ses combattants, les moudjahidines, ont longtemps véhiculé une image positive dans les représentations islamiques. À travers l'histoire ils ont maintes fois été convoqués par les autorités politiques pour mettre en avant la légitimité morale de leur action. Rien qu'au XXe siècle, des acteurs aussi divers que l'Empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale ou le Front de libération nationale pendant la guerre d'Algérie présentèrent leur lutte comme un djihad. Dans sa forme contemporaine, telle qu'elle a pu

être théorisée par des penseurs comme l'Égyptien Sayyid Qutb ou le Pakistanais Maulana Maududi, le djihad passe par l'action violente contre les « infidèles » et tout particulièrement les Occidentaux, dont le colonialisme et l'influence culturelle ont joué le rôle de repoussoir, voire de « contre-modèle » chez certains traditionalistes et nationalistes du monde musulman[4].

Bien qu'ultraminoritaire à l'échelle du milliard de musulmans qui représentent la communauté des croyants (*oumma*) à travers le monde, la mouvance djihadiste partage un certain nombre de préceptes avec un courant plus répandu : le salafisme[5]. Radical au sens étymologique du terme de « retour aux racines », ce dernier prône une religiosité inspirée par les « pieux ancêtres » (*salaf*) des premiers temps de l'islam. Dans cette optique, djihadistes et salafistes se nourrissent des récits, plus ou moins canoniques, des actes et dits du prophète Mahomet (*hadiths*) ainsi que d'un corpus d'écrits théologico-politiques d'auteurs rigoristes comme Ibn Taymiyya, penseur arabo-kurde du XIII^e^ siècle, ou Mohammed Ibn Abdelwahhab, cofondateur avec Mohammed ben Saoud du premier État saoudien dans l'Arabie du XVIII^e^ siècle.

Les djihadistes partagent aussi des traits communs avec un certain nombre de courants réformateurs décrits en Occident comme « islamistes » et dont une des figures de proue est le mouvement des Frères musulmans, créé en Égypte dans les années 1920. L'islamisme cherche à rendre la société plus conforme aux valeurs musulmanes, aussi bien par la politique – en vue notamment d'assurer la conformité du droit positif à la loi islamique (*charia*) – que par l'action sociale et la prédication religieuse[6]. Inversement, les islamistes, qu'ils soient Frères musulmans, salafistes dits « quiétistes » ou liés à d'autres obédiences, tendent à se distinguer des djihadistes par la place accordée à la lutte armée. La violence qui demeure secondaire chez les premiers est centrale chez les seconds.

Comme toute idéologie extrémiste cherchant à renverser un ordre établi, le djihadisme puise dans le répertoire stratégique des mouvements révolutionnaires[7]. Le terrorisme, forme de violence politique qui vise à frapper les esprits par des actions souvent spectaculaires, est l'un de ses outils. Employé dès le XIX^e^ siècle par les populistes russes et les anarchistes occidentaux, il a pris une résonance particulière à partir du milieu du XX^e^ siècle comme l'une des principales manifestations de la « guérilla urbaine » prônée par les mouvements de libération nationale en Amérique latine, bientôt imités par d'autres groupes, révolutionnaires ou nationalistes, en Europe et au Moyen-Orient. Si le terrorisme en est venu, par le jeu des métonymies, à désigner la stratégie des djihadistes, il n'est en réalité que l'un de ses modes d'action. La propagande par le fait s'accompagne ainsi d'une « propagande par les mots » – assimilée dans la sémantique djihadiste à la prédication (*dawa*) –, qui vient préciser le sens à donner aux attaques[8]. Par ailleurs, partout où les moyens matériels le leur permettent, les djihadistes cherchent à aller au-delà du seul terrorisme pour conduire une véritable guérilla, organiser des maquis et, quand le rapport de force leur est favorable, se muer en État.

Le 11 Septembre marque une rupture et ouvre l'ère de la « guerre globale contre le terrorisme ». Nul n'imaginait alors que, deux décennies plus tard, cette guerre perdurerait. Loin d'avoir été éliminés, les djihadistes ont au contraire proliféré. Ils seraient aujourd'hui deux à trois fois plus nombreux qu'en 2001, tout particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique[9]. L'organisation responsable des attentats de New York et de Washington, al-Qaida, a muté mais n'a pas disparu. D'autres groupes ont fait leur apparition, à l'instar de l'État islamique, qui a créé un séisme géopolitique en annonçant la restauration du califat.

La lutte contre le terrorisme a déjà fait couler beaucoup d'encre. Certains auteurs se sont intéressés aux djihadistes, à leurs doctrines, leurs pratiques, leur sociologie ou encore leur psychologie. Toute une discipline,

la « djihadologie », a émergé, traversée depuis par des débats fiévreux entre spécialistes sur le sens à donner au phénomène. D'autres chercheurs se sont penchés sur le champ des « contre- » : contre-terrorisme, contre-insurrection, contre-discours. Discuté tantôt par des « experts » relayant le discours des autorités, tantôt par des critiques plus ou moins virulents des politiques sécuritaires, ce champ est aussi marqué par une forte polarisation des points de vue.

Chacune de ces approches est nécessaire, mais aucune n'est suffisante. Adopter un point de vue stratégique suppose de s'intéresser aux différentes parties d'un conflit. La guerre, comme l'écrit Clausewitz, est une « action violente [où] chacun des adversaires impose sa loi à l'autre ». Prolongeant cette idée, André Beaufre la décrivait comme le produit d'une dialectique des volontés, une escrime où il faut savoir « attaquer, menacer, surprendre, feindre, tromper, forcer, fatiguer, parer, riposter, esquiver, rompre[10] ». L'ambition de ce livre est d'essayer de comprendre la chaîne d'actions et de réactions ayant conduit à prolonger la guerre contre le terrorisme pendant deux décennies, sans qu'on en voie véritablement la fin.

Revenons à la tragédie. En 1935, Louis Jouvet faisait donner au théâtre de l'Athénée *La guerre de Troie n'aura pas lieu* de Jean Giraudoux, plaidoyer pacifiste sur l'évitabilité des conflits à la veille d'une nouvelle conflagration mondiale. Un demi-siècle plus tard, Jean Baudrillard publiait en clin d'œil *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*[11]. Dans cet essai paru après la défaite de Saddam Hussein en 1991, le philosophe affirmait que le résultat de la confrontation était connu d'avance, tant la supériorité des États-Unis et de leurs alliés était nette. L'événement qui s'était déroulé à cette époque au Koweït et en Irak ne pouvait même pas être qualifié de guerre car le choc des deux armées n'avait pas véritablement eu lieu. Les forces américaines s'étaient contentées d'écraser à distance, en quarante-deux jours, un adversaire technologiquement dépassé et incapable de réagir.

La guerre contre le terrorisme dure, elle, depuis plus de sept mille jours. La supériorité technologique et militaire des Occidentaux face aux djihadistes est encore plus flagrante qu'en 1991 face à l'armée irakienne. Et pourtant, les djihadistes ne sont pas demeurés spectateurs de leur défaite. Ils ont ingénieusement pratiqué l'escrime de la stratégie et appris à esquiver, fatiguer, feindre et rompre autant qu'à attaquer et menacer. Ils ne sont pas pour autant parvenus à rééditer un attentat aussi spectaculaire que celui du 11 Septembre, ni à conserver plus de quelques années une assise territoriale comparable à celle dont ils bénéficiaient en Afghanistan avant 2001. L'État islamique en Irak et au Levant n'est plus qu'une chimère et le califat universel est redevenu une utopie, ou plutôt une dystopie, à l'aune des atrocités de Daech.

Il n'y aura ni unité de temps, ni unité de lieu, ni unité d'action dans les pages qui suivent. La guerre de vingt ans n'est pas une pièce de théâtre mais un drame bien réel, non linéaire[12], qui a charrié son lot de victimes des contreforts de l'Hindou Kouch aux plaines de Mésopotamie en passant par les déserts du Sahara et les métropoles de la vieille Europe. Seule concession faite aux règles de la dramaturgie classique : cinq actes se succéderont.

Le premier, de 2001 à 2006, est celui de l'hyperterrorisme et des guerres post-11 Septembre. Suivant toujours le schéma de la tragédie grecque, la *némésis* ne manque pas de succéder à l'*hubris*[13]. On pense ici au péché d'orgueil d'Oussama Ben Laden qui croyait être en capacité de mettre l'Amérique à genoux[14], mais aussi à celui de George W. Bush qui s'est engagé dans le projet prométhéen d'imposer la démocratie par la force à travers le « grand Moyen-Orient ».

Le deuxième acte, de 2006 à 2011, correspond à l'ère de la contre-insurrection. Au début de cette période, les États-Unis et leurs alliés paraissent s'enliser dans les guerres en Afghanistan et en Irak. Ils finissent

par adapter leurs méthodes de combat aux conflits asymétriques et, lorsque Oussama Ben Laden est tué en mai 2011, al-Qaida semble aux abois.

Le troisième acte, de 2011 à 2014, voit la mouvance djihadiste se relancer à la faveur des révoltes qui secouent le monde arabe. La Syrie devient progressivement le nouveau centre névralgique du djihadisme international. C'est aussi pendant cette période que la France cède aux sirènes de la guerre contre le terrorisme. Alors que les dirigeants français rejetaient jusque-là ce concept, ils finissent par l'endosser en se lançant dans leur propre guerre au Mali.

Au quatrième acte, de 2014 à 2017, le leadership d'al-Qaida au sein de la nébuleuse djihadiste est contesté par Daech. Ce dernier ébranle le Moyen-Orient en y créant un État terroriste qui provoque le monde entier par sa férocité. Alors qu'une coalition internationale se forme pour s'y opposer, le groupe conduit ou inspire des attentats dans de nombreux pays. La France, notamment, est durement frappée et développe en réponse un nouvel arsenal juridique et sécuritaire.

Le cinquième acte commence en 2017 avec la reprise de Mossoul aux combattants de l'État islamique (EI) et perdure jusqu'à aujourd'hui. Le califat s'effondre sous les coups de boutoir de ses multiples ennemis mais Daech survit pour mieux renaître de ses cendres. La mouvance djihadiste est affaiblie sans être vaincue. Du Sahel à la Corne de l'Afrique en passant par la péninsule arabique et l'Asie centrale, ses combattants poursuivent le combat. De guerre lasse, les Occidentaux, eux, souhaitent réduire leur engagement alors que de nouveaux défis frappent à la porte de l'Histoire. La guerre contre le terrorisme entre dans sa troisième décennie et tous se demandent quand, enfin, le rideau retombera.

ACTE I

L'ONDE DE CHOC DE L'HYPERTERRORISME

2001-2006

1

Naissance de la tragédie

Nous sommes le 12 septembre… 1970. Trois avions de ligne se font face sur une piste poussiéreuse, non loin de Zarka en Jordanie. Les pirates de l'air du Front populaire de libération de la Palestine ont forcé les appareils à se poser sur cet ancien terrain d'aviation de la Royal Air Force, connu sous le nom de Dawson's Field. Ils ont pris soin d'évacuer les passagers et de réunir la presse internationale avant de déclencher les explosifs. Les images des appareils en feu ont fait le tour du monde. Certains y voient la naissance d'un « terrorisme publicitaire[1] » destiné à utiliser la violence de façon spectaculaire pour faire connaître une cause. Il s'agissait aussi d'une forme de négociation : les otages étaient utilisés comme monnaie d'échange pour obtenir des concessions politiques ou des libérations de prisonniers. Ainsi, pendant la guerre froide, le terrorisme n'était pas vu comme une menace existentielle mais plutôt comme une nuisance, une forme de conflictualité impressionnante mais peu meurtrière, causant tout au plus quelques centaines de morts chaque année dans le monde[2], ce qui lui donnait l'aspect d'un danger secondaire par rapport au risque de guerre nucléaire entre les deux blocs.

La chute de l'Union soviétique et l'affaiblissement des mouvements révolutionnaires à travers le monde n'ont pas signé la fin de l'histoire, mais

son cours semblait s'être quelque peu adouci[3]. Pendant les années 1990, les États-Unis demeuraient la seule superpuissance dépourvue d'ennemis capables de la menacer sérieusement. Durant la crise du Golfe de 1990-1991, une centaine de soldats américains ont été tués au combat pour plus d'un demi-million de militaires déployés[4]. Autrement dit, compte tenu de la durée du déploiement et de la jeunesse des recrues, la mortalité aurait été à peu près équivalente si ces militaires étaient restés aux États-Unis[5]. Quelques années plus tard, lors de la guerre du Kosovo, les forces américaines n'auraient subi aucune perte directement liée à l'action armée. Ces conflits des années 1990 ont fait entrer dans le langage courant un oxymore trompeur : la « guerre zéro mort ».

Cette période sans adversaire majeur a brutalement pris fin le 11 septembre 2001. Plusieurs facteurs expliquent pourquoi al-Qaida a rapidement été perçue comme un ennemi vital. Tout d'abord, les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone ont été, de loin, les attentats les plus meurtriers de l'histoire : jusqu'alors, nul n'imaginait qu'un groupe terroriste pût tuer instantanément des milliers de personnes. Un tel niveau de pertes semblait l'apanage d'armées disposant de moyens militaires conventionnels. Le fait qu'une organisation non étatique aux moyens limités puisse causer des dégâts de nature militaire a durablement changé la perception du terrorisme.

Ensuite, ces attentats ont constitué une surprise stratégique[6]. Ce n'est pas à dire que des signaux d'alerte n'avaient pas été donnés. Le président des États-Unis reçoit quotidiennement une synthèse de renseignements appelée le *President's Daily Brief* (PDB). Du 20 janvier – date de la prise de fonctions de George W. Bush – au 10 septembre 2001, 40 PDB évoquaient Oussama Ben Laden et son organisation[7]. Les services de renseignement américains connaissaient al-Qaida et ont senti la menace augmenter au cours de l'année. Toutefois, si l'hypothèse d'un attentat sur le sol américain avait été envisagée, la probabilité d'une action contre des intérêts

américains à l'étranger était considérée comme supérieure. En juin 2001, la Central Intelligence Agency (CIA) a alerté tous ses chefs de station dans le monde sur la possibilité d'une attaque-suicide imminente. En dépit de ces avertissements, l'ampleur du bilan, le mode opératoire inédit et le choix des cibles, au cœur même du territoire américain, ont eu un effet de sidération[8]. L'année 2001 marquait le 60e anniversaire du bombardement japonais du 7 décembre 1941 et le film commémoratif *Pearl Harbor* était sorti sur les écrans au printemps. Nombre d'Américains, y compris le président Bush dans son journal personnel, ont alors présenté le 11 Septembre comme le « Pearl Harbor du XXIe siècle[9] ».

Une fois la phase de sidération dissipée, le 11 Septembre a ouvert le champ des possibles : les capacités d'al-Qaida n'étaient pas précisément connues et l'hypothèse d'une vague mondiale d'« hyperterrorisme[10] » ne pouvait être exclue. Dès lors que des avions de ligne avaient été détournés et projetés délibérément sur des bâtiments, aucun scénario ne paraissait impossible. Ce qui aurait pu relever de la science-fiction avant le 11 Septembre entrait dans la catégorie des hypothèses à envisager sérieusement après cet événement fondateur. Par exemple, le 13 septembre 2001, l'Autorité de sûreté nucléaire française a publié ce communiqué inquiétant :

> [Les installations nucléaires] sont construites depuis les années 1970 pour résister sans dommages à l'impact de la chute d'avions de la première famille, les petits avions civils. Elles ne sont pas construites pour résister sans dommages à l'impact d'autres avions, dont les probabilités de chute accidentelle sont extrêmement faibles. En la matière, les règles françaises ne diffèrent pas de la pratique internationale. Ce qui s'est passé aux USA ne relève pas de chutes accidentelles mais de véritables

actes de guerre, qui ne sont pas pris en compte dans la construction des installations nucléaires[11].

Dans le cadre d'exercices, les services de secours et les forces de sécurité ont été confrontés à des scenarios apocalyptiques d'attentats nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques. Autrement dit, à partir du 11 Septembre, le terrorisme a été considéré aux États-Unis et dans d'autres pays occidentaux comme une menace stratégique, voire existentielle. Cette rupture est liée à un homme que rien ne prédestinait à devenir l'ennemi public numéro un : Oussama Ben Laden.

Oussama Ben Laden, Abdallah Azzam et les origines d'al-Qaida

Oussama Ben Laden voit le jour à Riyad en 1957[12]. Il est le dix-septième fils de Mohammed Ben Laden, un immigré yéménite ayant fait fortune dans le bâtiment et les travaux publics en Arabie saoudite. Les parents du jeune garçon se séparent alors qu'il est enfant. Il s'installe avec sa mère – une Syrienne originaire de Lattaquié – à Djedda. Quand son père meurt en 1967 dans un accident d'avion, Oussama hérite d'un pécule confortable tandis que ses frères aînés reprennent en main les affaires paternelles sous le nom anglicisé de Bin Laden Group.

À la fin des années 1970, il suit des études de gestion à l'université du roi Abdel Aziz de Djedda. Au même moment, l'islam politique émerge comme une alternative au nationalisme panarabe, qui ne s'est jamais véritablement remis de la défaite face à Israël lors de la guerre des Six Jours de 1967, puis de la mort du président égyptien Nasser en 1970. Renforcés par le premier choc pétrolier de 1973, les pays du Golfe, et singulièrement l'Arabie saoudite, emploient leurs « pétrodollars » à diffuser un islam

rigoriste. Un mouvement panislamiste se développe à cette époque. Il présente la communauté des croyants, l'*oumma*, comme une seule entité dépassant les appartenances nationales, et cherche à favoriser la solidarité entre musulmans de tous pays[13]. Le jeune Oussama, comme d'autres Saoudiens de sa génération, apporte par exemple à cette époque son soutien financier aux Frères musulmans de Syrie qui s'opposent alors au régime baasiste d'Hafez al-Assad. En dépit de cette aide, la contestation islamiste sera matée dans le sang par l'armée syrienne, tout particulièrement en 1982 à Hama, où le groupe aura fait l'erreur de provoquer Assad dans un soulèvement armé[14].

1979 est une date charnière dans l'histoire du djihadisme moderne. Au début de l'année a lieu la révolution iranienne. Après 37 ans de règne, le shah est chassé du pouvoir en janvier et, le mois suivant, l'ayatollah Khomeiny, rentré de son exil français, proclame la République islamique. Le philosophe Michel Foucault, envoyé spécial sur place pour le *Corriere della Sera*, écrit : « L'islam – qui n'est pas simplement une religion mais un mode de vie, une appartenance à une histoire et à une civilisation – risque de constituer une gigantesque poudrière à l'échelle de centaines de millions d'hommes[15]. » Dans les années qui suivent, l'Iran – en guerre contre l'Irak et en rivalité avec l'Arabie saoudite soutenue par les États-Unis – cherchera à exporter son modèle révolutionnaire et commencera à diffuser la martyrologie chiite dans une partie du Moyen-Orient[16].

Le 20 novembre de cette même année 1979, premier jour de l'an 1400 de l'Hégire, est marqué par la prise d'assaut de la grande mosquée de La Mecque par le groupe de Juhayman al-Utaybi. Ce prêcheur radical, convaincu du retour du messie (*mahdi*) et de l'imminence de la fin des temps, s'en prend « aux membres de la famille royale pour leur corruption et leur inconduite, et aussi pour avoir choisi de s'appuyer sur des "infidèles" […] en vue d'assurer leur propre sécurité[17] ». Le cheikh Abd al-Aziz Ibn Baz, grand mufti d'Arabie saoudite, émet une *fatwa* qui autorise l'emploi de

la force pour déloger les insurgés. Après avoir essuyé un premier échec, la Garde nationale demande une aide technique à la France qui dépêche sur place un petit détachement du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et livre du gaz incapacitant. La grande mosquée est finalement reprise après deux semaines de siège et al-Utaybi arrêté. Son portrait le plus célèbre le montre après son arrestation, visage émacié, regard noir perçant, chevelure hirsute et barbe fournie. Le chef des insurgés sera finalement exécuté, à l'âge de quarante-trois ans. Si aucun lien formel n'a pu être établi entre lui et les futurs fondateurs d'al-Qaida, la prise d'assaut de la mosquée de La Mecque a néanmoins poussé le régime saoudien à « donner plus de pouvoir aux oulémas et plus d'espace politique aux activistes islamistes au début des années 1980[18] ».

Mais l'événement de 1979 qui aura le plus d'impact dans l'histoire du djihadisme moderne survient un mois plus tard, à la fin décembre. L'intervention de l'Armée rouge soviétique en Afghanistan n'est à l'origine qu'une simple opération de « réalignement politique » au sein du bloc communiste, assez typique de la doctrine Brejnev, comme on l'avait vu à Prague en 1968. La manœuvre visait à remplacer le président afghan, Hafizullah Amin, par un autre, Babrak Karmal, jugé plus docile. Amin est tué lors de l'assaut du palais Tajbeg, une demeure majestueuse construite sur une petite colline à une quinzaine de kilomètres de Kaboul. Mais tandis que Karmal s'installe, il se heurte à une résistance grandissante née des entrailles de la société afghane, en pleine ébullition depuis la chute du roi Zaher six ans plus tôt. Pour appuyer le pouvoir fragile de son nouvel allié, Moscou va maintenir ses troupes dans le pays pendant près d'une décennie, tenant les principales villes et les grands axes de communication.

En face, ceux que l'on commence déjà à appeler les moudjahidines afghans, se répartissent en diverses factions, pour partie traditionalistes, pour partie islamistes, plus ou moins unies dans leur opposition à un pouvoir communiste athée. Ils installent leur quartier général à Peshawar,

au Pakistan, pays qui leur fournit une aide économique et militaire, mû par sa crainte de l'alliance indo-soviétique. Les États-Unis de Ronald Reagan apportent aussi leur soutien, à travers un programme clandestin piloté par la CIA sous la supervision du Congrès qui autorisera entre 1984 et 1987 une aide de plus de 3 milliards de dollars au profit des moudjahidines[19]. D'autres pays occidentaux se joignent à l'entreprise, de la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher à la France de François Mitterrand, aussi bien sous l'angle clandestin qu'humanitaire[20].

Mais la cause afghane trouve aussi un fort écho dans le monde musulman. À l'occasion d'une session extraordinaire de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) à Islamabad en janvier 1980, une résolution demandant le retrait de l'Armée rouge est adoptée. L'Arabie saoudite, où les « pétrodollars » coulent à flots après le deuxième choc pétrolier de 1979, affiche son soutien à ce « djihad » défensif. Dès le mois de mai 1980, le ministre des Affaires étrangères, Saoud al-Faisal, annonce un don de plus de 20 millions de dollars à l'OCI au profit des réfugiés afghans. On est toutefois encore loin des sommes dépensées quelques années plus tard : entre 1987 et 1989, le gouvernement saoudien soutient les moudjahidines à hauteur de 1,8 milliard de dollars[21].

La mobilisation en faveur des moudjahidines ne provient pas que d'États. Des ONG venues d'Occident et du monde musulman se pressent au chevet de l'Afghanistan. Des individus charismatiques, tel Abdallah Azzam, sillonnent la planète pour sensibiliser les plus fortunés et lever des fonds. Né en 1941 dans la Palestine mandataire, ce dernier a étudié le droit islamique à Damas et au Caire, où il s'est étroitement lié au mouvement des Frères musulmans. Devenu enseignant à l'université du roi Abdel Aziz, en Arabie saoudite, celle-là même que fréquente alors le jeune Ben Laden, il édicte une importante fatwa prônant le soutien aux djihads palestinien et afghan et dont il développera ensuite les arguments dans un ouvrage paru en 1984 sous le titre *La Défense des territoires musulmans*. Selon lui, le

« djihad défensif » est une obligation individuelle pour tous les membres de l'oumma et n'implique en aucun cas d'attendre l'autorisation d'un quelconque souverain pour prendre les armes. Il s'agit donc, en quelque sorte, d'une « privatisation du djihad[22] », dont les conséquences se feront sentir pendant des décennies.

Azzam joint les actes à la parole. Toujours en 1984, il fonde la première structure ayant pour vocation de faciliter l'acheminement de combattants volontaires venus de tout le monde arabe pour se joindre aux moudjahidines : ce sera le Bureau des services (*makhtab al-khidamat*). Le djihad afghan n'a pas attiré à ce stade plus d'une centaine de combattants arabes : la distance, la barrière de la langue et les problèmes logistiques sont autant de freins auxquels Azzam entend remédier. Pour financer cette nouvelle organisation, il se tourne vers Oussama Ben Laden qu'il a croisé lorsque ce dernier était étudiant à Djedda. Le jeune héritier se montre généreux envers le Bureau des services qui possède bientôt plusieurs « maisons d'hôtes » à Peshawar, non loin de la frontière avec l'Afghanistan. Le *makhtab al-khidamat* édite également un magazine, *al-Jihad*, tiré à des milliers d'exemplaires et distribué dans de nombreux pays, y compris en France où il est vendu par le Groupement islamique à Ménilmontant. Les volontaires affluent désormais par centaines, puis par milliers. Les estimations sur leur nombre total varient : entre 5 000 et 20 000 sur la période 1979-1992, les recherches les plus récentes tournant plutôt autour de 10 000[23].

Parmi les Arabes qui arrivent alors au Pakistan se trouve Ayman al-Zawahiri. Ce médecin égyptien, chirurgien de formation, connaît déjà le pays : il y a effectué deux missions humanitaires en 1980 et 1981, alors qu'il travaillait pour une clinique tenue par les Frères musulmans. À son retour en Égypte, il est confronté à la vague de répression consécutive à l'assassinat du président Anouar el-Sadate par une faction violente des Frères ayant pris le nom révélateur de Djihad islamique. Une photographie

de 1982 le montre à son procès, dans une cage, entouré d'autres accusés. Son regard déterminé et ses lunettes d'intellectuel lui donnent de faux airs de Malcolm X. Son front n'arbore pas encore la *tabaâ*, la marque sombre provoquée par les frictions répétées lors des prières, qui le caractérisera plus tard. Il est condamné à trois ans d'emprisonnement, au cours desquels il aurait subi des séances de torture. Libéré en 1985, il rejoint Peshawar où il se rapproche de Ben Laden mais se confronte à Azzam. Le point de discorde n'est pas anecdotique : Azzam veut privilégier la poursuite du combat en Afghanistan, même après le retrait des Soviétiques, jusqu'à l'établissement d'un État islamique, tandis que Zawahiri entend étendre les activités vers les « régimes impies » du monde arabe, de Syrie ou d'Égypte[24].

À la mi-1986, le Bureau des services établit le camp d'entraînement de Sada dédié à l'entraînement des volontaires arabes, puis celui de Khalden, tous deux situés dans le Paktia, une province orientale de l'Afghanistan[25]. Ben Laden souhaite mettre en place une autre structure dont l'objectif est de prodiguer une formation plus poussée pour les meilleurs combattants. Il crée ainsi un complexe paramilitaire surnommé « la tanière du lion » (*al-masada*) dans la zone de Jaji, toujours dans le Paktia. Les premières recrues y arrivent au début de l'année 1987 et sont engagées dès le printemps dans une série d'affrontements contre les Soviétiques. En mai 1987, ce complexe est attaqué par l'Armée rouge. L'assaut est repoussé, ce qui constitue le principal fait d'armes des volontaires arabes et de Ben Laden durant la guerre.

Le terme *al-Qaida* (« la base » en arabe) est semble-t-il employé à cette période pour désigner *al-masada* et les combattants d'élite qui y sont formés. Certaines sources indiquent que l'officialisation d'al-Qaida intervient en août 1988, mais cette date est sujette à controverses[26]. Quoi qu'il en soit, Ben Laden est désormais l'émir de cette organisation, tandis que l'Égyptien Abou Ubaidah al-Banshiri devient son chef militaire. En

novembre 1989, plusieurs mois après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, Azzam est tué dans un attentat dont la responsabilité continue de susciter des interrogations[27]. Si à cette date Oussama Ben Laden et Ayman al-Zawahiri rentrent respectivement en Arabie saoudite et en Égypte, « les camps d'entraînement restent ouverts et continuent à accueillir des milliers de nouveaux volontaires pendant la période 1989-1992[28] ».

La fin de la guerre froide et l'internationalisation des objectifs d'al-Qaida

La chute du mur de Berlin survient quelques semaines après le retour de Ben Laden dans son pays natal. Dans l'imaginaire djihadiste, les moudjahidines afghans, aidés par leurs frères arabes, ont joué un rôle essentiel dans la chute du bloc communiste. En effet, l'Union soviétique a mobilisé des moyens importants en Afghanistan où 620 000 soldats soviétiques et membres du KGB se sont succédé de 1979 à 1989. Officiellement, 14 453 d'entre eux y ont perdu la vie et 53 754 y ont été blessés, mais les pertes pourraient en réalité être bien plus élevées[29]. L'URSS et ses États satellites ne s'effondrent toutefois pas d'un coup. Dans le voisinage immédiat de l'Arabie saoudite demeure un régime communiste : l'ancien gouvernorat d'Aden, devenu en 1967 la République démocratique du Yémen, distincte de la République arabe du Nord-Yémen. Oussama Ben Laden mobilise les anciens d'Afghanistan d'origine yéménite et les incite à poursuivre la lutte dans leur pays. L'unification des deux Yémen en mai 1990 prend Ben Laden de court. Il pousse les islamistes à se retourner contre les nordistes d'Ali Abdallah Saleh mais rencontre peu de

succès du fait notamment d'une habile stratégie du président qui nomme certains d'entre eux à des postes importants.

En août 1990 débute la crise du Golfe avec l'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein. L'Arabie saoudite se sent menacée. Oussama Ben Laden, qui a des accès au plus haut niveau du régime saoudien, rencontre alors le ministre de la Défense, Sultan ben Abdelaziz, à qui il propose de mobiliser son réseau d'anciens moudjahidines arabes d'Afghanistan pour défendre le royaume wahhabite. Son offre est rejetée par la monarchie qui préfère faire appel à la protection des États-Unis. Des centaines de milliers de soldats américains, mais aussi britanniques, français ou italiens, débarquent alors dans la péninsule arabique dans le cadre des opérations *Desert Shield* puis *Desert Storm* – qui permettra finalement la libération du Koweït en 1991.

Le fait que le régime saoudien ait invité des armées « infidèles » à défendre la terre des Lieux saints n'est pas qu'un affront personnel pour Ben Laden : cet événement est perçu plus largement dans la mouvance djihadiste comme une trahison et un signe de mécréance de la famille régnante. Abou Moussab al-Souri – futur stratège syrien d'al-Qaida connu pour sa barbe rousse et surtout la rédaction, quelques années plus tard, de son *Appel à la résistance islamique globale* – explique que la guerre du Golfe a eu sur lui l'effet d'un « séisme idéologique et mental[30] ». Selon lui, la libération du Koweït était un prétexte utilisé par « l'Amérique, l'Europe occidentale et les juifs » pour lancer une nouvelle croisade. À cette époque, al-Qaida n'est toutefois pas prêt à se lancer dans une grande guerre contre les États-Unis. L'organisation est encore focalisée sur la zone afghano-pakistanaise. En 1991, Ben Laden retourne à Peshawar et soutient les moudjahidines qui veulent venir à bout du régime communiste de Mohammad Najibullah[31]. En novembre de la même année, Paulo Jose de Almeida Santos, un Portugais converti à l'islam et passé par les camps d'entraînement d'al-Qaida, tente d'assassiner l'ancien roi d'Afghanistan

Zaher Shah, en exil à Rome. Cette tentative est généralement présentée comme la première opération menée par l'organisation djihadiste dans un pays occidental[32].

En Afghanistan même, la guerre civile fait rage après la chute de Najibullah en avril 1992 : la lutte sans pitié entre les différentes factions de moudjahidines pousse nombre d'Arabes à retourner chez eux ou à trouver une autre cause pour poursuivre la guerre sainte. Une présence résiduelle est maintenue en zone afghano-pakistanaise, sous la direction de l'Égyptien Abou Walid al-Masri, mais les priorités sont désormais ailleurs. Les anciens d'Afghanistan essaiment, du Maghreb aux Balkans en passant par le Levant et le Caucase[33]. La Bosnie et la Tchétchénie reçoivent ainsi chacune des contingents de volontaires étrangers, passés ou inspirés par l'expérience afghane. L'Algérie sombre quant à elle dans la « décennie noire » après l'annulation de la victoire des islamistes aux élections législatives de 1991. S'ensuit la création du Groupe islamique armé (GIA), encadré par une partie des Algériens qui avaient rejoint le djihad afghan au cours de la décennie précédente – leur nombre varie, selon les sources, de plusieurs centaines à quelques milliers[34]. Le GIA mène une guérilla rurale sur une large partie du territoire algérien avec des tactiques qui rappellent celles du FLN pendant la guerre d'indépendance. Mais son chef, Djamel Zitouni, fait aussi le choix du terrorisme international, commanditant le détournement d'un Airbus d'Air France en 1994 et une campagne d'attentats sur le territoire français en 1995. Miné par les dissensions internes et les manipulations des services de renseignement algériens, le mouvement périclite lentement après la mort de Zitouni à l'été 1996.

Chassé d'Arabie saoudite pour ses critiques de la monarchie, Ben Laden s'installe quant à lui au Soudan au début des années 1990. Le dictateur Omar el-Béchir, alors proche de l'idéologue islamiste Hassan al-Tourabi, accepte que le chef d'al-Qaida s'établisse à Khartoum avec sa famille et une partie des cadres de son organisation. Tout en investissant financièrement

dans le pays, notamment dans le domaine des infrastructures et de l'agriculture, il continue à suivre l'actualité du djihadisme aux côtés de sa garde rapprochée.

Depuis le Soudan, l'attention d'al-Qaida se tourne vers la Somalie. Le pays a sombré dans le chaos après la destitution de Siad Barre qui l'avait dirigé sans partage pendant plus de vingt ans. Au conflit s'ajoute une situation humanitaire catastrophique qui pousse à l'intervention des Nations unies, mais aussi des États-Unis, dont les troupes débarquent en décembre 1992. C'est le moment que choisit l'organisation terroriste pour conduire sa première attaque contre l'Amérique : deux hôtels d'Aden où transitent les soldats américains en partance vers la Somalie sont pris pour cibles. Le coup manque son but : seuls un touriste autrichien et un employé sont tués[35].

Mais al-Qaida entend frapper plus fort, à la tête même de l'ennemi qu'elle s'est désigné. New York dans les années 1990 est devenu le temple de l'Amérique triomphante économiquement et culturellement. Au cœur de la ville, les tours jumelles, les bâtiments les plus élevés du monde, sont le symbole de cette hyperpuissance. Début 1993, un jeune djihadiste tente une première fois de mettre à bas cette icône de l'orgueil américain. Ramzi Youssef est le fils d'une mère palestinienne et d'un père pakistanais, il a grandi au Koweït et suivi des études en génie électrique au pays de Galles[36]. Après un passage par un camp d'entraînement dans la zone afghano-pakistanaise, il arrive aux États-Unis en septembre 1992. Le 26 février, il loue une camionnette, la remplit d'explosifs et la gare dans le parking souterrain du World Trade Center. L'attentat fait 6 morts et plus de 1 000 blessés, mais, contrairement à ce qu'avait imaginé le terroriste, le blast ne suffit pas à provoquer l'effondrement des tours jumelles.

Quelques jours après l'attaque, le *New York Times* reçoit une lettre signée du « cinquième bataillon de l'Armée de libération » qui explique que l'attentat du World Trade Center a été conduit en représailles au soutien

américain à Israël et aux dictatures arabes[37]. Des exigences sont émises, en particulier la rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et Israël ainsi que la fin de l'ingérence de Washington dans les affaires du Moyen-Orient. La lettre précise que si ces demandes n'étaient pas satisfaites, les attaques se poursuivraient, l'Armée de libération disposant de 150 « soldats » prêts à mourir.

Quatre mois plus tard, l'Égyptien Omar Abdel Rahman, un ancien d'Afghanistan surnommé le « cheikh aveugle » et considéré comme le chef spirituel de la Jamaa al-Islamiya – une autre scission extrémiste des Frères musulmans, proche du Djihad islamique –, est arrêté par le FBI puis condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, entre autres pour avoir projeté une série d'attentats sur le sol américain. Dans l'entourage d'Abdel Rahman se trouvent des individus impliqués à différents niveaux dans l'attaque de 1993 ainsi qu'El-Sayyid Nosair, auteur de l'assassinat du rabbin d'extrême droite Meir Kahane à Manhattan en 1990[38]. Ramzi Youssef sera quant à lui finalement arrêté en 1995 au Pakistan et extradé vers les États-Unis. Il est condamné à la prison à vie pour son implication dans les attentats de 1993, mais aussi pour avoir projeté de faire exploser des avions civils en route vers les États-Unis en provenance d'Asie (opération *Bojinka*). Un autre personnage central dans la conception de l'attentat du World Trade Center de 1993 est Khalid Sheikh Mohammed, l'oncle de Ramzi Youssef, qui deviendra un cadre important d'al-Qaida et sera impliqué dans les attaques du 11 septembre 2001.

Le retour en Afghanistan et la montée en puissance du djihad global

En 1994, le ton monte entre Oussama Ben Laden, toujours exilé au Soudan, et le régime saoudien. En février, le chef d'al-Qaida est victime

d'une tentative d'assassinat, parfois attribuée aux services de renseignement du régime wahhabite[39]. L'ancien mufti d'al-Qaida, Abou Hafs al-Mauritani, est témoin de la fusillade. Il voit trois hommes « au teint clair, de type arabe » sauter d'un 4 × 4 et mitrailler la maison de Ben Laden avec des kalachnikovs[40]. Il parle de cet événement comme d'un « choc immense au sein d'al-Qaida et des autres groupes djihadistes alors présents à Khartoum, comme les Égyptiens du Djihad islamique et de la Jamaa al-Islamiya, ainsi que le Groupe islamique combattant libyen ». Il ajoute : « Nous nous pensions à l'abri dans notre sanctuaire soudanais. Preuve était faite que nous avions tort. »

L'emprisonnement par les autorités de Riyad de deux prédicateurs critiques de l'alliance américano-saoudienne, Safar al-Hawali et Salman al-Awdah, marque une autre rupture. Ben Laden publie un communiqué accusant les dirigeants saoudiens de mener une guerre contre l'islam. Le régime pousse la famille Ben Laden à s'éloigner d'Oussama, déchu de sa nationalité quelques mois auparavant. D'après Abou Moussab al-Souri, c'est à cette époque, alors qu'il vit encore au Soudan, que la vision stratégique de l'émir d'al-Qaida évolue. Il décide de concentrer ses efforts sur la « tête du serpent » plutôt que sur « ses multiples queues[41] ». Pour le dire autrement, il choisit de cibler « l'ennemi lointain » – c'est-à-dire les États-Unis et leurs alliés occidentaux – plutôt que « l'ennemi proche » – c'est-à-dire les gouvernements de pays musulmans considérés comme corrompus et apostats par les djihadistes.

L'année 1994 voit également la situation évoluer en Afghanistan avec l'émergence d'une nouvelle faction islamiste radicale, les Talibans (« étudiants »), recrutés pour certains dans des écoles coraniques (*madrassas*) qui se sont multipliées dans les camps de réfugiés afghans au Pakistan, avec le soutien financier de donateurs du Golfe. Fortement appuyés par les services secrets pakistanais, les Talibans s'emparent de Kandahar dès octobre 1994, puis de Kaboul en septembre 1996. Les

combats se poursuivent cependant contre le Front uni islamique et national, plus connu sous le nom d'Alliance du Nord, coalition éparse d'anciens communistes et d'ex-moudjahidines emmenée par le « Lion du Panshir », le commandant Ahmed Shah Massoud, icône de la lutte contre les Soviétiques. Le chef des Talibans est lui aussi un vétéran du djihad afghan : borgne, de haute taille, aux habitudes austères, Mohammad Omar, dit « mollah Omar », est proclamé « Commandeur des Croyants[42] ». Le mouvement qu'il dirige jouit au départ d'une certaine popularité en apportant une forme d'ordre dans un pays en proie à la violence armée depuis près de deux décennies. La source de ce nouvel ordre n'est cependant plus la souveraineté populaire mais une interprétation ultraconservatrice de la charia : c'est bien un « État clérical dominé par les oulémas[43] » que mettent en place les Talibans, sans égard pour les libertés publiques et individuelles.

Alors que sa présence n'est plus souhaitée au Soudan, où il est surveillé par la CIA qui l'a identifié comme un individu extrêmement dangereux pour les intérêts américains, Ben Laden décide de rejoindre l'Afghanistan. Il y a rencontré le mollah Omar dans les années 1980 et dispose encore de relais solides dans le pays. En mai 1996, il quitte Khartoum avec sa garde rapprochée dans un avion mis à sa disposition par le régime. Peu après son arrivée en Afghanistan, il publie une « Déclaration de jihad contre les Américains qui occupent le pays des deux lieux saints ». Citant le théologien médiéval Ibn Taymiyya, théoricien du djihad contre les Mongols et les Croisés au XIII^{e} siècle, il estime que combattre les agresseurs est, « après la foi, le premier des devoirs[44] ». Les ennemis y sont clairement désignés : les États-Unis, Israël et les « valets de l'alliance judéo-croisée ». C'est aussi dans cette déclaration qu'il emploie une expression, tirée d'un hadith, utilisée depuis lors à maintes reprises à propos des djihadistes : « Ils aiment autant la mort que vous aimez la vie. » Il mentionne également deux attentats survenus en Arabie saoudite et ayant coûté la vie à des militaires

américains, à Riyad en novembre 1995 et Khobar en juin 1996. Si la paternité de la première attaque a effectivement été attribuée à des anciens d'Afghanistan qui n'étaient toutefois pas directement liés à Ben Laden, celle de la seconde est bien plus discutée, la justice américaine ayant mis en cause le groupe Hezbollah al-Hedjaz soutenu par l'Iran et le corps des Gardiens de la révolution islamique[45].

Au cours des années qui précèdent les attentats du 11 septembre 2001, Ben Laden réitère à plusieurs reprises ses menaces à l'égard des États-Unis. Avec l'aide d'Abou Moussab al-Souri, alors basé à Londres où il s'occupe notamment de la communication du GIA algérien, il établit des liens avec de grands médias occidentaux comme Channel 4 et CNN[46]. En mars 1997, il accorde une interview aux journalistes Peter Arnett et Peter Bergen. Ces derniers se voient confisquer leur caméra de peur qu'elle ne soit piégée et se font prêter du matériel vidéo par l'entourage du chef d'al-Qaida. Au cours de l'entretien, Ben Laden affirme cibler avant tout les soldats américains présents en Arabie saoudite, mais lorsque la question « Quels sont vos plans pour l'avenir ? » lui est posée, il sourit et répond calmement : « Vous les verrez et en entendrez parler dans les médias, si Dieu veut[47]. »

Les déclarations du chef d'al-Qaida ont pour conséquence d'attirer l'attention des pays occidentaux et de faire monter la pression sur les Talibans qui l'hébergent. D'après Abou Walid al-Masri, alors proche de Ben Laden, la direction des Talibans est divisée sur la présence des « Arabes » en Afghanistan : certains la rejettent, craignant qu'elle n'accroisse encore la pression sur le régime déjà mis au ban de la communauté internationale, d'autres souhaitent simplement que le chef d'al-Qaida fasse profil bas pendant un certain temps[48]. Le mollah Omar se situe dans le second camp : il demande de la patience, le temps que l'émirat afghan, encore confronté à l'Alliance du Nord, renforce son assise dans le pays. Pendant ce temps, l'étau se resserre autour de Ben Laden qui échappe à une tentative d'assassinat en 1997 – l'obligeant à déménager de Jalalabad à Kandahar –

puis à un projet d'enlèvement en 1998. La première est l'œuvre du fils de l'ancien gouverneur de Jalalabad, Hajji Qadir, et aurait été ourdie par l'Arabie saoudite[49], tandis que le second est élaboré par la CIA[50].

Le 23 février 1998, Oussama Ben Laden et d'autres chefs djihadistes, dont Ayman al-Zawahiri, publient un nouveau manifeste : la « Déclaration du Front islamique mondial pour le djihad contre les juifs et les croisés[51] ». Ce texte soutient que les Américains ont déclaré la « guerre contre Dieu et son prophète » et souligne que, dans ces conditions, la « guerre sainte est un devoir individuel ». L'appel est des plus explicites :

> Nous rendons à tous les musulmans le jugement suivant. Tuer les Américains et leurs alliés, qu'ils soient civils ou militaires, est un devoir qui s'impose à tout musulman qui le pourra, dans tout pays où il se trouvera, et ce jusqu'à ce que soient libérées de leur emprise la mosquée al-Aqsa [à Jérusalem] comme la grande mosquée de La Mecque, et jusqu'à ce que leurs armées sortent de tout territoire musulman, les mains paralysées, les ailes brisées, incapables de menacer un seul musulman.

Al-Qaida ne se contente pas de communiquer. À partir de la bataille de Kaboul à la mi-1997, l'organisation participe à des combats aux côtés des Talibans sous la forme d'une unité d'élite : la « 55e Brigade ». Composée entièrement de combattants étrangers – plus d'un millier à son apogée selon plusieurs sources –, elle dispose de certains équipements de pointe pour l'époque (jumelles de vision nocturne, téléphones satellites), acheminés grâce au réseau de soutien transnational tissé par les anciens du djihad des années 1980. Al-Qaida met également en place des camps d'entraînement où sont formées de nouvelles recrues venues du monde arabe, mais aussi d'Europe. Omar Nasiri, un Belge d'origine marocaine, passé par les camps de Khalden et de Darunta, témoigne : « La plupart des hommes […] restaient six ou sept mois – c'était la durée standard de l'entraînement. Il

arrivait cependant que certains groupes ne restent qu'une ou deux semaines, afin de préparer des missions déterminées[52]. » Les recrues reçoivent un enseignement idéologique, physique et militaire. Nasiri affirme même avoir assisté à un test de vectorisation de gaz moutarde et à une expérimentation d'administration de cyanure à des animaux[53].

Le 7 août 1998, exactement huit ans après le début du déploiement des troupes américaines en Arabie saoudite dans le cadre de l'opération *Desert Shield*, se produisent les attentats les plus sophistiqués et les plus meurtriers commis jusqu'alors par al-Qaida. Deux camions remplis d'explosifs et conduits par des candidats au « martyre » explosent à proximité des ambassades américaines de Nairobi et Dar es Salam, tuant environ 200 Kenyans, 12 Américains et une dizaine de Tanzaniens[54]. En représailles, le président Clinton autorise des frappes de missiles Tomahawk contre une usine au Soudan suspectée d'être utilisée par al-Qaida pour développer des armes chimiques ainsi que contre des camps d'entraînement de la région de Khost en Afghanistan. Quelques combattants d'al-Qaida sont tués, mais les leaders, dont Ben Laden, qui n'était pas sur place, sont indemnes.

Vers les attentats du 11 septembre 2001

En novembre 1998, les États-Unis offrent une récompense de 5 millions de dollars à quiconque communiquerait des informations permettant la capture d'Oussama Ben Laden et de Mohamed Atef[55]. Ce dernier, plus connu sous sa *kunya* (nom de guerre[56]) d'Abou Hafs al-Masri, a succédé au chef militaire d'al-Qaida, Abou Ubaidah al-Banshiri, après son décès accidentel deux ans plus tôt. En janvier 1999, une interview d'Oussama Ben Laden est publiée dans le magazine *Time*. Interrogé sur la mort de nombreux Africains lors des attentats de Dar es Salam et de Nairobi, il

rétorque qu'il est impossible de frapper les Américains sans faire de dommages collatéraux. Dans ces conditions, indique-t-il, « même le fait de tuer des musulmans est autorisé par l'islam[57] ». Questionné sur ses velléités d'acquérir des armes chimiques et nucléaires, il répond : « Ce serait un péché pour les musulmans de ne pas essayer de posséder des armes qui permettraient d'empêcher les infidèles d'infliger du mal aux musulmans. » D'après la commission d'enquête établie après les attentats du 11 septembre 2001, c'est à la fin de 1998 ou au début de 1999 qu'Oussama Ben Laden, encouragé par Abou Hafs al-Masri, aurait donné son accord à Khalid Cheikh Mohammed pour lancer la planification de ces attaques[58].

À cette époque, les Talibans adoptent un discours de plus en plus proche de celui de Ben Laden et refusent de l'expulser, en dépit des demandes répétées de Washington, au prétexte que le code d'honneur pachtoune leur interdirait de chasser un invité[59]. Ce faisant, les djihadistes continuent d'affluer du monde arabe. Au deuxième semestre 1999, le Jordanien Abou Moussab al-Zarkaoui – futur émir d'al-Qaida en Irak – s'installe en Afghanistan et ouvre un camp d'entraînement dans la région d'Hérat[60]. Le 15 octobre 1999, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution 1267 qui « exige que les Talibans remettent sans plus tarder Oussama Ben Laden aux autorités compétentes soit d'un pays où il a été inculpé, soit d'un pays qui le remettra à un pays où il a été inculpé, soit d'un pays où il sera arrêté et effectivement traduit en justice[61] ». Outre l'accueil de terroristes, d'autres reproches sont faits aux Talibans, en particulier leurs discriminations systématiques à l'égard des femmes – interdiction d'étudier et de travailler, ou même de sortir sans être accompagnées –, mais aussi leur lien avec le trafic d'opium ou encore l'assassinat de plusieurs diplomates iraniens. Des sanctions sont adoptées contre l'Émirat islamique d'Afghanistan qui n'a d'ailleurs été reconnu que par trois États : le Pakistan, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Malgré une nouvelle résolution prise le 19 décembre 2000 par le Conseil de

sécurité des Nations unies renforçant les sanctions, ces mesures n'ont que peu d'effet sur l'évolution du régime des mollahs[62].

Entre ces deux dates une série d'attentats connue sous le nom de « complot du millénaire » est déjouée : elle visait, entre autres cibles, l'aéroport de Los Angeles. Cette alerte n'empêche pas les futurs pirates de l'air du 11 Septembre d'entrer sur le territoire américain. En mars 2000, le responsable opérationnel des attentats contre le World Trade Center et le Pentagone, l'Égyptien Mohammed Atta, écrit à plusieurs écoles de pilotage aux États-Unis et obtient son visa le 18 mai[63]. Il apprend à piloter dans une académie de Floride, accompagné de Marwan al-Shehhi, un autre membre de la « cellule de Hambourg », ville d'Allemagne où ont étudié plusieurs terroristes. Tandis que les pirates de l'air s'entraînent et que la campagne présidentielle bat son plein aux États-Unis, al-Qaida revendique un nouvel attentat. Le 12 octobre 2000, dans le port d'Aden, au Yémen, une embarcation chargée d'explosifs fonce sur un destroyer de l'US Navy, l'*USS Cole*, causant la mort de 17 marins.

En janvier 2001, George W. Bush entre à la Maison-Blanche au terme d'une élection contestée. Deux mois plus tard, les Talibans s'attaquent aux statues géantes des bouddhas qui dominaient majestueusement la vallée verdoyante de Bamyan depuis environ mille cinq cents ans. Malgré les appels de la communauté internationale à protéger cet héritage culturel, les Talibans font dynamiter les statues qu'ils considèrent comme des symboles honnis de l'idolâtrie pré-islamique.

Début avril, le commandant Massoud effectue une visite en France. Il est reçu par le ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, et par la présidente du Parlement européen, Nicole Fontaine. Sur les photographies officielles, il porte son *pakol* couleur sable, le traditionnel béret afghan. Un chaleureux sourire illumine son visage buriné, marqué par des années de guerre. À l'occasion de cette visite, le « Lion du Panshir » en appelle au nouveau président américain : « Si le président Bush ne nous aide pas, alors

les terroristes causeront très bientôt des dégâts aux États-Unis et en Europe, et il sera trop tard[64]. »

Massoud est assassiné le 9 septembre 2001 par deux djihadistes tunisiens d'al-Qaida se faisant passer pour des journalistes et ayant caché des explosifs dans leur caméra. Ce qui adviendra quarante-huit heures plus tard changera la face du monde.

2

L’Empire contre-attaque

« On va trouver ceux qui ont fait ça et leur botter le cul[1]. » Tels sont les mots qu’aurait prononcés George W. Bush en parlant au vice-président Dick Cheney, depuis l’avion Air Force One, le 11 septembre 2001. Ce matin-là, le 43e président des États-Unis visite une école maternelle dans la petite ville de Sarasota, en Floride, dans le cadre de la campagne de lutte contre l’illettrisme *Leave No Child Behind* lorsque son conseiller, Karl Rove, lui annonce le crash d’un avion dans la tour nord du World Trade Center[2]. Ce qui pourrait encore être perçu comme un tragique accident va bientôt se révéler comme l’une des attaques-surprises les plus meurtrières de l’histoire américaine. Au regard des images insoutenables du triple attentat, les mots employés par le président des États-Unis au matin du 12 septembre ne surprennent personne : « Ces attaques […] étaient plus que des actes de terreur, affirme-t-il, elles étaient des actes de guerre[3]. » Le choix de placer d’emblée la réplique américaine dans le registre de la guerre allait avoir de lourdes conséquences sur la suite des événements.

Par le passé, la lutte contre le terrorisme avait déjà eu recours à la force armée, notamment à l’encontre des États sponsors, comme lors du raid de l’US Air Force sur Tripoli en avril 1986 ordonné par le président Ronald Reagan en représailles à l’attentat orchestré par Mouammar Kadhafi dans

une discothèque de Berlin-Ouest[4]. Ces opérations punitives n'avaient cependant jamais pris la forme d'une guerre à proprement parler. A contrario, la campagne qui s'amorce au soir du 11 Septembre est très vite pensée par Washington comme une « longue guerre » impliquant non seulement le démantèlement d'al-Qaida, mais aussi l'élimination de ses soutiens, étatiques ou non, ainsi qu'une action sur les conditions politiques, économiques et sociales favorisant l'émergence de la menace. Loin de se limiter à une seule mission de contre-terrorisme, la *global war on terror* prend donc les atours d'un vaste projet de transformation géopolitique.

Si les moyens militaires sont mobilisés à une échelle totalement inédite, ce sont pourtant d'abord les services de renseignement qui se trouvent en première ligne pour authentifier l'attaque et localiser un ennemi invisible, tandis que la diplomatie et les forces de police sont aussi mises à contribution. La géographie de la riposte démontre enfin le caractère « global » de la nouvelle guerre. L'Afghanistan puis le Moyen-Orient apparaissent certes dans l'œil du cyclone. Cependant, l'ombre de la lutte antiterroriste va s'étendre sur les cinq continents au cours des années qui suivent les attentats de 2001, non seulement pour y détruire les réseaux djihadistes, mais aussi pour bâtir une vaste coalition de partenaires s'étendant des démocraties d'Europe du Nord aux régimes les plus autoritaires d'Afrique ou d'Asie.

« It's war »

Il ne faut pas plus de quelques heures aux experts américains du contre-terrorisme pour attribuer à al-Qaida la responsabilité des attaques du 11 septembre 2001. Depuis le printemps 2001 et tout au long de l'été, les capteurs n'ont cessé de « clignoter au rouge », selon les termes du directeur de la CIA, George Tenet[5]. Au sein de l'agence centrale de renseignement, la

traque de Ben Laden et de son organisation occupait en permanence une petite cellule, baptisée ALEC Station, composée d'une vingtaine d'analystes du Counter-Terrorism Center sous la direction de Cofer Black, ancien chef de station de la CIA à Khartoum, où il avait déjà eu affaire au cheikh saoudien[6]. Au cours de l'été 2001, alertés par de nombreuses sources internes et alliées, Black et Tenet avaient multiplié les avertissements auprès de l'administration américaine, et notamment de la conseillère à la sécurité nationale, Condoleeza Rice, sur l'imminence d'une attaque d'al-Qaida. Le 6 août, un agent de la CIA avait même été dépêché spécialement pour donner un briefing privé sur le sujet au président Bush, en vacances dans son ranch de Prairie Chapel, au Texas.

L'arrestation à la même période du Français Zacarias Moussaoui, un temps pressenti par al-Qaida pour participer aux attaques, mais qui avait éveillé les soupçons lors de ses cours de pilotage à Minneapolis, ainsi que le repérage par la CIA et le FBI d'au moins deux des futurs membres du commando du 11 Septembre, Khalid al-Midhar et Nawaf al-Hazmi, n'avaient fait que renforcer les soupçons qu'un attentat majeur était en préparation. Toutefois, le scepticisme de la haute hiérarchie d'une part, la rétention d'informations et la lourdeur des procédures de partage du renseignement entre la CIA, le FBI, le Département d'État ou encore l'autorité de l'aviation civile d'autre part, empêchèrent toute action préventive efficace[7]. Dans les heures qui ont suivi l'attentat, la découverte sur les listes des passagers des vols détournés des noms de Midhar, Hazmi et d'autres individus connus des services américains pour leur association à al-Qaida ne laissait donc guère de doute quant à l'origine de l'attaque.

En invoquant dès le soir du 11 Septembre le déclenchement d'une « guerre contre le terrorisme », le président Bush utilise une rhétorique bien connue dans l'histoire américaine pour décrire un effort particulier de la puissance publique face à un problème majeur. Toutefois, la métaphore guerrière n'impliquait jusqu'alors pas nécessairement un emploi de l'armée.

En 1964, le président Lyndon Johnson avait ainsi déclaré sa « guerre contre la pauvreté », tandis qu'en 1971 Richard Nixon avait annoncé la « guerre contre la drogue ». Mais dans le contexte de l'après-11 Septembre, le terme de guerre prend soudain une signification beaucoup plus littérale. C'est d'autant plus le cas que Bush annonce d'emblée sa volonté de ne faire « aucune distinction entre ceux qui ont planifié ces attaques et ceux qui les abritent[8] ». Cette déclaration va jouer un rôle crucial dans la définition de la menace en intégrant dans la notion floue de « terrorisme » non seulement des groupes extrémistes transnationaux mais aussi des « États voyous » (*rogue states*), d'après une expression née dans les années 1980 sous l'administration Reagan pour désigner des pays tels que la Libye ou l'Iran du fait de leur soutien à des acteurs violents non étatiques[9].

Le choix de répondre aux attentats de New York et Washington par une *véritable* guerre apparaît clairement dès le 18 septembre avec le vote par le Congrès d'une résolution autorisant le président à « user de toute la force nécessaire et appropriée contre les États, organisations ou individus qu'il considère avoir planifié, autorisé, commis ou contribué aux attaques terroristes survenues le 11 septembre 2001, ainsi que contre ceux qui abritent de tels organisations ou individus […] et ce en vue d'empêcher tout autre acte de terrorisme international contre les États-Unis[10] ». Cette *Authorization to Use Military Force* (AUMF), qui demeure valide vingt ans plus tard, allait doter le pouvoir exécutif d'une marge de manœuvre considérable concernant le recours à l'armée dès lors qu'il s'agirait de frapper un adversaire terroriste[11].

Le surlendemain du vote de l'AUMF, Bush intervient lui-même devant le Congrès, où il désigne pour la première fois publiquement al-Qaida et Oussama Ben Laden comme les responsables des attentats et somme le régime des Talibans en Afghanistan de les livrer aux autorités américaines, faute de quoi « ils devront partager leur sort[12] ». Mais la doctrine Bush qui s'annonce n'entend pas se limiter aux seuls auteurs du 11 Septembre :

> Notre guerre contre la terreur commence avec al-Qaida, mais elle ne s'arrête pas là. Elle ne cessera que lorsque tous les groupes terroristes de portée globale auront été trouvés, arrêtés et défaits[13].

Et pour cause, d'autres régimes que celui des Talibans sont déjà considérés comme des cibles potentielles. Le jour même des attentats, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, aurait ainsi fait passer à l'un de ses collaborateurs une note sur l'opportunité de « frapper S.H. [Saddam Hussein] en même temps – et pas seulement OBL [Oussama Ben Laden][14] ». La Syrie, la Libye, l'Iran et le Yémen sont également dans le collimateur des États-Unis. À ces derniers comme au reste du monde, George W. Bush envoie un message sans équivoque : « Vous êtes soit avec nous, soit avec les terroristes ; dorénavant tout pays continuant à abriter ou soutenir le terrorisme sera considéré par les États-Unis comme un régime hostile[15]. »

Cette posture belliqueuse s'appuie sur l'élan de solidarité internationale dont jouissent les États-Unis au soir des attentats. De Londres à Pékin, de Brasilia à Moscou en passant même par Téhéran et La Havane, pratiquement tous les gouvernements du monde se rangent derrière l'Amérique. Le 12 septembre, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) invoque pour la première fois de son histoire le célèbre « article 5 » impliquant la solidarité totale des membres de l'Alliance face à l'agression de l'un d'entre eux. Pour sa part, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte à l'unanimité une résolution condamnant immédiatement l'attaque et encourageant la mise en place de nouvelles mesures de lutte contre le terrorisme qui seront votées le 28 septembre.

Les opinions publiques sont dans l'ensemble en ligne avec ce mouvement, comme en atteste cet éditorial du journal *Le Monde* qui écrit : « Nous sommes tous américains […] aussi sûrement que John Kennedy se

déclarait, en 1962 à Berlin, berlinois[16]. » Si les images de foules palestiniennes en liesse et la diffusion, dès les premières heures, de théories du complot sur l'origine fabriquée des attentats ternissent quelque peu ce sentiment d'unanimité, la légitimité américaine de recourir à la force pour punir al-Qaida et les Talibans l'emporte largement dans les semaines qui suivent le 11 Septembre.

« Liberté immuable » : la chute des Talibans

Encore faut-il avoir un plan. Or les militaires n'en ont pas : lors de la réunion du Conseil de sécurité nationale le 13 septembre, le général Hugh Shelton, chef d'état-major des armées, n'a rien d'autre à proposer que des frappes de missiles de croisière sur les camps d'al-Qaida, soit la même chose que ce que l'administration Clinton avait fait en 1998 après les attentats au Kenya et en Tanzanie. Personne au Pentagone n'avait planifié une opération plus conséquente en Afghanistan. Ce pays était si peu prioritaire que les analystes d'Arlington doivent même plancher sur de vieilles cartes du pays datant de l'époque coloniale[17]. Mais la CIA, elle, a une idée. Son directeur, George Tenet, et Cofer Black, chef du service de contre-terrorisme, se proposent d'orchestrer une campagne de soutien massif à des partenaires déjà sur place : les combattants de l'Alliance du Nord dont le chef, Ahmed Shah Massoud, vient justement d'être assassiné par un commando d'al-Qaida. Dans un entretien avec le président Bush, Black lui assure que la combinaison de la supériorité technologique américaine et de la rusticité des combattants afghans garantira un succès rapide à l'opération et la capture des terroristes.

Tous ne sont pas aussi convaincus. Au Pentagone d'abord, Donald Rumsfeld fulmine de voir la CIA se substituer à l'armée en tant que force

opérationnelle. Au Département d'État ensuite, et au sein même de la communauté du renseignement, d'aucuns craignent qu'un soutien massif aux rebelles du Nord ne tue dans l'œuf toute velléité d'aide pakistanaise. Depuis leur naissance, les Talibans entretiennent en effet des liens étroits avec l'Inter-Services Intelligence (ISI), puissante et complexe organisation dont le commandant, le général Ahmed Mahmoud, se trouve justement en visite à Washington au moment des attentats. Mahmoud tente de convaincre ses interlocuteurs américains qu'une partie du leadership taliban serait prête à livrer Ben Laden et à rompre les liens avec al-Qaida. Le général se rend d'ailleurs à Kaboul le 17 septembre pour parlementer avec le mollah Omar, mais sans succès : « Vous servez les Américains, je ne sers qu'Allah[18] », lui aurait-il rétorqué.

Soumis à une pression considérable de la part de Washington, le général-président pakistanais Pervez Musharraf – arrivé au pouvoir en 1999 à la suite d'un coup d'État – se range finalement sans condition aux côtés des Américains qui exigent non seulement des droits de survol illimités, un libre accès à ses bases navales et aériennes, mais aussi le partage de renseignements sensibles sur al-Qaida, et enfin et surtout la cessation de tout soutien au régime des Talibans. Cette coopération pakistanaise, contrainte et forcée, recèle toutefois d'emblée une forte dose d'ambiguïté. La priorité stratégique de Musharraf reste la menace indienne, et pour cause : le 13 décembre 2001, un attentat meurtrier mené contre le Parlement indien de New Delhi par deux autres groupes djihadistes réputés proches de l'ISI – Lashkar-e Toiba et Jaysh-e Mohammed – conduit ces deux puissances nucléaires au bord d'une confrontation armée. Il est hors de question pour Islamabad de concentrer davantage de troupes à l'ouest, vers l'Afghanistan, alors que les tambours de la guerre grondent à l'est. Mais le leadership pakistanais entend aussi empêcher toute possibilité d'alliance de revers afghano-indienne, ce qui l'amène à regarder avec inquiétude, sinon hostilité, l'installation de tout nouveau pouvoir à Kaboul qui ne serait pas

acquis à sa cause, à l'instar de l'Alliance du Nord, qui lui est même ouvertement hostile[19].

Nonobstant ces craintes pakistanaises, l'opération imaginée par la CIA est validée par le War Cabinet : elle prend le nom de « Liberté immuable » (*Enduring Freedom*). Dès le 26 septembre, une première équipe de la CIA entre en Afghanistan à bord d'un vieil hélicoptère soviétique Mi-17. À son bord se trouvent Gary Schroen, un ancien agent tiré de sa préretraite pour sa connaissance du dari et du pachto, et une mallette de 3 millions de dollars en liquide[20]. L'argent est destiné aux « seigneurs de guerre » de l'Alliance du Nord : Qasim Fahim, successeur de Massoud dans le Panshir, Abdul Rashid Dostom, ancien officier ouzbek du régime communiste devenu l'homme fort de la région de Mazar-e Sharif, son rival tadjik, Atta Mohammed Nour, ou encore Ismail Khan, qui a longtemps été le relais des Iraniens dans l'Est afghan.

Les hostilités débutent officiellement le 7 octobre avec les premières frappes aériennes sur des cibles militaires (dépôts de munitions, pistes d'atterrissage, etc.). Il faut cependant attendre plus de trois semaines pour voir le premier détachement de militaires des forces spéciales rejoindre – à cheval ! – les lignes de front de l'Alliance du Nord. Une fois en place, ces derniers jouent un rôle déterminant en assurant la liaison entre les appareils de l'US Air Force basés en Ouzbékistan, et les 15 000 combattants irréguliers à la main des seigneurs de guerre afghans. Comme l'avait prédit Cofer Black, la combinaison des bombes à guidage laser et des cavaliers afghans armés de vieux fusils se révèle d'une efficacité redoutable, ouvrant la voie à la prise de Mazar-e Sharif dès le 10 novembre et celle de Kaboul trois jours plus tard[21].

Face à cette avancée rapide de la coalition, les Talibans et leurs alliés d'al-Qaida évacuent rapidement leurs positions. Après s'être terrés quelque temps dans le pays, une grande partie des cadres talibans, dont Omar lui-même, prennent la direction de la frontière pakistanaise où se trouvent les

« zones tribales » pachtounes – ethnie majoritaire en Afghanistan en général et chez les Talibans en particulier – qui avaient déjà servi de sanctuaire aux moudjahidines lors de la guerre contre les Soviétiques. Longue de près de 2 500 kilomètres, la « ligne Durand », du nom du diplomate britannique qui l'a établie en 1893, suit un tracé sinueux à travers les montagnes, très difficile à contrôler. Avec plus de 235 points de passage informels vers l'Afghanistan, ces zones reculées, vivant essentiellement de contrebande, bénéficient depuis la période coloniale d'un large statut d'autonomie, sous le contrôle de divers clans qui ne tolèrent qu'une présence discrète de l'armée pakistanaise[22]. Cette dernière est néanmoins déployée, à la demande des États-Unis, pour couper la retraite des Talibans et d'al-Qaida. Il semble en effet que Ben Laden et son entourage se soient réfugiés à Tora Bora, un dédale de cavernes du côté afghan de la frontière ayant servi lors du djihad antisoviétique des années 1980.

La bataille s'engage au début du mois de décembre. Le gros des forces sur place est constitué de combattants de l'Alliance du Nord, épaulés par quelques unités américaines des forces spéciales. Le général Tommy Franks, supervisant les opérations, craint qu'un déploiement trop massif de troupes américaines dans le pays ne renvoie les Afghans au souvenir de l'occupation soviétique[23]. L'US Air Force en revanche pratique des frappes intensives et quotidiennes sur Tora Bora pendant trois semaines au moyen de ses bombardiers stratégiques B-52 et B-1, allant jusqu'à larguer par avion C-130 une bombe BLU-82 « Daisy Cutter » emportant plus de cinq tonnes d'explosifs, le plus puissant engin non nucléaire existant à cette date. La montagne se fissure sous l'impact[24]. Malgré ce déluge de feu, les résultats sont limités : sur les 1 500 à 2 000 djihadistes arabes, afghans, tchétchènes et autres réfugiés à Tora Bora, 200 y trouvent la mort et seulement 25 sont faits prisonniers. Si Ayman al-Zawahiri perd dans le bombardement sa femme et sa fille, il parvient à s'enfuir indemne, de même

qu'Oussama Ben Laden et un millier d'autres combattants – quelque 300 d'entre eux seront néanmoins appréhendés par l'armée pakistanaise[25].

Si elle fournit de très loin l'effort principal aux côtés de l'Alliance du Nord, l'Amérique n'est effectivement pas seule dans cette guerre. Outre l'aide logistique concédée par le Pakistan et l'Ouzbékistan, les alliés traditionnels des États-Unis ne font pas défaut. Fidèles seconds, les Britanniques sont inclus dès le début dans les préparatifs opérationnels : la Royal Air Force et la Royal Navy déploient des avions de chasse, des navires et des commandos marines. Les Américains peuvent aussi compter sur le Canada et l'Australie, ainsi que sur la France. Premier chef d'État étranger à visiter le site du World Trade Center le 18 septembre, Jacques Chirac décide de rejoindre *Enduring Freedom* dès son déclenchement le 7 octobre : le 17, la frégate *Courbet* participe aux opérations et le 21, deux avions Mirage IV volent dans les cieux afghans. Les premières troupes françaises débarquent à Mazar-e Charif le 6 décembre alors que le tout nouveau porte-avions *Charles-de-Gaulle*, mis en service au printemps, appareille pour rejoindre la zone de combats[26].

Il apparaît vite que l'Alliance du Nord, composée essentiellement de combattants issus de minorités ethniques (Tadjiks, Ouzbeks, Hazaras), ne saurait être légitime à contrôler le pays si elle n'accepte pas de placer un Pachtoune sur le devant de la scène. Le chef de station de la CIA à Islamabad, Bob Grenier, qui avait en vain tenté de convaincre Washington de négocier avec les Talibans, a encore une carte dans son jeu : un certain Hamid Karzaï. Fils de notables pachtounes issus de la tribu princière des Popalzaï, ce dernier avait joué lors de la guerre contre les Soviétiques un rôle de second plan, essentiellement politique et humanitaire, mais qui lui avait permis de devenir brièvement vice-ministre des Affaires étrangères après la chute de Najibullah. En 1992, il avait fui le pays et les affres de la guerre civile. Ayant un temps soutenu les Talibans, il s'en était écarté lorsque ces derniers s'en étaient pris à sa famille et avaient assassiné son

père en 1999. Depuis le Pakistan voisin, il avait alors essayé avec quelques autres de forger une opposition en exil, alternative à l'Alliance du Nord. Il constitue l'une des rares « options pachtounes » qui ait la confiance des Américains. Dans la nuit du 7 octobre, Karzaï rentre clandestinement dans son pays pour y rallier des partisans dans sa communauté. En dépit des risques et de quelques revers, il gagne vite en influence depuis la province d'Uruzgan où il négocie la reddition des anciens maîtres du pays[27].

Alors que s'effondre le régime honni des Talibans, l'Amérique semble donc avoir aisément triomphé dans sa première campagne contre le terrorisme, qui plus est à une vitesse fulgurante et à moindre coût : moins de 4 milliards de dollars, une somme minime au regard des somptuaires dépenses à venir. La méthode improvisée ici, alliant des milices locales à des forces spéciales et des frappes aériennes, est alors érigée en modèle pour l'avenir des interventions militaires[28]. Mais cette victoire-éclair n'a laissé que peu de temps à la préparation de l'après-guerre. L'Amérique n'a pas l'intention de s'attarder en Afghanistan, dont la réputation de « tombeau des empires[29] » n'inspire aucun enthousiasme aux faucons de l'administration Bush.

Washington confie donc aux Nations unies le soin de superviser la stabilisation et la reconstruction du pays, meurtri par vingt ans de guerre. C'est à Bonn, en Allemagne, que s'organise une grande conférence pour préparer la suite des événements. Elle se tient à la résidence Petersberg, une bâtisse imposante construite au sommet d'un mont boisé surplombant la vallée du Rhin. Le 27 novembre se réunissent pour la première fois les différentes factions de l'opposition afghane en présence, tout de même, d'une délégation américaine et surtout des grands bailleurs internationaux (Banque mondiale, Union européenne, Japon, etc.) dont l'appui est nécessaire pour financer la reconstruction. Poussé par les États-Unis, maître du jeu sur le terrain militaire, Hamid Karzaï y est désigné président d'un gouvernement provisoire chargé d'organiser une grande assemblée (*Loya*

Jirga) en vue de rédiger une constitution. S'ils cèdent la présidence à Karzaï, les seigneurs de guerre ne s'emparent pas moins des postes les plus influents : ministères de la Défense et des Affaires étrangères, direction des services de renseignement, gouvernorats de provinces, etc.

La conférence de Bonn débouche aussi sur la création de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) sous l'égide de l'OTAN, qui reçoit un mandat des Nations unies pour aider à la stabilisation du pays[30]. Rassemblant près de 5 000 hommes et 18 États dont la Grande-Bretagne, *primus inter pares*, mais aussi la France, la coalition reste concentrée autour de Kaboul pour ses deux premières années d'existence. De fait, l'administration américaine, et notamment le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, ne tient pas à revenir sur son idée initiale d'« empreinte légère ». Son adjoint, Paul Wolfowitz, juge que « l'Afghanistan étant un pays notoirement hostile aux étrangers et difficile à gouverner, les États-Unis ne devraient même pas s'y essayer[31] ». II est hors de question que l'après-guerre coûte plus que l'intervention et s'enferre dans d'interminables problèmes de *nation building* post-conflit, d'autant qu'une nouvelle campagne se prépare en Irak.

La stratégie américaine consiste alors à prolonger l'alliance initiale en se reposant sur une poignée d'hommes forts, au nord comme au sud, pour tenir le pays et prêter main-forte à la CIA et aux forces spéciales dans la traque des résidus d'al-Qaida et des Talibans. C'est ainsi que les troupes américaines et leurs alliés afghans s'attaquent en mars 2002 à un bastion de résistance identifié dans la vallée de Shah-i-Kot. Comme lors de la bataille de Tora Bora quelques mois plus tôt cependant, l'opération *Anaconda* révèle un manque de moyens et des problèmes de coordination qui empêchent un résultat décisif : la plupart des combattants djihadistes parviennent à s'échapper.

Par-delà les ratés opérationnels, le soutien américain aux seigneurs de guerre n'est pas sans inconvénients politiques. Tout d'abord, l'installation

de potentats décrédibilise d'emblée le pouvoir du gouvernement Karzaï. Les seigneurs de guerre freinent le bon fonctionnement de la *Loya Jirga* et refusent d'appliquer les politiques décidées à Kaboul. Karzaï lui-même consacre un temps et une énergie infinis à tenter d'équilibrer les luttes d'influence entre ex-leaders de l'Alliance du Nord et nouveaux barons du Sud. Mais c'est surtout la mauvaise gouvernance qui mine la crédibilité du nouveau régime. Les Afghans, qui avaient accueilli avec enthousiasme la fin du règne des mollahs, découvrent alors que la démocratie promise à Bonn n'apporte rien d'autre qu'un retour aux pratiques prédatrices des années 1990. Gul Agha Sherzai, gouverneur de Kandahar pendant la guerre civile et expulsé par les Talibans, retrouve son poste avec l'appui des Américains qui lui assurent pouvoir et fortune. Entre 2002 et 2004, il reçoit par exemple, chaque mois, 1,5 million de dollars pour fournir en carburant et mobilier la base américaine près de l'aéroport, un chiffre ridiculement élevé. Il capte aussi l'essentiel du revenu des douanes et pratique une justice personnelle et expéditive, éliminant ses rivaux politiques ou économiques au prétexte, aisément mobilisable, qu'ils ont été associés aux Talibans. De leur côté, les forces spéciales et sous-contractants américains de la CIA agissent souvent sans recul ou recoupement des renseignements fournis par leurs partenaires afghans, menant ainsi à de fatales erreurs qui entachent, parfois de manière indélébile, l'image du nouveau gouvernement auprès des populations[32].

Les Talibans, pour leur part, sont totalement exclus du nouvel Afghanistan. Suivant un schéma qui allait se reproduire en Irak, les Américains poursuivent après la chute du régime leur politique de reddition sans condition et d'assimilation des terroristes et de ceux qui les avaient accueillis. Pour l'ambassadeur James Dobbins, négociateur américain à la conférence de Bonn, les anciens maîtres du pays s'étaient « entièrement discrédités par leur mauvaise gouvernance et la vitesse de leur effondrement et ne sauraient donc jouer un grand rôle dans l'avenir du pays[33] ». Dans les

mois qui suivent, plusieurs d'entre eux, parmi lesquels Tayeb Agha et le mollah Abdul Ghani Baradar – futur signataire de l'accord de paix de 2020 entérinant le retrait américain –, tentent de négocier un retour en grâce. Washington s'y oppose fermement : lorsque l'ancien ministre taliban des Affaires étrangères, Wakil Ahmad Muttawakil, veut négocier sa reddition aux autorités afghanes, il faut toute la diplomatie d'Hamid Karzaï pour convaincre la CIA de ne pas le mettre dans un vol à destination de Guantánamo. Sa détention pendant plusieurs mois sur la base de Bagram avant sa mise en résidence surveillée convainc nombre de Talibans qu'il n'existe aucun autre espoir de retour que par les armes.

Les mutations du contre-terrorisme américain

Si, à l'automne 2001, tous les regards sont tournés vers l'Afghanistan, la guerre contre le terrorisme s'inscrit d'emblée dans une perspective globale. La priorité de l'Amérique va d'abord au front intérieur. Dans les jours et semaines qui suivent le 11 Septembre, les autorités sont hantées par la crainte d'une nouvelle attaque. De toutes les menaces, celle d'un attentat nucléaire, radiologique, biologique ou chimique (NRBC) semble la plus inquiétante. Et pour cause, moins d'une semaine après les événements de New York et Washington, sept lettres contaminées au bacille de l'anthrax et comportant la mention « Mort à l'Amérique » arrivent par la poste aux rédactions de grands médias ainsi qu'aux bureaux de deux sénateurs démocrates. Elles tuent cinq personnes et en empoisonnent dix-sept autres. Restée longtemps mystérieuse, l'origine de l'empoisonnement sera finalement attribuée à Bruce Ivins, un biologiste travaillant pour le Pentagone et souffrant de troubles mentaux, vraisemblablement désireux d'accroître encore l'ampleur de la réponse américaine au 11 Septembre[34].

Dans les jours et semaines qui suivent, les moindres rumeurs sont prises au sérieux, la plupart se révélant erronées, à l'instar de celle du 29 octobre concernant l'intrusion aux États-Unis d'un dispositif radiologique par un groupe radical pakistanais. Ces « fausses alertes » n'en attestent pas moins du climat de terreur qui règne aux États-Unis à l'époque.

Pour faire face à cette nouvelle « matrice de menaces[35] », George W. Bush mobilise dès le 14 septembre 50 000 réservistes de la Garde nationale, déployés prioritairement dans les aéroports et autres sites sensibles. La direction de l'aviation civile et l'autorité de sûreté aérienne sont entièrement réformées et imposent des normes plus strictes dans les aéroports. Mais c'est surtout dans le domaine du renseignement que sont prises les mesures les plus capitales. Bush autorise notamment la National Security Agency (NSA) à procéder à une surveillance électronique massive de lignes téléphoniques, courriers électroniques et autres moyens de communication, à l'étranger mais aussi sur le territoire américain, en la dispensant du mandat judiciaire normalement exigé au regard de la loi sur le renseignement de 1978. Ce programme secret sera révélé en 2005 par le *New York Times*, débouchant finalement sur sa fermeture officielle en 2007[36].

Pour surmonter les obstacles légaux à la surveillance massive des réseaux et des moyens de communication, le Congrès va rapidement doter les services de renseignement de nouvelles prérogatives pour poursuivre et surtout prévenir la menace terroriste. En octobre 2001 est voté le Patriot Act, qui élargit considérablement les pouvoirs des agences de sécurité et notamment du FBI en réduisant la tutelle judiciaire en matière de surveillance et de partage de renseignement entre services. Il rend possible des perquisitions *in absentia* et simplifie les procédures de détention et d'expulsion de ressortissants étrangers. Il étend enfin la définition criminelle du terrorisme, ouvrant la voie à un dévoiement des moyens[37].

Parallèlement à ce nouveau cadre légal, l'administration Bush procède à la création d'une nouvelle institution, l'Office of Homeland Security, qui devient un département à part entière en 2002, réunissant sous son autorité 22 agences fédérales impliquées dans la sécurité intérieure allant des services de douane et d'immigration aux équipes d'intervention en cas de catastrophe nucléaire. Si la CIA et le FBI demeurent en dehors de cette nouvelle architecture, la communauté du renseignement est réformée dans le sens d'une plus grande coopération afin d'éviter les ratés ayant conduit au 11 Septembre. C'est le rôle du National Counter-Terrorism Center (NCTC), créé en 2003 et destiné à produire une analyse croisée de la menace terroriste sous la houlette d'un nouveau directeur national du renseignement en charge de la coordination inter-agences[38].

Le renseignement et l'analyse ne constituent pas le seul axe de développement du contre-terrorisme américain. Les moyens d'action légaux, militaires ou clandestins sont aussi largement étendus. L'une des premières mesures est d'ordre financier : le 23 septembre, Bush signe un décret présidentiel dotant le Département d'État et le département du Trésor d'un arsenal renforcé pour saisir des avoirs financiers identifiés comme des soutiens du terrorisme. Cette décision est consolidée le 28 septembre par la résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations unies exigeant des États membres l'application d'un nouveau train de sanctions financières. À la fin 2002, le département du Trésor a ainsi saisi pour 13 millions de dollars d'avoirs financiers terroristes (dont seulement 2 millions liés à al-Qaida), auxquels il faut ajouter environ 230 millions provenant des Talibans et plus de 3 milliards liés à des États considérés comme soutiens du terrorisme (dont la Syrie, l'Irak, l'Iran, mais aussi Cuba et la Corée du Nord)[39]. Toutefois, le faible coût du terrorisme et son évolution vers un modèle économique de plus en plus autonome rendent la traque financière bien insuffisante. Dans cette nouvelle forme de guerre, l'Amérique devait s'attaquer à l'arme la plus dangereuse des terroristes : les hommes.

Avec la chute du régime des Talibans, les cadres d'al-Qaida qui n'ont pas été tués ou arrêtés se dispersent dans la clandestinité. L'administration Bush doit alors changer de paradigme. Au début de l'année 2002, Donald Rumsfeld s'interroge : « Comment organiser le département de la Défense pour mener des chasses à l'homme[40] ? » Mais c'est une fois de plus la CIA qui offre la première réponse en proposant une « matrice globale d'attaque » (*Worldwide Attack Matrix*) consistant à cibler des réseaux terroristes dans plus de 80 pays. Dès le 17 septembre 2001, le président signe une directive autorisant l'agence de renseignement à capturer, détenir, interroger et assassiner des membres d'al-Qaida n'importe où dans le monde[41]. Ce document resté longtemps secret annule de fait le décret émis en 1976 par le président Gerald Ford – dans le contexte de l'après-Watergate et des nombreux scandales sur les agissements illégaux des services spéciaux – interdisant à toute agence gouvernementale américaine le recours aux « assassinats politiques ». C'est à José Rodriguez, adjoint de Cofer Black au service contre-terroriste de la CIA, qu'il revient de monter ce programme d'élimination : ancien de la division Amérique latine de l'agence, Rodriguez est passé par le Nicaragua et le Salvador où il a pu observer la pratique des escadrons de la mort dans la lutte contre les mouvements révolutionnaires[42]. Toutefois, les réticences à se doter d'équipes d'assassins professionnels entièrement dédiées aux éliminations ciblées poussent Rodriguez à se mettre en quête d'alternatives.

La première option est technologique : depuis le début des années 1980, la CIA a travaillé de concert avec l'US Air Force pour le développement d'avions pilotés à distance, ou drones, capables d'observer des cibles pendant des heures, en toute discrétion et sans risque pour le pilote. Déployé en 1995 en Bosnie et en 1999 au Kosovo, le RQ-1 Predator montre son utilité, de même qu'en Afghanistan, en 2000, où la CIA y a recours pour tenter de localiser Ben Laden. Dès ce moment, Cofer Black ne cesse de plaider pour équiper l'appareil de missiles Hellfire à guidage laser afin de

pouvoir le cas échéant éliminer la cible observée au cours d'une même mission. Le contexte post-11 Septembre fait sauter les derniers verrous et le premier drone armé effectue son baptême du feu au-dessus de l'Afghanistan dès le 18 septembre 2001 à la recherche du mollah Omar[43]. Mais la levée de l'interdit présidentiel sur les assassinats ciblés permet aussi aux drones peuvent aussi frapper en dehors des théâtres de guerre déclarée : la *Worldwide Matrix* de la CIA inclut en effet des « pays amis » où des groupes terroristes sont actifs. C'est notamment le cas du Yémen où un drone Predator élimine en novembre 2002 Abou Ali al-Harithi, cadre d'al-Qaida impliqué dans l'attaque de l'*USS Cole*[44].

La seconde évolution permettant de conduire des éliminations ciblées est organisationnelle : il s'agit pour la CIA de travailler plus étroitement avec les forces spéciales du département de la Défense, et singulièrement le Joint Special Operations Center (JSOC), en charge du contre-terrorisme. Créé en 1980 à la suite de la tentative désastreuse d'exfiltration des otages de l'ambassade américaine en Iran, le JSOC réunit différentes unités commandos dont les célèbres Delta Force et Seal Team 6. Longtemps sous-employé à l'image d'une « Ferrari restée au garage[45] », le JSOC va être mobilisé par Rumsfeld qui y voit l'instrument principal de « sa » campagne globale contre le terrorisme. Jaloux des nouvelles prérogatives opérationnelles de la CIA, le secrétaire à la Défense émet son propre *Executive Order* autorisant les forces spéciales à traquer et tuer n'importe où dans le monde les hauts cadres d'al-Qaida – soit Ben Laden, Zawahiri et leurs sept premiers lieutenants, l'autorisation étant rapidement étendue aux trente suivants[46].

En dépit de la place grandissante qu'occupent les éliminations ciblées après 2001, la stratégie américaine à cette époque vise davantage à capturer les djihadistes qu'à les assassiner, et ce afin de les interroger pour alimenter son appareil de renseignement. Dans cette perspective se pose la question du statut des prisonniers arrêtés lors des opérations contre-terroristes

menées en Afghanistan et ailleurs dans le monde. Convaincue de l'impossibilité de tirer les informations nécessaires des djihadistes capturés en respectant le statut de prisonnier de guerre défini par la troisième convention de Genève de 1949, la CIA fait très tôt part de ses inquiétudes au département de la Justice et à la Maison-Blanche. L'administration Bush fait alors le choix de désigner ces captifs comme des « combattants illégaux » (*unlawful combattants*), un nouveau statut *ad hoc* ne soumettant les autorités américaines ni à la protection des prisonniers de guerre – normalement libérés à l'issue des hostilités – ni aux procédures de droit commun – c'est-à-dire un procès contradictoire et une sentence prononcée par un juge indépendant[47].

En janvier 2002, un site de détention spécialement dédié est ouvert sur la base navale américaine de Guantánamo, à Cuba. Les juristes de la Maison-Blanche estiment alors que le droit américain ne s'applique pas sur ce territoire, loué à Cuba pour un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans, permettant ainsi de le soustraire à la protection des libertés individuelles garanties par la Constitution – une analyse qui sera ensuite invalidée par la Cour suprême. Dès son ouverture, la prison reçoit néanmoins la visite d'une délégation du Comité international de la Croix-Rouge qui continuera à se rendre régulièrement sur le site. En 2004, l'un de ses rapports fuite et paraît dans le *New York Times*. Il dénonce la fréquence des mauvais traitements, des « actes humiliants, d'isolement individuel, les températures extrêmes, et le recours à des positions forcées[48] ». Quelques mois plus tard, l'hebdomadaire *Newsweek* révèle également la profanation d'exemplaires du Coran jetés dans les toilettes, provoquant des manifestations à travers le monde musulman. La controverse autour de Guantánamo incite les autorités américaines à transférer dès 2004 un certain nombre de détenus, pour la plupart ressortissants de nations amies telles que la Grande-Bretagne ou la France, vers leurs pays d'origine, conduisant à la réduction progressive de

la population carcérale dont le pic est atteint à l'été 2003 avec 680 détenus[49].

Guantánamo n'est pas le seul site de détention extrajudiciaire dans la guerre contre le terrorisme. Dans les années qui suivent le 11 Septembre, les djihadistes considérés par la CIA comme ayant une forte valeur en termes de renseignement (*High Value Detainees*) passent par d'autre circuits que la célèbre prison. La première option consiste à superviser le « transfert (*rendition*) extraordinaire » des individus capturés vers des pays partenaires, considérés comme moins contraints légalement et éthiquement que les États-Unis, pour y subir des interrogatoires plus musclés. Arrêtés pour une large partie d'entre eux au Pakistan, ces captifs seront interrogés et torturés, le plus souvent en présence d'agents de la CIA, en priorité par les services jordaniens, égyptiens et marocains[50].

Avec l'arrestation en mars 2002 du Saoudien Abou Zoubeydah, considéré alors comme le numéro trois d'al-Qaida, la CIA décide toutefois de se doter de son propre site secret, qu'elle ouvre en Thaïlande, dans la banlieue de Bangkok, à la fin de ce même mois. Le détenu y est soumis à des « techniques d'interrogatoire avancées » qui sont validées étroitement par plusieurs mémorandums des services juridiques de la Maison-Blanche et du département de la Justice. Ces méthodes qui visent à ne laisser aucune séquelle physique permanente incluent la privation de sommeil, les humiliations, les sons assourdissants ainsi que les simulacres de noyade, ou *waterboarding*, consistant à verser de l'eau sur le visage du détenu recouvert d'un tissu : malgré l'impression de suffocation, les réflexes vomitifs et la panique provoqués, l'individu ne peut se noyer tant que les poumons sont maintenus plus haut que les voies aériennes. Ces méthodes n'en constituent pas moins des formes de torture qui seront reconnues comme telles par la commission du renseignement du Sénat américain. Celle-ci produira en 2012 un rapport sur le sujet dénonçant sans ambiguïté ces pratiques[51].

Dans les mois et années qui suivent, d'autres grandes figures du djihadisme sont arrêtées et transférées vers des *Black Sites*, tels Ramzi ben al-Shibh, trésorier d'al-Qaida, ou encore Khalid Sheikh Mohammed, souvent présenté comme le « cerveau des attentats du 11 Septembre ». Selon le rapport du Sénat, ce dernier aurait été soumis au suplice du *waterboarding* à non moins de 183 reprises[52]. Afin de brouiller les pistes, l'Agence multiplie les transferts en faisant circuler ses prisonniers de site en site, en Afghanistan mais aussi en Europe de l'Est (Pologne, Lituanie, Roumanie), donnant lieu à plusieurs rapports accablants du Conseil de l'Europe et du Parlement européen, pointant la responsabilité de plusieurs États-membres dans l'accueil de ces vols clandestins[53].

Le défi de la « guerre des idées »

Si l'approche américaine au lendemain du 11 Septembre est marquée par la volonté de frapper vite et fort contre l'adversaire principal que constitue al-Qaida, Washington perçoit également que le contre-terrorisme seul ne saurait endiguer une menace fondée sur une idéologie structurée et globalisée, la première à défier aussi ouvertement l'Occident depuis l'effondrement du communisme. Dans sa *National Security Strategy* publiée en septembre 2002, la Maison-Blanche prend la mesure de ce défi qu'elle entend relever en menant une « guerre des idées[54] » s'articulant sur plusieurs axes :

> Peser de tout le poids des États-Unis, en travaillant étroitement avec nos amis et alliés, pour exposer clairement que tout acte de terrorisme est illégitime et sera dénoncé de la même façon que l'esclavage, la piraterie ou le génocide […]. Soutenir les gouvernements modernes et modérés, particulièrement dans le monde musulman, de façon à assurer que les conditions et les

> idéologies promouvant le terrorisme ne trouvent nulle part terreau fertile. […] Recourir efficacement à la diplomatie publique pour promouvoir un libre flux d'informations et d'idées afin d'attiser les espoirs et les aspirations à la liberté des sociétés gouvernées par les sponsors du terrorisme international[55].

Il n'existe pas d'agence pré-identifiée pour mener cette mission. L'US Information Agency qui avait vu le jour en 1953 pour coordonner la stratégie informationnelle américaine au cours de la guerre froide a en effet été démantelée en 1997. Dans un premier temps, c'est le Département d'État qui est chargé de conduire cette « guerre des idées », à travers la sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique, Charlotte Beers. L'idée directrice des premières campagnes est de revaloriser l'image de l'Amérique auprès du monde musulman, à l'instar du programme *Shared Values* doté en 2002 d'un budget de 15 millions de dollars, visant à diffuser des spots publicitaires sur la vie des musulmans aux États-Unis et les convergences morales entre l'islam et l'Amérique. Lancée en six langues dans des pays aussi divers que le Pakistan, l'Indonésie ou le Koweït, l'initiative aurait atteint une audience de près de 300 millions de personnes. De nombreuses télévisions comme la chaîne qatarie al-Jazeera, mais aussi des stations égyptiennes ou libanaises refusent toutefois de diffuser ce programme considéré comme un instrument de la propagande américaine[56].

À ces efforts s'ajoutent ceux du Broadcasting Board of Governors, structure fédérale responsable des radios publiques, destinés aux audiences étrangères : Voice of America ou Radio Free Europe, héritières de la guerre froide, en sont les exemples les plus connus. En mars 2002, le volet arabophone de Voice of America prend le nom de Radio Sawa et commence à émettre avec une programmation dédiée à 25 % seulement aux informations contre 75 % à la pop culture. Cette initiative se double en 2004 d'une chaîne de télévision, al-Hurra, qui se place en compétitrice d'al-

Jazeera dans le champ de l'actualité. D'autres radios sont également créées à cette période en langue persane à destination de l'Iran (Radio Farda) et en pachto (Afghanistan Radio Network), le tout pour un budget annuel de plus de 100 millions de dollars[57].

Un autre pan de la diplomatie publique américaine au lendemain du 11 Septembre porte sur les efforts en matière d'éducation, de sensibilisation et d'aide sociale. À travers son Bureau des Affaires éducatives, le Département d'État lance ainsi dès 2002 un programme intitulé *Partnership for Learning* qui fournit des bourses d'étude à plus de 800 lycéens et étudiants étrangers issus de « communautés musulmanes » pour venir aux États-Unis. Ces initiatives sont complétées à partir de 2004 par un plan baptisé *Muslim World Outreach*[58]. Ce programme, qui associe le Département d'État à l'Agence pour le développement international (USAID), se déploie dans 24 pays musulmans. Il s'agit ici d'investir directement dans l'offre éducative et religieuse de ces pays, en finançant des « écoles coraniques modérées », mais aussi la formation d'imams. L'USAID va même s'engager dans des actions de préservation du patrimoine islamique mondial, comme lorsqu'elle finance l'entretien de célèbres mosquées en Égypte ou au Pakistan, la restauration d'un ancien sanctuaire soufi au Kirghizistan ou de manuscrits islamiques du XI^e^ siècle en Ouzbékistan[59].

Un dernier acteur vient occuper une place grandissante au sein de cette « guerre des idées » : le Pentagone. Alors que survient le 11 Septembre, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld est en train d'achever la rédaction de la *Quadrennial Defense Review.* Si le terrorisme ne figure pas encore en tête des priorités dans la planification de la défense américaine, les « opérations d'information » tiennent une place importante. La « transformation militaire » prônée alors par les stratèges du Pentagone repose en effet sur la domination des technologies de l'information, mais aussi sur la capacité à conduire une « communication stratégique »

permettant d'influer sur les perceptions et de contrer la propagande adverse. Aussi, dès le mois d'octobre 2001, est créé l'Office of Strategic Influence (OSI) avec pour mission de mettre en œuvre une « campagne d'information stratégique en appui de la guerre contre le terrorisme[60] ». Il s'agit dans un premier temps de consolider les positions en Afghanistan par des opérations psychologiques destinées aussi bien à rallier la population qu'à démoraliser les Talibans.

Toutefois, dès le mois de février 2002, des fuites dans la presse révèlent que l'officine envisagerait de diffuser des informations fausses ou faussement attribuées – pratique connue durant la guerre froide sous le nom de « propagande noire » – à des fins de désinformation et d'intoxication de l'adversaire. Bien que niant ces projets, Rumsfeld annonce la dissolution de l'OSI. Si une part de la communication stratégique est récupérée par la Maison-Blanche à travers un Office of Global Communications, le Pentagone continue d'investir, plus discrètement, dans le domaine de la guerre de l'information. Entre 2001 et 2009, les dépenses annuelles du département de la Défense en la matière vont ainsi passer de 9 millions de dollars à 580 millions. Ces activités extrêmement diverses vont de programmes d'accueil de correspondants de presse au déploiement d'unités de guerre psychologique capables d'émettre sur les ondes FM ou de larguer des tracts[61]. Mais en ce qui concerne la campagne proprement stratégique et globale, le Pentagone décide de sous-traiter une part importante de sa mission à des firmes privées, californiennes pour la plupart, telles que Leonie Industries ou la Science Applications International Corporation (SAIC) qui reçoivent plusieurs dizaines de millions de dollars pour mettre sur pied des stations de radio et chaînes de télévision moins ouvertement associées aux États-Unis que les véhicules de diplomatie publique du Département d'État[62].

Des projets plus discrets et originaux encore sont poursuivis par l'intermédiaire de la division *Information Operations* du commandement

des opérations spéciales (SOCOM). Ainsi, en août 2006, ce dernier attribue un marché de 250 000 dollars à U-Turn, une firme tchèque jusqu'alors spécialisée dans le Web pornographique, pour la création de jeux vidéo développant des thématiques antidjihadistes. Son premier produit s'intitule *Iraqi Hero* : il s'agit d'un « jeu de tir à la première personne », modelé d'après des succès internationaux comme *Call of Duty*, dans lequel le joueur incarne un combattant irakien luttant contre des djihadistes étrangers venus envahir son pays et attaquer des civils[63].

Qu'il s'agisse des grands programmes de médias traditionnels ou des tentatives plus baroques d'influence indirecte, le bilan de ces efforts de communication stratégique semble plus que mitigé[64]. En 2006, l'organe d'audit interne du Congrès remet un rapport très critique sur la « guerre des idées ». Par-delà les problèmes de coordination, les luttes bureaucratiques et les incohérences des directives politiques, c'est le manque de recul, la faible compréhension et prise en compte des sociétés visées, trop souvent perçues de façon simpliste et monolithique, qui sont pointés du doigt.

Et pour cause, l'image de l'Amérique et de sa guerre contre le terrorisme ne s'améliore pas, loin s'en faut, à travers le monde musulman. Au printemps 2004, le Pew Research Center publie une étude d'opinion sur la perception des grands enjeux liés à la guerre contre le terrorisme. Il révèle qu'une forte majorité de sondés en Jordanie (78 %), au Maroc (66 %) et en Turquie (56 %) sont hostiles à la campagne américaine de « guerre contre le terrorisme ». Dans ces quatre pays, l'opinion dominante est que les États-Unis « sur-réagissent » à la menace. Les personnes sondées doutent de la sincérité de la cause – préférant y voir un prétexte fallacieux pour cacher la défense d'intérêts moins avouables, notamment pétroliers et pro-israéliens. Face à cela, une large majorité de Jordaniens (70 %) et de Marocains (66 %), ainsi qu'une forte minorité de Pakistanais (46 %) estiment alors justifiés les attentats-suicides dans des circonstances défensives, comme en Palestine ou en Irak. Quant à Oussama Ben Laden,

principale cible des efforts de contre-terrorisme, il jouit d'une opinion favorable auprès de 65 % des Pakistanais, 55 % des Jordaniens et 45 % des Marocains.

On touche ici du doigt les limites de la « guerre des idées » menée par l'Amérique, certes seulement quelques années après le lancement des efforts d'influence et de communication stratégique. À étudier l'évolution des opinions envers la lutte contre le terrorisme, il apparaît toutefois que les actes ont davantage compté que les mots pour forger les perceptions. Ainsi, par-delà la rhétorique de défense des libertés individuelles, des valeurs de tolérance et de protection de la vie mises en avant dans la campagne d'information américaine, la réalité des faits semble prendre le dessus. Les pratiques dérogatoires aux droits humains et à la souveraineté des États, ainsi que l'association avec des régimes autoritaires, entachent largement l'image que le reste du monde se fait de la réponse américaine au défi du terrorisme.

3

Le monde entier pour théâtre

« Nous n'avons personne d'autre à blâmer que nous-mêmes si 80 % de nos forces ont été éliminées dans les suites du 11 Septembre en seulement deux ans ! Le temps est venu de reconnaître que notre mentalité de Tora Bora doit cesser. Les temps ont changé et il nous faut concevoir une nouvelle méthode de confrontation[1]. » Tel est le jugement sans appel exprimé par le stratège djihadiste Abou Moussab al-Souri dans son *Appel à la résistance islamique globale*, à la vue des coups reçus par al-Qaida dans les premiers mois de la guerre contre le terrorisme. Impressionné par l'étalage de la puissance militaire américaine, il sait que la mouvance doit évoluer pour survivre, comme toute entité politique engagée dans une guerre contre un adversaire matériellement supérieur[2].

Le groupe d'Oussama Ben Laden n'échappe pas à cette loi de la stratégie militaire qui veut qu'un belligérant soucieux de s'adapter tend à imiter, compenser ou esquiver les méthodes de son ennemi[3]. Pour al-Qaida, dont les ressources sont très limitées, l'imitation est bien sûr impossible. Avant de trouver comment compenser la force de l'Amérique, la priorité est donc à l'esquive. Aussi, plutôt que de défier directement les États-Unis comme ils l'avaient fait à Tora Bora, les djihadistes cherchent-ils dans les années post-11 Septembre à se dissoudre en petites cellules autonomes,

diminuant les contacts les unes avec les autres, en vue d'un djihad de plus en plus décentralisé et donc moins vulnérable aux actions de démantèlement des grandes organisations clandestines.

Al-Qaida va également chercher à exister en rassemblant sous sa bannière d'autres groupes djihadistes préexistants, sur des terrains de lutte où la pression militaire américaine est moins forte qu'en Afghanistan : en Asie du Sud-Est, dans le Caucase, en Afrique, en Europe, et bien entendu à travers le monde arabe. Comme par effet de miroir, cette tentative de globalisation décentralisée donne corps à la grande alliance antiterroriste voulue par Washington qui voit ainsi dans son sillage des pays aussi divers qu'Israël, la Russie ou la Colombie se prévaloir de la guerre contre le terrorisme pour justifier leurs actions répressives contre des groupes armés locaux.

Les nouveaux bréviaires de la terreur

Dès les années 1990, des personnalités comme Abou Obeïd al-Qurashi, conseiller de Ben Laden, s'étaient attachées à faire naître une pensée stratégique djihadiste. Pour ce faire, Qurashi s'était notamment intéressé aux « guerres révolutionnaires, car elles sont un modèle de guerre du faible contre le fort, où le faible a quelque chance de victoire[4] ». Il s'était inspiré des classiques de la guérilla, à l'instar des écrits de Mao Zedong, Võ Nguyên Giap ou encore Che Guevara. Avec le 11 Septembre et l'invasion de l'Afghanistan puis de l'Irak, les théoriciens du djihad ont toutefois évolué en mûrissant leurs propres réflexions.

C'est le cas d'un certain Abou Bakr Naji, probablement le pseudonyme de Mohammed Khalil al-Hakim, un des leaders égyptiens de la Jamaa al-Islamiya et proche de Zawahiri, qui publie dès 2004 l'ouvrage *Gestion de la barbarie* en le postant sur le forum Internet *al-Ikhlas*[5]. Suivant un schéma

que l'on retrouve chez de nombreux théoriciens de la guerre révolutionnaire, il y détaille les étapes permettant d'aboutir à son objectif ultime : la création d'un État islamique[6]. La première consiste à saper l'autorité du pouvoir en place et à user les forces gouvernementales en multipliant les attaques, même rudimentaires. Pour tenter d'assurer la protection de tout son territoire, l'État ciblé sera tenté de disperser ses troupes : les unités isolées en seront d'autant plus vulnérables. En gagnant en compétences, le groupe djihadiste pourra mener des actions plus importantes. Naji donne des exemples d'attentats-suicides ayant tué des dizaines de civils.

Tout au long de l'ouvrage, l'auteur insiste sur la latitude à laisser aux petites unités et la décentralisation du commandement pour plus d'efficacité et d'initiative. Les opérations doivent en revanche être médiatisées autant que possible, et justifiées par la charia afin de gagner le soutien de la population. Le pouvoir en place réagira probablement en concentrant ses efforts sur certaines zones à protéger – typiquement les grandes villes –, ce qui aura pour conséquence de créer un vide sécuritaire dans le reste du pays :

> Nous serons peut-être surpris par la chute soudaine de régions dans le chaos et la sauvagerie […]. Il y a alors deux possibilités : soit des organisations islamiques sont présentes dans ces régions et sont capables de gérer la sauvagerie, soit il n'y en a pas. Dans ce cas, ces régions passeront sous le contrôle de groupes non islamiques, de résidus du régime, ou encore de gangs.

Le chaos n'est pas un objectif en soi mais une phase temporaire qui doit permettre de passer à la deuxième étape : la gestion de la barbarie, c'est-à-dire l'établissement d'une gouvernance sur un territoire déstabilisé. Des tribunaux islamiques sont mis en place pour imposer une forme de justice et des enseignements religieux sont dispensés. Sur le plan militaire, des

ouvrages défensifs doivent être construits pour se prémunir d'une contre-offensive du régime. Le recrutement et l'entraînement de combattants sont censés se poursuivre pour préparer les prochaines conquêtes. Alors, la troisième étape se met en place : l'établissement d'un État islamique. En cas d'échec se produit un regain de sauvagerie, considéré par Naji comme préférable à la « stabilité sous le règne de la mécréance ».

Un autre ouvrage important de la sphère djihadiste internationale est mis en ligne début 2005 : l'*Appel à la résistance islamique globale* d'Abou Moussab al-Souri. Cet ingénieur d'origine syrienne a un parcours atypique[7]. Opposant islamiste à Hafez al-Assad, il doit quitter son pays en 1980 et rejoint la Jordanie, l'Irak puis l'Égypte où il se forme au maniement des armes et des explosifs. Il rompt avec les Frères musulmans au moment de la bataille de Hama en 1982, qui voit l'insurrection islamiste écrasée par le régime baasiste. Il se rend ensuite en Arabie saoudite puis en Europe, où il épouse une Espagnole convertie à l'islam. En 1987, il rejoint le Pakistan et l'Afghanistan où il se rapproche d'Abdallah Azzam et Oussama Ben Laden. Au début des années 1990, il retourne en Espagne puis au Royaume-Uni, où il participe notamment à l'effort de propagande du Groupe islamique armé algérien et sert d'intermédiaire entre Oussama Ben Laden et les médias occidentaux.

En 1997, il s'établit durablement en Afghanistan et se met au service des Talibans. Il y enseigne dans différents camps d'entraînement avant d'ouvrir sa propre structure en 2000, le *Mu'askar al-Ghuraba*. Après les attentats du 11 septembre 2001, il se met à contester la vision stratégique d'Oussama Ben Laden et critique le manque de clairvoyance qui a précipité la chute du sanctuaire afghan. Fuyant l'avancée des Américains et de leurs alliés locaux, al-Souri trouve refuge au Pakistan, où il finit par être arrêté en 2005. Livré à la CIA, il passe par plusieurs sites de détention clandestins avant d'être transféré à Guantánamo en 2006. De là, il aurait ensuite fait l'objet d'une procédure de *rendition* vers la Syrie, où il était recherché.

Malgré des rumeurs de libération – ou d'évasion – en 2011, il serait toujours détenu dans les geôles du régime de Bachar al-Assad.

L'*Appel à la résistance islamique globale* est une somme de 1 600 pages qui développe notamment une conception « rhizomique[8] » du djihad, résumée en une formule : *Nizam, la tanzim*, « un système, pas une organisation ». Pour son auteur, al-Qaida est « un appel, une référence, une méthodologie[9] » : l'organisation doit devenir une vaste franchise dont « les seuls liens sont […] un système d'action, un nom et un but communs[10] ». Reprenant à son compte les théories d'Azzam sur le djihad comme « obligation individuelle », il entend pousser le principe de décentralisation à un degré inédit en faisant appel aux velléités de n'importe quel sympathisant à la cause, et non plus seulement aux activistes encadrés par la hiérarchie qaïdiste. Ce faisant, il ouvre le voie à l'une des mutations les plus notables du djihadisme au XXIe siècle, celle d'un terrorisme *low cost* et individualisé, bien souvent indétectable par les services de renseignement.

Le djihadisme 2.0

Le moment où al-Souri théorise le djihad décentralisé coïncide avec l'émergence du Web dit « 2.0 », parfois aussi appelé social ou participatif. Ce dernier émerge au début des années 2000 avec la généralisation des accès haut débit et l'introduction de nouveaux protocoles d'accès qui simplifient la mise en ligne de données par les utilisateurs. Internet acquiert une dimension plus interactive, débouchant sur l'explosion des échanges et de la production de contenus. Apparaît alors le djihadisme 2.0, une forme de lutte « sans leader » à la fois réticulaire et largement dématérialisée[11]. L'utilisation d'Internet par les djihadistes n'est toutefois pas une nouveauté : un djihadisme 1.0 était né dès le milieu des années 1990 avec des sites comme l'*Islamic Media Center* ou *azzam.com*, réalisés par des

sympathisants qui n'appartenaient pas directement à al-Qaida. Le premier site propre à l'organisation, *maalemaljihad.com*, est créé en février 2000, suivi par *alneda.com* en mars 2001[12]. C'est aussi à cette époque qu'al-Qaida se dote de sa première agence de production audiovisuelle, as-Sahab, dont le nombre de vidéos produites passe de 6 en 2002 à 58 en 2006. Ces films sont d'abord envoyés à la chaîne d'information qatarie al-Jazeera avant d'être diffusés directement sur Internet[13].

Après le 11 Septembre, les sites djihadistes sont fermés sous la pression des gouvernements, ou bien sont visés par des cyberattaques conduites par les services de renseignement comme la NSA. Ainsi, les djihadistes changent peu à peu de supports de communication et s'orientent vers les forums[14] : les principaux sont arabophones (*al-Ikhlas*, *al-Firdaws*, *Ansar al-Mujahideen*, *al-Falloujah*, etc.), mais des plateformes apparaissent aussi dans d'autres langues, y compris le français (*Assabyle*, *Ribaat*, *Minbar-SOS*, *Ansar al-Haqq*, etc.)[15]. *Assabyle*, par exemple, est créé dans l'orbite du cheikh Bassam Ayachi à Molenbeek, quartier de Bruxelles identifié comme un des centres de l'islamisme en Europe bien avant la vague d'attentats liés à l'État islamique à partir de 2015[16]. Deux animateurs de ce forum sont condamnés à dix mois de prison en Belgique en 2006. Ils partiront plus tard en Syrie où ils mourront au combat en 2013, ce qui illustre la porosité entre djihad sur Internet et hors ligne. L'administration de forums n'est d'ailleurs pas qu'une activité masculine. Des femmes jouent aussi un rôle important dans l'animation de réseaux virtuels et la valorisation de contenus extrémistes, à l'instar de Marion Tailleumier ou Malika El Aroud. Cette dernière est la veuve d'un des assassins du commandant Massoud et revêt des tenues sombres, ce qui lui vaut son surnom de « veuve noire du djihad ».

Les djihadistes ont compris très tôt qu'Internet n'était pas un média comme les autres. Il pouvait certes servir à diffuser de la propagande sous différentes formes – textes, vidéos, propagande audio, etc. – mais aussi être

utilisé pour propager de grandes orientations stratégiques et des conseils tactiques, pour recruter ou encore pour lever des fonds. En 2003-2004, les partisans d'al-Qaida en Arabie saoudite diffusent ainsi un webmagazine appelé *Mu'askar al-Battar* qui se veut une sorte de camp d'entraînement virtuel[17]. Le Web djihadiste devient progressivement une plateforme opérationnelle permettant de concrétiser la vision d'al-Souri d'un djihad décentralisé. Il contribue également à la dynamique de globalisation de la lutte.

Vers un djihad global

Au lendemain de l'invasion américaine de l'Afghanistan, les cadres dirigeants de l'organisation ayant survécu sont contraints de vivre dissimulés et de limiter autant que possible leurs contacts extérieurs. Si la majorité d'entre eux ont trouvé refuge dans les zones tribales du Pakistan, où ils disposent de relais solides, ils n'y vivent pas moins dans une réelle précarité et sous la menace permanente, comme en témoignent les nombreuses arrestations dans le pays entre 2002 et 2006. D'autres ont fui vers l'ouest, en Iran, dans l'espoir d'atteindre ensuite l'Irak et le monde arabe ; mais la plupart sont tombés dans les griffes de la République islamique, adversaire idéologique et géopolitique du djihad sunnite autant que des États-Unis, qui les a placés en détention ou en résidence surveillée, à l'instar de la femme et des enfants de Ben Laden, ou de son mufti, le Mauritanien Abou Hafs[18].

Isolée, l'organisation al-Qaida doit se reposer sur les initiatives de sympathisants qui, dans la période de l'après-11 Septembre, n'hésitent pas à s'emparer de ce label. Les années 2002 à 2006 sont ainsi marquées par plusieurs attentats attribués à cette organisation, mais mis en œuvre par des groupes djihadistes locaux. Le 12 octobre 2002, alors que des centaines de

touristes occidentaux font la fête dans la nuit chaude de Bali, un homme entre dans un bar et déclenche la bombe qui se trouve dans son sac à dos. Quelques secondes plus tard, un van rempli d'explosifs saute à l'entrée d'une discothèque dont le toit s'enflamme et ne tarde pas à s'effondrer. Le bilan est lourd : plus de 200 jeunes gens, dont près de la moitié sont australiens, succombent.

L'attaque est l'œuvre de la Jemaah Islamiyah, un groupe islamiste actif en Indonésie et en Malaisie depuis les années 1990. Ce dernier entretient des liens avec al-Qaida, notamment par l'intermédiaire de son chef des opérations, Riduan Isamudin, dit Hambali[19]. Malgré l'arrestation de celui-ci à Bangkok en 2003 et sa mise en détention par la CIA, la Jemaah parvient à mener une demi-douzaine d'autres attaques dans les années qui suivent, dont une contre l'hôtel Marriott de Jakarta en 2003, l'ambassade australienne en 2004 ou à nouveau à Bali en 2005. À cette même période, un autre groupe djihadiste d'Asie du Sud-Est s'empare des habits neufs d'al-Qaida : il s'agit d'Abou Sayyaf, scission du Front Moro de libération nationale aux Philippines qui mène une guérilla séparatiste dans les jungles de l'île de Mindanao. L'organisation verse aussi dans le terrorisme, comme en février 2004 lorsqu'elle tue une centaine de personnes en faisant exploser une bombe dans un ferry près de Manille.

L'Afrique est aussi un théâtre-relais pour al-Qaida dans ces années post-11 Septembre. En novembre 2002, un avion de ligne de la compagnie israélienne Arkia en provenance de Tel-Aviv atterrit à Mombasa, au Kenya, le temps d'une courte escale. Au redécollage, le Boeing 757, qui transporte 261 passagers, est visé par deux missiles sol-air SA-7 qui manquent leur cible. Vingt minutes plus tard, un véhicule suicide explose devant un hôtel où viennent d'être déposés des touristes israéliens arrivés par le même vol[20] : 15 personnes sont tuées, dont 3 Israéliens. Un Comorien du nom de Fazul Abdullah Mohammed, futur émir d'al-Qaida dans la Corne de l'Afrique, est considéré comme le cerveau de cette opération : ce vétéran du

djihad qui a combattu en Somalie aux côtés du général Aidid était déjà impliqué dans l'attentat contre l'ambassade américaine de Nairobi en 1998[21].

Les djihadistes ne se contentent pas de frapper des ressortissants israéliens, devenus des cibles de choix pour rallier l'opinion publique arabe à un moment où la seconde Intifada déchaîne les passions médiatiques. Ils s'attaquent aussi aux communautés juives à travers le monde. C'est le cas en Tunisie en avril 2002 avec l'attentat contre la synagogue de la Ghriba à Djerba, l'une des plus anciennes du monde arabe, où 19 personnes perdent la vie, dont 2 Français. Le kamikaze, un Franco-Tunisien de vingt-cinq ans, a reçu l'aide de son frère et de son oncle, en lien avec Christian Ganczarski, un Allemand converti à l'islam, passé par l'Afghanistan et proche de Khalid Sheikh Mohammed. D'autres tragédies s'ensuivent : en mai 2003, à Casablanca, un commando d'une douzaine d'assaillants vise des sites associés à la communauté juive ainsi que le consulat de Belgique, faisant 33 morts. La même année, en novembre, c'est à Istanbul que survient une série d'attentats visant deux synagogues, le consulat britannique et un immeuble de la banque HSBC pour un bilan de 59 victimes.

Ailleurs au Moyen-Orient, les régimes jugés trop proches des Américains sont également visés. L'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite subissent de nombreux attentats. Les ressortissants occidentaux, touristes ou expatriés, sont particulièrement ciblés. Le royaume wahhabite terre natale d'Oussama Ben Laden et de 15 des 19 terroristes du 11 Septembre, avait longtemps été épargné, mais la fuite d'Afghanistan de djihadistes saoudiens à la fin de 2001 change la donne. Ben Laden et Zawahiri décident d'ordonner le déclenchement d'une campagne de terrorisme sans précédent dans l'espoir de faire vaciller le régime monarchique. Le 12 mai 2003, un premier attentat contre une résidence accueillant des expatriés occidentaux fait 35 morts, dont 9 Américains. À partir de l'automne, le réseau estimé à environ 500 militants saoudiens commence à se faire appeler « al-Qaida

dans la péninsule arabique[22] », mais ce n'est qu'en 2009 que cette appellation deviendra plus courante, après la fusion des composantes yéménite et saoudienne d'al-Qaida. Entre 2003 et 2004, l'organisation réalise 25 autres attentats, provoquant une centaine de morts supplémentaires et plus de 400 blessés.

Dans le reste de la péninsule arabique, les activités d'al-Qaida sont plus sporadiques : au Koweït en 2002, deux attaques visent les militaires américains déployés dans le pays[23], et au Yémen le 6 octobre de cette même année une embarcation-suicide vient s'écraser contre le *Limburg*, un pétrolier français, à proximité du terminal d'Ash Shihr[24]. Un marin bulgare est tué dans l'explosion, tandis que l'équivalent de 90 000 barils de pétrole s'échappent dans le golfe d'Aden. Dans un message diffusé sur al-Jazeera le 12 novembre, Ben Laden mentionne entre autres cet attentat et met en garde plusieurs pays, dont la France, contre leur soutien à la guerre américaine en Afghanistan. Dans cette intervention médiatique, le « cheikh » du djihad fait aussi référence à une autre attaque, encore plus spectaculaire, survenue à Moscou fin octobre 2002. Un commando d'une quarantaine de terroristes y a pris en otages environ 900 spectateurs au théâtre de la Doubrovka. Des femmes munies de ceintures d'explosifs sont dispersées dans la salle et des mines sont posées pour entraver une éventuelle intervention des forces de l'ordre[25]. Les terroristes exigent le retrait immédiat des troupes russes de Tchétchénie. Après quatre jours de négociations infructueuses, les forces spéciales russes décident d'utiliser du gaz incapacitant juste avant l'assaut. Les djihadistes sont tous tués, mais 129 otages meurent asphyxiés.

L'attentat n'est pas l'œuvre directe d'al-Qaida : il est revendiqué par Chamil Bassaïev, un redoutable chef de guerre tchétchène, islamiste militant ayant déjà combattu les Arméniens au Haut-Karabakh en 1994, puis les Géorgiens en Abkhazie, avant de se retourner contre les Russes en Tchétchénie. Dans les années 1990, Bassaïev s'est lié d'amitié avec un ancien moudjahid saoudien de la campagne d'Afghanistan connu sous le

nom d'Ibn al-Khattab. Ce dernier prend la tête d'un bataillon de volontaires arabes dans le Caucase qui perdure bien après sa mort en 2002. Quoique partageant un certain nombre de points communs, al-Khattab et Ben Laden n'ont pas de lien organique, se percevant mutuellement comme des « rivaux respectueux[26] ».

Si Bassaïev n'est pas le seul chef de l'insurrection tchétchène, il est celui qui la fait entrer dans la mouvance djihadiste internationale, notamment par l'adoption d'un terrorisme de masse. En 2003 et 2004, il organise une terrible campagne d'attentats, faisant assassiner le président prorusse de Tchétchénie, Akhmad Kadyrov, s'attaquant à des sites gouvernementaux comme à Znamenskoïe en 2003 (53 morts), ou aux transports publics tels que le train de Stavropol (46 morts) en 2003 ou le métro de Moscou (41 morts) en 2004. Il cible aussi des lieux chargés de symboles comme la place Rouge en décembre 2003, où la veuve d'un militant tchétchène se fait exploser au milieu de la foule, tuant 6 personnes.

Le comble de l'horreur est atteint le 1er septembre 2004, jour de la rentrée des classes, lorsqu'un commando d'une trentaine d'assaillants pénètre dans l'école de Beslan en Ossétie du Nord, prenant en otages plus d'un millier de personnes, dont environ 700 enfants. Comme à la Doubrovka deux ans plus tôt, les forces russes donnent l'assaut après trois jours de siège. Plus de 300 otages périssent, dont la moitié sont des enfants. Ces attentats spectaculaires et meurtriers, qui font écho à ceux de Zarkaoui en Irak à la même époque, suscitent la sidération des opinions publiques. Ils provoquent aussi des réactions brutales des autorités et entraînent une spirale de la violence qui évoque la *Gestion de la barbarie* théorisée cette année-là par Abou Bakr Naji. Les condamnations de l'attentat de Beslan par Aslan Maskhadov, principal leader de l'insurrection et rival historique de Bassaïev, ne peuvent empêcher l'assimilation croissante, aux yeux du monde entier, de la rébellion tchétchène à la mouvance djihadiste internationale.

Les djihadistes frappent l'Europe

L'Europe occidentale n'échappe pas à cette vague de terreur. Les États-Unis semblent désormais difficilement atteignables sur leur propre sol : rares sont les tentatives sérieuses après l'échec de Richard Reid en décembre 2001, le *shoe bomber* du vol Paris-Miami ayant en vain tenté d'activer un explosif caché dans la semelle de ses chaussures. L'Europe, en revanche, fait figure dès cette époque de « ventre mou de l'Occident[27] » aux yeux des djihadistes.

L'Espagne est la première à en payer le prix. Le 11 mars 2004, à trois jours des élections générales, des engins explosifs sont placés dans des trains de banlieue faisant route vers la gare d'Atocha à Madrid. Près de 200 personnes sont tuées dans ce qui reste, à ce jour, l'attentat djihadiste le plus meurtrier perpétré sur le sol européen. Il apparaît rapidement que cette attaque émane de la mouvance djihadiste – animée en l'occurrence par un réseau majoritairement composé de Marocains –, même si les spécialistes sont divisés sur le degré d'implication de la direction centrale d'al-Qaida[28]. Le gouvernement espagnol, mené par José Maria Aznar, accuse pour sa part l'organisation basque ETA. Plus le temps passe, plus il devient évident que les dirigeants mentent ouvertement pour tenter d'éviter les critiques relatives à l'engagement de l'armée espagnole dans la guerre en Irak. Les électeurs finissent par sanctionner le parti au pouvoir, pourtant en tête dans les sondages avant le 11 mars. Le 19 avril, le retrait des troupes d'Irak est annoncé par le nouveau Premier ministre socialiste, José Luis Zapatero, démontrant de façon éclatante – malgré l'antériorité de cette promesse de campagne – l'impact stratégique d'un tel attentat.

Le 2 novembre 2004, le réalisateur Theo Van Gogh est assassiné à Amsterdam par un jeune Néerlandais d'origine marocaine membre d'un groupuscule djihadiste impliqué dans plusieurs projets d'attentats aux Pays-Bas[29]. Dans ce cas, ce n'est pas tant la participation du pays à la coalition

en Irak qui est mise en cause que les propos hostiles aux musulmans et à l'islam tenus par la victime[30]. Artiste controversé, plusieurs fois mis en cause pour des propos racistes et antisémites, Van Gogh avait notamment travaillé avec Ayaan Hirsi Ali, femme politique d'origine somalienne exilée aux Pays-Bas, à la réalisation d'un court métrage de 10 minutes intitulé *Soumission* et jugé blasphématoire par les fondamentalistes. Cet assassinat va entraîner une longue controverse à travers l'Europe sur le « droit au blasphème » tournant autour des notions de liberté d'expression, de laïcité et d'acceptation par les musulmans des valeurs occidentales.

Un an plus tard, en septembre 2005, le quotidien danois *Jyllands-Posten* relance la polémique en publiant douze caricatures représentant Mahomet. Il s'agit d'une réaction à la tribune du journaliste Kåre Bluitgen qui s'était plaint que personne n'osait illustrer son livre sur le prophète depuis l'assassinat de Van Gogh[31]. Ces publications soulèvent une vague d'indignation chez de nombreux musulmans d'Europe et suscitent les condamnations de plusieurs pays arabes ainsi que des menaces de mort à l'encontre des dessinateurs. *A contrario*, en signe de solidarité, de grands médias européens décident de diffuser à leur tour les dessins. En France, le journal satirique *Charlie Hebdo* y ajoute même en février 2006 des caricatures de son cru. Six mois plus tard, Abou Yahya al-Libi, haut cadre d'al-Qaida réfugié dans les zones tribales pakistanaises, diffuse une vidéo condamnant ces caricatures et exhortant tous les musulmans de « bonne volonté » à s'attaquer à leurs auteurs.

Le 7 juillet 2005, enfin, c'est au tour du Royaume-Uni d'être frappé. Quatre attentats-suicides se produisent dans le métro de Londres et dans un autobus à impériale, tuant 52 personnes. Trois des quatre terroristes sont nés au Royaume-Uni dans des familles d'origine pakistanaise. Le quatrième est né en Jamaïque et a grandi en Angleterre où il s'est converti à l'islam. Dès les années 1990, le Royaume-Uni avait été pointé du doigt par de nombreux pays – dont la France, alors en prise avec le terrorisme algérien sur son

propre sol – pour avoir laissé prospérer l'islamisme, au point que sa capitale avait gagné le surnom de « Londonistan[32] ». Héritière d'une longue tradition de libéralisme et d'accueil d'exilés politiques, la ville avait hébergé des prédicateurs radicaux comme le Jordanien Abou Qatada, proche du GIA algérien, ou Abou Hamza al-Masri, imam égyptien à la mine patibulaire, borgne et arborant des crochets à la place des mains – stigmates de ses engagements dans les djihads afghan et bosniaque. Cet Égyptien avait notamment pris le contrôle en 1997 de la mosquée de Finsbury Park où il se livrait régulièrement à l'apologie du terrorisme.

Si Abou Qatada et Abou Hamza sont arrêtés en 2002 et 2004, l'enquête menée après les attentats du 7 juillet 2005 révèle que les terroristes avaient fréquenté des mosquées extrémistes, notamment celle d'Abdullah el-Faisal, un imam jamaïcain proche de Hamza. Deux des quatre terroristes ont laissé des témoignages vidéo, fustigeant les « gouvernements démocratiquement élus qui perpètrent continuellement des atrocités[33] » contre les musulmans, citant leur solidarité avec « les peuples de Palestine, d'Irak, d'Afghanistan et de Tchétchénie[34] ». L'étude du profil et du parcours de ces jeunes « sans histoires » qui se sont retournés contre la société dans laquelle ils ont grandi va populariser l'expression de terrorisme *homegrown* (endogène), par opposition aux attaques exportées par des étrangers comme ce fut le cas lors du 11 Septembre. En cela, les attentats de Londres préfigurent plus qu'aucun autre la montée en puissance de la problématique de la « radicalisation » à l'œuvre au cœur même des sociétés occidentales.

L'Europe en guerre contre le terrorisme ?

Les Européens sont avant tout pris pour cible pour leur alliance avec l'Amérique dans la guerre contre le terrorisme. C'est tout particulièrement le cas de la Grande-Bretagne de Tony Blair qui ne cesse de revendiquer,

dans la période post-11 Septembre, son statut de « fidèle second » des États-Unis, à la fois sur le plan rhétorique (Blair ne craint pas d'assumer le terme de « guerre contre le terrorisme »), diplomatique (Londres apportant un soutien sans faille à Washington à l'ONU), militaire (45 000 soldats britanniques sont mobilisés en Irak en 2003) et sécuritaire (avec une politique de partage du renseignement, et une étroite coopération dans les programmes de surveillance de masse de la NSA)[35].

Suivant le modèle du Patriot Act américain, Westminster adopte une nouvelle loi antiterroriste seulement quatre semaines après le 11 Septembre. Celle-ci vient renforcer une législation déjà très étoffée du fait de l'expérience du terrorisme nord-irlandais depuis les années 1970 en créant de nouveaux délits et en facilitant les procédures de surveillance de la police. Elle autorise également la détention administrative illimitée, sans procès, de ressortissants étrangers suspectés de terrorisme. Cette mesure, appliquée à seulement 17 individus dans les trois premières années, est finalement invalidée au titre de son incompatibilité avec la Convention européenne des droits de l'homme. Elle réapparaît toutefois dans une nouvelle loi de 2005 sous la forme de « mesures de contrôle » permettant de limiter les déplacements d'un suspect et de le garder sous surveillance[36].

À partir de juin 2002, l'antiterrorisme britannique se structure autour d'une stratégie interministérielle baptisée CONTEST (*Counter-Terrorism National Strategy*) et confiée à sir David Omand, ancien directeur du renseignement technique. CONTEST se structure autour des « quatre P » : la poursuite (policière et judiciaire) des terroristes, la prévention de la radicalisation, la protection des infrastructures et des populations et la préparation à des scénarios d'attaques[37]. Parmi ces quatre axes, les deux premiers sont prioritaires. En ce qui concerne la poursuite, la majorité du travail revient aux services de renseignement intérieur : alors que les budgets du MI5 et de la *Special Branch* de Scotland Yard s'accroissent, la part du contre-terrorisme (essentiellement djihadiste) passe de 23 % en

2001 à 52 % en 2005. Quant au nombre d'individus placés sous surveillance au titre de « militantisme islamiste », il atteint les 1 800 fin 2006 alors qu'il ne dépassait guère la centaine en 2001. On compte aussi entre 2002 et 2010 près de 2 000 arrestations, donnant lieu, pour la moitié d'entre elles, à une condamnation ou une extradition[38].

Au-delà des chiffres – qui traduisent un tournant sécuritaire –, les méthodes d'interpellation font débat. En effet, le chef de la Metropolitan Police, sir John Stevens, a décidé dès 2002 de faire adopter des procédures *shoot-to-kill-to-protect* consistant à autoriser l'ouverture du feu sans sommation en cas de suspicion d'attentat-suicide. Pour ce faire, il envoie des policiers se former en Israël, au Sri Lanka et en Russie. Ces procédures sont largement décriées en juillet 2005 lorsque, au lendemain des attentats de Londres, des policiers tuent de sept balles dans la tête un électricien brésilien qu'ils avaient confondu avec un suspect terroriste[39].

Londres adopte aussi des mesures préventives qui l'amènent à remettre en cause progressivement sa politique d'accueil et de tolérance de l'activisme islamiste. Placés sous étroite surveillance, les prédicateurs du djihad qui avaient jusqu'alors pignon sur rue sont peu à peu écartés les uns après les autres. Il faut toutefois attendre les attentats de 2005, voire les manifestations de février 2006 contre la publication des caricatures de Mahomet – au cours desquelles des appels au djihad choquent l'opinion britannique –, pour voir les autorités adopter une politique plus répressive de lutte contre l'incitation à la haine et l'apologie du terrorisme. Le Royaume-Uni se lance par ailleurs dans un dialogue institutionnalisé avec la communauté musulmane – notamment le Muslim Council of Britain (MCB), proche des Frères musulmans et identifié à ce titre comme un rempart contre le salafisme et l'extrémisme violent. Ce dialogue ne manque pas, là encore, de susciter des polémiques[40].

D'autres pays européens frappés ou seulement menacés par le djihadisme durcissent aussi leurs arsenaux antiterroristes. L'Allemagne, sur

le sol de laquelle a été planifiée une partie des attentats du 11 Septembre, ainsi que les Pays-Bas entérinent des lois alourdissant les peines et élargissant les moyens des services de renseignement. Des plans d'action et de nouvelles structures de coordination y sont mises en place, tout comme en Espagne et en Italie. L'Union européenne (UE) cherche aussi à renforcer la coopération avec l'instauration d'un mandat d'arrêt européen en janvier 2004, la création d'une section antiterroriste au sein d'Europol et le renforcement des mécanismes de coopération judiciaire au sein d'Eurojust. Après les attentats de Madrid en mars 2004, le Conseil européen procède également à la création d'un poste de coordinateur du contre-terrorisme pour l'UE[41].

En France, en dépit d'une législation déjà étoffée, le gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin fait passer une nouvelle loi, dès octobre 2001, pour étendre les pouvoirs des agents de sécurité, publics et privés. Il renforce le dispositif interministériel Vigipirate créé en 1978 et déclenché pour la première fois en 1991. Ce n'est toutefois qu'à partir du second mandat de Jacques Chirac, à la suite d'une élection présidentielle de 2002 dominée par le thème de la sécurité, que les autorités françaises adoptent une approche plus répressive. La loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (LOPSI) réorganise certaines fonctions et facilite l'accès des forces de police à divers fichiers. De fait, police antiterroriste et magistrats spécialisés tentent de déstabiliser la mouvance djihadiste par des « raids » réguliers, lançant des coups de filet souvent trop larges pour une judiciarisation efficace[42]. Ainsi, entre 2002 et 2006, si 1 600 individus sont interpellés au titre de la lutte contre le terrorisme, seuls 460 sont effectivement mis en examen, dont 150 en lien avec le djihadisme[43]. D'importants réseaux sont néanmoins démantelés à l'instar de celui dit des « filières tchétchènes », ce qui donne lieu à l'arrestation et au jugement de 27 individus accusés d'avoir planifié des attentats après être allés s'entraîner en Géorgie.

Comme le Royaume-Uni, la France entend aussi s'attaquer en amont à toute forme d'islam radical susceptible de conduire au terrorisme, ou de s'opposer aux lois de la République. Entre 2002 et 2010, le ministère de l'Intérieur expulse ainsi 29 imams étrangers[44]. En 2005, les Renseignements généraux procèdent à la création de 22 « pôles régionaux de lutte contre l'islam radical » regroupant divers services de l'État à même de prendre des mesures immédiates de fermeture, d'éloignement, de contrôle fiscal ou d'hygiène – plus de 500 établissements et près de 2 000 individus sont contrôlés au cours de la première année d'existence des pôles, suivant une logique qui a parfois pu s'apparenter à une forme de harcèlement administratif[45].

La coopération franco-américaine est également très forte à cette époque, comme l'illustre la contribution française à l'opération *Enduring Freedom* en Afghanistan dès 2001, ou encore la création en 2002 de la « Base Alliance » à Paris, cellule de coordination conjointe de la DGSE et du Counter-Terrorism Center de la CIA. Placée sous la direction d'un général français, cette plateforme, qui accueille aussi des agents britanniques, allemands, canadiens et australiens, joue un rôle important dans l'arrestation de certains djihadistes, dont Christian Ganczarski, présumé instigateur de l'attentat de Djerba en 2002[46].

La coopération sécuritaire trouve toutefois des limites politiques. Dès sa visite de solidarité à New York et Washington, le 18 septembre 2001, le président Chirac se montre réticent à l'idée de guerre contre le terrorisme : « Je ne sais pas s'il faut utiliser le mot guerre. Ce qui est sûr, c'est que nous avons un conflit d'une nouvelle nature[47] », affirme-t-il lors de sa conférence de presse avec le président Bush. Et pour cause, la France va vite se montrer opposée à ce qu'elle perçoit comme des dérives de l'approche américaine : elle se tient à l'écart des vols clandestins et des prisons secrètes et surtout s'oppose à l'extension de la campagne de lutte à des pays tels que l'Irak en 2003. L'idée même d'une guerre contre le terrorisme est récusée

en 2006 dans le *Livre blanc sur la sécurité intérieure face au terrorisme* qui vient ainsi résumer la posture française de l'époque :

> Devons-nous aller jusqu'à nous considérer en « état de guerre contre le terrorisme » ? […] Si nous étions en guerre, le recours à une législation d'exception se justifierait de lui-même. Et comme la guerre se déroulerait en partie sur notre sol, ceux qui y résident devraient supporter que leurs libertés quotidiennes les plus essentielles soient entamées. La France a choisi de demeurer dans une logique de temps de paix. […] Les terroristes se disent en guerre. Ils se proclament combattants. […] Nous ne pouvons l'accepter. Nous devons au contraire marginaliser ceux qui se livrent à des actes de terrorisme, en rappelant que ce ne sont pas des guerriers mais des criminels. On ne fait pas la guerre contre des criminels[48].

Ce refus de la rhétorique guerrière – qui tranche fortement avec l'attitude martiale adoptée en 2015 – se justifie aussi aux yeux du gouvernement par l'absence d'attentat majeur dans le pays depuis 2001, mise au crédit d'une approche policière et judiciaire efficace[49].

Bien que la France soit relativement épargnée par le djihadisme dans les années post-11 Septembre, le débat public se tend autour de la question de la place de l'islam dans la société. Si les autorités ne cessent de proclamer le « refus de l'amalgame[50] » entre musulmans, islamistes et terroristes, force est de constater que le sentiment de stigmatisation s'accroît chez les Français assimilés, à tort ou à raison, à une communauté musulmane. Ainsi, la création en 2003, à l'initiative du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, du Conseil français du culte musulman (CFCM) destiné à institutionnaliser le dialogue avec cette communauté ne peut empêcher des soupçons d'« entrisme islamiste », notamment de la part d'associations proches des Frères musulmans[51].

Des controverses à répétition illustrent cette crispation, à l'image de celle qui débouche en 2004 sur la loi prohibant les signes religieux ostentatoires, comme le voile islamique, dans les écoles publiques. Cette législation sera par la suite régulièrement mise en avant par les djihadistes pour justifier les attaques contre la France. À l'automne 2005, une série d'émeutes survient dans les banlieues des grandes villes de France à la suite de la mort de deux adolescents poursuivis par la police. Ces événements donnent lieu à la première proclamation de l'état d'urgence en métropole depuis la guerre d'Algérie, révélant les tensions sociales liées à la place d'une jeunesse populaire d'origine immigrée dont l'islam apparaît de plus en plus comme un marqueur identitaire[52].

Enfin, le pays connaît à partir du début des années 2000 une vague de violences antisémites, culminant en 2006 avec le meurtre d'Ilan Halimi. Ce jeune juif de vingt-trois ans est enlevé, torturé et brûlé vif par un groupe criminel d'une vingtaine d'individus se faisant appeler le « gang des barbares » traversé par un nauséabond mélange de clichés antisémites et d'idéologie islamiste antisioniste. C'est à la même période qu'un jeune homme du quartier des Buttes-Chaumont à Paris, Chérif Kouachi, souhaite s'en prendre à des commerces tenus par des juifs quand son mentor le convainc plutôt de partir faire le djihad en Irak. Il est arrêté la veille de son départ, dix ans avant de se rendre coupable de la tuerie de *Charlie Hebdo*. La montée de l'antisémitisme, fortement influencée par la reprise du conflit israélo-palestinien à l'occasion de la seconde Intifada, contribue à imprégner la France, bien malgré elle, des échos de la guerre contre le terrorisme[53].

La grande alliance : de Riyad à Bogota

Par-delà l'Europe, l'émergence d'une forme de djihadisme décentralisé et globalisé va faciliter la constitution d'une « grande alliance[54] » que George W. Bush appelait lui-même de ses vœux au lendemain du 11 Septembre. Si le terrorisme est une réalité, plus ou moins internationalisée selon les pays, il peut apparaître dans certains cas comme un label utile pour discréditer une opposition armée intérieure, pavant ainsi la voie à un dévoiement, voire à un effet autoréalisateur susceptible de valider le scénario millénariste d'un choc des civilisations, si prisé par les djihadistes eux-mêmes[55].

Les États-Unis concentrent le plus d'attention sur le monde arabo-musulman en vue de l'enrôler dans la grande alliance mondiale. Washington a très tôt compris l'importance de disposer de relais dans ces pays afin d'éviter l'image d'un affrontement entre l'Islam et l'Occident. Dans son discours du 20 septembre 2001 au Congrès, le président Bush affirmait déjà sa conviction que « les terroristes trahissaient leur propre foi en essayant de détourner l'islam [et que] l'Amérique n'était pas l'ennemi de [ses] nombreux amis musulmans[56] ».

En dépit d'opinions publiques réticentes à l'égard de la campagne américaine, les partenaires traditionnels des États-Unis dans le monde arabe, alliés du temps de la guerre froide, sont au rendez-vous de la nouvellle campagne de lutte contre la terreur. Ainsi, la Jordanie et le Maroc, deux monarchies conservatrices historiquement proches de Washington, se révèlent des alliés importants dans le domaine du renseignement : ils multiplient les coups de filet policiers dans les milieux djihadistes et participent aux procédures de « transferts extraordinaires » de détenus qu'ils interrogent dans leurs geôles en présence d'agents américains.

L'Égypte, frappée à trois reprises (en 2003, 2004 et 2005) dans ses complexes touristiques du Sinaï, s'impose aussi comme un partenaire de

poids du fait de la puissance de ses services de renseignement. Ces alliances permettent occasionnellement de marquer des points dans la « guerre des idées », en obtenant par exemple des condamnations théologiques du djihadisme par des autorités religieuses respectées telles que l'université al-Azhar au Caire. En revanche, elles associent étroitement les Occidentaux à des régimes autoritaires qui n'hésitent pas à se saisir de la menace terroriste comme prétexte pour réprimer des oppositions politiques internes, à l'instar des Frères musulmans, particulièrement craints du pouvoir en Égypte ou en Jordanie[57].

Intimement liée aux États-Unis pour sa sécurité et leur approvisionnement énergétique, l'Arabie saoudite est une alliée plus compliquée à gérer. À Washington et dans les capitales européennes, nombreux sont ceux qui pointent du doigt la doctrine wahhabite, considérée comme théologiquement proche des thèses d'al-Qaida, ainsi que le poids des structures caritatives saoudiennes dans le financement du djihadisme depuis l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Une coopération discrète se met néanmoins en place en 2002 à la suite de la visite du secrétaire au Trésor américain, en vue précisément de lutter contre le financement du terrorisme. Mais c'est la campagne d'attentats qui frappe le pays à partir de 2003 qui fait le plus pour arrimer le royaume au camp des alliés des États-Unis. Riyad investit des sommes considérables dans la lutte contre al-Qaida, devenue une menace directe pour la monarchie. Celle-ci dépense désormais sans compter – plus de 12 milliards de dollars rien qu'en 2006 – pour éliminer ce qui fut dans une large mesure sa créature à l'époque du djihad afghan. Si les services de sécurité saoudiens procèdent à l'arrestation de centaines d'individus et à la fermeture de lieux de culte, ils ménagent aussi une voie de sortie aux activistes, avec des offres d'amnistie régulières et des programmes de réinsertion[58].

Même des pays jadis considérés comme des « États voyous », à l'instar de la Libye ou de la Syrie, sont momentanément réintégrés dans le grand

concert des nations. Après le 11 Septembre, Mouammar Kadhafi se met ainsi en tête de faire amende honorable de son passé de sponsor du terrorisme. En février 2002, un de ses fils, Saïf al-Islam, se rend à Paris. Bel homme au teint mat, âgé de trente ans, il porte des costumes croisés faits sur mesure, et s'efforce de convaincre ses interlocuteurs que son pays veut désormais lutter contre le djihadisme, notamment le Groupe islamique combattant libyen, assimilé à la mouvance al-Qaida. Il prononce une conférence à l'Institut français des relations internationales, où il est interpellé par des victimes d'attentats. À l'issue de cet événement, il reçoit à l'hôtel Crillon Guillaume Denoix de Saint Marc, dont le père a été tué dans l'explosion du DC-10 d'UTA en 1989[59]. Commencent alors de longues négociations qui aboutissent à un accord d'indemnisation en janvier 2004. Entre-temps, le « Guide » Mouammar Kadhafi débourse plus de 200 millions de dollars pour dédommager les familles des victimes de l'attentat de Lockerbie[60]. Ce faisant, il obtient la levée des sanctions internationales et le retrait de la liste américaine des États soutenant le terrorisme.

Quant à Bachar al-Assad, jeune successeur de son père, Hafez, il espère aussi bénéficier d'un retour en grâce en coopérant avec les États-Unis sur les questions de sécurité. Si la Syrie échappe de peu en 2002 à sa nomination sur la liste de l'« axe du mal », son opposition à la guerre en Irak et les facilités qu'elle accorde aux volontaires étrangers désireux d'y combattre les Américains vont rapidement mettre fin à sa participation à la grande alliance – sans empêcher pour autant les collaborations ponctuelles, notamment dans le cadre d'*extraordinary renditions* de certains djihadistes, dont Abou Moussab al-Souri.

La guerre contre le terrorisme enrôle également des États jusqu'alors plus périphériques dans la politique étrangère américaine. Dès le mois de juin 2002, les États-Unis installent ainsi une base aérienne au camp Lemonnier à Djibouti, d'où décolle en novembre l'un des premiers drones

armés en direction du Yémen pour éliminer Abou Ali al-Harithi, cadre d'al-Qaida dans la péninsule arabique. C'est aussi à Djibouti que s'établit l'opération *Enduring Freedom – Horn of Africa* qui assiste, forme et équipe les armées partenaires du Kenya et de l'Éthiopie. En Somalie, le mouvement des tribunaux islamiques, coalition qui regroupe des membres d'al-Itihaad al-Islamiya, elle-même associée à al-Qaida, gagne du terrain. Les États-Unis appuient l'invasion du pays par l'armée éthiopienne en décembre 2006 et la réinstallation du gouvernement de transition soutenu par une mission de l'Union africaine (AMISOM) de stabilisation et de maintien de la paix.

L'Afrique de l'Ouest se positionne aussi sur la carte du nouvel antiterrorisme global. En 2002, Washington met en place la *Pan-Sahel Initiative* qui vise à renforcer les moyens du Tchad, du Niger, du Mali et de la Mauritanie contre les groupes djihadistes venus d'Afrique du Nord – et notamment d'Algérie. Le volet militaire, baptisé *Enduring Freedom – Trans-Sahara*, reste toutefois modeste, avec quelques dizaines de millions de dollars pour la création et l'équipement d'unités spéciales d'intervention[61].

L'Asie du Sud-Est n'est pas en reste. En janvier 2002, une autre déclinaison de l'opération *Enduring Freedom* est lancée aux Philippines. La présidente du pays, Gloria Macapagal-Arroyo, avait affirmé dès le soir du 11 Septembre sa volonté de rejoindre la coalition des pays engagés dans la lutte contre le terrorisme aux côtés des États-Unis – ancienne puissance de tutelle de l'archipel et alliés fidèles tout au long de la guerre froide. Manille en tire une aide militaire directe de 100 millions de dollars par an ainsi qu'un package économique considérable (annulation de dettes, facilités commerciales). Les effectifs américains dans le pays atteignent 1 700 hommes, majoritairement issus des forces spéciales. Ils participent aux côtés de leurs homologues philippins à la lutte contre le groupe Abou

Sayyaf qui perd plus de 500 combattants au cours de la seule année 2003 et entre alors dans une phase de déclin[62].

La définition à géométrie variable du terrorisme par l'administration Bush, qui affirme d'emblée « ne pas vouloir se limiter à al-Qaida », permet aussi à de nombreux alliés des États-Unis d'inscrire la lutte contre des adversaires dépourvus de liens étroits avec la mouvance djihadiste internationale dans le cadre de la guerre globale contre le terrorisme. Il en va ainsi du conflit israélo-palestinien. En septembre 2000, la visite sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem d'Ariel Sharon, candidat au poste de Premier ministre, déclenche une vague de violences sans précédent, achevant de faire dérailler un processus de paix dans l'impasse. Au cours des cinq années qui suivent, les organisations palestiniennes du Fatah, du Hamas, du Djihad islamique et du Front populaire de libération de la Palestine revendiquent plus de 150 attentats-suicides conduisant à la mort d'un millier d'Israéliens, dont deux tiers de civils.

Tsahal y répond par une campagne militaire de contre-terrorisme centrée sur la pratique, assumée pour la première fois publiquement par un État, de l'« élimination ciblée préventive[63] ». Cette technique, et la justification légale qui en est faite par la Cour suprême en décembre 2006, fera vite des émules auprès du contre-terrorisme américain. Selon l'ONG israélienne B'Tselem, quelque 210 cadres palestiniens sont ainsi tués par tirs de missiles ou de snipers entre 2000 et 2006. Ces frappes de précision n'empêchent pas la mort de victimes collatérales – 129 selon cette même source[64] – ce qui ne manque pas de provoquer l'ire de la population et d'une part grandissante de l'opinion publique mondiale. Mais c'est la stratégie d'occupation militaire de la Cisjordanie et de la bande de Gaza qui est la plus controversée. En dépit de ses tactiques innovantes dans le domaine de la guerre urbaine, l'armée israélienne ne peut reprendre le contrôle d'agglomérations entières telles que Jénine ou Bethléem sans qu'il

en coûte à de nombreux civils palestiniens – environ 3 000 perdent la vie dans ces opérations[65].

Dès le mois d'octobre 2001, Oussama Ben Laden entend utiliser ce conflit surmédiatisé pour rallier le monde musulman à sa cause, évoquant le « meurtre des enfants » en référence aux images de France 2 qui font le tour de la planète du jeune Mohammed al-Durah, tué lors d'échanges de tirs entre soldats israéliens et combattants palestiniens[66]. Ariel Sharon, devenu Premier ministre, a lui aussi choisi d'inscrire son pays sur la carte du monde de l'après-11 Septembre : en visite à Washington en février 2002, il se déclare déterminé à poursuivre sa « guerre contre la terreur palestinienne », obtenant ainsi un blanc-seing de la Maison-Blanche. De fait, l'Amérique de Bush, de même que l'opinion mondiale, se montre à partir de la fin 2001 beaucoup moins compréhensive vis-à-vis du terrorisme palestinien qu'au cours des décennies précédentes, conduisant *in fine* à l'échec de l'Intifada.

Israël n'est pas le seul pays à utiliser le contexte international de lutte contre al-Qaida pour justifier sa gestion de problèmes de sécurité intérieure. Lorsque surviennent les attentats de 2001, la Russie est déjà engagée depuis deux ans dans la seconde guerre de Tchétchénie, présentée d'emblée par Vladimir Poutine, Premier ministre puis président, comme une guerre contre le terrorisme[67]. Critiqué à l'ONU et par les Occidentaux pour la brutalité de sa répression en 2000 et 2001, le Kremlin intègre lui aussi la grande alliance post-11 Septembre. Il peut désormais déployer à son gré des « opérations de nettoyage » (*zatchistka*) qui causent la mort de plus de 25 000 civils – dans une République de moins de 1 million d'habitants – auxquels il convient d'ajouter au moins 5 000 enlèvements et disparitions[68]. À l'image des Israéliens, les Russes assument de plus en plus ouvertement leur pratique des assassinats ciblés : ils éliminent par exemple Maskhadov en 2005 et Bassaïev en 2006. Mais leur campagne de contre-insurrection vise surtout à mettre en place une « solution politique » locale centrée sur le clan Kadyrov, dont le père Akhmad puis le fils Ramzan se succèdent à

partir de 2003 à la tête de la petite république. Leur exercice du pouvoir sans partage, leur brutalité et leur islamisme décomplexé sont le prix à payer par Moscou pour conserver la Tchétchénie dans son giron.

Ce tour d'horizon du contre-terrorisme globalisé des années post-11 Septembre inclut également l'Inde et la Chine. La composante islamiste, voire djihadiste de l'insurrection au Cachemire, permet en effet à New Delhi de se placer dans le cadre de la guerre mondiale contre la terreur. Il en va de même pour Pékin, défié depuis les années 1990 par le Parti islamique du Turkestan oriental, issu de la mouvance autonomiste ouïgoure du Xinjang, accusée d'être partiellement liée à al-Qaïda[69]. Même des pays confrontés à des mouvements de guérilla sans aucun lien avec l'islamisme parviennent à s'inscrire dans cette campagne globale, à l'instar du Sri Lanka face aux Tigres de libération de l'Îlam tamoul ou de la Colombie, aux prises depuis les années 1960 avec la guérilla des Forces armées révolutionnaires (FARC). Le président Alvaro Uribe présente opportunément les guérilleros comme des « narco-terroristes[70] » et reçoit pour cela une aide croissante des États-Unis.

La décentralisation du djihad et l'évolution en retour vers une globalisation de la guerre contre le terrorisme montre la portée planétaire de l'onde de choc du 11 Septembre. Alors qu'elle s'impose dans les années 2001-2006 comme l'horizon principal de l'hyperpuissance américaine, la lutte contre le terrorisme n'est plus seulement un enjeu de sécurité : elle devient l'axe structurant de l'ordre mondial, incertain et fluide de l'après-guerre froide. Pour certains observateurs, elle ne fait au contraire que renforcer le « nouveau désordre mondial[71] ». Pratiquement toutes les sociétés sont frappées, à des degrés divers, par ce phénomène qui accentue et polarise en maints endroits les clivages identitaires. De par les méthodes employées à travers le monde au nom de l'antiterrorisme, la réponse sécuritaire et militarisée des Américains et de leurs alliés prend le risque de renforcer paradoxalement al-Qaida dans son argumentaire de défense d'une

communauté musulmane qu'elle prétend protéger. Cet enchaînement tragique au sens propre du terme – où les actions destinées à empêcher le malheur contribuent en fait à le précipiter – ne se déroule sans doute nulle part de façon plus implacable qu'en Irak, nouvelle étape de la guerre contre le terrorisme.

4

Hubris et *némésis*

« Je suis de Paris 19e ! Tous ceux qui veulent tuer l'islam, on va les tuer. Je dis à tous mes potes de venir faire le djihad. […] Je suis prêt à combattre en première ligne, je suis même prêt à me faire exploser, mettre des dynamites et, *boum*, *boum*, on tue tous les Américains ! On est des moudjahidines. Nous voulons la mort, nous voulons le paradis[1] ! » Cette diatribe aussi tapageuse qu'alarmante est scandée devant un journaliste de RTL au mois de mars 2003 par Boubakeur al-Hakim. Ce jeune Français d'origine tunisienne, qui deviendra une décennie plus tard un cadre de Daech, vient alors de rejoindre une brigade de volontaires partis s'opposer à l'invasion imminente de l'Irak par la coalition réunie par les États-Unis.

En s'attaquant, au nom de la guerre contre le terrorisme, au régime despotique et sanguinaire de Saddam Hussein mais dépourvu de responsabilité dans les attaques de 2001, l'Amérique a, tels les héros des tragédies classiques, précipité le sort qu'elle avait justement cherché à éviter. Si la réponse américaine aux attentats du 11 septembre 2001 s'était, en dépit de ses outrances, limitée à la campagne de contre-terrorisme global menée contre la mouvance djihadiste par la CIA et les forces spéciales, des montagnes d'Afghanistan aux jungles des Philippines, il aurait encore été possible de parler d'une riposte à la mesure de l'attaque subie.

Mais l'équipe au pouvoir à Washington a plus d'ambition et ne s'embarrasse guère des débats éthico-juridiques sur le principe de « proportionnalité » dans le droit des conflits armés. Pour George W. Bush et ses conseillers, il s'agit bel et bien de transformer en profondeur les conditions politiques et géopolitiques qui ont permis à al-Qaida et autres groupes apparentés d'émerger. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, écrit ainsi dans un mémorandum au président daté du 30 septembre 2001 que « si la guerre ne change pas radicalement la carte politique du monde, les États-Unis n'auront pas atteint leur but[2] ». Inévitablement, l'*hubris* provoque la *némésis* : l'invasion de l'Irak offre justement à al-Qaida et ses affidés l'oxygène qui leur manquait début 2003, alors que l'organisation se trouvait acculée, traquée par les services antiterroristes du monde entier. En se fourvoyant dans une guerre d'agression, fondée sur des preuves erronées, l'Amérique se discrédite bien au-delà du monde arabe. Il lui en coûtera des ressources considérables pour se tirer de ce mauvais pas.

L'Irak, « nouvelle étape » de la guerre contre le terrorisme

Pourquoi l'Amérique a-t-elle été frappée[3] ? Cette question revient de façon lancinante dans le débat intellectuel américain de l'après-11 Septembre. Dans les éléments de réponse diffusés par des universitaires influents comme Bernard Lewis et Fouad Ajami domine une lecture critique de l'évolution du monde musulman et du Moyen-Orient, qui fustige en particulier son déficit démocratique, un refus de l'universalisme et l'enfermement dans des conceptions identitaires. Les régimes autoritaires de la région, qu'ils soient laïques (Syrie, Irak, Égypte) ou religieux (Iran, Arabie saoudite, émirats du Golfe), y sont décrits comme le terreau du

fondamentalisme du fait de l'asphyxie des libertés économiques et sociales qu'ils imposent à leur population.

Cette analyse vient conforter la vision du mouvement néoconservateur, né à la fin des années 1970 et inspiré par quelques intellectuels passés par le gauchisme et le soutien aux dissidents du communisme[4]. Particulièrement influent au sein de l'administration Bush, ce courant tend à prôner coûte que coûte la dynamique de démocratisation, par des moyens militaires si nécessaire. Plusieurs think tanks alors en vogue à Washington, à l'instar du *Project for a New American Century* dirigé par Robert Kagan, défendent cette vision de la politique internationale. Ils disposent de puissants relais au gouvernement, notamment au Pentagone (Paul Wolfowitz, Richard Perle, Douglas Feith) et à la vice-présidence de Dick Cheney (Lewis « Scooter » Libby, David Wurmser). Tous s'accordent pour voir dans les attaques du 11 septembre 2001 l'occasion de dérouler un programme volontariste favorable au « changement de régime[5] » à l'encontre des États considérés comme les alliés objectifs du terrorisme djihadiste.

Cet arrière-plan intellectuel et politique transparaît dès le mois de janvier 2002 lors du discours sur l'état de l'Union où George W. Bush met nommément à l'index la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak : « De tels États, et leurs alliés terroristes, constituent un axe du mal s'employant à menacer la paix dans le monde[6]. » Le danger alors pointé du doigt est tout spécialement celui des « armes de destruction massive », à caractère nucléaire, radiologique, biologique ou chimique, que ces régimes cherchent supposément à acquérir et qu'ils pourraient ensuite mettre entre les mains de groupes terroristes. Dépourvus de territoire et de population à protéger, ces derniers semblent pour leur part échapper au mécanisme de la dissuasion qui a protégé l'Amérique tout au long de la guerre froide[7]. Face à ce risque en cascade, les caciques de l'administration Bush ne vont cesser de marteler l'importance d'adopter une approche « préemptive » : « Les États-Unis ne permettront pas aux forces de la terreur de disposer des outils

d'un génocide[8] », assène alors sans ciller Dick Cheney. Le précédent du 11 Septembre, attaque-surprise par un adversaire invisible, est convoqué pour justifier cette posture proactive. Publiée en septembre, la *National Security Strategy* – document de référence censé affirmer la posture stratégique américaine – clame haut et fort la volonté américaine d'« agir préemptivement au titre de l'exercice de son droit d'autodéfense[9] ».

Dans le cadre de cette « nouvelle étape dans la guerre contre le terrorisme », l'Irak de Saddam Hussein est une cible toute trouvée. Battu en 1991 par la coalition emmenée par George Bush père, le pays est soumis depuis lors à un rigoureux embargo, ainsi qu'à une zone d'exclusion aérienne au nord et au sud. Le dictateur n'en est pas moins parvenu à se maintenir au pouvoir au moyen d'une emprise totale sur le parti Baas, pilier du régime, et d'une pression toujours plus grande sur sa population – notamment les chiites et les Kurdes dont les révoltes sont durement réprimées. Le renversement par la force de Saddam Hussein est soutenu depuis longtemps par les cercles néoconservateurs, qui se nourrissent de l'argumentaire d'opposants en exil, à l'instar du Congrès national irakien d'Ahmed Chalabi. Cet homme d'affaires chiite exilé depuis 1992 ne cesse de peindre le portrait d'un régime aux abois, sans base populaire, fragilisé par les sanctions, n'attendant qu'une dernière impulsion américaine pour s'effondrer et laisser émerger à sa place une démocratie au cœur du Moyen-Orient[10].

Le renvoi par Saddam Hussein en 1998 des inspecteurs de l'ONU chargés de surveiller le démantèlement des programmes irakiens d'armes de destruction massive avait offert un argument massue à Washington comme preuve de la duplicité de Bagdad. Dès son arrivée en janvier 2001, il ne fait aucun doute que l'administration Bush cherche une raison valable de s'attaquer à l'Irak. Après le 11 Septembre et le discours sur l'Axe du mal en janvier 2002, la décision est prise, au cours du printemps, de lancer une opération militaire contre le dictateur baasiste. Dès lors, la Maison-Blanche

exerce une pression croissante sur son appareil de renseignement pour qu'il lui fournisse les preuves de la violation par Bagdad des régimes de maîtrise des armements afin de justifier une intervention militaire auprès de la communauté internationale et de l'opinion publique américaine. S'appuyant sur une masse de renseignements et d'analyses, produites tant par la CIA que par l'Office of Special Plans – une petite cellule du Pentagone entièrement dédiée au développement d'un argumentaire en faveur de la guerre –, la Maison-Blanche obtient du Congrès en octobre 2002 l'autorisation de recourir à la force armée en Irak[11].

En revanche, le concert des nations s'avère plus difficile à convaincre, en particulier la France, l'Allemagne et la Russie, qui doutent de la légitimité de la démarche. Ces États jugent qu'une place existe encore pour un démantèlement pacifique de l'arsenal irakien – si arsenal il y a. Le 8 novembre 2002, le Conseil de sécurité de l'ONU approuve la résolution 1441 qui accroît la pression sur Bagdad en la sommant de révéler tous ses programmes d'armes de destruction massive. Acculé, Saddam Hussein obtempère en accueillant une mission d'inspection menée par le diplomate suédois Hans Blix, lequel remet début décembre un rapport détaillé qui conclut à une quantité limitée d'agents chimiques dans l'arsenal irakien et à l'absence de preuves en matière nucléaire ou biologique[12]. Les Américains réfutent ces arguments et, le 5 février 2003, le secrétaire d'État, Colin Powell, se lance dans une longue présentation devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour tenter de le convaincre de ce qu'il présente comme des « renseignements solides[13] » sur l'arsenal irakien.

Un second élément de l'argumentaire consiste à souligner les liens du régime baasiste avec les terroristes d'al-Qaida. Si le soutien de Saddam Hussein à certaines figures du terrorisme international comme le Palestinien Abou Nidal est bien documenté, les preuves d'un éventuel appui au réseau djihadiste sont faibles. L'administration américaine se fonde notamment sur une prétendue rencontre, survenue à Prague et rapportée par les services de

renseignement tchèques, entre l'un des terroristes du 11 Septembre, Mohammed Atta, et un agent irakien. Powell évoque aussi l'installation en Irak, peu après la chute des Talibans, du Jordanien Abou Moussab al-Zarkaoui qui disposait auparavant d'un camp d'entraînement en Afghanistan. Aucune preuve ne vient cependant étayer l'idée d'un soutien actif du régime baasiste aux activités de Zarkaoui.

Les renseignements sur lesquels se fonde l'administration Bush sont en réalité erronés, voire fallacieux. Après le renversement du régime baasiste, une mission d'inspection composée de près d'un millier d'experts américains, britanniques et australiens devra se rendre à l'évidence : les soi-disant armes de destruction massive irakiennes ne constituaient qu'un danger mineur au regard des stocks retrouvés sur place[14]. Au même moment, le comité au renseignement du Sénat américain publiera un rapport accablant sur le processus de collecte et d'analyse des données présentées aux citoyens et au Congrès comme des preuves d'une menace imminente. Selon ce même rapport, « la plupart des informations fournies par la CIA en vue du discours du secrétaire Powell [à l'ONU] étaient exagérées, trompeuses ou fausses[15] ». Face à ce camouflet, le directeur de la CIA, George Tenet, remettra aussitôt sa démission au président Bush, laissant une communauté américaine du renseignement durablement décrédibilisée.

Mais ne brûlons pas les étapes et revenons au début de 2003. Informée de source sûre par ses propres services du peu de fiabilité des preuves américaines, la France s'allie à l'Allemagne et à la Russie pour former un trio de tête en opposition à la guerre, soutenu en cela par une vague de manifestations populaires à travers les grandes capitales occidentales. Tandis que son ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, démontre son éloquence à l'ONU, le président Jacques Chirac annonce qu'il est prêt à user du droit de veto français au Conseil de sécurité pour bloquer toute résolution allant dans le sens d'une action armée. Les alliés

musulmans de l'Amérique expriment également leur inquiétude, sinon leur hostilité vis-à-vis de l'entreprise. C'est le cas de l'Arabie saoudite ou encore de la Turquie, où un « islamiste modéré », Recep Tayyip Erdoğan, vient d'être nommé Premier ministre. Washington peut néanmoins compter sur l'appui indéfectible de huit autres membres de l'OTAN emmenés par la Grande-Bretagne et bientôt rejoints par dix pays d'Europe centrale et orientale (Groupe de Vilnius). Les Américains s'en remettent à la légitimité relative que leur confère cette « coalition de volontaires » (*Coalition of the willing*) qui parviendra à rassembler début 2003 une quarantaine de membres.

Le 17 mars, George W. Bush adresse un dernier ultimatum à Saddam Hussein, lui donnant quarante-huit heures pour quitter le pays. Au petit matin du 19, une première salve de missiles de croisière frappe le complexe agricole d'al-Dora, dans la périphérie de Bagdad, où des renseignements indiquent la présence du raïs irakien. Le dictateur en sort indemne mais l'opération *Liberté pour l'Irak* (*Iraqi Freedom*) ne fait que débuter, et avec elle un nouveau chapitre de la guerre contre le terrorisme.

Le choc et l'effroi

Le 20 mars 2003, une coalition d'environ 300 000 militaires se met en branle. Parmi eux, une majorité d'Américains, suivis de 45 000 soldats britanniques et d'environ 2 000 Australiens ; le reste est composé de petits contingents d'alliés. L'*Operational Plan 1003* a fait l'objet de débats houleux entre le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le commandant des armées américaines au Moyen-Orient (CENTCOM), le général Tommy Franks[16]. Si le Pentagone avait pensé initialement reproduire le modèle afghan en se reposant sur les forces irrégulières constituées par les insurgés kurdes au nord et chiites au sud, le haut degré de contrôle du terrain par

l'armée irakienne, la faiblesse militaire de l'opposition et l'hostilité des États voisins à ce plan – notamment la Turquie qui a finalement refusé l'utilisation de son territoire aux forces de la coalition – conduisent à adopter une approche plus conventionnelle.

La doctrine d'action repose sur le concept « choc et effroi » (*Shock and Awe*) consistant à sidérer l'adversaire par un déluge de feu, appliqué avec précision dans toute la profondeur de son dispositif et contre les points névralgiques de son système de commandement. Près de 3 000 tonnes de bombes sont larguées dans les deux premiers jours, détruisant d'emblée une bonne partie des chars et de l'artillerie de la Garde républicaine, qui avait été considérée en 1991 comme « l'assurance-vie du régime ». Tandis que les Britanniques et les Marines encerclent Bassora et s'emparent des champs pétroliers au sud, les unités de l'US Army foncent pour l'essentiel sur Bagdad qu'elles atteignent moins de deux semaines après l'ouverture des hostilités.

Le 9 avril, la capitale passe entièrement sous le contrôle des alliés tandis que sur la place al-Firdos la statue haute de 12 mètres du raïs est renversée par des Irakiens en liesse, assistés par une poignée de Marines. Les combats se poursuivent dans le nord jusqu'à Tikrit, ville natale de Saddam Hussein. Ce dernier a pris la fuite, mais la victoire américaine ne fait déjà plus aucun doute. Le 1er mai, George W. Bush annonce depuis le porte-avions nucléaire *USS Abraham Lincoln* « la fin des opérations de combat majeures » sous une célèbre bannière indiquant *Mission accomplished*. La bataille d'Irak, martèle le président, « est une victoire dans une guerre contre la terreur qui a démarré le 11 septembre 2001[17]. » Elle ne fait en réalité que commencer.

Contrairement à l'Afghanistan pour lequel aucun plan d'après-guerre n'avait été élaboré, l'Irak est d'emblée placé sous la tutelle d'une *Coalition Provisional Authority* (CPA) dirigée par le diplomate Paul Bremer. Elle est largement influencée par les arguments d'opposants en exil comme Chalabi et des néoconservateurs qui prônent l'idée d'une démocratisation à marche

forcée sur les modèles de l'Allemagne de 1945 ou des démocraties populaires de 1989. Régime totalitaire sous domination du Baas, parti unique et organe central du pouvoir irakien depuis 1968, l'Irak doit donc être « dé-baasifié » comme l'Allemagne a été « dénazifiée[18] ».

L'administration américaine sous-estime dramatiquement la difficulté de mettre en œuvre un programme aussi ambitieux et simplificateur. Le plan d'attaque de 2002 ne s'était d'ailleurs que peu intéressé à la « phase IV » des opérations devant survenir après la chute du régime : « Les groupes d'opposition travailleront avec nous […], le Département d'État promouvra la création d'un gouvernement provisoire crédible, à large base […] et le nombre de troupes américaines sur le théâtre sera réduit à 5 000 hommes d'ici décembre 2006[19]. » Ce scénario, désarmant de naïveté, va vite démontrer sa déconnexion totale de la réalité d'une société irakienne marquée par les clivages confessionnels et tribaux, et brutalisée par vingt années de guerre et de répression.

Le 16 mai, Paul Bremer publie son premier décret exécutif : la dissolution du Baas ainsi que l'arrestation et l'engagement de poursuites judiciaires contre ses principaux membres, pour la capture desquels sont prévues des récompenses[20]. Une liste de 52 hauts dignitaires, recherchés morts ou vifs, est alors diffusée sous la forme d'un jeu de cartes – avec Saddam Hussein dans le rôle de l'as de pique – pour aider les soldats à reconnaître ces individus s'ils venaient à les rencontrer dans leurs opérations. Le 23 mai, un deuxième décret annonce cette fois la dissolution d'institutions étatiques au premier rang desquelles l'armée, la Garde républicaine et les services de sécurité. Du jour au lendemain, 385 000 militaires, 285 000 employés du ministère de l'Intérieur et 50 000 gardes présidentiels se retrouvent sans emploi[21].

Issus pour une large part de la communauté arabe sunnite (environ 25 % de la population), ceux qui avaient joui depuis des décennies, voire depuis des générations, du prestige de l'uniforme et de la bienveillance du régime

se voient désormais marginalisés. Sous l'occupation américaine, le pouvoir passe aux mains des anciens opposants kurdes et surtout chiites, sortis pour partie de leur exil occidental, à l'instar de Chalabi, mais aussi d'Iran : depuis 1983, ce voisin turbulent, dont Saddam Hussein avait juré la perte, entretenait un Conseil suprême de la révolution islamique en Irak. Téhéran en promeut désormais le retour en force. Enfin, venu du tréfonds du pays, émerge un chiisme nationaliste particulièrement revanchard, incarné par la figure du clerc Moqtada al-Sadr, fils d'un célèbre ayatollah assassiné en 1999 par les hommes de main de Saddam. Face au triomphe vindicatif des anciens boucs émissaires du régime, le sentiment d'humiliation d'une partie des sunnites d'Irak ne tarde pas à se muer en une colère qui va largement alimenter le développement, dès l'été 2003, d'un mouvement de résistance (*muqawama*) à l'occupation[22].

Aux bévues politiques de la CPA s'ajoutent coup sur coup les scandales de l'absence des armes de destruction massive – révélée dès le mois de janvier 2004 avec la démission de David Kay, chef de la mission d'inspection – et du mauvais traitement infligé par des militaires américains à des détenus irakiens dans la prison d'Abou Ghraib. Avec Camp Bucca au sud du pays, le site d'Abou Ghraib, près de Bagdad, est l'un des principaux lieux de détention pour les individus suspectés d'appartenir à l'ancien régime ou aux « éléments renégats » de la résistance naissante. Tous les mois, 2 000 à 3 000 Irakiens sont appréhendés en dehors de toute procédure légale et jetés dans ces geôles improvisées. Face à l'afflux de prisonniers, le manque de personnel qualifié se traduit par la banalisation des mauvais traitements[23]. Le 28 avril 2004, l'émission américaine *60 Minutes* révèle des images insoutenables de prisonniers soumis à des actes de torture, d'abus sexuels et d'humiliations psychologiques devant un groupe de soldats américains hilares.

Ce scandale, qui se traduira par le passage en cour martiale et la condamnation de 11 militaires américains, couronne une accumulation de

problèmes de comportements sur le terrain depuis le printemps 2003. Grisés par leur victoire-éclair, les GI font souvent montre d'une arrogance qui leur aliène de nombreux Irakiens : les intrusions violentes dans les domiciles, la fouille au corps des femmes, l'usage de chiens de garde ou détecteurs d'explosifs, provoquent autant de chocs culturels lourds de conséquences. Le recours non maîtrisé à la force létale est particulièrement problématique. Un ancien sergent des Marines déployé à Bagdad l'été 2003 racontera ainsi que dans son unité, « par crainte d'un attentat-suicide, tout véhicule qui ne s'arrêtait pas après un simple signe de la main ou un tir d'avertissement était mitraillé[24] ». Sa section aurait à elle seule causé la mort d'une trentaine de civils en l'espace de quinze jours.

L'attitude des troupes américaines est d'autant plus déplacée qu'elle se double d'une volonté de désengagement rapide. Comme en Afghanistan, le département de la Défense envisage de réduire drastiquement l'« empreinte au sol » militaire américaine : en novembre 2003, alors que le contingent est déjà passée de 270 000 à 170 000 hommes en quelques mois, Donald Rumsfeld annonce vouloir le réduire à 30 000 d'ici l'année suivante. Pour assurer la stabilité du pays, la CPA envisage la formation d'une force de sécurité publique irakienne de 75 000 policiers et 40 000 soldats. Mais en avril 2004, on ne compte pas plus de 5 000 personnels recrutés dont la formation est confiée à une société privée, la Vinnell Corporation. Ce vide sécuritaire bénéficie naturellement au développement d'une insurrection complexe au sein de laquelle émerge de plus en plus clairement une composante djihadiste.

L’insurrection sunnite et le retour d’al-Qaida

Alors que les violences se multiplient à partir de l’été 2003 et surtout de la période du Ramadan qui se tient en novembre cette année-là, les autorités américaines mettent la dégradation de la situation sécuritaire sur le compte d’ex-baasistes, aux ordres de Saddam Hussein, toujours en cavale. L’arrestation de ce dernier en décembre 2003 par une équipe du Joint Special Operations Command (JSOC), suivie de son procès par la justice du nouvel État irakien à partir de 2005 et son exécution par pendaison en 2006, n’auront pourtant aucun impact sur la dynamique de l’insurrection. Si nombre d’anciens cadres de l’armée et des services de renseignement ont effectivement pris les armes devant le peu d’alternatives que leur laissait la politique de débaasification, ils ne sont pas les seuls. S’y joignent bientôt des milliers d’hommes en armes, issus des tribus arabes sunnites, notamment dans la province occidentale de l’Anbar et la zone entre Tikrit, Bagdad et Ramadi, surnommée « triangle sunnite » par les analystes américains[25]. Structures coutumières, déjà mises à mal sous la dictature, ces tribus servent encore de courroie de redistribution économique tout en assurant la défense des valeurs traditionnelles. Elles se sentent à la fois lésées et humiliées par la politique communautariste de la CPA favorable aux chiites.

Une troisième tendance émerge enfin qui capitalise sur les deux précédentes, complétant les registres nationaliste et traditionaliste par l’argumentaire religieux du « djihad défensif » contre l’agression des étrangers infidèles. Au cours des premières années de l’insurrection, ce courant en vient progressivement à dominer les autres par la supériorité de son organisation et la puissance évocatrice de son idéologie. En 2006, on estime ainsi que les « salafistes-djihadistes » représentent le gros du soulèvement sunnite : une dizaine de milliers de combattants répartis en une

cinquantaine de *katibas*, unités de 100 à 300 hommes chacune[26]. Si une grande partie des insurgés de cette mouvance sont des Irakiens s'inscrivant dans une logique « islamo-nationaliste », tels l'Armée islamique d'Irak ou Ansar al-Sunna, des groupes plus internationalisés émergent également, au premier rang desquels le front al-Tawhid wal-Jihad d'Abou Moussab al-Zarkaoui qui prend en octobre 2004 le nom d'« organisation al-Qaida du djihad en Mésopotamie[27] ».

Zarkaoui n'est pas un inconnu dans la mouvance djihadiste. Né en 1966 dans une famille modeste de Zarka au nord-est d'Amman, il se fait d'abord connaître, dans sa jeunesse, pour des faits de délinquance. En 1989, « sous l'influence de l'imam d'une mosquée salafiste de son quartier », il quitte la Jordanie pour le Pakistan et séjourne « dans les pensions organisées par le Bureau des services[28] ». Il fait la connaissance de son compatriote l'idéologue djihadiste Abou Mohammed al-Maqdissi et part pour l'Afghanistan où il aurait participé à la bataille de Khost en 1989[29]. Après le retrait soviétique, Zarkaoui reste dans ce pays et combat pendant la guerre civile aux côtés de Gulbuddin Hekmatyar, qui ralliera par la suite les Talibans[30]. Revenu en Jordanie en 1993, il continue à évoluer dans les cercles djihadistes et se retrouve impliqué dans un trafic d'armes aux côtés d'al-Maqdissi. Les deux hommes sont arrêtés l'année suivante et condamnés à quinze ans de prison[31].

En 1999, Zarkaoui bénéficie d'une amnistie collective à l'occasion du couronnement du nouveau roi, Abdallah II. À peine libéré, il rejoint l'Afghanistan où il rencontre Oussama Ben Laden à Kandahar. La direction d'al-Qaida se méfie de lui mais lui accorde quand même d'établir un camp d'entraînement à proximité d'Hérat[32]. Depuis ce repaire, il prend part à la planification d'une série d'attentats, finalement déjoués, en Jordanie[33]. Après le 11 Septembre et la chute des Talibans, Zarkaoui fuit l'Afghanistan pour l'Iran, puis l'Irak. À l'automne 2002, il planifie l'assassinat de Laurence Foley, représentant à Amman de l'agence américaine pour le

développement international. Les deux auteurs directs de cette attaque sont arrêtés et condamnés à mort. Zarkaoui, jugé *in abstentia*, écope de la même peine.

Dans une étrange prophétie autoréalisatrice, celui qui avait été identifié comme une menace majeure par Colin Powell dans son discours à l'ONU de février 2003 ne va véritablement gagner en influence qu'à la faveur de l'instabilité née de l'invasion américaine. Celle-ci agit en effet comme un « aimant pour les djihadistes[34] » du monde entier. Malgré ses efforts pour mettre en avant des têtes irakiennes, l'organisation de Zarkaoui demeure composée à 70 % d'étrangers jusqu'en 2006. On y trouve une majorité de combattants issus du monde arabe (Saoudiens, Égyptiens, Syriens notamment), mais aussi un petit nombre d'Européens, une centaine à l'apogée du groupe, dont des Français, à l'instar des frères Boubakeur et Redouane al-Hakim, ainsi que des Belges, des Britanniques et des Allemands. Pour la plupart, ces volontaires entrent en Irak par la Syrie – des transits sur lesquels les services de renseignement du président Bachar al-Assad décident de fermer les yeux.

Zarkaoui se fait remarquer dès l'été 2003 avec trois attentats-suicides majeurs : le 7 août contre l'ambassade de Jordanie, le 19 contre l'hôtel Canal où réside l'équipe du représentant spécial de l'ONU pour l'Irak, Sergio Vieira de Mello, qui y perd la vie, et enfin le 29 contre le sanctuaire chiite du mausolée d'Ali à Najaf où 95 personnes sont tuées, dont l'ayatollah Mohammed Bakir al-Hakim. Premier émir à diriger une « filiale » d'al-Qaida adoubée en tant que telle par Oussama Ben Laden, Zarkaoui porte à un niveau inédit la stratégie de médiatisation de l'ultraviolence, en particulier en filmant des égorgements d'otages vêtus d'une combinaison orange imitant celle des prisonniers de Guantánamo. Il serait d'ailleurs lui-même le bourreau cagoulé procédant à l'assassinat de l'otage américain Nicholas Berg, exécuté en avril 2004 en « représailles » des sévices révélés à Abou Ghraib. Ces vidéos d'exécution s'avèrent une

arme à double tranchant pour al-Qaida en Irak : si elles assurent au groupe une « notoriété inespérée » et paraissent « efficaces en termes de propagande dissuasive[35] », elles contribuent aussi à l'enclenchement d'une spirale meurtrière qui vise à communautariser le conflit à outrance. Dans une missive à Ayman al-Zawahiri et Oussama Ben Laden interceptée par les renseignements américains et publiée en 2005, Zarkaoui écrit :

> Même si les Américains demeurent l'ennemi principal, […] le danger des hérétiques [c'est-à-dire les chiites] est plus grave, les dommages qu'ils peuvent causer au sein de la communauté musulmane mondiale sont plus importants que ceux des Américains contre lesquels il y a presque unanimité. […] Combattre les hérétiques est le meilleur moyen d'entraîner la communauté musulmane mondiale dans la bataille. […] Si nous pouvions leur infliger des coups douloureux, l'un après l'autre, afin de les amener au combat, nous pourrions alors redistribuer les cartes. […] Alors, qu'elles le veuillent ou non, de nombreuses régions sunnites se rangeront aux côtés des combattants du jihad, et ces derniers se seront assuré un territoire d'où ils pourront repartir frapper les hérétiques au sein même de leurs régions, le tout soutenu par une propagande claire[36].

Cette stratégie est loin de faire l'unanimité au sein de la mouvance djihadiste. Dans une réponse renvoyée la même année, Zawahiri critique les exécutions filmées, au titre de l'image négative qu'elles renvoient dans l'opinion publique musulmane, alors même que « plus de la moitié de la bataille se joue sur le front des médias ». Mais le numéro deux d'al-Qaida reproche surtout à Zarkaoui son tropisme anti-chiite : il craint à cet égard les représailles de l'Iran qui détient alors un certain nombre de cadres et familles de djihadistes ayant fui l'Afghanistan en 2001. Il souligne aussi les doutes qu'une telle politique fait naître auprès des sympathisants. Cette

interrogation grandit, écrit-il, « lorsque vous attaquez des mosquées, encore plus si cette attaque est lancée contre le tombeau de l'imam Ali […]. Quoi que tu fasses pour éclaircir ce point, les simples musulmans ne l'accepteront pas, et le rejetteront toujours[37] ». Zarkaoui ne tient visiblement guère compte des mises en garde de la direction d'al-Qaida. Le 22 février 2006, il s'attaque au sanctuaire al-Askari à Samarra, l'un des lieux les plus sacrés du chiisme. Ce coup fait réellement basculer le pays dans la guerre civile en provoquant une vague de représailles sanglantes contre la communauté sunnite qui voit des dizaines de mosquées détruites ou incendiées et des centaines de civils assassinés.

La route de l'enlisement

Face à cette explosion de violence, les troupes de la coalition sont dépassées. En février 2004, le général Odierno, commandant la 4e division d'infanterie, déclarait encore que « les rebelles [étaient] à genoux » et que « les choses seraient rentrées dans l'ordre d'ici six à douze mois[38] ». Alors que, dans l'ombre, la situation s'aggrave, les effectifs de la coalition ne cessent de se réduire, tombant à 111 000 hommes au mois de février. La brutale réalité rattrape les Américains lorsque, le 31 mars, quatre *contractors* de la société militaire privée Blackwater sont lynchés publiquement dans la ville de Falloujah, un bastion de la rébellion sunnite. Une division de Marines reçoit l'ordre de châtier les coupables, mais tandis qu'ils s'apprêtent à pénétrer dans la ville, ils s'aperçoivent que celle-ci est solidement tenue par plus de 2 000 combattants disséminés au sein d'une population favorable. Un siège difficile se met en place au cours duquel les grands médias internationaux comme al-Jazeera et CNN renvoient l'image d'une catastrophe humanitaire, renforcée par le scandale d'Abou Ghraib qui éclate à la fin avril. Sous pression politique, George Bush, en campagne

pour sa réélection, décide d'interrompre l'opération et de battre en retraite. Les djihadistes, et tout particulièrement Zarkaoui qui a pris la tête du mouvement, affichent ici leur première victoire claire contre les États-Unis.

Il est bien sûr hors de question pour les Américains de s'arrêter là. Les opérations reprennent à l'été 2004 sous la forme de frappes aériennes continues qui provoquent la fuite de la majeure partie des habitants. L'assaut est finalement lancé le 9 novembre dans une ville fantôme par six bataillons de Marines et de l'US Army, appuyés par un feu roulant de 2 000 obus par jour et d'un intense bombardement aérien. En face, quelque 3 000 djihadistes opposent une résistance acharnée. Parmi eux se trouvent les Français Boubakeur et Redouane al-Hakim, enrôlés sous la bannière d'al-Qaida en Irak – le second, âgé de vingt ans, y perd la vie. Il faut un mois et demi de combats et 95 soldats américains tués pour s'emparer du bastion. Les insurgés ont eux aussi payé le prix fort : plus d'un millier de combattants y ont perdu la vie, au moins autant sont faits prisonniers. Quant aux civils qui avaient largement fui les combats, leurs pertes se chiffrent malgré tout entre 500 et 800 morts. Après la bataille, le retour de la population est étroitement surveillé par le biais d'un fichage biométrique des empreintes digitales et rétiniennes de tous les hommes en âge de combattre. La circulation en voiture, vecteur privilégié des attaques-suicides, est fortement limitée. Un bataillon de Marines s'installe en permanence dans la ville aux côtés d'unités irakiennes[39].

Au moment même où Falloujah devient le symbole de l'insurrection sunnite, les Américains sont confrontés à l'ouverture d'un second front : l'armée du Mahdi, la milice chiite menée par Moqtada al-Sadr, lance un soulèvement à travers tout le sud du pays. Jusqu'alors assez calme, ce dernier a été laissé aux partenaires minoritaires de la coalition, venus pour l'essentiel d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie. Plus motivés par le désir de démontrer leur fidélité aux États-Unis que de conduire une guerre dans laquelle ils n'ont que peu ou pas d'intérêts directs, mal préparés à faire face

à la violence urbaine généralisée qui se déchaîne en Irak, ces contingents perdent vite le contrôle du terrain et tendent à s'enfermer dans leurs bases. À Bassora, les Britanniques se replient sur l'aéroport tandis qu'à Nasiriya et Najaf, les bataillons italiens et espagnols sont assiégés par les mahdistes. Ils devront attendre que les unités américaines venues du nord viennent les dégager[40].

Au contraire de la guérilla sunnite, l'armée du Mahdi est un vaste mouvement populaire d'une dizaine de milliers de miliciens improvisés et mal équipés. S'ils reçoivent initialement une aide discrète des Gardiens de la Révolution iraniens, Téhéran préfère exercer son influence via des groupes mieux contrôlés tels que la brigade Badr ou Kata'ib Hezbollah[41]. Alors que la première division blindée américaine réprime le soulèvement, les mahdistes accusent de lourdes pertes. Enfermé dans la grande mosquée de Najaf, Moqtada al-Sadr négocie finalement un cessez-le-feu en juin, ce qui ne l'empêche pas de reprendre les armes en août avant de céder à nouveau en octobre. Ces violences visent en fait à peser sur le processus politique en cours à Bagdad où un Premier ministre provisoire a été nommé par la CPA, le proaméricain Iyad Allaoui, chargé d'organiser des élections pour une assemblée constituante.

Le scrutin se tient en janvier 2005 dans un pays en train de sombrer dans le chaos. Malgré les attentats, la participation s'élève tout de même à près de 60 % des inscrits, les deux tiers des voix allant à une alliance de partis chiites et un quart à une coalition kurde. Le plus important parti « sunnite » – même s'il ne se présente pas comme tel – récolte moins de 2 % des suffrages, témoignage de la désaffection de cette communauté. En mai de cette même année, Allaoui cède son poste au premier gouvernement démocratiquement élu de l'histoire du pays. Sous la férule du parti Da'wa, composé de nombreux anciens opposants chiites, exilés en Iran sous la dictature, le nouveau pouvoir irakien adopte une politique clientéliste

centrée sur le sud et s'accorde sur un *modus vivendi* avec le Kurdistan au nord qui se dote d'une large autonomie.

Cette gouvernance partiale s'exerce en grande partie depuis le quartier surprotégé de la *green zone* au cœur de Bagdad, sous le parapluie américain, ou dans les hôtels luxueux d'Amman, en Jordanie, où se délocalise une part de la classe gouvernante. La rue irakienne et les campagnes sont quant à elles tenues par un écheveau de milices communautaires plus ou moins reliées à des partis au pouvoir. Ce système ne permet évidemment pas d'offrir à la population, notamment dans les régions dépourvues de relais politiques, les services de base auxquels elle aspire : l'électricité, l'eau, la sécurité physique et alimentaire, ainsi que des emplois. Le taux de chômage chez les jeunes hommes sunnites en 2005 est de l'ordre de 50 à 60 %, une situation sociale qui a un impact direct sur l'environnement sécuritaire[42].

La communautarisation du pouvoir renforce une insurrection qui ne cesse de se radicaliser. En 2006, le nombre d'attaques hebdomadaires contre les forces de la coalition passe de 400 à 600[43]. La guérilla sunnite se professionnalise et développe de nouvelles compétences tactiques, notamment le recours aux engins explosifs improvisés. Ces mines artisanales, souvent fabriquées à partir de munitions non explosées et placées en bord de route, sur les axes de ravitaillement, provoquent plus de 60 % des pertes américaines[44]. En effet, au fur et à mesure que l'environnement sécuritaire se dégrade, les troupes occidentales tendent à se « bunkeriser » dans leurs bases, rendant de ce fait leurs sorties d'autant plus visibles et prévisibles. Les opérations prennent l'allure d'une guerre de reconquête perpétuelle des mêmes territoires, comme le raconte le lieutenant-colonel Steve Miska, installé dans une base près de Tikrit :

> Tous les deux ou trois mois, nous envoyions une task force dans la ville. […] Lorsque nous avancions dans les rues avec nos

> *Bradleys* [véhicules blindés] les insurgés s'enfuyaient ou restaient à un pâté de maisons de distance. De temps à autre, nous en repérions un traversant la rue ou nous visant avec son RPG [lance-roquettes], et nous l'abattions. Après avoir nettoyé la ville, nous retournions à la FOB [*Forward Operating Base*] et ils s'infiltraient de nouveau. Cela n'avait aucun sens, tactiquement parlant[45].

Si la plupart des forces étrangères en Irak semblent suivre la voie de l'enlisement, certains signes d'adaptation apparaissent au tournant des années 2005-2006. Dans le nord du pays, à Tal Afar le colonel H.R. McMaster obtient des résultats en associant plus étroitement les forces irakiennes à ses opérations. Dans l'ouest, le long de la frontière syrienne, les Marines du colonel Alford nouent des liens avec certaines tribus sunnites qui s'avéreront décisifs pour la suite du conflit[46].

Mais dans l'immédiat, les résultats les plus spectaculaires sont obtenus par les forces spéciales du Joint Special Operations Command (JSOC). Au début de l'année 2004, sa principale mission est de neutraliser les cadres dirigeants d'al-Qaida en Irak et notamment Zarkaoui, dont la popularité dans la mouvance djihadiste a grimpé en flèche après la bataille de Falloujah, allant jusqu'à égaler celle de Ben Laden. De fait, sa tête est mise à prix à 25 millions de dollars, un chiffre équivalent à celui de l'émir d'al-Qaida ou de Saddam Hussein[47]. Le JSOC se trouve alors sous le commandement du général Stanley McChrystal, un ancien *ranger*. De haute taille, la mine austère, ce diplômé de West Point aux habitudes frugales est aussi passé par l'université Harvard et le prestigieux think tank new-yorkais Council on Foreign Relations. Arrivé à la tête d'un organe centré sur les seules opérations, McChrystal prend conscience qu'il ne peut s'attaquer efficacement à une structure clandestine telle qu'al-Qaida en Irak sans disposer d'un outil de renseignement de terrain. Les informations fournies

par la CIA, la NSA et les autres agences de la communauté du renseignement lui parviennent souvent trop tard ou manquent d'éléments « actionnables » pour traquer, tuer ou capturer des cibles fugitives, sans cesse en mouvement.

En l'espace de deux ans, McChrystal va, avec l'aide de son adjoint le colonel Michael Flynn – futur conseiller à la Sécurité nationale de Donald Trump –, transformer le JSOC en le dotant de nouveaux outils de recherche, de collecte et d'analyse. Il s'agit tout d'abord d'agents irakiens, surnommés « Mohawks » en référence aux éclaireurs indiens de la guerre de Sept Ans, déployés sur le terrain pour infiltrer des groupes, traiter des sources et prendre en filature des cibles en toute discrétion. À ce renseignement humain essentiel, le JSOC ajoute une dose importante de renseignement technique. Avec l'aide de la NSA, il met en place des écoutes téléphoniques et parvient à s'introduire dans les ordinateurs des cybercafés utilisés par les djihadistes pour communiquer. Enfin, il coopte jusqu'à une centaine d'analystes de la CIA et du FBI qui assurent la liaison avec leur maison mère en recoupant l'information[48].

Installé dans un bunker enterré de la base aérienne de Balad, au nord de Bagdad, l'état-major du JSOC prend des allures de quartier général futuriste vers lequel convergent des milliers d'informations quotidiennement. Celles-ci sont aussitôt analysées et exploitées « pour action » par les commandos des Delta Force et des Navy Seals qui vont passer de 18 raids par mois à l'été 2004 à plus de 300 à l'été 2006. Les individus ciblés ne sont pas tous éliminés, la plupart sont arrêtés et interrogés pour fournir de nouvelles informations. Les téléphones et disques durs retrouvés sont immédiatement passés au crible, permettant parfois de conduire d'autres raids. Ce cycle est répété à un rythme de plus en plus rapide, parfois jusqu'à trois fois au cours d'une seule nuit. Cette machine implacable mise en œuvre par le JSOC, dont le QG à Balad est tapissé d'écrans plasma et d'ordinateurs dernier cri,

est vite surnommée « l'étoile de la Mort » en référence à la base impériale de la saga *Star Wars*[49].

Les résultats ne tardent pas à se concrétiser. En septembre 2005, le numéro deux d'al-Qaida en Irak, Abdullah Abou Azzam al-Iraki, est éliminé. Pour McChrystal, il ne fait aucun doute que l'organisation djihadiste est « en train de se craqueler : elle n'a plus le même degré de maîtrise et son efficacité se réduit[50] ». Le 7 juin 2006, un drone repère le cheikh Abdul al-Rahman, imam réputé proche de Zarkaoui : il quitte Bagdad en voiture pour Bakouba, puis change de véhicule avant de prendre la direction du petit village de Hibhib. Convaincu que Rahman rend visite à Zarkaoui, Balad envoie un avion F-16 qui largue une bombe guidée laser de 220 kilos sur la maison. Quelques minutes plus tard, une équipe de Delta Force vient confirmer la mort du cheikh et de l'émir d'al-Qaida ainsi que de plusieurs de ses proches[51].

Si elle est vécue comme un succès majeur par les Américains, la mort de Zarkaoui montre aussi toutes les limites du contre-terrorisme lorsqu'il est déconnecté d'une stratégie plus large. Tandis que l'émir est aussitôt remplacé par son adjoint, l'Égyptien Abou Ayyoub al-Masri, l'Irak atteint des sommets de violence encore jamais égalés avec 3 200 civils tués pour le seul mois de juillet 2006, une tendance qui se poursuit jusqu'à l'année suivante. Plus de 2 millions d'Irakiens ont fui le pays – pour la plupart en Syrie et en Jordanie –, contribuant ainsi à internationaliser encore davantage le conflit. Aux États-Unis mêmes, l'absence de perspective de sortie et le retour désormais quotidien de cercueils de jeunes militaires tués au combat a retourné l'opinion, désormais défavorable à la guerre à plus de 60 %, alors qu'elle l'avait plébiscitée trois ans plus tôt. Le terme de « fiasco » est sur toutes les lèvres, et seul un miracle semble pouvoir remettre la guerre contre le terrorisme sur le sentier de la victoire.

2001-2006

Enseignements stratégiques

Fin du premier acte. Le rideau tombe sur l'Irak rougi par les flammes, tandis qu'à New York démarre la construction du Mémorial du 11 Septembre, à l'endroit même où s'élevait le World Trade Center. Cinq ans après l'effondrement des tours jumelles, les premiers enseignements stratégiques de la guerre contre le terrorisme peuvent être tirés.

Ces attentats ont été planifiés par al-Qaida, un groupe qui puise sa source dans le djihad en Afghanistan des années 1980 contre l'Union soviétique. Les États-Unis avaient alors soutenu les moudjahidines – mais pas directement les combattants arabes[52] – au nom d'un objectif commun : vaincre Moscou et son « empire du mal », voués aux gémonies par Ronald Reagan. Vingt ans plus tard, un autre président américain dénonce à son tour un « axe du mal », auquel appartiennent certains de ces mêmes *freedom fighters* qui avaient jadis partagé son combat. Il faut donc encore et toujours méditer cette vieille loi des relations internationales qui veut que les alliés d'un jour peuvent devenir les ennemis du lendemain.

Dès les premières années d'existence d'al-Qaida, Oussama Ben Laden n'a cessé de prévenir qu'il comptait frapper l'Amérique. Il est entré sur le radar des services spécialisés plusieurs années avant les attaques du 11 septembre 2001 et son nom était connu à la Maison-Blanche. Il apparaît

a posteriori que ses menaces n'ont pas assez été prises au sérieux, et que les moyens mis en œuvre pour le neutraliser étaient insuffisants. Après les attentats en Tanzanie et au Kenya en 1998, les États-Unis ont réagi en conduisant des frappes limitées sur l'Afghanistan. Cependant, ce pays est demeuré un refuge pour les djihadistes du monde arabe, leur permettant de planifier et de mettre en œuvre le projet terroriste le plus meurtrier de l'histoire. La leçon à retenir est claire : laisser se développer un sanctuaire djihadiste est porteur de grands dangers.

Malgré les signaux d'alerte, les attaques de New York et Washington ont constitué une surprise stratégique. L'effroi et la sidération qu'elles ont suscités découlent, outre leurs conséquences catastrophiques, de l'étonnante asymétrie des moyens employés[53] : quelques individus déterminés, armés de simples cutters, ont su innover en transformant des avions civils en armes de guerre, et infliger des dommages colossaux à la première puissance mondiale sur son propre sol, ce qu'aucun adversaire n'était parvenu à faire depuis 1941. Le coût total de préparation et d'exécution du 11 Septembre serait compris entre 400 000 et 500 000 dollars, soit l'équivalent d'un missile Tomahawk[54]. Les dégâts directs se chiffrent quant à eux en milliards de dollars.

Par-delà l'asymétrie des moyens se révèle une asymétrie des volontés. Les terroristes ne respectent pas les mêmes normes que les armées occidentales et n'ont pas les mêmes références morales. Ce constat n'est pas sans rappeler l'ouvrage *Leur morale et la nôtre*, dans lequel Léon Trotski justifiait la violence révolutionnaire. Les djihadistes ont élaboré un vaste éventail d'arguments théologiques et stratégiques légitimant le recours à des méthodes brutales dès lors qu'elles sont destinées à faire plier un ennemi diabolisé. Les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone peuvent être vues comme le prélude aux atrocités des deux décennies suivantes : exécutions de masse, égorgements d'otages, assassinats de travailleurs humanitaires, endoctrinement d'enfants, etc.

Jusqu'alors surtout utilisée par les Tigres tamouls du Sri Lanka, le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien, la technique de l'attentat-suicide – qualifiée par les djihadistes d'« opération martyre[55] » – atteste d'un rapport radicalement différent à la mort et à l'*ethos* du guerrier de celui qui prévaut en Occident[56]. Elle démontre aussi la détermination absolue des auteurs du 11 Septembre, symbolisant la logique de guerre totale d'al-Qaida, à un moment où les pays occidentaux sont pour leur part engagés dans un lent processus de « débellicisation[57] ».

Pour l'Amérique, le choc est apocalyptique, au sens originel du terme : il agit comme un « dévoilement », la « révélation » d'une réalité violente dont elle se pensait protégée. George W. Bush fait le choix d'y réagir par une guerre globale, transformant ainsi en profondeur la nature du contre-terrorisme. L'adoption de cette rhétorique martiale est lourde de conséquences. L'autorisation par le Congrès du recours à la force armée de manière relativement discrétionnaire, sans cadre temporel ni géographique, s'est traduite par une confusion au sujet de la notion même de guerre, désormais applicable à n'importe quel territoire pour peu que s'y trouvent des individus désignés comme terroristes. Si cette approche reflétait en partie la réalité d'une mouvance djihadiste transnationale, elle allait diffuser au fil du temps l'image d'une Amérique arbitraire portant le fer où bon lui semble, au mépris des normes internationales.

Le nouveau contre-terrorisme américain a permis d'obtenir des résultats. La CIA et les forces spéciales du JSOC ont mené d'implacables chasses à l'homme dans les années de l'après-11 Septembre. Une menace permanente plane désormais jour et nuit sur les cadres d'al-Qaida, assassinés ou capturés les uns après les autres. Cependant, le coût moral et politique de ces pratiques, mises en lumière par la transparence et le débat contradictoire inhérents à une société libérale et démocratique, a parfois dépassé leurs bénéfices sécuritaires. Les détentions extrajudiciaires à Guantánamo, les tortures dans les sites clandestins de la CIA ou encore les

éliminations ciblées – avec leur lot inévitable de « dommages collatéraux » – ont progressivement entamé le capital de sympathie brutalement acquis par l'Amérique après les attentats de 2001.

La définition large de la menace terroriste adoptée par l'administration Bush – incluant non seulement al-Qaida, mais aussi un grand nombre de groupes armés et d'« États voyous », du Hezbollah à la Corée du Nord – allait donner lieu à ce qui peut être rétrospectivement considéré comme l'une des erreurs majeures de ces premières années. La guerre contre le terrorisme est en effet apparue comme un prétexte pour renverser des régimes hostiles, au premier rang desquels l'Irak de Saddam Hussein. La formulation vague et non bornée de cette nouvelle doctrine a aussi servi de justification, voire de blanc-seing des États-Unis à plusieurs pays pour s'attaquer à des oppositions et dissidences locales en les parant des habits neufs du terrorisme global. Cette rhétorique est aussi bien mobilisée par Israël dans les territoires palestiniens que par la Russie en Tchétchénie, la Chine au Xinjiang, l'Éthiopie en Somalie et même par la Colombie contre les FARC.

Le premier théâtre de la guerre contre le terrorisme a été l'Afghanistan. En dépit du succès initial éclatant d'une campagne improvisée, la victoire a vite été hypothéquée par un manque de préparation de ce que la doctrine militaire appelle la « phase IV » d'une opération, c'est-à-dire l'après-guerre : la stabilisation, la reconstruction et la normalisation du pays. Grisée par le renversement rapide des Talibans, l'Amérique ne leur a laissé aucune offre de réintégration, les conduisant ainsi à prendre le maquis. Concentré sur la destruction physique de l'adversaire, Washington a préféré sous-traiter – et donc négliger – le processus de libéralisation et de démocratisation, proclamé haut et fort aux médias du monde entier. Laissant aux bailleurs internationaux le soin de payer pour la reconstruction, les États-Unis se sont focalisés sur les expédients offerts par les seigneurs de guerre en matière de sécurité, laissant prospérer une

gouvernance corrompue, incompétente et prédatrice. Ce faisant, ils ont semé les graines d'un soutien populaire grandissant en faveur du retour des Talibans.

En Irak, l'intervention américaine s'est révélée plus catastrophique encore. Elle a créé un appel d'air pour la mouvance djihadiste internationale et accéléré la stratégie de décentralisation d'al-Qaida. Quels que soient les crimes – incontestables – du régime de Saddam Hussein, l'invasion décidée par l'administration Bush s'est rendue illégitime en se fondant sur des motifs fallacieux et des preuves déformées. Elle a permis aux djihadistes d'épouser une cause plus large, rencontrant un écho à travers l'opinion publique mondiale. Là encore, la phase de stabilisation a été insuffisamment préparée. Des erreurs ont eu de lourdes conséquences, à commencer par la débaasification et le démantèlement des forces de sécurité, qui ont nourri l'insurrection. Les photographies de prisonniers humiliés à la prison d'Abou Ghraib ont durablement terni le blason de l'Amérique. Elles illustrent le principe du « caporal stratégique », selon lequel dans un monde globalisé marqué par l'omniprésence des médias, des fautes commises au plus bas niveau ont des répercussions politiques jusqu'au sommet de l'État. Si les auteurs de ces abus ont été sanctionnés, à la guerre les erreurs de jugement mettent aussi longtemps que les blessures à cicatriser. Certaines, comme les membres amputés, ne se réparent jamais.

ACTE II

L'ÈRE DE LA CONTRE-INSURRECTION

2006-2011

5

Gambit en Irak

« Cet homme peut-il sauver l'Irak[1] ? » interroge en couverture l'hebdomadaire *Newsweek* au début du mois de juillet 2004. Un an après la chute du régime de Saddam Hussein et l'entrée triomphale des chars américains dans Bagdad, l'armée de libération s'est muée en force d'occupation et le pays a sombré dans une spirale de violence. L'homme en question est le général David Howell Petraeus. Cet officier parachutiste à la coiffure sage, docteur en science politique de l'université de Princeton, a commandé la prestigieuse 101e division aéroportée en 2003. Assigné à Mossoul, dans le nord de l'Irak, il est l'un des rares chefs militaires à avoir démontré une appétence pour les questions de gouvernance et de reconstruction. Dans les mois qui ont suivi la victoire, il a doté la province d'un gouverneur et d'un conseil représentatif des diverses communautés, investi plus de 50 millions de dollars dans l'économie locale – un tiers du budget de reconstruction dépensé par l'armée américaine dans tout le pays – et multiplié les projets locaux. Dans les postes de ses unités, il a fait placarder des affiches interrogatives : « Qu'avez-vous fait pour les Irakiens aujourd'hui[2] ? » Nommé l'année suivante à la tête du commandement pour la transition en Irak, il reçoit pour mission de former les forces du nouveau régime afin de permettre *in fine* un retrait raisonné des troupes américaines.

Stabilisation, reconstruction, transition sont devenus en l'espace de quelques années les mots d'ordre incontournables. En Irak comme en Afghanistan, les Américains et leurs alliés ont rapidement triomphé de leurs adversaires. Mais ici comme là, ils peinent à créer une nouvelle donne qui garantisse leurs intérêts de sécurité. De fait, c'est précisément le contraire qui se produit puisque la mouvance djihadiste internationale se nourrit du vide politique pour prospérer. De réseau terroriste largement hors-sol en 2001, la nébuleuse est parvenue à prendre corps dans des insurrections populaires qui lui confèrent une épaisseur sociale et une légitimité politique nouvelles.

La guerre contre le terrorisme a donc changé de nature. Il ne s'agit plus de décapiter des organisations clandestines et de faire tomber des régimes complices mais de stabiliser les États effondrés et de séparer la population des djihadistes, auréolés du prestige de la résistance à l'occupant. Ces enjeux renvoient étrangement à ceux qui, durant la guerre froide, animaient la stratégie américaine dans le tiers-monde, en Asie du Sud-Est, en Amérique latine et en Afrique, à l'heure où Washington luttait contre les guérillas de libération nationale dans lesquelles elle décelait une forme de « subversion communiste[3] ». Le paradigme dominant était alors celui du *nation building* et de la contre-insurrection. Devenus *horresco referens* après le terrible fiasco du Vietnam, ces termes avaient été bannis des manuels militaires comme de la vie politique en Amérique et dans la majeure partie des pays occidentaux. Le refoulé revient en force pourtant à partir de 2005-2006. Ressuscitée d'un passé enfoui, et remise au goût du jour par une génération prometteuse d'officiers dont le général Petraeus est le porte-étendard, la contre-insurrection se présente alors comme la solution aux erreurs de parallaxe de l'après-11 Septembre.

La tentation du repli et le pari du surge

À la fin de l'année 2006, l'Irak est au bord du gouffre. Falloujah a été perdue puis regagnée, Zarkaoui a été tué au mois de juin et Saddam Hussein, jugé en novembre, attend son exécution, mais rien de tout cela ne semble pouvoir stopper la spirale infernale. Le gouvernement irakien, emmené par le nouveau Premier ministre Nouri al-Maliki, semble plus que jamais enferré dans une politique communautariste prochiite qui ne laisse guère de perspectives aux anciens baasistes ou aux chefs tribaux sunnites marginalisés qui ne cessent de venir grossir les rangs de l'insurrection. En septembre, le nombre d'attaques recensées par la coalition a dépassé pour la première fois les 1 500 par semaine, franchissant ainsi un nouveau seuil dans la violence qui a déjà emporté plus de 70 000 Irakiens.

Les pertes américaines, quant à elles, atteignent les 3 000 tués, soit le nombre hautement symbolique de morts dans les attentats du 11 Septembre. Si les dépenses directes liées à l'opération *Iraqi Freedom* sont évaluées à près de 250 milliards de dollars – dont 100 pour la seule année 2006 –, le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz estime dès cette époque à au moins 1 000 milliards le coût global de la guerre pour l'Amérique. Il triplera cette évaluation deux ans plus tard[4]. Mais le prix à payer est déjà trop cher pour les électeurs américains qui ont voté à 53 % pour l'opposition démocrate lors des élections de mi-mandat au mois de novembre, renversant la majorité au Sénat et à la Chambre des représentants.

Le Congrès, justement, a mandaté un groupe d'experts bipartisan pour lui fournir une appréciation indépendante sur la situation en Irak et lui soumettre des recommandations sur les mesures à prendre pour éviter un désastre. La commission, présidée par l'ancien secrétaire d'État de George Bush père, James Baker, et l'ex-représentant démocrate Lee Hamilton, rend son rapport le 6 décembre 2006. Son verdict est sévère : la situation est grave et continue de se détériorer. Le document recommande que les forces

américaines commencent immédiatement à se replier en se concentrant sur la formation des troupes irakiennes. Il suggère aussi de conditionner le soutien militaire américain à la mise en œuvre par le nouveau gouvernement de Bagdad d'une politique de réconciliation nationale (envers les sunnites notamment) et à l'amélioration de sa gouvernance. Enfin, il appelle à une révolution diplomatique en incluant dans le règlement du conflit tous les pays de la région et en ouvrant le dialogue avec la Syrie et l'Iran, deux États encore au ban de la diplomatie américaine[5].

Tout le monde ne partage pas cette vision. À Washington, Frederick Kagan, directeur de l'American Enterprise Institute, un think tank néoconservateur proche de l'administration Bush, s'est mis en tête de produire un « contre-rapport » allant dans une direction bien différente de celle de la commission Baker, jugée défaitiste. Avec l'aide de l'ancien vice-chef d'état-major de l'US Army, Jack Keane, Kagan diffuse dès le surlendemain du rapport du Congrès sa propre étude au titre évocateur : *Choosing Victory, A Plan for Success in Iraq*[6]. Prenant le contre-pied de Baker, il recommande l'envoi de sept brigades supplémentaires pour stabiliser en priorité Bagdad et la province de l'Anbar en adoptant de nouvelles méthodes de contre-insurrection centrées sur la protection des civils. C'est également le sens d'autres rapports plus confidentiels, l'un produit par le National Security Council, l'autre par un groupe de seize colonels réunis par le chef d'état-major des armées. Tous deux soulignent l'incapacité des forces irakiennes à assurer la sécurité publique et la nécessité, pour un temps du moins, que celles de la coalition s'y substituent en s'impliquant au plus près de la population[7].

À la Maison-Blanche, le président Bush hésite. Doit-il se retirer tant qu'il est encore temps et assumer les erreurs de 2003 ou au contraire doubler la mise pour se donner une chance de sauver son bilan ? Il aurait été finalement convaincu lors d'une rencontre dans le Bureau ovale avec trois

anciens généraux, dont Jack Keane, et deux professeurs de science politique, Eliot Cohen et Stephen Biddle[8]. Favorables à une hausse rapide (*surge*) du nombre de troupes et à l'adoption d'une nouvelle stratégie opérationnelle, ces visiteurs du soir conseillent aussi au président de changer son équipe de sécurité nationale pour négocier ce tournant. Donald Rumsfeld, qui avait incarné plus que quiconque les choix stratégiques du premier mandat Bush, a déjà donné sa démission à la suite de la défaite électorale de novembre. Celui qui lui succède le 18 décembre est un ancien directeur de la CIA, Robert Gates, favorable lui aussi à un *surge* en Irak de même qu'à l'accroissement de 73 000 hommes pour les forces terrestres des États-Unis[9].

La hiérarchie militaire est elle aussi renouvelée : le général Casey, alors commandant de la coalition en Irak, et son supérieur le général Abizaid, à la tête du Central Command – en charge de tout le Moyen-Orient –, sont tous deux remerciés. Au premier succède l'amiral Fallon, venu de la flotte du Pacifique. Quant au remplaçant de Casey, pour conduire la guerre sur le terrain, tous les conseils s'accordent sur un nom : David Petraeus. Après deux tours en Irak, ce dernier vient de passer un an à superviser l'écriture d'un nouveau manuel de contre-insurrection. Sa nomination est officielle le 5 janvier 2007 et le 10, le président Bush annonce dans une adresse télévisée l'envoi d'un contingent de 21 500 soldats supplémentaires en Irak pour y mettre en œuvre une stratégie centrée sur la population et l'édification d'un appareil de sécurité autonome.

La redécouverte de la contre-insurrection

Les nouvelles orientations américaines en Irak ne sont pas le fruit d'un soudain revirement mais d'un processus d'adaptation militaire sur plusieurs années. Le changement procède tout d'abord d'innovations tactiques

hétérogènes testées sur le terrain, progressivement consolidées et standardisées pour former un début de doctrine[10]. Une poignée d'officiers originaux, pour beaucoup passés par les départements de sciences sociales des académies militaires, aspirent alors à dépasser une culture stratégique américaine trop centrée sur la seule destruction de l'adversaire par l'application d'une puissance de feu écrasante.

Il y a bien sûr, dès 2003, l'expérience de Petraeus à Mossoul, qui avait attiré l'attention du commandement par sa capacité à s'impliquer dans un processus civilo-militaire. L'année suivante, c'est la 1re division de cavalerie du général Peter Chiarelli qui démontre des résultats probants à Bagdad et dans des zones chiites face à l'insurrection de Moqtada al-Sadr. Chiarelli avait préparé son déploiement en faisant suivre à ses officiers du génie un stage auprès des agents municipaux de la ville d'Austin au Texas sur le fonctionnement des services essentiels[11]. Une fois arrivé à Bagdad, ils s'attachent à restaurer les égouts, l'eau courante, l'électricité et la collecte des ordures. Ces fonctions sont pour Chiarelli un élément clé de la bataille pour « les cœurs et les esprits[12] », l'un des slogans de la contre-insurrection des années 1950.

À son retour d'Irak en 2005, Chiarelli résume son expérience dans un article de la *Military Review*, organe central de l'US Army. Il y divise schématiquement la population irakienne en trois groupes : une minorité active hostile aux forces de la coalition et du gouvernement, une seconde minorité qui leur est favorable, et enfin une large majorité d'indécis. La stratégie de contre-insurrection consiste selon lui à peser autant que possible sur ces indécis pour les faire rejoindre le deuxième groupe tout en les tenant à l'écart du premier. La restauration des services essentiels apparaît dans l'article comme l'une des cinq « lignes d'opération » de la contre-insurrection. Les quatre autres sont le développement économique (création d'emplois, stimulation de la consommation et des commerces, bancarisation), l'amélioration de la gouvernance (organisation d'élections

locales et nationales, réforme du système judiciaire et carcéral, constitution de corps intermédiaires représentatifs), la formation des forces de défense et de sécurité locales et enfin seulement les opérations de combat. Ces cinq axes d'effort doivent être menés simultanément et s'insérer dans une manœuvre plus générale d'« opération d'information » visant à diffuser un message politique clair auprès des médias pour influencer favorablement les perceptions de la population[13].

Empêtré dans la spirale de la violence, manquant de moyens humains et financiers, Chiarelli n'a toutefois pu dérouler qu'une ébauche de cette stratégie dans une petite partie du pays. D'autres expériences positives s'ensuivent cependant. En 2005, le colonel Herbert McMaster, alors commandant du 3e régiment de cavalerie, est envoyé sécuriser la ville de Tal Afar, au nord de l'Irak. Ancien officier d'état-major au Central Command, McMaster avait rendu visite à Petraeus à Mossoul en 2003 et étudié de près les actions de Chiarelli en 2004. Avant de se déployer, il avait tenu à former ses hommes à des rudiments d'histoire irakienne et de langue arabe. Lui aussi fait le choix de s'impliquer dans la vie politique locale. Tandis que partout ailleurs les unités américaines s'enferment dans de gigantesques bases fortifiées, ne patrouillant qu'en véhicules blindés et lourdement armées, McMaster s'attache à répartir ses hommes au plus près des habitants, évoluant à pied pour recueillir autant de renseignements que possible[14].

Alors que le haut commandement semble désemparé par l'évolution catastrophique de la situation, on assiste à une circulation de plus en plus horizontale de ces « bonnes pratiques ». Tout comme les djihadistes ont bénéficié de l'émergence d'un Internet de plus en plus décentralisé, les Américains adoptent eux aussi, malgré les lourdeurs administratives, des logiques d'échange moins formelles, tirant profit des nouvelles technologies. Il en va ainsi du protocole sécurisé SIPRnet qui permet d'héberger des forums où les militaires partagent leurs expériences et leurs

enseignements. C'est par exemple le cas de CAVNET, forum créé en 2004 par la division de Chiarelli[15]. L'année suivante, le général Casey inaugure une « COIN [acronyme de contre-insurrection] Academy » au Camp Taji, près de Bagdad. Animé par un ancien officier des forces spéciales d'origine estonienne, Kalev Sepp, ce centre de formation improvisé se propose de traiter un vaste éventail de sujets, allant de la « théorie de la contre-insurrection à l'interrogatoire des prisonniers, ou encore à la manière de dîner avec un cheikh[16] ».

La dynamique d'apprentissage ne se limite pas au théâtre irakien. Des publications spécialisées telles que la *Marine Corps Gazette* et surtout la *Military Review* livrent des témoignages remontés du terrain ainsi que des mises en perspective historiques. Des canaux moins contrôlés existent aussi, comme les « blogs militaires » où des officiers en première ligne peuvent débattre entre eux ou avec des universitaires et des experts en stratégie. Ceux que l'on surnomme bientôt les « COINdinistas » – en clin d'œil ironique aux guérilleros sandinistes du Nicaragua – se veulent anticonformistes ; ils n'hésitent pas à critiquer une culture stratégique américaine trop confiante en sa supériorité matérielle et technologique, et manquant de sensibilité culturelle et sociale vis-à-vis des conflits asymétriques.

Cette petite communauté intellectuelle se nourrit aussi avidement de lectures historiques. En tête de liste se trouve l'ouvrage de Lewis Sorley, *A Better War*, qui prétend révéler les succès méconnus de la contre-insurrection américaine dans les dernières années de la guerre du Vietnam[17]. Repoussoir absolu pour l'administration Bush qui y associe inévitablement l'image du bourbier et de la défaite, le conflit vietnamien joue en fait un rôle plus constructif dans l'imaginaire des tenants de la contre-insurrection. La thèse de doctorat de Petraeus, soutenue en 1987, portait sur les « leçons militaires du Vietnam », tout comme celle de McMaster, publiée en 1997 sous le titre *Dereliction of Duty* et dans laquelle

il s'intéressait aux relations civilo-militaires pendant ce conflit[18]. En 2002, un autre jeune diplômé de West Point et destiné à devenir un cacique de la contre-insurrection publie sa thèse : il s'agit de John Nagl. Dans son livre, *Learning to Eat Soup with a Knife*, il compare les performances américaines et britanniques lors des guerres du Vietnam et de Malaisie[19]. Cet ouvrage s'impose dès 2004 comme une lecture incontournable, recommandée à tous les officiers supérieurs qui partent pour l'Irak. Officier de cavalerie, comme McMaster et Chiarelli, Nagl est recruté cette même année comme assistant militaire de Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la Défense.

Si l'expérience coloniale britannique en Malaisie – et celle, plus récente, en Irlande du Nord – est souvent citée, le corpus colonial français est aussi invoqué par les Américains. Alors qu'il était jeune officier parachutiste, David Petraeus avait eu l'occasion de s'entraîner auprès de ses homologues français de l'École des troupes aéroportées de Pau. Intrigué par la photographie du général Marcel Bigeard trônant au mur de la salle des traditions, il s'engouffra bientôt dans la littérature des guerres de décolonisation, dévorant notamment *Les Centurions* de Jean Lartéguy, roman-reportage sur la génération des « soldats perdus » des guerres d'Indochine et d'Algérie[20]. Il creusa un peu plus cette bibliographie alors qu'il préparait sa thèse, dénichant dans la bibliothèque de Princeton l'ouvrage de David Galula, *Contre-insurrection : théorie et pratique*, publié en anglais en 1964[21]. L'auteur, un jeune saint-cyrien d'origine juive tunisienne tout juste revenu d'Algérie, y présente avec pédagogie les conclusions de son expérience. Jamais réédité avant 2004, Galula trouve alors une notoriété posthume en s'imposant comme un classique à l'occasion du débat sur la stratégie irakienne[22].

De fait, l'« ère de la contre-insurrection » née des conflits des années 1950 et 1960 inspire fortement la pensée stratégique occidentale dans la guerre contre le terrorisme. En 2005, un colonel australien du nom

de David Kilcullen, passé par le Timor oriental et spécialiste de la Jemaah Islamyiah en Indonésie, publie un célèbre article qui revendique la pertinence de la contre-insurrection comme modèle pour la lutte contre le djihadisme :

> Le *djihad* est une insurrection mondiale. Al-Qaida et les groupes armés similaires se nourrissent des injustices et griefs locaux, les intègrent dans leur cadre idéologique et lient entre eux des conflits disparates grâce aux technologies de communication et à une finance globalisée. En ce sens, al-Qaida ressemble à l'Internationale communiste du XX^e^ siècle, une holding internationale de la révolution mondiale. Mais alors que le Komintern était une structure étatique de soutien à des insurrections locales, le djihad global est lui-même un mouvement insurrectionnel[23].

Pour battre cet adversaire, Kilcullen appelle à puiser dans le répertoire de la contre-insurrection anticommuniste des années de guerre froide, allant jusqu'à évoquer un « programme CORDS mondial[24] » en référence à un plan de pacification mis en œuvre au Vietnam entre 1967 et 1972. L'Australien est bientôt sollicité par le Pentagone pour aider à rénover la stratégie américaine de guerre contre le terrorisme. C'est un véritable aggiornamento que connaît alors l'institution militaire. En novembre 2005, Petraeus est nommé chef du Combined Arms Center à Fort Leavenworth avec pour mission de produire un nouveau manuel de contre-insurrection, commun à l'US Army et aux Marines. Le dernier règlement sur la question remonte à 1986[25]. Avec son homologue du corps des Marines, le général James Mattis – futur secrétaire à la Défense de Donald Trump –, Petraeus réunit autour de lui les têtes pensantes des « COINdinistas » : Kilcullen, McMaster, Sepp, Nagl, mais aussi des historiens professionnels tels que Conrad Crane, nommé corédacteur avec Nagl du futur manuel. Tous se

retrouvent, avec d'autres encore, lors d'un grand séminaire organisé en février 2006 sur les rives du Missouri au cours duquel sont fixées les grandes lignes du document[26].

Le *Field Manual (FM) 3.24 – Counterinsurgency* reprend les éléments classiques de la contre-insurrection, tels que la primauté du renseignement et la centralité du soutien populaire. La « légitimité du gouvernement » y est érigée en objectif clé, tout en soulignant l'importance d'une action civilo-militaire multidimensionnelle, de la prise en compte des facteurs politiques et de la nécessité de mieux comprendre l'environnement humain et culturel. D'autres éléments sont déduits des conditions contemporaines, tels que le rôle des médias et le respect de la souveraineté du « pays hôte » où se déroulent les opérations. Pour illustrer la radicalité nouvelle de l'approche, le manuel présente une série de « paradoxes » destinés à frapper l'esprit conventionnel des militaires américains : « plus on se protège, moins on est en sécurité », « les meilleures armes ne tirent pas », « mieux vaut laisser le pays hôte faire les choses de façon passable que de les faire soi-même de façon satisfaisante », ou encore « les décisions les plus importantes ne sont parfois pas prises par les généraux ».

Sur le plan pratique, le *FM 3.24* reprend les cinq lignes d'opération simultanées de l'article de Chiarelli – gouvernance, développement, services, formation des forces partenaires, combat –, les érigeant en plan-type de la stratégie à mettre en œuvre. Le texte se propose aussi de chiffrer la « densité de troupes » nécessaire pour établir un contrôle satisfaisant sur un territoire et une population donnés. Ce ratio est fixé, à partir de cas d'étude historiques, à « 20 à 25 contre-insurgés pour 1 000 habitants ». Pour l'Irak, dont la population en 2006 est évaluée à 28 millions d'habitants, il s'agit donc de disposer d'une force de près d'un demi-million d'hommes. Avec une coalition de 150 000 hommes – dont 130 000 Américains – et des forces locales évaluées à 320 000 hommes, le pays n'est pas loin d'atteindre ce « nombre d'or ». Dans ce contexte, le *surge* de 20 000 hommes, bientôt

poussé à 30 000 au printemps 2007, ne change pas foncièrement la donne sur le plan militaire. Pour réussir, il devra se combiner à un changement de fond dans la dynamique politique et sociale du conflit.

La Sahwa et le sauvetage de l'Irak

Il est particulièrement rare dans l'histoire militaire que celui qui écrit la doctrine soit aussi celui qui est chargé de l'appliquer sur le terrain. David Petraeus se voit offrir cette occasion unique de mettre en pratique en Irak son manuel qui, à peine rendu public, connaît un succès viral – 2 millions de téléchargements en un mois, un record pour un document de doctrine de 280 pages ! Lorsqu'il prend le commandement de la coalition le 10 février 2007, sa première mission est d'abord de « sauver Bagdad ». La capitale est en proie à des combats et des attentats quotidiens entre groupes armés confessionnels. Le centre-ville, historiquement occupé par les sunnites, subit une offensive des miliciens chiites de l'armée du Mahdi. Profitant de cette montée de tensions communautaires, al-Qaida en Irak, rebaptisé après la mort de Zarkaoui « État islamique d'Irak » (EII), parvient à rallier de nombreux groupes sunnites dans la région. Début février 2007, Petraeus lance sa première opération, *Fardh al-Qanoun* (« Restaurer l'ordre ») visant à « nettoyer, contrôler et tenir » des points clés de la vie urbaine tels que les marchés, régulièrement visés par des attentats, au moyen de l'érection de murs de sécurité en béton, de check-points et de patrouilles à pied.

L'adoption des nouvelles techniques de contre-insurrection implique une certaine retenue dans l'ouverture du feu pour minimiser les dommages collatéraux et plus généralement une plus grande prise de risques pour les soldats américains. Elle se traduit aussitôt par une hausse des pertes qui dépassent les quatre morts par jour en avril et mai 2007, contre moins de trois l'année précédente. Mais les résultats sont là : dès le mois de juin, le nombre d'assassinats de civils a été divisé par cinq dans la capitale par

rapport à février. Avec l'arrivée des renforts du *surge* au printemps, les Américains lancent une offensive sur la périphérie de Bagdad. L'opération *Phantom Thunder* vise notamment à reprendre la ville de Bakouba, tombée sous le joug de l'EII. D'autres opérations se succèdent jusqu'à la fin de l'année à travers le triangle sunnite jusqu'à Mossoul, au nord du pays. Les GI y mènent les combats parmi les plus violents de toute la guerre mais repoussent partout les djihadistes qui accusent de lourdes pertes[27].

Au cours de cette *remontada*, un grand nombre d'ennemis sont faits prisonniers, sept fois plus que de tués. Il en résulte une explosion de la population carcérale. Après la remise aux autorités irakiennes du pénitencier tristement célèbre d'Abou Ghraib, la plupart des captifs sont envoyés au Camp Bucca, qui compte en 2008 au moins 20 000 prisonniers, cinquante fois plus qu'à Guantánamo. Le général Douglas Stone, qui commande le site, estime alors que 160 000 Irakiens sont passés par le système de détention depuis 2003. Il est conscient de l'impact d'une telle expérience sur le parcours des combattants : Bucca est surnommé « l'Académie », du fait des véritables formations qu'y dispensent aux jeunes recrues les vétérans du djihad et les anciens des services secrets de Saddam. Pour enrayer cette dynamique de radicalisation carcérale, Stone accroît la prise en charge psychologique et sociale des détenus et coopte des imams et des autorités traditionnelles pour tenter de « réconcilier » les plus modérés[28]. Ce faisant, il procède aussi à la libération sur parole de centaines de prisonniers chaque mois.

Si l'efficacité des programmes de réintégration de prisonniers reste sujette à débat – nombre de futurs émirs de Daech vont justement sortir de Camp Bucca dans les années 2008-2010 –, le grand succès de la période du *surge* repose bien sur la cooptation massive d'insurgés, mais cette fois à l'air libre. Ces derniers proviennent d'un certain nombre de tribus sunnites qui avaient pris les armes en 2003 au nom de la résistance à l'occupation et se sont retrouvés pris au piège, alliés aux djihadistes d'al-Qaida. Dès 2004,

des frémissements s'étaient fait sentir du côté des Abou Nimr, grande confédération tribale de l'Anbar dont certains membres s'étaient retournés contre al-Qaida, recevant l'aide d'un petit détachement de forces spéciales américaines. Toutefois, le gros des troupes étant accaparé par la bataille de Falloujah, le manque de moyens n'avait pas permis à l'entreprise de prospérer.

À l'été 2005, des membres de la tribu des Abou Mahal, à l'extrême ouest du pays, opèrent un mouvement similaire. Ces populations vivant de la contrebande avec les frontières syriennes et jordaniennes ont été évincées de la région d'al-Qaïm par des tribus rivales qui se sont alliées aux djihadistes d'al-Qaida. En septembre, le lieutenant-colonel Dale Alford, commandant du bataillon de Marines dans le secteur, reçoit la visite de cheikhs issus des Abou Mahal, jusqu'alors liés à la résistance. Ils lui proposent un retournement d'alliance. Avec l'aide de ces « protecteurs du désert », comme les baptisent les forces spéciales américaines qui leur fournissent argent et armes dans les mois qui suivent, les Marines obtiennent des résultats spectaculaires et reprennent le contrôle de la zone.

Il faut cependant attendre l'été 2006 pour voir le mouvement prendre de l'ampleur avec le ralliement d'Abdel Sattar al-Richaoui, cheikh de la grande tribu des Abou Richa, petit-fils de l'un des dirigeants de la Grande Révolte de 1920 contre les Britanniques[29]. Sattar a pris la tête de l'opposition à al-Qaida après l'assassinat par un djihadiste d'un autre leader de la *muqawama*, Abou Ali Jassim, en pleine rue de Ramadi, la capitale de l'Anbar. À la fin août, il noue lui aussi un pacte avec le colonel Sean MacFarland, réunissant une cinquantaine de chefs tribaux dans un « Conseil du réveil » (*Majlis al-Sahwa*). L'effet d'entraînement est massif : en quelques mois, la plupart des tribus rejoignent Sattar et expulsent les djihadistes. Début 2007, Petraeus visite une ville de Ramadi méconnaissable : le calme y règne alors qu'elle semblait perdue encore quelques mois plus tôt. Le général demande à MacFarland s'il a lu son

manuel de contre-insurrection. Lorsqu'il lui répond que ce n'est pas le cas, Petraeus rétorque : « Plus besoin, vous l'avez déjà appliqué[30]. »

L'un des principaux défenseurs de la *Sahwa* au sein de la coalition est le général britannique Graeme Lamb, adjoint de Petraeus. Cet ancien du Special Air Service (SAS) passé par l'Irlande du Nord ne cesse de répéter que ceux avec qui il a dû négocier la paix à Belfast dans les années 1990 sont précisément ceux qu'il avait combattus jusqu'alors[31]. Pourquoi ne pas essayer de « retourner », comme à al-Qaïm et Ramadi, une large part de l'insurrection sunnite et ainsi isoler les extrémistes d'al-Qaida[32] ? C'est effectivement ce qui s'amorce au cours de l'année 2007 : près de 100 000 miliciens sunnites quittent le camp de l'insurrection pour se rallier aux Américains et au nouveau gouvernement de Bagdad emmené par Nouri al-Maliki. En dépit de sa politique communautariste prochiite, ce dernier est contraint d'accepter l'aide de ces combattants baptisés « Fils de l'Irak » (*Abni al-Irak*) pour un salaire de 300 dollars par mois, une somme modeste mais suffisante pour attirer des hommes aux abois, usés par trois ans de guérilla.

Marginalisés en 2003 par la politique de Paul Bremer, les insurgés sunnites se voient promettre une place dans un « nouvel Irak », où les Américains ne sont plus tant leurs adversaires qu'un levier dans leur face-à-face avec le pouvoir chiite de Bagdad. Ce ralliement n'est évidemment pas sans risque : la figure de proue de la *Sahwa*, Sattar al-Richaoui, est assassinée en septembre 2007 par un commando d'al-Qaida. Quant à Maliki, il demeure suspicieux, retardant d'autant les amnisties promises et l'intégration des « Fils de l'Irak » à des unités régulières de la police et de l'armée. Malgré ces limites, la combinaison du *surge* et de la *Sahwa* donne des résultats spectaculaires. En un an, les attaques ont chuté de 70 %, tandis que le nombre de civils tués chaque mois passe de plus de 3 000 en janvier 2007 à moins de 900 début 2008. Ce chiffre est encore divisé par trois au cours de l'année suivante[33]. Alors que George W. Bush s'apprête à

quitter la Maison-Blanche en janvier 2009, il peut s'enorgueillir d'avoir remporté le pari du *surge* et jugulé le terrible échec qui semblait encore inéluctable deux ans auparavant.

L'État islamique d'Irak dans la tourmente

Ce succès américain est assurément un camouflet pour la mouvance djihadiste et tout particulièrement al-Qaida. On l'a vu, les relations entre l'organisation de Ben Laden et sa filiale irakienne étaient déjà compliquées du temps de Zarkaoui. Après la mort de ce dernier, la proclamation de l'État islamique d'Irak (EII) crée une nouvelle confusion : Oussama Ben Laden et Ayman al-Zawahiri n'ont pas été consultés par les deux nouveaux « co-émirs », l'Égyptien Abou Ayyoub al-Masri et l'Irakien Abou Omar al-Baghdadi[34]. Malgré une irakisation croissante du leadership, le groupe conserve sa brutalité et son sectarisme, accélérant en cela son désaveu par la population civile. Après avoir perdu pied dans l'Anbar, les djihadistes reculent dans les provinces de Diyala et de Salah ad-Din. Seul le nord – avec Mossoul et Tal Afar, deux lieux paradoxalement associés à des succès précoces de la contre-insurrection – demeure une zone de repli solide pour l'organisation.

En 2009, les djihadistes tentent en vain de relancer une dynamique avec des attentats à Bagdad en août, octobre et décembre. Cette vague de terreur ne fait pourtant que renforcer la détermination des Irakiens à lutter contre le groupe. L'arrestation en mars 2010 et l'« interrogatoire musclé » du *wali* (gouverneur) de l'EII pour la région de Bagdad, un ancien baasiste recruté par Zarkaoui en 2003, permettent aux forces antiterroristes de remonter la piste des deux émirs de l'organisation. Grâce à ces renseignements, une opération conjointe américano-irakienne est montée qui les conduit à encercler, le 18 avril, le repaire d'al-Masri et al-Baghdadi qui sont tous les

deux tués au cours du raid. Des centaines de documents et six téraoctets de données sont trouvés sur place. Leur exploitation rapide, suivant le modèle développé par McChrystal et le JSOC pour la traque de Zarkaoui, permet de remonter la piste de 32 des 45 cadres dirigeants de l'EII. Fin avril 2010, l'organisation est presque entièrement décapitée[35].

Parmi les documents produits à l'époque par la filiale djihadiste se trouve un « Plan stratégique pour améliorer la position politique de l'État islamique d'Irak », aussi connu sous le nom de « mémorandum de Falloujah[36] ». Le texte se veut une réponse à la *Sahwa* et vise entre autres à rebâtir des alliances solides avec les acteurs locaux en se concentrant sur la lutte interne contre les chiites : « Pour dix balles tirées, neuf doivent être dirigées contre les apostats [chiites] et une contre les croisés [Occidentaux]. » Dans un mimétisme frappant avec leurs adversaires, les insurgés affirment vouloir instaurer des « conseils du réveil [ils utilisent le terme de *majlis al-Sahwa*] djihadistes ». Progressivement, dans un mouvement allant du bas vers le haut, l'infrastructure de l'État irakien doit ainsi être remplacée par un nouvel ordre. Il insiste enfin sur la nécessité de se doter d'un chef légitime, capable d'incarner l'État islamique.

Le nouvel émir qui prend les rênes de l'EII en 2010 se fait connaître sous le nom d'Abou Bakr al-Baghdadi. On sait peu de chose de cet Irakien d'une quarantaine d'années, né Ibrahim Ali al-Badri. Il est de cette génération perdue qui a vu à dix ans éclater la guerre Iran-Irak, a assisté à vingt ans à la défaite de Saddam dans la guerre du Golfe et à trente ans à l'invasion américaine. Imam de formation, d'abord proche des Frères musulmans, il aurait rejoint le groupe Zarkaoui vers la fin 2003. Arrêté par les Marines près de Falloujah en 2004, il est interné au Camp Bucca puis relâché car considéré comme ayant peu de valeur… Tout en menant ses activités dans l'organisation, il poursuit un doctorat en « sciences coraniques[37] », obtenu en 2007, qui lui donne une légitimité religieuse. Comme son nom de guerre (*kunya*) complet le laisse entendre, Abou Bakr

al-Baghdadi al-Husseini al-Qurashi se dit aussi appartenir à la tribu Quraysh, celle du prophète Mahomet au sein de laquelle était traditionnellement choisi le commandeur des croyants du temps des premiers califes.

Dès le printemps 2010, une recrudescence d'attaques démontre qu'il faut encore compter avec l'EII. Le 10 mai, par exemple, plusieurs attentats simultanés provoquent la mort de près de 120 personnes et font 350 blessés[38]. À l'été, de hauts cadres djihadistes s'évadent de Camp Cropper, une annexe de la prison de Camp Bucca, quelques jours seulement après leur transfert aux autorités irakiennes[39]. Le signal est fort pour ce pénitencier perçu depuis longtemps comme un incubateur du terrorisme[40]. Alors qu'approche l'heure du retrait américain, le calme apparemment retrouvé du pays des deux fleuves demeure précaire.

Les choix d'Obama : un retrait précipité ?

Lorsque Barack Obama prête serment devant le Capitole le 20 janvier 2009, le nouveau président des États-Unis hérite de deux guerres et d'une crise économique majeure qui menace d'emporter le pays et le reste du monde dans une nouvelle Grande Dépression. La « guerre contre le terrorisme » coûte alors au Trésor américain près de 200 milliards de dollars par an – dont 150 pour l'Irak – un budget record qui vient s'ajouter aux 700 milliards injectés dans l'économie dans le cadre du plan de relance visant à enrayer la crise financière engendrée par la faillite de la banque Lehman Brothers. Cette année-là, la dette publique américaine dépasse les 70 % du PIB pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale[41].

Cette situation inédite ne fait que renforcer l'opposition précoce du nouveau président à l'aventure irakienne. Dès 2002, celui qui n'était encore

que sénateur d'État dans l'Illinois avait activement participé au mouvement antiguerre. Devenu sénateur fédéral, il a porté un projet de loi en 2007 pour empêcher le *surge* et préparer un retrait anticipé des troupes d'Irak. Candidat à l'élection présidentielle de 2008 face à John McCain, sénateur de l'Arizona et ardent défenseur de la contre-insurrection en Irak, Obama demeure sceptique. Le 4 juillet, il affirme sa volonté, s'il est élu, de retirer l'ensemble des forces américaines sous seize mois. Deux semaines plus tard, il se rend à Bagdad pour y rencontrer les différents acteurs du conflit, dont Petraeus qui le conjure d'étaler ce plan sur trois ans en vue d'un retrait total à la fin 2011[42].

Ce calendrier n'est pas le fruit du hasard, il correspond précisément à l'accord américano-irakien négocié avec Nouri al-Maliki en août 2008 sur le statut des forces étrangères dans le pays. Une fois en fonction, Obama prend acte de l'accord mais annonce sa volonté de réduire d'emblée les effectifs de 140 000 en février 2009 à 50 000 à l'été 2010. Petraeus a pour sa part quitté son poste pour prendre la tête du Central Command (CENTCOM), laissant à son adjoint, le général Raymond Odierno, le soin d'achever la campagne.

Le départ annoncé des Américains change la donne politique locale. Ceux-ci ne sont plus autant en mesure de faire pression sur Maliki que lorsqu'ils dominaient le champ militaire. De son côté, le Premier ministre irakien démontre chaque jour davantage sa personnalité autoritaire. En 2008, il avait durablement réduit au silence son principal opposant dans le camp chiite, Moqtada al-Sadr et son armée du Mahdi qui s'étaient soulevés une nouvelle fois dans le sud du pays. Soutenue par l'organisation Badr – l'un des relais paramilitaires de l'Iran dans le pays –, l'opération *Saulat al-Fursan* (« Charge des cavaliers ») est une démonstration de force du nouveau pouvoir irakien et de son armée entièrement formée et équipée par la coalition. Au même moment, les Américains assiègent Sadr City, le quartier chiite du nord de Bagdad acquis à la cause mahdiste.

Ainsi libéré de la pression d'al-Sadr, Maliki se retourne bientôt contre les sunnites qu'il a été contraint de réintégrer sous la pression de Washington. Sur les 100 000 miliciens de la *Sahwa*, le gouvernement s'est engagé à en embaucher 80 000 dans ses forces de sécurité. Mais à partir du printemps 2009, les retards s'accumulent dans le versement des soldes et les désaccords se multiplient. À la fin mars, des heurts éclatent à Bagdad lorsqu'un leader de la *Sahwa* dans le quartier sunnite de Fadhil, Adel al-Mashadani, est accusé de corruption et de liens avec le crime organisé. Une vingtaine d'autres cadres du mouvement sont arrêtés à l'été, soupçonnés d'être associés à un réseau d'ex-baasistes installés en Syrie[43]. La tension monte encore à partir des élections législatives de mars 2010 d'où ne se dégage aucune majorité. Bien qu'arrivé en deuxième position derrière la liste « Iraqiya » d'Iyad Allaoui, favorite des sunnites, Maliki réussit finalement à former un nouveau gouvernement et à poursuivre sa politique de « détricotage » du pacte social qu'avaient essayé d'imposer les Américains[44]. L'affermissement du pouvoir de Maliki se traduit alors par la mise au ban de nombreux politiciens sunnites, dont le vice-président, Tarik al-Hashimi, contraint de fuir la capitale fin 2011 pour se réfugier à Erbil, dans le Kurdistan autonome.

L'année 2011 est donc celle d'un bilan en demi-teinte, après huit ans de guerre, des centaines de milliards de dollars dépensés, 4 500 militaires américains et plus de 120 000 civils tués[45]. Si le *surge* et les nouvelles pratiques contre-insurrectionnelles ont permis de sauver le pays du chaos et d'affaiblir considérablement al-Qaida en Irak, ils n'ont pu créer de stabilité durable. L'affermissement à Bagdad d'un pouvoir sectaire et communautariste tend à renvoyer systématiquement une partie de la population vers la marginalité politique, sociale et économique, nourrissant en retour les ressentiments et les dissidences qui font le lit de la sédition. Et pour cause, le départ des forces américaines est marqué par une augmentation des violences, notamment de la part des milices chiites

soutenues par l'Iran. Ces dernières font pleuvoir sur les bases de la coalition des dizaines de roquettes, comme pour montrer au monde que ce n'est pas en vainqueur que l'Amérique quitte le pays. Peu nombreux sont ceux qui à cette époque prêtent attention à ces mauvais augures. Entre-temps, le centre de gravité de la guerre contre le terrorisme a de nouveau basculé vers l'est : en Afghanistan.

6

Pat en Af-Pak

« La France restera engagée en Afghanistan aussi longtemps qu'il le faudra, car ce qui est en cause dans ce pays, c'est l'avenir de nos valeurs et celui de l'Alliance atlantique. Je le dis solennellement devant vous : l'échec n'est pas une option[1]. » Telle est la promesse faite par le président Nicolas Sarkozy devant le Congrès des États-Unis le 7 novembre 2007. La politique étrangère française a bien changé depuis l'époque où Dominique de Villepin prenait des accents gaulliens pour s'opposer de tout son poids à l'intervention américaine en Irak. Le nouveau locataire de l'Élysée a la ferme intention de regagner la confiance de son grand allié et de redorer l'image de la France. Avec son sherpa, Jean-David Levitte, qui avait été ambassadeur à Washington lors de la crise de 2003, il orchestre un « come-back atlantiste », rejoignant le commandement intégré de l'OTAN, quarante ans après le départ fracassant de la France décidé par le général de Gaulle. Par-delà la manœuvre diplomatique, il s'agit aussi de démontrer que les Français sont prêts à tenir leur rang dans la guerre contre le terrorisme.

L'Afghanistan va mettre à rude épreuve cet élan martial. Le pays est confronté depuis 2004 à un retour des Talibans sous la forme d'une insurrection venue du sud-ouest et du sanctuaire des zones tribales pakistanaises, et qui s'étend en se nourrissant des manquements et des

insuffisances d'une transition expédiée à la hâte par des Américains, déjà tout à leur nouvelle guerre en Irak, et des Européens pusillanimes et peu désireux de s'impliquer plus avant dans une guerre qu'ils peinent à considérer comme leur. Face à un ennemi revigoré, les Occidentaux tentent, à partir de 2009, de transplanter en Afghanistan les méthodes qui ont fait le succès de la contre-insurrection en Irak. Mais Kaboul n'est pas Bagdad, et Obama n'est pas Bush. La nouvelle administration démocrate est déterminée à revoir à la baisse les objectifs et les moyens de la guerre contre le terrorisme. À la guerre, cependant, l'adversaire a lui aussi son mot à dire.

Le temps perdu et les occasions manquées

Après avoir renversé le régime des Talibans, les Américains se sont progressivement détournés de l'Afghanistan pour concentrer leur attention sur l'Irak. Les meilleures troupes comme les moyens de renseignement et l'aide financière ont été divertis vers le Moyen-Orient. Washington espère voir les Européens prendre le relais en Afghanistan. En août 2003, l'OTAN assure le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) mandatée fin 2001 par l'ONU pour stabiliser le pays et transférer la sécurité à une nouvelle armée nationale afghane (ANA). La France s'est engagée, à travers la mission Épidote, à en former le corps des officiers. Elle participe également avec un bataillon d'environ 450 fantassins à la sécurisation de Kaboul et déploie à partir de 2003 un contingent de 200 forces spéciales sur la base de Spin Boldak, à la frontière du Pakistan. Les Britanniques sont également présents mais encore très accaparés par l'Irak, qui mobilise plusieurs milliers de leurs soldats. C'est l'Allemagne qui se montre la plus généreuse avec 2 500 militaires de la Bundeswehr déployés dès janvier 2003.

La plupart des contingents européens sont cependant handicapés par de nombreux *caveats*, autolimitations nationales des règles d'engagement fixées par chaque gouvernement, freinant considérablement leurs capacités sur le terrain. En 2006, le général Jones, commandant de la FIAS, va jusqu'à qualifier cette liste de 71 *caveats* (différents pour chaque pays) de véritable « cancer opérationnel de l'OTAN[2] ». Les troupes allemandes ont par exemple l'interdiction de sortir après la tombée de la nuit, de s'aventurer dans le pays sans véhicule d'ambulance ou encore de faire monter tout militaire afghan dans leur hélicoptère, sans compter la mise en œuvre impérative du tri sélectif sur leurs bases, alors même qu'aucune structure de recyclage n'existe à des milliers de kilomètres à la ronde[3]. Malgré ces limites qui pèsent sur la crédibilité des Européens, la FIAS monte en puissance et finit par fusionner avec *Enduring Freedom*. Entre 2004 et 2006, la force de l'OTAN se voit progressivement confier une zone de responsabilité nationale, installant les Allemands à la tête de la région Nord, les Italiens et les Espagnols à l'Ouest, les Néerlandais et les Britanniques au Sud, tandis que les Américains gardent le commandement de la région Est, la plus stratégique car longeant la frontière pakistanaise. La France assure un commandement tournant de la « région capitale » à Kaboul avec la Turquie et l'Italie.

Face à cette présence militaire étrangère, le gouvernement afghan semble parfois réduit au rang de protectorat. Après l'organisation d'une grande assemblée constituante en 2002, un texte fondamental est finalement proposé en janvier 2004 pour établir la République islamique d'Afghanistan. Sa rédaction est en partie l'œuvre du constitutionnaliste français Guy Carcassonne, mandaté pour l'occasion[4]. En octobre de la même année, 8 millions d'Afghans se déplacent pour élire, pour la première fois de leur histoire, un président au suffrage universel direct. Hamid Karzaï, chef d'État provisoire depuis la conférence de Bonn, est confirmé dans son poste avec 55 % des voix. Malgré ce succès démocratique

apparent, le gouvernement de Kaboul ne cesse de décevoir. Empêtré dans des querelles picrocholines et des intrigues de palais, tournant en partie autour de la captation de l'aide internationale, le nouveau pouvoir s'isole vite du reste du pays.

Plus de 2 milliards de dollars ont été levés à la conférence des donateurs à Tokyo, fin 2002. Mais alors que les nouveaux dirigeants afghans évoquent de grands projets d'infrastructures et d'investissements d'avenir, ils peinent à coordonner l'action de plus de 2 000 ONG, auxquelles ils ont sous-traité la mise en œuvre. L'absence d'administration fonctionnelle capable d'absorber une telle manne financière, le manque de transparence et la corruption prévisible des cadres débouchent sur un détournement massif de l'aide et une frustration croissante de la population. Le responsable de la Banque mondiale pour l'Afghanistan, Jean Mazurelle, n'hésite pas à parler de « véritable pillage[5] » pour désigner les effets d'aubaine engendrés par l'afflux des capitaux de l'aide combinés à la mauvaise gouvernance afghane. Fin 2004, le ministre afghan du Plan, Ramzan Bachardoust, tempête ainsi qu'« il n'y a pas 2 % d'Afghans satisfaits du travail des ONG », ce à quoi l'ACBAR – une structure coordonnant l'action des principaux organismes humanitaires présents dans le pays – rétorque en faisant valoir un bilan plutôt flatteur de près de 400 hôpitaux ou dispensaires construits, 3 000 écoles, 7 000 kilomètres de canaux d'irrigation et autant de routes carrossables en seulement deux ans[6].

Les Américains de leur côté ont développé le concept d'équipes civilo-militaires d'aide au développement, les *Provincial Reconstruction Teams* (PRT), dont la première voit le jour à Gardez, dans la région Est. L'Allemagne leur emboîte le pas dans le Nord, à Kunduz. Mais ce mélange des genres n'est pas du goût de tous et les humanitaires craignent de se voir trop systématiquement assimilés aux armées occidentales[7]. Et pour cause, à partir de 2004, les travailleurs étrangers commencent à être pris pour cible dans des attaques. Cinq membres de Médecins sans frontières trouvent ainsi

la mort en juin 2004 lors d'une embuscade revendiquée par les Talibans. Les ONG ne sont pas les seules visées, les troupes de la coalition accusent elles aussi des pertes grandissantes : d'une soixantaine en 2003 et 2004, elles passent à 130 en 2005, puis 191 en 2006, témoignant de la réalité d'une résurgence insurrectionnelle.

L'insurrection des « néo-Talibans »

Sonné après la débâcle de 2001, affaibli par les pertes et les désertions, le commandement taliban a mis du temps à se réorganiser. La plupart de ses cadres se sont installés de l'autre côté de la frontière, au Pakistan, dans les montagnes pachtounes des « régions tribales administrées fédéralement ». Ces districts gouvernés indirectement par le biais d'autorités traditionnelles constituaient du temps du Raj britannique une zone tampon où les fonctionnaires impériaux restaient discrets. Soixante ans après l'indépendance du Pakistan, l'État central y demeure faible et mal accepté. En 2003 et 2004, quelques rares incursions sont montées contre Nek Mohammad, chef de guerre wazir, tribu dominante du Nord-Waziristan, l'une des sept zones tribales. Nek est accusé d'avoir accueilli les Talibans et al-Qaida à la suite de leur déroute. En avril 2004, le président pakistanais Pervez Musharraf signe cependant avec lui un très généreux accord de paix et d'amnistie. Par mesure de rétorsion, la CIA élimine le djihadiste wazir dans l'une des toutes premières frappes de drone au Pakistan, sans en avertir les autorités locales. Malgré ce coup de semonce, le problème des zones tribales reste entier et les relations se dégradent avec Islamabad.

Forte de cette relative tolérance pakistanaise qui va peu à peu se muer en soutien actif, la direction des Talibans parvient à se restructurer sous la forme d'un haut conseil (*Rahbari Choura*) qui prend l'habitude de se réunir dans la ville de Quetta, au Baloutchistan, une autre province semi-rebelle, le long de la frontière afghane. La Choura est placée sous l'autorité du mollah

Omar, et réunit d'ex-leaders talibans, tels le mollah Baradar, qui avait en vain cherché à négocier son retour auprès des Américains en 2002. Par-delà cette vieille garde de l'ancien régime, on retrouve d'autres groupes, à l'instar du « réseau Haqqani » du nom d'une famille de contrebandiers, propriétaires d'une madrassa au Waziristan et qui avaient joué un rôle clé dans le djihad afghan des années 1980. Les Haqqani montent leur propre Choura dans les zones tribales dès 2002, avant de se rallier progressivement à Quetta. Parmi ceux qui rejoignent l'insurrection se trouvent aussi Gulbuddin Hekmatyar, figure de proue de la lutte contre les Soviétiques qui s'était tardivement rallié aux Talibans à l'époque de la guerre civile et reprend ainsi le maquis après l'invasion américaine[8]. Enfin, un peu partout en Afghanistan même, on assiste à l'émergence plus ou moins spontanée de différents « fronts » (*mahaz*) locaux, relativement indépendants les uns des autres, constitués chacun de quelques centaines à quelques milliers de combattants, plus ou moins permanents, n'ayant pas trouvé leur place dans le nouvel Afghanistan d'Hamid Karzaï[9].

À la fin 2006, les effectifs de l'insurrection sont estimés à environ 20 000 individus, dont 2 000 combattants étrangers. Dix-huit mois plus tard, on parle de 30 à 40 000 hommes. Les deux tiers seraient des « guérilleros à temps partiel », attirés en partie par les rétributions financières[10]. Cette croissance se traduit toutefois par une montée en gamme tactique très nette grâce, entre autres, à l'aide d'une expertise extérieure venue de groupes armés « cachemiris » qui rejoignent la lutte par solidarité islamique et surtout par l'entremise de l'Inter-Services Intelligence (ISI), service de renseignement pakistanais qui accentue son soutien aux Talibans dès 2005[11]. Ceux-ci améliorent ainsi leur discipline militaire, planifiant leurs opérations à partir de renseignements précis et l'étude des modes d'action adverses. Ils apprennent à exploiter le terrain, profitant par exemple des fossés d'irrigation pour se déplacer à couvert. Ils bénéficient enfin, *via* al-Qaida, des transferts de compétences d'autres

théâtres. On voit ainsi apparaître en Afghanistan les mêmes engins explosifs improvisés (IED) qui ont fait le succès de Zarkaoui en Irak, ainsi que les attentats-suicides, particulièrement prisés par le réseau Haqqani dès 2005, et dont le nombre passe de 22 en 2005 à 139 en 2006, puis 160 en 2007[12].

Un autre indicateur de la dynamique favorable aux insurgés est leur poussée territoriale. Les Talibans consolident d'abord leurs bases dans le sud du pays, en particulier dans les provinces de Kandahar et du Helmand[13], avant de progresser vers le nord-est, appliquant des méthodes bien connues en matière de guerre révolutionnaire : l'envoi de cadres politiques et le travail de propagande. Les Talibans s'adressent ainsi aux villageois par le biais de « lettres nocturnes » (*shabnamah*), accrochées aux arbres, aux murs des bâtiments publics ou devant les mosquées. Elles peuvent être lues à haute voix et ainsi toucher toutes les couches de la population, y compris les illettrés. Les *shabnamah* exhortent à la résistance, autant qu'elles menacent ceux qui coopèrent avec le gouvernement de Kaboul, comme en atteste cette lettre reçue dans la province de Kandahar à la fin 2003 :

> Message aux moudjahidines de la Nation afghane ! Vous avez beaucoup servi l'Islam tout au long de l'Histoire et avez vaincu de nombreux infidèles venus du monde entier. Certains de vos ancêtres […] sont devenus des héros en les combattant. Aujourd'hui, des valets des Américains souillent l'honneur des Afghans. Heureusement, vos enfants, les Talibans et ceux qui ont gardé la foi, luttent contre les mécréants et servent l'Islam. […] Les Talibans ne veulent pas tuer des civils mais malheureusement de pseudo-Afghans soutiennent nos ennemis. Les infidèles cherchent à monter les Afghans les uns contre les autres et, au nom de la chasse aux Talibans, attaquent tout le monde, détruisent vos maisons et les madrassas. […] Une

> nouvelle fois, nous vous exhortons à ne pas soutenir les non-musulmans ou vous aurez à en assumer l'entière responsabilité[14].

Dans leur travail de sape du nouvel État afghan, les Talibans ciblent tous les relais du pouvoir : les forces armées et de police, les gouverneurs et chefs de districts, les juges, mais aussi les enseignants, les travailleurs sociaux sous contrat avec l'ONU ou l'USAID ainsi que les chefs traditionnels (*maleks*) collaborant avec le gouvernement. Les écoles, en particulier celles destinées aux filles, sont fréquemment attaquées[15]. Parallèlement, les Talibans nouent des accords locaux autorisant l'ouverture d'écoles privées à condition de dispenser un enseignement compatible avec leur idéologie[16]. Car la stratégie de l'insurrection ne vise pas uniquement à détruire. Les Talibans se substituent à l'État en installant leur propre organisation : dès 2008, ils disposent ainsi de « gouverneurs » (*walis*) dans 33 des 34 provinces du pays, et de « chefs de district » dans 180 des quelque 400 districts. C'est aussi sous leur autorité que sont prélevées les taxes islamiques, dont l'assiette est clairement établie par la charia : la *zakat*, sur le patrimoine, et l'*ushr*, sur les revenus agraires[17].

Mais c'est à travers leur justice que les Talibans s'imposent à une société travaillée par un important contentieux foncier. Dès 2004-2005, ils envoient des juges islamiques (*cadi*), formés dans les madrassas pakistanaises, pour rendre la justice dans les villages de façon itinérante. S'ils sont placés sous l'autorité du *wali* taliban, les *cadis* ne lui sont pas soumis dans leurs jugements. Directement gérés par la Choura de Quetta, ils sont régulièrement évalués et réaffectés afin qu'ils ne se lient pas trop à la population ni ne s'exposent aux pressions ou à la corruption. Ils sont aussi en charge de faire respecter le code de conduite de l'insurrection (*lahya*) et de sanctionner les combattants s'étant mal comportés. Peu onéreuses, aisées d'accès et réputées peu corrompues, les cours de justice talibanes

deviennent une institution populaire clé dans la bataille de la gouvernance[18].

Beaucoup a été dit sur le rôle du trafic d'opium dans le financement des Talibans. La culture du pavot est en effet ancienne en Afghanistan, avec une insertion dans les réseaux de trafic d'héroïne remontant à la fin des années 1970. Après leur arrivée au pouvoir, les Talibans s'étaient montrés d'abord hostiles à ce commerce *haram* (interdit), espérant ainsi s'attirer les bonnes grâces de la finance islamique. Mais leur attitude évolue après leur retour à la clandestinité vers une plus grande tolérance à l'égard d'une culture prisée par les paysans pour sa rentabilité sans égale – 17 fois supérieure à celle du blé par exemple. Entre 2002 et 2008, la production d'opium en Afghanistan s'accroît de 50 % par an[19]. Si l'explosion de l'offre pose un enjeu majeur à la lutte contre la drogue, les preuves d'une implication directe des Talibans dans le trafic sont maigres, au contraire de celles mettant en cause les potentats du régime de Kaboul. De fait, une étude interne menée en 2006 estime que l'opium n'alimente les revenus de l'insurrection que dans la mesure où celle-ci prélève la taxe foncière sur les cultures[20]. Les Talibans ne toucheraient pas plus de 50 à 100 millions des 3 à 4 milliards de dollars (35 % du PIB du pays) de la valeur globale de la production afghane.

Le paramètre pakistanais

À partir du milieu des années 2000, il apparaît de plus en plus clairement que la dégradation de la situation en Afghanistan est indissociable de l'évolution en cours au Pakistan. L'arrivée massive de Talibans dans les zones tribales, les raids de l'armée pakistanaise et la multiplication des frappes de drones américains ont conduit les populations pachtounes de la province du Nord-Ouest à se soulever, notamment au Waziristan où, après la mort de Nek Mohammad, émerge un mouvement

baptisé Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP). Ces Talibans pakistanais se placent en 2007 sous la férule d'un jeune chef, brutal et charismatique, Baitullah Mehsud. À partir de cette date, ce dernier s'attaque de plus en plus directement aux forces de sécurité locales qui multiplient les revers et se replient vers les centres urbains[21].

Si le TTP est avant tout un mouvement pachtoune localisé, il n'en dispose pas moins de relais puissants au cœur même de la société pakistanaise, y compris dans l'armée, qui s'est islamisée massivement depuis la dictature de Zia ul-Haq dans les années 1980. Bien qu'ayant reçu en 2004 le titre d'« allié majeur hors OTAN » des États-Unis, le Pakistan est alors l'un des pays au monde où l'idéologie djihadiste et l'antiaméricanisme sont les plus répandus. Depuis le 11 Septembre, le général Musharraf y est de plus en plus critiqué pour sa coopération avec les Américains. Parmi les dizaines de milliers de mosquées et de madrassas, l'une des plus virulentes est la Mosquée rouge à Islamabad. En juillet 2007, des heurts éclatent entre les forces de sécurité et des étudiants islamistes qui se réfugient dans le bâtiment et s'y barricadent, conduisant la police à imposer un très médiatique « siège » qui se prolonge une semaine durant. Les remous au sein de la société pakistanaise sont puissants alors que l'avion présidentiel évite de peu un missile tiré par des rebelles disposant de complicités dans l'armée. La puissance nucléaire la plus instable au monde semble alors au bord du gouffre[22].

Le régime de Musharraf vacille. Celui qui était arrivé au pouvoir en 1999 après la guerre du Kargil contre l'Inde ne semble plus en mesure d'assurer la sécurité du pays. Sous la pression internationale, une transition s'amorce et des élections présidentielles sont prévues début 2008. Tous les espoirs de la communauté internationale reposent sur le retour de l'ancienne Premier ministre, Benazir Bhutto, alors en exil. Élégante et cultivée, diplômée d'Oxford et de Harvard, cette icône politique incarne aussi les complexités pakistanaises : fille d'un président assassiné dans un complot

militaire, elle ne fait pas mystère de sa volonté de réformer l'armée et les renseignements, tout autant que de lutter contre la talibanisation. Malgré la protection que disait lui garantir Musharraf, la femme d'État est assassinée le 27 décembre 2007 à Rawalpindi dans une attaque-suicide. Le chef des opérations d'al-Qaida en Afghanistan revendique aussitôt l'attentat, mais l'enquête officielle pointe la responsabilité de Baitullah Mehsud et du TTP.

La mort de Benazir Bhutto n'empêche pas la victoire de son parti aux élections. C'est son veuf et conseiller, Asif Ali Zardari, qui devient président. Toutefois, l'appareil sécuritaire est loin de le laisser appliquer l'ambitieux programme de feu son épouse. Moins de trois mois après son entrée en fonction, un commando d'une dizaine de djihadistes issus d'un groupe cachemiri lié à l'ISI s'infiltre par bateau dans la grande ville portuaire de Bombay, en Inde. Les 28 et 29 novembre 2008, ils attaquent une dizaine de sites : une station de métro, une gare ferroviaire, le siège de la police, un restaurant, deux hôtels touristiques ainsi qu'un hôpital et une synagogue. 188 civils dont 28 étrangers sont tués devant les caméras du monde entier. Alors que l'Inde mobilise ses troupes à la frontière et que l'armée pakistanaise est placée en alerte rouge, nombreux sont ceux qui craignent que le terrorisme islamique ne soit finalement parvenu à déclencher un conflit potentiellement apocalyptique entre les deux puissances nucléaires[23].

Pendant ce temps, sur le « front ouest », le TTP ne cesse de gagner du terrain. En 2008, le mouvement lance une offensive pour s'étendre au-delà du Waziristan : il s'empare de la vallée de Swat, province paisible surnommée autrefois la « Suisse de l'Orient » pour son paysage alpestre et ses stations de sport d'hiver. Il y interdit l'instruction pour les filles, la musique, le cinéma et la photographie, multipliant les exactions. Au début de l'année 2009, l'ONU estime à près d'un demi-million le nombre de réfugiés fuyant les combats[24]. Si l'armée monte une contre-offensive qui permet la reconquête de Swat, Islamabad ne semble pas se résoudre à

abandonner un double jeu qui tourne pourtant dangereusement à la schizophrénie. Alors que le pays est plongé dans la guerre civile et poussé au bord du précipice nucléaire, l'ISI demeure déterminé à accroître son aide aux Talibans afghans. Pour sécuriser ce soutien, ces derniers font mine de se dissocier des actions du TTP et des groupes djihadistes renégats au Pakistan même. Dans ce jeu trouble, les stratèges pakistanais paraissent convaincus de pouvoir maîtriser l'escalade.

Les Occidentaux dans l'impasse

C'est bien à une escalade que l'on assiste de l'autre côté de la frontière. L'année 2008 est particulièrement meurtrière : au moins 2 000 civils afghans perdent la vie, dont les deux tiers de la main des Talibans. La FIAS paie également un lourd tribut avec près de 300 tués et plus d'un millier de blessés. Contrairement à l'Irak, les Américains ne représentent cette fois que la moitié des pertes. Les Britanniques, qui ont déployé 4 500 hommes dans le Helmand, sont confrontés à une violente opposition qui les contraint à abandonner sous le feu plusieurs positions trop exposées[25]. La France aussi est frappée de plein fouet par la dégradation de la situation. Répondant à l'appel américain au sommet de l'OTAN de Bucarest en faveur d'un effort supplémentaire des alliés, Paris décide d'envoyer en Afghanistan un groupement tactique supplémentaire d'un millier d'hommes, portant son contingent à 3 000 soldats. Les nouvelles unités sont déployées le 1er juillet 2008 dans la province de Kapisa et dans le district adjacent de Surobi. Cette zone de l'est du pays, à la superficie réduite – la taille du département des Yvelines – et peuplée de quelque 400 000 Afghans, pachtounes pour l'essentiel, constitue aussi un axe stratégique, le seul permettant de rallier le nord du pays à la frontière pakistanaise en évitant Kaboul. L'insurrection, qui connaît l'importance de ces vallées pour y avoir beaucoup combattu les

Soviétiques dans les années 1980, y est solidement implantée, à travers notamment les bandes du Hezb-e Islami de Gulbuddin Hekmatyar.

Les Français, qui, à l'exception des forces spéciales et de quelques équipes d'instructeurs, s'étaient jusqu'alors concentrés sur Kaboul, vont vite découvrir à leurs dépens la réalité du théâtre afghan. Le 18 août 2008, une section du 8e régiment parachutiste d'infanterie de marine, partie reconnaître un col à 1 900 mètres d'altitude dans la vallée d'Uzbin, tombe dans une embuscade. Différentes factions locales se sont réunies pour attaquer. À 15 h 45, les insurgés ouvrent le feu depuis les crêtes alentour, faisant tout de suite plusieurs blessés parmi les parachutistes qui sont contraints de s'immobiliser pour se mettre à couvert. Pendant les quatre heures qui suivent, les 23 hommes commandés par l'adjudant Gaëtan Évrard essuient le feu et l'assaut ennemi. Les combattants sont trop imbriqués pour recevoir l'appui des mortiers en contrebas ou de l'aviation américaine qui tente malgré tout plusieurs frappes à partir de 20 heures. Les combats se prolongent toute la nuit jusqu'à l'aube. Au bilan, 10 Français sont tués, l'un d'entre eux est retrouvé égorgé sur le champ de bataille[26].

La France, dont le Premier ministre, François Fillon, disait encore en avril qu'elle n'était « nullement en guerre en Afghanistan[27] », se réveille le 19 août avec le goût amer de la réalité. Elle n'est pas la seule : en 2008, le Danemark perd 13 de ses soldats dans le pays, le Canada 32 et le Royaume-Uni 51. L'Alliance atlantique elle-même se craquelle sous l'effet de la guerre alors que les opinions publiques se retournent les unes après les autres[28]. Face à ce risque de délitement, la Maison-Blanche n'a pas le choix, elle doit reprendre la guerre en main. Entre 2004 et 2007, l'Afghanistan avait été presque entièrement éclipsé par l'Irak. Ainsi que le raconte un haut fonctionnaire de l'administration Bush à l'époque, « à chaque fois que quelqu'un au sein de l'administration soulignait que la situation en Afghanistan empirait, on lui répondait que celle en Irak allait

bien pire encore[29] ». Cet axiome cesse de se vérifier en 2008 lorsque la situation se redresse à Bagdad et continue de se dégrader à Kaboul.

Le 17 septembre, alors qu'il ne lui reste plus que trois mois à la tête du pays, George W. Bush demande au National Security Council (NSC) de préparer une revue complète de la stratégie afghane sur le modèle du rapport interne qui avait débouché sur le *surge* en Irak. Déjà, l'idée d'appliquer en Afghanistan les méthodes irakiennes se répand, en même temps que les zélateurs et disciples de la contre-insurrection gagnent du terrain. Le général Petraeus, revenu « victorieux » d'Irak et désormais surnommé, non sans ironie, « King David » par certains observateurs, vient d'être nommé à la tête du Central Command, état-major opérationnel supervisant tout le « grand Moyen-Orient », de l'Égypte au Pakistan, dont les deux guerres d'Irak et d'Afghanistan. Il prône naturellement sur ce dernier théâtre la mise en œuvre de la même stratégie qu'il a menée en Irak, centrée sur la gouvernance et la population[30].

Au NSC, c'est le général Douglas Lute qui est chargé d'élaborer un nouveau plan. Pour ce faire, il s'appuie sur une petite équipe de chercheurs civils dont Eliot Cohen de l'université Johns Hopkins, Dave Johnson de la RAND Corporation, et Mary Beth Long, une juriste du Pentagone spécialisée dans le narcotrafic. Après plusieurs semaines d'entretiens à Washington et en Afghanistan, le groupe de travail remet son rapport. Les quatre experts constatent tout d'abord, en accord avec la communauté du renseignement, une nette montée en gamme de l'insurrection qu'ils associent à une aide grandissante des services pakistanais. Selon eux, cette aide repose avant tout sur la conviction d'un inévitable retrait à terme des États-Unis : il sera alors primordial pour Islamabad de disposer d'un partenaire sûr et anti-indien sur son flanc ouest. Il est par conséquent crucial d'accentuer la pression sur le Pakistan pour changer sa politique d'asile stratégique des Talibans. Dans cette perspective, le document recommande aussi de renouer avec la politique de frappe de drone dans les zones tribales.

Mais parallèlement au problème du sanctuaire, le rapport Lute fustige la stratégie de la FIAS et sa chaîne de commandement illisible. Il décompte « 10 guerres » différentes menées en parallèle dans le pays : le contre-terrorisme des Américains, la stabilisation des Européens, la lutte contre la drogue, l'aide à la reconstruction, la formation des forces locales, etc. Pour Eliot Cohen, peu confiant dans la capacité de l'OTAN à mettre en œuvre une stratégie cohérente, « il est urgent de réaméricaniser la guerre[31] ». Encouragé par Petraeus, le général David McKiernan, commandant de la FIAS, a pour sa part d'ores et déjà réclamé une rallonge de 20 000 soldats américains pour l'Afghanistan. Il est toutefois trop tard pour que George W. Bush tente de sauver l'aventure militaire commencée au début de son premier mandat. Cette responsabilité devra incomber à la nouvelle administration démocrate, qui prend ses fonctions à la fin du mois de janvier 2009.

Une contre-insurrection à reculons

Autant Obama a mené sa campagne pour un désengagement rapide d'Irak, autant il a cherché à donner des gages à l'appareil de sécurité nationale en désignant d'emblée l'Afghanistan comme une « guerre de nécessité », à laquelle l'Amérique devait consacrer tous ses efforts dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. À peine s'est-il installé dans le Bureau ovale que le nouveau président nomme Bruce Riedel pour entreprendre une révision de la stratégie américaine en Afghanistan. Cet ancien analyste de la CIA a connu la région dans les années 1980, à l'époque où les États-Unis soutenaient le djihad antisoviétique[32]. Reconverti en expert du terrorisme dans le milieu des think tanks, il a conseillé l'équipe de campagne d'Obama. Il rend sa copie au début du mois de mars : un rapport secret dont un résumé de six pages est présenté au public sous le titre de *Livre blanc*

sur la politique américaine en Afghanistan et au Pakistan[33]. Les deux pays sont désormais systématiquement réunis dans le jargon washingtonien sous le terme « Af-Pak », comme pour souligner leurs connexions inextricables. Riedel formule une quinzaine de recommandations dont la toute première est « l'exécution d'une stratégie civilo-militaire intégrée de contre-insurrection ». L'euphorie du succès irakien a rendu la nouvelle doctrine pratiquement incontournable à Washington.

Malgré l'alternance politique, Obama a choisi de conserver Robert Gates à son poste de secrétaire à la Défense, assumant ainsi une continuité avec le tournant opéré fin 2006 dans la gestion militaire de la guerre contre le terrorisme. Le pragmatisme de Gates, sa modestie quant aux objectifs à atteindre en Irak et en Afghanistan conviennent bien à un nouveau président soucieux de trouver une porte de sortie honorable aux guerres de son prédécesseur. Suivant les recommandations de l'amiral Mullen, chef d'état-major des armées, Gates décide de remplacer le général McKiernan, dont l'esprit est alors jugé « trop conventionnel ». Son successeur n'est autre que Stanley McChrystal. Commandant du Joint Special Operations Command (JSOC) de 2003 à 2008, il avait été l'homme de la transformation des forces spéciales en une machine à éliminer les cadres d'al-Qaida, à commencer par Abou Moussab al-Zarkaoui. Pour autant, sa fiche de mission en Afghanistan dépasse le seul démantèlement d'une organisation clandestine. Il s'agit bel et bien de *nation building* : créer de toutes pièces un appareil régalien afghan, légitime aux yeux de sa population et capable de sécuriser lui-même son territoire contre les groupes insurgés qui lui contestent sa souveraineté.

Dès que McChrystal est confirmé par le Sénat en juin 2009, il entame une nouvelle revue stratégique – la troisième en un an. Pour ce faire, il réunit de grands noms déjà associés au *surge* irakien, dont le néoconservateur Fred Kagan, auteur du rapport de l'American Enterprise Institute en 2006, ainsi que d'autres experts américains et étrangers[34]. Le

21 septembre, McChrystal expose le fruit de cette réflexion : il recommande effectivement un *surge* sur le modèle de l'Irak. Conscient de l'impossibilité de contrôler un pays une fois et demie plus vaste avec deux fois moins de troupes – 68 000 soldats américains contre plus de 130 000 en Irak à la veille du *surge* –, il propose de concentrer les efforts sur 80 des 400 districts que compte le pays. Dans ces « zones clés », McChrystal espère pouvoir renverser la tendance et, de là, étendre la pacification suivant la vieille tradition coloniale de la « tache d'huile[35] » invoquée par Gallieni dans sa conquête de Madagascar.

Le 8 octobre 2009, McChrystal présente trois options au président dans la *Situation Room* du National Security Council : seule l'option haute, un renfort de 80 000 hommes, permettrait selon lui de garantir le succès du plan. Néanmoins, conscient des contraintes budgétaires liées à la crise et de l'usure des effectifs après sept ans de guerre, il s'oriente lui-même vers une solution médiane à 40 000 soldats américains, renforcés d'un surplus de contingents européens. Enfin, il évoque une option minimale à 10 000 hommes qui ne permettrait selon lui que de retarder sans l'empêcher l'effondrement du pays[36]. Obama hésite. Si son secrétaire à la Défense, et la majorité de ses généraux les plus influents tels que Petraeus, Mullen ou l'amiral McRaven, patron des forces spéciales, souscrivent à l'analyse de leur camarade, d'autres sont plus sceptiques. C'est notamment le cas de son conseiller à la sécurité nationale, Tom Donilon, et surtout du vice-président Joe Biden, qui compare alors volontiers Obama à Kennedy, qui s'était vu forcer la main par les militaires peu après son arrivée pour autoriser le débarquement de la baie des Cochons à Cuba en avril 1961. Ancien sénateur du Delaware, ex-poids lourd de la commission des Affaires étrangères, Biden n'a jamais cru à la possibilité de stabiliser un pays par la contre-insurrection et considère le *surge* comme « politiquement insoutenable[37] » à l'heure où l'Amérique est plongée dans la pire récession depuis près d'un siècle.

Obama se résout finalement à un entre-deux ambigu. Dans un discours prononcé à l'académie militaire de West Point le 1er décembre 2009, il annonce qu'il enverra 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan, mais ajoute dans le même souffle qu'il entend commencer à les retirer dès le printemps 2011[38]. Si cet engagement vise naturellement à rassurer une opinion lasse de la guerre et un Congrès inquiet du puits sans fond des dépenses militaires, il envoie un message contradictoire aux acteurs régionaux. D'Hamid Karzaï à Ashfaq Kayani – le chef d'état-major pakistanais désormais en charge de la politique de l'autre côté de la ligne Durand –, nombreux sont ceux qui estiment que la seconde partie de cette déclaration annule l'effet de la première. L'affichage d'une date butoir, quel que soit le résultat obtenu par l'envoi des renforts, instaure en effet un compte à rebours qui ne peut que peser négativement dans les calculs des populations, et inciter l'insurrection à temporiser suivant un vieil adage afghan : « Vous avez les montres, nous avons le temps[39]. »

En attendant, McChrystal se donne tous les moyens de prendre autant d'avance que possible. L'une de ses premières mesures dès l'été 2009 est d'exiger une réduction drastique des pertes civiles, libellées dans le jargon militaire sous l'euphémisme de « dommages collatéraux ». En effet, avec le durcissement des combats, les soldats de la FIAS n'ont cessé d'accroître l'usage de leur puissance de feu. En juillet 2008, une fête de mariage dans la province du Nangharar est prise par erreur pour un regroupement de Talibans, provoquant la mort de 47 civils. Le mois suivant, 90 personnes, dont une majorité d'enfants, sont tuées par un bombardement aveugle à Azizabad, dans l'ouest du pays. Les Américains ne sont pas les seuls responsables : à Kandahar, un convoi militaire canadien mitraille un taxi parce qu'il n'avait pas pris ses distances de sécurité, tuant un jeune couple et ses deux enfants[40]. Et en septembre 2009, le colonel allemand Georg Klein ordonne une frappe aérienne qui fait une centaine de morts civils, provoquant un scandale en Allemagne, où certains dénoncent le premier

crime de guerre perpétré depuis la Seconde Guerre mondiale[41]. L'affaire prend de telles proportions qu'elle débouche sur la démission du chef d'état-major de la Bundeswehr et du ministre de la Défense.

Ces violences nourrissent la propagande des Talibans, et ce même si ces derniers sont responsables de deux à quatre fois plus de morts civils que la coalition[42]. Soucieux de se dissocier de telles tragédies, le président Karzaï désavoue lui aussi de plus en plus fréquemment la FIAS et les Américains avec lesquels la tension ne cesse de s'accroître. Il n'en paraît que plus impuissant à contrôler la guerre qui ravage son pays. La campagne présidentielle de 2009, qui débouche sur une victoire fragile de Karzaï, est aussi l'occasion de frictions de plus en plus dures avec Washington. Le président afghan fustige désormais dans de longues diatribes chaque bavure de la même coalition qui l'a pourtant amené au pouvoir et lui permet de le conserver. L'ambassade américaine, pour sa part, ne cesse de lui reprocher sa faiblesse politique, mais aussi l'image négative qu'il donne de son gouvernement : l'affairisme de son clan familial est notoire, à commencer par son demi-frère Ahmed Wali Karzaï, impliqué dans le trafic d'héroïne à Kandahar.

McChrystal, lui, se veut exemplaire. « On va perdre cette putain de guerre si on continue à tuer des civils[43] ! » s'exclame-t-il lors d'une tournée d'inspection. Sa première directive tactique concerne précisément la discipline de feu : l'ancien *ranger* exige de ses troupes une « retenue courageuse », c'est-à-dire qu'elles réduisent massivement leurs demandes d'appui aérien et d'artillerie, quitte à prendre davantage de risques[44]. Les résultats se font sentir : alors qu'en 2008 les forces de la coalition avaient provoqué la mort de près de 850 civils (selon les chiffres de l'ONU), ce bilan est presque divisé par deux en 2010[45]. Mais ces nouvelles règles d'engagement sont impopulaires dans les rangs qui s'estiment désormais trop exposés à un adversaire toujours plus agressif. Sur la même période, le nombre de tués au sein de la FIAS passe de 295 en 2008 à 521 en 2009,

puis 561 en 2010[46]. Il en va de même pour les forces de sécurité afghanes qui atteignent le millier de morts en 2009 et près de 1 500 en 2010[47].

Cette stratégie de protection de la population se double d'un effort particulier en matière d'accès aux services de base, notamment dans les 80 « districts clés » identifiés par l'état-major de la FIAS. Bien que concentrées à l'est et surtout au sud, ces zones d'effort suivent la vieille « route en anneau » censée désenclaver le pays, qui était déjà l'axe de contrôle majeur du temps des Soviétiques. Dans la province de Kapisa, dont le district de Tagab est listé comme prioritaire, le contingent français s'essaye aussi à la contre-insurrection. Sous l'influence de l'allié américain, l'armée française redécouvre l'héritage de ses guerres coloniales, longtemps enfoui sous une chape de plomb politique. À l'initiative du général Vincent Desportes, ancien attaché militaire à Washington, paraît la première traduction en français de l'ouvrage de David Galula, encore inconnu dans son pays natal[48]. En 2009, une doctrine dite de « contre-rébellion » est produite par l'armée de terre qui réhabilite des modes d'action oubliés depuis la guerre d'Algérie tels que le « bouclage-ratissage » ou encore la « nomadisation[49] ». La même année, le colonel Le Nen, commandant de la task force *Tiger* en Kapisa, conduit de grandes opérations offensives, mobilisant 800 hommes pour reprendre avec succès la vallée d'Alasay aux forces de Gulbuddin Hekmatyar, moins d'un an après l'humiliante embuscade d'Uzbin[50].

Mais c'est au sud, dans les provinces du Helmand et de Kandahar, que McChrystal a choisi de faire porter l'effort principal. Il s'agit d'y épauler les Britanniques et les Canadiens, aux prises avec une opposition féroce. Dès l'été 2009, les Marines avaient tenté de reprendre pied au Helmand. Avec l'arrivée des premiers renforts du *surge*, McChrystal monte l'opération *Moshtarak* (« Ensemble ») qui mobilise 15 000 soldats étrangers et afghans avec comme but affiché de rétablir l'autorité de l'État afghan dans la zone de Marjah, un bastion des Talibans. McChrystal veut en faire

une opération exemplaire sur le modèle des actions dans l'Anbar en Irak[51]. Il prépare le terrain pendant des semaines au moyen d'une campagne de « communication stratégique », avertissant la presse et la population qu'il entend déployer dans la zone un « gouvernement en kit » directement prêt à l'emploi avec un chef de district, des policiers, mais aussi des administrateurs, des équipes médicales, des conseillers agricoles et des enseignants. Après trois mois de campagne, la stabilisation se fait pourtant toujours attendre. Le nouveau gouverneur, un exilé afghan qui a passé les trente dernières années en Allemagne, manque cruellement de prise sur les enjeux locaux. À Kaboul, Karzaï rechigne à s'impliquer dans la réadministration du district et tarde à envoyer les fonctionnaires promis. Le manque de connaissance préalable du terrain, les bévues politiques locales et la persistance de l'infrastructure clandestine des Talibans permet à ces derniers de se réinfiltrer au fur et à mesure que les troupes se retirent[52].

Les autres opérations de 2010 dans le Sud, notamment à Kandahar où se déploie la 101e division aéroportée, l'ancienne unité de Petraeus à Mossoul, sont du même acabit. Les combats sont durs mais victorieux. En revanche, la transition aux autorités civiles ne suit pas. Les sommes mirifiques dépensées par l'Agence pour le développement international (USAID) – 4 milliards de dollars en 2010, soit un quart du PIB afghan – ne peuvent être absorbées par des zones au tissu social et économique dévasté par des années de guerre. Par ailleurs, la campagne d'assassinats ciblés – au moins 460 en 2010[53] – menée par les Talibans contre les fonctionnaires, les notables et autres « traîtres » à la cause insurgée joue un rôle fortement dissuasif sur ceux qui auraient pu vouloir travailler pour le gouvernement de Kaboul.

Malgré la résilience des Talibans, on aurait tort de croire que le mouvement résiste sans fléchir à la contre-insurrection de McChrystal. Les pertes humaines sont élevées : le chercheur Antonio Giustozzi estime ainsi que le nombre de combattants talibans tués au combat aurait plus que

doublé, de moins de 5 000 en 2007 à plus de 10 000 en 2009 et en 2010. L'élimination systématique des cadres insurgés lors de raids de forces spéciales, ainsi que le recours à des bombardements aériens précis mais intenses ont des effets dévastateurs sur le moral. Enfin, l'implantation durable de la FIAS dans ses fiefs du sud prive l'insurrection d'une source de revenus essentielle. En 2010, la perception de la *zakat* aurait ainsi chuté de plus de 80 % dans les provinces du Helmand et de Kandahar, jadis les plus rentables du pays pour les Talibans.

Mais ce n'est là qu'un des des problèmes auxquels est confrontée l'insurrection. À partir de 2009, des tensions se font jour entre l'ISI et la Choura de Quetta. Les services spéciaux pakistanais craignent que, sous la pression, les Talibans ne soient tentés par une paix séparée avec Karzaï ou même avec les Américains. Hors de question pour Islamabad de laisser un accord se conclure sans être invité à la table des négociations. Aussi, lorsqu'un canal de discussion s'ouvre effectivement fin 2009 entre le Département d'État et un représentant de la Choura, la réponse d'Islamabad ne se fait pas attendre. En février 2010, le mollah Baradar, chef militaire des Talibans, est arrêté par les services de sécurité pakistanais et incarcéré dans une prison de haute sécurité. C'est un coup dur pour le mouvement qui connaît alors de graves dissensions internes. Son émir, le mollah Omar, est gravement malade, et d'autres groupes en profitent pour s'autonomiser à l'instar de la Choura de Miran Shah du réseau Haqqani, ou encore la Choura de Peshawar dominée par Hekmatyar. Ces dissidences semblent largement entretenues par l'ISI qui réduit alors considérablement son soutien financier à la Choura de Quetta. Cet affaiblissement tarde cependant à se concrétiser sur le terrain : malgré l'attrition et le morcellement, l'insurrection démontre chaque jour sa résilience tandis qu'à Washington, on s'agace d'une guerre qui traîne en longueur[54].

« Counter-terrorism plus »

Le 8 juillet 2010, le magazine *Rolling Stone*, icône de la pop culture américaine depuis les années 1960, publie un article au contenu dévastateur. Écrit par un journaliste ayant suivi McChrystal et son équipe pendant plusieurs semaines, « The Runaway General[55] » (« Le général fugueur ») dresse un portrait acerbe d'un état-major en rupture avec son administration civile. Obama y est décrit par les aides de camp de McChrystal comme se désintéressant de l'Afghanistan et Joe Biden comme un politicien « à courte vue ». La sentence est immédiate : l'austère général, moine-soldat de la contre-insurrection, vainqueur de Zarkaoui en Irak, est sèchement sommé de remettre sa démission. Pour le remplacer, le secrétaire à la Défense Robert Gates débauche un autre célèbre parachutiste : le général David Petraeus, prié de quitter le poste de supérieur direct qu'il occupe alors au Central Command pour reprendre les manettes sur le théâtre afghan[56].

Mais l'heure n'est déjà plus à la contre-insurrection. En un an, les opposants à la doctrine Petraeus ont gagné du terrain : l'accroissement des effectifs de l'US Army et du corps des Marines pour rendre possible les *surges* d'Irak et d'Afghanistan a eu de sévères effets d'éviction. En 2009, Robert Gates a dû ainsi renoncer au *Future Combat System*, programme hautement technologique de l'US Army imaginé pour combattre des adversaires de premier rang comme la Chine ou la Russie, au profit d'effectifs additionnels et de matériels plus adaptés à la guerre contre le terrorisme[57]. C'est par exemple le cas des véhicules *Mine-Resistant Ambush Protected* (MRAP), créés pour faire face à la menace des bombes artisanales, et produits à 24 000 exemplaires pour la modique somme de 50 milliards de dollars entre 2007 et 2009[58]. D'aucuns craignent qu'en se dimensionnant pour la contre-insurrection, les forces terrestres américaines n'en viennent à être déclassées en matière d'affrontement classique. Même

la Navy et l'Air Force se sentent menacées dans leurs grands programmes d'avions furtifs F-22 et F-35 ou de destroyers lance-missiles DDG-1000.

Par ailleurs, une part importante de l'institution militaire américaine est demeurée circonspecte quant aux possibilités de succès réels de cette forme d'ingénierie sociale qui paraît si éloignée d'un « cœur de métier » encore perçu comme fondé sur la destruction de l'adversaire par la puissance de feu. Les sceptiques soulignent aussi qu'il est tout bonnement impossible de transformer le soldat américain moyen, peu diplômé et déployé pour un « tour » de quelques mois seulement, en un pacificateur zélé, polyglotte et capable de jouer avec finesse sur les subtilités ethnographiques du théâtre. L'US Army a bien tenté d'y remédier par le recrutement de 3 000 jeunes diplômés en sciences sociales, notamment en anthropologie, pour servir comme experts civils au sein des forces déployées sous le nom de *Human Terrain Teams*. Toutefois, leur incorporation a été sujette à de fortes controverses, aussi bien chez les militaires que dans le monde universitaire, inquiet de se voir ainsi détourné[59]. Mais c'est surtout la perspective d'une guerre trop gourmande en effectifs, ruineuse pour le budget fédéral et sans conclusion en vue qui obsède les décideurs politiques[60].

Soucieuse de se ménager une porte de sortie, l'administration Obama s'est d'ailleurs décidée dès 2009 à rouvrir un canal diplomatique avec les Talibans pour discuter d'une éventuelle réconciliation. C'est au diplomate Richard Holbrooke, ancien négociateur des accords de Dayton en ex-Yougoslavie, qu'échoit cette tâche en tant que représentant spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan. Ce personnage haut en couleur, bon vivant et hyperactif, est convaincu de l'importance d'ouvrir des pourparlers au moment où la pression militaire américaine est maximale. Après de longs mois de laborieux tâtonnements, un dialogue se noue finalement avec Tayeb Agha, un proche du mollah Omar, qui débouche sur une première rencontre à Munich en octobre 2010 – le Qatar et l'Allemagne ayant servi de médiateurs. Il n'est toutefois encore question que de mesures de confiance,

à l'instar d'échanges de prisonniers. De plus, la mort soudaine de Holbrooke d'une dissection aortique en décembre 2010 et les querelles intestines au sein de la direction des Talibans après l'arrestation de Baradar ralentissent un processus qui mettra encore dix ans pour donner lieu à un accord.

Au vu de ces évolutions de fond, Petraeus est bien conscient de travailler contre la montre. Pressé de montrer l'efficacité de son action, il délaisse le patient travail de contre-insurrection amorcé par McChrystal, tel qu'il le recommandait lui-même dans son manuel, pour se concentrer sur l'usure de l'appareil politico-militaire taliban en multipliant les frappes aériennes, pour partie via des drones, et les raids de forces spéciales contre les cadres insurgés. Conduites le plus souvent de nuit, ces missions *kill or capture* ont été introduites en 2007 sur le modèle élaboré en Irak lors de la traque de Zarkaoui. Avec l'arrivée de Petraeus, la machine tourne à plein régime : entre la fin mai 2010 et la mi-février 2011, pas moins de 2 600 combattants talibans et 750 « cadres dirigeants » ou spécialistes (*walis*, *cadis*, chefs militaires, artificiers, etc.) sont tués par les forces spéciales au rythme effréné de plus de 600 raids par mois[61] !

Cette campagne d'attrition révèle un changement d'approche dans la guerre contre le terrorisme. Depuis la fin 2009, Joe Biden s'était fait l'avocat d'une stratégie alternative, moins dispendieuse que la contre-insurrection. Le « contre-terrorisme plus », selon la formule du vice-président, vise à renoncer aux volumineux effectifs de stabilisation pour se focaliser sur une mission de renseignement et de ciblage par drones ou forces spéciales. Le « plus » consiste à doubler ces actions directes par une mission d'assistance à la sécurité des pays partenaires sous la forme de petits contingents de conseillers. Il ne s'agit donc plus d'entrer dans le détail du processus de pacification, mais d'affaiblir autant que possible l'adversaire en attendant que le gouvernement local soit assez fort pour prendre le relais. S'il ne l'était pas, le format de la mission, calibré pour

durer à un coût raisonnable, devrait permettre aux forces contre-terroristes de « tondre indéfiniment la pelouse[62] » du djihadisme, sachant pertinemment que la mauvaise herbe continuerait à repousser sur le terreau de l'idéologie et des mécontentements.

Ce que l'on appelle bientôt la « doctrine Biden » ne se limite pas à l'Afghanistan. Les zones tribales pakistanaises, identifiées comme le centre névralgique du commandement insurgé, sont bientôt ciblées beaucoup plus systématiquement au moyen de drones RQ-1 Predator et de leur successeur, le plus puissant RQ-9 Reaper. Ces raids aériens passent de 36 en 2008 à 52 en 2009, puis 122 en 2010, avant de retomber à 70 en 2011[63]. Plus d'un millier de Talibans afghans et pakistanais, dont le leader du TTP, Baitullah Mehsud, sont tués, mais aussi une centaine de civils, entraînant une hostilité grandissante des autorités pakistanaises envers les États-Unis. Ainsi le tir d'un missile sur le village de Datta Khel, au Waziristan, en mars 2011, qui coûte la vie à 44 personnes, dont un nombre important de non-combattants, suscite une vague de manifestations anti-américaines à travers le pays. Les activités clandestines de la CIA ne font qu'empirer les choses. C'est le cas du scandale causé par Raymond Allen Davis, un *contractor* de la CIA, qui, en janvier 2011, tue deux jeunes Pakistanais dans une rue de Lahore, avant d'être interpellé par la police locale. Cette affaire empoisonne les rapports entre les deux pays pendant de longs mois avant que Washington n'obtienne finalement la libération de Davis, moyennant une compensation expiatoire (*diya*) de 3 millions de dollars aux familles des victimes. Mais à peine cet imbroglio est-il démêlé qu'un autre séisme secoue les relations américano-pakistanaises.

Le Trident de Neptune

Dans la nuit du 1er au 2 mai 2011, un commando d'une vingtaine de membres de la Seal Team 6, unité d'élite du JSOC placé ce jour-là sous contrôle opérationnel de la CIA, pénètre clandestinement au Pakistan depuis l'Afghanistan voisin au moyen de deux hélicoptères furtifs de type MH-60 Black Hawk. Ils s'infiltrent jusque dans une banlieue cossue de la ville d'Abbottabad, à 50 kilomètres de la capitale. Le scénario de l'opération *Neptune's Spear* est aujourd'hui bien connu pour avoir été relaté maintes fois et même adapté au cinéma. Dans un terrible fracas, l'un des deux hélicoptères s'écrase dans la cour d'une villa fortifiée, sans pour autant faire de blessés ni mettre en péril l'opération. Les Seals pénètrent dans le bâtiment et, avec la précision de gestes répétés maintes fois à l'entraînement, abattent quatre hommes et une femme. Parmi eux se trouve l'émir d'al-Qaida, l'instigateur des attentats du 11 septembre 2001 devenu l'« ennemi public numéro un » de l'Amérique : Oussama Ben Laden[64].

La trace du « cheikh », terré dans ce bâtiment depuis l'été 2005, a été retrouvée grâce à son messager personnel, un Pakistanais connu sous le nom de guerre volontairement déceptif d'Abou Ahmed al-Koweïti. Sa surveillance conduit finalement la CIA jusqu'à Abbottabad en août 2010. Après neuf mois d'observation attentive de la résidence, les services de renseignement jugent assez probable – à 60 % ! – qu'elle soit celle de Ben Laden. La décision de lancer le raid est prise en haut lieu. Barack Obama lui-même ordonne l'assaut et assume deux décisions cruciales : ne pas prévenir le Pakistan de l'opération et ne pas chercher à s'emparer de Ben Laden vivant[65]. Il endosse aussi le choix d'envoyer une équipe de forces spéciales plutôt que de procéder à une frappe de drone, risqué mais dicté par la nécessité de confirmer avec une absolue certitude l'identité de la cible.

Si l'élimination d'Oussama Ben Laden était un objectif constant de l'administration Bush comme de celle d'Obama, l'annonce de sa mort en ce printemps 2011 tombe à point nommé. Elle permet de masquer les maigres résultats de la contre-insurrection afghane : c'est le triomphe de Biden et de la doctrine contre-terroriste. Nul besoin de conserver 100 000 soldats américains à 10 000 kilomètres de chez eux pour lutter efficacement contre al-Qaida si les drones et les forces spéciales peuvent le faire à moindre coût et avec des résultats plus directs. Le 22 juin, fidèle à sa promesse de West Point, Barack Obama annonce dans une adresse télévisée la prochaine décrue des effectifs militaires américains d'Afghanistan en vue d'un retrait complet en 2014. Le discours sonne comme une proclamation de la fin de l'ère de la guerre contre le terrorisme telle qu'elle avait été engagée par George W. Bush :

> Les informations récupérées de la résidence de Ben Laden démontrent qu'al-Qaida est aujourd'hui soumis à une pression énorme. Ben Laden lui-même s'inquiétait de ce qu'il ne parvenait plus à remplacer ses cadres tués. […] Al-Qaida demeure dangereux et nous devons rester vigilants, mais nous l'avons mis sur le sentier de la défaite et nous ne nous arrêterons pas avant que cette tâche soit achevée. […] En Afghanistan, nous avons infligé de sérieuses pertes aux Talibans dans nombre de leurs bastions. [Mais] nous ne ferons pas de l'Afghanistan un pays parfait. Nous ne patrouillerons pas indéfiniment dans ses rues et dans ses montagnes. C'est la responsabilité du gouvernement afghan qui doit améliorer sa capacité à protéger sa population et transformer une économie marquée par la guerre en une tournée vers la paix. […]
>
> Mes chers compatriotes, cette décennie a été difficile pour notre pays. Nous avons redécouvert le prix de la guerre – près de 4 500 Américains l'ont payé de leur vie en Irak et plus de 1 500

> en Afghanistan. Des milliers d'autres ont été blessés. Certains ont perdu des membres sur le champ de bataille et d'autres combattent encore des démons qui les ont suivis jusque chez eux. […] Par-dessus tout, nous sommes une nation dont la force est ancrée dans ses citoyens, ici même. Depuis dix ans nous avons dépensé 1 000 milliards de dollars pour la guerre, malgré une dette qui s'accumulait et une grave crise économique. Désormais il nous faut investir dans la principale ressource de l'Amérique : son peuple. Américains, il est temps de nous consacrer désormais au *nation building at home* !

Tout le monde n'est pas de cet avis. Pour nombre de spécialistes et stratèges, le seul contre-terrorisme ne peut suffire à endiguer la menace djihadiste internationale. Le secrétaire à la Défense, Robert Gates, se désole de l'état d'esprit d'Obama sur le dossier afghan. Dans ses mémoires, il résume ses pensées amères à la fin mai 2011 : « Le président ne fait plus confiance à son commandant [Petraeus], ne peut pas supporter Karzaï, ne croit pas en sa propre stratégie et ne considère pas cette guerre comme la sienne. Pour lui, il ne s'agit que de se barrer de là[66]. » Tirant les conséquences de ces désaccords, Gates démissionne le lendemain de l'annonce du début de retrait des troupes.

Petraeus quitte pour sa part le commandement de la FIAS ce même été 2011 pour prendre la direction de la CIA en lieu et place de Leon Panetta, nommé au Pentagone. L'arrivée de Petraeus à Langley est alors perçue comme un signal que la guerre contre le djihadisme redeviendrait une mission prioritairement attribuée aux services de renseignement, drones et forces spéciales plutôt qu'aux volumineux bataillons de l'US Army et des Marines[67]. C'est effectivement une page de l'histoire de la guerre de vingt ans qui se tourne en cet été 2011. La mort de Ben Laden, le déclin de la contre-insurrection et le grand retour du contre-terrorisme entérinent la fin

d’une époque. Cette même année cependant, les puissants bouleversements politiques et sociaux nés du « printemps arabe » vont aussitôt insuffler une nouvelle dynamique à cette lutte amorcée dix ans plus tôt.

7

Hydre terroriste ou tigre de papier ?

« Nous ne combattions pas pour Oussama. Nous nous battons pour Allah. Le djihad continuera même si notre émir est mort en martyr[1] ! » Telle est la réaction d'un membre du forum djihadiste Ansar à l'annonce de la mort de Ben Laden. Le commandement central d'al-Qaida ne dit pas autre chose dans son communiqué du 3 mai 2011, dans lequel il félicite « la nation islamique pour le martyr de son fils Oussama » et promet de « perpétuer son exemple sur le sentier de la guerre sainte […] sans fatigue ni ennui, sans désespoir ni résignation, sans faiblesse ni stagnation[2] ». Dans les semaines qui suivent, c'est l'Égyptien Ayman al-Zawahiri qui est, sans surprise, désigné nouvel émir d'al-Qaida. Bien moins célèbre et charismatique que son prédécesseur, le « docteur », alors âgé de soixante ans, semble incarner l'affaiblissement du leadership central de l'organisation[3].

Dans les pays occidentaux, on s'interroge depuis longtemps déjà sur le niveau de dangerosité réel de la mouvance qaïdiste. Dès le milieu des années 2000, le politologue américain John Mueller évoque dans la prestigieuse revue *Foreign Affairs* le « mythe de l'omniprésence de l'ennemi[4] ». Il souligne que, d'un point de vue statistique, un Américain a

plus de chances de mourir noyé dans sa baignoire qu'assassiné par des terroristes. Il chiffre la probabilité pour un de ses concitoyens de périr dans un attentat à 1/80 000. En comparaison, la probabilité d'être tué dans un accident de la route est de 1/106 et celle d'être victime d'une attaque à main armée est estimée à 1/2985. La menace aurait ainsi été largement surévaluée.

Néanmoins, tous les spécialistes ne partagent pas cet avis. *Foreign Affairs* se fait l'écho de ces débats. En 2007, Bruce Riedel, ancien analyste de la CIA et proche de l'équipe de campagne d'Obama, considère qu'al-Qaida demeure un véritable danger pour la sécurité et la stabilité internationales, notamment par sa stratégie décentralisée qui lui permet de développer des franchises à travers le monde6. L'année suivante, une controverse oppose deux experts renommés des études sur le terrorisme : Bruce Hoffman et Marc Sageman. Le premier défend l'idée qu'al-Qaida reste une organisation très menaçante et que l'accent doit être mis sur la lutte contre sa direction centrale en zone afghano-pakistanaise7. Le second voit davantage la nébuleuse qaïdiste comme un mouvement social violent et insiste sur l'émergence d'un djihad décentralisé et « sans leader8 ». Il plaide vigoureusement pour une démilitarisation de la lutte contre le terrorisme et une prise en compte plus importante de la prévention.

Une autre controverse a lieu en 2007-2008. Elle oppose deux personnalités importantes de la mouvance djihadiste internationale : Sayyid Imam al-Sharif – plus connu sous le pseudonyme « Dr Fadl » – et Ayman al-Zawahiri9. Depuis sa prison égyptienne, Sharif écrit un ouvrage intitulé *Révisions : document sur les activités du djihad dans le monde*, dans lequel il se livre à une charge en règle contre l'idéologie et les pratiques d'al-Qaida. Il critique entre autres les attentats du 11 septembre 2001 et, plus largement, les attaques contre les civils. Le bras droit d'Oussama Ben Laden lui répond dans un long texte intitulé *Absolution*. Il défend la violence d'al-Qaida comme seul moyen de protection de l'« *oumma*

agressée de toutes parts[10] ». L'affichage public de ces divisions renforce dans leurs convictions ceux qui pensent qu'al-Qaida est sur la voie d'un inexorable déclin.

Au début des révoltes arabes de 2011, les plus enthousiastes affirment promptement qu'un vent de démocratie va balayer les dictateurs d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, et signer la « mort politique d'al-Qaida[11] ». La disparition de Ben Laden accentue cet optimisme, qui n'est toutefois pas partagé par tous. En France, un ancien analyste de la DGSE note par exemple au lendemain du dixième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 que « le printemps arabe n'est pas l'échec d'al-Qaida [et] pourrait même devenir son nouveau souffle, [pour peu] que les nouveaux régimes tolèrent mieux le djihadisme (en Égypte, en Libye) ou que le chaos lui apporte du sang neuf (en Syrie, au Yémen)[12] ».

À la même époque, les deux auteurs du présent ouvrage rencontrent Gilles de Kerchove, le coordinateur pour la lutte contre le terrorisme de l'Union européenne à Bruxelles. Il les reçoit dans les sous-sols d'un bâtiment moderne et sans âme. Conscient de la persistance de la menace, il avoue cependant avoir le plus grand mal à placer la problématique du terrorisme à l'agenda du Conseil de l'UE, tant les enjeux économiques liés à la crise de la dette dans la zone euro accaparent l'attention. Il déplore également le manque de moyens de sa petite équipe, ce qui lui vaudra plus tard d'être qualifié de « roi nu de l'antiterrorisme européen[13] ».

Ainsi, pendant la période 2006-2011, le terrorisme devient plus diffus, mais il n'est pas éradiqué. Al-Qaida est effectivement attaqué de toutes parts. Toutefois, loin de rendre les armes, le groupe continue à miser sur sa stratégie de décentralisation pour accroître sa résilience. De nouvelles filiales voient le jour au nord du continent africain, puis dans la péninsule arabique qui se révéleront des acteurs majeurs dans la suite de la guerre de vingt ans.

La naissance d'al-Qaida au Maghreb islamique

Les liens entre l'Algérie et le djihadisme international sont anciens. Le nombre d'Algériens ayant participé à la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan dans les années 1980 varie, selon les sources, de plusieurs centaines à quelques milliers[14]. Le retour de ces combattants dans leur pays d'origine a contribué à alimenter la spirale de violence lors de la « décennie noire », guerre civile qui a fait plusieurs dizaines de milliers de victimes, pour la plupart des civils pris en étau entre la violence du Groupe islamique armé (GIA) et la répression de l'armée et des services de sécurité. En 1998, Ben Laden aurait joué un rôle dans la naissance du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) en conseillant à un jeune djihadiste algérien rencontré en Afghanistan, Mokhtar Belmokhtar, de créer une nouvelle organisation distincte du GIA, qu'il juge « plongé dans une dérive criminelle[15] » depuis la mort de son émir, Djamel Zitouni. À l'été 2002, un émissaire d'Oussama Ben Laden, Abou Mohamed al-Yamani, se rend en Algérie dans le but de renforcer les liens avec le GSPC. Il est toutefois repéré et abattu par l'armée algérienne. Cet épisode sème le doute au sein de la direction d'al-Qaida qui se demande si le GSPC n'a pas été infiltré par les services de renseignement.

Il faut plusieurs années pour retisser la confiance entre les deux organisations. Cette période est marquée par une crise interne au GSPC au moment de la guerre en Irak de 2003. L'émir du groupe, Hassan Hattab, un déserteur de l'armée algérienne, concentre son action sur l'objectif avant tout national défini dans la charte du mouvement : « Combattre le régime algérien renégat qui refuse l'application de la charia[16]. » Cependant, une majorité du conseil du GSPC souhaite adopter une approche plus internationale et apporter un soutien aux djihadistes en Irak. En août 2003, Hattab est poussé à la démission. Il est remplacé par Nabil Sahraoui, et

après la mort de ce dernier moins d'un an plus tard, il tente, sans succès, de reprendre la tête de l'organisation[17]. C'est finalement un tenant de l'approche internationale, Abdelmalek Droukdel, qui s'impose comme nouvel émir.

L'internationalisation du GSPC prend plusieurs formes[18]. Elle s'observe d'abord dans la communication du groupe, avec la diffusion de communiqués de soutien aux « frères » de Tchétchénie, d'Afghanistan ou d'Irak. Elle se traduit ensuite par l'envoi de combattants algériens en Irak, où ils côtoient des djihadistes d'autres pays, notamment du Maghreb. Un fichier de 700 combattants étrangers retrouvé par les troupes de la coalition en 2007 montre que si les ressortissants les plus représentés sont les Saoudiens, les Nord-Africains forment quant à eux une cohorte significative[19]. En Algérie même, le GSPC accueille aussi des étrangers, venus du Maghreb et du Sahel pour recevoir un entraînement avant, généralement, de repartir combattre dans leur propre pays[20]. Le groupe se montre également actif dans toute la sous-région à travers des personnalités comme Abderazak « el Para », qui tire son surnom de son passage par les troupes parachutistes de l'armée algérienne. Début 2004, ce dernier s'infiltre avec une colonne de djihadistes au nord du Tchad. Repéré par le renseignement américain, il est toutefois arrêté par des groupes rebelles toubous qui le livrent à la Libye, laquelle l'extradera ensuite vers l'Algérie.

Enfin, le début des années 2000 est marqué par une poussée vers le sud du djihadisme algérien. Après avoir échappé de justesse à une embuscade de l'armée, Mokhtar Belmokhtar, qui commande alors la katiba al-Moulathamin[21] dans le sud saharien, décide de franchir la frontière et de s'installer au Mali voisin. Il s'établit à Lerneb, près de la frontière mauritanienne, où il épouse une femme de la tribu bérabiche des Ould Idriss[22]. Cette alliance matrimoniale permet au djihadiste de bénéficier d'une protection locale et de s'insérer dans les espaces transfrontaliers, où prospèrent les contrebandiers. Plus à l'est, une autre katiba du GSPC

s'installe dans la région de Kidal et Gao. Connue sous le nom de Tarik Ibn Ziyad (conquérant du Maghreb et de l'Espagne au VIIIe siècle), cette brigade est confiée à Abdelhamid Abou Zeid, ancien trafiquant algérien rallié au GIA lors de la guerre civile[23].

En 2003, pour la première fois, le GSPC enlève des touristes étrangers – allemands et autrichiens – dans la zone saharienne. Une rançon de plusieurs millions d'euros est versée pour leur libération[24]. En 2005, autre première, le GSPC conduit une attaque de grande ampleur en Mauritanie. La caserne de Lemgheity est prise pour cible et une vingtaine de militaires sont tués. Ce raid meurtrier a un fort impact psychologique dans l'armée mauritanienne, contribuant pour partie au putsch de 2005 qui renverse le président Ould Taya, au pouvoir depuis vingt ans[25]. Il attire la lumière sur le GSPC en augmentant sa dimension internationale, et favorise ainsi son rapprochement avec al-Qaida.

Dans son message célébrant le cinquième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, Ayman al-Zawahiri annonce le ralliement du GSPC à al-Qaida et lui demande d'être « un os dans la gorge des croisés américains et français[26] ». Droukdel confirme la nouvelle dans un communiqué, précisant qu'après un an de tractations, les membres du GSPC ont prêté allégeance à Oussama Ben Laden et au mollah Omar. En décembre 2006, une attaque à Bouchaoui, près d'Alger, vise une filiale d'Halliburton, entreprise parapétrolière dont le siège se trouve au Texas, comme si le GSPC voulait prouver sa capacité à frapper les intérêts américains. Le 24 janvier 2007, un nouveau communiqué de Droukdel annonce la création de l'organisation d'al-Qaida au Maghreb islamique, plus connue sous l'acronyme AQMI. Cette dernière n'est pas non plus que l'héritière du GSPC. Elle intègre aussi d'autres formations du Maghreb et du Sahel, comme le Groupe islamique combattant libyen (GICL) et ses homologues du Maroc (GICM) et de Tunisie (GICT)[27].

Dans les années qui suivent la création d'AQMI, les attaques se multiplient. Les cibles sont tantôt locales, tantôt internationales. En mars 2007, par exemple, la société russe Stroytransgaz est visée à Aïn Defla, au sud d'Alger. Le mois suivant, le 11 avril, plusieurs attentats-suicides secouent la capitale. Le Palais du gouvernement fait partie des objectifs ciblés par les terroristes. À la même période, Casablanca au Maroc est touchée par des attentats, attribués au GICM. La capitale algérienne est à nouveau frappée en décembre 2007 : deux kamikazes se font exploser à proximité du Conseil constitutionnel et d'un bâtiment de l'Organisation des Nations unies[28].

La France n'est pas épargnée. En décembre 2007, quatre touristes français sont abattus en Mauritanie. La persistance des menaces au Sahel conduit à l'annulation, d'abord temporaire puis définitive, du rallye Paris-Dakar. En juin 2008, un ingénieur français de l'entreprise Razel est assassiné à son tour. En août 2009, l'ambassade de France à Nouakchott est visée par un attentat-suicide. AQMI envisage également de commettre des attentats en Europe, comme le montre sa tentative de recrutement d'un physicien franco-algérien travaillant au Centre européen pour la recherche nucléaire (CERN) installé à Genève. Cet individu se voit proposer de monter une cellule opérationnelle de candidats au « martyre ». Il est arrêté en 2009, avant d'avoir mis ce plan à exécution, et condamné à cinq ans d'emprisonnement, dont un avec sursis, par la justice française[29].

Les années 2008 à 2011 sont enfin marquées par plusieurs prises d'otages qui rendent le Sahel de plus en plus dangereux pour les Occidentaux. Ces actions sont avant tout conçues comme un moyen de financement pour les groupes djihadistes qui parviennent à obtenir de juteuses rançons[30]. Toutefois, certaines attaques ont pour but de tuer. C'est le cas, par exemple, de l'attentat du café Argana à Marrakech, en avril 2011, qui coûte la vie à 17 personnes, dont 8 Français. L'auteur des faits s'est revendiqué d'al-Qaida, même si la direction d'AQMI n'était

vraisemblablement pas au courant de ses intentions[31]. Si Belmokhtar est responsable de la plupart des kidnappings et des attaques, il ne brille pas par son obéissance au commandement d'AQMI. Son émir, Abdelmalek Droukdel, toujours en Algérie, doit ainsi intervenir pour le contraindre à partager les rançons – plusieurs dizaines de millions d'euros au total – avec la bande rivale d'Abou Zeid, engendrant ainsi des tensions au sein de l'organisation[32].

Ces activités sont de plus en plus déstabilisantes pour l'économie de la région : le tourisme saharien, ressource importante pour certaines zones du Niger, du Mali et de la Mauritanie, s'éteint totalement au tournant de la décennie. Les différents pays sahéliens adoptent cependant des attitudes diverses face à cette menace. La Mauritanie, très ciblée depuis 2005, fait figure de « bon élève ». Après un nouveau coup d'État perpétré en 2008 par le général Mohammed Ould Abdel Aziz, un régime fort s'installe dans le pays qui érige la lutte contre le terrorisme en priorité[33]. Le budget de la défense augmentera de 40 % au cours des dix années qui suivent. Malgré la condamnation initiale du putsch par la communauté internationale, le président Aziz se rapproche des Occidentaux pour rééquiper son armée. Avec l'aide de la France et des États-Unis, la Mauritanie développe par exemple une petite aviation de contre-guérilla, renforce son système de renseignement et met en place des groupements spéciaux d'intervention qui sillonnent les vastes étendues désertiques de l'est du pays, parvenant à verrouiller largement le territoire contre les infiltrations venues du Mali ou d'Algérie[34].

Aziz s'engage par ailleurs dans une politique volontariste et originale de dialogue religieux avec des djihadistes emprisonnés. Pour ce faire, le gouvernement coopte des oulémas et autres autorités religieuses issues de l'opposition des Frères musulmans, mais aussi d'anciens djihadistes repentis comme Ahmed Mazid Ould Abdel Haq, proche d'AQMI, et même Abou Hafs al-Mauritani, l'ex-mufti d'al-Qaida qui parvient à quitter l'Iran

où il était en résidence surveillée depuis 2001. Ce dialogue amorcé en 2009 débouche l'année suivante sur la libération de 35 djihadistes. De fait, les attaques se font de plus en plus rares avant de disparaître totalement à partir de 2011[35]. Si d'aucuns en concluent au succès du « modèle mauritanien », d'autres émettent des doutes. Dans la foule de documents retrouvés dans la résidence de Ben Laden à Abbottabad se trouve une lettre aux « frères du Maghreb islamique » datée du 5 mars 2010 qui évoque une « trêve » négociée avec le gouvernement mauritanien : le pays ne serait plus visé, en échange de quoi les djihadistes pourraient l'utiliser comme « base arrière » et recevraient même de Nouakchott une somme de « 10 à 20 millions d'euros par an[36] ». Si l'authenticité de ce document suscite des interrogations, il continue de faire planer une ombre sur la probité du président Aziz et le sens à donner au succès mauritanien[37].

Toujours est-il que l'utilisation d'un territoire comme sanctuaire pour en attaquer un autre n'est pas spécifique à la Mauritanie. Le Mali voisin, sous la présidence d'Amadou Toumani Touré, pratique justement cette politique de non-agression vis-à-vis d'AQMI entre 2005 et 2010, tandis que les djihadistes installés dans la zone de Lerneb et la forêt de Wagadou montent des attaques vers la Mauritanie. Alors que plusieurs responsables politiques maliens sont associés aux négociations pour la libération d'otages, certains y trouvent un intérêt financier en se faisant payer pour leur médiation. La propre femme du président Touré aurait ainsi été repérée après avoir effectué des achats de luxe à Paris avec des billets marqués, destinés au paiement de rançons[38].

Contrairement à la Mauritanie, le Mali ne saisit guère l'occasion pour renforcer un appareil sécuritaire affaibli et surtout accaparé par la rébellion touareg – la quatrième depuis l'indépendance – qui paralyse le nord du pays jusqu'en 2009. Contrainte d'agir face à la montée des périls, la France déploie en secret, cette année-là, la task force *Sabre* du commandement des opérations spéciales. Cette dernière, qui installe son poste de

commandement au Burkina Faso, a pour mission de former les armées de la région au contre-terrorisme, mais se réserve aussi la possibilité d'intervenir pour libérer des otages. Elle tente ainsi un raid en juillet 2010 pour délivrer Michel Germaneau, un ingénieur âgé de soixante-dix-neuf ans, capturé au Niger par les djihadistes. Toutefois, l'opération échoue et l'otage est exécuté. Une autre intervention se solde par un échec : deux jeunes Français kidnappés dans un restaurant de Niamey en janvier 2011 meurent au moment où les forces françaises tentent de neutraliser leurs ravisseurs. Si ces opérations attestent de la volonté de la France et de Nicolas Sarkozy de ne plus céder au cercle vicieux des enlèvements et des rançons, elles démontrent également la difficulté d'endiguer une menace djihadiste qui gagne du terrain dans la bande sahélo-saharienne[39].

La création d'al-Qaida dans la péninsule arabique

Après la création d'AQMI, l'internationalisation d'al-Qaida connaît une nouvelle étape en janvier 2009. À cette date, les partisans d'al-Qaida au Yémen et en Arabie saoudite unissent leurs forces au sein d'al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA). Au cours de l'année précédant cette fusion, les djihadistes du Yémen se sont montrés de plus en plus entreprenants et visibles. Ils ont lancé un magazine électronique en arabe intitulé *L'Écho des batailles* et fomenté plusieurs attaques antiaméricaines[40]. Au premier semestre 2008, des mortiers sont tirés en direction de l'ambassade à Sanaa et d'une résidence où vivent des employés américains. Aucune victime n'est à déplorer parmi les diplomates, mais Washington décide de rapatrier son personnel non essentiel. En septembre, l'ambassade est à nouveau visée, cette fois-ci par un commando lourdement armé : 18 personnes sont tuées, dont une Américaine.

Peu de temps après la création d'AQPA, d'autres attaques sont conduites contre des cibles internationales, en l'occurrence des touristes sud-coréens visitant la province de l'Hadramaout. Surtout, le groupe prouve sa détermination à frapper en dehors des frontières du Yémen. Le 27 août 2009, le vice-ministre de l'Intérieur d'Arabie saoudite, le prince Mohammed Ben Nayef al-Saoud, échappe de peu à un attentat-suicide. Le terroriste réussit à déjouer la sécurité du palais princier en cachant des explosifs dans son rectum. Une technique proche est utilisée quelques mois plus tard dans la tentative d'attentat de Noël 2009 visant un avion effectuant la liaison entre Amsterdam et Détroit. Dans ce cas, des explosifs ont été dissimulés dans les sous-vêtements du terroriste, Umar Farouk Abdulmutallab, un étudiant nigérian, fils d'un ancien ministre, formé par AQPA au Yémen. Après le décollage de l'appareil, le jeune homme de vingt-trois ans parvient à déclencher un départ de feu mais le mauvais dosage des explosifs et l'action des passagers pour le maîtriser l'empêchent de mener à bien son forfait. Malgré cet échec, il s'agit de la première fois depuis Richard Reid en 2001 qu'un djihadiste parvient à s'introduire à bord d'un avion à destination des États-Unis, ravivant en cela la mémoire émoussée des attentats du 11 Septembre. La tentative a notamment pour effet d'accélérer le déploiement des *body scans* dans les aéroports internationaux.

La filiale yéménite d'al-Qaida s'est aussi associée à plusieurs autres attaques ou tentatives d'attentats aux États-Unis au cours de l'année 2009. Le 1er juin, un militaire américain est tué et un autre blessé dans une fusillade devant un centre de recrutement de l'armée à Little Rock dans l'Arkansas. L'enquête révèle par la suite que l'auteur des faits, un Afro-Américain converti à l'islam, s'était rendu au Yémen pendant plus d'un an avant de préparer son attaque[41]. Le 24 septembre, un autre Américain converti à l'islam gare un camion prétendument chargé d'explosifs à proximité d'un bâtiment de l'administration publique à Springfield dans

l'Illinois. Les faux explosifs lui ont été fournis par un agent du FBI opérant sous couverture, lequel cherchait à prendre l'individu en flagrant délit. Si la technique utilisée ici de la « provocation à l'infraction » (*sting operations*) fait l'objet d'un vif débat éthique et juridique – dont les conclusions diffèrent des deux côtés de l'Atlantique[42] –, les renseignements du FBI permettent de révéler que l'auteur des faits s'était rendu en Arabie saoudite au printemps 2008 et ne cachait pas son admiration pour l'un des principaux idéologues d'AQPA : Anouar al-Awlaki.

Né en 1971 au Nouveau-Mexique de parents yéménites, Awlaki est l'un des rares cadres d'al-Qaida à avoir la nationalité américaine. Diplômé en ingénierie de l'université du Colorado, il s'installe à la fin des années 1990 à San Diego en Californie, où il devient imam. Il condamne les attentats du 11 septembre 2001, ce qui lui vaut d'être considéré par le Pentagone comme un représentant d'un « islam modéré », « capable de constituer un pont entre l'Orient et l'Occident[43] ». Pourtant, dès 2002, il fait l'apologie du terrorisme-suicide palestinien de la seconde Intifada et se retrouve inscrit sur une liste de suspects du FBI. Il quitte les États-Unis pour l'Angleterre, avant de rejoindre le Yémen en 2004 où il se rapproche progressivement des djihadistes d'AQPA avant d'intégrer la structure. Il se fait alors connaître pour ses activités de prédication et de propagande en ligne qui parviennent effectivement à inspirer une série d'attaques dans les pays occidentaux[44].

Parmi les individus motivés par les prêches d'Awlaki se trouve Nidal Malik Hasan[45]. Le 5 novembre 2009, ce psychiatre travaillant pour l'armée américaine ouvre le feu sur la base de Fort Hood au Texas et tue 13 personnes. Il s'agit de la première attaque terroriste d'importance sur le sol américain depuis le 11 septembre 2001. Awlaki devient alors une cible prioritaire des États-Unis qui intensifient leur campagne de frappes de drones au Yémen. Il est finalement tué par un missile Hellfire tiré depuis un drone Reaper le 30 septembre 2011, mais son ombre continue de planer

pendant des années sur la mouvance djihadiste internationale. Par exemple, les frères Tsarnaïev – responsables d'un attentat qui fera 3 morts lors du marathon de Boston en 2013 – ont été inspirés par ses sermons qui circulent d'ailleurs encore sur Internet[46].

Dans la frappe qui tue Awlaki périt un autre cadre d'AQPA : Samir Khan. Ce dernier a aussi la nationalité américaine, ce qui ne manque pas de susciter un débat aux États-Unis sur la légalité de ces éliminations extrajudiciaires. Tout comme son frère d'armes, Khan est surtout connu pour ses activités de propagande. Sa principale initiative est d'avoir lancé *Inspire*, un Web-magazine rédigé en anglais et destiné, comme l'indique son titre, à promouvoir le terrorisme d'inspiration qu'appelait déjà de ses vœux Abou Moussab al-Souri quelques années plus tôt. Le premier numéro, publié en 2010, consacre en effet un long article à la stratégie du djihad décentralisé d'al-Souri. Mais la publication joint la théorie à la pratique : un autre texte explique, par exemple, photographies à l'appui, comment « fabriquer une bombe dans la cuisine de votre maman[47] ». Des modes opératoires plus simples sont conseillés dans les numéros suivants. Par exemple, dans le deuxième numéro, un article donne des détails pour faire un maximum de victimes avec un véhicule-bélier, « l'ultime moissonneuse qui fauchera les mécréants[48] », un mode d'action simple et efficace qui démontrera malheureusement sa létalité à plusieurs reprises.

AQPA, toutefois, ne fait pas qu'inspirer les apprentis djihadistes vivant dans les pays occidentaux. Le groupe essaie aussi de conduire lui-même des attaques spectaculaires. Ainsi, en octobre 2010, deux colis destinés à des institutions juives aux États-Unis et contenant des explosifs sont découverts lors d'escales au Royaume-Uni et aux Émirats arabes unis. Peu après, *Inspire* revient sur ce projet – baptisé « opération hémorragie » – qu'il ne considère pas comme un échec. La tentative n'aurait coûté à l'organisation que 4 200 dollars et aurait contribué à intensifier le sentiment d'insécurité aux États-Unis. Pour les auteurs du Web-magazine, le renforcement des

mesures de sécurité finira par ruiner les Américains, déjà affaiblis par la crise économique. Ils appellent en outre à multiplier les petites attaques *low cost*, suivant une stratégie classique de guérilla, déjà revendiquée par Ho Chi Minh durant la guerre d'Indochine et baptisée la « mort par mille coupures[49] ». Al-Qaida n'a certes plus les moyens de faire des milliers de victimes par des attentats sophistiqués au cœur de Manhattan, mais les djihadistes pensent encore pouvoir saigner la première puissance mondiale à petit feu.

2006-2011

Enseignements stratégiques

Fin du deuxième acte. Le rideau tombe sur la mer d'Arabie : à bord du porte-avions *USS Carl Vinson*, après une brève cérémonie religieuse suivant les rites funéraires musulmans, le corps d'Oussama Ben Laden, enveloppé dans un linceul blanc, est immergé. Le chef d'al-Qaida n'aura d'autre sépulture que l'océan, afin d'éviter que sa tombe ne devienne un lieu de pèlerinage pour ses partisans. Il aura fallu près de dix ans à l'Amérique pour éliminer son ennemi numéro un. Mais la vengeance tant attendue arrive bien tard. La guerre contre le terrorisme a depuis lors changé de nature. En s'engageant dans des luttes incertaines contre des guérillas ancrées dans le tréfonds des sociétés irakienne et afghane, l'Amérique a ressuscité les fantômes du Vietnam et, comme à l'époque, Gulliver semble à nouveau empêtré[50].

L'Irak était en 2006 le théâtre le plus préoccupant. Les images récurrentes de GI tués au combat et renvoyés à leurs familles éplorées dans des cercueils drapés des *Stars and Stripes* faisaient planer le spectre de la défaite sur le pays. Contre toute attente, le cours des événements s'est inversé. Cinq ans plus tard, l'infernale spirale de violences a été enrayée et le pays semble en voie de stabilisation, avec une chute de près de 90 % du nombre d'attaques. Ce rétablissement inespéré est dû à la conjonction de

deux facteurs : d'une part, l'effort militaire américain et l'adoption d'une nouvelle stratégie de contre-insurrection ; d'autre part, le changement de dynamique politique lié au ralliement des communautés sunnites qui constituaient la base de recrutement de l'insurrection. L'expérience irakienne démontre qu'avec les moyens suffisants et une stratégie réfléchie, il est possible de stabiliser des régions vacillantes, mais aussi que sans projet politique viable, les prouesses militaires demeurent des victoires sans lendemain. Or, ce projet dépend largement des acteurs locaux : les puissances étrangères ne peuvent guère plus qu'aider à le faire émerger.

C'est précisément cet alignement de facteurs qui, dès le début, a fait défaut en Afghanistan. Après la crise financière de 2008, Washington ne peut plus accepter le coût exhorbitant d'une autre campagne de contre-insurrection de grande ampleur. Élu sur la promesse d'en finir avec les guerres de son prédécesseur, Barack Obama ne veut pas, cependant, concéder une défaite aux Talibans. Mais s'il consent une hausse limitée des effectifs et fait mine d'embrasser la stratégie prônée par McChrystal et Petraeus, il renonce à se doter des moyens de faire émerger une offre politique renouvelée. Bien au contraire, le Président cherche d'emblée à préparer la sortie en présentant un calendrier de retrait. À partir de là, les Talibans n'ont plus qu'à faire preuve de « patience stratégique[51] ». À la guerre comme en politique, les promesses n'engagent pas les adversaires : planifier et annoncer à l'avance le terme d'une guerre risque fort de ne pas produire le résultat escompté.

L'Irak et l'Afghanistan sont les deux abcès les plus purulents de la guerre contre le terrorisme. Ils ne sont pas les seuls. Pour certains experts, la mouvance djihadiste prend la forme d'une « insurrection globale » et chaque nouvelle franchise apparaît comme un foyer insurrectionnel supplémentaire. Tout comme Che Guevara appelait en 1967 à la création de « deux, trois, de nombreux Vietnam » pour asphyxier l'Amérique et le camp occidental, al-Qaida semble vouloir enliser ses adversaires dans « deux,

trois, de nombreux » Irak. Au Yémen comme au Sahel, la nébuleuse de Ben Laden poursuit sa décentralisation en s'imposant comme une « marque mondiale[52] ». Si l'officialisation de chaque franchise est orchestrée comme un « coup de communication », la stratégie d'al-Qaida ne peut être réduite à un artifice de propagande. Le processus d'acceptation dans le giron qaïdiste est le fruit de longues négociations et a des implications opérationnelles, notamment en termes d'internationalisation des cibles.

Il prouve surtout la capacité de la mouvance djihadiste à créer un réseau résilient, soudé par une idéologie commune, tout en s'ancrant dans des problématiques locales. C'est typiquement le cas au Sahel, où les djihadistes algériens, pourchassés par l'armée et les services de renseignement, se sont repliés vers des zones situées dans des États fragiles aux appareils sécuritaires défaillants. Ils ont su y nouer des alliances locales et prospérer. En d'autres termes, la répression algérienne n'a pas éliminé le problème : elle l'a déplacé. Il s'agit là, en quelque sorte, de l'équivalent stratégique d'un principe fondamental de la mécanique des fluides[53] : celui des vases communicants.

Pourtant, en 2011, souffle un vent d'optimisme : le niveau de violence a nettement baissé sur les principaux théâtres de la lutte contre le djihadisme, et l'heure est au retrait des troupes. Dix ans après le 11 Septembre, al-Qaida n'a pas su rééditer un attentat aussi meurtrier. Le terrorisme est de moins en moins perçu comme une menace existentielle et retrouve progressivement son statut de simple nuisance. Ben Laden éliminé, l'Amérique aspire désormais à tourner la page du 11 Septembre et à se focaliser sur les défis d'avenir : la Chine et l'Asie-Pacifique qui s'affirment comme le nouveau centre de gravité de la mondialisation. Anémiée par la crise économique et financière, l'Europe est, elle aussi, lasse de ces conflits sans fin dans lesquels elle a été entraînée par son puissant allié.

Dans ce ciel crépusculaire surgit un éclair qui va raviver le feu de la guerre de vingt ans. Alors que le vent des révoltes arabes souffle à travers

l’Afrique du Nord et le Moyen-Orient, résonne aussi l’écho d’une dernière leçon : la fin d’une guerre ne se décrète pas.

ACTE III

LE DJIHAD FAIT SA RÉVOLUTION

2011-2014

8

La doctrine Obama

« Je suis venu ici au Caire en quête d'un nouveau départ pour les États-Unis et les musulmans du monde entier[1]. » C'est le message de paix que Barack Obama adresse en juin 2009 au monde musulman depuis l'université al-Azhar, l'un des plus hauts lieux de la culture et de l'érudition islamiques. Pas une seule fois le mot de terrorisme n'est prononcé dans ce discours qui se veut l'amorce d'une réconciliation après huit années qui avaient considérablement renforcé l'hypothèse formulée en 1993 par Samuel Huntington d'un « choc des civilisations[2] ». Pour le président américain, qui ne cache pas la confession musulmane de son père kényan, il s'agit au contraire de mettre fin au « cycle de la méfiance et de la discorde » engendré, entre autres, par la politique agressive de son prédécesseur au Moyen-Orient. Derrière le lyrisme rhétorique, le « nouveau départ » atteste bien d'une volonté de tourner la page d'une guerre globale contre la terreur tenue par Obama comme démesurée, aussi bien dans son ambition politique que dans ses moyens militaires. Il n'est plus question de lutter contre le djihadisme en imposant par la force la démocratie et le libéralisme. L'heure est désormais à une approche plus modeste, se concentrant sur le ciblage des réseaux terroristes, et multipliant les offres de partenariats envers les États concernés, tout en leur laissant la responsabilité de leur gouvernance.

Trois ans plus tard, alors qu'il entame en 2012 la campagne en vue de sa réélection, Barack Obama est plus que jamais décidé à tourner la page de la contre-insurrection et à mettre un terme aux guerres irrégulières commencées par son prédécesseur. Dès le mois de janvier, le Pentagone produit une *Defense Strategic Guidance* annonçant que les « forces américaines ne seront plus dimensionnées en vue de pouvoir conduire des opérations de stabilisation ou de contre-insurrection de grande ampleur[3] ». En pleine crise de « séquestration » budgétaire, les dépenses militaires sont réduites de 5 %, et à nouveau de 10 % l'année suivante. Ces coupes concernent pour l'essentiel les effectifs de l'US Army et du corps des Marines, les plus impliqués dans les opérations de stabilisation. Publiée en mars 2014, la nouvelle *Quadrennial Defense Review* achève de fermer cette parenthèse en remisant définitivement la guerre irrégulière – le terme n'y apparaît même plus – pour mettre l'accent sur les menaces chinoise et russe ainsi que sur les défis du cyber et de la prolifération nucléaire[4].

Cette réévaluation des priorités qui marque la doctrine Obama en matière de sécurité internationale ne signifie pas un abandon de la lutte contre le terrorisme mais sa transformation au profit d'une stratégie plus discrète, moins coûteuse budgétairement et politiquement. Elle repose sur l'action prioritaire donnée aux opérations spéciales et tout particulièrement aux éliminations ciblées d'une part et à l'action indirecte d'autre part. Les partenariats locaux sont privilégiés, ainsi qu'un travail de prévention de l'extrémisme destiné à revaloriser l'image de l'Amérique, ternie par huit ans d'aventurisme militaire à travers le monde musulman.

La guerre des drones

Dès sa prise de fonction en 2009, le président démocrate s'était engagé à mettre fin aux aspects les plus controversés de la campagne post-

11 Septembre. Ses deux premiers décrets ont pour objectifs d'interdire tout usage de la torture lors d'interrogatoires de suspects terroristes et de fermer le site de détention extrajudiciaire de Guantánamo. L'administration Bush avait déjà réduit le nombre de détenus dans cette enclave militaire de 560 en avril 2006 à moins de 250 en janvier 2009. Mais la fermeture complète se révèle délicate. Si Washington obtient d'un certain nombre de pays qu'ils reprennent leurs ressortissants faits prisonniers par les Américains, d'autres s'avèrent plus difficiles à convaincre – ou sont exclus de la possibilité du fait de leurs violations notables des droits de l'homme. Reste l'option d'un transfert aux États-Unis mêmes, dans une prison de droit commun ou pour une remise en liberté. La première hypothèse suppose toutefois de pouvoir instruire un dossier au pénal, ce qui implique une judiciarisation de renseignements classifiés ou obtenus sous la contrainte et donc non admissibles devant un tribunal. La seconde voie est porteuse d'un risque de sécurité et rencontre une vive opposition de la part des sénateurs et représentants au Congrès.

En janvier 2010, date de l'échéance fixée par le décret pour la fermeture du site, 240 détenus se trouvent encore à Guantánamo. Un rapport gouvernemental estime alors que 156 d'entre eux pourraient à terme être extradés à l'étranger pour y être jugés ou remis en liberté et que 36 autres sont susceptibles d'être poursuivis devant un tribunal civil américain[5]. Les 48 restants n'entrent, en revanche, dans aucune catégorie : ils ont vocation à demeurer indéfiniment dans les limbes juridiques du statut de « combattant illégal », imaginé dix ans plus tôt par le Patriot Act. Il en va ainsi par exemple d'une vingtaine de combattants ouïghours de nationalité chinoise, faits prisonniers alors qu'ils étaient venus chercher en Afghanistan un soutien à leur lutte nationale. Après avoir été innocentés de tout lien avec al-Qaida, ces derniers ne peuvent pourtant être renvoyés en Chine, où leur mouvement est durement réprimé après une série d'émeutes dans la province du Xinjiang. Au terme d'une odyssée surréaliste, ils finissent par

être dispatchés à travers le monde, les derniers étant accueillis en Slovaquie début 2014. À la fin de l'année 2020, 40 détenus demeuraient dans la prison militaire dont 23 pour une durée indéterminée et sans perspective de jugement.

Si la promesse de fermer entièrement Guantánamo n'a pu être tenue, elle n'en a pas moins incarné le choix désormais assumé de ne plus capturer les djihadistes internationaux, à moins de pouvoir les traduire devant un tribunal civil. L'impossibilité de faire de nouveaux prisonniers de « combattants illégaux » est assez directement liée à une autre évolution majeure du contre-terrorisme américain, nettement plus débattue : le recours croissant aux frappes de drones à des fins d'élimination ciblées. Pour l'ancien conseiller juridique de la CIA, John Rizzo, « si l'administration Obama n'a jamais explicité le fait qu'elle allait se mettre à tuer les terroristes faute de pouvoir les interroger, la conséquence [de la fermeture du programme d'interrogatoires et de détention extrajudiciaires] était évidente : sans interrogatoire, il ne reste plus que les éliminations ciblées[6] ». En effet, la volonté de réduire le déploiement de troupes conventionnelles d'une part, et l'impossibilité légale de capturer les terroristes d'autre part ne laissaient que peu de choix pour maintenir une pression militaire sur al-Qaida. Par ailleurs, les progrès techniques des drones dits « MALE » (moyenne altitude, longue endurance) tels que le MQ-1 Predator et surtout son successeur MQ-9 Reaper rendent de plus en plus attractive l'option des éliminations ciblées. Déclenchées depuis des cabines de pilotage en Floride ou au Nevada par l'US Air Force, ces frappes de précision (généralement au moyen de missiles Hellfire à guidage laser) concernent non seulement les théâtres « actifs » d'Irak et d'Afghanistan, mais aussi des pays partenaires où Washington ne mène pas officiellement d'opérations de guerre, à l'instar du Pakistan, du Yémen ou de la Somalie – elles sont alors placées sous le contrôle opérationnel de la CIA qui dispose

dans le droit américain d'un mandat plus large pour opérer à travers le monde.

Dès sa première année à la Maison-Blanche, Obama valide une soixantaine de frappes de drones (hors Afghanistan et Irak), plus que George W. Bush au cours de ses huit ans de présidence. Ce chiffre est doublé l'année suivante pour atteindre 128 frappes[7]. L'homme derrière cette évolution est John Brennan. Ce natif du New Jersey d'origine irlandaise s'était découvert très tôt une passion pour la langue arabe le conduisant à une brillante carrière d'analyste à la division Moyen-Orient de la CIA. Devenu consultant, il avait eu l'occasion de conseiller Barack Obama au cours de sa campagne. Nommé conseiller spécial du Président, il affiche publiquement sa conception du contre-terrorisme : « Nous avons souvent plus besoin d'un scalpel que d'un marteau[8]. » Cette logique chirurgicale, qui démontre bien la volonté de la nouvelle équipe d'adopter une posture moins tapageuse, pose toutefois des questions éthiques et juridiques importantes. Si George W. Bush avait émis, au lendemain du 11 Septembre, une directive secrète permettant de contourner l'interdiction de 1976 sur les assassinats politiques, l'administration n'avait jamais publiquement reconnu sa responsabilité dans l'élimination ciblée de djihadistes à travers le monde. Sous Obama, le gouvernement décide d'assumer de plus en plus ouvertement ces éliminations, poussé par leur augmentation spectaculaire autant que par la volonté de montrer au grand public sa proactivité sur le front de la lutte contre al-Qaida – et ainsi de donner le change face à ses réductions de troupes en Irak, puis en Afghanistan[9].

Avec l'aide du conseiller juridique du département d'État, Harold Koh, l'administration américaine échafaude dès 2010 un argumentaire selon lequel les éliminations relèvent bien du droit des conflits armés et constituent un acte de légitime défense à partir du moment où l'individu ciblé constitue une menace imminente pour la sécurité des États-Unis et qu'il n'existe pas de moyens de le capturer vivant. Ce sont ces mêmes

arguments qui sont mis en avant en mai 2011 par l'Attorney General, Eric Holder, pour justifier devant le Congrès la légalité du raid contre Ben Laden au Pakistan. En novembre de la même année, un *White Paper* du département de la Justice confirme que ce raisonnement s'applique aussi bien à un djihadiste étranger qu'à un citoyen américain, justifiant ainsi *ex-post* l'élimination au Yémen de Samir Khan et d'Anouar al-Awlaki – dont le père avait tenté de poursuivre le gouvernement des États-Unis pour assassinat[10]. Alors qu'un débat éthico-politique fait rage parmi les intellectuels et les universitaires, l'opinion publique semble pour sa part donner raison à Obama : en 2012 le *Washington Post* publie un sondage selon lequel 83 % des Américains soutiennent la politique d'assassinats ciblés. L'année suivante, l'institut Gallup donne quant à lui un chiffre inférieur (65 %) mais toujours majoritairement en faveur des frappes de drones au Pakistan, au Yémen et en Somalie[11].

Plusieurs questions restent néanmoins en suspens autour de ces campagnes d'éliminations. La première concerne le non-respect de la souveraineté des États : les forces américaines ont-elles le mandat pour mener des opérations dans des pays avec lesquels elles ne sont pas en guerre et sans demande de concours de la part de leurs autorités ? Un *modus vivendi* avait été trouvé à ce propos sous la présidence Bush et dans les premiers temps du mandat d'Obama. Ainsi, le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, qui avait accepté de fermer les yeux sur les frappes américaines contre al-Qaida, aurait confié à John Brennan en 2009 : « Nous continuerons à dire que les bombes sont les nôtres et non les vôtres[12]. » Les documents publiés par WikiLeaks en 2010 ont par ailleurs révélé une attitude similaire des dirigeants pakistanais, autorisant Washington à frapper les djihadistes sur leur territoire, sans le reconnaître – allant même parfois jusqu'à condamner publiquement des frappes qu'ils avaient approuvées secrètement. Cette hypocrisie, déjà difficile à tenir du temps des années Bush, devient de moins en moins crédible avec la multiplication du nombre

de frappes et le changement d'attitude de la Maison-Blanche quant à leur publicité. Certains membres de l'administration Obama s'opposent à ces intrusions américaines répétées, à l'instar de l'ambassadeur des États-Unis au Pakistan, Cameron Munter, qui pointe du doigt le coût politique de tels bombardements surtout lorsqu'ils provoquent des pertes civiles. Mais Munter quittera finalement ses fonctions en 2012 après avoir perdu le duel bureaucratique qui l'opposait au Counter-Terrorism Center de la CIA.

Pour Washington, les accrocs au droit international se justifient par les résultats concrets des frappes, présentés comme sans équivoque possible. La question de l'efficacité stratégique des assassinats ciblés fait en réalité, elle aussi l'objet d'un débat parmi les spécialistes et les universitaires, sans que ne se soit jamais dégagé de consensus[13]. La plupart des chercheurs s'accordent néanmoins sur l'importance de distinguer le type de profil ciblé : ainsi, il semble que l'élimination des figures de premier rang (*high value targets*) telles qu'Oussama Ben Laden ou Anouar al-Awlaki ait surtout une dimension symbolique. Se sachant visés, ces grands chefs ont bien souvent pris leurs dispositions et ne sont plus essentiels au fonctionnement quotidien de leur organisation. Leur disparition n'aurait qu'un impact limité sur les capacités d'action terroriste. En outre, au niveau psychologique, la mort d'un « émir » peut avoir des effets ambivalents. Lorsqu'elle a mal été anticipée par le groupe armé, elle peut porter un coup au moral des troupes et même être la source de querelles de succession, affaiblissant ainsi l'organisation[14]. Mais elle peut tout autant avoir un effet galvanisant – notamment à travers la martyrologie – et susciter des velléités de vengeance.

Bien différent est l'enjeu du ciblage des cadres intermédiaires ainsi que des experts dont la ressource est rare (artificiers, informaticiens, etc.). De telles éliminations ont un impact plus immédiat sur les opérations et peuvent avoir des effets tactiques plus rapides. Elles obligent les organisations à renouveler fréquemment leur personnel et à le former en

urgence, ce qui peut se traduire par une baisse de compétences. La menace permanente que font peser les campagnes de neutralisation aurait également un puissant effet d'éviction en contraignant les djihadistes à dédier de plus en plus de temps et de moyens à leur survie. Une telle désorganisation ne peut toutefois être atteinte qu'au moyen d'un afflux de renseignements, à la manière de la boucle action-recueil-exploitation mise en place par les forces spéciales de McChrystal lors de la traque de Zarkaoui puis par Petraeus avec l'accroissement des raids nocturnes en Afghanistan.

Toutefois, ce que le JSOC avait pu réaliser en Irak ou en Afghanistan sur un théâtre saturé de forces régulières n'est pas à la portée de la CIA, contrainte de se limiter à des frappes de drones à distance, sans équipe au sol pour fouiller et recueillir les renseignements. Auditionné par le Sénat des États-Unis en 2013, l'expert des questions de terrorisme, Peter Bergen, estimait ainsi que seules 2 % des pertes provoquées par les tirs de drones au Pakistan étaient effectivement des cadres de l'insurrection[15]. Ce ratio n'était guère plus élevé au Yémen, avec à peine 6 %. La masse des individus ciblés étaient donc en général de simples combattants. Ce manque de précision est confirmé par la pratique, croissante à partir de 2010, des *signature strikes*. Il s'agit de frappes « d'opportunité », conduites sur des renseignements contextuels, sans identification précise du ou des individus visés. Sans surprise, cette méthode – qui sera abandonnée par la suite – engendre une augmentation des victimes civiles. Leur nombre est estimé par différentes ONG de 400 à 700 – dont un quart d'enfants – pour les trois théâtres pakistanais, yéménite et somalien sur la période 2009-2016[16]. Bien qu'elles ne représentent que 5 % à 15 % du total, ces morts tragiques n'en nourrissent pas moins la colère des populations civiles à l'égard des États-Unis, et ce d'autant que Washington ne reconnaît qu'une faible partie de ces décès.

Le rôle grandissant de l'action indirecte

Pour tenter de minimiser les conséquences politiques de ces actions directes particulièrement létales, la nouvelle administration américaine développe, toujours sous l'impulsion de Brennan, une politique de partenariats et d'influence. Un effort considérable est placé sur l'assistance et la formation sous le label *train and equip*, rebaptisé ensuite *Building Partner Capacity*[17]. Ces différents programmes, pour l'essentiel destinés à soutenir les efforts des pays partenaires en matière de lutte contre le terrorisme et pilotés par le département de la Défense, le Département d'État et l'Agence d'aide au développement international (USAID), représentent déjà 16 milliards de dollars par an en 2008 ; ils vont croître progressivement jusqu'à atteindre 24 milliards en 2011[18].

L'Afghanistan est de très loin le premier bénéficiaire de cette aide avec plus de 10 milliards de dollars en moyenne entre 2011 et 2014, suivi par le Pakistan, l'Égypte, l'Irak et la Jordanie – qui reçoivent chacun entre 700 millions et 2 milliards de dollars d'aide annuelle. D'autres théâtres sont aussi concernés, comme l'Afrique subsaharienne. La Corne de l'Afrique arrive en tête des priorités via le Partnership for Regional East Africa Counterterrorism (PREACT), destiné à contenir le foyer terroriste somalien. En plus du soutien à la reconstitution de forces de sécurité somaliennes à raison de près de 200 millions de dollars par an, le Kenya est le principal partenaire des États-Unis dans la zone au titre de sa contribution à l'AMISOM. L'Afrique de l'Ouest enfin est un point d'intérêt grandissant, notamment au Sahel et dans la région du lac Tchad où la situation se dégrade progressivement à partir de 2009. Les Américains apportent un soutien *via* leur African Command créé en 2007 ainsi qu'au travers de programmes transversaux tel le Trans-Sahara Counterterrorism Partnership (TSCTP)[19].

Outre les partenariats, une autre forme d'action indirecte prend de l'ampleur : la « guerre des idées », selon expression adoptée dans la *National Security Strategy* de 2002 pour désigner la lutte politique et informationnelle contre l'idéologie djihadiste. Cependant, alors que l'administration Bush avait beaucoup axé ses efforts en matière de communication stratégique sur l'amélioration de l'image de l'Amérique dans le monde musulman à travers la promotion de la démocratie, de ses valeurs de tolérance et de son mode de vie, le « nouveau départ » annoncé par Obama au Caire adopte une approche plus subtile. Même s'il continue à voir dans l'autoritarisme un facteur favorisant le terrorisme, le président démocrate promeut aussi une vision plus socio-économique, inspirée en partie par son expérience de travailleur social à Chicago[20]. Il s'agit ainsi de sortir de l'imaginaire de « croisade » véhiculé par l'administration Bush – bien qu'elle s'en soit défendue. Le premier changement concerne le choix des mots avec l'adoption dès le discours du Caire du terme « extrémisme violent » en lieu et place d'« extrémisme islamiste » ou même de « terrorisme islamique », et ce afin de ne pas stigmatiser et aliéner une religion de plus d'un milliard de fidèles.

Dans la logique d'une « démilitarisation » de la lutte idéologique, c'est le Département d'État, marginalisé sous Bush, qui redevient l'acteur principal de cet axe d'effort. Dès son arrivée en 2009, la secrétaire d'État Hillary Clinton insiste par exemple sur l'importance de lier la problématique antiterroriste à des enjeux de développement social et sociétal comme la promotion des droits des femmes. Pour mettre en place des programmes de prévention et de « lutte contre l'extrémisme violent », le Département d'État travaille étroitement avec l'USAID. Les ressources fléchées en la matière ne cessent de croître pour atteindre 180 millions de dollars en 2014. Il s'agit en grande partie de bourses d'étude, d'actions de sensibilisation et d'aides sociales au profit des communautés jugées les plus vulnérables[21]. Ces programmes passent le plus souvent par un soutien

financier, plus ou moins affiché, à des ONG dans les pays en proie au djihadisme. L'objectif affiché est de valoriser le travail des acteurs locaux, lesquels sont considérés comme les plus à même d'empêcher « les personnes non violentes de se tourner vers la violence, de faire mieux porter les voix de ceux qui rejettent la violence ainsi que de persuader des terroristes d'y renoncer[22] ».

Cette action sociale se double d'un effort renouvelé en matière de « communication stratégique ». Le coordinateur en chef pour le contre-terrorisme, Daniel Benjamin, affirme en effet dès 2010 que « le cœur du conflit avec al-Qaida réside dans la lutte autour de la mise en récit[23] ». Or, les dizaines de millions de dollars dépensés sous la présidence Bush pour financer des radios et des télévisions défendant la cause américaine à travers le monde musulman ne semblent pas avoir produit des résultats à la hauteur des espoirs suscités. Des points ont certes été marqués : selon une étude du Pew Research Center, les opinions favorables envers la personne d'Oussama Ben Laden ont drastiquement chuté entre 2003 et 2010, passant de 46 % à 18 % au Pakistan et de 56 % à 13 % en Jordanie. Néanmoins, à la mort de son émir, al-Qaida continuait à bénéficier d'une image positive auprès de 20 % des Égyptiens, de 22 % des Indonésiens et de 28 % des Palestiniens, attestant ainsi de la persistance de l'attractivité de l'idéologie djihadiste auprès d'une certaine frange des sociétés à majorité musulmane[24].

Pour y remédier, le Département d'État crée en 2011 un Center for Strategic Counterterrorism Communications (CSCC), doté d'un modeste budget de 6 millions de dollars, avec pour mission d'engager le débat avec les djihadistes sur ce qui est devenu leur terrain de prédilection : Internet et les réseaux sociaux. Le CSCC dispose pour ce faire d'une *Digital Outreach Team* composée de spécialistes parlant des langues telles que l'arabe, l'ourdou ou encore le somali[25]. Washington est bien conscient du défi posé par le djihad individuel et décentralisé théorisé par Abou Moussab al-Souri,

et les experts américains du contre-terrorisme ont bien vu la vitesse et la facilité avec lesquelles la mouvance djihadiste internationale s'est emparée du Web 2.0. Néanmoins l'agence manque de moyens et de réactivité, elle n'a ni l'agilité ni l'autonomie nécessaires pour faire face à la vague de contenu extrémiste qui déferle sur Internet dans le sillage des révolutions arabes de l'année 2011. Dépassé, le CSCC regarde avec inquiétude la montée en puissance de la communication de son adversaire, lequel tire tous les bénéfices des plateformes et des technologies numériques de la Silicon Valley, celles-là mêmes qui ironiquement devaient constituer la vitrine et le porte-voix des valeurs de l'Amérique.

Fausse sortie en Afghanistan

À raison de 10 milliards de dollars annuels, l'Afghanistan est de loin le premier récipiendaire de l'aide américaine. Désenchantée par les frustrations du *nation building* dans ce pays, l'administration Obama a, dès 2011, réduit ses ambitions en matière de gouvernance et se dit prête à se contenter d'un *Afghan good enough*[26]. Délaissant les enjeux pourtant fondamentaux de justice et de gouvernance économique et sociale, elle se concentre sur les forces afghanes de sécurité nationale (FASN) dont la cible à atteindre est fixée à plus de 350 000 personnels – près de 200 000 pour l'armée nationale afghane et 150 000 pour la police. Le développement continu de cet appareil sécuritaire a pour seul et unique objectif de permettre un retrait graduel des contingents internationaux d'Afghanistan tout en maintenant la pression sur les Talibans. Barack Obama entend « afghaniser » la guerre contre les Talibans, tout comme Richard Nixon avait annoncé dans son discours de Guam (1969) le processus de « vietnamisation » d'une guerre qui mobilisait alors encore 500 000 soldats américains.

La tâche s'avère cependant particulièrement ardue tant l'armée afghane semble à la peine. Même si les Américains s'enorgueillissent en juin 2012 que 40 % des opérations sont désormais « menées par les Afghans » avec un appui de la FIAS – un chiffre qui passe à plus de 80 % début 2013 –, cette réalité cache une incapacité de ces troupes à opérer seules. L'aide internationale a produit une structure de force trop bureaucratique et compliquée, très dépendante de systèmes d'information et de communication sophistiqués ainsi que de matériels haut de gamme, à la maintenance coûteuse, et de tactiques complexes, incompatibles avec les capacités réelles d'action autonome des troupes locales. En effet, les FASN continuent de faire face en 2014 à un déficit de compétences, y compris dans les domaines les plus fondamentaux puisque leur taux d'alphabétisation n'est que de 13 %. Elles souffrent par ailleurs d'une attrition élevée : entre un quart et un tiers des effectifs s'évaporent chaque année, pour la plupart du fait de désertions[27]. Ces chiffres n'incluent même pas les « soldats fantômes », personnels fictifs dont les chefs accaparent les soldes. La corruption touche autant sinon plus les forces armées et la police que le reste de l'administration, du général attribuant des contrats indus à une entreprise personnelle ou familiale jusqu'au simple soldat revendant ses armes et ses munitions au marché noir[28].

À ces facteurs d'inquiétude s'ajoute le phénomène croissant des attaques dites « infiltrées », ou *green on blue* dans le jargon militaire, au cours desquelles des soldats afghans se retournent contre leurs conseillers ou formateurs de l'OTAN. Ainsi, le 20 janvier 2012, sur la base avancée de Gwan en Kapisa, un soldat afghan se saisit d'un fusil-mitrailleur, tue cinq militaires français et en blesse une douzaine d'autres alors qu'ils étaient en pleine séance de sport[29]. Entre début 2011 et fin 2012, plus de 80 Américains, Australiens, Britanniques, Allemands, Espagnols tombent sous les balles de soldats afghans qu'ils avaient la tâche de former. Si un plan de lutte contre l'infiltration est mis en place avec de nouveaux moyens

confiés à la sécurité militaire, les enquêtes démontrent que seules 20 % des attaques sont effectivement commises par des militaires infiltrés ou retournés par les Talibans ; la majorité résulterait de motifs personnels et d'une « friction culturelle[30] » provoquée par les comportements de certains membres de la coalition. Quoi qu'il en soit, cette situation ne fait qu'accroître la défiance des personnels de la FIAS et l'amertume vis-à-vis d'une armée afghane perçue comme peu motivée, incompétente, corrompue, ingrate et déloyale.

Ce sentiment se traduit de fait par un net désinvestissement des forces internationales présentes en Afghanistan. Une semaine après l'attentat de Gwan, Nicolas Sarkozy accueille à l'Élysée Hamid Karzaï pour signer un partenariat stratégique franco-afghan. Cet accord sans grandes conséquences ne pèse toutefois pas autant que l'annonce, au même moment, que les forces françaises quitteront le pays d'ici la fin 2013. Alors en pleine campagne électorale, le président français doit faire face à une opinion publique de plus en plus hostile à la guerre, et à un candidat socialiste, François Hollande, qui surenchérit en demandant un retrait plus rapide encore. Élu le 6 mai 2012, le nouveau président de la République applique sa promesse de campagne et annonce le départ du contingent français avant la fin de l'année. L'engagement français laisse un goût d'inachevé : le bilan de cette opération de onze ans, qui aura coûté la vie à 90 militaires, demeure incertain, alors que la task force *Lafayette* plie bagage en laissant derrière elle les vallées de Tagab et Nijrab. Si les autres pays de la coalition maintiennent leur contribution, ils réduisent leur exposition, militaire et politique, en vue du terme affiché de la mission, fixé au 31 décembre 2014, peu enclins à prolonger ce qui apparaît de plus en plus comme une fin de partie.

Cette lassitude est tout aussi prégnante chez les Américains. Ce n'est pas sans ironie que l'ambassadeur James Dobbins, celui-là même qui avait négocié en 2001 les accords de Bonn en niant toute légitimité aux Talibans

à revenir dans le jeu politique, est nommé en 2012 pour reprendre le flambeau laissé par Richard Holbrooke, et tenter de relancer les pourparlers avec l'insurrection. Dans la perspective encore lointaine d'un accord de réconciliation, les Américains acceptent néanmoins de signer un protocole d'entente avec le représentant de la Choura de Quetta, Tayeb Agha, autorisant l'ouverture d'un bureau officiel des Talibans au Qatar. Doha avait en effet servi dès 2010 de médiateur au profit des insurgés et se propose désormais d'en héberger une quasi-ambassade. Le bureau est ouvert en juin 2013 devant les caméras du monde entier qui découvrent ainsi un modeste bâtiment sur lequel flotte le drapeau de l'Émirat islamique d'Afghanistan, du nom de l'ancien régime prétendument défunt en 2001. Son commandant suprême, le mollah Omar, n'est toutefois plus là pour contempler cet incroyable retournement de l'histoire. Sa mort, quelques mois plus tôt d'une infection pulmonaire dans un hôpital de Karachi, est encore gardée secrète par le mouvement, désormais dirigé par Mohammed Mansour, un tenant de la frange dure, réputé hostile aux négociations[31].

Au mois de juin 2014, l'Afghanistan se lance dans sa troisième élection présidentielle, la première sans Hamid Karzaï, empêché de se présenter par la limite constitutionnelle. La campagne houleuse, marquée par les malversations et les violences – dont une tentative d'assassinat du principal candidat d'opposition – ne permet pas de déboucher sur un résultat net. Les deux finalistes, l'ancien ministre des Finances, Ashraf Ghani, et l'ex-conseiller du commandant Massoud, Abdullah Abdullah, revendiquent tous deux la victoire, provoquant un imbroglio de plusieurs mois dont l'issue est finalement un gouvernement à deux têtes avec Ghani comme président et Abdullah comme chef du gouvernement. À cette instabilité politique s'ajoute la situation sécuritaire : avec plus de 10 000 victimes civiles (morts et blessés), l'année 2014 est la plus sanglante depuis la chute des Talibans. Force est de constater que la stabilisation est loin d'être atteinte et qu'un

retrait total de l'aide internationale à la fin de l'année ne pourrait qu'accélérer l'effondrement du pays.

Alors qu'il avait promis devant le Congrès que la « guerre en Afghanistan serait terminée » pour Noël, Obama est donc contraint de surseoir au retrait. Dès l'été 2014, il doit annoncer le lancement de la mission *Resolute Support*, qui prévoit le maintien pour une durée initiale de deux ans d'une force résiduelle de 10 000 soldats de l'OTAN – dont 80 % d'Américains. Ce contingent croupion est composé aux deux tiers de conseillers militaires chargés de continuer la formation de l'armée afghane, et pour un tiers de forces spéciales, poursuivant le ciblage du leadership d'al-Qaida et des Talibans. Il s'agit d'un dispositif à l'« empreinte légère » tel que l'avait préconisé Joe Biden dès 2009 dans son modèle de « contre-terrorisme plus ». Il n'en comporte pas moins des effectifs cachés avec près de 30 000 employés de sociétés de sécurité privées, assurant diverses tâches, allant du gardiennage aux actions de combat et un coût encore mirobolant de plus de 40 milliards de dollars par an[32].

Mais l'Afghanistan n'est que l'un des boulets dont Obama ne cesse de chercher à se débarrasser sans y parvenir. Au printemps 2011, alors même que les derniers GI américains quittent l'Irak envahi sept ans plus tôt, une vague révolutionnaire sans précédent déferle sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Les sociétés arabes ont déclenché elles-mêmes l'élan démocratique que Washington n'avait jamais réussi à susciter de l'extérieur du temps de George W. Bush. Obama et ses alliés occidentaux sont soudain mis face à leurs contradictions, eux qui ont soutenu, au nom de la lutte contre le terrorisme, tant de régimes autoritaires, tout en faisant l'éloge de la démocratie et du droit des peuples. Le dilemme s'avère d'autant plus épineux que les djihadistes sont en embuscade, prêts à profiter de la déstabilisation du monde arabe. Lors d'un échange informel avec le journaliste Jeffrey Goldberg, le président américain évoquant la situation au Moyen-Orient et la lutte contre le terrorisme n'hésite plus à se comparer au

personnage de Michael Corleone, joué par Al Pacino dans *Le Parrain*, tout particulièrement lorsque ce dernier se lamente sur l'impossibilité de s'extraire des griffes de la pègre : « Juste quand je croyais en avoir fini, ils me font replonger[33] ! »

9

Les désillusions du printemps arabe

Le 28 décembre 2010, le gouvernement tunisien diffuse une photographie du chef de l'État, Zine el-Abidine Ben Ali, au centre de traumatologie et des grands brûlés de Ben Arous. L'air contrit et entouré d'un aréopage de médecins, le président se tient au chevet d'un patient dont on ne distingue pas les traits. Et pour cause : le visage et le corps de l'homme alité sont entièrement recouverts de bandages blancs qui tranchent avec le costume sombre de Ben Ali. Le blessé s'appelle Mohamed Bouazizi, un vendeur ambulant de vingt-six ans qui, privé de sa charrette – son seul outil de travail – par des policiers corrompus, s'est immolé une dizaine de jours plus tôt devant le siège du gouvernorat de Sidi Bouzid, l'une des régions les plus pauvres du pays. En se rendant auprès de cet homme agonisant, le dictateur au pouvoir depuis vingt-trois ans cherche à apaiser la colère des Tunisiens. Choqués par le geste désespéré du jeune commerçant, lassés par la corruption sans fond du régime, ils descendent en masse dans les rues pour réclamer justice, liberté et dignité[1]. Le 4 janvier 2011, Bouazizi succombe à ses blessures. Dix jours plus tard, Ben Ali est contraint de fuir le pays pour se réfugier en Arabie saoudite.

La « révolution de jasmin » vient d'amorcer un séisme géopolitique qui va ébranler tout le monde arabe. Les images de foules en liesse en Tunisie

se diffusent à grande vitesse sur les téléphones portables et les ordinateurs. Les appareils autoritaires qui avaient pris l'habitude de censurer les médias traditionnels ont le plus grand mal à contrôler les réseaux sociaux. En Égypte, des appels à manifester circulent ouvertement sur Facebook, notamment sur la page *Kullena Khaled Saïd* (« Nous sommes tous Khaled Saïd »), créée en hommage à un jeune Égyptien battu à mort par la police[2]. Une révolution, toutefois, ne peut se faire uniquement sur Internet et les cyberactivistes doivent trouver des relais physiques – opposition politique organisée, clubs de supporters d'équipes de football, imams, etc. – pour faire affluer les manifestants[3]. Malgré les risques de répression, les Égyptiens s'amassent à leur tour dans les rues des grandes villes, et décident d'occuper la place de la Libération (*Tahrir*) au Caire. Après deux semaines de protestations et des tentatives de répression infructueuses, le président Hosni Moubarak démissionne le 11 février 2011 ; il dirigeait le pays depuis trois décennies.

L'élan émancipateur semble irrépressible. La Libye, le Yémen, Bahreïn puis la Syrie connaissent tous de puissants mouvements de contestation, tout comme l'Algérie, le Maroc, la Jordanie et l'Irak. La plupart des manifestants ne réclament pas tant la chute des régimes qu'ils dénoncent leurs conditions de vie difficiles, en décalage avec des élites vilipendées pour leur autoritarisme et leurs prévarications. L'expression « printemps arabe » s'impose alors chez de nombreux observateurs en Occident qui évoquent l'Europe de 1848 et se prennent à rêver à une démocratisation paisible de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Ces enthousiasmes sont rapidement douchés. Moubarak et Ben Ali sont les deux seuls chefs d'État à céder aussi rapidement. À Bahreïn, le roi fait appel aux troupes de ses alliés du Conseil de coopération du Golfe. Il parvient progressivement à mater une rébellion qu'il accuse d'être ourdie par l'Iran. Au Yémen, la répression est féroce dès le mois de mars, tandis que certaines factions armées se joignent à la foule. Le président Ali

Abdalleh Saleh, installé depuis 1978, est blessé le 3 juin 2011 et doit quitter le pays. Il faudra encore huit mois de lutte et plus de 2 000 morts pour qu'il se résolve à abandonner officiellement ses fonctions, le 25 février 2012, laissant couver les braises mal éteintes d'une violence qui repartira de plus belle en 2014. En Libye, le « Guide » Mouammar Kadhafi s'accroche au pouvoir au prix d'une guerre civile qui laissera derrière elle au moins 30 000 victimes[4]. La Syrie enfin, offre la trajectoire la plus catastrophique : la répression du régime baasiste sème les graines d'un terrible conflit, encore en cours, qui fera des centaines de milliers de morts.

Les djihadistes ne jouent de rôle moteur dans aucune des révoltes de 2011. Oussama Ben Laden, qui aurait aimé transformer al-Qaida en mouvement de masse, n'y est jamais parvenu. Partout où elle s'y est essayée, son avant-garde combattante a échoué à renverser des dictateurs par la force. Si, avant de mourir, il fait part dans ses tout derniers messages de son soutien à un mouvement qui le comble « de joie, de délectation et de félicité », il ne peut guère revendiquer la moindre part dans le phénomène spontané qui se joue alors bien loin de sa résidence d'Abbottabad. Toutefois, la mouvance djihadiste, bien qu'affaiblie à cette époque, va une nouvelle fois démontrer sa capacité à s'adapter et à faire preuve d'opportunisme en exploitant le tumulte politique post-révolutionnaire et le vide sécuritaire engendré par le démantèlement des appareils répressifs qui caractérisaient jusqu'ici les régimes du monde arabe.

Les Occidentaux, entre retrait et intervention

De leur côté, Américains et Européens hésitent quant à l'attitude à adopter face à cette révolution dont ils ne sont eux aussi que les spectateurs. Les jeunesses arabes indignées se nourrissent d'un référentiel de valeurs

globalisées par les réseaux sociaux, qui ne peuvent que séduire les opinions du monde occidental, suscitant en retour l'espoir d'une certaine solidarité transnationale[5]. Ces soulèvements sont toutefois aussi vu comme des sources d'instabilité, et nombreux sont ceux qui, de l'autre côté de la Méditerranée et de l'Atlantique, adoptent une attitude circonspecte et attentiste[6]. Les dirigeants arabes, désormais conspués, ne manquent pas de faire valoir qu'ils ont depuis dix ans été des alliés fidèles de l'Occident et des partenaires essentiels dans la lutte contre le terrorisme, n'hésitant pas à se « salir les mains » en se faisant geôliers et parfois bourreaux pour le compte des services de renseignement américains et européens. Jouant de ces peurs bien comprises, ils n'hésitent pas à agiter l'épouvantail de la menace extrémiste, alors même qu'ils contribuent par leur répression et leurs manipulations à lui donner corps.

Aucun dirigeant à Washington, Londres ou Paris ne se fait certes d'illusions sur les causes réelles et profondes de la révolte. La corruption, la brutalité et le déni de démocratie qu'imposaient les régimes de Tunis, du Caire, de Tripoli ou de Sanaa à leurs populations sont connus depuis longtemps. Les 250 000 câbles diplomatiques révélés par WikiLeaks en novembre 2010 contenaient leur lot de vérités sur ces régimes. Par exemple, l'ambassadeur américain en Tunisie, Robert Godec, décrivait en 2009 un clan Ben Ali décrépit et suffisant, « totalement déconnecté de sa population[7] ». Un autre câble présentait le général Tantaoui, ministre de la Défense égyptien, comme le représentant d'une classe dirigeante « vieillissante et réticente à tout changement […] focalisée sur la seule préservation du régime [et n'ayant] ni l'énergie, ni l'inclinaison pour agir autrement[8] ».

Ces jugements sans concession n'empêchent pas la majorité des chancelleries occidentales d'appuyer ces gouvernements. L'Égypte est en 2010 le principal bénéficiaire de l'aide civile et militaire américaine après Israël et l'Afghanistan. Il en va de même pour les Européens, et notamment

la France, dont la « politique arabe », héritée du général de Gaulle, a conduit à entretenir d'étroites relations avec les États d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Ainsi, le 12 janvier 2011, alors que des centaines de milliers de Tunisiens descendent dans la rue pour demander le départ du président Ben Ali, la ministre française des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, propose de faire bénéficier le régime aux abois du « savoir-faire de nos forces de sécurité, reconnu dans le monde entier [pour leur aptitude à] régler des situations sécuritaires de ce type[9] ». Un mois et demi plus tard, la ministre est contrainte à la démission après que la presse a révélé ses liens étroits avec certains proches de l'ex-président tunisien, des vacances préférentielles ainsi que divers investissements immobiliers.

Alors qu'une large partie de l'opinion publique s'enthousiasme pour l'élan démocratique qui bouleverse la région, l'attitude des Occidentaux semble de plus en plus intenable. Début février 2011, Obama s'entretient par téléphone avec le président Moubarak qui lui garantit de pouvoir rétablir la situation sous dix jours. À Washington, les appels arrivent de toutes les capitales moyen-orientales, de Riyad à Tel-Aviv, pour lui demander d'apporter son soutien au régime chancelant, faisant valoir la menace des Frères musulmans et le risque que les djihadistes ne tirent profit de la situation. Mais le président américain craint moins le terrorisme que de s'opposer au sens de l'Histoire :

> Ces étudiants dans la rue ne crient pas « Mort à l'Amérique ! » ni même des slogans anti-Israël ; il n'y a pas non plus d'hommage à Ben Laden ou al-Qaida ; leurs demandes sont dirigées envers Moubarak, son pouvoir répressif, son incompétence économique et sa corruption. Tout porte à croire que l'armée refusera de tirer sur la foule, ce qui signifie d'une manière ou d'une autre que le temps de Moubarak est compté.

> L'Histoire est en marche, et nous devons nous placer dans le sens de l'Histoire[10].

C'est ainsi par intérêt bien compris tout autant que par sympathie pour les révolutionnaires que la Maison-Blanche fait le choix d'abandonner le régime de Moubarak qu'elle avait soutenu sans faillir pendant trente ans. Mais c'est peut-être en Libye plus que partout ailleurs que la question du « sens de l'Histoire » va jouer un rôle déterminant pour expliquer l'attitude des Européens et des Américains face aux « printemps arabes ». Le « Guide » Mouammar Kadhafi, qui dirige le pays d'une main de fer depuis 1969, avait été réintégré dans le concert international dans la seconde partie de la décennie 2000 après avoir indemnisé les familles des victimes de ses actes de terrorisme international, renoncé à acquérir des armes de destruction massive et coopéré dans le domaine de la lutte contre les djihadistes. Ces gestes, et la levée des sanctions qui s'est ensuivie, n'ont toutefois guère profité à une population toujours aussi dépourvue en dépit d'une manne pétrolière significative, accaparée par quelques-uns. Aussi, lorsqu'un avocat de Benghazi défendant des prisonniers politiques est arrêté dans la nuit du 15 février, la colère monte rapidement, en écho à celle des voisins tunisiens et égyptiens.

Le 17 février, des manifestations sont organisées dans toutes les grandes villes. À Benghazi, dans l'Est, la répression est particulièrement féroce. Les forces de sécurité tirent dans la foule à l'arme automatique, provoquant la mort d'une vingtaine de manifestants. Dans les jours qui suivent, des policiers et des militaires sont lynchés par la population. En réponse, le régime déploie des troupes de mercenaires étrangers pour écraser le mouvement. Mais certains membres des forces de sécurité prennent fait et cause pour l'opposition. Le 20 février, le ministre de l'Intérieur en personne, le général Fatah Younis, envoyé à Benghazi pour réprimer la révolte, passe avec armes et bagages à la rébellion. La deuxième ville de Libye bascule et avec elle tout l'est du pays. L'ouest est lui aussi touché : si

les émeutiers doivent reculer à Tripoli, les villes de Misrata, Zaouïa et Zintan sont parmi les toutes premières à rejoindre la révolution[11]. Dans le clan Kadhafi, la panique se mêle à la rage. Un des fils du dictateur, Saïf al-Islam, promet de déverser « des rivières de sang dans toute la Libye[12] » si le soulèvement venait à se poursuivre. Cet homme d'une quarantaine d'années n'est pas un inconnu des Européens : en 2002, c'est lui qui était venu à Paris pour présenter le « nouveau visage » du régime ; en 2008, il a même soutenu une thèse de doctorat à la London School of Economics sur le rôle de la société civile dans la démocratisation des institutions de gouvernance globale. Celui qui apparaissait comme un espoir pour la libéralisation de son pays menace soudain de se transformer en fossoyeur de son peuple.

Pour les capitales occidentales, le dilemme déjà vécu en Tunisie et en Égypte se repose avec plus d'intensité encore. Kadhafi ne représente pas un danger pour leurs intérêts immédiats, mais la décrépitude de son régime et la violence de sa réponse poussent les Occidentaux à le lâcher. Le 24 février, Barack Obama et Nicolas Sarkozy signent un communiqué conjoint pour demander l'arrêt des violences. « Kadhafi doit partir », affirme alors le président français, bientôt suivi pas ses homologues britannique et allemand. À l'Élysée, nombreux sont ceux qui voient la Libye comme « une sorte d'examen de rattrapage de la Tunisie[13] ». Alors qu'une ébauche d'opposition en exil vient juste de se structurer autour d'un Conseil national de transition (CNT), la France est le premier pays à reconnaître, dès le 10 mars, ce dernier comme gouvernement légitime du pays. Le geste ne manque pas d'ironie de la part de Nicolas Sarkozy qui avait accueilli en grande pompe Mouammar Kadhafi en décembre 2007, au nom du resserrement des liens entre les deux pays et de perspectives importantes de ventes de matériels militaires.

Malgré ces incohérences historiques, on ne peut nier le fort sentiment de responsabilité d'accompagner l'élan du « printemps arabe », ainsi, dans le cas libyen, que la volonté d'empêcher un massacre de masse. En effet, la

rhétorique utilisée par le régime pour annoncer l'élimination d'opposants qualifiés de « rats » et de « cafards » fait craindre à beaucoup un terrible carnage. En France, le ton est donné par Bernard-Henri Lévy qui s'est rendu à Benghazi et a rencontré début mars les représentants du CNT. À la manière dont il a pris l'habitude de défendre des causes internationales depuis le Bangladesh en 1971, l'intellectuel français entame un plaidoyer en faveur d'une aide active à la rébellion, sous peine de se rendre complice de tueries de grande ampleur comme le massacre de Srebrenica en Bosnie, voire le génocide des Tutsis au Rwanda[14]. L'argument résonne aussi particulièrement à Washington où un groupe influent se dégage en faveur d'une « intervention humanitaire » à la tête duquel se trouvent la secrétaire d'État Hillary Clinton, l'ambassadrice aux Nations unies Susan Rice et surtout la conseillère du président, Samantha Power. Cette dernière a reçu le prix Pulitzer en 2003 pour son ouvrage *A Problem from Hell*, où elle analysait les raisons de l'inaction américaine face aux grands génocides du XX^e^ siècle[15].

La notion de « responsabilité de protéger » les populations civiles contre des crimes de masse, principe unanimement adopté par l'ONU en 2005 mais dont l'interprétation demeure controversée en droit international, va donc se trouver au cœur des débats qui agitent le Conseil de sécurité des Nations unies à partir du mois de mars 2011[16]. Mais le temps presse, alors que des colonnes de blindés et d'artillerie prorégime se dirigent vers l'est, reprenant l'une après l'autre chaque localité rebelle. Le 16 mars, elles sont aux portes de Benghazi, dont Kadhafi promet l'anéantissement dans un discours grandiloquent. La France et le Royaume-Uni promeuvent une action militaire pour éviter un bain de sang, avec l'appui plus discret des Américains et face aux réticences russes et chinoises. Les monarchies du Golfe jouent également un rôle important, et tout particulièrement le Qatar, déjà présent aux côtés des insurgés à travers ses ONG humanitaires et la

chaîne al-Jazeera qui s'est faite le porte-voix du « printemps arabe » depuis le début des révoltes.

L'activisme diplomatique finit par payer. Le 17 mars 2011, la résolution 1973 est adoptée à 10 voix pour et 5 abstentions – dont l'Allemagne d'Angela Merkel qui s'est finalement refusée à valider le recours à la force. Le surlendemain, un groupement d'avions de combat français Mirage 2000D et Rafale font leur entrée sur le théâtre libyen et détruisent quatre chars et trois obusiers des forces pro-Kadhafi devant Benghazi. Dans la nuit qui suit, l'US Navy tire depuis ses navires en Méditerranée une salve de 110 missiles de croisière Tomahawk immédiatement accompagnée par des frappes de bombardiers furtifs B-2 Spirit de l'US Air Force et de Tornado britanniques. Soudain, la guerre change de visage. Le régime qui pouvait jusqu'alors bombarder sans entrave son opposition est désormais cloué au sol, soumis à une implacable campagne de frappes aériennes de précision. Si les États-Unis, dont les capacités militaires ont été déterminantes pour lancer l'opération, entendent se placer en retrait à partir de la fin mars, d'autres rejoignent la coalition : l'Italie, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège en Europe, mais aussi le Qatar et les Émirats arabes unis au nom de la Ligue arabe. Pour coordonner tous ces moyens, le commandement est placé sous la houlette de l'OTAN qui inaugure l'opération *Unified Protector* au début du mois d'avril[17].

Après la levée du siège de Benghazi et le désencerclement d'Ajdabiya, la ligne de front à l'est s'immobilise pendant plusieurs mois aux alentours de la ville de Brega et de son terminal pétrolier stratégique. À l'ouest, le port de Misrata, toujours assiégé par les forces du régime, est désormais ravitaillé depuis la mer par les navires de l'OTAN. Mais c'est de l'intérieur des terres, du djebel Nefoussa où les miliciens berbères de Zintan se sont très tôt soulevés contre Kadhafi, qu'est effectuée à partir de la mi-août la percée décisive en direction de la côte. Le 19 août, ils conquièrent Zaouïa et entrent aux abords de Tripoli. Dix jours plus tard la capitale est aux mains

de l'opposition. Le siège de Misrata est levé dans la foulée et les forces du régime en déroute convergent vers Syrte, le fief du clan Kadhafi situé au centre du pays. Encerclé, ce dernier bastion résiste pendant un mois avant de céder sous les coups de boutoir de la rébellion et de l'aviation alliée. Alors qu'il tente de fuir, le convoi du dictateur est ciblé par un Mirage 2000D. Blessé, le « Guide » se réfugie dans un égout où il est débusqué par des miliciens qui filment avec un téléphone les sévices obscènes qu'ils lui infligent jusqu'à ce que mort s'ensuive[18].

À l'image de l'ultime ordalie de Kadhafi – qui rappelle les châtiments qu'il a lui-même ordonnés contre tant de ses opposants –, la dernière phase de la guerre dévoile aussi le visage brutal et inquiétant de la Libye postrévolutionnaire, la forte décentralisation du mouvement et le peu de contrôle exercé par le CNT. Les rivalités locales et les vieilles haines accumulées sous quarante ans de dictature resurgissent violemment. Ainsi, au mois d'août, alors que les brigades de Misrata investissent la cité voisine de Tawargha, elles en chassent les habitants et procèdent au saccage systématique de la ville. Les Zintani se montrent plus durs encore avec les habitants d'al-Aweiniya, tandis qu'à Sabha, dans le sud du pays, ce sont les membres de la tribu Kadhafa qui paient le prix fort pour avoir partagé une parenté – parfois lointaine – avec le dictateur déchu.

La dérive djihadiste libyenne

À l'été 2012, soit un an après la mort du « Guide », la Libye est loin d'être stabilisée. Alors que le 8 août, le CNT a remis les clés du pays au nouveau Congrès général national, une assemblée de 200 membres élus pour doter le pays d'une constitution, le gouvernement provisoire reste impuissant. Le pays est à la merci de quelque 300 « brigades » (*kata'ib*) éparses : certaines sont avant tout des milices mafieuses qui s'enrichissent

de différentes activités illicites, d'autres assument leurs motivations idéologiques s'étendant sur tout le spectre de l'islamisme, on trouve également des milices locales qui défendent une zone donnée, souvent sur des bases claniques ou tribales, et enfin des « milices occultes » mal identifiées qui pourraient inclure des résidus du régime Kadhafi[19]. Les institutions nationales postrévolutionnaires se retrouvent rapidement contestées et paralysées face à la multiplication de ces groupes armés aux intérêts divergents.

Dans ce paysage chaotique, les djihadistes ne sont qu'un acteur parmi d'autres, mais ils sont bien là. Dès 2011, des dirigeants du Groupe islamique combattant libyen (GICL) ont refait surface. Ce dernier a été fondé en 1995 par d'anciens moudjahidines libyens passés par l'Afghanistan et revenus comme tant d'autres pour poursuivre le combat dans leur pays natal. La réponse du régime de Kadhafi avait alors été sans pitié. Selon l'ONG Human Rights Watch, plus de 1 200 détenus suspectés de complicité avec le GICL auraient été exécutés dans la lugubre prison d'Abou Salim à Tripoli le 29 juin 1996[20]. Pourtant, au milieu des années 2000, le régime adopte une tout autre approche : sous l'impulsion de Saïf al-Islam, un dialogue est ouvert avec les djihadistes. Il aboutit à la publication d'un ouvrage révisant les principes du djihad, coécrit par six cadres du GICL qui bénéficient d'une libération anticipée en 2010[21].

Parmi les djihadistes libyens qui prennent part à la révolution, le plus célèbre est Abdelhakim Belhadj. Cet ancien moudjahid d'Afghanistan, qui a connu Oussama Ben Laden mais affirme n'avoir jamais rejoint al-Qaida[22], est arrêté en 2003 en Malaisie, interrogé par la CIA dans un site clandestin de Thaïlande, puis livré à la Libye. Considéré comme l'émir du GICL, il fait partie des cadres libérés en 2010. L'année suivante, il rejoint la révolution et commande à Benghazi la Brigade des martyrs du 17 février, avant de s'improviser gouverneur militaire de Tripoli. Belhadj est loin d'être un cas isolé. La ville de Derna, à l'est du pays, émerge vite comme

l'un des principaux pôles du djihad libyen. On y croise des personnalités telles qu'Abdel Hakim al-Hasidi, passé par les camps d'entraînement afghans, arrêté au Pakistan en 2002, livré aux Américains avant d'être renvoyé en Libye où il passe plusieurs années en prison. Il crée lui aussi en 2011 une katiba, en hommage aux martyrs d'Abou Salim. Il s'associe à Abou Soufian ben Qoumou, autre natif de Derna, lequel a également un passé chargé : ex-chauffeur de Ben Laden, il a été capturé puis emprisonné à Guantánamo. Un dernier exemple est Abdoul Basit Azouz, présenté comme un émissaire de Zawahiri et qui s'engage aussi très tôt dans la révolution[23].

La mouvance djihadiste libyenne n'est pas monolithique[24]. Belhadj, comme d'autres membres de la « première génération » du GICL, était en prison au moment de la guerre de 2003 en Irak. Il n'a donc pas pu prendre part aux combats contre les forces américaines. Une « deuxième génération » a émergé à cette période, certaines villes comme Benghazi ou Derna fournissant des contingents relativement importants à al-Qaida en Irak. Enfin, une « troisième génération » éclôt au moment de la révolution de 2011. Dans le tumulte du soulèvement, l'importance des djihadistes est d'autant plus difficile à mesurer que certains membres de la première génération ont évolué et affirment avoir renoncé à leur idéologie à l'instar de Belhadj, soutenu par le Qatar. Il s'efforce de rassurer les interlocuteurs occidentaux qu'il accueille dans un hôtel de luxe à Tripoli[25]. Après la révolution, à la suite d'une candidature infructueuse aux élections législatives de 2012, il préfère troquer son treillis contre le costume et la cravate et se lancer dans les affaires en fondant sa société de transport aérien, al-Ajniha.

Alors que la guerre civile fait encore rage en juillet 2011, l'ancien ministre de l'Intérieur de Kadhafi – qui avait fait défection au début de la révolution au profit des rebelles – est assassiné. La responsabilité de ce meurtre est généralement attribuée à la brigade Abou Obaida al-Jarrah,

commandée par un djihadiste passé par la prison d'Abou Salim, Ahmed Abou Khattalah[26]. Ce dernier est aussi considéré comme l'un des principaux protagonistes d'un événement majeur qui va transformer en profondeur la perception de la menace djihadiste en Libye par la communauté internationale. En juillet 2012, une vidéo diffusée sur Internet enflamme les réseaux sociaux : il s'agit de la « bande-annonce » d'un film intitulé *Innocence of Muslims*. Produite par Nakoula Basseley Nakoula, un Copte égyptien résidant en Californie, la vidéo viserait selon son auteur à montrer les « hypocrisies » de l'islam en mettant en scène des passages de la vie de Mahomet. Le pasteur américain Terry Jones, qui s'est rendu célèbre en brûlant en public des exemplaires du Coran, en fait une promotion zélée et souhaite organiser une projection le 11 septembre 2012, à l'occasion du onzième anniversaire des attentats. Relayée par les médias de langue arabe, la polémique gagne en ampleur, provoquant une vague de manifestations dans le monde musulman.

Le 10 septembre, le nouvel émir d'al-Qaida, Ayman al-Zawahiri, condamne le film et appelle à venger Abou Yahya al-Libi, haut responsable d'al-Qaida d'origine libyenne, tué quelques mois plus tôt par une frappe de drone. Le lendemain, l'ambassadeur américain en Libye, J. Christopher Stevens, est en visite à Benghazi. Il séjourne au consulat américain, installé dans une villa dont la sécurité a été confiée par les autorités gouvernementales à la Brigade des martyrs du 17 février – un choix plein d'ironie, alors que celle-ci est commandée par Belhadj, ex-détenu d'un site clandestin de la CIA. À la tombée de la nuit, des assaillants munis d'armes automatiques, de lance-grenades et de mortiers lancent une attaque coordonnée contre le bâtiment diplomatique ainsi que contre une annexe occupée par des analystes de la CIA[27]. Quatre Américains sont tués, dont l'ambassadeur Stevens. La responsabilité de l'attaque – qui n'est pas revendiquée – est vite attribuée à Ansar al-Charia, un collectif de milices d'obédience salafiste issues pour la plupart de Benghazi et Derna[28].

L'ensemble du personnel diplomatique américain est évacué, tandis qu'une nouvelle polémique enfle autour de la responsabilité d'Hillary Clinton, accusée d'avoir sous-estimé la menace et sous-dimensionné le dispositif de sécurité. Barack Obama monte au créneau et affirme que l'Amérique recherchera inlassablement les responsables de l'attaque pour les neutraliser ou les traduire en justice. Plusieurs drones sont alors déployés dans le ciel libyen pour assurer une surveillance accrue de ce théâtre, délaissé depuis la chute de Kadhafi. Considéré comme le principal artisan du crime, Abou Khattalah est finalement localisé par la CIA qui envoie dans la nuit du 15 juin 2014 un commando de Delta Force pour le capturer et le ramener vivant aux États-Unis. Il y est poursuivi dans le cadre d'une procédure pénale qui donnera lieu en 2018 à une condamnation à vingt-deux ans d'emprisonnement[29]. L'exception à la pratique des éliminations ciblées s'explique, en l'occurrence, par la volonté de faire la lumière sur les événements de Benghazi lors d'un procès public.

Quelques mois après l'assassinat de l'ambassadeur Stevens, les intérêts diplomatiques français sont à leur tour pris pour cible. Le 23 avril 2013, un véhicule piégé explose à proximité de l'ambassade de France à Tripoli, blessant deux gendarmes. Le 4 juillet, la voiture de Jean Dufriche, consul honoraire de France et médecin au Benghazi Medical Center, est mitraillée. Ces attaques interviennent dans une période d'instabilité croissante entre les différentes milices reflétant les équilibres mouvants au sein du Congrès national[30]. Le contexte international est là encore important : la France a déclenché en janvier 2013 l'opération *Serval* contre al-Qaida et ses alliés locaux au Mali. En ciblant les ressortissants français, les djihadistes libyens adressent donc aussi un message de soutien à leurs frères d'armes du Sahel[31].

Face à la dérive djihadiste du pays, tous les responsables ne restent pas inactifs. En mai 2014, le général Khalifa Haftar, commandant l'armée nationale libyenne et « homme fort » de l'est de la Libye, lance l'opération

Dignité contre les villes de Derna et Benghazi, où des « Choura de moudjahidines » ont pris le pouvoir[32]. Si l'offensive reçoit le soutien de l'Égypte et des Émirats arabes unis qui l'appuient de bombardements aériens, elle n'a pas l'aval du gouvernement de Tripoli où les factions islamistes du Congrès national refusent de reconnaître le résultat des élections de juin 2014. La Libye sombre alors dans une nouvelle guerre civile. Haftar ayant pris parti pour la nouvelle Chambre des députés, installée à Tobrouk, à l'extrême est, près de la frontière égyptienne, il tente de repousser vers l'ouest une coalition éparse composée de djihadistes, de milices islamistes de Misrata et de divers groupes locaux[33]. Malgré le soutien des Occidentaux et des monarchies émirienne et saoudienne, le général piétine. Le pays semble plus déstructuré que jamais lorsqu'un nouvel acteur venu du Levant fait son apparition : l'État islamique.

Ansar al-Charia ou la continuation du djihad par d'autres moyens

Si, en Libye, la mouvance djihadiste internationale profite de la violence et de la guerre pour conquérir de nouvelles positions, il en va autrement en Tunisie, modèle de transition pacifique, où, de 2011 à 2013, elle cherche à s'insérer dans le jeu politique et à acquérir une forme de légitimité sociale. C'est tout particulièrement le cas du mouvement Ansar al-Charia qui peut être vu comme une incarnation de la pensée d'Abou Mohamed al-Maqdissi. Cet idéologue jordanien avait publié en 1984 un ouvrage influent dans les cercles djihadistes, *Millat Ibrahim* (« La religion d'Abraham[34] »). Deux décennies plus tard, outré par les exactions perpétrées en Irak par son ancien compagnon de route Abou Moussab al-Zarkaoui, il s'attelle à la rédaction de *Waqafat ma'thamrat al-jihad* (« Positions sur les fruits du djihad ») dans lequel il distingue deux types de

combat : le *jihad al-nikaiyya* qui vise à infliger des dommages à l'adversaire et le *jihad al-tamkin* qui a pour objectif de « renforcer des acquis ou une position stratégique[35] ».

L'idéologue ne rejette pas le recours aux armes mais privilégie, dans certaines conditions, l'usage d'autres méthodes – en particulier la *da'wa* (prédication) – en vue de parvenir à la création d'un État islamique. Il ne participe pas directement au « printemps arabe » : arrêté en septembre 2010, il est condamné en juillet 2011 à cinq ans de prison par la cour de sûreté du royaume hachémite pour avoir organisé une filière djihadiste vers l'Afghanistan[36]. Ses considérations doctrinales – appuyées par d'autres théologiens comme Abou Mondher al-Shanqiti et relayées dans tout le monde arabe à l'aide d'Internet – ont toutefois eu une influence réelle sur la forme prise par le djihadisme dans certains pays au moment des révoltes de 2011.

C'est dans cette logique du *jihad al-tamkin* qu'est fondé en Tunisie, au printemps 2011, Ansar al-Charia – sans lien direct avec son homonyme libyen qui émerge à Derna à la même période. Son leader est un ancien du Londonistan et d'Afghanistan, ex-émir du Groupe combattant tunisien, Seifallah Ben Hassine, plus connu sous le nom de guerre d'Abou Iyad. Installé en Afghanistan sous les Talibans, ce dernier trouve refuge en Turquie après l'invasion américaine de 2001. Il y est arrêté deux ans plus tard et remis aux autorités tunisiennes qui le jugent et le condamnent à quarante-trois ans de prison[37]. Mais à la chute de Ben Ali, Abou Iyad fait partie des milliers de prisonniers politiques amnistiés et libérés par les autorités de transition dans les premières semaines de la révolution du jasmin. Environ 1 200 salafistes, dont 300 djihadistes ayant une expérience de combat à l'étranger, auraient bénéficié de ces libérations anticipées[38].

Abou Iyad ne considère pas la Tunisie postrévolutionnaire comme une terre de djihad : le tyran impie est tombé et les autorités de transition ne sont pas perçues comme une menace sur les valeurs islamiques – et pour

cause, c'est un parti islamiste, Ennahda, qui arrive en tête avec 37 % des voix aux élections constituantes du mois d'octobre 2011. Pour Ansar al-Charia, l'heure est à la prédication pour accroître la base populaire de son mouvement. La *da'wa* s'accompagne d'actions sociales et humanitaires auprès des populations les plus démunies. La première opération de ce type a lieu en mars 2011 à la frontière tuniso-libyenne, au bénéfice de réfugiés libyens. Pendant deux ans et demi, Ansar al-Charia conduit ainsi des centaines d'actions mêlant aspects sociaux et prédication politico-religieuse à travers toute la Tunisie[39].

Focalisé sur le débat constitutionnel, le nouveau gouvernement ne prête guère attention à l'émergence de ce néodjihadisme, faisant preuve d'une certaine naïveté, voire de complaisance, à l'égard d'Ansar al-Charia[40]. À partir de la fin 2011, les partisans d'Abou Iyad cherchent de plus en plus à imposer leurs normes dans l'espace public et installent dans certains quartiers une police des mœurs (*hisba*) officieuse. Des actions d'intimidation sont conduites contre des mausolées soufis, des rassemblements chiites ou encore des lieux considérés comme trop libéraux (échoppes vendant de l'alcool, campus universitaires mixtes, expositions d'œuvres d'art jugées blasphématoires, etc.). Un exemple symbolique est celui des manifestations violentes contre Nabil Karoui, patron de la chaîne Nessma TV, auquel les salafistes reprochent d'avoir diffusé le film *Persepolis* de Marjane Satrapi où apparaît une représentation de Dieu sous des traits humains. Karoui, dont le domicile est saccagé par les militants en colère, finit par présenter des excuses, ce qui ne l'empêche pas d'être poursuivi et condamné pour la diffusion d'un film « troublant l'ordre public et portant atteinte aux bonnes mœurs[41] ».

L'année suivante, c'est la diffusion d'un autre film, *Innocence of Muslims*, déjà évoqué, qui amène les militants d'Ansar al-Charia à faire parler d'eux. Le 14 septembre 2012, soit trois jours après l'attaque meurtrière du consulat américain de Benghazi par le groupe libyen

homonyme, les activistes tunisiens rassemblent en plein jour des centaines d'hommes armés de barres de fer, de pieux et de pierres qui prennent d'assaut l'enceinte de l'ambassade américaine à Tunis. Ils escaladent les hauts murs à l'aide d'échelles, cassent des fenêtres, brûlent des véhicules, arrachent le drapeau américain et hissent l'étendard noir du djihad.

Le climat se dégrade encore avec l'assassinat, le 6 février 2013, de Chokri Belaïd, secrétaire général du mouvement des patriotes démocrates et avocat de la défense lors du procès de Nabil Karoui. Cette fois, le crime suscite une forte émotion. Une véritable marée humaine, brandissant des drapeaux tunisiens et scandant des slogans hostiles aux islamistes, déferle lors des obsèques de ce militant des droits de l'homme qui avait passé toute sa carrière à combattre la dictature de Ben Ali. Le 25 juillet, un autre homme politique, le député progressiste de gauche et critique virulent de l'islamisme, Mohamed Brahmi, est abattu. Le gouvernement pointe désormais clairement du doigt Ansar al-Charia et fait interdire l'organisation[42]. Deux ans plus tard, le Franco-Tunisien Boubakeur el-Hakim, devenu cadre de Daech en Syrie, revendiquera ces assassinats, affirmant même avoir personnellement exécuté Brahmi[43]. Toutefois, des zones d'ombre continuent de planer sur ces deux affaires[44].

Après son interdiction, Ansar al-Charia se retrouve dans l'impossibilité de poursuivre ses actions de *da'wa*. Abou Iyad fuit en Libye, puis au Mali où il sera finalement éliminé par l'armée française en 2019. Les membres du groupe qui souhaitent persévérer dans la voie du djihad s'orientent dans deux directions. Une petite minorité choisit l'action violente en Tunisie et rejoint la katiba Uqbah Ibn Nafi, liée à al-Qaida au Maghreb islamique. Cette unité est surtout active à proximité de la frontière algérienne, dans la région montagneuse du djebel Chaambi. Elle se fait remarquer en tuant un militaire en décembre 2012 puis, le 29 juillet 2013, en tendant une embuscade qui coûte la vie à 8 soldats. Un an plus tard, en juillet 2014, 14 militaires meurent dans une autre attaque, ce qui constitue le plus lourd

bilan jamais enregistré par l'armée depuis l'indépendance de la Tunisie[45]. L'autre direction choisie par les sympathisants d'Ansar al-Charia est la Syrie, devenue à cette époque l'épicentre du djihadisme mondial. Le travail de prédication effectué par ce groupe de 2011 à 2013 contribue à expliquer pourquoi les Tunisiens sont si nombreux à rejoindre la zone syro-irakienne : à la fin de l'année 2013, leur nombre est déjà estimé à 2 000[46].

La progression du salafo-djihadisme en Égypte

Avec la Tunisie, l'Égypte était à la fin 2011 l'autre *success story* démocratique du « printemps arabe ». Les citoyens sont appelés aux urnes l'année suivante, faisant là aussi triompher les islamistes qui récoltent en cela les fruits de décennie d'actions de terrain. Après avoir passé plus de quatre-vingts ans dans l'opposition, tantôt au grand jour, tantôt dans la clandestinité, les Frères musulmans arrivent au pouvoir à l'issue d'élections libres qui donnent plus de 51 % des voix à leur leader, Mohammed Morsi. Malgré les inquiétudes dans la région quant à son programme politique et ses références idéologiques, le nouveau président ne remet en cause ni la paix avec Israël, signée en 1979 et si souvent dénoncée par son mouvement, ni l'aide américaine que la Maison-Blanche et le Département d'État font le choix de maintenir, par respect du vote populaire[47].

Très vite, cependant, le gouvernement Morsi suscite une forte opposition qui s'incarne dans *Tamarod* (« rébellion »). Lancé au printemps 2013, ce mouvement populaire rassemble 20 millions de signatures en faveur de nouvelles élections présidentielles, exige la démission du chef de l'État et menace de lancer une campagne de désobéissance civile. Au début de l'été, la contestation atteint un tel seuil que le pays semble à la veille d'une nouvelle révolution. C'est dans ce contexte que le 3 juillet, le général

Abdel Fattah al-Sissi ministre de la Défense apparaît à la télévision, vêtu de son uniforme couleur sable et coiffé du béret noir des forces armées. Il se tient droit derrière un pupitre en bois, entouré non seulement de militaires mais aussi d'un des chefs de file de l'opposition, Mohamed el-Baradei, du recteur de la mosquée al-Azhar et du patriarche de l'Église copte. L'air grave, Sissi annonce la suspension de la constitution. Sur les réseaux sociaux, une autre vidéo ne tarde pas à circuler dans laquelle le président Morsi apparaît agité. Vêtu d'un costume et d'une cravate noirs, assis seul à un bureau qu'il martèle frénétiquement de sa main droite, il dénonce un coup d'État et demande aux Égyptiens de résister pacifiquement. L'Égypte vient de connaître une contre-révolution.

La répression qui s'abat sur les islamistes est sanglante. À la mi-août 2013, l'armée donne l'assaut sur deux places du Caire où se sont réunis des dizaines de milliers de manifestants pro-Morsi. L'ONG Human Rights Watch comptabilise un millier de morts et évoque un crime contre l'humanité[48]. En décembre, la Confrérie est à nouveau déclarée organisation terroriste et des centaines de ses membres sont condamnés à la peine capitale lors de procès de masse[49]. Cette répression a pour effet de faire basculer une partie des Frères musulmans dans l'action violente[50] mais aussi de désinhiber les djihadistes égyptiens qui accentuent alors leurs attaques contre les forces de sécurité égyptiennes.

L'organisation la plus active dans le pays est Ansar Bayt al-Maqdis (« les Défenseurs de Jérusalem »). Créé par un certain Toufik Mohamed Freij, le groupe a pour terrain d'action principal la péninsule du Sinaï. Peuplée de Bédouins, à la culture et au dialecte bien distincts des habitants de la vallée de Nil, la province a toujours été mal contrôlée par le Caire. Occupée par Israël de 1967 jusqu'à l'application du traité de paix de 1979, elle est restée au fil du temps une zone de trafics, traversée par un fort ressentiment politique et social. Si la création d'Ansar Bayt al-Maqdis n'est officialisée qu'en 2012, le groupe est en réalité actif dès février 2011[51].

Mais il concentre alors ses attaques contre l'État hébreu qu'il vise en sabotant le gazoduc qui le relie à l'Égypte et en tentant d'attaquer directement son territoire. L'action la plus meurtrière a lieu le 18 août 2011. Ce jour-là, une douzaine de combattants, armés de fusils d'assaut, de lance-missiles et de mortiers, tirent sur des objectifs civils et militaires, à proximité de la ville d'Eilat : 8 Israéliens sont tués. Pris en chasse par Tsahal, les terroristes se replient du côté égyptien de la frontière. Dans la poursuite, des membres des forces de sécurité égyptiennes sont mortellement touchés par des tirs israéliens. Les sabotages comme les attaques transfrontalières ne manquent pas d'avoir des effets stratégiques. Le sentiment anti-israélien, déjà fort, s'accroît encore en Égypte, débouchant sur le saccage de l'ambassade d'Israël au Caire en septembre 2011. En conséquence, les autorités israéliennes décident de fermer leur représentation diplomatique tandis que de son côté, l'Égypte dénonce son contrat de livraison de gaz à Tel-Aviv en avril 2012.

En août 2012, Ansar Bayt al-Maqdis planifie une autre attaque complexe contre Israël. Les combattants doivent prendre le contrôle d'une base de l'armée égyptienne à proximité de la frontière puis utiliser des véhicules blindés de l'armée pour pénétrer en territoire israélien et faire un maximum de victimes. Au cours de l'attaque de la base, 16 membres des forces de sécurité égyptiennes sont tués[52]. Un véhicule volé réussit à pénétrer en Israël. Il est neutralisé par l'armée de l'air israélienne alors qu'il se dirige à vive allure vers un kibboutz.

Après le coup d'État de l'été 2013, le groupe djihadiste augmente significativement la cadence des attaques contre les forces de sécurité égyptiennes. En juillet-août, elles deviennent quasi-quotidiennes puis leur niveau « se stabilise à deux ou trois attaques par semaine » à l'automne et en hiver[53]. Le 5 septembre, le ministre de l'Intérieur échappe à un attentat-suicide orchestré par Hicham Achamoui, ancien militaire des forces spéciales ayant rejoint Ansar Bayt al-Maqdis[54]. À cette époque, le nombre

de djihadistes présents dans le Sinaï est estimé à un millier et leurs actions de déstabilisation sont de plus en plus décrites comme une « insurrection ». En janvier 2014, un hélicoptère de l'armée est abattu à l'aide d'un missile sol-air portable. En juillet, les djihadistes démontrent aussi leur capacité d'action loin de leurs bases en tuant une vingtaine de gardes-frontières à plusieurs centaines de kilomètres de l'autre côté de la vallée du Nil, à proximité de l'oasis d'al-Farafra, en direction de la Libye. En octobre, une trentaine de membres des forces de sécurité sont tués dans une attaque à Karam al-Qawadis, dans le nord du Sinaï[55]. Les civils sont aussi visés, notamment des étrangers – comme ça avait déjà été le cas à Louxor en 1997 puis à Charm el-Cheikh et Dahab en 2005 et 2006. Les hôtels des stations balnéaires au bord de la mer Rouge se vident. L'Égypte, qui accueillait environ 14 millions de touristes par an à la veille de la révolution de 2011, voit ce chiffre divisé par deux en l'espace de trois ans[56]. Cette baisse affecte durement une économie à la peine dont le tourisme tire plus de 10 % du PIB.

L'armement déployé par Ansar Bayt al-Maqdis lors de ses attaques et dans ses vidéos de propagande n'a pas manqué d'attirer l'attention des spécialistes. Des avis divergents ont par exemple été émis sur la provenance du lance-missile portable utilisé pour abattre l'hélicoptère de l'armée égyptienne[57]. Tous les experts se sont en revanche accordés sur un point : la déstabilisation durable de la Libye à partir de 2011 et le pillage des arsenaux accumulés dans ce pays par Mouammar Kadhafi ont permis à de nombreuses armes de circuler dans une partie de l'Afrique et du Moyen-Orient. Selon un rapport de l'ONU, l'armement libyen a ainsi été disséminé dans des zones de guerre variées allant de la bande de Gaza (*via* les tunnels reliant ce territoire palestinien au Sinaï égyptien) au nord du Mali[58]. Les uns après les autres, les printemps arabes semblent donc céder le pas à des hivers djihadistes. Nul autre pays n'incarne davantage cette pente tragique que la Syrie.

10

Syrie : de la guerre civile au djihad global

Fin janvier 2011, Hasan Ali Akleh, un jeune Syrien de la ville de Hassaké, suit l'exemple du Tunisien Bouazizi en s'immolant par le feu en signe de protestation contre le gouvernement autoritaire de Bachar al-Assad, leader du parti Baas et fils du défunt dictateur arrivé au pouvoir en 1970[1]. Il faut toutefois attendre le mois de mars pour que la contestation prenne de l'ampleur : à Deraa, au sud du pays, des adolescents sont arrêtés par les forces de l'ordre après avoir tagué sur le mur de leur école un slogan à l'adresse du président : *Jay alek el-dor ya doctor*[2] (« Ton tour arrive, docteur »). Plusieurs d'entre eux, âgés de dix à quinze ans, sont jetés dans les cachots des omniprésents services de sécurité (*mukhabarat*). Les hommes du régime leur fouettent les pieds avec des câbles électriques, leur arrachent les ongles avant de remettre les enfants à leurs familles, défigurés par les mauvais traitements. Révulsé par cette brutalité et incapable de faire entendre raison au chef local de la sécurité politique, un groupe de parents organise un premier rassemblement le 15 mars. Le mouvement est durement réprimé et les premiers manifestants sont tués, entraînant une nouvelle vague de protestation qui gagne alors rapidement le reste du pays.

À partir du mois d'avril 2011, le régime mobilise l'armée en masse, appelant sous les drapeaux tous les hommes aptes au service militaire pour

réprimer la contestation qui s'étend. Très vite apparaît un phénomène d'objection de conscience, entraînant des désertions de plus en plus nombreuses, parfois d'unités entières emmenées par leurs officiers qui ne peuvent se résoudre à tirer sur une population dont ils sont eux-mêmes issus. C'est le cas en juillet du colonel Riyad al-Asaad qui se filme suivant un rituel déjà répandu en présentant sa carte d'identité avant d'annoncer son soutien à la rébellion : il annonce la création d'une Armée syrienne libre (ASL) qui compte bientôt une dizaine de milliers de combattants. En réalité, cette « armée » est davantage une étiquette qu'une véritable organisation. Comme en Libye, le caractère à la fois spontané et local du mouvement débouche sur une construction « par le bas » d'une gouvernance alternative où les « brigades » (*kata'ib*) et « bannières » (*li'wa*) émergent de villes, de quartiers ou d'unités insoumises[3].

En parallèle, une opposition politique tente d'émerger : en septembre, un collectif d'activistes, de fonctionnaires et d'universitaires annonce la création d'un Conseil national syrien (CNS) qui se réunit à Istanbul début octobre en s'élargissant à d'autres forces d'opposition dont les Frères musulmans. Le CNS reçoit aussitôt le soutien de son homologue libyen, le CNT, qui vient tout juste de reconquérir Tripoli, ainsi que de ses parrains arabes et occidentaux. Dès le 18 août 2011, Barack Obama, Nicolas Sarkozy, David Cameron et Angela Merkel s'alignent pour appeler au départ de Bachar al-Assad. Le 10 octobre, Alain Juppé – pensant que se rejoue en Syrie le scénario libyen et convaincu de l'importance pour la France d'accompagner le « printemps arabe » – est le premier ministre des Affaires étrangères à recevoir les représentants du CNS[4]. La Turquie, ainsi que le Qatar et l'Arabie saoudite, émergent aussi au rang des soutiens initiaux à la révolution.

Assad n'a pas attendu ces déclarations pour présenter la rébellion comme un complot ourdi de l'étranger. Comme Kadhafi quelques mois plus tôt, il cherche à discréditer les manifestants en les faisant passer pour de

dangereux extrémistes. Il n'hésite pas non plus à jouer sur les divisions communautaires de la Syrie : bien qu'officiellement laïque, le régime baasiste fondé par le père de l'actuel président, Hafez al-Assad, s'est construit autour d'une base communautaire alaouite – une branche minoritaire de l'islam, apparentée au chiisme – et a su se poser en protecteur des minorités druzes, chrétiennes et même kurdes. Exploitant au maximum les clivages ethno-confessionnels, la politique d'Assad va en fait considérablement renforcer le facteur religieux, initialement discret, donnant progressivement corps à une mise en récit suivant laquelle la révolte serait celle d'une majorité arabe sunnite revancharde, désireuse de régler ses comptes avec des minorités favorisées par le régime[5].

Bien conscient de son intérêt à se présenter comme un rempart contre l'extrémisme, Damas fait tout pour donner à la contestation un aspect plus radical, allant jusqu'à ordonner la libération d'opposants islamistes détenus dans les geôles du régime et tout particulièrement dans la lugubre prison de Sednaya, au nord de la capitale syrienne. Dès le 26 mars 2011, Bachar al-Assad fait libérer quelque 260 prisonniers politiques du site, d'autres leur emboîtent le pas dans les mois suivants. Des personnalités comme Hassan Abboud, Zahran Allouch ou encore Ahmed Issa al-Cheikh vont respectivement prendre la tête des groupes armés Ahrar al-Sham, Liwâ al-Islam (rebaptisé par la suite Jaysh al-Islam) et Suqour al-Sham. Des dizaines de groupuscules émergent, d'obédience plus ou moins salafiste, qui jouent sur la place occupée par le Levant (*al-Sham*) en général et par la Syrie en particulier dans la mythologie et l'eschatologie musulmanes. Si ces acteurs variés rejoignent la rébellion contre le régime, ils prônent un projet politique bien différent, et plus précis, que les autres révolutionnaires. Leur but est clair et sans équivoque : établir un gouvernement islamique en Syrie[6].

Ce bouillonnement de groupes armés ne passe pas inaperçu auprès des djihadistes de la région. Dans l'Irak voisin, Abou Bakr al-Baghdadi, émir de

l'État islamique d'Irak (EII), perçoit une opportunité dans la déstabilisation de la Syrie. Parmi ses hommes de confiance se trouve un Syrien, Abou Mohammed al-Jolani, alors responsable des activités de l'EII dans la province irakienne de Ninive. Il l'envoie, à la tête d'une équipe d'une demi-douzaine de cadres, explorer les possibilités d'implantation en Syrie[7]. Quelques mois plus tard, Jolani y fonde une nouvelle entité, Jabhat al-Nosra (« Front pour la victoire »), qui cache soigneusement son affiliation à l'EII pour ne pas effrayer la population locale et les autres *kata'ib*. Sa première action d'envergure a lieu en décembre 2011 : un double attentat-suicide qui vise le renseignement militaire à Damas et fait des dizaines de morts. La revendication arrive en janvier suivant sous la forme d'une vidéo diffusée par la branche médiatique du groupe sur un forum de la mouvance al-Qaida.

L'opposition syrienne se méfie d'abord beaucoup de ce nouvel acteur dont la simple présence risque de la décrédibiliser aux yeux de la communauté internationale. Al-Nosra réussit néanmoins à se développer, parvenant à se rendre utile, parfois nécessaire, grâce à ses compétences militaires et sa capacité à frapper durement un régime qui se livre par ailleurs à une répression d'une brutalité inouïe. Le groupe commandé par Jolani réalise ainsi une demie douzaine d'attaques en mars 2012, puis leur nombre passe à une soixantaine en juin. Sur sa première année d'existence, près de 600 attaques – dont une quarantaine d'opérations-suicides – sont ainsi perpétrées par la filiale d'al-Qaida[8]. Dans la myriade de milices qui composent l'insurrection, al-Nosra parvient à tirer son épingle du jeu. Il devient progressivement un acteur incontournable, non seulement pour les autres organisations islamistes – comme Ahrar al-Sham[9] –, mais même pour des factions de l'ASL qui, au début de l'année 2013, apparaît « divisée et sur le déclin[10] ».

L’internationalisation du conflit

À cette époque, la guerre civile syrienne s’est déjà largement internationalisée. Le régime de Bachar al-Assad a mobilisé ses partenaires traditionnels. La Russie, alliée historique de la Syrie depuis la guerre froide, dispose d’une base navale à Tartous sur la côte alaouite et entretient toujours des liens étroits avec le régime de Damas. Si le président Dmitri Medvedev laisse initialement entendre qu’Assad devrait procéder urgemment à des réformes, son Premier ministre, l’ex-président Vladimir Poutine – qui revient s’installer au Kremlin au printemps 2012 –, fait montre d’un soutien plus ferme. Ce dernier voit dans le « printemps arabe » une vaste opération de subversion occidentale destinée à renverser une série de régimes perçus comme hostiles à la domination américaine. Poutine se sent lui-même très directement menacé par les milliers de manifestants qui contestent les résultats des élections législatives russes à la fin 2011[11]. Au cours de l’année 2012, Moscou se montre donc plus ferme dans ses menaces de veto contre toute résolution du Conseil de sécurité de l’ONU condamnant le régime. Il s’agit avant tout de ne pas laisser se reproduire un scénario « à la libyenne », les Russes jugeant – pas tout à fait à tort – que les Occidentaux avaient alors largement outrepassé le mandat de protection des populations qui leur avait été confié pour pousser au renversement du régime. Pour faire contrepoids à ce qu’elle considère comme une cabale internationale contre son allié syrien, la Russie accroît massivement son aide économique et militaire à Assad : les norias de bateaux reliant ses ports de la mer Noire à Tartous prennent l’allure d’une autoroute maritime bientôt surnommée « Syrian Express[12] ».

Parallèlement, la République islamique d’Iran se montre elle aussi solidaire du régime baasiste de Syrie. Malgré leurs différences idéologiques, les deux pays partagent un soutien au Hezbollah libanais dans la lutte contre Israël et une hostilité réciproque à l’égard des États-Unis et

des monarchies du Golfe. À cours de rentrées financières, Damas se voit renflouée en devises et approvisionnée en pétrole et en armes par Téhéran qui dépêche aussi sur place ses conseillers militaires de la force al-Quds des Gardiens de la révolution. Ces derniers exportent leurs méthodes de contrôle des foules, ainsi que le système de milices populaires (*bassiji*) qui ont sauvé les ayatollahs du « Printemps de Téhéran », un mouvement de contestation étudiant en 2009, précurseur à bien des égards des révolutions arabes, et qui avait alors été maté dans le sang. Cette aide iranienne se traduit début 2013 par l'intervention directe des Gardiens de la révolution avec l'arrivée d'un premier contingent d'environ 4 000 « volontaires ». Engagés dans la défense de Damas, ces derniers subissent de lourdes pertes, dont celle d'un général de brigade tué lors des combats que la propagande iranienne décrira comme liés à la protection du mausolée chiite de Zeinab près de Damas[13].

L'internationalisation de la répression est renforcée par l'intervention progressive du Hezbollah. Le groupe, historiquement parrainé par Téhéran, se mobilise dès 2012 le long de la frontière syro-libanaise, au prétexte de défendre les villages chiites menacés par l'avancée de factions islamistes rebelles, forcément sunnites. Mais l'implication de l'organisation dirigée par Hassan Nasrallah apparaît au grand jour en 2013, lors de la bataille de Qussayr, près de Homs, au cours de laquelle elle repousse une offensive de l'ASL avec 1 500 à 2 000 combattants[14].

L'opposition a elle aussi ses soutiens. Les monarchies du Golfe, tout d'abord, obtiennent la suspension de la Syrie de la Ligue arabe et organisent l'acheminement d'une aide humanitaire, puis militaire, au profit des rebelles. Dans le paysage éclaté de l'insurrection, les émirats entrent pourtant en rivalité. Comme en Libye, le Qatar se montre le plus actif et le premier à envoyer des armes avec une aide évaluée à « 3 milliards de dollars au cours des deux premières années de la guerre[15] ». Il s'associe notamment à la Turquie d'Erdoğan qui se rêve alors en modèle

d'« islamisme moderne » pour un Moyen-Orient postrévolutionnaire. Ensemble, ils contribuent à la montée en puissance de plusieurs milices islamistes dont Ahrar al-Sham. L'Arabie saoudite, de son côté, préfère jouer la carte de l'ASL à laquelle elle fait livrer des armes achetées en Croatie[16]. Mais les lignes d'approvisionnement sont complexes et, en bout de chaîne, rares sont les sponsors qui contrôlent le devenir des armes une fois la frontière syrienne franchie[17]. Les groupes les plus actifs sont souvent ceux qui récupèrent le matériel et il n'est pas rare que les djihadistes d'al-Nosra bénéficient d'armements destinés à d'autres.

Les responsables politiques occidentaux s'inquiètent autant de cette tendance que des massacres provoqués par le régime. Soucieux de renforcer l'« aile modérée » de l'opposition, le général David Petraeus – devenu directeur de la CIA – formule au printemps 2012 une proposition de soutien paramilitaire à certains groupes sous la bannière de l'ASL. Mais la proposition est finalement rejetée par la Maison-Blanche au profit d'une aide « non létale » de 50 millions de dollars – soutien humanitaire, mise à disposition de satellites de télévision et d'émetteurs radio, paiement des salaires, fourniture d'équipements de vision nocturne, etc.[18] La France opte pour une approche similaire : François Hollande, élu en mai 2012, promet à l'ASL une modeste aide financière et médicale qui s'élève à la mi-octobre à 1,5 million d'euros[19].

Le 23 juillet 2012, Jihad Makdissi – porte-parole du ministère des Affaires étrangères syrien ayant notamment étudié en France à l'École nationale d'administration – laisse entendre que l'armée de son pays pourrait déployer des armes chimiques pour se prémunir d'une attaque étrangère. Le 20 août, Barack Obama, interrogé par des journalistes dans la salle de presse de la Maison-Blanche, réagit vivement : il prévient que l'usage d'armes chimiques constituerait une « ligne rouge » qui, si elle était franchie, changerait la nature de l'implication américaine[20]. En dépit de cet avertissement, plusieurs attaques au gaz toxique touchent des populations

civiles au printemps 2013. Au moins l'une d'entre elles, à Khan el-Assal près d'Alep, pourrait être l'œuvre des rebelles[21]. Mais les bombardements les plus meurtriers sont de la responsabilité du régime qui dispose encore de larges stocks de chlore, d'ypérite et de sarin[22]. La France et le Royaume-Uni condamnent fermement cet emploi. Le 21 août, l'armée syrienne tire une salve de roquettes chargées de gaz neurotoxique sur les quartiers populaires de Zamalka et Ein Tarma, dans la Ghouta orientale, un bastion de la rébellion à l'est de Damas. Le bilan varie selon les sources entre 350 et 1 500 morts. Les images insoutenables d'enfants suffoquant, les yeux révulsés, ne laissent aucun doute sur le caractère criminel de cet acte.

Après avoir fait authentifier par leurs services de renseignement l'origine de l'attaque, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis se préparent à une réaction militaire. Le 27 août, François Hollande affirme dans son discours aux ambassadeurs être prêt « à punir ceux qui ont pris la décision effroyable de gazer des innocents ». Mais en l'absence de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies – paralysé par le veto russe –, le Premier ministre britannique, David Cameron, décide de s'en remettre à son Parlement pour valider la légitimité d'une intervention en Syrie : il essuie un refus des Communes à 285 voix contre 272. Alors qu'il s'apprête à lancer tout de même l'opération en duo avec son partenaire américain, le président français reçoit un appel de Barack Obama qui lui annonce devoir lui aussi consulter le Congrès. Entre-temps, la Russie a proposé un dispositif de contrôle et de retrait de l'arsenal chimique de Bachar al-Assad. Les Occidentaux renoncent finalement à intervenir militairement en Syrie, laissant la « ligne rouge » être allègrement franchie sans autre prix à payer que celui du sang des populations.

Pour compenser cette inaction qui leur sera si souvent reprochée par la suite[23], Washington et ses partenaires décident d'accroître l'aide militaire à l'opposition. La CIA inaugure ainsi l'opération *Timber Sycamore* qui vise à former et armer les brigades de l'ASL depuis des bases clandestines

installées dès 2013 en Jordanie, puis à partir de 2014 en Turquie[24]. La Grande-Bretagne et la France participent également à l'opération après avoir obtenu du Conseil européen une levée de l'embargo instauré en 2011 sur les livraisons d'armes en Syrie[25]. Le programme est pourtant loin d'être un succès. Tout d'abord, les Occidentaux se refusent à livrer du matériel de pointe (missiles sol-air, artillerie, etc.), de crainte de le voir tomber entre de mauvaises mains. Ensuite, une partie des fonds et des matériels tend à être détournée, y compris par des membres des services turcs et jordaniens qui jouent les intermédiaires. Enfin, malgré l'ambition initiale de coordonner les efforts parallèles des aides apportées à la rébellion par les Occidentaux, les Saoudiens, les Turcs et les Qataris, les rivalités se poursuivent, nuisant gravement à l'efficacité sur le terrain d'une ASL en pleine décomposition. Au début de l'année 2014, l'opposition dite « modérée » en Syrie semble plus déstructurée que jamais, tandis que les combattants islamistes et djihadistes ne cessent de gagner du terrain dans les « zones libérées », tout particulièrement au nord, dans les provinces d'Idlib, Alep et Raqqa.

Vers l'État islamique

L'internationalisation du conflit syrien ne provient pas que de l'ingérence des États de la région et des grandes puissances. Elle résulte également d'un phénomène de solidarité transnationale inédit par son ampleur depuis l'Afghanistan des années 1980. Dès l'été 2012, le chercheur américain Charles Lister comptabilise quelque 750 « combattants étrangers » enrôlés du côté de la rébellion, la plupart d'entre eux dans les rangs de Jabhat al-Nosra[26]. Il s'agit pour l'essentiel d'Irakiens et de Jordaniens, mais on compte déjà certains profils plus exotiques. De plus en plus de djihadistes présentés comme des « Tchétchènes » – en réalité issus de diverses républiques du Caucase telles que le Daghestan ou

l'Ingouchie – traversent l'Anatolie pour rejoindre le combat au « Sham ». La répression par les services de sécurité russes à la fin des années 2000 semble avoir réduit leurs espérances dans la région et il existe d'anciennes connexions entre le Caucase et la Syrie, qui facilitent les transferts *via* la Turquie[27]. Ces combattants redoutables sont un apport bienvenu dans les rangs d'une insurrection avant tout composée de jeunes déserteurs sans grande expérience militaire. Il en va ainsi de Tarkhan Batirashvili, plus connu sous le nom d'Omar al-Chichani, ancien sous-officier de l'armée géorgienne, connu pour sa flamboyante barbe rousse et ses qualités de meneur d'hommes, qui met sur pied courant 2012 une brigade de moudjahidines étrangers à Alep.

Les Libyens jouent aussi un rôle majeur, transposant leur expérience victorieuse contre Kadhafi vers la Syrie, à l'instar de Mahdi al-Harati, figure de la révolution de 2011, proche d'Abdel Hakim Belhadj au Conseil militaire de Tripoli, qui quitte la ville pour s'établir à Idlib en 2012[28]. Des Occidentaux apparaissent aussi dès cette époque. Ils sont initialement liés à des filières djihadistes anciennes, à l'instar des Français Jean-Michel Clain et Salim Benghalem[29]. Le premier est le frère de Fabien Clain, un des piliers du groupe d'Artigat, condamné à cinq ans d'emprisonnement en 2009[30]. Quant au second, il s'est radicalisé en prison au contact de membres de la cellule dite des « Buttes-Chaumont », organisatrice de filières irakiennes de 2003 à 2005, alors qu'il purgeait une peine pour avoir été impliqué dans un règlement de comptes mortel. Les Britanniques constituent également un contingent important avec l'émergence de personnalités marquantes dans les vidéos de propagande autoéditées par les brigades, à l'instar de Mohammed Emwazi, diplômé en informatique à l'accent anglais impeccable, surnommé « John le Beatle » par ses frères d'armes et « Jihadi John » par les tabloïds londoniens. Emwazi deviendra célèbre en 2014 en égorgeant devant les caméras de Daech le journaliste

américain James Foley, retenu en otage par divers groupes criminels avant d'être revendu à l'État islamique.

Si le djihad syrien mobilise les individus déjà engagés sur cette voie, il brasse aussi de nouveaux profils aux motivations variées. L'indignation face aux atrocités commises par le régime baasiste joue assurément un rôle clé dans cet élan. La circulation sur les réseaux sociaux d'images réelles et de vidéos de propagande touche de plein fouet une population jeune, hyperconnectée et en quête d'engagements moraux, aussi bien en Europe qu'en Afrique du Nord ou au Moyen-Orient. Si certains volontaires souhaitent combattre l'armée d'Assad pour ses exactions, d'autres affirment vouloir apporter une aide humanitaire aux populations syriennes démunies. Dans un cas comme dans l'autre cependant, l'afflux de volontaires étrangers se nourrit de la légitimité religieuse accordée au djihad en Syrie par des prédicateurs célèbres issus de différents courants dont certains, loin d'être liés à al-Qaida, sont considérés comme tout à fait fréquentables par les grands médias et nombre de gouvernements. C'est par exemple le cas du cheikh Youssouf al-Qaradawi, icône des Frères musulmans résidant au Qatar et connu pour ses prêches sur al-Jazeera, qui appelle dès 2012 à la lutte armée contre Bachar al-Assad[31].

La prise par la rébellion des principaux postes-frontières avec la Turquie et l'Irak au cours de l'été 2012 va considérablement faciliter l'acheminement des volontaires étrangers désireux de participer à l'aventure syrienne. La Turquie est en effet bien connectée à l'Europe occidentale par des compagnies aériennes *low cost*, comme Pegasus Airlines, et même accessible en voiture ou en bus[32]. Les ressortissants de l'espace Schengen n'ont pas besoin de passeport pour s'y rendre et les autorités turques, elles-mêmes engagées en faveur de la rébellion, ferment les yeux sur les transits au profit de ceux qui luttent contre Assad. Dès le début de l'année 2013, on compte entre 3 000 et 5 000 combattants étrangers en Syrie, dont environ 600 Européens, pour l'essentiel

britanniques, français, belges, néerlandais et allemands[33]. Ce chiffre demeure modeste au regard des dizaines de milliers de Syriens enrôlés sous les diverses bannières de l'insurrection, mais il change fondamentalement le regard porté depuis l'étranger sur le conflit.

Les deux groupes qui profitent le plus de cet apport sont Jabhat al-Nosra et sa maison mère, l'État islamique d'Irak. Ce dernier a commencé à s'implanter au mois de mai 2013 à Raqqa, au nord-est de la Syrie, après que des brigades de l'ASL et d'Ahrar al-Sham eurent arraché la ville au régime deux mois plus tôt. Au début, les rebelles tolèrent la présence de l'EII, mais leurs relations ne vont pas tarder à s'envenimer. Le groupe irakien est alors en pleine recrudescence de l'autre côté de la frontière. Laissé pratiquement exsangue en 2011 au moment du départ des Américains, il s'est patiemment reconstruit dans le nord de l'Irak en renouant des alliances locales dans la région de Mossoul et de Kirkouk. Mais c'est la politique sectaire du Premier ministre à Bagdad, Nouri al-Maliki, qui a surtout permis à l'EII de renaître de ses cendres.

Après avoir rompu dès 2011 sa promesse d'intégrer les milices sunnites de la *Sahwa* ralliées à grand-peine par les Américains, Maliki s'est employé à isoler au Parlement la coalition d'Iyad Allaoui, *Iraqiya*, qui promettait une plus juste répartition du pouvoir entre chiites et sunnites. L'arrestation en décembre 2011 du vice-Premier ministre sunnite Tarik al-Hashemi avait déjà sonné comme une alerte. Celle, un an plus tard, d'une centaine de gardes du corps du ministre des Finances, Rafia al-Issaoui, un autre sunnite originaire de Falloujah, provoque l'ire d'une communauté appauvrie et discriminée. Entre décembre 2012 et l'été 2013, les manifestations se succèdent dans les grandes villes sunnites de Falloujah, Ramadi et Mossoul. Maliki répond avec brutalité, faisant tirer sur la foule et qualifiant de « terroristes » tous ceux qui s'opposent à lui[34]. L'EII profite alors de l'occasion pour rétablir ses liens distendus avec les tribus et les ex-baasistes. En 2013, une sanglante campagne d'attentats cause plus de

9 000 morts à travers le pays, un record depuis 2008[35]. L'EII se lance également à l'attaque des tristement célèbres prisons d'Abou Ghraib et de Taji, d'où les djihadistes font évader quelque 600 détenus, arrêtés à l'époque par les forces américaines et qui viennent aussitôt grossir les rangs de l'organisation[36].

Cette résurrection d'al-Qaida en Irak ravive les ambitions de l'émir du groupe, Abou Bakr al-Baghdadi, qui décide de reprendre aussi les rênes de Jabhat al-Nosra en Syrie. En avril 2013, il publie un message révélant qu'al-Nosra est bien une émanation de son organisation et annonce du même coup le regroupement des deux entités sous une appellation unique : l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), dont l'acronyme en arabe se lit « Daech ». Toutefois, Jolani, leader d'al-Nosra qui a pris goût à son autonomie, n'entend pas accepter cet oukase. Dans un contre-communiqué, il se pose en émir d'une entité distincte de l'État islamique et réaffirme son allégeance directe à Ayman al-Zawahiri. Ce dernier, qui a pris la tête d'al-Qaida après la mort de Ben Laden, est amené à trancher le différend. Dans une missive du 23 mai adressée aux deux parties, il leur reproche de s'être exprimées publiquement sans l'avoir consulté au préalable. Sa sentence tombe : la bannière « EIIL » n'a pas lieu d'être, l'EII continuera à opérer en Irak uniquement et Jabhat al-Nosra en Syrie[37].

La réaction de Baghdadi ne se fait pas attendre : il rejette la décision du chef d'al-Qaida. Au deuxième semestre 2013, le mouvement de Baghdadi consolide effectivement son implantation en Syrie et multiplie les ralliements. Il accueille ainsi de nombreux combattants étrangers, à l'instar de la brigade d'al-Chichani[38]. Bien loin de se concentrer sur la lutte contre le régime de Bachar al-Assad, l'État islamique cherche aussi à évincer les autres rebelles des territoires qu'il convoite. L'opposition tourne à l'affrontement armé à Raqqa début janvier 2014 lorsque des combattants de Daech assassinent un commandant de la milice Ahrar al-Sham. Après quelques jours de combats, la ville tombe totalement entre les mains des

hommes de Baghdadi. Au même moment, une insurrection a lieu dans la province irakienne voisine d'al-Anbar : une coalition improvisée de milices tribales et de djihadistes de Daech s'empare de Falloujah et marche sur Ramadi. Une nouvelle géographie du Moyen-Orient émerge sous la coupe de la nouvelle organisation qui entend bien réduire à néant les « frontières coloniales » héritées des accords Sykes-Picot de 1916[39].

Les premières résonances en Occident

Le premier attentat commis en Europe par un « revenant » de Syrie a lieu en mai 2014, soit plusieurs mois avant le début des frappes occidentales contre les positions de l'État islamique. Mehdi Nemmouche, délinquant originaire du nord de la France et devenu geôlier de Daech en Syrie, abat quatre personnes au musée juif de Bruxelles. Les services de renseignement réalisent alors que le conflit syrien pourrait bien déborder vers l'Europe sous la forme d'une vague d'attaques dont Nemmouche n'est que le précurseur. Il apparaît rapidement que l'appareil sécuritaire qui a laissé partir des centaines de jeunes aspirants djihadistes au Levant n'est nullement dimensionné pour faire face à leur retour. Les services de police et de renseignement manquent d'autant plus de préparation que, depuis plusieurs années, la menace terroriste est devenue plus éparse et difficile à analyser.

Des signes avant-coureurs n'auraient cependant pas dû manquer d'alerter. Le 11 mars 2012, une nouvelle génération djihadiste entre en scène. Sur un parking du quartier de Montaudran, à Toulouse, un homme au visage dissimulé par un casque de moto abat d'une balle dans la tête le maréchal des logis-chef Imad Ibn Ziaten, un militaire français du 1er régiment du train parachutiste : « Tu tues mes frères, je te tue », entendra-t-on sur la vidéo filmée par l'assassin, référence à l'engagement de

l'armée française en Afghanistan. Une semaine durant, le mystérieux « tueur au scooter » sème la terreur dans la région Midi-Pyrénées. Le 15 mars à Montauban, il assassine deux autres militaires et en blesse grièvement un troisième alors qu'ils retiraient de l'argent devant leur caserne. Le 19 mars enfin, il se rend à l'école juive Ozar Hatorah de Toulouse, où il tue un jeune père de famille et ses deux enfants, âgés de trois et six ans, avant de courser une petite fille de huit ans qu'il exécute froidement d'une balle dans la tête. L'horreur prend fin deux jours plus tard après trente-deux heures de siège devant son domicile de la Côte Pavée à Toulouse, lorsque le RAID prend d'assaut l'appartement où s'est réfugié le forcené. C'est là que Mohammed Merah est abattu, non sans avoir au préalable blessé plusieurs policiers d'élite[40].

Ces attaques ont lieu un mois avant l'élection présidentielle, mais n'ont pas un impact décisif sur le scrutin qui voit la victoire du socialiste François Hollande au détriment du président sortant, Nicolas Sarkozy. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, veut tirer les leçons de l'affaire et commande à ses services un retour d'expérience. Jérôme Léonnet et Guy Desprats, respectivement inspecteur et contrôleur généraux de la police nationale, rendent leur rapport à l'automne[41]. Ce document pointe des « défaillances objectives », comme la « désactivation inopportune » de la fiche S de Merah – une fiche de renseignement pour individus susceptibles d'inquiéter la sûreté de l'État –, les problèmes de communication entre l'administration centrale et les antennes régionales, ou encore la persistance de cloisonnements entre police judiciaire et renseignement intérieur.

Il revient aussi, en filigrane, sur une polémique qui a éclaté peu de temps après les attaques, lorsque le directeur central du renseignement intérieur, Bernard Squarcini, a qualifié le terroriste de « loup solitaire », ce que certaines parties civiles ont interprété comme une manière d'atténuer les dysfonctionnements de son service. Les deux auteurs du rapport affirment quant à eux qu'il est encore trop tôt pour dire si le terroriste

« agissait effectivement seul » mais s'interrogent sur l'opportunité de créer une nouvelle incrimination « qui s'approche au plus près de l'intention terroriste individuelle ». Cette incrimination verra finalement le jour quelques mois après l'attentat de Mehdi Nemmouche dans la loi du 13 novembre 2014 qui crée l'infraction d'« entreprise terroriste individuelle ».

Pourtant, si Nemmouche et Merah étaient seuls au moment de leurs attaques, ni l'un ni l'autre ne peuvent être considérés comme des loups solitaires. Nemmouche s'est radicalisé en prison au contact d'autres détenus, puis a été formé en Syrie, où il est placé sous les ordres de Salim Benghalem. Quant à Merah, il s'est lui aussi « converti » à l'islam radical en détention après un parcours de délinquant juvénile. De par ses amitiés d'enfance, il fréquente aussi nombre d'aspirants djihadistes passés par la filière dite d'Artigat, un village de l'Ariège où s'est installé un prédicateur salafiste syrien ayant pris le nom d'Olivier Corel. Plusieurs de ses disciples, connus de Merah, seront parmi les premiers à partir en Syrie comme les frères Fabrice et Jean-Michel Clain ou Thomas Barnouin[42]. C'est aussi le cas de Sabri Essid, un ami de Merah qui deviendra son beau-frère lorsque le père du premier épousera la mère du second. Parti lui aussi en Syrie, Essid apparaîtra plus tard dans une vidéo de Daech, encourageant un jeune enfant à exécuter un otage. Dès avant le début de la guerre civile syrienne enfin, Merah a multiplié les tentatives d'intégrer un groupe combattant, en Algérie d'abord, en 2010, puis en Afghanistan et dans les zones tribales pakistanaises en 2011 où il entre en lien avec un cadre tunisien d'al-Qaida, Moez Garsallaoui[43].

Une semaine après la mort de Merah, la police et la gendarmerie réalisent un vaste coup de filet antiterroriste. Une vingtaine d'individus sont interpellés de la Loire-Atlantique à la Côte d'Azur. Ils font partie du groupuscule Forsane Alizza (« les Cavaliers de la fierté »), jusqu'alors surtout connu pour ses vidéos d'agit-prop islamiste et pour les prêches

enflammés de son émir, le Nantais Mohammed Achamlane[44]. En septembre 2010, alors que le pasteur américain Terry Jones appelait à un « *Burn a Koran Day* », Achamlane avait par exemple piétiné un Code pénal français en scandant « *Allah Akbar* ». « C'est ce livre qu'il faut brûler, celui-là et pas un autre ! » avait-il crié lors de ce *happening* réalisé devant le tribunal de Limoges. Pratiquant ouvertement la polygamie et incitant ses épouses religieuses à braver la loi interdisant le port de la burqa, Achamlane demande l'application de la charia et ne cache pas son objectif d'établir en France même un État islamique[45].

Lors des perquisitions réalisées aux domiciles des cadres de Forsane Alizza, 6 armes de première catégorie – dont 3 kalachnikovs – sont saisies, mais aussi plus de 20 autres armes à feu et des centaines de cartouches[46]. En exploitant le matériel informatique, les enquêteurs découvrent de nombreux documents démontrant le soutien actif du groupe à la cause djihadiste, mais aussi des éléments laissant penser que le groupe préparait des actions violentes sur le territoire national. Un dossier contient ainsi des manuels pour la fabrication d'explosifs et une liste de magasins casher. Il ressort également que Forsane Alizza fait partie d'une mouvance internationale et entretient des liens avec des organisations similaires en Belgique (Sharia4Belgium) et au Royaume-Uni (Islam4UK, structure héritière du groupe al-Muhajiroun dont deux sympathisants assassineront un militaire britannique à Woolwich en mai 2013).

Dans le réseau Forsane Alizza se trouve notamment un ancien braqueur, qui prêche au pied des immeubles des quartiers Saint-Roch et de l'Ariane à Nice, où il a grandi. Son nom est Omar Diaby, mais il se fait connaître sous le pseudonyme d'Omar Omsen, en référence à ses origines sénégalaises[47]. Ce dernier a un parcours désormais familier : jeune délinquant, radicalisé en prison, il a tenté dès 2010, soit à la même époque que Merah, de rejoindre l'Afghanistan et le Yémen. Alors qu'il travaille dans un restaurant kebab appelé « La Nosra », il gagne bientôt une notoriété dans toute la

djihadosphère francophone avec ses longues vidéos postées sur YouTube, nourries de théories du complot qui dénoncent l'islamophobie ambiante en Europe et appellent à l'émigration (*hijra*) en terre d'Islam. Son charisme et ses diatribes millénaristes ont poussé des dizaines de jeunes à prendre le chemin de la Syrie, contribuant à faire de la France le pays occidental le plus touché par les filières djihadistes. Lui-même rejoint le Levant en juillet 2013, *via* la Tunisie et la Turquie : arrivé en Syrie, il rallie Jabhat al-Nosra et prend la tête d'une petite katiba de Français qu'il fait participer aux combats dans la région d'Idlib.

Parmi les disciples d'Omar Omsen se trouve un jeune homme né au Havre dans une famille originaire elle aussi du Sénégal : Abdoul M'Bodji. Ce dernier choisit lui aussi de quitter la France pour faire le djihad, mais il ne s'oriente pas vers le Moyen-Orient. En novembre 2012, il publie sur Facebook une vidéo intitulée *Ma hijra à Tombouctou*, dans laquelle il exhorte les musulmans à prendre les armes : « Vous devez rejoindre ceux qui luttent dans le sentier d'Allah […]. Vous devez les rejoindre. Ils sont partout : ils sont en Afghanistan, ils sont en Syrie, ils sont au Yémen, ils sont en Somalie, ils sont aux Philippines, ils sont en Tchétchénie, ils sont au Mali, ils sont au Nigeria. Vous devez les rejoindre. Quitte à en payer le prix, quitte à mourir[48]. » En effet, alors que le Levant apparaît de plus en plus comme le nouvel épicentre du djihadisme, il n'en a pas pour autant le monopole. Plusieurs régions d'Afrique font partie des zones secouées par des conflits où prospèrent les groupes armés islamistes.

11

Afrique : extension du domaine de la lutte

Elles sont 276 lycéennes venues passer leur épreuve de physique au baccalauréat ce 15 avril 2014 dans le lycée de Chibok, petite ville de l'État du Borno, au Nigeria. La plupart d'entre elles habitent trop loin pour faire l'aller-retour dans la journée et sont donc hébergées dans l'établissement. L'école est pourtant officiellement fermée depuis près d'un mois, comme une centaine d'autres dans la région, du fait de la situation sécuritaire dégradée. Depuis 2009, le Groupe pour l'éradication des innovations maléfiques et le rétablissement de la tradition, plus connu sous son surnom haoussa de « Boko Haram » (« l'éducation occidentale est sacrilège ») fait régner la terreur dans tout le nord-est du Nigeria. Un mois et demi plus tôt, un commando du groupe armé a pénétré dans le collège de Buni Yadi pour y massacrer 59 garçons, âgés de huit à onze ans, certains à l'arme automatique, d'autres à l'arme blanche ou même en les brûlant vifs. Mais cette nuit-là, à Chibok, les hommes d'Aboubakar Shekau, l'émir de Boko Haram, ne sont pas venus pour tuer. Déguisés en gardes, ils pénètrent dans le lycée et, tels les Romains enlevant les Sabines, s'emparent des jeunes filles, en majorité de confession chrétienne, pour les convertir de force et les épouser ou les conserver comme esclaves sexuelles – un usage « permis par la foi[1] » selon Shekau.

Ce rapt spectaculaire et la campagne de solidarité internationale qui s'ensuit autour du hashtag *#BringBackOurGirls* va rendre tristement célèbre la férocité de ce groupe djihadiste, encore inconnu du grand public quelques années auparavant. L'Afrique subsaharienne n'en est pourtant pas à ses débuts en matière de terrorisme. Deux ans plus tôt, une coalition gravitant autour d'al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) s'était emparée du Nord-Mali à la faveur d'une nouvelle rébellion touareg et y avait établi un éphémère émirat de l'Azawad. Dans l'est du continent, la Somalie héberge depuis les années 1990 un puissant mouvement djihadiste, lié dès 1998 aux attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es Salam. Une décennie après la chute des Talibans, Mogadiscio demeure au tournant des années 2010 le repaire de l'un des groupes les plus dangereux de la planète : Harakat al-Shebab al-Moudjahidin.

Ces trois foyers, bien que très différents dans leur sociologie et leur trajectoire politique, attestent de l'émergence d'un « front subsaharien » du djihad global dont l'importance ne cesse de croître. Alors même qu'une majorité du monde occidental a les yeux rivés sur le Moyen-Orient et le cataclysme humanitaire de la zone syro-irakienne, un nouveau chapitre de la guerre globale contre le terrorisme s'ouvre en Afrique avec les interventions internationales en Somalie, l'engagement français au Mali et la régionalisation de la sécurité au Sahel.

Révolte touareg, émirat djihadiste

Il est devenu courant de présenter la crise du Nord-Mali comme un contrecoup imprévu de l'intervention occidentale en Libye. Une telle vision fait fi des problèmes politiques et sociaux structurels du Mali depuis des décennies dans son septentrion mal contrôlé, mais elle contient néanmoins une part de vérité. C'est en septembre 2011 que débute près de Misrata le siège de la ville de Beni Walid. Parmi l'arrière-garde du régime de Kadhafi

se trouvent le millier d'hommes de Mohamed Ag Najim, un touareg malien qui avait rejoint la Libye après avoir rejeté en 1991 les accords de Tamanrasset mettant fin à la deuxième grande révolte touareg depuis l'indépendance du Mali en 1960. Alors qu'il ne semble plus y avoir guère d'espoir pour son ancien patron, Najim décide d'abandonner Kadhafi à son sort pour rentrer au pays avec armes et bagages. Une nouvelle rébellion se prépare, portée par une jeune génération de leaders touaregs, diplômés de l'université et influencés eux aussi par le mouvement du « printemps arabe », tels que Bilal Ag Chérif et Moussa Ag Achartoumane.

Avec l'apport du bataillon de Najim, ceux-ci fondent en octobre 2011 le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), terme d'origine berbère caractérisant une zone de pâturage nomade dans la région de Ménaka. Par une mystérieuse extension, il en est venu à désigner tout le nord du Mali sur lequel s'étendait jadis l'emprise des Touaregs[2]. Pourtant, tout le monde n'adhère pas à cette révolte qui couve, à commencer par les autres populations du Nord : les Arabes et les communautés apparentées (Maures, Bérabiches et Kountas), ainsi que les sédentaires, Peuls, Bozos et Songhaïs. Ces derniers voient avec méfiance l'ambition touareg de se présenter comme les hérauts d'une région où ils sont en fait minoritaires. Par ailleurs des dissidences émergent au sein même des Touaregs. Les jeunes leaders du MNLA ne tardent pas à froisser les anciens chefs des précédentes rébellions tels qu'El Hadj Ag Gamou, devenu général dans l'armée malienne, ou encore Iyad Ag Ghali, personnalité mythique qui brigue alors la tête de la chefferie traditionnelle de la prestigieuse tribu des Ifoghas.

Tout comme Najim, Gamou et Ghali ont combattu dans les années 1970 au sein de la Légion islamique de Mouammar Kadhafi. Ils ont été envoyés au Liban aux côtés de Yasser Arafat dans les années 1980 puis au Tchad pour guerroyer contre Hissène Habré. Ils rentrent au Mali en 1990 pour prendre la tête de la première révolte touareg depuis celle de 1963 dans

laquelle leurs pères avaient trouvé la mort. Si cette tentative ne suffit pas pour arracher à Bamako une indépendance – qui n'était probablement espérée que par une minorité –, elle contraint l'État central à signer un accord de paix. Demeuré largement incomplet dans son application, ce dernier n'en permet pas moins aux principaux leaders touaregs d'être réintégrés en se voyant offrir des postes prestigieux. Gamou intègre ainsi l'armée et devient officier d'état-major. Ghali, de son côté, évolue sur le plan personnel : il rejoint d'abord le mouvement islamiste Tabligh avant de se rapprocher progressivement des courants salafistes. Après avoir tenté une nouvelle révolte avortée en 2006, il devient même consul du Mali à Djedda, en Arabie saoudite, d'où il est expulsé pour ses liens présumés avec la mouvance djihadiste[3].

Mis sur la touche par la direction du MNLA fin 2011, débouté de la chefferie des Ifoghas, Ghali décide alors de se tourner vers la direction d'al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) par le truchement de son cousin, Abdelkrim al-Targui, proche d'Abou Zeïd, qui a pris la tête d'une nouvelle katiba, al-Ansar, composée essentiellement de Touaregs. Avec l'appui financier d'AQMI – enrichie par les rançons des otages occidentaux kidnappés au cours des années précédentes – Iyad Ag Ghali fonde son propre mouvement, concurrent du MNLA, qu'il baptise Ansar Dine (« les Combattants de la foi »).

Le duo AQMI-Ansar Dine est bientôt rejoint par un troisième acteur : le Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), fondé également fin 2011 par Hamada Ould Mohamed Kheirou, un Mauritanien proche de Mokhtar Belmokhtar qui reproche à Droukdel et Abou Zeïd de réserver le leadership de l'émirat saharien d'AQMI aux seuls Algériens. Des enjeux plus prosaïques les opposent également, comme la répartition des butins (*ganima*) et notamment des rançons des kidnappings. Les principales figures du MUJAO sont des Sahraouis, des Maures et des Arabes du Tilemsi, mais on y trouve également des Peuls, Songhaïs et

autres, issus de communautés subsahariennes. Une part notable de ceux qui rejoignent l'organisation sont impliqués dans le crime organisé et notamment le trafic de cocaïne, alors en plein boom dans la région. C'est notamment le cas du chef militaire du MUJAO, Ahmed al-Tilemsi, arabe lamhar qui a fait fortune dans la contrebande[4].

Le 17 janvier 2012, après l'échec d'une tentative de conciliation à Bamako, le MNLA se lance à l'attaque : sous le commandement de Najim, ses combattants fondent simultanément sur les villes de Ménaka, Aguelhok et Tessalit dans le nord-est du pays. Très vite, sans qu'on sache bien la nature de l'arrangement qui les lie, les djihadistes d'Ansar Dine, d'AQMI et du MUJAO se joignent aux rebelles séparatistes pour attaquer les garnisons de l'armée malienne. À Aguelhok, 153 soldats sont capturés et exécutés sans autre forme de procès, au mépris total du droit de la guerre[5]. Encerclée dans ses bases, coupée de ses lignes de ravitaillement, l'armée malienne résiste plusieurs semaines avant de céder place après place.

À Bamako, dans le Sud, le président Amadou Toumani Touré (ATT) tente de minimiser la débâcle, mais les familles et les camarades des militaires tués dans le Nord ne l'entendent pas de cette manière. Alors que, le 21 mars, le pouvoir tente de préempter une manifestation de femmes de soldats en dépêchant son ministre de la Défense et le chef d'état-major, la garnison militaire de Kati, à quelques kilomètres de Bamako, se mutine. Des soldats et officiers subalternes improvisent alors un coup d'État contre le pouvoir chancelant. Ils se saisissent de quelques automitrailleuses et attaquent le palais présidentiel dont ils s'emparent facilement. Le lendemain, le capitaine Amadou Haya Sanogo, la veille encore professeur d'anglais au Prytanée militaire de Kati, devient président du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État, qui sert alors *de facto* de gouvernement. Sous la pression internationale, ce dernier doit pourtant vite rendre le pouvoir aux civils. Le 8 avril, après l'annonce de la démission de l'ex-président ATT, réfugié au Sénégal, et

sous la pression internationale, la junte passe la main à un gouvernement par intérim sous la tutelle du président de l'Assemblée nationale, Diocounda Traoré.

Entre-temps, la situation militaire a encore évolué. La rébellion a profité de la vacance du pouvoir pour s'emparer des trois grandes villes du Nord : Kidal, Tombouctou et Gao. Elle contrôle désormais toute la moitié septentrionale du Mali et proclame le 7 avril l'indépendance de l'Azawad. Le MNLA ne règne pourtant pas seul sur ce proto-État : il doit composer avec les forces djihadistes, notamment celles d'Iyad Ag Ghali, dont le parcours et la renommée lui assurent un grand respect au sein du monde touareg malien et au-delà. Contraint de partager le pouvoir, le MNLA entreprend fin avril la rédaction d'un « protocole d'entente[6] » avec Ansar Dine sur la gouvernance transitoire d'un futur « État islamique de l'Azawad[7] ». Le document évoque notamment une application de « la législation islamique basée sur le Coran et la Sunna » ainsi que « la fusion des forces respectives [du MNLA et d'Ansar Dine] pour constituer une armée unifiée de l'État de l'Azawad ».

L'entente est cependant de courte durée. Le 8 juin à Kidal puis à nouveau le 13 à Tombouctou, des accrochages violents opposent des éléments du MNLA à ceux d'Ansar Dine et surtout de ses alliés, AQMI et le MUJAO[8]. C'est avec ce dernier que les choses s'enveniment, particulièrement à Gao à la fin du mois. Les hommes d'Ahmed al-Tilemsi et de la katiba de Belmokhtar s'emparent de la ville, laissant le MNLA battre en retraite avec une vingtaine de tués. Au cours de l'été, tout l'Azawad bascule sous la coupe des djihadistes[9]. Les indépendantistes ont beau jeu alors de se présenter comme des remparts contre les terroristes, ils n'en sont pas moins ceux qui leur ont permis, certes à leurs dépens, d'asseoir leur emprise sur un territoire de quelque 800 000 km^2 (une fois et demie la superficie de la France métropolitaine) et de près de 1 million d'habitants.

Depuis son repaire kabyle en Algérie, l'émir d'AQMI mesure cette occasion unique pour la mouvance djihadiste, mais aussi la fragilité de l'entreprise. Dans une « Directive générale sur le projet islamique des moudjahidines de l'Azawad[10] » datée du 20 juillet 2012 et adressée à ses « frères émirs » du Sahara, Abdelmalek Droukdel leur enjoint de tout faire pour ne pas mettre en danger « ce projet vital d'une grande importance pour nous, ainsi que pour notre djihad en cette période critique ». Dans ce document éclairant retrouvé à Tombouctou après la libération de la ville, l'émir d'AQMI fustige ses subordonnés pour avoir commis « la grave erreur de déclencher la guerre contre le MNLA après le rapprochement et l'accord qui nous avaient réjouis ». Craignant une « très probable intervention militaire internationale », Droukdel demande en effet aux djihadistes « de ne pas avoir une grande visibilité sur la scène politique et militaire » et de laisser les indépendantistes en vitrine. Il appelle également à la mise en place d'une gouvernance centrée sur les besoins de la population :

> Il serait judicieux de considérer ce projet d'un point de vue plus global avec une occasion inédite et propice qu'il faut saisir afin de se rapprocher de la population d'Azawad dans toutes ses composantes. Il faut la mobiliser autour de notre projet islamique en portant sa cause juste et en répondant à ses attentes légitimes, tout en lui apportant un caractère islamique authentique. […] Si notre expérience n'aboutit qu'à des résultats positifs d'ampleur limitée et que notre projet venait à tomber à l'eau pour quelque raison que ce soit, nous nous contenterons d'avoir planté une bonne graine dans un bon terreau que nous avons fertilisé avec un engrais qui aidera l'arbre à pousser et grandir jusqu'à devenir, nous l'espérons, haut et prospère, même si cela doit prendre du temps[11].

Droukdel exhorte ses représentants à se montrer « flexibles » y compris sur les questions religieuses liées à la jurisprudence et à l'excommunication (*takfir*), et ce afin de limiter les sphères de confrontation avec les différents courants politiques, les notables et les imams locaux. Il préconise au contraire une « application progressive [de la charia] dans un environnement où les populations ignorent les préceptes religieux depuis des siècles ». L'émir algérien les met enfin en garde contre « toute déclaration provocatrice à l'égard des pays voisins », allant jusqu'à demander de « geler l'activité du djihad et du combat » sur le territoire malien jusqu'à nouvel ordre.

Dire que les directives de Droukdel ne seront pas appliquées relève de l'euphémisme. Dès la prise de contrôle du Nord-Mali par les trois groupes djihadistes, ces derniers se signalent par de graves abus à l'encontre de la population locale dans leur façon d'imposer la loi islamique. L'une de ces violations des droits de l'homme les plus flagrantes est l'application de châtiments corporels (*hudud*) à l'issue de « procès islamiques » sommaires et sans débats contradictoires. Dans un rapport publié en septembre 2012, l'ONG Human Rights Watch rapporte ainsi au moins huit amputations de pieds et de mains pour la seule ville de Gao au cours de l'été, les victimes étant des individus accusés de vol de bétail. Le 30 juillet, à Aguelhok près de Kidal, les membres d'Ansar Dine ont également lapidé à mort un couple pour adultère[12].

Un peu partout dans l'Azawad, une « police islamique » (*hisbah*) identifiable à ses vestes bleues patrouille à pied ou en véhicule, mène les enquêtes sur les plaintes reçues et impose des sanctions contre les auteurs présumés d'infractions à la charia. Cette milice pratique la flagellation en place publique d'hommes accusés d'avoir fumé ou bu de l'alcool, ou de femmes ne s'étant pas assez couvertes. Les hôtels, épiceries et débits de boissons suspectés de vendre de l'alcool subissent des saccages. Enfin, tout comme en Afghanistan où les Talibans avaient détruit les grands bouddhas

de Bamyan au nom de la lutte contre l'idolâtrie, les djihadistes sahariens s'attaquent au patrimoine culturel malien perçu comme contraire à la loi religieuse. À Tombouctou, la « ville des 333 saints », ils dévastent à coups de hache de nombreux mausolées et sanctuaires soufis inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO. À Douentza, ils détruisent des masques traditionnels et le « Toguna », édifice public sacré chez les Dogons[13].

Si ces exactions suscitent l'indignation à travers le monde entier, elles ne suffisent pas à provoquer l'intervention militaire tant redoutée par Droukdel. Au sortir de dix ans de guerres en Irak et en Afghanistan, inquiets de la dégradation sécuritaire en Libye et en Syrie, les Américains n'ont aucune envie d'ouvrir un nouveau front en Afrique de l'Ouest, région qui figure parmi les derniers rangs de leurs priorités géopolitiques. À Paris, le nouveau pouvoir socialiste de François Hollande montre lui aussi peu d'appétence à une aventure militaire, lui dont la priorité diplomatique est de se désengager d'Afghanistan et « d'en finir avec la Françafrique »[14]. Le Quai d'Orsay préfère pousser des structures multinationales, perçues comme plus légitimes, comme l'Union européenne, à travers une mission de formation de l'armée (EUTM-Mali) de 200 instructeurs envoyés pour une durée de quinze mois. Mais l'idée principale, comme le martèle alors le président guinéen Alpha Condé, est de laisser « l'Afrique résoudre ses problèmes elle-même ». À l'automne 2012, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) demande au Conseil de sécurité de l'ONU une résolution lui permettant de déployer 10 000 hommes pour rétablir l'intégrité territoriale du Mali. Le président malien par intérim, Diocounda Traoré, en formule lui-même le vœu et la résolution, fortement appuyée par la France, est finalement adoptée le 20 décembre. À Paris, on assure que la contribution française à cette future force africaine se limitera au plan logistique et à l'appui renseignement, sans déployer de troupes de combat[15]. Il aura donc fallu plus de neuf mois pour apporter un début de réponse coordonnée à la création d'un sanctuaire

djihadiste au Mali. Mais ces plans vont vite être bousculés par l'accélération des événements.

Serval : la France en guerre contre le terrorisme

Le spectre d'une intervention internationale agite la communauté djihadiste de l'Azawad. Au sein d'AQMI, le torchon brûle entre Belmokhtar et Abou Zeïd autour des éternelles questions de partage des rançons et de livraisons d'armes. Les deux rivaux s'opposent depuis longtemps au sein de l'émirat saharien et les lettres de Droukdel retrouvées à Tombouctou révèlent une prise de parti systématique de l'émir en faveur d'Abou Zeïd[16]. Déjugé par ses pairs, Belmokhtar quitte l'organisation à la fin 2012, emportant avec lui ses partisans dans un nouveau groupe baptisé al-Mouaguiine Biddam (« les Signataires par le sang ») qui se rendra célèbre dès le 18 janvier par une prise d'otages spectaculaire sur le site pétrolier d'In-Amenas en Algérie. Les tensions s'accumulent aussi entre Ansar Dine et ses alliés. Soucieux de consolider son assise face à AQMI et au MUJAO, Iyad Ag Ghali semble avoir pris, sans les consulter, la décision de relancer l'offensive vers le sud[17]. Déployées depuis plusieurs mois dans la région de Mopti-Sévaré, à proximité de la ligne de front, la DGSE et les forces spéciales françaises du dispositif *Sabre* notent dès le 7 janvier des mouvements discrets de pick-up armés se déplaçant par petits groupes vers le sud. Ils évaluent le dispositif à environ 1 500 combattants, répartis en deux fuseaux, est et ouest, prêts à passer à l'attaque dans une manœuvre en tenaille.

L'offensive est déclenchée à l'est le 9 janvier en direction de la ville de Konna, sur le fleuve Niger. Le colonel Dacko de l'armée malienne qui tient le front est vite dépassé : il dispose normalement d'un groupement

commando et de trois régiments – infanterie motorisée, artillerie et blindés –, mais la majorité de ses soldats prennent la fuite dès les premières heures de l'attaque. Dans un échange téléphonique avec l'officier français des forces spéciales à Sévaré, Dacko confie ne plus disposer que de « deux sections et demie », soit une centaine d'hommes. Le soir même, le président Traoré rédige une lettre demandant à la France d'intervenir au titre de l'article 51 de la charte des Nations unies autorisant la légitime défense « individuelle et collective ». Le document, après avoir été révisé à la demande de Paris pour que « le texte soit plus précis et donc la légitimité de [l']action incontestable[18] », est présenté au Conseil de sécurité des Nations unies dès le lendemain. Entre-temps, Konna est tombée et les combattants d'Ansar Dine et d'AQMI se dirigent vers l'aéroport de Sévaré.

Le 11 janvier à 10 h 30 du matin, François Hollande annonce en conseil de défense sa décision d'engager les forces françaises contre les djihadistes afin de « les stopper et de les détruire[19] ». À 14 heures, deux hélicoptères Gazelle des forces spéciales décollent de Djibo au Burkina en direction de Sévaré où ils s'attaquent à un groupe de pick-up en embuscade. Malgré la destruction de plusieurs véhicules, l'opération commence sous de mauvais auspices : le copilote de l'un des appareils est touché à l'artère fémorale par des tirs venant du sol et décède à son retour à la base tandis que l'autre Gazelle doit se poser en urgence en zone ennemie – l'équipage sera finalement secouru par des commandos. Des résultats plus concluants sont obtenus dans la soirée par les Mirage 2000D qui décollent de N'Djamena, au Tchad, pour bombarder la préfecture de Konna, où Iyad Ag Ghali a établi son quartier général. D'autres frappes suivent le 13 janvier avec des Rafale qui décollent depuis Saint-Dizier en Haute-Marne, pour atteindre le Mali et ensuite regagner le Tchad après plus de neuf heures de vol. Ce même jour alors que l'Élysée affirme qu'un coup d'arrêt définitif a été porté à l'offensive djihadiste, un groupe de combattants d'AQMI emmenés par Abou Zeïd attaquent sur le fuseau ouest, et s'emparent de la localité de

Diabaly, menaçant directement la ville-pont de Markala puis, derrière elle, Ségou et toute la vallée du Niger jusqu'à Bamako.

Toutefois, l'opération française, baptisée *Serval* – un petit félin de la savane –, se consolide vite[20]. Des troupes sont acheminées par les airs depuis les bases prépositionnées au Tchad, au Sénégal, au Gabon, et surtout de Côte d'Ivoire. Un escadron blindé de la force *Licorne*, présente dans le pays depuis 2002, part d'Abidjan le 13 pour arriver dès le 15 janvier au matin à Bamako. En quelques jours, un groupement tactique d'un millier d'hommes est donc sur pied. Dès le 16, il peut positionner un détachement devant Markala et reprendre Diabaly le 19. Impressionnés par la puissance des frappes aériennes, les djihadistes battent en retraite dans toutes les directions. Les forces françaises se divisent alors en deux colonnes : l'une prend la direction de Gao, l'autre de Tombouctou. La première est libérée le 27 janvier et la seconde le lendemain, après le largage spectaculaire de 250 hommes du 2e régiment étranger de parachutistes – une manœuvre inédite depuis la bataille de Kolwezi en 1978.

À Paris, François Hollande et son ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, assument un ton martial. Dans une interview donnée sur Europe 1, le ministre affirme sans ambages que « la France est en guerre contre le terrorisme, où qu'il se trouve, pour préserver sa sécurité[21] ». Ce choix des mots n'a rien d'anodin pour un pays qui avait toujours montré ses réticences à utiliser une expression longtemps perçue comme l'apanage de l'administration Bush, et lourde de confusion. De fait, le message porté par Paris s'adresse aussi aux alliés qui jouent un rôle discret mais crucial dans l'affaire : les Canadiens et les Britanniques ont d'emblée mis à disposition les avions-cargos C-17 qui font défaut à l'armée française pour déployer ses unités depuis la métropole avec tout leur matériel ; les Américains font de même et offrent aussi un précieux renseignement technique ainsi que des moyens de ravitaillement en vol pour les avions de combat français. Les partenaires africains enfin, se mettent à leur tour en ordre de bataille : dès la

fin janvier, la force de la CEDEAO validée par la résolution de l'ONU et baptisée Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) prépare un déploiement avec quelque 4 000 hommes, tout comme le Tchad qui envoie un contingent de 1 400 de ses meilleures troupes rallier le Nord-Mali par l'est, à travers le Niger[22].

Si la progression est aussi rapide cependant, c'est surtout parce que les djihadistes fuient le combat. Une partie d'entre eux se dispersent tandis qu'une autre se replie à l'extrême nord du pays, dans l'Ametettaï, une montagne de l'Adrar des Ifoghas, situé au nord de Kidal, qu'Iyad Ag Ghali connaît bien pour s'y être réfugié lors de ses précédentes rébellions. La zone est adossée à la frontière algérienne et propice à la guérilla. À Kidal même, le colonel Najim du MNLA affirme avoir repris la ville aux hommes d'Ansar Dine. En réalité, la cité est aux mains d'une scission de ce groupe, à la tête de laquelle se trouve l'ex-numéro deux d'Ansar Dine, Alghabass Ag Intalla, qui affirme s'être retourné contre Ag Ghali. Les Touaregs accueillent sans mot dire les forces spéciales françaises, mais s'opposent à l'entrée de l'armée malienne. Soucieux de ménager les anciens rebelles et d'éviter les règlements de comptes, Paris demande aux forces gouvernementales de ne pas les accompagner jusqu'à la capitale du Nord, laissant ainsi enfler un abcès de fixation qui va empoisonner le pays durant des années.

Pendant ce temps, des combats extrêmement âpres se prolongent tout au long des mois de février et mars 2013 dans l'Ametettaï, où les forces françaises et tchadiennes affrontent un adversaire retranché, aguerri et déterminé. Si les pertes de la coalition sont réelles – 3 morts pour les Français, 30 pour les Tchadiens – elles sont sans commune mesure avec celles des djihadistes qui accusent près de 300 morts. Parmi ceux-ci se trouve Abou Zeïd lui-même, le chef de la katiba Tarik Ibn Ziyad d'AQMI, devenu la figure de proue de la mouvance saharienne d'al-Qaida depuis la défection de Belmokhtar. Abou Zeïd est repéré le 27 février à la suite de

l'interception d'une communication téléphonique, permettant à deux Mirage 2000D de larguer trois bombes sur son convoi qui tentait de quitter le massif montagneux par le sud[23].

Le succès militaire français est un coup dur pour la mouvance djihadiste qui perd ainsi le fragile émirat constitué au Nord-Mali. AQMI et ses alliés sont désorganisés et réduits à des combats d'arrière-garde. Autour de Gao, les anciens du MUJAO et de la katiba Belmokhtar fusionnent en un nouveau groupe, al-Mourabitoun (« les Almoravides », du nom de la dynastie islamique qui régna sur le Maghreb et l'Espagne aux XIe et XIIe siècles)[24]. Ces derniers montent, dans la boucle du Niger, des actions de harcèlement, de guérilla et même plusieurs attentats-suicides, les premiers de l'histoire du pays. Pour les contrer, les Français et leurs alliés commencent un fastidieux travail de bouclage et de ratissage, bien différent de la trépidante reconquête des premières semaines.

Sur le plan politique, la situation évolue rapidement. En juin 2013, un premier accord intérimaire est signé grâce à la médiation du président burkinabé, Blaise Compaoré, entre le gouvernement provisoire à Bamako et divers groupes armés maliens se présentant comme non djihadistes : le MNLA, mais aussi le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) et le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), composé pour ce dernier d'anciens Touaregs d'Ansar Dine emmenés par Alghabass. Le fragile accord est toutefois vite remis en cause par l'élection, le 11 août 2013, d'un nouveau président du Mali. Largement soutenu par la France et par le président Hollande en personne, Ibrahim Boubacar Keïta, ancien chargé de recherche au CNRS passé par le Fonds européen de développement, n'entend pas céder sur l'intégrité territoriale de son pays et laisser une région autonome se maintenir au Nord sous l'influence de groupes touaregs. Il va tenter sans succès d'imposer le retour de l'État à Kidal – comme lors de la « visite-surprise » de son Premier ministre, Moussa Mara, en

mai 2014, qui tourne au fiasco, ce dernier étant contraint de repartir sous le feu des groupes touaregs.

Sur le plan international enfin, la MISMA se transforme à l'été 2013 en MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali), placée non plus sous l'égide de la CEDEAO, mais des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Les Casques bleus ont pour mission de stabiliser le pays : un objectif ambitieux alors que les djihadistes se réorganisent et reprennent les attaques à partir de l'automne et que les autres groupes n'ont pas déposé les armes et s'affrontent même de plus belle dans certaines zones, aiguisés par des conflits économiques et sociaux entre les communautés locales. Conscient de la nécessité d'un engagement de long terme, Paris décide pour sa part de régionaliser son dispositif. La France appuie ainsi la création en février 2014 d'une nouvelle organisation, le G5 Sahel, réunissant au sein d'une même architecture de sécurité et de développement la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. C'est également sur le territoire de ces pays, soit plus de 5 millions de km^2, que s'étend la nouvelle opération *Barkhane*, qui prend le relais de *Serval* à l'été 2014, avec entre autres missions de continuer la chasse aux terroristes.

Boko Haram, la secte du Borno

À la fin janvier 2013, lorsque les soldats français inspectent les locaux occupés à Gao par le MUJAO et Belmokhtar, ils découvrent des documents en langue haoussa abandonnés par des individus venus du Nigeria[25]. Selon le témoignage – controversé depuis lors – d'un député de la ville, des combattants de Boko Haram y auraient séjourné au cours de l'été précédent, attestant des connexions internationales d'un groupe jusqu'alors perçu comme strictement local. Boko Haram tire ses origines d'un mouvement né

au début des années 2000 à l'instigation de Mohammed Yusuf, un prédicateur charismatique de Maiduguri, la capitale de l'État du Borno au nord-est du pays. Depuis les années 1970 se développe au nord du Nigeria un foyer d'inspiration wahhabite, en rupture avec la pratique traditionnelle de l'islam soufi. Surnommés *Izala* (« les éradicateurs »), ses adeptes prônent, à l'instar des autres courants salafistes, le retour aux pratiques des « pieux ancêtres » et s'opposent fermement aux « mauvaises innovations » religieuses, qu'elles soient le fruit du syncrétisme avec les religions animistes ou de la modernité occidentale[26].

Formé à l'école izala, Yusuf s'en distingue par une radicalité particulière et un activisme politique menaçant. En 2002, il se retire dans son village natal, près de la frontière nigérienne, et crée un camp d'entraînement avec ses partisans qui se font alors appeler « les Talibans du Nigeria[27] ». Des heurts avec la police leur imposent de fuir vers les monts Mandara, à la frontière du Cameroun. Yusuf, lui-même dépassé par les événements, quitte le pays et part « étudier » en Arabie saoudite. À son retour en 2005, il rompt définitivement avec les Izala et reprend sa prédication. Se nourrissant du ressentiment de la population à l'égard d'une classe politique corrompue et incompétente, le mouvement acquiert une popularité considérable dans toute la région. Les sermons de Yusuf rassemblent chaque vendredi des milliers de fidèles et inquiètent les autorités dont il ne cesse de dénoncer les méfaits. Alors que l'imam est mis en examen pour terrorisme fin 2008, des affrontements surviennent de plus en plus régulièrement entre les forces de l'ordre et ses partisans. En juin 2009, une quinzaine d'entre eux sont arbitrairement assassinés par la police de Maiduguri alors qu'ils assistent à l'enterrement d'un des leurs. En représailles, Yusuf lance des attaques dans les États de Bauchi, du Borno, de Kano et de Yobe faisant plusieurs centaines de morts. Le 27 juillet, ses hommes s'emparent de plusieurs bâtiments fédéraux à Maiduguri. L'armée et les forces de l'ordre réagissent rapidement et brutalement : après deux

jours de combats de rue, Yusuf est capturé puis exécuté sans autre forme de procès par les militaires[28].

La mort de Yusuf et la répression qui s'ensuit laisse le mouvement en déroute. L'ex-bras droit de l'imam, Aboubakar Shekau, s'impose alors comme le nouveau leader, non sans susciter l'émergence de factions rivales ou semi-autonomes. Malgré cet éclatement relatif du groupe, une guérilla rurale se met en place autour de plusieurs pôles régionaux, s'implantant dans les villages. Privés du denier du culte qu'ils récoltaient dans leurs mosquées en ville, les djihadistes s'adonnent à la rapine et extorquent la *zakat* aux commerçants ou éleveurs locaux. La sociologie du mouvement évolue alors, rassemblant aussi bien une jeunesse en déshérence, éduquée mais sans perspective économique et sociale, qu'un lumpenprolétariat rural, dont une partie s'adonne déjà depuis des années au banditisme, voire au crime organisé. C'est par exemple le cas de Bana Fanaye, ancien trafiquant d'armes devenu après 2010 l'un des lieutenants de Shekau[29].

Les tactiques du groupe gagnent aussi en sophistication[30]. En septembre 2010, un commando attaque la prison fédérale de Bauchi, libérant quelque 700 détenus qui viennent ainsi renflouer ses effectifs. Dans les villes, les assassinats se multiplient contre des politiciens locaux auxquels il est reproché d'avoir renié leurs promesses en matière de morale publique, ainsi que contre des militaires, des fonctionnaires, des chefs traditionnels et même des imams – soufis ou izalas – accusés de dévoyer la religion. La pratique des explosifs improvisés et des attentats à la voiture piégée se généralise au cours de l'année 2011 avec l'attaque du quartier général de la police à Abuja, la capitale fédérale, ou encore celle du siège de l'ONU le 26 août qui fait 21 morts. Le 4 novembre, plusieurs églises chrétiennes de Damaturu, dans l'État de Yobe, sont également prises pour cibles, inaugurant ainsi une nouvelle dynamique de violences religieuses. La situation ne cesse de se dégrader au cours des années 2012 et 2013 : la guérilla progresse et s'enfonce dans le tissu social, exigeant l'allégeance des

villages et en offrant en échange une forme d'ordre social parfois acceptée par les habitants[31]. Cette période correspond aussi à un début d'internationalisation du groupe, à travers ses liens avec AQMI et le MUJAO, mais aussi par le choix des cibles et des zones d'activités, comme l'illustre le kidnapping en février 2013 d'une famille française au nord du Cameroun, laquelle sera finalement libérée dans le cadre d'un échange de prisonniers.

En mai 2013, le président du Nigeria, Goodluck Jonathan, un chrétien du sud du pays, longtemps accusé de s'être focalisé sur les enjeux du delta du Niger et de la manne pétrolière au détriment des régions du Nord, prend la décision de décréter l'état d'urgence dans les trois États les plus marqués par l'action de Boko Haram : le Borno, le Yobe et l'Adamaoua. L'armée est mobilisée et plus de 8 000 hommes sont déployés sur le terrain dans la plus grande opération sur le territoire national depuis la guerre du Biafra en 1967[32]. Le ministère de la Défense, dont le budget a été multiplié par dix en quelques années, dévoile à cette occasion de nouveaux matériels – blindés, drones – censés changer la donne sur le terrain[33]. Si l'offensive militaire impressionne, elle s'accompagne aussi d'un grand nombre de violences contre les populations civiles. Les soldats connaissent mal le terrain et se méfient des habitants, bien souvent perçus comme les complices des rebelles. Dès lors que les villageois se refusent à dénoncer les soutiens à Boko Haram, l'armée n'hésite pas à prendre des otages et même à exécuter sommairement les individus « suspects », bien souvent de jeunes hommes au simple motif qu'ils portent la barbe. Reprenant des pratiques héritées de la période coloniale, les militaires n'hésitent pas non plus à brûler les villages jugés irrécupérables[34].

Ce phénomène de violences incontrôlées contre les civils est accentué par l'émergence de milices d'autodéfense, organisées et parfois équipées avec le soutien des forces de l'ordre – trop peu nombreuses pour quadriller le terrain. Rassemblées sous le nom de Civilian Joint Task Force (CJTF),

ces milices comptent vite des milliers de jeunes hommes en armes, faiblement encadrés mais soutenus par le pouvoir politique. Les dérives ne tardent pas à se multiplier tandis que ces « justiciers » autoproclamés abusent de leur position de force au profit d'intérêts personnels ou communautaires, discréditant ainsi largement l'entreprise de reconquête d'un gouvernement qui apparaît comme lointain et peu à même d'améliorer le quotidien de sa population[35].

Boko Haram va donc paradoxalement bénéficier de la contre-insurrection nigériane en exploitant ses erreurs et ses violences pour reprendre l'initiative. Les djihadistes s'attaquent aussi durement aux CJTF et par là même aux civils qu'ils soupçonnent à leur tour de collaborer avec l'ennemi. Alors que le groupe s'attire l'opprobre internationale par ses attentats-suicides employant des femmes et surtout des enfants comme kamikazes, ainsi que par des massacres et des kidnappings de masse dans des écoles – Yobe, Buni Yadi ou Chibok –, il parvient à s'emparer de garnisons et de petites villes. En août 2014, une offensive permet aux djihadistes de prendre le contrôle de la quasi-totalité du Borno, dont la capitale Maiduguri vit désormais assiégée. Le 25 août, depuis son quartier général dans la localité de Gwoza, Aboubakar Shekau annonce, dans l'une de ses vidéos de propagande, l'établissement de son propre « État [*dawla*] parmi les États de l'Islam[36] ». La formulation en arabe est imprécise mais renvoie vraisemblablement à la proclamation du califat par Abou Bakr al-Baghdadi depuis la grande mosquée de Mossoul un mois plus tôt, préparant ainsi l'allégeance officielle qui viendra en 2015.

À la fin 2014, Boko Haram étend son emprise sur plus de 60 000 km^2 et quelque 3 millions d'habitants. Bien que centré sur le Borno, l'émirat déborde sur le nord du Cameroun, dans la région de Mokolo, et progresse dans les marécages du lac Tchad, menaçant aussi bien le Tchad que le Niger. À l'instar des djihadistes sahariens du Nord-Mali en 2012 et de ceux de Daech en zone syro-irakienne, les combattants de Boko Haram tentent

ainsi d'imposer leur interprétation littérale et violente de la charia. Mais au contraire de ces épigones, les hommes de Shekau ne s'impliquent que peu dans la construction d'une administration civile du quotidien : l'institution de tribunaux islamiques et d'écoles coraniques restent rares et les comportements de destruction et de prédation semblent demeurer la norme[37]. L'ultraviolence de ses exactions, l'absence de projet politique solide et les provocations internationales vont bientôt coûter à Boko Haram la perte du territoire qu'il s'est constitué.

La Somalie dans la spirale des Shebab

Si la secte du Borno est fortement suspectée d'entretenir des liens avec la mouvance djihadiste au Sahel, elle est aussi connectée de loin en loin à un autre mouvement africain particulièrement puissant qui prend une dimension spectaculaire au cours de la période. Parmi les principaux lieutenants de Shekau, le Tchado-Nigérian Mamman Nur aurait en effet rejoint la Somalie après la mort de Mohammed Yusuf pour y nouer des liens avec un nouveau groupe armé en plein essor et connu sous le nom de Harakat al-Shebab[38]. Dans les années qui suivent, les deux groupes se « salueront » à plusieurs reprises par l'intermédiaire de vidéos de propagande.

Le « mouvement des jeunes moudjahidines » (Harakat al-Shebab al-Moudjahidin) est né dans l'ombre de l'Union des tribunaux islamiques (UTI), créée en 2004 et qui s'était emparée de la moitié sud du pays à l'été 2006. Les Shebab constituent alors une forme de milice particulièrement active et radicale au sein de ce proto-État islamiste. Avec l'invasion éthiopienne de décembre 2006 et la réinstauration d'un gouvernement de transition, le groupe bascule dans la clandestinité et mène des actions de guérilla, au même titre que d'autres factions de l'ancien potentat islamiste.

Al-Shebab se distingue toutefois par son internationalisation importante. Six ans avant le début du djihad syrien et seulement trois ans après la mise en place des « filières irakiennes » de Zarkaoui, un autre élan de solidarité transnationale émerge au sein d'un monde musulman, outré par les violences de l'occupation éthiopienne qui multiplie les crimes de guerre tels que les exécutions extrajudiciaires, les viols et les destructions de villages, ou encore la pratique de punitions collectives[39].

Sur les quelque 1 500 à 2 000 combattants étrangers qui se rendent en Somalie entre 2006 et 2009, une majorité provient de la sous-région, et notamment du Yémen, situé de l'autre côté de la mer Rouge. C'est par exemple le cas de Mansour al-Bihani, vétéran passé par l'Afghanistan et la Tchétchénie qui après s'être évadé d'une prison au Yémen rejoint la Somalie à la fin de l'année 2006[40]. On compte également des Soudanais ou des Kenyans, comme Ali Saleh Nabhan, opérateur d'al-Qaida en Afrique de l'Est qui figure alors en troisième position sur la liste des terroristes les plus recherchés par le FBI au titre de son implication dans les attentats de Nairobi et Mombassa en 1998 et 2002. On y trouve enfin quelques centaines d'Occidentaux, dont un certain nombre d'Américains, souvent issus de la diaspora somalienne, qui font le choix de repartir dans leur pays d'origine pour y lutter contre l'« invasion des croisés » éthiopiens. Cette rhétorique attire également d'autres profils, sans lien fort avec la Somalie, tel Omar Hammami. Plus connu sous la kunya d'Abou Mansour al-Amriki, ce jeune Américain d'origine syrienne par son père, converti au salafisme à l'adolescence et marié à une immigrée somalienne de Toronto, décide de rejoindre Mogadiscio en 2006. Peu à son aise auprès des franges islamo-nationalistes de l'ex-UTI, il se tourne vers les Shebab, plus accueillants vis-à-vis des étrangers, les faisant profiter de ses compétences en matière d'informatique et de communication.

Au contact de ces étrangers, les Shebab gagnent effectivement une surface médiatique nouvelle, diffusant sur Internet des vidéos éditées et

investissant les réseaux sociaux parmi les premiers au sein de la mouvance djihadiste. Leur action de propagande cible en priorité la vaste diaspora somalienne issue du flux de réfugiés des années 1990 vers le Kenya, les États-Unis et l'Europe. Ce terreau sert également à lever des fonds dans le cadre de campagnes caritatives suffisamment opaques pour les placer à l'abri des dispositifs de lutte contre le financement du terrorisme[41]. Le mouvement reçoit par ailleurs une aide – dont l'ampleur et la nature continuent d'être débattues – de la part de l'Érythrée voisine, qui semble y avoir vu une occasion de nuire à son éternel adversaire éthiopien[42]. Enfin, les Shebab font preuve d'une grande intelligence des dynamiques locales, naviguant avec finesse dans la politique clanique complexe de la Somalie. Ils se posent aussi en justiciers redresseurs de torts, punissant au nom de la charia les abus et les exactions du gouvernement de transition et de ses soutiens éthiopiens.

Grâce à ces atouts, les djihadistes s'emparent, dès le mois d'août 2008, du port de Kismayo au sud du pays. La réaction internationale est faible. Un accord est alors en cours de négociation à Djibouti entre le gouvernement de transition et la résistance islamiste modérée (« Alliance pour la relibération de la Somalie »), issue d'autres factions moins radicales de l'UTI. Au début 2009, l'Éthiopie retire ses troupes et laisse derrière elle un nouveau gouvernement conduit par Sharif Sheikh Ahmed, ancien leader des Tribunaux islamiques, élu président le 31 janvier. Ce dernier ne peut toutefois compter que sur une armée fantomatique et corrompue d'environ 1 500 ex-miliciens, entièrement dépendants des 8 000 soldats, majoritairement ougandais et burundais de la force de l'Union africaine (AMISOM). À peine les Éthiopiens ont-ils quitté le pays que les Shebab parviennent à s'emparer de la capitale provisoire du gouvernement, Baidoa. Dans les mois qui suivent, de larges pans du pays tombent entre leurs mains. À l'été 2010, soit deux ans avant l'avènement de l'émirat de l'Azawad d'AQMI et de celui de Boko Haram dans le Borno, la Somalie est

l'un des tout premiers pays depuis l'Afghanistan des Talibans à voir s'exercer *de facto* une gouvernance djihadiste sur un territoire de 300 000 km^2 et une population de plusieurs millions d'habitants.

L'émir d'al-Shebab, Ahmed Abdi Godane, est un leader charismatique originaire du Somaliland, impliqué dans la direction du groupe depuis ses débuts en 2004. Ayant reçu une formation religieuse dans des écoles coraniques au Soudan et au Pakistan, Godane a très tôt été attiré par les théoriciens du djihad global, nouant des liens avec de célèbres combattants passés par l'Afghanistan ou encore la Tchétchénie. Il fait part dès septembre 2009 de ses offres de service à Oussama Ben Laden. Mais le « cheikh » préfère garder secrète la nature exacte de ses liens avec le groupe somalien : ce n'est qu'en février 2012 que son successeur, Ayman al-Zawahiri, officialisera le rattachement des Shebab à al-Qaida[43]. L'émirat de Godane est cependant bien plus qu'une simple filiale de la franchise djihadiste. Entre 2009 et 2010, c'est un véritable État djihadiste que met en place le groupe. Son service de sécurité, le Maktab Amniyat, est réputé pour son efficacité. Quant à son « ministère » des Finances, il prélève avec une rigueur toute bureaucratique un impôt relativement modeste – entre 5 et 15 % des revenus – et assez bien accepté par les populations habituées au racket des seigneurs de guerre. Grâce à ses recettes, al-Shebab assure ainsi une solde régulière à ses combattants, ce dont les gouvernements somaliens successifs ont été incapables depuis la chute de Siad Barre en 1991. Le groupe dispose bien entendu de son système judiciaire composé de tribunaux islamiques qui rendent des jugements sévères, parfois brutaux, mais globalement mieux acceptés par la population que ceux venant d'autorités discréditées pour leur corruption et leur incapacité à appliquer les peines. Les Shebab enfin s'engagent même dans des travaux publics, se lançant par exemple dans la construction d'une route goudronnée d'une centaine de kilomètres entre Kismayo et Jilib[44].

Un autre ministère clé de l'émirat des Shebab est le Maktab al-Da'wa (bureau de la prédication), qui assure la diffusion de leur interprétation de la loi islamique dans toutes les composantes de la société, aussi bien dans les structures de gouvernance traditionnelle que dans les écoles et les madrassas. Il travaille en étroite coopération avec un Maktab Ilaam (service d'information) qui dispose de plusieurs stations radio émettant en bande FM, chaînes de télévision et sites Internet. Hammami, devenu l'un des porte-parole du groupe, jouera un rôle essentiel pour s'adresser à une audience dépassant la seule communauté somalie. Il se rend ainsi célèbre par la publication épisodique de morceaux de rap en anglais, passablement médiocres il est vrai, comme *Send me a Cruise*[45] (« Envoyez-moi un missile »), dans lequel il n'hésite pas à sampler la voix de Barack Obama avant de proférer des menaces contre les États-Unis.

Malgré leurs efforts, les Shebab sont vite confrontés à des difficultés. Sur le plan de l'opposition militaire tout d'abord : en août 2010, Godane décide de lancer une grande offensive contre les troupes de l'AMISOM et du gouvernement fédéral pour s'emparer des quartiers de Mogadiscio qui lui résistent encore. Se sentant en position de force, il sous-estime son adversaire et néglige les tactiques prudentes de ses débuts. L'offensive dite du « Ramadan » qui devait assurer la victoire à la fin du mois sacré est en fait un échec et les djihadistes sont contraints de battre en retraite[46]. Les Américains qui soutiennent, forment et équipent les troupes de l'AMISOM se décident aussi à intervenir plus directement. Dès le mois de septembre 2009, les forces spéciales de la Team 6 des Navy Seals parviennent à éliminer le Kenyan Ali Saleh Nabhan dans une spectaculaire embuscade par hélicoptère. Deux ans plus tard, le 19 avril 2011, des commandos de la même unité vont même réussir à kidnapper Ahmed Abdulkadir Warsame, un haut cadre du mouvement, alors qu'il revenait du Yémen avec une cargaison d'armes en provenance d'al-Qaida dans la péninsule arabique[47]. Après avoir été interrogé pendant deux mois à bord

d'un navire de l'US Navy, ce dernier est extradé et jugé à New York où il plaide coupable et coopère avec le FBI en échange d'une réduction de peine[48]. Si les opérations de ce type demeurent exceptionnelles, les frappes de drones en revanche se multiplient avec une douzaine de tirs de missiles contre des cadres du mouvement pour la seule année 2011.

Enfin, le mois d'octobre 2011 voit l'intervention militaire unilatérale d'un nouvel acteur : le Kenya. Préoccupé par le flux de réfugiés somaliens – plus d'un demi-million à l'époque – et leur poids dans l'économie, Nairobi s'inquiète surtout de la création d'une base arrière des Shebab dans l'est du pays. Cette région fait aussi l'objet d'attaques de plus en plus récurrentes, y compris contre des intérêts étrangers, comme l'illustre le kidnapping en septembre de plusieurs touristes européens et d'une expatriée française, Marie Dedieu, handicapée et âgée de soixante-six ans, qui trouve la mort en captivité[49]. L'opération *Linda Nchi* (« Protection de la patrie ») est lancée en toute hâte le 16 octobre, sans accord préalable du gouvernement somalien ni des organisations intergouvernementales impliquées. En dépit d'un début laborieux, les troupes kényanes réussissent à se coordonner avec l'AMISOM, dont elles finissent par rejoindre le commandement intégré. Au bout d'une année de combats, elles réalisent leur objectif en septembre 2012 : s'emparer du port de Kismayo, principale source de revenus pour les Shebab et dernière grande ville tenue par eux après leur échec à Mogadiscio deux ans plus tôt.

À la fin 2012, Harakat al-Shebab semble très affaibli. Aux revers militaires s'ajoute une crise politique interne, née d'une dissidence emmenée par le principal rival de Godane, Mukhtar Robow. Très influent grâce à son ancrage clanique, Robow est aussi soutenu par des combattants étrangers tels que Hammami qui estime le leadership de Godane terni par son autoritarisme et son intransigeance politico-religieuse. Progressivement écartés des instances dirigeantes, les frondeurs vont faire l'objet de violentes purges conduites par l'Amniyat, les très redoutés services de

sécurité du mouvement. C'est ainsi qu'Hammami trouve la mort en septembre 2013 dans une embuscade tendue par les hommes de Godane[50].

La prise de contrôle complète de la direction des Shebab par Godane correspond aussi à un recours croissant aux attentats internationaux. Dès 2010, les djihadistes somaliens s'attaquent à l'Ouganda, principal contributeur de l'AMISOM, faisant exploser trois bombes dans la capitale, Kampala, provoquant plus de 70 morts parmi une foule rassemblée pour regarder la finale de la Coupe du monde de football qui se tient cette année-là en Afrique du Sud – une première dans l'histoire du continent. À partir de l'intervention du Kenya en 2011, c'est ce dernier pays qui concentre les nouvelles attaques des Shebab. Tirant parti de son implantation dans la communauté somalie le groupe orchestre entre 2011 et 2014 une campagne de près d'une centaine d'attentats dont le plus spectaculaire survient en novembre 2013 dans le centre commercial de Westgate, à Nairobi, où, là encore, plus de 70 personnes perdent la vie.

Ces sombres « coups d'éclat » attirent évidemment l'opprobre internationale et contribuent à renforcer la détermination de l'AMISOM plus qu'à en émousser la volonté. Les puissances occidentales sont également impliquées, quoiqu'en second rideau, dans la lutte contre le groupe djihadiste. Au début du mois de janvier, le jour même où est déclenché l'opération *Serval* au Mali, une cinquantaine de commandos du Service action de la DGSE, appuyés par des hélicoptères des forces spéciales, décollent du navire *Mistral* et conduisent une dangereuse opération de sauvetage d'un officier du renseignement, Denis Allex, retenu en otage depuis 2009 par les Shebab. Jouant de malchance et souffrant de défaut de conception, le raid est un échec. Il en coûte la vie à deux commandos – ainsi qu'à plusieurs dizaines de combattants somaliens et un nombre débattu de civils – sans pour autant permettre de libérer l'otage qui est exécuté[51]. L'étau toutefois se resserre autour de Godane, devenu l'un des terroristes les plus recherchés au monde. Alors qu'au mois d'août 2014

l'AMISOM et les troupes gouvernementales lancent une vaste offensive contre les bastions djihadistes le long du littoral de l'océan Indien, la CIA parvient à localiser l'émir. Ce dernier et ses cinq gardes du corps sont tués le 1er septembre par un missile AGM-114 Hellfire tiré depuis un drone américain.

Cette élimination ne provoque pourtant pas l'effondrement tant espéré du mouvement : une nouvelle fois, celui-ci va renaître de ses cendres, démontrant ainsi la résilience du djihadisme africain. En Somalie, comme au Nigeria et au Mali, les groupes armés terroristes ne cessent en effet de perdre des batailles, pour mieux se réinventer en tirant profit des opportunités offertes par les erreurs de jugement, les fautes politiques et, par-dessus tout, la mauvaise gouvernance, qui exaspère une grande partie des populations locales.

2011-2014

Enseignements stratégiques

Fin du troisième acte. Le rideau tombe sur Raqqa, recouverte d'une fine couche de neige après le passage de la tempête Alexa. En cet hiver 2014, le drapeau noir de l'EIIL flotte sur la ville et des hommes en armes terrorisent tous ceux qui osent s'opposer aux nouveaux maîtres des lieux. Un jeune ingénieur ayant participé aux manifestations contre Bachar al-Assad témoigne : « Les tortures que [les djihadistes] m'ont infligées valent celles que j'ai endurées dans les geôles du régime[52]. » Envolés les espoirs du printemps arabe de 2011 ! Le rêve de démocratisation du Moyen-Orient vire au cauchemar.

Après les attentats du 11 septembre 2001, George W. Bush pensait que la démocratie pouvait être imposée par les armes en renversant des régimes autoritaires, espérant ainsi tarir, par ricochet, la source du terrorisme[53]. Loin d'apporter la liberté, les « changements de régime » pratiqués en Afghanistan puis en Irak ont engendré le chaos. En 2011, il était tentant de penser que les peuples du monde arabe allaient réussir là où les néoconservateurs américains avaient échoué. À l'exception notable de la Tunisie, où le processus démocratique est parvenu à se maintenir malgré les périls et les provocations d'Ansar al-Charia, le bilan des « printemps arabes » est amer. De la Libye au Yémen, de l'Égypte à la Syrie, que de sang et de larmes…

Avec le bénéfice du recul, certaines analyses publiées dans l'enthousiasme des premiers soulèvements paraissent bien naïves. Le *wishful thinking* – que l'on pourrait traduire approximativement par l'expression « prendre ses désirs pour des réalités » – peut engendrer bien des erreurs de diagnostic. Même lorsque l'on parvient à éviter ce piège, étudier une période de bouillonnement insurrectionnel est toujours un travail hasardeux alors que de nouveaux acteurs bouleversant les rapports de force font leur apparition. Le brouillard de la révolution sera moins épais pour les observateurs externes s'ils ont fait l'effort d'étudier les multiples composantes de la société civile avant le déclenchement des troubles. Il se dissipera aussi plus rapidement s'ils peuvent disposer de capteurs au sein même des mouvements de contestation. Cela signifie que les diplomates ne doivent pas entretenir uniquement des liens avec les appareils étatiques mais également avec différents courants de la société civile. Par ailleurs, disposer d'instituts de recherche ou de fondations à l'étranger peut être un vrai avantage pour mieux appréhender des tendances sociales qui requièrent une étude sur le temps long.

La période 2011-2014 montre, en outre, qu'une vague révolutionnaire déferlant sur plusieurs pays peut produire des résultats très différents selon les cas. Démocratisation, poussée de l'islamisme, contre-révolution, blocage des institutions, morcellement géographique, repli sur des structures tribales[54], « milicianisation », guerre civile : toutes ces configurations ont pu être observées dans les trois ans qui ont suivi les soulèvements de 2011. De manière triviale, on pourrait dire qu'une même cause ne produit pas nécessairement les mêmes effets. Un enchevêtrement de facteurs – histoire, géographie, composition ethnique, ingérences étrangères, etc. – contribue à expliquer les diverses trajectoires des soulèvements.

Des effets systémiques existent néanmoins car les pays concernés ne sont pas cloisonnés. La prolifération des armes libyennes à des milliers de

kilomètres de leurs dépôts abandonnés en est un exemple. L'attrait de la zone syro-irakienne pour des djihadistes venant de l'ensemble du monde arabe – et au-delà – en est un autre. On n'ira pas jusqu'à considérer qu'un battement d'ailes de papillon à Tripoli peut provoquer un ouragan à Bamako, mais le concept d'un arc de crises interconnectées s'étendant de la zone sahélienne à l'Afghanistan en passant par le Levant, n'est pas dénué de fondements[55]. Ainsi, il est illusoire de penser que l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient pourront être durablement stabilisés en conservant, en leur sein, des États violemment déchirés comme la Syrie et la Libye.

Or, la stabilisation n'est pas une science exacte et les Occidentaux ont échoué à pacifier durablement le « grand Moyen-Orient », malgré l'emploi de moyens considérables. L'abandon par les États-Unis de la contre-insurrection au profit du contre-terrorisme traduit un nivellement des ambitions : à défaut de pouvoir pacifier durablement des États vacillants – voire « faillis » – il ne s'agit plus que de contenir ou d'endiguer la menace. Les éliminations ciblées, par drone ou d'autres moyens, dégradent sans conteste l'organisation de l'adversaire, mais elles peinent à peser positivement sur la trajectoire générale des conflits. Pire, par leur furtivité et leur opacité, elles suscitent parfois l'incompréhension et la colère des sociétés civiles. Quant aux autres outils de la « lutte contre l'extrémisme violent » – partenariats locaux et communication stratégique –, ils se sont révélés très insuffisants pour faire face à la montée en puissance du salafo-djihadisme dans le sillage du printemps arabe.

À quelques exceptions près, les partisans de cette mouvance n'étaient pas à l'avant-garde de la révolution – et ce même si Ben Laden comme al-Zawahiri ont très tôt fait part de leur soutien aux soulèvements. D'aucuns les disaient même marginalisés, dépassés par des foules en liesse demandant justice, liberté et dignité. Pourtant, al-Qaida, et ultérieurement Daech, étaient à l'affût. Ils ont profité de la fragilisation des appareils sécuritaires, voire de la déliquescence de certains États, pour se développer.

Ils ont su parfois, comme en Tunisie, adopter une relative apparence de respectabilité, mettant temporairement la violence entre parenthèses pour se consacrer à la prédication. Ailleurs, en Syrie, en Irak, mais aussi au Mali et même en Somalie, ils sont parvenus à bâtir des coalitions dépassant largement le monde groupusculaire des « fous de Dieu ». En maints endroits, ils se sont impliqués dans la gouvernance locale pour donner à leur projet théologico-politique une réalité sociale, souvent violente, obscurantiste et intolérante, mais capable de rivaliser avec des pouvoirs en place incompétents et corrompus. Ces derniers ont en effet une lourde responsabilité dans le développement du djihadisme.

Menacés par les révolutions arabes, plusieurs gouvernements ont réagi avec une brutalité inouïe. En Syrie, la volonté d'écraser la révolte dans le sang a conduit le régime à multiplier les exactions et à employer des armes de destruction massive contre sa propre population. Les atrocités commises ont joué un rôle clé dans la radicalisation de l'opposition, la justification de tous les moyens pour abattre le « tyran » et le recrutement à travers le monde entier de combattants étrangers. En Égypte, la contre-révolution du général Sissi a été si violente qu'elle a poussé une partie des Frères musulmans dans la voie du djihadisme. Pis encore, certains dirigeants ont vite compris tout l'intérêt qu'ils pouvaient trouver à se poser en « rempart contre le terrorisme » plutôt qu'en bourreau d'un peuple insoumis. Ils n'ont pas hésité à ouvrir leurs prisons – comme Abou Salim en Libye et Sednaya en Syrie – pour en laisser sortir leurs opposants les plus extrémistes.

En 2011, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France sont intervenus en Libye pour protéger les civils face aux massacres annoncés par le clan Kadhafi. Certains observateurs – qui oublient que ce pays était déjà fortement déstabilisé et en proie aux violences avant l'entrée en jeu de la coalition – accusent les Occidentaux d'être responsables du chaos libyen. En 2013, il leur a cette fois été reproché, parfois par les mêmes « spectateurs engagés », de ne pas avoir renversé Bachar al-Assad après

l’emploi d’armes chimiques contre son peuple. Dans une curieuse inversion des rapports de causalité, cette non-intervention occidentale serait responsable de l’effondrement de l’Armée syrienne libre et du renforcement des djihadistes. Intervenir militairement produit des effets et a un coût qui ne peuvent être connus à l’avance. Même lorsqu’une intervention est présentée initialement comme un remarquable succès – à l’instar de l’opération *Serval* au Mali –, la stabilisation de la situation dépend toujours d’une solution politique dans l’attente de laquelle l’engagement peut se poursuivre pendant des années. La non-intervention a elle aussi des effets et des coûts qu’il est bien difficile d’appréhender. En matière de stratégie, l’indécision se paie parfois aussi cher que les mauvaises décisions.

ACTE IV

LE RETOUR DU CALIFE

2014-2017

12

Daech à son apogée

C’est un décor antique par excellence. L’une des plus anciennes cités de Mésopotamie, berceau de l’écriture et de la civilisation : la vieille Ninive, perchée sur le Tigre et la plaine de Gaugamèles, où, en 331 avant notre ère, Alexandre a vaincu les armées de l’empereur perse Darius III. Rebaptisée Mossoul après la conquête arabe, la ville est passée de siècle en siècle sous le joug successif des Mongols du Grand Khan, des Turcs de Tamerlan, des Perses safavides, des Ottomans et enfin des Britanniques, jusqu’à l’indépendance de l’Irak en 1932. En 2003, le Programme alimentaire mondial y recense plus de 1,5 million d’habitants. La deuxième ville du pays, après Bagdad, est aussi l’un des fiefs de la résistance sunnite – même si la population demeure bigarrée, mêlant les communautés arabes sunnites, chrétiennes, turkmènes, kurdes et yézidies. Dix ans plus tard, elle est le théâtre d’une violente répression de la part du régime de Nouri al-Maliki, qui se presse alors de décrire l’opposition comme un ramassis de terroristes. Le discours du Premier ministre irakien devient performatif lorsque l’État islamique en Irak et au Levant (EIIL) parvient à renouer ses anciennes alliances avec les puissantes tribus de la région[1].

Face à un pouvoir ostensiblement corrompu et brutal, les djihadistes ont beau jeu de prétendre rétablir un ordre moral fondé sur la charia. Le 6 juin

2014, à l'aube, entre 500 et 1 000 combattants apparentés à l'EIIL lancent l'assaut sur la ville. Dans l'après-midi du 9, ils projettent à vive allure un camion-citerne rempli d'explosifs contre la façade d'un hôtel reconverti en caserne. Le lendemain, des commandos infiltrés s'emparent de haut-parleurs et font résonner leur cri de ralliement : *Dawla islamiyya !* (État islamique)[2]. La propagande de l'organisation montrant des hommes déterminés, enchaînant rapidement les conquêtes à bord de pick-up, utilisant les attentats-suicides pour percer les défenses adverses et égorgeant impitoyablement les prisonniers, a produit son effet. Le gouverneur de la province, Athil al-Nujaifi, prend la fuite, de même que plusieurs généraux. Abandonnés par leurs chefs, les quelque 30 000 soldats de la zone, soit trois divisions complètes, leur emboîtent le pas et plient bagage.

Le drapeau noir flotte désormais sur la ville. Le 29 juin 2014, premier jour du ramadan, un enregistrement audio annonce la restauration d'un État islamique universel. À sa tête se trouve Abou Bakr al-Baghdadi, proclamé calife (« successeur du Prophète »), fonction demeurée vacante depuis la déposition d'Abdülmecid II en 1924. Quelques jours plus tard, Baghdadi apparaît au minbar de la grande mosquée al-Nouri de Mossoul, vêtu de noir, à l'instar des souverains abbassides. Il appelle l'ensemble des croyants à lui prêter allégeance (*bay'a*) et à se rassembler sous sa bannière. Une nouvelle ère commence pour le djihad global.

Dans le reste du monde, un débat voit le jour sur la manière de nommer cette organisation. Si ses membres parlent toujours de *Dawla Islamyyia*, certains observateurs refusent de leur concéder cette appellation qui revient à relayer leur propagande. Or, objectent-ils, Daech n'est pas un véritable État et sa prétention à représenter le véritable islam doit lui être contestée. Il faut du temps pour que ce discours présentant Daech comme n'ayant « rien à voir avec l'islam » soit reconsidéré[3]. La formule « organisation "État islamique" » est préférée par plusieurs médias, dont l'Agence France-Presse[4]. Les guillemets permettent d'instaurer une certaine distance par

rapport aux prétentions du groupe terroriste. Finalement, c'est le terme Daech qui s'impose dans les pays occidentaux. L'acronyme en arabe de l'État islamique en Irak et au Levant – *al-Dawla al-Islamiya fi al-Irak wa ash-Sham* – n'est en revanche pas employé par les djihadistes en raison de sa connotation négative : sa prononciation se rapproche de « *dahes*, celui qui sème la discorde ou la zizanie[5] ».

La difficulté à nommer Daech est symptomatique d'une gêne à l'égard d'une organisation qui n'entre pas dans les catégories politiques modernes. Il s'avère en effet rapidement que l'État islamique n'est pas un simple groupe terroriste. Un opuscule publié en 2016 par Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense, l'illustre. Intitulé *Qui est l'ennemi ?*, il décrit Daech comme un belligérant « profondément hybride[6] ». Trois caractéristiques essentielles lui sont attribuées. Tout d'abord, il ne s'agit pas d'un État au sens juridique du terme mais d'un « proto-État » dont le fonctionnement sera détaillé dans la suite de ce chapitre. Ensuite, il possède une « armée terroriste » qui comprend entre autres des combattants étrangers opérant « par-delà les frontières ». Enfin, cet ennemi hybride s'appuie sur une base idéologique forte, le « djihadisme takfiriste[7] qui prône le meurtre de tous ceux qui sont considérés comme apostats ».

Proclamation et mise en place du califat

Avec la conquête de Mossoul, l'EI met la main sur un butin de guerre considérable : des dizaines de tonnes de munitions et de matériel militaire de fabrication américaine (des blindés, de l'artillerie, des missiles) mais aussi des devises en grand nombre (500 millions de dinars irakiens, soit l'équivalent de plus de 300 millions de dollars), trouvées dans le bâtiment de la Banque centrale. Forts de leurs succès, les combattants de Daech n'ont aucune intention de s'arrêter à Mossoul. Ils s'emparent bientôt de tous les

postes-frontières entre la Syrie et l'Irak, et affirment vouloir abolir les frontières du Moyen-Orient héritées des accords Sykes-Picot en 1916 et progresser ainsi jusqu'à la conquête de Jérusalem. Un nouveau projet politique émerge, celui de bâtir une société islamique idéalisée. Dans un message audio, al-Baghdadi rappelle aux musulmans du monde entier l'obligation de la *hijra*, c'est-à-dire l'émigration de la « terre de mécréance vers celle de l'islam ». Il demande notamment aux juges, médecins, ingénieurs et personnes ayant des compétences en matière de gestion d'affluer en masse, démontrant ainsi sa volonté de développer une administration.

La proclamation du califat n'apaise pas l'opposition entre Daech et al-Qaida, bien au contraire. Abou Qatada et Abou Mohammed al-Maqdissi, deux idéologues proches d'al-Qaida, ne tardent pas à critiquer les conditions de création du califat et à considérer sa proclamation comme nulle et non avenue[8]. La sphère qaïdiste reproche à Daech de ne pas avoir mis en œuvre une consultation représentative de l'*oumma* (la communauté des croyants) et de ne pas avoir « respecté le principe de territorialité islamique du califat, appelé en arabe *tamkin*[9] ». Sur le terrain, en Syrie notamment, les combats gagnent en intensité entre Jabhat al-Nosra et l'EI.

Toutefois, Daech a alors le vent en poupe et paraît surclasser al-Qaida au sein de la mouvance djihadiste grâce à ses victoires[10]. À l'été 2014, l'organisation poursuit ses conquêtes en Irak, notamment dans le Sinjar où elle se livre au massacre des populations yézidies, considérées comme polythéistes et dont le sang est donc « licite ». Les femmes et les enfants sont réduits en esclavage, une pratique elle aussi justifiée du point de vue théologique par des hadiths remontant aux premiers temps de l'islam[11]. Selon une estimation de l'ONU, entre 2 000 et 5 500 yézidis auraient été assassinés en quelques semaines, et plus de 6 000 auraient été enlevés[12]. Des marchés aux esclaves sortis d'un autre temps font leur apparition, où femmes et enfants sont vendus pour quelques centaines de dollars. Dans

l'une de ses publications francophones, Daech consacre à cette époque, on trouve un article à la « revivification de l'esclavage » où l'on peut lire que « l'asservissement de familles mécréantes et la prise de leurs femmes comme esclaves concubines est un aspect fermement établi de la charia[13] ».

Au moment même où le Sinjar est assiégé, le Kurdistan irakien paraît menacé. À la surprise des observateurs occidentaux, les combattants Peshmergas, auréolés du prestige de leurs longues années de guérilla contre Saddam Hussein, battent en retraite[14]. Début août, les djihadistes se trouvent à une trentaine de kilomètres d'Erbil, siège du gouvernement régional. Ce dernier sera finalement sauvé *in extremis* par une série de frappes aériennes américaines qui stoppent l'avance des djihadistes. En septembre 2014, une coalition internationale contre Daech est formée sous l'égide d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Conduite par Washington, elle regroupe rapidement une vingtaine de pays, dont la France, qui en est un des principaux contributeurs. Cette mobilisation ne tarde pas à produire des résultats : après son échec devant Erbil et dans le Sinjar, l'EI est aussi contraint de reculer à Kobané face aux Kurdes syriens et à Alep face à l'armée libre. Début 2015 cependant, le califat se lance dans une nouvelle série d'offensives. Il s'étend vers le sud-ouest en Syrie, en direction de Damas, où il trouve des soutiens dans le quartier de Yarmouk et s'empare des villes d'Al-Soukhna et Tadmor où se trouve une base aérienne clé pour le régime, ainsi que le site archéologique de Palmyre. En Irak, c'est Ramadi, capitale de l'Anbar, qui tombe aux mains des « soldats du califat » au printemps 2015. Un continuum territorial est désormais assuré jusqu'à Falloujah, à quelques dizaines de kilomètres seulement de la banlieue de Bagdad.

À son apogée, l'État islamique contrôle un territoire d'environ 100 000 km^2 sur lequel vivent encore une dizaine de millions de personnes. Ses cadres, dont certains sont issus du parti Baas qui dirigea l'Irak pendant plus de trente ans, en sont désormais les administrateurs[15]. La gouvernance

du territoire est assurée par une structure répartie en quatorze ministères (*diwan*). Le Diwan al-Khidamat par exemple gère les services publics de première nécessité comme l'eau et l'électricité. Pour ce faire, il contraint les employés municipaux à reprendre leurs anciennes fonctions sous peine d'expropriation ou d'autres châtiments plus redoutables. Il en va de même pour le Diwan al-Sihha qui s'occupe de la santé publique, gérant les hôpitaux et les stocks de médicaments[16].

Le Diwan al-Rikaz s'occupe des ressources précieuses, en particulier le gaz et le pétrole. Les hommes de Baghdadi ont en effet mis la main sur des champs d'hydrocarbures et établi un trafic lucratif avec les pays frontaliers, notamment la Turquie. Les revenus de ce trafic, difficiles à évaluer précisément, ont été estimés aux alentours d'un milliard de dollars en 2014, soit plus d'un tiers des revenus totaux de l'EI cette année-là[17]. Pour tenter de tarir cette manne, les avions américains ciblent les installations pétrolières et les camions citernes. Le Diwan al-Rikaz gère aussi le trafic d'antiquités provenant par exemple des musées archéologiques de Mossoul ou de Palmyre. Bien plus anecdotique sur le plan financier – quelques dizaines de milliers de dollars tout au plus –, ce secteur revêt néanmoins une forte charge symbolique[18]. Lorsqu'elles ne sont pas vendues au marché noir, les pièces archéologiques – ou leurs copies d'exposition – sont vandalisées dans des saccages très scénographiés qui rappellent la destruction des bouddhas de Bamyan par les Talibans en 2001 ou celle des tombeaux sacrés de Tombouctou par AQMI en 2012. À l'été 2015, Daech fait ainsi sauter le temple de Baalshamin à Palmyre.

C'est un autre service, le Diwan Bayt al-Mal, qui assure la « taxation islamique » : la *zakat* est prélevée sur les populations musulmanes tandis qu'un « impôt de protection » – la *jizya* – est infligé aux chrétiens et autres « gens du Livre » placés sous le statut de *dhimmis*[19]. D'autres taxes existent, droits de douane, impôts sur les salaires des fonctionnaires ou sur les revenus agricoles, sans compter les diverses redevances et amendes.

Dans l'ensemble, ces extorsions représentaient en 2015 plus d'un tiers des revenus du groupe – aux alentours de 800 millions de dollars[20]. L'EI procède en outre, à la manière d'une organisation mafieuse, à des enlèvements d'autochtones ou d'étrangers, parfois libérés en échange de rançons[21].

Mais les otages ne sont pas utilisés uniquement pour financer le groupe. Ils nourrissent également sa propagande. Daech diffuse en effet régulièrement sur les réseaux sociaux des vidéos d'une brutalité sans nom. Des journalistes, comme l'Américain James Foley, et des humanitaires sont ainsi égorgés à partir d'août 2014. En décembre de la même année, un avion F-16 de l'armée de l'air jordanienne s'écrase près de Raqqa. Son pilote est capturé puis brûlé vif dans une macabre mise en scène filmée et diffusée sur Internet en février 2015. L'imagination et le sadisme des bourreaux sont sans bornes : des vidéos montrent des victimes écrasées par des bulldozers, noyées dans des cages immergées lentement, visées au lance-roquette, pendues à des crocs de bouchers, exécutées par des enfants, des homosexuels jetés du haut d'immeubles ou encore des femmes adultères être lapidées. La plupart de ces films montrent des victimes syriennes et irakiennes. Daech est un groupe qui pratique le *takfir*, c'est-à-dire qui frappe d'apostasie tout musulman qui ne respecte pas son interprétation des normes islamiques.

Au quotidien, comme au Nord-Mali ou en Somalie, c'est la police islamique des mœurs, ou *hisba*, qui assure la moralité publique en patrouillant dans les rues du califat, tandis que le Diwan al-Qada assure le fonctionnement centralisé des tribunaux islamiques ainsi que des actes d'état civil. Le maintien de l'ordre est assuré de façon assez décentralisée par des gouverneurs (*walis*) de province et des émirs locaux, civils ou militaires. Ces derniers sont toutefois supervisés par un Amn al-Dakhili ou Amniyat, sorte de ministère de la Sécurité qui occupe une place prépondérante dans la structure politique de l'organisation[22]. Différents

sous-services de l'Amniyat existent, se répartissant les tâches entre renseignements généraux, contre-espionnage, renseignement militaire et opérations clandestines[23]. L'architecte de l'Amniyat est un certain Haji Bakr, ancien colonel des services de renseignement sous Saddam Hussein. Emprisonné à Abou Ghraib puis Camp Bucca entre 2004 et 2008, il a ensuite rejoint l'État islamique. Avec une dizaine d'anciens des *mukhabarat*, il applique les méthodes bien connues du renseignement baasiste, multipliant les indics, accumulant les informations compromettantes pour faire chanter des personnalités influentes, faisant disparaître les adversaires sans laisser de traces, ou au contraire avec des marques de torture bien visibles pour envoyer un message à ceux qui voudraient les suivre. Les notes et directives de Bakr ont été retrouvées et publiées en 2015 par un journaliste allemand du *Spiegel*, qui décrit dans ses articles la mise en place d'une véritable « Stasi du califat[24] ». Le fondateur de l'Amniyat n'est toutefois pas omniscient puisqu'il se fait surprendre en janvier 2014 à Tall Rifaat en Syrie dans une offensive de rebelles anti-Daech qui cernent sa maison et l'assassinent[25]. Son système, en revanche, lui survit.

La propagande constitue une autre marque de fabrique de l'État islamique. Daech se distingue en effet par des productions écrites, audio et vidéo particulièrement élaborées, dont la diffusion prend des proportions exponentielles avec la démocratisation de l'Internet haut débit et du Web social[26]. Placés sous l'autorité du Syrien Abou Mohammed al-Adnani, porte-parole de l'organisation, les propagandistes sont recrutés parmi « d'anciens journalistes, vidéastes amateurs ou de bons connaisseurs des réseaux sociaux[27] ». Ils sont formés attentivement, équipés de matériel dernier cri et particulièrement protégés par l'EI, bénéficiant de rares privilèges individuels (exonération fiscale, véhicules de fonction, logements de standing, etc.). L'organisation dispose de sept organes de propagande distincts, dont les plus connus sont la fondation al-Furqan, le Hayat Media

Center et l'agence de presse Amaq, chacun spécialisé dans des formats ou des audiences spécifiques. La production écrite va de la publication de brefs messages sur les réseaux sociaux à l'édition de magazines au design et à la rédaction soignés. Quant au champ audiovisuel, il passe aussi bien par la diffusion de reportages de guerre filmés en caméras GoPro que de « superproductions » à grand renfort d'effets spéciaux. La série de films intitulée *Clanging of the Swords* a par exemple été l'un des grands succès de Daech, avec ses explosions au ralenti, ses plans aériens pris depuis des drones et ses scènes filmées à travers le canon d'un fusil, dignes des *blockbusters* hollywoodiens[28].

L'audience visée peut être, selon les cas, locale, régionale ou internationale. La propagande de l'État islamique fait un effort réel sur les contenus en langue étrangère, comme pour les magazines *Dabiq* en anglais ou *Dar al-Islam* en français, alimentés en partie par l'arrivée de nouveaux *muhadjiroune*s (émigrés) venus de tous les continents. Vis-à-vis de ces publics internationaux, une majorité de la production informationnelle de Daech a pour but clairement identifiable de séduire ou de convaincre les aspirants à la *hijra* en leur dressant le portrait d'une société idyllique ou de combats glorieux. Mais il existe aussi, à travers la terreur visuelle qu'inspirent ces images, une dimension provocatrice vis-à-vis de l'Occident, cherchant à susciter l'indignation des populations et des dirigeants étrangers pour les pousser à engager leurs troupes au sol. Cette tactique paradoxale peut se comprendre de deux manières.

D'une part, la victoire des moudjahidines afghans contre l'Union soviétique dans les années 1980 est encore présente dans l'imaginaire djihadiste : les combattants de Daech pensent eux aussi pouvoir infliger de lourdes pertes à leurs ennemis, aussi puissants soient-ils. Dans une vidéo intitulée *Message pour la France* diffusée en février 2015, deux djihadistes francophones appellent ainsi les musulmans de France et de Belgique à faire la *hijra* ou à commettre des attentats en Europe. À la fin de la vidéo,

l'un des deux brandit un couteau et s'exclame, à l'adresse des militaires occidentaux : « Vous êtes des peureux, vous ne venez qu'avec vos avions. Pourquoi vous ne venez pas au sol nous combattre pour qu'on vous fasse goûter à ça [en montrant la lame de son poignard] ? » Et de se dire certain de la victoire – en dépit de la supériorité militaire et technologique adverse – car « Allah est notre allié ».

D'autre part, cette stratégie de provocation participe d'un puissant référentiel eschatologique qui n'est pas sans rappeler le millénarisme de certains protagonistes des guerres de religion dans l'Europe des XVIe et XVIIe siècles[29]. L'EI a en effet développé toute une rhétorique sur l'imminence de la fin du monde et l'arrivée du Mahdi, sauveur des musulmans. Ses prêcheurs citent souvent des prophéties apocalyptiques comme celle de la grande bataille de la fin des temps, censée avoir lieu au « Sham », terre qui englobe la Syrie actuelle. Une prophétie islamique du VIIIe siècle prédit ainsi que l'heure du jugement dernier adviendra quand les Romains (ou chrétiens) auront atteint Dabiq, où ils seront défaits avec l'aide de Dieu. La coalition ennemie doit regrouper 80 armées différentes, réunies sous autant de bannières. Or, le village de Dabiq se situe en Syrie, entre Alep et la frontière turque. Il est conquis par Daech en 2014. Cette même année, l'organisation donne le nom de ce village à son principal Web-magazine anglophone. Quand la coalition contre Daech est constituée autour d'une cinquantaine de pays, un sympathisant du groupe se réjouit sur Twitter : encore 30 États dans cette coalition et le chiffre de 80 mentionné dans la prophétie sera atteint[30].

Les films réalisés par Daech visent aussi une audience locale. Ils sont notamment diffusés sur des écrans de cinéma ou de télévision, lors de rassemblements organisés par les militants de l'EI pour des populations vivant sous leur contrôle. Là encore, cette pratique peut être vue de deux manières. D'une part, il s'agit de régner par la terreur en faisant comprendre aux civils ce qu'il en coûte de violer les règles imposées par l'organisation.

À cet égard, Daech ne se contente pas de projeter des images : les châtiments corporels sont infligés en public. Sur plusieurs vidéos de décapitation ou de crucifixion, les spectateurs – dont des enfants – sont filmés. D'autre part, il s'agit de montrer une forme de justice censée répondre à une stricte application de la charia. Avant les scènes d'exécution ou d'amputation, une sentence est fréquemment lue en arabe pour justifier la sanction. Ces scènes illustrent bien la mise en place d'un nouvel ordre islamique et l'ambition du projet politique de Daech.

Si les mises en scène d'exactions ont particulièrement retenu l'attention des médias occidentaux, elles ne représentent en fait qu'une minorité de la propagande de l'EI. En effet, la plupart des contenus mis en ligne par l'organisation sont non violents. C'est du moins la conclusion d'un rapport de 2015 qui montre que plus de 50 % de la production de Daech entend présenter une société islamique heureuse, encadrée par une administration compétente[31]. Des films montrent ainsi des distributions de nourriture, des travaux agricoles, des constructions de routes, des enfants jouant dans des parcs d'attractions ou étudiant le Coran avec le sourire… Des photographies de certificats de naissance ou de plaques d'immatriculation frappés du sceau de l'État islamique circulent sur les réseaux sociaux. Dans l'édition de novembre 2014 du Web-magazine *Dabiq*, les propagandistes présentent même les pièces d'or et d'argent – inspirées d'antiquités de la période omeyyade – que l'organisation entend mettre en circulation[32]. Sur la couverture de ce même numéro on peut également lire le titre suivant : « Rester et s'étendre » – *baqiya wa tatamaddad*, en arabe – l'un des slogans les plus connus de Daech illustré par une photographie de la Kaaba à La Mecque au sommet de laquelle l'organisation entend bien faire un jour flotter son drapeau noir.

L’internationalisation du califat

L’annonce de la restauration du califat et son rejet par al-Qaida ont des répercussions mondiales au sein de la mouvance djihadiste. Les groupes armés présents dans plusieurs zones du monde musulman doivent prendre position dans la « lutte fratricide[33] » interdjihadiste. En novembre 2014, Daech annonce l’acceptation du serment d’allégeance de plusieurs groupes qui deviennent aussitôt de nouvelles provinces (wilayas) du califat. Des « filiales » sont ainsi créées en Algérie, Libye, Tunisie, Égypte, Arabie saoudite et au Yémen. D’autres groupes intègrent le giron de Daech en 2015 et 2016 en Afghanistan et au Pakistan. En Afrique de l’Ouest, l’émir de Boko Haram, Aboubakar Shekau, rallie lui aussi l’État islamique en mars 2015 tandis qu’au Sahel, l’adjoint de Mokhtar Belmokhtar, Adnan Abou Walid al-Sahraoui, lui emboîte le pas en mai[34]. Dans certains pays, des combattants font allégeance au calife sans que cela aboutisse en retour à la création formelle d’une wilaya, notamment en Somalie, aux Philippines et au Bangladesh. Un article de *Dabiq* explique que certaines allégeances ne sont pas acceptées immédiatement, dans l’attente soit de l’émergence d’un leader local reconnu par différents groupuscules actifs sur un même territoire, soit de la mise en place d’une ligne de communication directe avec les organes centraux du califat[35]. En juillet 2016, une vidéo de propagande présente l’organisation administrative du califat. Daech revendique alors 35 wilayas, dont près de la moitié en dehors de la zone syro-irakienne[36].

Toutes les « provinces » ne se valent pas. Certaines sont faibles et ne comptent que quelques dizaines de combattants et se contentent d’actions terroristes sporadiques. C’est le cas par exemple de la filiale algérienne (*wilayat al-Jazaïr*) qui se fait remarquer en septembre 2014 – sous l’appellation « soldats du califat » (*Jund al-Khilafa*) – en enlevant un Français, Hervé Gourdel, et en lançant un ultimatum : si la France

n'interrompt pas son opération en Irak sous vingt-quatre heures, l'otage sera exécuté. Les membres du groupe, qui résulte d'une scission d'al-Qaida au Maghreb islamique, mettent alors leur menace à exécution et diffusent la vidéo de l'égorgement sur les réseaux sociaux. Après cet événement, l'armée algérienne traque les terroristes et élimine les principaux cadres du groupe[37].

D'autres branches comptent des centaines voire des milliers d'hommes et se montrent capables de soutenir de véritables insurrections contre le gouvernement local. C'est le cas d'Ansar Bayt al-Maqdis dans la péninsule du Sinaï égyptien, devenue la *wilayat Sinai* dès la fin 2014. Le groupe parvient à déstabiliser la péninsule en infligeant de lourdes pertes aux forces de sécurité égyptiennes. Charm-el-Cheikh, agréable cité balnéaire sur les bords de la mer Rouge, est désertée par les touristes et les investisseurs étrangers après l'attentat du 31 octobre 2015. Ce jour-là, un Airbus A-321 à destination de Saint-Pétersbourg explose en plein vol, tuant 224 personnes. *Dabiq* publiera une photographie de l'explosif – dissimulé dans une canette de soda – ayant causé la perte de l'appareil[38]. Nombre de compagnies internationales suspendent alors leurs vols. D'autres attentats particulièrement meurtriers ensanglantent le Sinaï à l'instar de celui perpétré en novembre 2017 contre la mosquée soufie d'al-Rawdah qui fait plus de 300 morts. Daech montre également sa capacité à frapper d'autres régions d'Égypte comme des églises coptes ciblées à Alexandrie et au Caire.

Dans un certain nombre de pays, les « provinces » de Daech ont franchi un cap supplémentaire en essayant de prendre le contrôle de territoires et d'y imposer leur gouvernance à l'image de la « maison mère » au Levant. C'est tout particulièrement le cas en Libye et en Afghanistan, où des connexions relativement fortes sont établies entre les franchises locales et « Daech central ». La tentative d'importation du modèle syro-irakien y passe par plusieurs vecteurs. Tout d'abord, dès 2012-2013, des centaines de

Libyens et d'Afghans se portent volontaires pour aller combattre en Syrie. En Libye, les villes de Derna et Benghazi comptent par exemple un ratio de départs par habitant relativement élevé[39]. En Afghanistan, les relations d'al-Qaida, surtout avec le groupe Haqqani, auraient même facilité la mise en place d'une filière d'acheminement de djihadistes[40].

Après un séjour plus ou moins long, ces combattants étrangers sont ensuite rentrés chez eux. En Afghanistan, les émirs de la *wilayat Khorasan* – région qui inclut l'Afghanistan mais aussi le Pakistan et une partie de l'Asie centrale et de l'Iran – ont tous fait l'aller-retour avec le Levant. De 2014 à 2017, trois représentants spéciaux d'Abou Bakr al-Baghdadi se succèdent à la tête de la province asiatique[41]. Le premier, Qari Wali Rahman, est originaire de Baghlan, au nord de Kaboul. Il se rend en Syrie dès 2012 et rejoint Jabhat al-Nosra puis l'EI. Il est considéré comme proche d'un célèbre chef militaire de l'organisation, le Géorgien Abou Omar al-Chichani. Le deuxième, Abou Yasir al-Afghani, provient du district de Nangarhar et a combattu en Irak dès 2004 sous la direction d'al-Zarkaoui. Quant au troisième, Abou Hamza al-Khorasani, il est natif du Helmand et a gagné les rangs de l'EI en Syrie en 2014. Ces trois dirigeants sont ensuite rentrés en Afghanistan pour tenter d'y appliquer les méthodes observées au Levant. Ils n'y ont pas forcément été bien accueillis par les Talibans, restés fidèles à leur alliance avec al-Qaida. Représentants d'une nouvelle génération de djihadistes afghans, plus éduqués et connectés que les Talibans, les cadres de la *wilayat Khorasan* ont donc dû construire eux-mêmes leur mouvement en luttant aussi bien contre les autorités gouvernementales que contre leurs rivaux djihadistes plus établis.

Un autre vecteur de transfert du modèle syro-irakien vers la Libye et l'Afghanistan est l'envoi sur place de cadres syriens ou irakiens pour transmettre leurs connaissances, voire y occuper des postes de commandement. Des personnalités de premier plan de l'EI, comme le théologien Turki al-Binali et Abou Ali al-Anbari, effectuent ainsi des

séjours en Libye[42]. L'émir de Daech dans ce pays de la fin 2014 à la fin de 2015 – Abou Nabil al-Anbari – n'est pas un Libyen mais un Irakien envoyé par Abou Bakr al-Baghdadi pour prendre les rennes de la filiale dans la région de Syrte. En Afghanistan, les « conseillers » arabes restent plusieurs mois[43] et occupent des fonctions clés en matière d'entraînement et de gouvernance. Enfin, les wilayas du Khorasan et de Libye bénéficient non seulement de ces transferts de compétences mais aussi d'apports de fonds substantiels. Al-Anbari serait ainsi arrivé en Libye avec plusieurs millions de dollars qui lui auraient permis d'acheter le soutien de tribus locales[44]. Pour ce qui est de l'Afghanistan, d'après le chercheur Antonio Giustozzi, le système traditionnel de *hawala* aurait permis de transférer des dizaines de millions de dollars du Levant et des pays du Golfe vers le *Khorasan*[45].

Les efforts de Daech pour dupliquer son modèle en Libye et en Afghanistan ont cependant abouti à des résultats différents dans les deux pays. En Libye, après avoir été chassée par al-Qaida des villes de Derna et Tripoli, l'organisation a réussi à prendre le contrôle de Syrte et d'une large bande côtière. Elle y a développé sa gouvernance en agissant comme en zone syro-irakienne : d'abord en cherchant à séduire les populations locales, puis en imposant son pouvoir de façon brutale[46]. L'expérience a duré plus d'un an avant que la ville ne soit reprise en 2016 par des milices locales agissant au nom du gouvernement d'accord national, aidées par une poignée de forces spéciales étrangères. L'expérience libyenne a également débordé sur la Tunisie voisine, dont étaient originaires un certain nombre de djihadistes de la wilaya, lesquels ont un temps envisagé de revenir s'installer par la force dans leur pays. Ainsi, en mars 2016, un commando de Daech venu de Libye a franchi la frontière tunisienne et tenté – en vain – de prendre le contrôle de la petite ville de Ben Guerdane. En Afghanistan, les conquêtes territoriales de l'EI ont été moins spectaculaires, mais plus durables. L'organisation n'a en effet pas réussi à tenir des localités importantes pendant plus de quelques jours, vite délogée par les Talibans

qui n'ont pas toléré leurs tentatives d'implantation dans les provinces du Helmand et de Nangarhar[47]. Toutefois, contrairement à son homologue libyen, le groupe a su s'ancrer dans le paysage local et survivre à ses revers.

L'internationalisation du terrorisme

La dimension internationale de Daech ne se limite pas à la création de wilayas en « terre d'Islam ». Les soldats du califat ont aussi porté le fer et le feu chez les « mécréants », à travers une campagne d'attentats d'une ampleur inédite à travers le monde. L'Europe et l'Afrique du Nord figurent en tête de liste des territoires touchés, aussi bien du fait de leur proximité géographique avec le sanctuaire levantin que du grand nombre de combattants étrangers qui en sont originaires. On compte en effet 5 à 6 000 Européens sur les quelque 40 000 étrangers qui ont rejoint la zone syro-irakienne, dont environ 13 % de femmes et 12 % de mineurs[48]. Les Français sont les plus nombreux en valeur absolue et les Belges proportionnellement à la population du pays. Leurs profils et leurs motivations varient : certains veulent lutter contre Bachar al-Assad, d'autres désirent participer à la construction d'un État islamique et vivre leur religion dans une expérience absolue. Une partie non négligeable enfin a surtout soif d'aventure et de violence.

Pour les pays de départ, la question des filières djihadistes vers la Syrie devient rapidement un enjeu de sécurité. Dès 2013, certains journalistes et experts tirent la sonnette d'alarme[49]. À l'époque – soit plusieurs mois avant les premières frappes occidentales en Irak et en Syrie –, les services de renseignement néerlandais identifient déjà la mise en place de cellules au sein de l'État islamique dédiées à conduire des attaques en dehors de son territoire[50]. La tuerie perpétrée en mai 2014 au musée juif de Bruxelles par Mehdi Nemmouche, ex-membre de l'Amniyat, geôlier et tortionnaire de

plusieurs otages, est le premier attentat commis sur le sol européen par un « revenant » de Syrie.

Un autre djihadiste francophone rentre en Europe à l'été 2014, il s'agit d'Abou Omar al-Belgiki, Abdelhamid Abaaoud de son vrai nom, un Belge d'origine marocaine âgé de vingt-sept ans. Il a grandi à Molenbeek-Saint-Jean, une commune de Bruxelles connue pour l'implantation précoce de réseaux salafistes[51]. Délinquant juvénile, Abaaoud multiplie les séjours en prison au cours desquels il se rapproche de certains milieux intégristes. Il part en Syrie début 2013, rejoignant la brigade du Géorgien Abou Omar al-Chichani. Intégré au sein de l'EI après la rupture avec al-Nosra, il gravit les échelons et prend des responsabilités sur le front d'Azaz au sein de la katiba al-Battar, une unité initialement composée de Libyens mais qui s'ouvre graduellement à d'autres *muhadjiroune*s. Recruté par l'Amniyat en 2014, l'aspirant terroriste est envoyé en Turquie, puis en Grèce pour y diriger à distance une cellule composée de djihadistes belges dont plusieurs s'installent dans la petite ville wallonne de Verviers. Le groupe est repéré par les services de renseignement français à la suite de quoi il fait l'objet d'un raid de la police belge le 15 janvier 2015. Deux terroristes sont abattus et un troisième est interpellé. Son interrogatoire et l'exploitation des données saisies dans l'appartement permettent ensuite l'arrestation de treize autres individus. La police grecque, prévenue trop tardivement, ne parvient en revanche pas à arrêter Abaaoud qui regagne la Syrie pour y reprendre ses instructions. Il est condamné par contumace à vingt ans d'emprisonnement en juillet 2015 pour son rôle dans le recrutement de volontaires pour le compte de l'État islamique.

La date du raid de Verviers le 15 janvier n'a rien d'un hasard, elle fait partie d'un vaste coup de filet mené par divers services de sécurité européens en réaction à la première attaque de grande ampleur sur le continent depuis les attentats de Londres. Une semaine auparavant, le 7 janvier, les frères Saïd et Chérif Kouachi ont massacré 11 personnes dans

les locaux du journal *Charlie Hebdo*, dont les 5 dessinateurs Cabu, Charb, Honoré, Tignous et Wolinski. Le journal, qui avait fait l'objet de menaces répétées depuis la publication des caricatures du prophète Mahomet en 2006, était sous protection policière, mais le garde du corps n'a pas pu s'opposer aux fusils d'assaut des djihadistes. Pas plus que le gardien de la paix, Ahmed Merabet, douzième victime, exécuté en pleine rue alors que les tueurs prenaient la fuite. Chérif Kouachi est connu des services antiterroristes : il avait été condamné en 2008 dans le cadre du procès de la « filière des Buttes-Chaumont » pour avoir cherché à rejoindre al-Qaida en Irak. Quant à son frère Saïd, il est soupçonné de s'être entraîné au Yémen auprès d'al-Qaida dans la péninsule arabique – à moins que Chérif n'ait emprunté son passeport pour effectuer ce voyage. C'est en tout cas AQPA qui a revendiqué le massacre de *Charlie Hebdo* par la voix de Nasser Bin Ali al-Ansi, un vétéran du djihad des années 1990, devenu l'un des leaders de la filiale yéménite d'al-Qaida.

Le lendemain de l'attaque de *Charlie Hebdo*, alors que les Kouachi courent toujours, un autre Français, ancien codétenu de Chérif en 2005, lance son propre périple meurtrier. Tandis qu'il se dirige vers une école juive à Montrouge, probablement inspiré par la tuerie de Mohammed Merah en 2012, Amedy Coulibaly dévie de son chemin et tire sur des agents municipaux blessant mortellement la policière Clarissa Jean-Philippe. Le 9 janvier, il prend en otage une dizaine de personnes dans un magasin Hyper Cacher de la Porte de Vincennes fréquenté par la communauté juive en cette veille de Shabbat. Il tue d'emblée trois d'entre elles, avant d'en abattre une quatrième qui cherchait à s'emparer de son arme. Au contraire des Kouachi, Coulibaly se réclame de l'État islamique, affirmant agir « de la part du calife[52] ». Si Daech ne revendique pas publiquement l'attentat, l'enquête judiciaire révélera les échanges de Coulibaly sur une messagerie cryptée avec un membre francophone de l'Amniyat dont l'identité demeure encore sujette à débat.

Les services secrets de l'EI se sont effectivement mis en ordre de bataille pour frapper l'Europe et le Maghreb, où ils estiment disposer de nombreux relais. C'est un autre Belge qui début 2015 prend la tête de l'Amn al-Kharji, la branche des opérations clandestines de l'Amniyat. Oussama Atar ne tient pas son nom de guerre, « Abou Ahmed al-Iraki », de son pays natal, mais de sa première terre de djihad, l'Irak, où il s'est rendu dès 2003. Capturé par les Américains à Ramadi en 2005, il est détenu à Abou Ghraib et Camp Bucca, dont il est finalement libéré en 2012 après une campagne de soutien, appuyée par plusieurs élus belges et Amnesty International. À sa sortie de détention, il se rend en Syrie où il retrouve d'autres vétérans de la campagne d'Irak comme Boubakeur El-Hakim, le djihadiste des Buttes-Chaumont, proche des Kouachi, parti lui aussi combattre les Américains. Bien introduits auprès de la hiérarchie irakienne de Daech du fait de leur passé commun dans l'organisation Zarkaoui, Atar et El-Hakim vont restructurer le service spécial de l'Amniyat pour lancer leur campagne de terreur[53].

Elle est inaugurée le 18 mars 2015 lorsque deux jeunes Tunisiens originaires des quartiers populaires de Tunis et Kasserine pénètrent dans le musée national du Bardo, munis de kalachnikovs, de grenades et de ceintures d'explosifs. Dans une interminable scène d'épouvante, ils assassinent froidement 21 touristes italiens, français, japonais, polonais ainsi qu'un agent de sécurité. L'attaque est revendiquée peu de temps après par Boubakeur El-Hakim dont l'enquête révélera qu'il l'avait intégralement supervisée depuis le palais de l'Hospitalité à Raqqa, devenu le siège de l'Amniyat. Quelques mois plus tard, la Tunisie est à nouveau meurtrie lorsqu'un autre terroriste massacre 38 vacanciers, en grande majorité britanniques, sur la plage de Sousse[54].

Entre-temps, l'Amniyat a de nouveau tenté de frapper l'Europe. Le 18 avril, un jeune Algérien naturalisé français, Sid Ahmed Ghlam – velléitaire du djihad qui a passé une semaine en Turquie en 2014 avant de

revenir en France –, est « fortement incité à passer à l'acte » par un recruteur de l'Amniyat, Adbdelnasser Benyoucef, autre proche collaborateur d'Atar et d'El-Hakim. Il planifie un attentat dans une église de Villejuif, en région parisienne. Mais le terroriste amateur manque de sang-froid : alors qu'il veut dérober un véhicule, il tue sa conductrice. Le lendemain, avant d'entrer dans l'église, il manipule mal son arme et se tire deux balles, dans la hanche et la jambe. En juin, c'est au tour d'un autre terroriste en herbe de commettre un homicide : un chauffeur-livreur qui décapite son patron et jette sa camionnette sur des bombonnes de gaz d'un site Seveso de Saint-Quentin-Fallavier en Isère mais sans parvenir à provoquer l'explosion désirée.

Les échecs de Verviers et Villejuif ainsi que d'autres attentats « téléguidés » poussent l'Amniyat à changer de tactique. Sous l'autorité d'Oussama Atar, des commandos de djihadistes étrangers fraîchement arrivés en Syrie seront recrutés et renvoyés en Europe avec la formation et l'encadrement nécessaires. C'est Abdelhamid Abaaoud qui est désigné pour piloter l'opération par la hiérarchie de Daech – vraisemblablement sous le haut patronage d'Abou Mohamed al-Adnani, bras droit du calife, et d'Abou Loqman, un ancien officier syrien devenu le chef de l'Amniyat[55]. En quelques mois, Abaaoud forme une dizaine de commandos. Lui-même rentre en Europe le 1er août, profitant de la « route des migrants » à travers la Turquie, la Grèce, les Balkans et la Hongrie où il pénètre avec un laissez-passer temporaire fournit par les autorités macédoniennes. Avec lui se trouve un Marocain recruté en Syrie au mois de mai, Ayyoub El-Khazzani. Le 21 août, ce dernier monte à bord d'un train Thalys Amsterdam-Paris armé d'un fusil d'assaut et d'un pistolet automatique. Tandis qu'il passe à l'attaque, il est plaqué au sol et maîtrisé par deux passagers, anciens militaires américains, alors en vacances[56].

Mais le Thalys n'est qu'un galop d'essai. Entre la fin août et la fin octobre, une dizaine d'autres terroristes rejoignent Abaaoud, convoyés par

un de ses amis d'enfance de Molenbeek, Salah Abdeslam, et s'installent en Belgique dans divers appartements loués[57]. L'après-midi du 13 novembre, 9 d'entre eux montent à bord de 3 voitures en direction de Paris. L'opération, minutieusement planifiée, démarre aux abords du Stade de France. Vers 21 h 20, alors que le président de la République et des dizaines de milliers de personnes assistent à un match amical France-Allemagne, deux détonations sourdes se font entendre : les premiers attentats-suicides jamais perpétrés sur le sol français viennent d'avoir lieu. Un troisième kamikaze se fait exploser trente minutes plus tard, après avoir échoué, comme ses comparses, à pénétrer dans l'enceinte sportive[58]. Entre-temps, les trois terroristes de la deuxième voiture, parmi lesquels Abaaoud, ont commencé à semer la mort dans Paris, ville considérée par Daech comme « la capitale des abominations et de la perversion[59] ». Entre 21 h 24 et 21 h 40, ils mitraillent les terrasses de plusieurs cafés, avant que l'un d'entre eux n'actionne sa ceinture d'explosifs à l'intérieur d'un restaurant du 11e arrondissement. Abaaoud et son complice prennent la fuite.

Au même moment, à quelques mètres de là, les trois derniers djihadistes pénètrent dans la salle de concert du Bataclan, où 1 500 personnes sont venues assister à un concert du groupe de rock Eagles of Death Metal. Ils ouvrent immédiatement le feu sur la foule. Une dizaine de minutes plus tard, un commissaire divisionnaire et son chauffeur – qui faisaient route vers le Stade de France – passent devant la salle de spectacle et décident d'intervenir. Ils pénètrent dans le bâtiment, dont les abords sont déjà jonchés de cadavres et de blessés, et parviennent à abattre un des terroristes. La tuerie de masse prend alors fin et la situation évolue en prise d'otages particulièrement délicate à gérer pour les forces de sécurité, les deux derniers assaillants étant munis de vestes piégées. Peu après minuit, les policiers de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) donnent l'assaut et parviennent à éliminer un preneur d'otages, tandis que le second

se fait exploser. 130 morts et des centaines de blessés : tel est le bilan de cette terrible soirée.

Abaaoud, lui, court toujours. De même que son complice des terrasses, Chakib Akrouh, ainsi que Salah Abdeslam qui a transporté les kamikazes du Stade de France. Les deux premiers se cachent dans un appartement de Saint-Denis d'où « al-Belgiki » entend relancer sa campagne d'attaques. Mais leur position est révélée par la présence d'une troisième personne, Hasna Aït Boulahcen, cousine d'Abaaoud, déjà repérée par les services de renseignement[60]. Le 18 novembre, le RAID donne l'assaut sur l'appartement. Les terroristes ripostent et, dans la fusillade, une ceinture d'explosifs est déclenchée, provoquant la mort des trois djihadistes. Abdeslam, lui, est parvenu à rentrer à Bruxelles. Il retrouve les derniers membres de la cellule terroriste restés en Belgique. Au terme d'une cavale de plus de trois mois, il est finalement arrêté à Molenbeek le 18 mars 2016 par la police belge. Mais son interpellation ne peut empêcher un ultime attentat : quatre jours plus tard, trois kamikazes du réseau Abaaoud déclenchent leurs bombes, deux d'entre eux à l'aéroport international de Zaventem, le troisième à la station de métro Maelbeek, dans le quartier européen de la capitale. Le bilan est, une nouvelle fois, particulièrement lourd, avec 32 morts et plus de 300 blessés.

D'autres attentats très sanglants ont été perpétrés par des terroristes entraînés dans les sanctuaires de Daech puis missionnés pour commettre une action violente à l'étranger. Le 22 mai 2017, un jeune Britannique d'origine libyenne se fait exploser devant la Manchester Arena après un concert de la chanteuse Ariana Grande. Il rentrait alors de Libye où il avait fréquenté des membres de la katiba al-Battar[61]. En dehors d'Europe, la Turquie est elle aussi le théâtre de nombreuses attaques, illustrant la dégradation des relations entre Ankara et Daech, passée progressivement d'une certaine tolérance à une hostilité de plus en plus assumée. C'est ce dont attestent les attentats-suicides perpétrés à Suruç, près de la frontière

syrienne, en juillet 2015, à Ankara en octobre, ou encore à l'aéroport d'Istanbul en juin 2016 et dans une boîte de nuit des rives du Bosphore le 1er janvier 2017[62]. Dans ce dernier cas, le terroriste se serait entraîné en zone pakistano-afghane et aurait reçu ses ordres de Raqqa en Syrie. Un autre exemple est le double attentat de Téhéran en juin 2017 – contre le Parlement iranien et le mausolée de l'ayatollah Khomeini – dont les auteurs seraient des Kurdes d'Iran ayant combattu avec Daech en zone syro-irakienne[63].

Après le choc des attentats de Paris et de Bruxelles, l'envoi de commandos terroristes en Europe depuis la Syrie se complique considérablement. Les services de renseignement accroissent massivement leur coopération et intensifient les échanges d'informations. Les départs vers la Syrie, et plus encore les retours, sont étroitement surveillés et quasi systématiquement judiciarisés. Daech ne désespère pourtant pas de continuer à attaquer ses ennemis sur leur sol. Pour échapper aux mesures de sécurité, l'Amniyat va privilégier le « pilotage » depuis la zone syro-irakienne d'individus ne s'étant pas entraînés sur place. Un cas bien connu en France est celui de Rachid Kassim. Cet ancien animateur dans un centre social de Roanne a rejoint Daech en Syrie en 2015 et intégré l'équipe d'Atar et El-Hakim au sein de l'Amniyat. Recruteur très actif sur les réseaux sociaux, il mène à partir de 2016 une campagne d'incitation au terrorisme depuis une chaîne de la messagerie cryptée Telegram baptisée « Sabre de Lumière ».

À son apogée, cette chaîne réunit quelques centaines d'utilisateurs, dont des adolescents et des femmes. Certains d'entre eux poursuivent ensuite les échanges en utilisant la fonction *secret chat* de l'application leur permettant d'être cryptés de bout en bout. Kassim y joue tour à tour le rôle de gourou, de facilitateur, de conseiller technique. Il est par exemple en relation avec Larossi Aballa, tueur d'un policier et de sa conjointe à Magnanville le 16 juin 2016 devant leur fils de trois ans. Le djihadiste filme son action et la

diffuse en direct sur Facebook Live. Kassim est aussi considéré comme le commanditaire de l'assassinat du père Jacques Hamel, égorgé dans l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray le 26 juillet ou de la tentative manquée d'attentat aux bonbonnes de gaz à proximité de la cathédrale Notre-Dame à Paris en septembre[64]. Devenu la véritable bête noire des services de renseignement français, le « télé-djihadiste » sera finalement tué par une frappe aérienne en février 2017, non sans avoir enregistré au préalable un testament audio dans lequel il appelait « tous les frères de France à attaquer, à détruire ce pays ».

Alors que le « bureau des attentats » de Daech est implacablement ciblé par la coalition et que ses réseaux virtuels sont infiltrés et démantelés par les services de renseignement occidentaux, le califat se repose de plus en plus sur les « bonnes volontés » de djihadistes improvisés, incités à passer à l'acte *via* la propagande diffusée sur Internet. Ces derniers, au contraire des terroristes impliqués dans des attentats « pilotés », ne sont pas en lien avec un commanditaire précis, mais seulement « inspirés » par les grandes orientations stratégiques et les conseils tactiques relayés sur les réseaux sociaux. Bien avant Daech, al-Qaida avait déjà misé sur le Web pour tenter de susciter des vocations[65], mais l'EI a porté cette stratégie à un autre niveau. En 2015, le nombre de comptes Twitter liés à cette organisation se compte en dizaines de milliers[66]. Si comme on l'a vu, le message dominant est initialement l'incitation à la *hijra*, l'émigration vers le « pays de Sham », cette perspective perd de son attrait alors que progressent les bombardements de la coalition internationale et que des mesures de plus en plus strictes sont prises pour empêcher les départs vers la Syrie. La propagande se réoriente alors vers les appels à commettre des attaques dans les pays occidentaux.

Cela ressort des déclarations du porte-parole de l'organisation, Abou Mohammed al-Adnani, qui jusqu'à sa mort en août 2016, exhorte les musulmans à « tuer des mécréants[67] » où qu'ils soient. Les propagandistes

de l'EI se sont chargés de marteler ces appels dans toutes les langues. Dans son *Message pour la France* de février 2015, un djihadiste s'exclame : « Si vous ne pouvez pas faire la *hijra*, agissez depuis l'intérieur ! Défendez l'honneur de notre prophète ! Combattez-les, tuez-les avec n'importe quelle arme ! […] Crachez-leur dessus ! Brûlez les voitures ! Brûlez les postes de police ! N'ayez aucune pitié envers eux ! » Ces harangues s'accompagnent d'articles et de tutoriels décrivant les modes opératoires pour réaliser des attaques et les règles de sécurité à observer pour échapper aux services de renseignement. Par exemple, en 2015 est diffusé sur Internet un manuel intitulé *How to survive in the West. A Mujahid Guide* dans lequel se trouvent des instructions pour conserver son anonymat sur le Web, acheter des armes ou encore fabriquer des explosifs. Des conseils sont par ailleurs prodigués sur d'autres supports pour inciter à la réalisation d'attentats plus rudimentaires comme des tueries commises avec un véhicule-bélier[68].

En pratique, les attaques inspirées par la propagande de l'EI, sans lien opérationnel avéré avec « Daech central », ont été plus nombreuses que les deux autres formes de terrorisme – projeté et piloté. Cependant, perpétrées par des « djihadistes amateurs », peu aguerris et manquant parfois de compétences, elles ont généralement fait peu de victimes, à quelques exceptions près comme à San Bernardino en Californie en décembre 2015 (14 morts) ou à Orlando en Floride en juin 2016 (49 morts). L'Europe continue d'être une cible particulièrement prisée. À Nice, 86 personnes trouvent la mort lorsqu'un chauffeur-livreur lance un camion sur une foule de promeneurs réunis pour le feu d'artifice du 14 Juillet 2016. Un terroriste d'origine tunisienne reproduit le même mode opératoire le 19 décembre de cette année-là sur le marché de Noël de Berlin. Si toutes ces attaques sont pour l'essentiel revendiquées par Daech, les traces d'allégeance à l'État islamique sont quelquefois difficiles à retrouver, et la stabilité psychologique des auteurs est souvent mise en question[69].

De façon plus générale, il est avéré que certains auteurs d'attentats inspirés par Daech souffrent de troubles mentaux. Toutefois, les djihadistes atteints de maladies psychiatriques ne représentent qu'une petite minorité[70]. Le psychiatre américain et spécialiste du terrorisme Marc Sageman nous a ainsi confié qu'il estimait que la proportion de malades mentaux au sein des organisations terroristes est probablement comparable à celui que l'on retrouve dans l'ensemble de la société[71]. Présenter les djihadistes comme des fous est donc une erreur, tout comme il est bien souvent erroné de les décrire comme des « loups solitaires[72] ». Cette expression est régulièrement employée quand des individus passent à l'acte seuls. Cependant, les enquêtes démontrent presque systématiquement qu'ils évoluaient dans des milieux radicaux, et/ou bénéficiaient de complicités. L'analyse de leurs communications électroniques permet habituellement de découvrir qu'ils consultaient de la propagande, ou qu'ils échangeaient avec d'autres Internautes de la même mouvance. En dépit de leurs éventuelles contradictions personnelles (style de vie dissolu, bien loin du rigorisme salafiste) et de leurs possibles fragilités psychologiques, les « petits soldats » du califat participent bien d'un ambitieux projet politico-religieux.

13

La France dans l'œil du cyclone

La vidéo diffusée par al-Hayat Media Center, l'un des organes de propagande de l'État islamique, date de novembre 2014 et dure sept minutes. Un groupe de combattants, fusils-mitrailleurs en bandoulière, se tient devant un feu de camp. Certains portent des cagoules, d'autres apparaissent visage découvert, la barbe fournie, les cheveux longs partiellement recouverts d'un *keffieh*. Soudain, ils brandissent leurs passeports français et les jettent dans le brasier. Abou Oussama al-Faransi fixe la caméra de ses yeux bleus et annonce : « Ceci est un message pour tous les musulmans qui vivent encore en terre de mécréance de la part de vos frères français qui ont émigré. Qu'attendez-vous ? Pourquoi n'avez-vous pas encore émigré ? »

À ses côtés, Abou Maryam al-Faransi exhibe un long poignard et, le regard noir, menace : « Ceci est un message à tous les ennemis de l'islam et en particulier la France. Les moudjahidines n'hésiteront pas, chaque fois qu'ils en auront la possibilité, à trancher vos têtes. » Ces deux hommes se nomment en réalité Quentin Le Brun et Kevin Chassin. Originaires de la région toulousaine, ils font partie des centaines de Français ayant quitté leur pays pour rejoindre la zone syro-irakienne.

Les djihadistes ne tardent pas à passer à l'acte : entre 2015 et la fin 2017, la France est confrontée à une campagne de terrorisme d'une intensité exceptionnelle. Une dizaine d'attentats létaux sont perpétrés, provoquant 241 morts et environ 900 blessés[1]. Il faut ajouter une quinzaine de tentatives ratées et une quarantaine de projets déjoués par les services de sécurité. Ce total de plus de 60 actes donne une idée de la menace : devant faire face, en moyenne, à une attaque toutes les deux à trois semaines, le pays est plongé dans un climat de terreur.

Le renforcement de l'arsenal antiterroriste français

Les dirigeants français ont mis du temps à prendre conscience de la gravité du phénomène des filières syriennes et, plus largement, à s'intéresser à la lutte contre la radicalisation. Début octobre 2013, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault annonce le lancement d'une « réflexion sur la prévention des phénomènes de radicalisation ». À la fin de ce mois, Yann Jounot, directeur de la protection et de la sécurité de l'État au secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN), remet un rapport intitulé *Prévention de la radicalisation*. Le document classifié « confidentiel défense » fuite dans la presse. Il préconise de dépasser la logique purement sécuritaire de lutte contre le terrorisme pour s'attaquer davantage aux « causes de la radicalisation ». Pour ce faire, il recommande d'« associer les "acteurs sécuritaires" et "non sécuritaires" au niveau local et au niveau national ». Il conseille notamment de « diminuer les vulnérabilités en s'appuyant sur les dispositifs existants en matière de prévention de la délinquance », ce qui s'est traduit dans les faits par la montée en puissance du Comité interministériel de prévention de la délinquance (CIPD, devenu CIPDR en 2016) sur les questions de lutte

contre la radicalisation. Le rapport Jounot insiste sur la nécessité de développer des dispositifs de contre-discours pour déconstruire la propagande djihadiste et prône une amélioration de la coopération internationale – en particulier au niveau européen.

En annexes de ce rapport figurent en effet des « fiches pays » sur plusieurs États-membres de l'Union européenne (UE) ayant mis en œuvre des politiques de prévention avant la France. Le premier modèle mis en avant est le Royaume-Uni. Après les attentats de Londres en juillet 2005, perpétrés par des individus ayant grandi et s'étant radicalisés en Angleterre, les dirigeants britanniques ont entre autres développé un nouveau programme de lutte contre le terrorisme baptisé CONTEST et comprenant quatre piliers : *prevent*, *pursue*, *protect* et *prepare*. Le volet préventif a suscité de nombreuses critiques – éludées dans le rapport Jounot –, et a fait l'objet de réorientations ultérieures qui n'ont pas étouffé les accusations de « sécuritisation accrue du secteur social, et de […] suspectification des musulmans[2] ».

Le rapport Jounot mentionne aussi brièvement le rôle de l'UE en matière de prévention de la radicalisation. Six mois après les attentats de Londres, elle aussi a adopté une stratégie de lutte contre le terrorisme qui comprend également quatre piliers : *prevent*, *protect*, *pursue*, *respond*, assez similaires au modèle britannique. Il s'agit de mener en parallèle des actions de prévention de la radicalisation, de protection des infrastructures et du public, de poursuites judiciaires avec des procédures pénales facilitées entre États-membres et enfin de planification et d'anticipation stratégique, y compris en matière de renseignement. En 2008, une « stratégie révisée pour lutter contre la radicalisation et le recrutement des terroristes » a été portée par le Conseil de l'Union européenne[3]. Elle ne comprend pas de mesures spécifiques, mais uniquement de grands principes comme la volonté d'améliorer la coopération européenne pour démanteler les filières d'envoi de combattants vers des zones de conflit. En 2011, le Réseau de

sensibilisation à la radicalisation (Radicalisation Awareness Network ou RAN) a été lancé à l'initiative de la Commission dans le but de faciliter l'émergence et l'échange de bonnes pratiques entre spécialistes de la radicalisation originaires de différents États-membres.

Un an après la publication du rapport Jounot, en octobre 2014, la ministre de la Justice Christiane Taubira déclare : « Le Royaume-Uni, dans la logique anglo-saxonne, a mis en place des programmes de désendoctrinement, de déradicalisation depuis plusieurs mois. C'est moins dans notre culture mais c'est devenu indispensable[4]. » Dans les mois et les années qui suivent, la manière dont la France appréhende la menace terroriste sur le front intérieur se structure. Un premier axe sécuritaire s'inscrit dans la droite ligne de l'approche française traditionnelle de lutte contre le terrorisme avec un appareil de renseignement intérieur travaillant étroitement avec la justice antiterroriste. Un second axe plus social et sociétal permettra à la France de rattraper une partie de son retard en matière de prévention de la radicalisation.

L'arsenal antiterroriste français tel que nous le connaissons aujourd'hui a commencé à prendre forme dans les années 1980[5]. Sa spécificité repose sur deux caractéristiques. La première est la spécialisation, avec notamment la constitution en 1986 d'un pôle de magistrats spécialisés, regroupés dans la 14e section du parquet de Paris et à la galerie Saint-Éloi du palais de justice, habilités à poursuivre et instruire des affaires qui seront ensuite jugées devant une cour d'assises « spécialement composée » de magistrats professionnels. La seconde caractéristique est l'action préventive, dont la clé de voûte est l'incrimination pour association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte de terrorisme, introduite par la loi du 22 juillet 1996 – date à laquelle la France se trouve sous la menace du Groupe islamique armé (GIA) algérien. Le droit français permet ainsi de sanctionner des individus dès le stade du projet d'attentat[6]. Ce cadre juridique très favorable à l'action en amont de la police judiciaire – sur commission rogatoire d'un

magistrat spécialisé – s'accompagne de « règles de procédure plus souples que pour les infractions de droit commun » (gardes à vue plus longues, possibilités étendues pour les perquisitions et les écoutes, anonymat des enquêteurs, etc.)[7]. Sans jamais revenir sur ce socle, de nombreuses lois antiterroristes sont venues s'y ajouter, avec une inflation législative particulièrement marquée de 2014 à 2017.

Le 13 novembre 2014, six mois après l'attentat de Mehdi Nemmouche à Bruxelles et un an jour pour jour avant l'attaque du Bataclan, une nouvelle loi antiterroriste est votée par les parlementaires français. Elle comporte trois piliers. Tout d'abord, elle vise à empêcher les départs vers une terre de djihad en permettant à l'autorité administrative de prononcer des interdictions de sortie du territoire au motif de la prévention du risque terroriste. Ensuite, elle définit les éléments permettant de caractériser une entreprise terroriste individuelle. Enfin, elle s'attaque à l'Internet djihadiste de deux manières : d'une part en dotant l'autorité administrative des moyens légaux et techniques de bloquer et déréférencer les sites Web radicaux, et d'autre part en alourdissant les sanctions pour apologie du terrorisme en ligne (jusqu'à sept ans d'emprisonnement).

Le « 11 Septembre » français ?

Après la tuerie de *Charlie Hebdo*, le 7 janvier 2015, le meurtre de la policière municipale à Montrouge le 8 et la prise d'otages sanglante dans l'Hyper Cacher le 9, une bascule politique est à l'œuvre. Il ne s'agit pourtant pas de la première rencontre entre la France et le djihadisme, mais ni les attentats du GIA au milieu des années 1990 ni les meurtres de Mohammed Merah en 2012 n'avaient provoqué une telle réaction. Le 11 janvier, plusieurs millions de personnes se pressent dans les rues pour manifester leur réprobation du terrorisme et leur soutien aux valeurs

républicaines, perçues comme menacées, au premier rang desquelles la laïcité et la liberté d'expression. Portée par cet élan, la classe politique adopte largement le slogan « Je suis Charlie ». La mise en avant d'un « droit au blasphème » ne fait pourtant pas l'unanimité : ce principe est contesté par certaines franges de la population, notamment une partie de la communauté musulmane s'estimant stigmatisée par des discriminations endémiques[8].

De fait, la tolérance – ou le laxisme – qui pouvait exister à l'égard des courants fondamentalistes, flirtant parfois avec le djihadisme, se réduit brusquement. Les prises de parole, notamment sur les réseaux sociaux, font l'objet d'une surveillance accrue et de poursuites bien plus fréquentes. Seules 14 condamnations pour apologie du terrorisme avaient été recensées entre 1994 et 2012 sur l'ensemble du territoire national[9]. Dans les deux semaines qui suivent les attentats de janvier 2015, 150 procédures sont lancées. Au total sur cette année ce sont près de 2 300 infractions qui seront constatées en matière d'apologie[10]. Cette réaction incite un célèbre avocat parisien à tirer la sonnette d'alarme :

> Le terrorisme est pour le corps social comme une piqûre de guêpe. C'est douloureux, l'auteur de ces lignes en sait quelque chose. Cela arrache un cri de douleur, parfois des larmes. Mais ce n'est jamais mortel. Ce qui peut provoquer la mort, c'est la réaction excessive du corps face à cette agression. C'est le choc anaphylactique, le système immunitaire du corps qui, en sur-réagissant, finit par se détruire lui-même. C'est cette image qu'évoque pour moi cette pluie de condamnations. Un choc anaphylactique judiciaire. L'exécutif, qui, pour des raisons politiques, a besoin de montrer qu'il réagit, sous peine de s'exposer à l'accusation de laxisme, a donné des consignes de fermeté par une circulaire du 12 janvier 2015. L'autorité

> judiciaire, les juges, dont l'une des fonctions, et pas la moindre, est d'arrêter le bras de l'État et qui devraient s'assurer que ces consignes soient exécutées avec la mesure qu'impose la gravité réelle des faits, faillissent à leur mission en accompagnant cet excès dans la répression qui frappe à côté des véritables coupables[11].

La réaction du gouvernement aux attentats se veut intraitable, déterminée et martiale. À la tribune de l'Assemblée nationale, le Premier ministre Manuel Valls affirme que la France est engagée dans une « guerre contre le terrorisme ». L'expression, érigée en doctrine par George W. Bush au lendemain du 11 Septembre et longtemps fustigée par la classe politique française, avait déjà été reprise deux ans plus tôt par le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, au lancement de l'opération *Serval* au Mali ; mais elle avait alors été comprise dans un contexte essentiellement régional et sans portée programmatique. Elle a une tout autre résonance en janvier 2015, lorsque le dispositif Vigipirate passe au niveau « alerte attentat » dans la zone de défense de Paris. En trois jours, près de 1 500 militaires de l'armée de Terre sont déployés[12]. Après les marches républicaines des 10 et 11 janvier, le président de la République active le contrat opérationnel qui prévoit la possibilité de déployer 10 000 soldats sur le territoire français. L'opération *Sentinelle* est officiellement lancée. Les militaires sont surtout utilisés, au départ, pour protéger des sites de la communauté juive puis, après une hausse spectaculaire des actes antimusulmans dans les mois suivant les attentats, leur mission est étendue à la protection des lieux de culte islamiques, mais aussi aux églises. Le nombre et la diversité des sites à protéger ne cessent alors d'augmenter au gré de l'évolution des menaces : les écoles, les mairies, les édifices touristiques viennent s'ajouter aux grands centres de transport en commun – gares, aéroports – qui faisaient déjà l'objet de patrouilles.

Prévue initialement pour être limitée à quelques mois, l'opération *Sentinelle* est prolongée au printemps 2015 pour une durée indéterminée, engendrant une pression sur les ressources humaines et le cycle de préparation opérationnelle des armées. Afin de préserver les capacités de projection sur les théâtres extérieurs, le commandement des forces terrestres doit puiser dans les régiments en phase de récupération et avec pour conséquence une chute de 30 % du temps d'entraînement et des soldats qui passent en 2015 plus de 200 jours en moyenne loin de leurs foyers. Par ailleurs, l'appel aux armées pose la question de leur adaptation à la nature de la menace. Forces de troisième catégorie, elles sont dépourvues de pouvoirs de police et n'ont pas vocation à faire du renseignement sur le territoire national, pas plus qu'elles ne peuvent interpeller et encore moins interroger des suspects.

De fait, la réponse n'est pas seulement militaire. Le 18 mars, le ministre des Finances, Michel Sapin, présente par exemple un plan de lutte contre le financement du terrorisme. Parmi les mesures annoncées figurent le signalement à Tracfin (Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins) des dépôts et retraits d'espèces supérieurs à 10 000 euros sur une période d'un mois, l'abaissement du plafond de paiement en espèces à 1 000 euros, un accroissement des contrôles des transferts physiques de capitaux aux frontières ou encore un encadrement plus strict de l'utilisation des cartes prépayées.

Au lendemain de ces annonces, un projet de loi relatif au renseignement est également présenté en Conseil des ministres. La réflexion ayant conduit à ce document est antérieure aux attentats de 2015. Elle a en particulier été nourrie par le rapport d'information de deux députés – Jean-Jacques Urvoas et Patrice Verchère – qui, dès 2013, ont constaté qu'un certain nombre de pratiques des services de renseignement, notamment en matière de collecte de données personnelles et de surveillance des communications électroniques, s'inscrivaient dans un « environnement "paralégal" ou

“extralégal” extraordinairement flou ». La loi vise à offrir un « cadre juridique protecteur[13] » à des opérateurs mettant en œuvre des techniques répandues depuis longtemps parmi les services, tout en définissant des modalités de contrôle. Son champ d’application dépasse d’ailleurs de loin le seul antiterrorisme puisqu’il recouvre notamment les questions de défense nationale, d’ingérence étrangère ou de promotion des intérêts économiques, industriels et scientifiques. C’est néanmoins sous la bannière de la lutte contre le djihadisme que les arguments en faveur de cette loi controversée ont été placés pour emporter le vote des parlementaires.

Entre le dépôt du projet et le vote du texte le 24 juillet 2015, les défenseurs des libertés individuelles tentent d’alerter l’opinion sur ce qu’ils dénoncent parfois comme « un Patriot Act à la française[14] », filant ainsi encore davantage l’analogie avec l’après-11 Septembre aux États-Unis. Ainsi, la Quadrature du Net – association défendant les libertés des Internautes – fustige la mise en place d’un « dispositif pérenne de contrôle des citoyens dont il confie au pouvoir exécutif un usage quasi-illimité[15] ». Quant à la Commission nationale consultative des droits de l’homme, elle « s’interroge avec inquiétude sur le déplacement dangereux du curseur en matière de protection des libertés. À terme, l’état d’exception est-il amené à se substituer à l’État de droit, signant ainsi une régression de nos démocraties[16] ? »

Au plan politique, les formations situées aux deux extrémités du spectre politique craignent que la menace terroriste serve de prétexte au vote d’un texte légalisant l’espionnage de militants. Marine Le Pen fustige une « loi indigne de la France[17] » et Jean-Luc Mélenchon dénonce un texte « dangereux et inefficace[18] ». La loi est finalement adoptée par une large majorité des députés de gauche comme de droite (438 voix « pour », 86 « contre » et 42 abstentions). Dans ses dispositions finales, elle renforce le cadre juridique du renseignement, énumère des techniques de collecte de données – dont des dispositifs de surveillance des communications – et crée

une commission qui a pour fonction de contrôler le recueil du renseignement. Toutefois, la question éminemment politique du juste niveau de la réaction sécuritaire à la menace terroriste s'est désormais installée dans le débat.

État d'urgence ou état de guerre ?

Dans la soirée du 13 novembre 2015, la région parisienne est frappée par les terribles attentats du Stade de France, du Bataclan et des terrasses, à quelques pas seulement de la place de la République. Peu avant minuit, François Hollande apparaît à la télévision, le visage grave et portant une cravate noire en signe de deuil. Le président de la République annonce la fermeture des frontières du pays et la mise en œuvre de l'état d'urgence. Une nouvelle fois, le paradigme de la guerre contre le terrorisme, récusé par la France en 2001, est embrassé. Emboîtant le pas à son Premier ministre, et reprenant les termes exacts du président américain au lendemain du 11 Septembre, François Hollande n'hésite pas à qualifier d'« actes de guerre » les attentats simultanés qui ont semé la mort et le chaos dans les rues de la capitale.

Dans son discours prononcé à Versailles devant le Parlement réuni en Congrès le 16 novembre, il propose une réforme constitutionnelle permettant notamment de « déchoir de sa nationalité française un individu condamné pour une atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ou un acte de terrorisme, même s'il est né français ». Cette annonce suscite une controverse qui se transforme en véritable crise politique. La garde des Sceaux, Christiane Taubira, s'oppose à cette mesure qui pourrait déboucher sur la création d'apatrides, ce qui est en contradiction avec les engagements internationaux de la France. La ministre démissionne du gouvernement en janvier 2016 alors qu'un débat houleux polarise l'opinion publique aussi

bien que la représentation nationale. En mars, le chef de l'État finit par renoncer à cette réforme constitutionnelle.

Les effets politiques de ce discours sont d'autant plus fort que la menace est vivement ressentie comme interne à la société française. Alors que, jusqu'en 2015, nombre d'observateurs minimisaient les risques liés aux filières syriennes, nul ne se méprend plus désormais sur les intentions des milliers de Français ayant basculé dans le djihadisme, qu'ils soient ou non passés par le Levant. Cette dimension endogène conduit une partie de la classe politique à dénoncer l'existence d'une « cinquième colonne islamiste[19] » qui, en France même, s'appliquerait à saper les valeurs de la société. Le général Bosser, chef d'état-major de l'armée de Terre, parle quant à lui d'un « ennemi à l'intérieur[20] » tandis que le général de Villiers, chef d'état-major des armées, met en garde contre « un projet global de subversion politique et religieuse[21] ». De tels termes, fortement connotés, n'avaient plus été employés de façon si solennelle depuis la fin de la guerre d'Algérie[22]. L'adversaire est désormais qualifié d'« armée terroriste » par le ministre de la Défense pour lequel la « militarisation de la menace » appelle une « militarisation de notre réponse[23] », y compris sur le territoire national.

Mais par-delà le recours aux armées qui demeure malgré tout relatif au regard de leurs prérogatives limitées en matière de sécurité intérieure ou, à fortiori, de maintien de l'ordre, c'est surtout la « policiarisation » de la société qui marque la période post-13 Novembre. Si l'état d'urgence ne change en effet rien aux relations entre civils et militaires, il bouleverse l'équilibre entre pouvoirs exécutif et judiciaire. Ce régime d'exception est né en 1955 à l'époque de la guerre d'Algérie pour renforcer l'exécutif face au terrorisme du FLN. Il n'a été employé qu'une seule fois depuis lors en métropole – au cours des émeutes de 2005 dans les banlieues. Il est prorogé le 20 novembre dans une nouvelle loi adoptée à l'écrasante majorité des députés et à l'unanimité des sénateurs. Celle-ci reprend l'essentiel de la loi de 1955 en modifiant certaines dispositions afin d'en « renforcer

l'efficacité[24] ». Le régime des assignations à résidence est ainsi étendu à toute personne « à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics ». Il est toutefois précisé qu'en « aucun cas l'assignation à résidence ne pourra avoir pour effet la création de camps où seraient détenues les personnes » qui en font l'objet, comme cela avait été le cas lors de la guerre d'Algérie. L'autorité administrative peut en revanche ordonner des perquisitions sans l'assentiment d'un juge, et ce de jour comme de nuit. Parmi les autres changements, on relèvera la possibilité offerte au ministre de l'Intérieur de « prendre toute mesure pour assurer l'interruption de tout service de communication au public en ligne provoquant à la commission d'actes de terrorisme ou en faisant l'apologie ».

Début 2016, d'autres attaques surviennent, visant notamment des militaires de l'opération *Sentinelle* et des policiers. Un enseignant juif est aussi agressé à la machette par un adolescent à Marseille. Cherchant à démontrer leur prise en compte d'une menace qui ne semble pas faiblir, les responsables politiques adoptent le 3 juin une nouvelle loi antiterroriste. Celle-ci offre aux procureurs de nouveaux outils d'investigation, notamment électroniques. Elle rend illégale la consultation des sites Internet, forums ou réseaux sociaux faisant l'apologie du terrorisme. Elle permet de soumettre à un contrôle administratif les personnes soupçonnées de rentrer d'une zone où opèrent des groupes terroristes. Elle attribue à l'administration pénitentiaire le droit d'effectuer des surveillances électroniques. Enfin, elle permet aux policiers, gendarmes et militaires déployés sur le territoire national de faire usage de leur arme « pour empêcher la réitération, dans un temps rapproché, d'un ou plusieurs meurtres ou tentatives de meurtre venant d'être commis ».

Le délit de consultation des sites Internet faisant l'apologie du terrorisme est emblématique de la difficulté à trouver un équilibre entre la volonté de protéger les populations par l'adoption de mesures de plus en

plus sécuritaires et la nécessité de préserver les libertés individuelles dans un État démocratique. Une telle mesure avait déjà été souhaitée par Nicolas Sarkozy, alors président de la République, après les tueries de Mohammed Merah en 2012, et formalisée dans le projet de loi du 11 avril 2012. Saisi de ce projet, le Conseil d'État avait estimé que de « telles dispositions portaient à la liberté de communication […], une atteinte qui ne pouvait être regardée comme nécessaire, proportionnée et adaptée à l'objectif de lutte contre le terrorisme[25] ». Le Conseil constitutionnel s'est quant à lui prononcé contre le délit de consultation, le jugeant inconstitutionnel. Néanmoins, les députés ont persisté et réinséré ce délit – après quelques modifications cosmétiques – dans un autre texte, la loi du 28 février 2017 relative à la sécurité publique, donnant lieu à une nouvelle censure par les « sages » de la rue de Montpensier.

Malgré cette inflation législative, les attentats se poursuivent à un rythme effréné : le meurtre du couple de policiers en juin à Magnanville – qui plus est par un homme ayant déjà purgé une peine de prison pour des faits de terrorisme –, le 14 Juillet à Nice sur la promenade des Anglais, puis douze jours plus tard, le père Jacques Hamel à Saint-Étienne-du-Rouvray. La tentative ratée de faire exploser une voiture devant un café, non loin de la cathédrale Notre-Dame, au début du mois de septembre, renforce encore le sentiment d'une menace permanente. Dans ce contexte, la lutte contre le terrorisme constitue un thème important de la campagne électorale de 2017, d'autant qu'un policier est assassiné sur les Champs-Élysées trois jours avant le premier tour du scrutin présidentiel. Quelques semaines après son arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron réunit lui aussi le Congrès à Versailles et annonce qu'il « rétablira les libertés des Français en levant l'état d'urgence à l'automne[26] ». Il émet également le souhait d'un renforcement de l'arsenal législatif antiterroriste « dans le respect intégral et permanent de nos exigences constitutionnelles et de nos traditions de liberté ».

La loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (SILT) est adoptée le 30 octobre 2017 et permet effectivement la levée de l'état d'urgence dès le surlendemain. Elle suscite toutefois à son tour de nombreuses réserves. Comme l'écrit Véronique Champeil-Desplats, professeur de droit public à l'Université Paris-Nanterre, la SILT « transpose *mutatis mutandis* certaines dispositions [de l'état d'urgence] dans le droit commun[27] ». La locution latine est importante car le nouveau dispositif assouplit le contenu de l'état d'urgence et tend à accroître le contrôle judiciaire. Ainsi, les assignations à résidence sont remplacées par des « mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance » (MICAS). Ces dernières ont un périmètre d'application plus large puisque les individus concernés peuvent se déplacer *a minima* sur tout le territoire d'une commune, voire se rendre dans d'autres départements afin de voir leur famille ou de travailler. Autre exemple, les perquisitions administratives sont remplacées par des « visites » domiciliaires qui doivent être autorisées par un juge des libertés et de la détention. Ces inflexions ne sont pourtant pas suffisantes aux yeux des pourfendeurs de la SILT qui estiment que la France a désormais basculé dans un « état d'urgence permanent[28] ».

L'inflation législative s'est accompagnée, on l'a dit, d'un renforcement des moyens des services de police et de renseignement. La délégation parlementaire au renseignement note qu'entre 2014 et 2017, « le nombre d'agents participant à la politique publique du renseignement est passé de 15 531 à 18 632, soit une hausse de 20 % des effectifs[29] ». La Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), qui a succédé en 2014 à la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), a particulièrement bénéficié de cette hausse. Comme l'écrit un ancien policier ayant consacré l'essentiel de sa carrière à la lutte contre le terrorisme : « La participation des directeurs généraux de la DGSE et de la DGSI à la réunion hebdomadaire du Conseil de défense et de sécurité nationale, avant chaque

Conseil des ministres, est venue depuis 2015 symboliser une influence que la profession n'avait jusqu'alors jamais connue en France[30]. »

La plupart de ces mesures ont suscité de vives critiques, en raison soit de leur efficacité douteuse, soit de leur caractère supposément attentatoire aux libertés. Ces critiques ne sont pas uniquement le fait de militants associatifs défendant les libertés individuelles, mais aussi d'organismes comme le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, la Commission nationale consultative des droits de l'homme ou encore le Conseil national du numérique. Le défenseur des droits et ancien garde des Sceaux, Jacques Toubon, estime lui-même que les mesures fondées sur l'état d'urgence peuvent avoir un « effet délétère [susceptible de] compromettre la cohésion sociale de notre pays de façon profonde ». Et d'ajouter qu'il existe un « risque durable de stigmatisation d'une partie de la communauté nationale »[31]. Autrement dit, la surréaction des autorités – qui considèrent que la France est en « guerre contre le terrorisme » – pourrait faire le jeu des djihadistes en accentuant les divisions de la nation.

Du 14 novembre 2015 au 1er novembre 2017, 4 469 perquisitions administratives ont eu lieu, 754 arrêtés d'assignation à résidence ont été prononcés, 75 zones de protection et de sécurité ont été mises en place, et 19 lieux de culte ont été fermés[32]. La surréaction est une notion subjective : certains observateurs pensent que ces chiffres illustrent une dérive, d'autres qu'il s'agit d'une réaction proportionnée à une menace terroriste d'une intensité exceptionnelle. Par exemple, les autorités expliquent que seule une infime proportion de mosquées ont été fermées (19 sur environ 2 400 en France) et ce dans les cas où des propos provoquant à la haine ou faisant l'apologie du terrorisme étaient tenus dans les établissements ciblés. Les opposants estiment que ces mesures administratives contribuent à stigmatiser les musulmans et qu'elles constituent une forme de punition collective : des centaines de fidèles se retrouvent pénalisés en raison de propos tenus par quelques prédicateurs. La problématique des « divisions de

la nation » évoquée par Jacques Toubon a pourtant bien été prise en compte par les autorités. La volonté de développer une politique de prévention de la radicalisation a précisément pour objectif de renforcer la cohésion nationale et la résilience de la société face au djihadisme.

La mise en place d'une politique de prévention de la radicalisation

Dans un récent ouvrage, le sociologue Romain Sèze évoque le « caractère confus, parfois contradictoire et souvent déroutant de cet ensemble d'actions regroupées sous l'expression de "lutte contre la radicalisation"[33] ». Ce jugement est sévère, même si les autorités n'ont pas caché être dépourvues de solution miracle face à ce phénomène. Muriel Domenach, alors secrétaire générale du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), a par exemple déclaré en 2017 : « On essaie, on tâtonne, on ajuste. L'essentiel est de parvenir à ajuster », avant d'annoncer vouloir en finir avec les « gourous autoproclamés » de la déradicalisation pour travailler davantage avec les « intervenants sociaux de droit commun[34] ».

Si l'État a tâtonné et a pu nouer des partenariats temporaires avec des acteurs privés peu fiables[35], il ne peut en tout cas pas être accusé d'inaction. Trois plans ont été adoptés sur une période de quatre ans. Le « plan de lutte contre la radicalisation violente et les filières terroristes » a été présenté en avril 2014 par Bernard Cazeneuve. Le « plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme » a été dévoilé en mai 2016, alors que Manuel Valls était Premier ministre. Édouard Philippe a quant à lui exposé les grandes lignes du « plan national de prévention de la radicalisation » en février 2018. Les esprits critiques diront qu'une succession de plans ne fait pas une stratégie et qu'en multipliant les mesures tous azimuts, les autorités

ont pu donner l'impression d'être déboussolées. Pourtant, l'action publique menée au cours de cette période n'est pas dépourvue de cohérence et s'est développée autour de trois axes : détection, formation et prise en charge.

La détection est une des priorités du plan Cazeneuve de 2014. À l'époque, les familles de jeunes partant pour la Syrie se plaignent de ne pas être entendues ni aidées par les autorités françaises. Bien souvent, elles ne savent même pas vers qui se tourner lorsqu'elles constatent la radicalisation de leur enfant. Au niveau de l'État, quelques cas remontent néanmoins dès 2012 à la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) mais il n'existe pas de canal de signalement clairement identifié par le grand public. Beaucoup de parents en difficulté s'orientent alors vers une personnalité au profil atypique : Dounia Bouzar. Cette ancienne éducatrice à la Protection judiciaire de la jeunesse a soutenu en 2006 une thèse de doctorat en anthropologie sur « l'importance de l'expérience citoyenne dans le parcours des musulmans nés en France sensibles au discours de l'islam politique ». Elle a ouvert un cabinet de consultants spécialisé dans la gestion du fait religieux, publié plusieurs ouvrages et intervient régulièrement sur les plateaux de télévision. Quelques semaines avant la présentation du plan Cazeneuve, elle publie un livre intitulé *Désamorcer l'islam radical*[36] et annonce la création d'une association ayant pour vocation d'aider les familles confrontées à la radicalisation : le Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI).

Une des mesures principales du plan Cazeneuve est la création d'un numéro vert permettant à n'importe qui de signaler un cas de radicalisation. Ces signalements sont gérés par le Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR) supervisé par l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT) au ministère de l'Intérieur[37]. D'après les chiffres fournis par le CIPDR, de la fin avril 2014 au 31 décembre 2017, le CNAPR a reçu 56 680 appels. Les signalements

considérés comme pertinents sont versés dans une base de données créée officiellement par décret le 5 mars 2015 : le fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT)[38]. D'après un document interne du ministère de l'Intérieur, 19 518 individus font l'objet d'une inscription au FSPRT à la fin de l'année 2017. Le fichier compte alors 77 % d'hommes et 23 % de femmes ; 5 % des inscrits sont mineurs.

Les signalements individuels *via* le CNAPR ne constituent pas la seule voie de détection. Le FSPRT est également nourri par les services de renseignement et les états-majors de sécurité (EMS) des préfectures. Les EMS ont été créés en 2009 avec pour objectif, à l'origine, de mieux lutter contre la délinquance. Ils sont coprésidés par les préfets et les procureurs de la République, et permettent à différentes administrations de faire remonter des cas inquiétants. Par exemple, si un lycéen dérive vers l'extrémisme, l'Éducation nationale peut faire remonter son cas *via* l'EMS de la préfecture du département dans lequel il est scolarisé. Il peut arriver, en parallèle, que les parents de cet élève signalent leur enfant par l'intermédiaire du numéro vert. Dans ce cas, un travail de suppression des doublons est réalisé par l'UCLAT[39].

Face à un processus susceptible de toucher n'importe quel milieu social à n'importe quel endroit du territoire, les autorités ont cherché à transformer les agents publics et même plus largement la population en « capteurs ». Cette transformation a induit un effort de formation important pour faire en sorte que les informations les plus pertinentes possibles remontent aux services compétents. Lors d'un colloque qui s'est tenu en 2017, Muriel Domenach a souligné que 20 000 agents publics et travailleurs sociaux avaient fait l'objet d'une formation[40]. Toutefois, la notion de radicalisation n'est pas simple à définir et à cadrer. Les décideurs publics comptaient sur les chercheurs pour les éclairer sur les « mécanismes de la radicalisation violente[41] ». De nouvelles recherches ont donc été engagées, des thèses

financées et des postes de maîtres de conférences spécialisés ouverts[42]. Cependant, aucun consensus scientifique n'a émergé. Au contraire, des universitaires renommés – comme Gilles Kepel, Olivier Roy, Farhad Khosrokhavar ou François Burgat – ont mis en relief, parfois de façon inutilement polémique, les différences qui les opposaient. Un des principaux points d'achoppement a trait à la religion et à l'existence ou non d'une forme de continuum entre salafisme et djihadisme. D'autres, au contraire, jugent que le processus d'entrée dans l'extrémisme violent résulte avant tout d'une trajectoire sociale et politique, individuelle ou collective, quitte parfois à nier le rôle d'une offre idéologique islamiste[43].

Ce flottement conceptuel traduit, dans une certaine mesure, la complexité et la diversité des processus de radicalisation. Au niveau des administrations, il a engendré une difficulté à concevoir des outils simples et pertinents permettant aux agents de terrain de repérer précisément les cas problématiques. Des grilles de détection ont été distribuées dans certains ministères mais elles ont parfois été considérées avec circonspection par les personnels concernés, notamment parce qu'elles ne permettaient pas en l'état de distinguer nettement le fondamentalisme religieux de l'extrémisme violent. Un aumônier musulman de l'administration pénitentiaire a résumé son scepticisme en une formule : « Il n'existe pas de djihado-test[44]. » Sans aller jusqu'à fournir de telles grilles au grand public, le gouvernement a mis en ligne en 2015 le site Internet stop-djihadisme.gouv.fr qui a pour vocation – outre la déconstruction du discours djihadiste – de sensibiliser la population. Une page de ce site était initialement dédiée aux « premiers signes » susceptibles de révéler un « processus de radicalisation en marche ». Parmi ceux-ci, on trouvait le changement des habitudes alimentaires, la modification des tenues vestimentaires ou encore l'arrêt des activités sportives mixtes, ce qui n'a pas manqué de déclencher des critiques, notamment d'associations communautaires musulmanes dénonçant les risques d'« amalgames » et de « stigmatisation[45] ». Ce terme

a été repris dans un rapport à charge de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) qui dénonce des « indices discriminants et contre-productifs », et vilipende une « contamination du champ social par les impératifs du renseignement[46] ». Ces critiques ont suscité en retour une réaction vigoureuse de la secrétaire générale du CIPDR qui a estimé que la CNCDH « faisait fausse route[47] ».

Quoi qu'on pense de ce débat, force est de constater que la politique de formation des agents publics à la détection de la radicalisation et la sensibilisation plus générale de la population n'a abouti ni à des dénonciations massives de concitoyens musulmans ni à un fichage parfaitement ciblé des individus radicalisés réellement dangereux. En pratique, la mise en place du FSPRT a fait apparaître trois problèmes. Tout d'abord, les enquêtes conduites après des attentats commis en France au cours des dernières années ont montré que plusieurs terroristes avaient été préalablement fichés pour radicalisation. Autrement dit, le travail de renseignement avait permis de les identifier – parmi de très nombreux autres – mais aucun moyen légal n'existait pour empêcher un passage à l'acte. Ce constat a poussé des politiciens – en particulier à l'extrême droite – à demander la mise en place de mesures d'internement ou d'éloignement préventives à l'égard de toutes les personnes fichées. De telles mesures seraient problématiques non seulement d'un point de vue juridique et moral dans un État de droit, mais aussi d'un point de vue stratégique, contribuant paradoxalement à faire basculer définitivement une partie de ces individus dans une opposition active, attisant leur sentiment d'injustice et celui de leurs proches. C'est précisément sur ce type de mécanisme autoréalisateur que comptent les terroristes pour étendre leur base de recrutement à des populations qui n'auraient pas basculé sans « l'aide » de l'action répressive.

C'est le deuxième problème du FSPRT : ce fichier contient beaucoup de « faux positifs », c'est-à-dire d'individus qui, soit ne sont pas véritablement

radicalisés, soit ne passeront jamais à l'acte. Ce problème a déjà été identifié à l'étranger pour des fichiers similaires[48]. Il n'y a pas de solution parfaite car il est davantage lié au flou conceptuel autour de la notion de radicalisation qu'à un éventuel défaut de qualité du renseignement. Autrement dit, s'il est possible d'évaluer un risque en termes de probabilité de passage à l'acte, la marge d'erreur demeure très importante. L'administration en est consciente et s'évertue à « nettoyer » régulièrement le FSPRT. Lors d'une audition à l'Assemblée nationale en 2016, le préfet de Mazières expliquait ainsi que « plusieurs centaines de signalements [étaient] soit en veille soit clôturés. Ces deux statuts assez proches sont relatifs à des individus dont on considère qu'ils ne présentent plus aujourd'hui de dangerosité. Nous avons le droit de les conserver dans la base pendant cinq ans[49] ». En février 2018, le gouvernement a communiqué des chiffres plus précis : sur les 19 745 individus figurant alors au FSPRT, 4 604 avaient le statut « clôturé » et 3 557 « en veille[50] ».

Enfin – troisième problème –, les services de renseignement ne sont pas infaillibles et il arrive aussi que des individus non fichés passent à l'acte. La radicalisation est parfois invisible, d'autant que la publicisation des grilles de détection peut avoir pour effet secondaire de permettre aux terroristes d'adapter leur comportement afin de passer sous les radars. Dans le cas du djihadisme, les spécialistes parlent de *taqiya* pour désigner ces techniques de dissimulation[51].

Outre la détection et la formation, la prise en charge a été un autre axe important des politiques publiques de contre-radicalisation. Le 29 avril 2014, quelques jours après la présentation de son plan de lutte contre les filières djihadistes, Bernard Cazeneuve adresse une circulaire aux préfets qui souligne le « rôle majeur des préfets dans le dispositif de prévention ». Il leur demande d'établir des « cellules de suivi » composées de représentants de plusieurs ministères et d'associations spécialisées dans la prise en charge de publics difficiles. Deux sénatrices – Esther Benbassa et

Catherine Troendlé – ont écrit un rapport parlementaire sur les politiques de contre-radicalisation[52]. Elles notent que la mise en place des cellules de suivi a été « laborieuse », ce qui a poussé le ministre de l'Intérieur à adresser une autre circulaire aux préfets le 19 février 2015 « pour leur rappeler le caractère obligatoire de la création de cette instance et pour conditionner l'octroi des crédits du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) au bon fonctionnement de la cellule ». Début 2015, un appel d'offres a par ailleurs été lancé pour créer une « équipe mobile d'intervention » capable d'épauler les préfectures dans différentes parties de la France. Le marché a été remporté par le CPDSI de Dounia Bouzar qui a déployé une équipe pluridisciplinaire d'une demi-douzaine de personnes[53]. Les relations entre Dounia Bouzar et les autorités se sont peu à peu envenimées. À l'été 2016, le marché public a été remis en jeu et attribué à deux autres structures : Sauvegarde de Seine-Saint-Denis et Unismed. Le principe des équipes mobiles d'intervention a finalement été abandonné en 2017 car le nombre de personnes prises en charge était inférieur aux attentes. Une des raisons avancées pour expliquer cette tendance est la montée en compétence d'associations locales, susceptibles de travailler avec les préfectures au niveau départemental[54].

Un autre dispositif de prise en charge a été arrêté en 2017 après moins d'un an d'existence : le Centre de prévention, d'insertion et de citoyenneté (CPIC). Ce programme expérimental est parfois présenté dans les médias comme le « centre de déradicalisation de Pontourny », du nom du château de Pontourny qui l'accueillait sur la commune de Beaumont-en-Véron en Indre-et-Loire. Conçu pour accueillir 25 personnes radicalisées dites du « bas du spectre », il a connu une affluence maximale de 9 individus pour une équipe d'encadrement composée de 27 professionnels. Le recrutement des bénéficiaires sur la base du volontariat a semble-t-il constitué un vice de conception majeur. Dans leur rapport, Esther Benbassa et Catherine Troendlé ont étrillé ce dispositif, mettant en doute son efficacité et

préconisant sa fermeture. *A posteriori*, des universitaires engagés dans ce programme en ont tiré un bilan plus nuancé, invitant à ne pas sacrifier tous les efforts de désengagement de djihadistes sur l'autel de Pontourny[55].

Alors que le CPIC fermait ses portes, un autre programme expérimental montait en puissance : de 2016 à 2018, le dispositif Recherche et intervention sur les violences extrémistes (RIVE) a pris en charge 22 personnes placées sous main de justice – dont 18 poursuivies pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste –, de manière pluridisciplinaire et sous la forme du mentorat[56]. Contrairement à Pontourny, RIVE ne fonctionnait pas sur la base du volontariat : en effet, la loi du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le terrorisme a modifié le code de procédure pénale de manière à créer une obligation de prise en charge applicable avant ou après le jugement. Bien que non exempte de critiques[57], l'expérience de RIVE a été jugée suffisamment convaincante pour que les pouvoirs publics décident d'étendre le dispositif à d'autres villes (Marseille, Lyon et Lille, en plus de Paris). Le marché a toutefois été attribué en 2018 à un autre prestataire et le dispositif a changé de nom, devenant le Programme d'accompagnement individualisé pour la réaffiliation sociale (PAIRS).

En somme, en dépit d'un défaut d'anticipation et de tâtonnements avérés, le gouvernement français a mis en place une politique de contre-radicalisation reposant sur le triptyque « détection, formation, prise en charge » qui complète les approches sécuritaires plus traditionnelles. Ce dispositif global n'est certes pas infaillible et n'échappe pas aux critiques, mais il démontre le volontarisme des pouvoirs publics et une certaine cohérence entre la vision énoncée dans les plans successifs et les actions mises en œuvre sur le terrain.

14

La dernière croisade ?

« Ce n'est pas parce qu'un amateur enfile le maillot des Lakers qu'il va jouer comme Kobe Bryant[1]. » La plaisanterie de Barack Obama aura fait long feu. L'amateur dont il est question ici n'est autre que Daech qui, début 2014, vient de s'emparer de la ville de Falloujah. Le sarcasme du président américain en dit long sur son état d'esprit et sa volonté de minimiser la menace djihadiste qui se restructure au Moyen-Orient à travers la poussée de l'État islamique. Fermement déterminé à sortir son pays des guerres sans fin contre le terrorisme, celui qui a retiré les troupes américaines d'Irak en 2011 et qui peine à quitter l'Afghanistan n'a aucune envie de remettre le doigt dans l'engrenage d'une nouvelle aventure militaire. La dégradation rapide de la situation ne lui laisse pourtant que peu de choix. Le 7 août 2014, alors que les colonnes de Daech s'emparent de la ville chrétienne de Karakosh, provoquant l'exode de 100 000 habitants terrorisés, et avancent vers Erbil, la capitale du Kurdistan irakien – bastion des intérêts occidentaux dans le pays –, Obama prend la décision d'autoriser des frappes aériennes. Dans les jours qui suivent, des jets F/A-18 Super Hornet de l'US Navy décollent du porte-avions *USS George H.W. Bush* et détruisent les obusiers tombés un mois plus tôt à Mossoul aux mains des djihadistes et avec lesquels ils bombardent la cité kurde[2].

Alors que, le 15 août 2014, une résolution est votée au Conseil de sécurité des Nations unies condamnant les actions de Daech, une coalition internationale se met en place au chevet de l'Irak en déroute[3]. Le 18 septembre, la France est la première nation à rejoindre les États-Unis dans des frappes aériennes. Les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Belgique lui emboîtent le pas. Bientôt, une soixantaine de nations – dont plusieurs pays musulmans – s'assemblent derrière Washington pour former une vaste coalition. Un parfum de croisade antidjihadiste flotte sur l'Irak et au-delà : dès le 22 septembre, les États-Unis frappent également en Syrie. Dans l'année qui suit, des actions militaires sont menées contre les provinces de l'État à travers le monde. L'opération *Inherent Resolve*, formalisée en décembre 2014, prend des airs d'*Enduring Freedom* en 2001. Toutefois, il n'est pas question pour Obama de retomber dans l'*hubris* des premiers temps de la guerre contre le terrorisme : autant que faire se peut, il cherche à minimiser son empreinte au sol et à réduire la visibilité du *leadership* américain – bien réel cependant – pour mieux mettre en avant les partenaires locaux.

De fait, l'Amérique n'est plus la seule puissance occidentale à assumer pleinement sa part. Au Sahel, c'est la France qui assure la tête d'une coalition régionale contre une mouvance djihadiste en pleine restructuration. La Russie s'affirme aussi comme un acteur de plus en plus visible de cette conflictualité globale, à travers une politique assumée de soutien au régime de Bachar al-Assad en Syrie, mais aussi en Libye ou encore en Asie centrale. Enfin, l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite démontrent eux aussi leur volonté de projeter leur puissance en dehors de leurs frontières au nom d'une lutte antiterroriste dont les contours flous permettent, une fois encore, de justifier aussi bien les opérations contre les djihadistes que celles visant des adversaires opportunément disqualifiés tels que les rebelles syriens, les autonomistes kurdes ou encore les milices houthies au Yémen. Ces dissonances géopolitiques ne manquent pas de se

traduire par d'innombrables tragédies humaines, toujours subies par des populations civiles prises au piège de ces grands chocs stratégiques.

Au Levant, la bataille des 60 nations

L'objectif fixé début septembre 2014 par Barack Obama est d'« affaiblir (*degrade*), et en fin de compte détruire (*destroy*)[4] » l'État islamique. Pour ce faire, la coalition se repose sur une stratégie globale aussi bien militaire que politique. Sur le plan militaire, le président américain est très clair, la campagne « n'impliquera pas l'envoi de troupes combattantes américaines au sol […] mais [emploiera] notre puissance aérienne et [soutiendra] nos forces partenaires sur le terrain[5] ». C'est donc depuis les airs qu'il s'agit de stopper l'avance djihadiste, d'abord devant Erbil, puis autour du mont Sinjar, où 35 000 civils yézidis sont assiégés par les troupes de Daech. Ces dernières ont déjà démontré les sombres desseins qu'elles réservent à l'attention de ceux qu'elles considèrent comme des païens et des idolâtres. L'objectif de la coalition est d'empêcher un massacre, mais aussi d'éviter un désastre humanitaire via le parachutage de produits de première nécessité. Le salut vient toutefois des forces kurdes syriennes du *Yekîneyên Parastina Gel* (unités de protection du peuple ou YPG), qui profitent de la sidération causée par les frappes pour ouvrir un corridor et permettre aux populations de fuir la nasse.

En Syrie justement, l'urgence se situe du côté de la ville kurde de Kobané, adossée à la frontière turque et encerclée dès le mois de mars par l'État islamique. Le califat lance une offensive avec près de 4 000 combattants lourdement armés face à 1 500 à 2 000 YPG, coupés de leurs lignes de ravitaillement par la Turquie qui voit dans ces autonomistes l'émanation du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) considéré comme terroriste par Ankara. Une fois encore, les frappes américaines viennent

soulager la pression. Celles-ci sont toutefois limitées et se révèlent insuffisantes du fait de l'absence d'éléments au sol, tels que des forces spéciales capables de coordonner les bombardements avec la résistance kurde. Le 6 octobre, les djihadistes pénètrent dans la ville et s'attaquent au dernier carré de défenseurs. Avec l'énergie du désespoir, l'arrivée de maigres renforts et le redoublement d'intensité des bombardements américains mais aussi jordaniens et saoudiens, les combattants YPG parviennent finalement à stabiliser le front, puis, contre toute attente, à desserrer l'étau et reprendre l'offensive[6].

À la victoire inespérée de Kobané au cours de l'hiver 2014 répond la chute de Ramadi en Irak au printemps 2015. Il manque aux Irakiens tout ce qui a permis aux Kurdes de l'emporter : le zèle idéologique sans doute, mais aussi l'esprit de corps, le dévouement et la compétence des cadres, la solidité du commandement enfin. Pour les Américains et leurs alliés, la prise par Daech de la capitale de l'Anbar est la preuve qu'une stratégie purement aérienne ne pourra suffire à l'emporter. En dépit de plus de 16 000 bombes larguées par la coalition au cours de sa première année d'existence, les forces irakiennes sont toujours à la peine. Sous la pression d'un Congrès à nouveau dominé par les Républicains et emmené par des sénateurs « interventionnistes » comme John McCain et Lindsay Graham, Obama accepte de revoir son approche. Son nouveau secrétaire à la Défense, Ashton Carter, annonce l'envoi d'un contingent de « conseillers » destinés à la formation de l'armée irakienne : à l'été 2015, près de 3 500 militaires américains sont de retour en Irak, moins de quatre ans après leur départ, fin 2011, et en dépit des promesses de la Maison-Blanche de minimiser l'empreinte au sol[7]. On est certes loin des effectifs de la décennie précédente, mais la crainte d'un nouveau bourbier ne quitte plus les pensées du Président.

Ces inquiétudes se doublent d'une hésitation sur la stratégie à adopter sur le plan politique. Officiellement, et dès l'été 2014, la condition exigée

par la coalition en échange d'un soutien à l'Irak était la création d'un « nouveau gouvernement inclusif[8] ». Nul n'ignore en effet la lourde responsabilité de la politique sectaire du Premier ministre Nouri al-Maliki dans le retournement de certaines tribus sunnites qui, comme en 2003, ont fait alliance avec les djihadistes, faute d'espérer un geste de Bagdad. Sous le feu des critiques domestiques et étrangères, Maliki finit par céder son poste à Haider al-Abadi, lui aussi issu du parti chiite Dawa, mais réputé plus ouvert et « moins schismatique[9] » que son prédécesseur. Ses marges de manœuvre sont toutefois réduites par la pression des ultras et de leur bras armé, les forces de mobilisation populaire (*hashd al-shaabi*). Celles-ci sont nées après la chute de Mossoul, lorsque le grand ayatollah d'Irak, Ali al-Sistani, a émis une fatwa contre Daech et exhorté… au djihad contre les djihadistes ! Des dizaines de milliers de miliciens répondent à l'appel, issus pour partie des organisations paramilitaires soutenues par l'Iran telles que la brigade Badr ou le Hezbollah irakien, ceux-là même qui faisaient pleuvoir une pluie de roquettes sur les bases américaines pour hâter leur départ en 2011. Dans ce contexte confus, il n'est pas rare que les militaires occidentaux de la coalition croisent en Irak d'autres « conseillers spéciaux » aux uniformes iraniens de la force al-Quds du corps des Gardiens de la révolution[10].

En Syrie, les choses sont plus complexes encore. La position des États-Unis et du reste de la coalition demeure arc-boutée sur l'idée qu'Assad est « à l'origine du problème et ne peut pas faire partie de la solution[11] », comme le martèle le président François Hollande à la tribune de l'assemblée générale des Nations unies en septembre 2015. L'opposition à tout appui aux forces baasistes ne laisse que peu d'options pour lutter contre Daech sur le sol syrien : il faut accélérer le soutien aux rebelles, amorcé timidement en 2013 par les Occidentaux. Une fois de plus, ce sont les Américains qui mènent la danse lorsque Barack Obama demande à l'automne 2014 au Congrès d'approuver un programme de formation et

d'équipement des forces d'opposition syriennes pour un budget de 500 millions de dollars[12]. Piloté par les forces spéciales américaines, quelques SAS britanniques et sans doute de discrets opérateurs français, depuis des bases en Turquie et en Jordanie, le programme a pour ambition de former 3 000 combattants syriens en 2015, et près de 11 000 autres au cours des deux années suivantes.

D'emblée, le Pentagone peine pourtant à réunir les effectifs voulus du fait des nombreuses restrictions placées sur le profil des candidats. Il s'agit en effet d'exclure les éléments radicaux et de s'assurer que les armes fournies seront bien employées contre Daech et nul autre – un critère peu compatible avec l'objectif ultime de l'opposition qui demeure le renversement du régime d'Assad et non la lutte contre le terrorisme[13]. En mai 2015, Ashton Carter affirme n'avoir pu former que 90 combattants. En juillet, un premier groupe d'une cinquantaine d'hommes commandés par un ex-officier turkmène de l'armée du régime est infiltré dans la région d'Azaz, en Syrie. Sans relais locaux, mal préparés, ils sont vite capturés par Jabhat al-Nosra. Auditionné à la mi-septembre par la commission des forces armées du Sénat, le général Austin, à la tête du Central Command (CENTCOM) et futur secrétaire à la Défense du président Biden, doit reconnaître qu'en un an, malgré les 325 millions de dollars déjà dépensés, le millier de véhicules et les quelque 4 000 armes légères distribuées, « seuls quatre ou cinq » combattants formés par les Américains étaient encore actifs à cette date en Syrie[14]. Face à ce fiasco, le programme est suspendu, puis réactivé sur des bases plus restreintes.

Les forces kurdes syriennes du YPG émergent alors comme le groupe le plus efficace militairement et le plus dédié à la lutte contre l'État islamique. En novembre 2015, Obama annonce qu'une cinquantaine d'opérateurs américains des forces spéciales sont pour la première fois déployés sur le terrain en Syrie pour coordonner l'action des YPG avec les frappes aériennes de la coalition. Ce contingent est bientôt porté à 250 puis 500 au

printemps 2016. Des commandos français et britanniques les accompagnent : de ces opérations conjointes naît une camaraderie non feinte entre les forces spéciales occidentales et les combattants kurdes[15]. Les résultats se révèlent probants. En décembre 2015, les YPG contrôlent une large bande de terre qui court le long de la frontière turco-syrienne, et progressent en direction de Raqqa. Avec cette avancée, le *Rojava* (terme signifiant « ouest », employé pour désigner le Kurdistan syrien) ne se limite plus aux seules localités kurdes mais inclut chaque jour davantage de populations turkmènes et arabes : une entité plus large est alors formée sous le nom de Forces démocratiques syriennes (FDS) destinée à donner un visage moins « ethnique[16] » au mouvement.

Tout comme en Irak, les Occidentaux doivent compter en Syrie avec d'autres puissances étrangères aux intérêts souvent divergents. L'Iran y est là aussi un acteur clé : soutien de la première heure au régime de Bachar al-Assad, Téhéran redouble d'efforts à partir de 2015 en déployant officiellement 2 300 à 2 500 hommes des unités des Gardiens de la Révolution et d'Artesh, l'armée régulière du régime[17]. Pour la République islamique, il s'agit de la première opération de cette ampleur depuis la guerre contre l'Irak (1980-1988), ce qui marque un tournant majeur dans la posture obsidionale du pays[18]. Ce contingent est notamment envoyé sur le front nord, contre la rébellion, dans le cadre d'une vaste offensive du régime destinée à reprendre Alep, ville symbole devenue la capitale de la révolution. Les unités iraniennes y paient un lourd tribut avec quelque 300 morts, dont trois officiers généraux.

En sus de ses troupes officielles, l'Iran s'impose aussi comme un protagoniste central du conflit syrien en tant que chef d'orchestre d'un vaste système de miliciens « volontaires » étrangers. Aux 3 000 à 6 000 hommes du Hezbollah libanais engagés dès le début 2013 et qui demeurent le fer de lance de cette force expéditionnaire s'ajoutent à partir de 2015 plusieurs milliers de combattants issus des milices chiites irakiennes ainsi que d'une

« brigade des Fatimides » (*Liwa Fatemiyoun*) composée de chiites afghans et même pakistanais[19]. Bien souvent originaires d'une diaspora chiite réfugiée en Iran et en situation irrégulière ou en grande précarité, ces combattants semblent pour partie contraints par les autorités de Téhéran à se porter volontaires en échange d'un certain degré de protection pour leur famille. Plus encore que d'autres, les Afghans paraissent connaître en Syrie des taux de pertes particulièrement élevés, certaines sources allant jusqu'à les présenter comme une « chair à canon bon marché » envoyée sur les fronts les plus dangereux[20].

L'autre puissance étrangère ayant choisi de combattre aux côtés du régime de Damas est la Russie. Allié diplomatique et soutien financier de Bachar al-Assad, Vladimir Poutine décide à l'été 2015 de franchir une nouvelle étape en engageant directement son aviation et des troupes de combat. Inquiet de la poussée vers le sud de Daech après la prise de Palmyre et Tadmor, le Kremlin estime aussi avoir épuisé tous les recours diplomatiques pour trouver un *modus vivendi* entre le régime et les groupes rebelles après l'échec des pourparlers de Genève en 2014 et d'un ultime round de négociations à Moscou à l'été 2015[21].

Une fois prise la décision d'intervenir militairement, les grands moyens sont déployés. Suivant le modèle occidental, Moscou opte pour une « empreinte légère » au sol de quelques milliers de « conseillers militaires » et forces spéciales destinés à encadrer les troupes syriennes et à assurer la coordination avec l'aviation. C'est sur celle-ci que le gros de l'effort est mené : des avions tactiques dernier cri comme le Soukhoï Su-34 et des bombardiers à long rayon d'action de type Tu-160, Tu-95 et Tu-22M3 sont engagés dans une campagne conduite à un rythme effréné – jusqu'à 400 sorties par semaine dans les premiers temps. Le déploiement de systèmes anti-aériens avancés S-400 ou encore le tir depuis la mer Caspienne de missiles de croisière Kalibr attestent la volonté russe de procéder à une démonstration de force aux yeux du reste du monde[22].

Bien qu'elle prétende intervenir au titre de la lutte contre l'État islamique, la Russie concentre d'abord son action sur la bande littorale de Lattaquié et privilégie l'appui rapproché aux forces du régime dans la région de Homs, Hama, puis plus au nord vers Idlib et Alep en bombardant les positions de la rébellion dans des zones où Daech est très peu présent. Ce faisant, les forces russes s'associent étroitement aux pratiques indiscriminées du régime contre sa population civile. Dès la fin de l'année 2015, gouvernements occidentaux et organisations humanitaires dénoncent le ciblage systématique de zones résidentielles et d'infrastructures hospitalières dans le cadre de frappes punitives, ainsi que le recours à des bombes majoritairement non guidées (80 % des frappes), y compris à sous-munitions et déclenchées en altitude de manière à maximiser les dommages collatéraux[23]. Tandis que le Kremlin nie l'existence de toute victime civile à l'issue de ses frappes, présentant les accusations comme faisant partie d'une campagne de « guerre informationnelle » à son encontre, les estimations indépendantes font état de 3 000 à 5 000 morts civils dus aux bombardements russes dans la première année de l'intervention[24].

L'alliance russo-irano-syrienne démontre toute l'ampleur de sa puissance de feu mais aussi de sa brutalité au cours de la bataille d'Alep, lancée à la fin 2015 et qui se poursuit tout au long de l'année 2016. Ce qui était encore quelques années plus tôt la grande métropole cosmopolite du nord de la Syrie est désormais une cité dévastée par les bombes, vidée de 90 % de sa population. Il reste cependant encore 300 000 civils, dont un tiers d'enfants, lorsque le régime lance son offensive, notamment dans les quartiers populaires de l'est de la ville où la rébellion a établi ses bases. L'Armée syrienne libre qui représentait la faction dominante a cédé le pas à un front pour la « victoire d'Alep » (*Fatah Halab*) composé essentiellement de groupes islamistes comme Ahrar al-Sham, Jaysh al-Islam ou Harakat Nour ad-Din al-Zenki. Les djihadistes d'al-Nosra y seraient également

présents mais en faible nombre. Quant à Daech, ses troupes campent à l'entrée de la ville.

Les forces du régime et leurs alliés se livrent à un siège sans pitié. Les abords de la cité sont conquis entre janvier et juin 2016 et les quartiers orientaux sont entièrement encerclés à partir de la fin juillet. Après plusieurs cessez-le-feu négociés sous la pression internationale du fait de la situation humanitaire, la plupart des civils sont progressivement évacués. Plusieurs milliers – environ 3 500 selon le Centre de documentation des violences en Syrie, une ONG de défense des droits de l'homme[25] – perdent néanmoins la vie au cours de la phase finale du siège, de juin à décembre. Un déluge de feu s'abat sur la ville : l'emploi de bombes baril, très prisé par le régime depuis le début du conflit, ainsi que de munitions incendiaires ou encore à fragmentation est attesté à de nombreuses reprises tandis que des objectifs normalement protégés par le droit des conflits, tels que des hôpitaux et des centres de population sont pris pour cibles, au motif, parfois vérifié, qu'ils hébergent des combattants de l'opposition[26].

La capitulation d'Alep signe la fin programmée de la rébellion, ou à tout le moins de tout espoir de l'emporter militairement. Elle correspond aussi à l'intervention militaire directe d'un dernier acteur : la Turquie. Soutien diplomatique de la première heure, partenaire clandestin, et base logistique principale de l'opposition dans ses diverses composantes, Ankara a progressivement modifié sa posture face aux revers de la rébellion d'une part, et à la mise en place d'une alliance kurdo-occidentale d'autre part qui profitait à son ennemi intérieur, le PKK. Mais le véritable point de bascule est la tentative de coup d'État militaire le 15 juillet 2016, attribuée par Recep Tayyip Erdoğan à son opposant Fethüllah Gülen, exilé aux États-Unis. S'estimant lâché par l'Occident, et notamment par Washington qui refuse d'extrader le chef du mouvement güleniste, le président turc se rapproche alors de Vladimir Poutine avec lequel il trouve un *modus vivendi*. Ankara renonce à lutter prioritairement contre Assad pour se concentrer sur

sa guerre contre les Kurdes, tandis que Moscou lui ménage des marges de manœuvre le long de la frontière.

Le 26 août 2016 est lancée l'opération Bouclier de l'Euphrate : environ 5 000 soldats turcs franchissent la frontière en direction d'al-Bab, une localité de la province d'Alep tenue par l'EI. En y installant ses propres supplétifs issus de l'ex-Armée syrienne libre, Erdoğan s'assure surtout que les YPG d'Afrin à l'Ouest ne puissent faire la jonction avec ceux de Manbij, à l'Est. Après de longs mois de combats difficiles, les Turcs et leurs affidés l'emportent sur Daech. Mais la percée d'al-Bab n'est pas une victoire de la rébellion : le 20 décembre, un accord est trouvé entre Ankara, Moscou et Téhéran pour abandonner définitivement Alep aux mains du régime[27]. Par ailleurs, le retournement turc contre Daech se traduit par deux attentats fin 2016, l'un contre l'ambassadeur russe assassiné au cours d'une visite au Centre d'Art moderne d'Ankara, l'autre dans une discothèque d'Istanbul, la nuit de la Saint-Sylvestre, qui fait une quarantaine de morts. Nonobstant ces « représailles », la grande coalition anti-Daech – aussi bancale et pétrie de contradictions qu'elle puisse être – est désormais au complet. Le rêve d'un califat territorial vit ses derniers jours.

Vers la fin du califat

L'année 2016 voit Daech reculer sur tous les fronts. En Irak, les efforts de la coalition menée par les États-Unis commencent à payer. Les forces de sécurité sont hâtivement reconstituées par la communauté internationale. Alors qu'elle s'était effondrée en 2014, passant d'un effectif théorique de 110 000 hommes à moins de 50 000, l'armée irakienne se rétablit graduellement pour atteindre les 80 000 début 2016[28]. Malgré l'injection de plus d'un milliard de dollars d'aide internationale, ses capacités de combat restent encore modestes : l'institution militaire continue de souffrir d'un

cruel manque d'encadrement, d'un système de soutien insuffisant et surtout d'un cycle opérationnel ne permettant pas d'alterner les phases de combat avec les temps de repos et d'entraînement. Chiite dans sa grande majorité, la troupe irakienne fait parfois preuve de peu d'empressement à se battre pour libérer des populations sunnites souvent considérées comme tolérantes sinon complices de l'État islamique.

De ce fait, ce sont surtout les forces spéciales irakiennes du « service de contre-terrorisme » (CTS) qui assurent l'essentiel des combats. Au contraire du reste des forces de sécurité, celles-ci font preuve d'un remarquable esprit de corps inculqué par des officiers charismatiques, à l'instar du commandant Salam Jassem Hussein, érigé au rang de « héros national[29] » par les médias irakiens pour sa combativité et ses qualités de meneur d'hommes. Par-delà une composition communautaire beaucoup plus représentative de la démographie irakienne (60 % de chiites, 25 % d'arabes sunnites et 15 % de kurdes, chrétiens, yézidis et autres minorités), la « Golden Division », comme on surnomme la 1re Brigade du CTS, parvient avec ses effectifs limités (7 000 à 8 000 hommes) à incarner une forme de cohésion nationale qui semble échapper aux autres unités[30]. C'est *a fortiori* le cas des milices de mobilisation populaire, très majoritairement chiites et proclamant haut et fort leur appartenance communautaire bien au-dessus de l'idéal unitaire national. Si leur fer de lance – environ 20 000 combattants sur les 100 000 miliciens déclarés par l'organisation – fait preuve d'une plus grande pugnacité que l'armée régulière, elles exacerbent aussi les divisions du pays, multipliant les exactions dans chaque localité reconquise où elles entendent « régler les comptes » avec les civils considérés comme des collaborateurs de Daech[31].

L'armée irakienne bénéficie par ailleurs de soutiens importants. Dans les airs tout d'abord, avec une coalition qui aligne plus de 300 avions capables de conduire jusqu'à une centaine de sorties par jour. Pour la seule année 2015, environ 30 000 bombes sont larguées sur les positions de

Daech, détruisant ses infrastructures comme une large partie de ses véhicules et de son matériel lourd[32]. En plus de la mission de formation et d'équipement, *Inherent Resolve* assiste les forces irakiennes en assurant des fonctions essentielles de planification et de conduite des opérations au sein d'une douzaine d'états-majors. À partir de mars 2016, des hélicoptères de combat américains ainsi que plusieurs batteries d'artillerie sont déployés pour appuyer les Irakiens dans leurs manœuvres au sol. La France fait de même à l'été 2016 en envoyant ses canons CAESAR et leurs artilleurs au sein de la task force *Wagram*[33].

La première grande victoire de la coalition est la reconquête de Ramadi, achevée en février 2016 après trois mois de combats acharnés. L'EI y a fait preuve d'une résistance surprenante qui, par-delà le zèle fanatique de ses combattants, atteste de véritables compétences militaires en matière de guerre urbaine. Une grande attention est donnée à la maîtrise du terrain, notamment *via* le minage systématique du sol : « Al-Qaida posait une mine à chaque kilomètre. L'EI, c'est tous les cinquante centimètres ! » exagère à peine le commandant Jassem du CTS auprès d'un reporter du journal *Le Monde*[34]. Même si chaque mine est artisanale et de faible puissance, l'effet est redoutable, ralentissant la progression des troupes en la faisant reposer sur les rares équipes de déminage, systématiquement visées par les snipers. Le combat est aussi sous-terrain : Daech s'est savamment retranché et a construit un réseau de galeries, de tunnels et de bunkers qui lui offre une couverture contre les frappes aériennes et lui permet de surprendre l'ennemi en surgissant parfois sur ses arrières. Les combattants de l'EI ont également recours à des armes sophistiquées : si les chars et l'artillerie lourde récupérée dans les casernes en 2014 ont vite été détruits par les frappes aériennes, les plus petits systèmes de missiles anti-aériens ou antichars acquis auprès de certains rebelles syriens ou sur le marché noir s'avèrent de sérieuses menaces contre les appareils et les véhicules irakiens. L'organisation terroriste dispose aussi de petits drones issus du marché

commercial civil qu'elle transforme dans ses ateliers pour un emploi à des fins de renseignement tactique ou de frappes explosives[35].

En dépit de leur défense acharnée et de leurs prouesses militaires, les djihadistes sont forcés de céder du terrain. Après Ramadi, c'est au tour de Falloujah d'être libérée, même si cette libération se traduit par la « disparition » d'environ 700 civils aux mains des milices qui investissent la ville à la fin du mois de mai. La reconquête se poursuit tout l'été 2016 à travers les provinces de Salah ad-Din et de Diyala jusqu'à parvenir début octobre aux portes de Mossoul. C'est une vaste coalition de 60 à 80 000 soldats qui se pressent alors autour de l'ancienne deuxième ville d'Irak, où le califat a été proclamé deux ans plus tôt. Les chiffres sont trompeurs : seule une toute petite minorité est prête à combattre. Les 9e et 16e divisions irakiennes, censées prendre en tenaille la ville par le sud et le nord, s'immobilisent dès les premiers jours de l'offensive, faute de savoir-faire tactique et de motivation. À l'est, les Peshmergas du Kurdistan irakien sont tenus à l'écart de l'opération par crainte qu'ils ne cherchent à étendre leur territoire en vue d'une future déclaration d'indépendance. Pour ce qui est des milices populaires, le gouvernement Abadi s'est engagé à ce qu'elles ne participent pas à la prise d'une ville majoritairement sunnite, eu égard aux exactions constatées à Ramadi et Falloujah. En somme, il ne reste guère que les quelques milliers d'hommes du CTS pour mener véritablement le combat.

Lancé le 17 octobre, l'assaut sur Mossoul se heurte une fois de plus à la défense totale de Daech qui mobilise une force estimée entre 5 000 et 9 000 combattants. Ils déploient tout l'éventail de leurs savoir-faire tactiques : snipers, tunnels, drones, missiles antichars, camion-béliers remplis d'explosifs… tous les moyens sont bons pour freiner l'attaque. Les djihadistes encerclent la ville de tranchées qu'ils remplissent de pétrole avant d'y mettre le feu : la fumée noire qui en résulte obscurcit le ciel et empêche tout bombardement ciblé. Elle diffuse aussi des vapeurs toxiques

dont les « soldats du califat » se protègent grâce à des masques à gaz, mais qui rend l'air irrespirable pour les civils restés sur place.

C'est l'une des spécificités de la bataille de Mossoul : alors qu'à Falloujah ou Ramadi, il ne restait plus que quelques dizaines de milliers d'habitants, ils seraient encore près d'un million pris au piège dans la grande ville du nord de l'Irak, trois fois plus qu'à Alep au même moment. Leur présence a une utilité bien comprise par l'organisation djihadiste : connaissant les restrictions de la coalition en matière de dommages collatéraux, Daech complique considérablement la tâche de ciblage en s'imbriquant au plus près des populations, retenues par la force et sciemment transformées en « boucliers humains[36] ». Interrogé par le personnel d'Amnesty International, un habitant de Mossoul témoigne :

> Nous n'avons jamais eu le choix. Si vous restiez, vous risquiez de mourir dans votre propre maison dans les combats. Si vous essayiez de vous enfuir, ils [les combattants de l'EI] vous rattrapaient, vous exécutaient et pendaient ensuite votre corps à des poteaux électriques en guise d'avertissement. Quatre de mes voisins ont été attrapés alors qu'ils tentaient de s'échapper, et j'ai été témoin de leur pendaison… Ils sont restés accrochés pendant des jours[37].

Si le cynisme de la méthode est largement pointé du doigt et condamné par les instances internationales, elle n'en produit pas moins ses effets tactiques, avec une annulation de nombreuses frappes en raison des risques de pertes civiles (« *non civilian cut-off value* »). Il faut plus de trois mois de combats aux troupes irakiennes pour conquérir la moitié est de la ville et atteindre enfin le Tigre. Quelque 800 000 civils sont parvenus à s'échapper de la cité infernale et ont trouvé un refuge précaire dans des familles d'accueil ou dans l'un des treize camps de personnes déplacées que le Haut-

Commissariat aux Réfugiés de l'ONU a installé aux alentours du champ de bataille.

Début janvier 2017 le plus dur reste encore à faire : c'est dans la vieille ville aux ruelles entrelacées, impraticables aux véhicules, que Daech a prévu de mener son dernier baroud. Au moins 100 000 habitants s'y trouvent encore pris au piège. Alors que les troupes irakiennes semblent à bout de forces, accusant des taux de pertes effroyables – jusqu'à 50 % des hommes du CTS tués ou blessés début décembre[38] –, le commandement interallié décide de changer les procédures de frappe pour appuyer plus efficacement les soldats. En rendant facultatif la validation de la « *strike cell* » à Bagdad, celle-là même qui a pour charge de confirmer la présence de forces ennemies et de limiter les dommages collatéraux, la coalition accepte tacitement d'en accroître le nombre[39]. Le 17 mars 2017, une frappe américaine visant deux snipers sur le toit d'un immeuble aurait ainsi provoqué la mort de plus d'une centaine de civils, entassés par Daech dans le bâtiment[40]. Le recours massif aux tirs d'artillerie, jusqu'alors très réduits, contribue aussi à ces drames humanitaires. Le nombre de morts, estimé à quelques centaines de personnes dans la première phase de l'opération, entre octobre et décembre, grimpe entre février et juin 2017 : près de 6 000 civils auraient finalement perdu la vie du fait des actions de la coalition et des forces irakiennes. Il faut y ajouter 3 000 autres tués par l'État islamique pour obtenir l'effroyable bilan de ce qui est à ce jour la plus grande bataille urbaine du XXIe siècle[41]. Le 9 juillet 2017, le Premier ministre Haider al-Abadi se rend à Mossoul et proclame officiellement, sur un amas de ruines, la libération totale de la ville et la victoire sur Daech.

La dernière grande étape avant la chute annoncée du califat s'appelle Raqqa. La ville de l'Est syrien a servi de première capitale à l'organisation dès le début de l'année 2014. Faute de force étatique présente sur le terrain et désireuse de combattre l'EI – le régime syrien ayant amplement démontré son désintérêt pour l'Est au profit du « pays utile », au nord et le long du

littoral –, ce sont les YPG kurdes et leurs alliés arabes au sein des FDS qui vont assurer l'assaut. À Washington, le leader de la coalition, Barack Obama, espérait voir la ville reconquise avant la fin de son mandat, le 20 janvier 2017. Mais l'offensive turque sur al-Bab à l'été 2016 a détourné les efforts des Kurdes et fait perdre de longs mois à l'entreprise. De plus, la place de Raqqa au sein du projet de Rojava kurde autonome suscite des tensions politiques qui paralysent l'action militaire[42]. Il faut attendre l'arrivée d'une nouvelle administration, celle de Donald Trump, pourtant réputé rétif à tout aventurisme militaire, pour voir la situation évoluer. L'envoi en mars 2017 d'un groupement d'artillerie de 400 Marines, en plus du millier de forces spéciales américaines, françaises et britanniques déjà présentes, convainc le commandement des FDS de lancer l'assaut[43].

Une fois de plus, le combat est long et difficile. Une fois de plus, les civils paient le prix fort. Environ 1 600 sont tués du fait des seules frappes aériennes selon les ONG Airwars et Amnesty International[44], en dépit d'une communication opérationnelle présentant l'action de la coalition comme « la campagne aérienne la plus précise de l'histoire[45] ». Le 10 octobre, alors que 8 000 habitants sont encore pris au piège et utilisés par Daech comme boucliers humains, la coalition donne son accord pour l'ouverture de négociations entre les djihadistes et une délégation de chefs tribaux de la région. Il s'agit d'éviter un nouveau Mossoul. En échange de la libération des civils, les djihadistes sont autorisés à quitter la zone avec leurs familles. Le 14 octobre, un convoi d'une centaine de véhicules prend la route d'Abou Kamal, sur le cours médian de l'Euphrate, où l'État islamique contrôle encore une portion de territoire réduite à « peau de chagrin[46] ». Trois jours plus tard, la commandante Rojda Felat, figure symbolique des unités combattantes féminines kurdes, plante le drapeau des FDS sur la place al-Naïm, celle-là même où Daech avait pris l'habitude de mettre en scène supplices et exécutions.

La cyberguerre contre le califat

Si l'État islamique perd, entre 2016 et 2017, l'essentiel de son sanctuaire territorial en Irak et en Syrie, il enregistre aussi un recul important dans un autre champ : le cyberespace où il avait conduit jusqu'alors une campagne de propagande « virale » qui avait donné une résonance globale à son entreprise. À son apogée, vers la fin 2014, le « califat virtuel[47] » constituait une véritable machine de guerre psychologique sans précédent dans l'histoire du djihadisme. Sur le seul réseau social Twitter, l'organisation disposait alors, selon plusieurs études indépendantes, de dizaines de milliers de comptes, mobilisant une importante communauté de sympathisants – avec une moyenne basse de plusieurs centaines de « followers » par compte à l'époque[48]. S'il utilise Twitter comme portail principal, l'EI gère des activités sur plus de 70 autres plateformes, renvoyant ainsi, en fonction des besoins, vers des sites comme YouTube ou Facebook, mais aussi des messageries cryptées comme WhatsApp ou Telegram et des hébergeurs de données comme Google Drive, JustPasteIt ou Internet Archive[49]. Pour briser cette force de frappe numérique, la lutte contre l'influence en ligne de l'EI s'est articulée autour de trois axes : l'interdiction, la régulation et le contre-discours. Bien qu'étroitement liées, chacune de ces lignes d'opération a mobilisé des stratégies et des acteurs différents, dont les efforts conjugués ont contribué à faire reculer significativement le califat virtuel.

En ce qui concerne l'interdiction, c'est-à-dire les mesures visant à empêcher Daech d'accéder à des ressources digitales et de les exploiter à des fins de propagande, il s'agit d'une activité menée en priorité par les services de renseignement électronique tels que la NSA américaine et le GCHQ britannique, ainsi que par les structures de cyberdéfense comme l'US Cyber Command, créé aux États-Unis en 2010. L'opération *Glowing Symphony* est déclenchée en novembre 2016 sous l'autorité de ce

commandement[50]. Des documents déclassifiés en 2020 ont révélé comment les « cyber-soldats » américains sont parvenus à pénétrer le système d'information des djihadistes grâce à une campagne d'hameçonnage (*phishing*), qui a permis de cartographier leur environnement informatique et d'accéder aux structures d'intérêt. De fausses informations ont alors été introduites dans cet écosystème ainsi qu'un certain nombre de codes malveillants provoquant des dysfonctionnements qui ont perturbé les activités de propagande, de recrutement, ainsi que la communication et les levées de fonds. D'après les rapports de mission déclassifiés, la totalité des serveurs djihadistes aurait été détruite au terme de quatre mois de campagne de cyberattaques[51].

À cette action d'interdiction s'est ajoutée une batterie de mesures suspensives de la part des grandes plateformes numériques qui se refusaient jusqu'alors à supprimer nombre de contenus diffusés par les djihadistes au nom du principe de « neutralité du Net[52] ». Les pressions politiques venues des autorités américaines et européennes, ainsi que les menaces financières – une loi votée en Allemagne permet par exemple d'infliger une amende pouvant aller jusqu'à 50 millions d'euros à tout réseau social qui n'aurait pas retiré un élément à caractère terroriste[53] – finissent par contraindre les géants du Web à se mettre en ordre de bataille. À partir de la mi-2015, Twitter annonce supprimer chaque mois entre 15 000 et 18 000 comptes liés à l'État islamique, avant de parvenir à un rythme de 40 000 à l'été 2016, notamment grâce à l'utilisation d'algorithmes permettant de repérer les comptes suspicieux[54]. Les autres plateformes telles que Facebook et Google en font autant. Bien que Daech se targue dans sa propagande d'être capable de créer un nombre équivalent de comptes que les plateformes en suspendent, il apparaît clairement que le « califat virtuel » subit une érosion comparable à celle du califat territorial[55].

Les djihadistes font néanmoins preuve d'une remarquable résilience et d'une grande capacité d'adaptation. Au fur et à mesure qu'ils sont expulsés

des réseaux *mainstream*, ils migrent vers de nouveaux outils, investissant massivement des plateformes récentes, encore peu connues, et des messageries protégées comme l'application d'origine russe Telegram[56]. Ces méthodes de survie numérique, et la forme de « guérilla du Web » à laquelle ils s'adonnent en tentant régulièrement de refaire surface, même pour des brefs instants sur les grands réseaux, ne sont pourtant qu'un pis-aller qui ne peut compenser la réduction inévitable de leur audience[57].

En parallèle des mesures d'interdiction et de régulation, la lutte contre la propagande djihadiste sur Internet a aussi consacré une attention grandissante au « contre-discours ». Cet axe s'inscrit dans le prolongement de la « guerre des idées » lancée dès 2001 par George W. Bush pour ne pas abandonner aux djihadistes le monopole de la mise en récit et de l'argumentaire idéologique. On se souvient que le Center for Strategic Counterterrorism Communications (CSCC) du Département d'État, créé en 2011, était chargé d'orchestrer ce combat moral du côté américain. Mais avec ses moyens humains et financiers réduits, ses premières tentatives n'étaient guère convaincantes. Après une campagne peu probante fin 2013 intitulée *Think Again Turn Away* visant à décourager les candidats au djihad de se rendre en Syrie, le CSCC défraye la chronique en 2014 avec une vidéo controversée, *Welcome to ISIS Land*, qui cherche à imiter les codes des films de propagande de l'EI en montrant des images crues et choquantes pour souligner la réalité violente de la vie sous le joug du califat[58]. Si cette vidéo, vue près de 1 million de fois sur YouTube, déclenche une polémique quant au caractère dangereux et contre-productif de la reprise des méthodes de l'adversaire, elle ne semble pas avoir eu d'effet significatif sur le recrutement des djihadistes.

Conscient de la nécessité de renouveler profondément son approche, l'administration Obama annonce le remplacement du CSCC en mars 2016 par un Global Engagement Center (GEC). Bénéficiant d'un budget quinze fois supérieur, ce dernier s'associe très tôt à des partenaires étrangers pour

renforcer sa prise en compte des enjeux locaux. Il travaille par exemple avec le Sawab Center des Émirats arabes unis dans le cadre de sa lutte contre la propagande de l'État islamique au sein du monde arabophone. Les nouvelles campagnes de contre-discours en ligne semblent d'autant plus efficaces qu'elles ne sont pas visiblement affiliées aux États-Unis. Par exemple, la campagne *deludedfollower*, qui aborde la question des combattants étrangers déçus de leur expérience au sein de l'EI, enregistre 163 millions d'impressions sur Twitter, attestant d'une réelle capacité à toucher les audiences cibles[59].

Parallèlement au développement du GEC sous tutelle du département d'État, le Pentagone a lui aussi mis en place un Web Operation Center, initialement sous la houlette du Central Command (CENTCOM), dédié à la production de contenus numériques. Chaque employé de ce service est responsable de dizaines, voire de centaines d'avatars, qui propagent des « narratifs » favorables aux intérêts des États-Unis et s'opposent aux propos hostiles[60]. Le CENTCOM est ainsi à l'origine de l'opération *Earnest Voice*, qui vise à contrer l'influence des organisations islamistes en Irak, mais aussi en Afghanistan et au Pakistan. En achetant à la firme Ntrepid une solution spécifique aux forums en langues locales (arabe, farsi, ourdou et pachto), le CENTCOM a pu créer de nombreux avatars sur les plateformes ciblées, et ainsi dresser une cartographie des principaux acteurs. Ensuite, ces faux comptes ont été utilisés pour diffuser de la propagande proaméricaine et contrer les arguments adverses[61].

Les fronts oubliés de la guerre contre le terrorisme

Comme le démontre l'exemple de la lutte contre la propagande en ligne, la relance de la guerre contre le djihadisme ne se limite pas au seul théâtre

du Levant. Face à l'internationalisation de Daech, les acteurs du contre-terrorisme se mobilisent pour combattre l'organisation partout où elle crée de nouvelles « provinces ». En outre, si l'État islamique a une stratégie d'expansion spectaculaire, il n'a pas le monopole des actions djihadistes : parfois perçue à tort comme moins menaçante vue d'Occident, la mouvance al-Qaida se manifeste au cours de cette période par une volonté d'accroître l'ancrage local de ses filiales, quitte à faire passer la « marque » al-Qaida au second plan, pour éloigner la foudre de l'antiterrorisme international.

C'est tout particulièrement le cas en Syrie où la filiale d'al-Qaida, connue sous le nom de Jabhat al-Nosra, se fait rebaptiser en juillet 2016 Jabhat Fateh al-Sham. Dans une interview à al-Jazeera, son émir, Abou Mohammed al-Jolani, annonce alors qu'il quitte officiellement le giron d'al-Qaida, avec l'accord de son chef, Ayman al-Zawahiri. Ce repositionnement fait l'objet de vifs débats, au sein de la mouvance comme parmi les experts du djihadisme. Nombreux sont ceux qui pensent alors qu'il s'agit d'une manœuvre visant à réduire la pression internationale sur la rébellion du fait de la présence en son sein d'un groupe officiellement qaïdiste. L'objectif de ce qui reste de l'insurrection – désormais dominée par les groupes islamistes – est alors d'obtenir pour la province d'Idlib, leur dernier bastion en Syrie, une « zone de désescalade » dans le cadre du processus d'Astana, une tentative de médiation conduite sous la houlette de la Russie et avec l'aide de la Turquie en vue de réduire la violence au moyen de cessez-le-feu régionaux. La stratégie d'ancrage local de Jolani est poussée encore plus avant en janvier 2017 lorsque le nouveau groupe disparaît en fusionnant au sein d'une alliance plus large, Hayat Tahrir al-Sham, toujours d'obédience djihadiste mais sans ambition internationale déclarée[62]. Ce faisant, l'ancien représentant d'al-Qaida en Syrie parvient à se maintenir sans subir le même sort que ses rivaux de l'EI.

En Afghanistan aussi, la mouvance qaïdiste cultive son implantation locale. Après l'annonce officielle en juillet 2015 de la mort du mollah

Omar, en réalité décédé deux ans plus tôt, Ayman al-Zawahiri prête allégeance au nouveau chef des Talibans, le mollah Akhtar Mansour. La lutte de succession incite les différentes factions talibans à rivaliser d'ardeur dans leurs actions contre le gouvernement, alors que l'émergence d'une branche locale de l'État islamique symbolise l'arrivée d'une nouvelle génération djihadiste dans le pays[63]. Les Talibans sont toutefois loin d'être relégués au second plan : ils demeurent, et de très loin, la principale force militaire d'opposition. Profitant de la fin officielle de la mission de l'OTAN en décembre 2014, ils lancent une offensive spectaculaire au printemps 2015, mettant en danger toutes les avancées de la contre-insurrection des années précédentes. En septembre, le groupe frappe un coup retentissant en s'emparant de Kunduz, la grande ville du Nord, prenant à partie des troupes américaines présentes aux abords de l'aéroport. Au cours des jours qui suivent, l'US Air Force appuie l'armée afghane pour reprendre le contrôle de la cité. Un de ces bombardements, résultant vraisemblablement d'une négligence humaine, détruit l'hôpital de Médecins Sans Frontières, cause la mort de 42 personnes et déclenche une controverse qui ternit durablement l'image de la présence américaine dans le pays[64].

Au cours de cette période, les frappes de drones et les raids de forces spéciales s'enchaînent aussi rapidement qu'auparavant. Non sans résultat, il est vrai. Le 21 mai 2016, le mollah Mansour est tué par un tir de missile Hellfire alors qu'il rentrait d'un séjour en Iran où il y avait rassemblé de nouveaux soutiens. Son successeur, le mollah Akhundzada, se fait plus discret dans ses relations avec al-Qaida, ne confirmant pas publiquement son acceptation du serment d'allégeance que ne manque pas de lui prêter Zawahiri[65]. Par ailleurs, en septembre, un accord est signé au terme de longues négociations avec le Hezb-e Islami de Gulbuddin Hekmatyar. Cet ancien moudjahid, vétéran de la guerre contre les Soviétiques et farouche opposant à la coalition internationale – il était entre autres impliqué dans l'attaque d'Uzbin qui avait coûté la vie à 10 parachutistes français en

2008 –, a fini par se lasser d'une vie de traque permanente. À près de soixante-dix ans, ce seigneur de guerre pachtoune rend les armes et se rallie au gouvernement en échange d'une amnistie pour lui et ses combattants.

Malgré ces signes encourageants, le tableau d'ensemble demeure sombre, marqué par l'incurie gouvernementale à Kaboul, les faiblesses persistantes de l'armée afghane et la vitalité d'une insurrection qui contrôle début 2016 près d'un tiers des districts du pays – soit plus qu'à aucun autre moment depuis l'invasion américaine[66]. Dans ces conditions, Obama doit repousser une fois de plus son calendrier de retrait. Alors qu'il avait annoncé fin 2014 le maintien d'un contingent de 10 000 hommes pour deux ans, il prolonge encore leur mandat à l'été 2016, renonçant, comme en Irak, à faire sortir l'Amérique d'une guerre qu'il n'avait pourtant cessé de chercher à clore tout au long de son mandat[67].

La mouvance qaïdiste marque également des points sur un autre théâtre qui apparaît comme « distant » aux yeux du grand public : le Yémen. Après une révolution inachevée en 2012 voyant le départ du pouvoir d'Ali Abdallah Saleh mais son remplacement par son ancien vice-président et ex-général Abdrabbo Mansour Hadi, le pays plonge dans une guerre civile qui oppose le nouveau gouvernement à l'insurrection houthie – du nom d'un clan chiite en révolte depuis plus de dix ans déjà contre le pouvoir central. Dans un étrange retournement d'alliance, les Houthis reçoivent l'aide d'une partie des troupes de l'ancien président Saleh, mécontents de l'évolution politique en cours. Cette coalition baroque parvient contre toute attente à s'emparer de la capitale, Sanaa, en septembre 2014. Profitant de ce que toute l'attention est portée vers le Nord-Ouest où se déroulent ces combats, la branche d'al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA) fait des progrès spectaculaires dans l'Hadramaout, province isolée de l'est du pays. Le 16 avril 2015, le groupe djihadiste s'empare du port de Mukalla, le troisième du pays après Aden et Hodeïda. Après avoir mis la main sur plus de 100 millions de dollars se trouvant dans l'annexe locale de la Banque

Centrale, AQPA instaure une gouvernance certes fondée sur la charia, mais aussi prudente sur le plan des alliances locales, attentive aux questions sociales et humanitaires et, semble-t-il relativement honnête à l'aune des standards yéménites[68].

Malgré un affichage donnant la priorité aux enjeux locaux, l'ancienne filiale d'Anouar al-Awlaki et de Samir Khan – inspirateurs zélés du djihad individuel au tournant des années 2010 – conserve une ambition internationale, comme le démontrent ses ramifications en Arabie saoudite ou en Somalie, ou encore sa revendication des attentats de Paris en janvier 2015. C'est à ce titre que les Américains multiplient les frappes de drones contre l'organisation, ciblant à près de 70 reprises le territoire yéménite entre 2015 et 2016. Son leadership est ainsi affaibli par la mort en avril 2015 de son numéro deux, Nasser al-Ansi – qui avait revendiqué la tuerie de *Charlie Hebdo* – et en juin de l'émir du groupe, Nasser al-Wahishi.

Au Yémen aussi, les frappes aériennes des États-Unis se combinent avec une action étrangère au sol, conduite par une coalition inédite de pays musulmans, emmenés par l'Arabie saoudite. Déclenchée à la fin mars 2015, l'opération a pour objectif principal de restaurer le président Hadi dans ses fonctions face aux Houthis, suspectés par Riyad d'entretenir des relations étroites avec la République islamique d'Iran – ennemie jurée de la monarchie wahhabite. Au demeurant, c'est au nom de la lutte contre le terrorisme et al-Qaida que les États-Unis mais aussi le Royaume-Uni et, plus discrètement, la France, apportent leur aide à leur allié – et client – saoudien.

Cet appui à Riyad ne manque pas de susciter maintes réactions indignées dans le débat politique et intellectuel en Occident au regard des souffrances infligées à la population yéménite par des armements occidentaux, vendus aux monarchies du Golfe[69]. Si la coalition peine à enregistrer des résultats spectaculaires sur le front de Sanaa, et ce en dépit

de la disproportion des moyens en sa faveur et de la pluie de bombes qu'elle déverse sur son adversaire, elle parvient en revanche à faire reculer AQPA. Ce n'est d'ailleurs pas l'armée saoudienne, engluée dans un combat montagneux à l'Ouest, mais le corps expéditionnaire des Émirats arabes unis qui déloge les djihadistes de leur base de Mukalla en avril 2016, étroitement appuyé par les forces spéciales américaines[70].

De l'autre côté du détroit de Bab el-Mandeb, en Somalie, c'est encore un groupe lié à la galaxie al-Qaida qui semble le plus menaçant. Affaibli par la mort en 2014 de son émir, Ahmed Abdi Godane, le groupe Harakat al-Shebab semblait alors au creux de la vague : il avait perdu le contrôle des grandes villes du sud et semblait contraint de reprendre le maquis. Sous l'impulsion de son nouveau leader, Abou Obeïda, il est pourtant parvenu à se réorganiser, à colmater les dissensions internes et revisiter ses tactiques d'assaut. Une fois de plus, l'incapacité de la communauté internationale et des gouvernants locaux à « combler le vide politique » après leur victoire militaire a laissé aux djihadistes le temps de se régénérer. À partir de la mi-2015, le groupe est de nouveau à l'offensive, lançant une série d'attaques éclair et dévastatrices sur les camps de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM)[71].

Les Shebab ont aussi considérablement accru leurs relais dans la région, en Tanzanie et surtout au Kenya, exploitant les griefs d'une population musulmane – mais aussi d'un certain nombre de chrétiens convertis – s'estimant injustement stigmatisée et délaissée par le gouvernement de Nairobi[72]. Le 2 avril 2015, un commando d'une dizaine d'hommes pénètre dans l'université de Garissa, située 300 kilomètres à l'est de Nairobi. En 1980, la ville avait été témoin du massacre plus de 3 000 musulmans d'origine somalie par les troupes gouvernementales, alors à la recherche d'un bandit de grand chemin. Trente-cinq ans plus tard, dans une désespérante inversion des rôles, les Shebab prennent en otage près de 700 étudiants, séparant les chrétiens des musulmans et laissant partir ceux-

ci. Au terme d'un siège de quinze heures, l'assaut est lancé par les forces de police, mais celles-ci ne peuvent empêcher la mort de 142 étudiants toujours retenus par les djihadistes[73].

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel dans la tourmente

À quelques milliers de kilomètres de là, l'Afrique de l'Ouest constitue un autre espace où se poursuit l'impitoyable combat du djihadisme et du contre-terrorisme. Au Nigeria tout d'abord, où l'émir du groupe Boko Haram a annoncé en mars 2015 son ralliement à l'État islamique qui lui vaut d'être rebaptisé *Wilayat Garb Ifrqiya*, soit la « province d'Afrique de l'Ouest » du califat[74]. Son leader, Aboubakar Shekau, ne limite plus ses activités au seul État du Borno, au Nigeria, dont il est originaire, mais étend son emprise sur une partie de la région de Diffa, au Niger, sur les bords du lac Tchad. Les populations qui y vivent sont d'ethnie Kanouri pour la plupart, la même que celle d'une majorité des combattants de Boko Haram qui savent, comme d'habitude, entretenir des complicités au sein de communautés marginalisées. La secte djihadiste recrute aussi parmi les misérables populations de pêcheurs et d'éleveurs boudoumas, frappés par le phénomène d'assèchement et de désertification du lac[75].

Les 15, 27 juin et 11 juillet 2015, le groupe revendique trois attentats-suicides qui font près de 60 morts à N'Djamena, la capitale tchadienne. Le président du pays, Idriss Déby, avait préalablement rejoint, avec ses homologues camerounais, nigérian et nigérien, une coalition antiterroriste régionale à la suite de l'attaque à Baga, au Nigeria, du quartier général de la Force multinationale mixte du bassin du lac – une structure de coopération militaire créée en 1994 et devenue moribonde avant que la menace Boko Haram ne vienne lui redonner vie. L'engagement de la solide armée

tchadienne contre les djihadistes coïncide aussi avec l'élection d'un nouveau président au Nigeria, Muhammadu Buhari. Ancien général, musulman et ex-gouverneur militaire du Borno, ce dernier donne le sentiment d'être plus sensible aux problèmes de la région que son prédécesseur. Pour la première fois depuis le début de l'insurrection, le redressement de la situation au Nord semble devenir une priorité. Sous les assauts combinés des armées de la région, soutenues sur le plan matériel et en renseignement technique par les États-Unis et la France, l'émirat djihadiste recule.

Début 2016, le groupe ne contrôle plus aucune ville d'importance et se trouve bien souvent réduit à la rapine pour survivre. Bientôt, des tensions internes émergent : une partie des cadres attribuent à la brutalité de Shekau la responsabilité de cette défaite. Cette faction est emmenée par Maman Nour, un vétéran du groupe connu pour ses connexions internationales, et un certain Abou Moussab al-Barnaoui, qui n'est autre que l'un des fils de l'imam Mohammed Yusuf, le fondateur de Boko Haram. À l'issue de violents affrontements, Barnaoui est finalement reconnu par les canaux officiels de l'EI comme le nouveau *wali* (gouverneur) de la province d'Afrique de l'Ouest. Shekau, tout en prétendant demeurer fidèle à Baghdadi, reprend pour sa part l'ancienne appellation – *Jamaat Ahl as-Sunna* – et jure de lutter contre toute dissidence s'opposant à son autorité[76].

Ces divisions internes à la mouvance djihadiste sont aussi sensibles plus au nord, au Mali, où est créé le 13 mai 2015 une autre province de l'État islamique au Grand Sahara. L'annonce est fait par Adnane Abou Walid al-Sahraoui, un ancien combattant du Front Polisario devenu le porte-parole de la katiba al-Mourabitoune commandée par Mokhtar Belmokhtar. Ce dernier dément toutefois tout ralliement à Daech et réitère, dans un contre-communiqué, sa fidélité à al-Qaida au Maghreb islamique[77]. AQMI démontre d'ailleurs son activisme par une série d'attentats meurtriers à Bamako le 7 mars 2015 dans un restaurant-boîte de nuit, puis le

20 novembre à l'hôtel Radisson Blu, mais aussi dans la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou, le 30 mai 2016 et le 13 août 2017 ainsi qu'en Côte d'Ivoire, sur la plage de la station balnéaire de Grand-Bassam, le 13 mars 2016.

Ces évolutions attestent d'une réorganisation de la mouvance djihadiste au Sahel. De fait, la branche qaïdiste y applique, comme en Syrie, en Afghanistan ou en Somalie, la stratégie du « profil bas », mettant en avant des figures locales ayant des objectifs cantonnés à certaines zones d'Afrique subsaharienne. C'est le sens de la création, le 1er mars 2017, du Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans (*Jamaat nusrat al-islam wal-muslimin*, ou JNIM selon son acronyme arabe), alliance au sein de laquelle les chefs algériens d'AQMI se placent sous la tutelle d'Iyad Ag Ghali, le chef touareg malien d'Ansar Dine, déclinaison djihadiste locale qui avait permis de l'emporter du temps de l'éphémère émirat de l'Azawad en 2012. S'il tire sa légitimité de son ancrage politique chez les Touaregs, Ag Ghali ne se limite pourtant pas à ceux-ci : dans un effort d'extension de son assise ethnique, il encourage l'insertion d'Arabes maliens mais aussi de Songhaïs et surtout de Peuls qui lui permettent d'atteindre de nouveaux territoires vers le sud, dans la région stratégique du delta intérieur du Niger, autour de Mopti, où il avait été battu en janvier 2013 par l'intervention française.

Cette « dynamique peule » prend vite le visage d'un homme : Amadou Diallo, dit Amadoun Koufa, un prédicateur de la région de Mopti qui s'est rendu célèbre par la dénonciation des élites corrompues, qu'il s'agisse des représentants de l'État ou de la noblesse peule, complice des spoliations des familles de moindre importance[78]. Proche d'Iyad Ag Ghali qu'il a rencontré à Kidal dans les années 1990, Koufa a rejoint Ansar Dine dès 2012. Après la débandade de l'émirat djihadiste de l'Azawad, il fonde début 2015 la katiba Macina, toujours sous l'autorité d'Ag Ghali. Le nom du groupe est une référence explicite à l'empire « djihadiste » du Macina, fondé par le

prédicateur Sékou Amadou au début du XIXe siècle et demeuré très présent dans les mémoires locales, tant par ses faits d'armes que par les usages et règlements qu'il a instaurés[79].

Expression vivante de la stratégie d'ancrage territorial des groupes liés à al-Qaida et de leur capacité à tirer profit des tensions sociales, politiques ou économiques préexistant à leur arrivée, Koufa mène une stratégie insurrectionnelle visant à saper systématiquement les relais de l'État : les policiers et les militaires, mais aussi les juges, les maires, les chefs de village et autres notables, ainsi que les enseignants subissent assassinats ciblés, enlèvements et intimidations de toutes sortes[80]. Ainsi, en octobre 2017, au début de la nouvelle année scolaire, pas moins de 582 écoles étaient fermées dans l'ensemble du Mali du fait de la situation sécuritaire[81].

Au cours de l'année 2017, le nord du Burkina Faso voit se développer un foyer insurrectionnel sur des lignes similaires[82]. C'est en décembre 2016 que le prédicateur Malam Ibrahim Dicko crée officiellement son groupe, Ansaroul Islam. Originaire de la province du Soum, ce dernier est fortement influencé par Koufa qu'il rejoint au Mali en 2012 et dont il reprend la rhétorique contestataire d'un certain ordre social injuste, né de la collusion entre politiciens et grandes familles maraboutiques[83]. Arrêté par les Français, il est relâché en 2015 et rejoint le Burkina où il prend le maquis, profitant du vide sécuritaire qui s'est installé dans le pays après la chute du président Blaise Compaoré, fin octobre 2014. Tout comme la katiba Macina et Boko Haram avant elle, Ansaroul Islam s'attaque aux grands symboles de l'État, au premier rang desquels les forces de l'ordre mais aussi les enseignants. Après l'assassinat de Salif Badini, directeur de l'école de Kourfayel, le 3 mars 2017, plus d'un millier d'enseignants prennent la fuite, provoquant la fermeture de quelque 400 écoles[84].

Le Niger enfin, déjà frappé par Boko Haram à l'est, doit aussi faire face à une menace grandissante débordant des frontières maliennes. Les anciens

partisans du MUJAO, ayant suivi al-Sahraoui dans son allégeance à l'État islamique, en constituent le cœur militant. Là encore, ils manifestent leur capacité à exploiter les tensions sociales, recrutant largement parmi le sous-prolétariat pastoral de la jeunesse peule de la région de Tillabéry, à l'image de certains « bandits sociaux » comme Ilyassou Djibo (« Petit Chafouri ») ou Dondou Cheffou (« Khalid al-Fulani »). Loin de partager les aspirations théologico-politiques de leurs chefs, ces jeunes recrues cherchent initialement à protéger leur communauté, typiquement face aux vols de bétail perpétrés par d'autres groupes, soutenus ou tolérés par les forces de sécurité[85].

Depuis le lancement de l'opération *Barkhane* à l'été 2014, le contre-terrorisme français semble en passe de s'enliser, voire, comme le suggère un éditorial du journal *Le Monde* quelques années plus tard, de prendre la pente qui a été celle des États-Unis en Afghanistan[86]. En effet, la signature à Alger au printemps 2015 d'un Accord de Paix et de Réconciliation impliquant l'État malien et divers groupes rebelles du Nord-Mali n'a nullement réglé les problèmes politiques qui grèvent cette région depuis les indépendances. L'absence des groupes djihadistes dans cette négociation est révélatrice de l'incapacité à inclure tous les acteurs dans un processus de paix valable qui prenne en compte la réalité des rapports de force sur le terrain.

En l'absence de dynamique politique, Paris se fixe deux objectifs – sensiblement les mêmes que ceux des Américains en Afghanistan : la reconstitution d'une armée malienne capable de tenir son territoire – épaulée en cela par la mission de formation de l'Union européenne – et la poursuite d'une stratégie d'« attrition » des groupes terroristes. Pour ce faire, Barkhane s'équipe de drones américains MQ-9 Reaper qui lui confèrent des capacités de renseignement clé, quoiqu'encore insuffisantes pour surveiller un théâtre d'opérations grand comme l'Europe. Les Français multiplient les raids aériens ou de commandos de forces spéciales,

permettant par exemple l'élimination probable, fin novembre 2016, de Mokhtar Belmokhtar, dernier grand chef historique d'al-Qaida dans la région.

Aucun de ces succès tactiques ne peut cependant offrir de victoire durable contre le terrorisme. Pas plus au Sahel qu'en Somalie, au Yémen, en Afghanistan ou en zone syro-irakienne, les conditions politiques et sociales ayant permis la progression du djihadisme ne semblent définitivement remises en cause. Si, par endroits, la mauvaise gouvernance et les politiques d'exclusion enregistrent de timides reculs, les moyens employés pour combattre le terrorisme sèment souvent leur propre lot de récriminations et alimentent l'inextinguible soif de vengeance, source persistante de colère et de subversion. La guerre de vingt ans finit ainsi par ressembler à une version stratégique du mythe de Sisyphe. En dépit de l'injonction d'Albert Camus, on peine toutefois à imaginer le supplicié heureux[87].

2014-2017

Enseignements stratégiques

Fin du quatrième acte. Le rideau tombe sur Pont-de-Salars, paisible commune rurale située à une vingtaine de kilomètres de Rodez. En ce 31 décembre 2017, 300 personnes sont réunies dans la salle des fêtes pour célébrer le réveillon[88]. Tout à coup, les gendarmes débarquent, font évacuer les lieux et procèdent à une fouille minutieuse : ils viennent de recevoir un appel inquiétant, laissant présager l'imminence d'une attaque. Depuis 2015, les Français savent que les djihadistes peuvent frapper n'importe où et à n'importe quel moment. Le terrorisme a gagné les esprits jusque dans les terroirs les plus reculés de l'Aveyron. Les blagues de potache ne font plus rire et l'adolescent à l'origine de cette fausse alerte sera poursuivi et présenté à un juge des enfants.

Plusieurs arguments ont été avancés pour expliquer l'acharnement de la mouvance djihadiste contre la France : passé colonial, laïcité perçue comme de l'islamophobie, activisme diplomatico-militaire dans le monde musulman, etc. Toutefois, la menace dépasse largement le cadre français et nombre d'autres pays européens ont été touchés par des attentats[89]. Dans son discours sur l'état de l'Union prononcé le 14 septembre 2016, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, fait le

constat d'une « crise existentielle » de l'UE et appelle à la mise en place d'une « Europe qui protège ».

Cette vague de terrorisme trouve son origine dans un phénomène que personne n'avait vu venir : l'émergence de Daech. Ce défaut d'anticipation plaide pour le renforcement des structures chargées de scruter l'avenir. Il est essentiel d'aménager des espaces de réflexion et d'entraînement pour tenter de penser l'impensable et de se préparer à l'imprévu. En France, le ministère de l'Intérieur disposait d'un centre d'études et de prospective qui a été remplacé en 2008 par une délégation à la prospective et à la stratégie. Celle-ci n'a toutefois pas su trouver sa place et a fini par disparaître. L'année suivante a été créé le Conseil supérieur pour la formation et la recherche stratégiques (CSFRS) avec pour mission de financer des travaux tournés vers le futur. Cette structure n'a pas non plus donné satisfaction et ses activités ont pris fin en 2019. En dehors de l'administration publique, une anecdote illustre les difficultés des organismes faisant de la prospective : l'Institut français des relations internationales – auquel appartiennent les deux auteurs de ce livre – avait développé en 2010 un programme de recherche intitulé « radicalisation / déradicalisation » qui n'a pas pu être déployé, faute de financements.

S'aventurer en dehors des schémas de pensée habituels est d'autant plus nécessaire que Daech se joue des catégories classiques de la stratégie. Ce n'est pas un groupe terroriste traditionnel, ni un État en bonne et due forme. Il se montre capable d'opérer dans des registres variés : terrorisme, subversion, guérilla, administration de territoires, etc. À défaut de meilleur concept, celui d'« hybridité » a souvent été employé pour désigner cette faculté à défier les classifications ordinaires. Mais ce terme suscite aussi la confusion lorsqu'il est utilisé pour qualifier d'autres comportements stratégiques, comme celui d'États agissant clandestinement ou celui d'organisations criminelles pratiquant des violences à grande échelle[90]. Il a

néanmoins le mérite de montrer que la réponse à une organisation de ce type doit être, elle aussi, transversale et probablement inédite.

L'EI a par ailleurs confirmé une tendance déjà bien amorcée auparavant : la faculté de certains acteurs à se jouer des frontières. Ce transnationalisme rend en partie caduque la distinction entre « sécurité intérieure » et « sécurité extérieure ». La nature même du djihadisme contemporain implique une complémentarité entre les forces de sécurité intérieure et les armées, seules capables de mener des opérations extérieures d'envergure. Dans le discours des autorités françaises, cette complémentarité a pris le nom de « continuum sécurité – défense ». Ceux qui arguent que la guerre contre le terrorisme est une faute et que la menace devrait être traitée uniquement par le couple police/justice omettent un élément fondamental : la police n'est pas en mesure d'intervenir à Raqqa ou à Mossoul face à des djihadistes qui défendent leurs sanctuaires avec des moyens militaires.

De tels sanctuaires constituent un grand danger, *a fortiori* lorsqu'ils se situent à proximité de l'Europe. Dans ses camps d'entraînement en zone syro-irakienne, Daech a su transformer de petits délinquants en terroristes aguerris. Ainsi, il est dans l'intérêt des pays occidentaux d'empêcher la constitution de zones contrôlées par les djihadistes, et de maîtriser les frontières de l'espace Schengen. En outre, il ne faut pas sous-estimer l'adversaire. Avant les attentats de 2015, l'expression « pieds nickelés du djihad » a été employée à maintes reprises et les activistes de *Shariah4Belgium* – qui, dès 2011, promettaient de faire flotter le drapeau noir du califat sur le palais royal et de faire sauter l'Atomium de Bruxelles[91] – ont été considérés comme des hurluberlus. L'histoire de l'EI prouve qu'une organisation terroriste performante peut transformer des « pieds nickelés » et des hurluberlus en menaces pour la sécurité nationale.

Prendre au sérieux la menace, même lorsqu'elle semble lointaine et peu crédible, ne signifie pas pour autant qu'il faille passer de l'indolence à la

surréaction. Les moyens de lutter contre le terrorisme doivent être savamment dosés : en stratégie comme en médecine, le principe de prudence *primum nil nocere* (« d'abord ne pas nuire ») continue de prévaloir. Les bombes et les missiles tirés sur les centres de commandement de Daech et d'al-Qaida ne rendront le monde plus sûr que s'ils ne produisent pas plus de terroristes qu'ils n'en détruisent. Cette étrange arithmétique qui veut qu'un combattant tué n'équivaille pas toujours à un combattant de moins dans l'organisation ennemie ne doit jamais quitter l'esprit du stratège du contre-terrorisme.

En France, la campagne d'attentats de 2014 à 2017 a stimulé en retour une véritable inflation législative et un emballement de l'appareil politique face à une menace qui a pris les institutions de court. Après une attaque meurtrière, vouloir à tout prix renforcer le système antiterroriste en votant une nouvelle loi n'est pas forcément la meilleure réaction. Faire preuve de résilience, c'est aussi être capable de se donner du temps et d'agir calmement. Dans leur ouvrage *Démocraties sous stress*, les juristes Antoine Garapon et Michel Rosenfeld pointent à juste titre les excès d'un système français sous pression[92]. Le renforcement des mesures administratives au détriment des procédures judiciaires, tout comme la prorogation régulière de l'état d'urgence, ont à bien des égards constitué un piège politique qui, si l'on n'y prend garde, peut nuire au caractère libéral de notre démocratie.

Ces glissements sont facilités par le cadrage flou de la notion de radicalisation qui, contrairement à celle de terrorisme, ne constitue pas une infraction ni même un acte caractérisable en droit pénal : il s'agit davantage d'une menace en puissance, fondée sur un soupçon de mauvaise intention. Ce faisant, les mesures préventives qui en découlent permettent de surveiller et parfois d'entraver physiquement des individus jugés inquiétants, mais qui n'ont pas nécessairement commis de forfait. Pour un État de droit, de telles mesures peuvent se révéler contre-productives, voire fonctionner comme une prophétie autoréalisatrice, si elles en viennent à

concerner une portion croissante d'une population ou d'une communauté perçue comme potentiellement dangereuse. S'il faut encourager les travaux permettant de mieux cerner les processus de radicalisation et les mécanismes de passage à l'acte, il serait illusoire de penser que les chercheurs pourraient un jour développer un outil prédictif infaillible.

Enfin, le déclenchement de l'opération *Sentinelle* a aussi, dans une certaine mesure, constitué un piège dont, à ce jour, la France n'est pas encore sortie. En effet, cette opération – outre les difficultés organisationnelles qu'elle a pu poser à l'armée de Terre – est venue incarner sur le territoire national la rhétorique de la « guerre contre le terrorisme ». Or, dès lors que les auteurs des infractions terroristes perpétrées en France sont majoritairement des citoyens de ce pays[93], la guerre contre le terrorisme risque de glisser insidieusement vers la guerre civile. Cette perspective est d'autant plus glaçante que, dans le sillage des attentats, une partie de l'ultradroite appelle désormais ouvertement au déclenchement d'un tel conflit intérieur[94].

ACTE V

L’ÉTRANGE VICTOIRE

2018-2021

15

La mort en trompe-l'œil du djihadisme

En ce dimanche 27 octobre 2019, les journalistes se pressent dans la salle de réception des diplomates, magnifique pièce ovale de la Maison-Blanche, ornée d'une touche française : un papier peint panoramique de la manufacture Zuber, choisi en son temps par Jackie Kennedy. Donald Trump a fait positionner son pupitre devant le portrait du premier président des États-Unis, George Washington, entouré des étendards des armées américaines. Comme souvent, le langage abrupt qu'affectionne tant le chef d'État tranche avec le raffinement des lieux : « Il est mort comme un chien. Il est mort comme un lâche. Le monde est maintenant bien plus sûr. Que Dieu bénisse l'Amérique. »

Celui dont il est question ici n'est autre qu'Abou Bakr al-Baghdadi, le « calife » autoproclamé de l'État islamique. Le terroriste le plus recherché au monde a été repéré près du village de Barisha, dans la province d'Idlib, citadelle assiégée de la rébellion syrienne en déroute. Après plusieurs mois de surveillance par la CIA, un commando américain de la légendaire unité des Delta Force s'est infiltré dans la poche de résistance et a pénétré dans le bâtiment où séjournait Baghdadi et sa famille. Isolé dans un sous-terrain sans issue, l'émir de l'organisation aurait alors déclenché la ceinture

d'explosifs qu'il ne quittait plus, emportant avec lui les deux enfants qui l'accompagnaient.

Cette mort sans gloire vient parachever le déclin de l'État islamique sous les coups de boutoir de ses nombreux adversaires. Certains responsables politiques ne l'avaient d'ailleurs pas attendu pour annoncer la défaite de Daech. En décembre 2017, le Premier ministre irakien avait ainsi parlé de la « victoire finale » des forces loyalistes et de la « fin de la guerre contre Daech ». Le mois suivant, dans son discours sur l'état de l'Union, Donald Trump avait lui-même déjà annoncé avoir bientôt atteint son objectif d'« éradiquer Daech de la surface de la terre[1] ». Si la dégradation des capacités du califat ne fait guère de doute en cette fin de décennie, la mouvance djihadiste est pourtant loin d'avoir disparu.

La guerre contre le terrorisme selon Trump

Les premières années de l'administration Trump en matière de lutte contre le terrorisme sont, comme le reste de sa politique, parsemées de contradictions et de lignes divergentes. Au cours de sa campagne sensationnaliste, le candidat républicain n'avait cessé de se démarquer de la position de l'administration Obama, qui cherchait à conduire une guerre contre le djihadisme en privilégiant l'action indirecte, les partenariats locaux et les frappes ciblées. Donald Trump avait pour sa part multiplié les déclarations provocatrices justifiant le recours à la torture (« Il faut y aller bien plus fort que juste le *waterboarding*[2] »), appelant à ne pas se limiter à l'élimination des seuls terroristes mais aussi de leurs familles, proposant d'envoyer 30 000 soldats américains pour défaire Daech sur le terrain en Irak et en Syrie, ou suggérant d'utiliser des missiles balistiques nucléaires Trident contre les villes occupées par l'EI[3].

En même temps, le futur président fustigeait régulièrement l'engagement des États-Unis dans des conflits périphériques où leurs intérêts semblaient limités et où les moyens militaires américains servaient selon lui des alliés locaux agissant comme des « passagers clandestins ». Le slogan *America First* – adopté lors de la campagne et brandi, après l'élection, comme l'aiguillon de la politique étrangère du nouveau locataire de la Maison-Blanche – renvoie à une interprétation plus étroite des intérêts nationaux américains y compris en matière de sécurité nationale, quitte à se montrer plus sélectif dans ses engagements extérieurs et à promouvoir une approche dite « transactionnelle », monnayant la protection américaine en échange d'avantages sonnants et trébuchants[4].

Publiée en 2018, la *Stratégie nationale de lutte contre le terrorisme* « place l'Amérique en tête des priorités [*America First*] et met l'accent sur la protection du territoire national[5] ». Avant cela, l'un des tout premiers décrets présidentiels signés par Donald Trump, le 27 janvier 2017, suspendait le programme d'accueil des réfugiés et interdisait l'entrée aux États-Unis des ressortissants d'Irak, d'Iran, de Libye, de Somalie, du Soudan, de Syrie et du Yémen. Surnommé *muslim ban*, le décret est présenté comme une forme de protection contre toute immigration en provenance d'États « sujets au terrorisme ». Cette décision ne s'ancre toutefois dans aucune expérience immédiate puisque les derniers attentats perpétrés sur le sol américain l'ont été par des individus nés aux États-Unis (Rizwan Farook et Omar Mateen, auteurs respectivement des tueries de San Bernardino et d'Orlando) ou dans des pays ne figurant pas sur la liste du *ban* (Tashfeen Malik, femme et complice de Farook, a vu le jour au Pakistan et a vécu en Arabie saoudite). La lutte contre le terrorisme apparaît alors comme un prétexte pour une série de mesures restrictives en matière d'immigration destinées à satisfaire un électorat conservateur qui s'est massivement mobilisé en faveur du Président sur ces questions.

En matière de sécurité extérieure en revanche, l'administration Trump accélère plus qu'elle ne revient sur le virage politique amorcé par Obama dans le sens d'une clôture de l'ère post-11 Septembre. En janvier 2018, le Pentagone produit par exemple une *National Defense Strategy* affirmant que « la compétition stratégique entre États, et non le terrorisme, constitue désormais la préoccupation principale de la politique de sécurité nationale américaine[6] ». Cette rupture prolonge l'idée de bascule (ou de « pivot ») introduite dès 2011 sous Obama[7]. Nombre de stratèges américains, quel que soit leur bord politique, estiment en effet que l'enlisement de l'Amérique dans les conflits périphériques de la guerre contre le terrorisme a détourné le pays du champ plus classique de la géopolitique des grandes puissances. Le retour stratégique de la Russie – patent en Ukraine comme en Syrie – et surtout l'affirmation économique et militaire de la Chine ne manquent pas de susciter des inquiétudes à Washington[8].

Il est dès lors d'autant plus surprenant que la nouvelle équipe de sécurité nationale se compose avant tout des figures de proue de ces mêmes « guerres périphériques », pourtant honnies par Donald Trump et son conseiller néo-isolationniste, Steve Bannon, qui fustige à longueur de tweets l'héritage indu de décennies de politique « globaliste[9] ». *Primus inter pares*, le secrétaire à la Défense, James Mattis, commandant des Marines en Irak, est par exemple un farouche partisan de l'adaptation de ce corps à la guerre irrégulière et est intimement lié avec David Petraeus à la rédaction du manuel de contre-insurrection FM 3-24[10]. Autre personnage influent, le général Michael Flynn, nommé conseiller à la sécurité nationale après avoir été un proche de McChrystal en Irak et en Afghanistan où il fut l'auteur d'un rapport remarqué sur le renseignement en contre-insurrection[11]. Rapidement écarté par les « enquêtes russes » du procureur Mueller mettant en cause plusieurs membres de l'équipe de campagne de Donald Trump, Flynn cède bientôt la place à un autre général, H.R.

McMaster, historien de la guerre du Vietnam, praticien de la contre-guérilla en Irak et proche conseiller de David Petraeus de 2007 à 2008.

Au cours des deux premières années de la présidence Trump, ces officiers chevronnés, politiquement modérés et surtout déterminés à entretenir le leadership des États-Unis en matière de lutte contre le terrorisme, ne cessent de se heurter au projet présidentiel d'une réorientation plus radicale de la grande stratégie américaine. L'attitude d'un Mattis ou d'un McMaster, résolus à ce que les États-Unis assument leurs responsabilités – en Irak et en Syrie aussi bien qu'en Afghanistan ou sur des théâtres plus discrets comme l'Afrique ou l'Asie du Sud-Est – les oppose régulièrement aux inclinations personnelles d'un président impatient, toujours méfiant vis-à-vis de ces « guerres sans fin[12] » amorcées par ses prédécesseurs.

Au Levant, la queue de comète du califat

Lorsque Donald Trump prête serment sur les marches du Capitole, la bataille de Mossoul bat encore son plein. Son issue, toutefois, ne fait plus aucun doute. Au printemps 2017 la reprise de la ville s'achève et la Maison-Blanche cherche sans tarder à réduire l'empreinte américaine en Irak. Alors que 9 000 conseillers militaires étaient présents dans le pays au moment de son arrivée au pouvoir, Trump réduit leur nombre de moitié en l'espace d'un an. L'aide financière aux forces de sécurité irakiennes passe elle aussi de 3,6 milliards de dollars pour l'année fiscale 2017, à 1,2 milliard pour 2018 et moins de 900 millions pour 2019[13]. Cet allègement du dispositif américain ne manque pas de se traduire par une influence moindre sur les dynamiques internes. Washington ne parvient pas, par exemple, à dissuader Massoud Barzani d'organiser un référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien en septembre 2017, ni à peser sur la recomposition d'un

nouveau gouvernement à Bagdad avec l'appui des acteurs chiites pro-iraniens comme l'organisation Badr.

Par ailleurs, si Daech a subi d'incontestables revers, l'organisation n'a pas disparu. Avant de mourir en 2016, Abou Mohammed al-Adnani, alors numéro deux et porte-parole du groupe djihadiste, avait envisagé ouvertement la perte des territoires conquis, considérant qu'un tel recul ne signifierait pas pour autant la disparition du califat[14]. La lutte se poursuivrait sous d'autres formes, jusqu'à ce que des conditions plus favorables permettent la victoire. Ce faisant, les disciples de l'État islamique s'inspireraient encore des théoriciens de la guérilla et de la guerre révolutionnaire, dont un des principes est la « retraite stratégique » en cas de rapport de force défavorable. Ainsi, après la chute de Raqqa à l'automne 2017, les membres de Daech ont reconfiguré leur organisation sur un mode clandestin et insurrectionnel, renouant avec leurs tactiques d'avant 2013. En dépit des pertes subies, ils seraient encore à la mi-2018, selon les estimations de la coalition internationale, près de 30 000 combattants, également répartis entre la Syrie et l'Irak[15]. Le coordinateur du groupe d'experts sur le terrorisme de l'ONU estime pour sa part qu'au moins les deux tiers des 40 000 combattants étrangers ayant rejoint le califat auraient survécu[16]. Si ces chiffres peuvent paraître élevés au regard de l'affaiblissement évident de la structure, ils attestent bien de la résilience de ses partisans.

En Irak, les djihadistes se sont repliés sur les zones « libérées » où ils continuent de bénéficier de sympathies et de complicités d'individus qui leur permettent de reconstituer leurs réseaux. Les montagnes d'Hamrin et de Makhoul dans la province de Diyala, le désert d'al-Jazira dans l'Anbar sont ainsi devenus des zones refuges d'où les combattants de l'EI peuvent préparer des attentats. En 2018, le nombre moyen d'attaques dans les régions de Kirkouk, Bagdad et Diyala s'élevait encore à une trentaine par mois[17]. L'organisation cherche aussi à peser sur les zones rurales, mettant

en œuvre une stratégie d'épuration via les assassinats réguliers de chefs de village (*mokhtar*) s'opposant à ses activités. Enfin, elle parvient à préserver certaines capacités économiques en reprenant ses pratiques criminelles de kidnappings, rackets et trafics en tout genre – y compris par le biais de sociétés-écrans comme des bureaux de change ou des entreprises d'import-export[18].

En Syrie, Daech conserve jusqu'au printemps 2019 le contrôle d'une fine bande de terre le long du cours moyen de l'Euphrate. La résistance, pendant près de deux ans, de cette peau de chagrin s'explique avant tout par les tractations autour du statut de la ville de Deir ez-Zor, sur la ligne de démarcation, entre les armées du régime de Bachar al-Assad et les Forces démocratiques syriennes. Les FDS sont toujours dominées par les Kurdes et épaulées par les frappes aériennes et les tirs d'artillerie de la coalition, dont le contingent américain qui comprend alors plus de 2 000 hommes[19]. Dans un article critique de son expérience, un officier français ayant commandé le détachement d'artillerie qui appuyait la progression des FDS depuis l'Irak voisin évoque la bataille de Hajine, ville de 20 000 habitants occupée par l'EI au sud-est de Deir ez-Zor, en des termes « assez proches de ceux des batailles de la Première Guerre mondiale […] où chaque gain de 500 mètres ou 1 km de territoire représente un succès[20] ». Le colonel s'y interroge sur l'« emploi massif de l'artillerie » et des bombardements aériens, avant de conclure amèrement : « Hajine a subi le même sort que Mossoul et Raqqa : une destruction quasi-complète. »

La prise de Hajine en décembre 2018 conduit Donald Trump à proclamer pour la troisième fois en un an et demi la victoire totale sur Daech et à annoncer le retour des *boys* chez eux. Cette déclaration entre en opposition directe avec l'état-major du CENTCOM et le secrétaire à la Défense, Jim Mattis. Convaincu de l'importance de maintenir une force américaine auprès des FDS, aussi bien pour achever la reconquête et prévenir toute résurgence du califat que pour entretenir l'alliance kurde et

contrebalancer les influences turque, russe et iranienne dans la région, Mattis fait savoir ouvertement son désaccord avec le président Trump en publiant dans la presse sa lettre de démission[21]. Le fracas de ce départ prématuré permet aux cadres du Pentagone et du Département d'État de différer encore un peu le retrait de Syrie.

En mars 2019, la petite localité de Baghouz et ses 8 000 habitants, dernier réduit contrôlé par l'État islamique, situé sur la rive gauche de l'Euphrate et adossé à la frontière irakienne, tombe entre les mains des FDS après trois mois de siège. Présentée comme « l'ultime bataille » de la reconquête, Baghouz signe la fin effective du califat territorial, près de cinq ans après sa proclamation à Mossoul. Toutefois, comme en Irak, Daech s'est reconfiguré sur un mode insurrectionnel. Le groupe cherche notamment à capitaliser sur le sentiment antikurde des populations arabes du Nord-Est syrien, passé sous la coupe des FDS. Il multiplie les attentats-suicides dans les zones considérées comme pacifiées, que ce soit dans celles tenues par le régime, dans la poche rebelle d'Idlib ou sur le territoire des FDS, comme à Manbij en janvier 2019, lorsqu'un kamikaze déclenche sa ceinture d'explosifs devant un restaurant fréquenté par des étrangers, tuant 19 personnes dont 4 américains[22].

En octobre 2019, Donald Trump décide finalement de mettre en œuvre le retrait annoncé dix mois plus tôt. Il s'est préalablement entendu avec la Turquie lui permettant de lancer au même moment une offensive contre le Rojava kurde en Syrie, afin de créer une zone tampon dans le nord-est de la Syrie. Cet abandon en rase campagne des Kurdes, qui avaient combattu en tête de ligne contre Daech pendant plus de cinq ans, ne manque pas d'être dénoncé par une partie de l'opinion ainsi que par les alliés de Washington. Sous pression, le président des États-Unis est contraint de se dédire une nouvelle fois. Si les forces spéciales américaines voient leurs effectifs divisés par deux, un contingent d'un millier d'hommes demeure néanmoins dans l'est de la Syrie. Leur mission est présentée par Trump comme dédiée

à la « sécurisation des champs pétroliers », une notion surprenante au regard de la faible production du pays, tombée à 10 % de ses capacités avec la guerre, et de l'impossibilité légale de l'exploiter au profit d'intérêts américains. Mais une fois de plus il s'agit d'abord et avant tout d'une posture destinée à l'opinion intérieure : à plusieurs reprises depuis 2011, Trump, qui n'était pas encore locataire de la Maison-Blanche, s'était exprimé en faveur d'une mainmise sur les hydrocarbures comme « butin de guerre » en paiement des « sacrifices américains » consentis au Moyen-Orient[23].

Du Yémen à l'Afghanistan, les interminables conflits périphériques

Le Levant ne constitue pas le seul horizon du contre-terrorisme global. Au Yémen, la guerre civile débutée en 2015 entre les milices houthies et le gouvernement d'Abdrabbo Mansour Hadi, soutenu par la coalition saoudienne, continue de faire rage. La lutte contre les djihadistes n'y faiblit pas. L'une des premières décisions de Donald Trump en tant que président est d'autoriser un raid des forces spéciales destiné à éliminer Qasim al-Raymi, émir d'al-Qaida dans la péninsule arabique. L'opération est toutefois un échec et entraîne la mort d'un commando de la SEAL Team 6[24]. En déclarant dès 2017 le Yémen comme « zone d'hostilités active », Trump double la mise et autorise une implication directe des forces armées américaines dans des missions de combat : ce faisant, le nombre de frappes aériennes conduites par des drones dans le pays passe de 43 en 2016 à plus de 130 en 2017[25].

Cet engagement se traduit aussi par un soutien accru à la coalition saoudienne. Cependant, tout comme au Levant, la lutte contre le terrorisme au Yémen apparaît de plus en plus comme un prétexte masquant une

stratégie avant tout dédiée à lutter contre l'Iran, fortement suspecté de soutenir les milices houthies. En levant en février 2017 les restrictions sur les ventes d'armes à l'Arabie saoudite, Washington s'expose à des accusations de complicité de crimes de guerre, pointés par de nombreux gouvernements et organisations humanitaires. Les États-Unis ne sont pas les seuls à avoir apporté une aide à la coalition puisque Paris entretient également des relations étroites dans le domaine militaire avec Riyad. Certaines ONG affirment ainsi que des armes françaises vendues à l'Arabie saoudite auraient été employées au Yémen à l'encontre de populations civiles – une accusation dont Paris se défend fermement[26]. Quoi qu'il en soit, Martin Griffiths, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, ne cesse d'alerter sur la situation humanitaire catastrophique du pays, dont 80 % de la population dépend de l'aide internationale. Ce diplomate chevronné fait part de sa « frustration » face aux blocages politiques qui empêchent d'avancer dans le processus de paix amorcé à Stockholm en décembre 2018[27].

En marge du conflit principal entre Houthis et loyalistes, la lutte antidjihadiste se poursuit néanmoins, contre AQPA qui demeure l'organisation principale, mais aussi contre la province yéménite (*wilayat al-Yaman*) de l'État islamique, créée en 2014[28]. Les deux groupes, qui s'affrontent activement depuis 2018[29], sont tour à tour ciblés. En juin 2019, des forces spéciales yéménites, saoudiennes et américaines arrêtent ainsi, dans une opération conjointe, l'émir de l'EI dans le pays, Muhammad Qanan al-Sayari. Quant au chef d'AQPA, Qasim al-Raymi, il est finalement tué début 2020, quelques jours après la diffusion d'une vidéo dans laquelle il revendique l'attentat perpétré par un officier saoudien sur une base militaire de Floride[30]. Contrairement à ses deux prédécesseurs, celui qui lui succède à la tête de la filiale, Khalid Batarfi, n'est pas d'origine yéménite mais saoudienne, attestant aussi des ramifications de l'organisation dans le reste de la péninsule.

Un autre pays où les États-Unis de Donald Trump accroissent le rythme de leurs opérations est l'Afghanistan. Cette décision paraît d'autant plus surprenante que le nouveau président s'était depuis longtemps montré critique à l'égard des efforts militaires américains sur place. En 2013, celui qui n'était même pas encore candidat avait ainsi tweeté : « Nous devrions quitter l'Afghanistan tout de suite. Assez de vies gâchées. Si on doit y revenir, nous le ferons vite et fort. Mais reconstruisons les États-Unis d'abord[31]. » Lorsqu'il arrive au pouvoir début 2017, les perspectives afghanes semblent toutefois si lugubres que ses conseillers parviennent à le convaincre que tout retrait rapide serait assimilé à une défaite en bonne et due forme de l'Amérique avec l'effondrement prévisible du gouvernement de Kaboul et la prise de pouvoir des Talibans « fortement présents » dans un tiers du pays[32]. Il paraît clair que si elle était laissée à elle-même, l'armée nationale afghane ne ferait pas le poids.

Le Pentagone comme le Congrès exigent une remise à plat de la stratégie américaine. Auditionné, le général Nicholson, commandant l'opération *Freedom Sentinel* (ayant succédé à *Enduring Freedom*) et ancien proche de Stanley McChrystal, affirme que quelques milliers de troupes supplémentaires pourraient suffire à renverser la tendance[33]. Attisé par le conseiller à la sécurité nationale, H.R. McMaster, un vent de *surge* souffle à nouveau sur la politique afghane des États-Unis. Trump et son conseiller Steve Bannon ne cachent pas leur scepticisme : « Moi, je veux me tirer de là, et vous me dites que la solution est de s'enfoncer encore plus », aurait dit à ses généraux l'hôte de la Maison-Blanche en pleine session du National Security Council. Après avoir un temps envisagé de transférer la responsabilité du contre-terrorisme aux équipes « action » de la CIA dans le pays et essuyé un refus courtois de la part de l'agence de renseignement, peu désireuse de s'engager davantage sur un théâtre en pleine décomposition, le président se résout à contrecœur à autoriser le plan proposé par McMaster[34].

Le 21 août 2017, Donald Trump annonce donc une nouvelle stratégie dans laquelle il opte pour un renfort limité et transitoire de 3 500 hommes, amenant le nombre total de soldats américains aux alentours de 15 000. Ces effectifs demeurent réduits au regard des 130 000 soldats dont disposaient la coalition de l'OTAN en 2011. Il se distingue par ailleurs des choix d'Obama en rejetant l'approche calendaire privilégiée par celui-ci (qui avait fixé d'emblée une date de retrait), préférant conditionner le niveau de contribution à la réalisation des objectifs de sécurité. Trump revient aussi sur une autre décision prise par son prédécesseur en ré-autorisant les forces américaines à opérer indépendamment de leurs partenaires afghans et à « attaquer l'ennemi dans toute la profondeur du champ de bataille[35] ». Il déclare à cet égard ne plus vouloir « rester muet face au sanctuaire [offert par] le Pakistan aux groupes terroristes » : début 2018, il annonce même la suspension de l'assistance de sécurité à Islamabad, ce à quoi Obama s'était toujours refusé[36]. Au cours des deux premières années de présidence Trump, le nombre de frappes de drones au Pakistan, qui s'était nettement réduit, augmente à nouveau dans le pays.

S'il ne s'agit pas pour autant d'un retour à la contre-insurrection des années 2009-2010, la nouvelle stratégie américaine en Afghanistan correspond bien à un ultime effort de peser sur le rapport de force global, avant d'amorcer un retrait censé être définitif. Les résultats de cet engagement demeurent cependant difficiles à percevoir alors que le nombre de districts tenus par les Talibans reste stable et que ceux contrôlés par le gouvernement ne cessent de s'amenuiser[37]. Quant à l'implantation de l'État islamique dans la région, elle semble désormais un fait acquis auquel une empreinte militaire américaine, plus ou moins légère, ne saurait remédier[38]. McMaster, pour sa part, finit par démissionner en avril 2018, jugeant qu'il ne disposait plus de la confiance d'un président erratique auquel il peinait à faire entendre raison.

Fin 2018, l'inspecteur général chargé de réaliser un audit trimestriel des opérations extérieures américaines annonçait qu'il cesserait d'utiliser les indicateurs chiffrés tels que le nombre de districts sous contrôle respectif des Talibans et du gouvernement – jugeant sans doute qu'aucune annonce positive ne pourrait plus découler de ces évaluations[39]. Désabusés par les impasses successives de la contre-insurrection et du contre-terrorisme, les Américains se résolvent donc à revenir à la table des négociations et à renouer le dialogue, suspendu depuis 2016, avec le bureau représentatif des Talibans à Doha au Qatar. Cette dernière évolution s'inscrit pour la première fois dans un mouvement de fond de la société afghane, avec des manifestations pacifistes grandissantes au cours de l'année 2018[40]. C'est l'ancien ambassadeur américain à Kaboul, Zalmay Khalilzad, lui-même d'origine afghane, qui est désigné par Washington pour mener les négociations, en lien avec le gouvernement d'Ashraf Ghani. La Russie se joint également au Qatar pour offrir une fonction de médiateur et de facilitateur, accroissant d'autant la légitimité politique du mouvement insurgé, jadis mis au ban de la communauté internationale. L'année 2019 acte la baisse du nombre de troupes occidentales et la réduction de la pression militaire sur les djihadistes, alors qu'à Doha commence à s'esquisser l'accord censé mettre un terme à vingt années de présence américaine et, peut-être, à un cycle de guerres ininterrompu depuis 1979.

Au Sahel, sur la voie de l'enlisement ?

Le 4 octobre 2017, alors que l'attention internationale est encore tournée vers la bataille de Raqqa, un autre front de la guerre contre le terrorisme fait irruption dans l'actualité. Quatre opérateurs des forces spéciales de l'US Army viennent de trouver la mort au Niger dans une embuscade tendue par des membres de l'État islamique au Grand Sahara

dans le village de Tongo Tongo, alors qu'ils revenaient d'une mission au Mali. La présence américaine au Niger, inaugurée par George W. Bush en 2002 et accentuée par Obama dans le cadre de sa stratégie partenariale, n'est certes pas le résultat de la politique de Donald Trump, mais ce dernier a confirmé et même renforcé le dispositif contre-terroriste en portant les effectifs à 800 hommes[41]. Les États-Unis ne sont toutefois présents au Sahel qu'en seconds couteaux. C'est la France qui, depuis l'opération *Serval* en 2013, y porte l'effort principal avec l'appui d'une mission des Nations unies (MINUSMA) d'environ 12 000 hommes, ainsi que du G5 Sahel, alliance régionale regroupant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad.

Force est pourtant de constater que les efforts de Paris, de Washington et du reste de la communauté internationale peinent à porter leurs fruits dans cette vaste zone. On se souvient de la manière dont la mouvance djihadiste s'y était restructurée et polarisée autour du Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans – souvent appelé JNIM, acronyme du nom de ce groupe en arabe – et de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS). L'un comme l'autre progressent de façon continue depuis 2016 vers le sud, à travers le Niger et le Burkina Faso. Le 2 mars 2018, la capitale burkinabée est à nouveau frappée en son cœur par un attentat spectaculaire, au cours duquel des commandos de JNIM se sont élancés contre les locaux de l'ambassade de France et ceux de l'état-major des forces armées. L'année suivante, la menace s'étend jusqu'aux frontières du Togo et du Bénin, où deux touristes français sont enlevés alors qu'ils faisaient un safari dans le parc naturel de la Pendjari. Ces derniers sont finalement localisés dix jours plus tard 400 kilomètres plus au nord, au Burkina : ils sont libérés de vive force dans une opération qui coûte la vie à deux militaires français du commandement des opérations spéciales.

Par-delà cette « poussée vers le sud » des djihadistes sahéliens, la situation au Mali ne cesse d'empirer avec un nombre de victimes

grandissant – d'un millier de morts en 2017 à près de 1 700 en 2018, et plus de 2 500 en 2020[42]. Les insurgés y poursuivent leur stratégie de sape méthodique d'une autorité étatique déjà très défaillante. Le sort des écoles est un indicateur particulièrement alarmant. Alors que l'UNICEF recensait en 2017 près de 600 établissements scolaires fermés du fait de la situation sécuritaire au Mali, ce chiffre dépassait les 1 100 au début de l'année 2020, soit 12 % des écoles du pays. Le taux de fermeture est de 60 % dans la région de Ménaka au nord et de 30 % pour la région de Mopti au Centre avec des pointes à plus de 80 % dans certains cercles. En tout, plus de 300 000 enfants maliens, déscolarisés en raison de l'insécurité, sont laissés à l'influence de l'idéologie djihadiste[43].

La justice est un autre exemple parlant. À la fin 2019, seuls la moitié des magistrats des environs de Gao étaient effectivement déployés dans leur juridiction du fait des menaces sur leur personne ; il en allait de même à Tombouctou ou dans la région centrale[44]. Enfin, même lorsqu'ils peuvent tenir leurs audiences, les juges de l'État malien ne sont souvent pas appréciés de la population, du fait de leur lenteur, du manque de transparence des procédures et de la corruption[45]. Les djihadistes tirent profit du vide institutionnel qu'ils ont créé pour implanter leur propre administration : ils peuvent ainsi rendre une justice islamique fondée sur la charia pour trancher les nombreux conflits fonciers qui entravent les activités quotidiennes ou encore dispenser des enseignements à partir d'écoles coraniques plus ou moins clandestines qui se multiplient à travers la bande sahélienne. Les groupes armés prélèvent l'impôt (*zakat*) pour se financer, en échange duquel ils prétendent garantir la protection des populations[46].

Face à l'incapacité des forces gouvernementales à assurer la sécurité, les civils se sont organisés en milices d'autodéfense, s'articulant souvent autour des sociétés de chasseurs traditionnels (dozos), à l'instar de la principale milice dogon dans la région de Bandiagara, baptisée Dan Na

Ambassagou[47]. Il en va de même dans le nord et l'est du Burkina Faso : des milices baptisées Koglweogo sont apparues après le renversement du président Blaise Compaoré afin de rétablir la sécurité publique dans les zones abandonnées par les forces de sécurité. S'il s'agissait initialement de protéger les habitants contre la petite délinquance, et dans une moindre mesure contre les terroristes, ces milices villageoises alimentent un cycle d'attaques et de représailles qui contribue à polariser le tissu social autour de communautés solidaires. Nombre de bergers peuls sont par exemple renvoyés à leurs supposés « protecteurs » djihadistes, un discours performatif qui ne leur laisse parfois d'autre choix que d'embrasser effectivement une cause pour laquelle ils n'avaient pourtant pas d'affinités particulières. Cette dangereuse mécanique a abouti au premier semestre 2019 à une série de violences de masse particulièrement inquiétantes, comme dans le village d'Ogossagou où 150 villageois ont été massacrés. Des représailles ont ensuite frappé les hameaux dogons de Sobane Da, Gangafani et Yoro. Si l'État islamique a soufflé sur les braises de cette dynamique communautaire, les cadres de JNIM, et notamment la katiba Macina d'Amadoun Koufa, n'a semble-t-il pas systématiquement joué l'escalade, allant jusqu'à appeler à la fin des violences et à négocier des accords locaux avec les milices dogons[48].

La détérioration sécuritaire est aggravée par une accumulation de revers des forces maliennes et nigériennes qui voient les djihadistes s'emparer pendant plusieurs heures de bases militaires et y massacrer leurs occupants, comme à Boulikessi et In Delimane au Mali, le 30 septembre et le 1er novembre, ainsi qu'à In Ates et Chinégodrar au Niger le 10 décembre 2019 et le 9 janvier 2020. À chaque fois, le bilan est lourd, avec plusieurs dizaines de soldats tués. C'est au cours de cette même *annus horribilis* que 13 militaires français de l'opération *Barkhane* trouvent la mort le 25 novembre dans un accident d'hélicoptère alors qu'ils survolaient la vallée d'Eranga près de Ménaka.

Les réactions politiques en France et à l'étranger conduisent l'Élysée à s'emparer du dossier pour tenter d'enrayer la spirale. C'est le sens de la convocation par Emmanuel Macron en janvier 2020 du sommet de Pau réunissant les cinq chefs d'État de la région. Il s'agit d'abord d'impulser une nouvelle dynamique politique en mettant fin au double langage de certains officiels sahéliens se plaisant à critiquer Paris pour flatter une opinion publique africaine friande des procès en néo-impérialisme, tout en l'appelant à l'aide sitôt que la situation sécuritaire se dégrade. C'est notamment le cas du ministre de la Défense burkinabè, Sheriff Sy, qui, lors d'un déplacement en Afrique du Sud, s'étonnait que la France ne parvînt pas, malgré ses moyens, à régler le problème terroriste, laissant entendre qu'elle préférait le laisser pourrir, voire l'entretenir – des propos d'autant plus difficiles à accepter que quelques mois plus tard, le même ministre demandera aux militaires de l'opération *Barkhane* d'intervenir *in extremis* avec leurs moyens aériens pour sauver la localité de Djibo dans le nord du pays, en passe de tomber aux mains d'un groupe terroriste[49]. Le sommet de Pau a également pour objectif d'imposer aux dirigeants sahéliens une série d'« engagements locaux » destinés à trouver des solutions à la mauvaise gouvernance dont se nourrissent les djihadistes pour proliférer.

En échange de ces promesses, le président français annonce l'envoi de 600 militaires français supplémentaires, portant l'effectif à 5 100 hommes. Le but est d'accélérer le tempo opérationnel, notamment dans la région des trois frontières où l'État islamique est particulièrement actif. Ce *surge*[50] – comme certains observateurs l'ont baptisé en référence aux renforts américains envoyés en Irak puis en Afghanistan à la grande époque de la contre-insurrection – demeure à la hauteur des moyens limités de la France. Il n'en délivre pas moins des résultats sur le terrain, en marquant un net recul de Daech dans certaines zones du Liptako-Gourma, aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Le 3 juin 2020, sur la base de renseignements provenant de différents capteurs américains et français, un

groupement de commandos et d'hélicoptères de combat de la mission Sabre des forces spéciales se rend à Talahandak, une petite localité du Nord-Mali adossée à la frontière algérienne. La cible est Abdelmalek Droukdel, l'émir algérien à la tête d'al-Qaida au Maghreb islamique. L'opération est une réussite. Après avoir été formellement identifié, le corps de cette figure majeure du djihadisme nord-africain depuis près de deux décennies est enterré dans un lieu inconnu, quelque part dans le désert du Sahara[51].

Si la mort de Droukdel est un succès incontestable du contre-terrorisme français au Sahel, on sait bien, depuis l'élimination de Zarkaoui en Irak, celle d'Awlaki au Yémen ou de Ben Laden au Pakistan, qu'il ne suffit pas de couper une tête de l'hydre pour la tuer. En dépit des pertes et des reculs, la mouvance djihadiste, dans la bande sahélo-saharienne comme sur d'autres théâtres, ne cesse de prouver sa résilience. La constance de son idéologie et de son projet politique, sa capacité à exploiter les failles de la gouvernance, les frustrations et les colères de sociétés en pleine mutation démographique, économique et environnementale, en font un adversaire de taille, loin de s'avouer vaincu.

16

Fins de partie ?

« Allah, le Tout-Puissant, a imposé une partie de son châtiment douloureux sur les nations de Sa création, dont la plupart […] sont des polythéistes. Il a activé leur peur envers l'épidémie plus que l'épidémie elle-même, de sorte que leurs maisons ont été fermées et leurs marchés et activités ont été perturbés. Beaucoup d'entre eux sont devenus captifs dans leurs propres domiciles et ils sont au bord d'une grande catastrophe économique[1]. » C'est en ces termes que les éditorialistes d'*an-Naba*, publication hebdomadaire de l'État islamique, abordent pour la première fois la pandémie de Covid-19 qui s'est propagée comme une traînée de poudre au cours de l'année 2020. Dans un premier temps, la Chine, épicentre de la maladie, est tout particulièrement visée, le virus y étant présenté comme une « juste rétribution » pour la persécution des Ouïghours musulmans au Xinjiang[2].

La mouvance al-Qaida se montre plus pragmatique en pointant du doigt la défaillance des gouvernants dans la gestion de la crise sanitaire et en tentant d'éroder la confiance des populations. Elle vante l'« hygiénisme » des commandements islamiques, appelant les « masses » à profiter du confinement pour « embrasser l'islam[3] ». En Afghanistan, où la prise en charge sanitaire a été tardive et déficiente, les Talibans ont même devancé

les autorités gouvernementales en imposant les « gestes barrière » et en interdisant les rassemblements dans les zones sous leur contrôle[4].

Si le coronavirus a nourri et inspiré la propagande djihadiste, il a en revanche pesé négativement sur le contre-terrorisme globalisé, provoquant un ralentissement du tempo des opérations, voire le rapatriement de certaines forces déployées, à l'instar du contingent français en Irak[5]. Par-delà ces conséquences immédiates, l'impact économique et financier de la crise tend à accélérer un phénomène amorcé depuis plusieurs années en faveur d'une plus grande sélectivité de la part des responsables politiques occidentaux dans leurs engagements internationaux.

C'est particulièrement net aux États-Unis où la volonté de se concentrer sur la compétition stratégique entre grandes puissances renvoie la lutte contre le terrorisme au second rang des priorités de sécurité nationale. Les retraits annoncés de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan comme la réduction des forces en Afrique attestent de la fin d'un cycle entamé en 2001. L'élection en novembre 2020 de Joe Biden ne devrait pas significativement changer cette tendance, d'autant qu'il était lui-même le premier partisan d'un désengagement des « conflits périphériques » quand il était vice-président de Barack Obama. Mais ce reflux – ou cette bascule – de l'interventionnisme occidental se voit également en France, dont l'engagement au Sahel est de plus en plus remis en cause, tant par la lassitude politique et l'absence de perspective stratégique que par le coût humain et l'instabilité régionale.

Cependant, parmi les principaux enseignements à retenir de ces vingt années de guerre figure le fait qu'il ne suffit pas à un camp de déclarer victoire pour la rendre effective. Le désengagement ne signifie pas la disparition de la menace. Cette leçon devrait être méditée par les tenants de l'« école critique », convaincus que les interventions militaires sont à l'origine du terrorisme et non l'inverse[6]. Le djihadisme demeure bien vivant en cette nouvelle décennie du XXIe siècle : s'il panse encore les plaies de ses

défaites en Irak et en Syrie, il tient la dragée haute à ses adversaires en Afghanistan et au Sahel, et conquiert de nouveaux territoires en Afrique australe ou en Asie, témoignant une fois de plus de sa capacité à se réinventer. Dans les sociétés occidentales, enfin, la campagne de terreur des années 2015-2020 a laissé des traces durables et accru les clivages identitaires, qui font peser une menace, peut-être plus grande encore, sur l'avenir de la démocratie.

Le contre-terrorisme à l'ère de la compétition des puissances

La « bascule » des priorités américaines du Moyen-Orient vers l'Asie, et de la lutte contre le terrorisme – menace asymétrique dont le caractère existentiel est pour le moins débattu depuis les premières années de l'après-11 Septembre – vers la compétition stratégique entre grandes puissances, mondiales ou régionales, remonte au moins à 2011. Dans un article pour le magazine *Foreign Policy*, la secrétaire d'État de Barack Obama, Hillary Clinton, y évoquait pour la première fois le « pivot vers l'Asie[7] ». Ce changement de cap a toutefois dû être largement avorté – à la grande frustration d'Obama lui-même – du fait des conséquences des printemps arabes et de l'émergence de l'État islamique en Irak et au Levant. L'arrivée au pouvoir de Donald Trump en 2017 est venue relancer cette idée d'une révision de l'agenda diplomatique et de sécurité, et ce en dépit d'une bureaucratie fédérale encore très marquée par vingt ans de guerre contre le terrorisme[8].

Au Moyen-Orient, la lutte contre Daech a été reléguée au second plan, au profit d'une stratégie d'endiguement de la puissance iranienne. Adversaire patenté de Washington depuis la révolution islamique de 1979, Téhéran avait pourtant bénéficié de l'engagement contre-terroriste des

États-Unis qui l'avait débarrassé en 2001 et 2003 de deux voisins hostiles – les Talibans et Saddam Hussein –, lui offrant ainsi un regain d'influence régionale. Le refus occidental d'intervenir dans la guerre civile syrienne en 2013 avait ensuite donné l'opportunité aux Iraniens de renforcer l'axe Téhéran-Bagdad-Damas-Beyrouth. La force semi-clandestine al-Quds du corps des Gardiens de la révolution, sous le commandement du quasi mythique général Qassem Soleimani, a armé, financé et structuré une galaxie de milices servant les intérêts de ce qui est parfois abusivement présenté comme un « arc chiite[9] ».

Les affrontements entre Américains et milices pro-iraniennes remontent au moins à la guerre en Irak de 2003, au cours de laquelle l'US Army et les Marines avaient vite été confrontés aux groupes soutenus par al-Quds dans le sud du pays. Lorsqu'elles s'étaient retirées une première fois en 2011, les forces américaines l'avaient fait sous une pluie de roquettes de la brigade Badr et du Hezbollah irakien. Au cours de la guerre civile syrienne, l'aviation israélienne a pour sa part bombardé à plusieurs reprises des convois d'armes au profit du Hezbollah libanais, à travers la Syrie[10]. Enfin, à partir de 2017, la tension monte à nouveau en Irak entre les forces de mobilisation populaire chiites et les troupes de la coalition internationale : Daech ayant été vaincu à Mossoul, les milices entendent congédier aussitôt les armées occidentales.

Ce conflit se déroule sur fond de dégradation générale des relations américano-iraniennes dans la foulée de l'accession au pouvoir de Donald Trump. Ce dernier s'est en effet engagé à se retirer de l'accord de Vienne, signé en juillet 2015 par son prédécesseur et censé mettre un terme à dix années de tensions autour du programme nucléaire iranien. Prônée depuis longtemps par les grands adversaires de l'Iran et proches alliés des États-Unis que sont Israël et l'Arabie saoudite, la politique de « pression maximale » adoptée dès 2017 par le nouveau locataire de la Maison-Blanche se traduit par un nouveau jeu de sanctions économiques visant à

obtenir, sinon l'effondrement du régime des mollahs, du moins son affaiblissement et la réduction de son influence régionale[11].

Au printemps 2019, Washington annonce la fin des dérogations qui permettaient encore à quelques pays d'importer du pétrole iranien. La réponse de Téhéran est aussi brutale qu'asymétrique : en mai et juin, plusieurs navires marchands et pétroliers sont attaqués alors qu'ils naviguent dans le golfe d'Oman et en juillet, un drone américain est abattu. En septembre, les installations pétrolières de la compagnie saoudienne Aramco à Abqaïq et Khurais, à l'est de Riyad, sont bombardées, vraisemblablement par un essaim de drones de confection iranienne, mais opérés depuis l'Irak. L'attaque est revendiquée par les milices houthies du Yémen, autre adversaire des Saoudiens soutenus par l'Iran. Enfin, après une tentative d'apaisement au cours de l'automne, la pression remonte d'un cran fin décembre avec le tir de trois roquettes contre la base aérienne K-1 en Irak, occupée par les forces de la coalition *Inherent Resolve*, provoquant la mort d'un civil américain. Les représailles américaines – une frappe aérienne contre un dépôt de munitions du Kataib Hezbollah – provoquent en retour une flambée de violences et l'attaque de l'ambassade américaine à Bagdad par une foule hostile de miliciens[12].

Quelques jours plus tard, Donald Trump réplique à cet affront en ordonnant l'élimination du chef du Hezbollah irakien, Abou Mehdi al-Muhandis, et de son patron iranien, le général Soleimani, alors que ce dernier vient d'atterrir à l'aéroport de Bagdad. Cet assassinat ciblé est sans précédent : pour la première fois, un responsable officiel d'un pays avec lequel les États-Unis ne sont pas en guerre est ouvertement éliminé suivant un mode d'action – un tir de drone – jusqu'alors réservé à des cadres d'organisations terroristes non étatiques comme al-Qaida ou Daech. La réaction ne se fait pas attendre : par-delà les nouveaux tirs de roquettes sur les bases de la coalition, le Parlement irakien s'empare du sujet et vote une

résolution appelant au départ de toutes les troupes étrangères présentes dans le pays[13].

C'est dans ce contexte de crise aiguë que l'épidémie de Covid-19 fait irruption. Le virus atteint gravement l'Iran comme l'Irak au début du mois de mars 2020. C'est donc officiellement pour des raisons sanitaires que l'armée irakienne suspend sa participation aux missions de formation avec la coalition *Inherent Resolve*. Mais quand la coopération reprend après une pause de quelques mois, la formation des troupes locales s'est muée en simple mission de conseil, requérant moins de moyens humains[14]. En septembre 2020, le Pentagone annonce sa volonté de réduire le nombre de soldats en Irak de 5 200 à 3 000. Les frappes aériennes contre l'État islamique se poursuivent pour leur part, mais désormais *via* des raids longue distance depuis des bases extérieures à l'Irak.

Dans ce pays, l'avenir du djihadisme dépendra surtout des enjeux de gouvernance et notamment de la manière dont les vainqueurs offriront des perspectives d'avenir aux populations sunnites. On se souvient qu'après le retrait américain de 2011, la politique sectaire de Nouri al-Maliki avait créé les conditions d'un retour en force du djihadisme. Faute d'un nouveau pacte social interconfessionnel, la rhétorique de Daech et de ses affidés demeurera attractive pour une partie de la population. Il restait en 2020 plus de 400 000 personnes déplacées en Irak, vivant dans des camps ou chez l'habitant. Les familles des membres de l'EI sont bien souvent mises au ban de la société, faisant ainsi émerger une génération de parias qui ne manqueront pas de constituer une menace pour la cohésion nationale[15].

Par ailleurs, l'Irak a été secoué en 2019 par un mouvement de contestation populaire dont la répression a fait plusieurs centaines de morts. Il a fallu attendre mai 2020 pour qu'un nouveau gouvernement soit constitué, avec, à sa tête, Moustafa al-Kazimi, ancien chef des services de renseignement. Ce dernier a annoncé des élections législatives anticipées censées se tenir en juin 2021 dans un contexte économique morose : la crise

sanitaire a engendré une baisse historique des prix du pétrole, dont le budget national dépend à hauteur de 90 %. Daech ne manquera pas d'essayer d'exploiter cette situation à son profit. Un double attentat-suicide a d'ailleurs été perpétré au cœur de Bagdad le 21 janvier 2021. Cette attaque – la plus meurtrière dans la capitale depuis plusieurs années – a été présentée par certains analystes comme un « signe du réveil » de l'organisation terroriste[16].

En Syrie, c'est la question des prisons et des camps dédiés aux familles de djihadistes qui constitue l'enjeu majeur de l'après-Daech. Depuis la chute de Raqqa, plus de 70 000 personnes – Syriens, Irakiens et étrangers capturés sur les territoires de l'État islamique – ont été amassées par les Forces démocratiques syriennes (FDS) dans les camps d'al-Hol et Roj : une majorité d'entre elles sont des femmes et des enfants, vivant dans une grande précarité sanitaire et un flou juridique persistant[17]. Il faut y ajouter quelque 5 000 combattants enfermés dans la prison d'al-Sinaa à Hassaké, qui a été, en 2020, le théâtre de plusieurs mutineries et d'évasions, suscitant des interrogations sur la capacité des FDS à gérer une telle population carcérale[18].

La question des djihadistes étrangers retenus par les Kurdes est particulièrement épineuse. Alors qu'il annonçait fin 2019 le retrait de ses troupes de Syrie, Donald Trump a appelé ses alliés européens à rapatrier « leurs » djihadistes, mais les gouvernements concernés sont réticents. Plusieurs options ont été envisagées. Certains prisonniers ont été transférés vers l'Irak où ils ont été jugés, avant que les autorités irakiennes s'opposent à une extension de cette pratique. La création d'un tribunal international a été évoquée, sans toutefois dépasser le stade de l'hypothèse de travail.

Enfin, il convient de rappeler que d'autres groupes djihadistes restent présents au Proche-Orient. En décembre 2019, l'armée syrienne, épaulée par les forces russes et iraniennes, a entamé l'offensive d'Idlib, la dernière poche aux mains des djihadistes en Syrie. Celle qui devait être l'ultime

bataille de la guerre civile syrienne a été suspendue en mars 2020 du fait d'un cessez-le-feu négocié entre la Turquie et la Russie, offrant un répit aux rebelles présents dans cette ville et ses environs. Les combattants de Daech y sont présents mais nettement minoritaires par rapport aux autres mouvances. Selon le groupe d'experts des Nations unies, la branche syrienne d'al-Qaida, Tanzim Hourras al-Din, comptait alors entre 3 500 et 5 000 hommes[19]. Cette filiale entretient des relations complexes avec l'ancien front al-Nosra, intégré à l'alliance Hayat Tahrir al-Sham, dont les effectifs sont estimés entre 12 000 et 15 000 hommes[20]. Même si les objectifs affichés de ces groupes se limitent officiellement à la seule zone du « Sham », ils n'en demeurent pas moins mus par les principes du salafo-djihadisme et entretiennent des contacts internationaux qui doivent appeler à la vigilance. Parmi les combattants étrangers qui évoluent dans la région d'Idlib se trouvent plusieurs dizaines de Français réunis dans la brigade Firqatul Ghuraba, aux ordres du Niçois Omar Omsen.

Le djihad asiatique à l'heure post-américaine

Le reflux du contre-terrorisme, américain et international, ne se limite pas au Levant. Pays clé dans l'histoire du djihadisme depuis les années 1980, l'Afghanistan se trouve aujourd'hui à un tournant dans l'histoire de ses guerres sans fin. Le 29 février 2020, le gouvernement américain a signé à Doha un « accord de paix » avec les Talibans représentés par le mollah Baradar, qui fut longtemps le chef militaire de la Choura de Quetta[21]. Ce texte prévoit le départ progressif des troupes américaines et la libération de milliers de prisonniers en échange d'un engagement des Talibans à ne pas menacer la sécurité des États-Unis ni celle de leurs alliés, et à empêcher des organisations telles qu'al-Qaida d'opérer sur le sol afghan. Les deux parties

acceptent enfin de soutenir le dialogue inter-afghan dont l'objectif est de stabiliser le pays.

Cet accord suscite plus que des interrogations, notamment en ce qui concerne la prétendue rupture des liens avec la nébuleuse qaïdiste. En effet, quelques mois avant sa signature, un raid mené par les forces spéciales afghanes et américaines contre une cache des Talibans à Musa Qala a permis l'élimination de divers cadres d'al-Qaida, dont l'émir du « sous-continent indien », Asim Umar[22]. Une chose est sûre : l'accord de février 2020 et l'ouverture du dialogue inter-afghan en septembre n'ont pas mis fin aux violences : plus de 2 000 civils ont été tués au cours de cette année, dont un tiers d'enfants[23]. Certaines attaques – comme celle à l'université de Kaboul en novembre – ont été revendiquées par l'État islamique, ce qui montre que l'organisation est encore active, en dépit des déclarations rassurantes du président Ghani.

Ce sombre tableau n'a pas dissuadé Donald Trump d'accélérer son calendrier de retrait ainsi que l'atteste l'annonce le 17 novembre 2020, soit après sa défaite à l'élection présidentielle, de sa volonté de réduire le nombre de soldats américains dans le pays de 4 500 à 2 500. Nul ne sait à l'heure où sont écrites ces lignes si le président Biden reviendra sur les décisions de son prédécesseur, mais il semble peu probable que celui qui s'était le plus farouchement opposé à l'engrenage du *surge* sous Obama cherche à se réengager significativement en Afghanistan. L'hypothèse d'une nouvelle temporisation du retrait est en revanche possible, car sans soutien militaire américain, le gouvernement afghan aurait bien du mal à se maintenir au pouvoir face à une insurrection qui contrôle désormais une part importante du pays[24].

Après avoir signé les accords de Paris en 1973, le secrétaire d'État Henry Kissinger avait confié au président Nixon s'être surtout attaché à maintenir l'illusion d'un « intervalle décent[25] » entre le retrait américain du Sud-Vietnam et l'inévitable chute de Saigon, effectivement survenue deux

ans plus tard. Le régime de Najibullah en Afghanistan avait pour sa part survécu trois ans au départ des troupes soviétiques. S'il est difficile de prédire la durée de l'« intervalle » jusqu'à une éventuelle victoire des Talibans, leur retour au pouvoir à Kaboul symboliserait assurément un camouflet historique pour la stratégie américaine de l'après-11 Septembre.

Tout comme au Moyen-Orient, le vide créé par le retrait des troupes occidentales d'Afghanistan n'a pas tardé à être comblé par des puissances régionales. Adversaire farouche des Talibans dans les années 1990, l'Iran a progressivement changé d'attitude, tant pour s'attaquer aux Américains que pour accroître son influence à sa frontière orientale. Par ailleurs, le retour au pays d'anciens combattants de la « brigade des Fatimides », milice d'Afghans chiites partis se battre en Syrie pour le compte de Téhéran, laisse entrevoir des relais dont pourrait disposer la République islamique dans l'Afghanistan de demain. De même, la Russie a joué un rôle croissant en vue de renforcer son influence dans la région en appuyant les Talibans dans leurs négociations à Doha, mais aussi en leur apportant un soutien militaire clandestin dans leurs opérations contre les Américains[26].

La Chine, en revanche, semble avoir fait le choix d'appuyer le gouvernement de Kaboul, avec lequel elle a multiplié les coopérations depuis 2014, notamment en vue de sécuriser la petite frontière sino-afghane, dans le corridor de Wakhan[27]. Pékin n'a d'ailleurs cessé de renforcer ses positions sécuritaires dans le domaine de la lutte contre le terrorisme en Asie centrale. L'ouverture d'une base permanente de l'Armée populaire au Tadjikistan lui permet d'articuler sa politique active de coopération militaire à travers toute la région et de surveiller l'évolution de la menace djihadiste, qui y est implantée depuis les années 1990[28]. L'enjeu pour la Chine est à la fois diplomatique – promotion d'une « route de la soie » antiterroriste, lui permettant de se présenter aux pays de la région comme un partenaire alternatif à Washington – et sécuritaire. L'Asie centrale est en effet aussi la porte du Xinjiang où Pékin est engagé depuis

2016 dans une vaste entreprise de répression et de « rectification » idéologique au nom de la lutte contre un irrédentisme ouïghour présenté sans nuance comme une forme locale de terrorisme islamiste[29].

Pays de confins, mais aussi carrefour de civilisations, l'Afghanistan joue aussi pour la mouvance djihadiste un rôle majeur d'interface vers l'Asie du Sud, par le biais de connexions avec divers groupes actifs au Pakistan, en Inde et au Bangladesh. La création en septembre 2014 d'al-Qaida dans le sous-continent indien (AQSI)[30] visait en premier lieu à renforcer l'ancrage de l'organisation au Pakistan en se rapprochant de groupes comme le Tehrik-e Taliban, encore actif dans les zones tribales malgré un affaiblissement ces dernières années[31]. Les autorités pakistanaises sont toujours confrontées à des attaques terroristes fréquentes de la part de différents groupes djihadistes – environ 250 pour la seule année 2019 – et ce en dépit d'une nette tendance à la baisse au cours de la dernière décennie[32].

Avec sa minorité de près de 200 millions de musulmans, l'Inde est aussi une cible persistante des djihadistes, ne serait-ce qu'à travers la cause du Cachemire, régulièrement mise en avant depuis des décennies par cette mouvance. Occupée depuis 1947 par les forces armées indiennes, cette province à majorité musulmane de 12 millions d'habitants est revendiquée par le Pakistan. Depuis les années 1980, Islamabad y soutient des groupes armés sur lesquels ses services de renseignement exercent un contrôle très variable. En juillet 2017, une nouvelle formation cachemirie baptisée Ansar Ghazwat al-Hind revendique son affiliation à al-Qaida. Elle rejoint la cohorte d'autres mouvements locaux tels que Jaish-e-Mohammed et Lashkar-e-Taiba, responsables de nombreux attentats dans la province et dans le reste de l'Inde depuis une vingtaine d'années – parmi lesquels ceux de Bombay en 2008.

En février 2019, un attentat-suicide attribué à Jaish-e-Mohammed coûte la vie à une quarantaine de soldats indiens au Cachemire. La crise qui

s'ensuit manque de peu de déclencher une guerre ouverte avec le Pakistan. En plein mois d'août, le gouvernement de Narendra Modi réalise un coup de force en révoquant l'autonomie du Cachemire et en lançant une vaste campagne de répression encore à l'œuvre à ce jour[33]. Par-delà le Cachemire, la mouvance djihadiste s'est montrée de plus en plus active dans le reste du pays, voyant une opportunité de mobiliser des partisans parmi les citoyens musulmans aliénés par la rhétorique outrancière, la stigmatisation et les politiques discriminatoires promues par les nationalistes hindous[34].

Au cours des dernières années, les djihadistes d'Asie du Sud se sont aussi attaqués à de nouveaux territoires, comme le Sri Lanka. Le 21 avril 2019, lundi de Pâques, huit attentats-suicides ciblent simultanément des églises, des hôtels et des complexes immobiliers en différentes villes du pays, provoquant la mort de 258 personnes, dont 45 enfants. L'État islamique revendique l'attaque deux jours plus tard, révélant ainsi l'existence d'une cellule radicalisée par un ancien prédicateur salafiste, mis au ban de la petite communauté musulmane pour ses idées extrémistes[35]. L'effet de la restauration du califat par Daech s'est fait sentir plus à l'est encore, au-delà du détroit de Malacca. Entre 1 000 et 2 000 combattants venus d'Asie du Sud-Est auraient rejoint la zone syro-irakienne, essentiellement d'Indonésie. Cet État est confronté sporadiquement à des attaques. En mai 2018, par exemple, trois églises de Surabaya ont été visées par des attentats-suicides revendiqués par l'EI. Plus récemment, en novembre 2019, un terroriste du groupe Jemaah Ansharut Daulah a tué des policiers dans le nord de Sumatra. Au cours des dernières années, les autorités indonésiennes ont multiplié les arrestations dans les cercles djihadistes, parvenant à arrêter, entre autres, Para Wijayanto – leader de la Jemaah Islamiya, toujours liée à al-Qaida – en juillet 2019[36].

Les Philippines, enfin, demeurent le pays d'Asie du Sud-Est le plus touché par le djihadisme. Dès l'été 2014, un des principaux leaders du

groupe Abou Sayyaf, Isnilon Hapilon, a prêté allégeance à Abou Bakr al-Baghdadi. Ce chef local a trouvé la mort en octobre 2017 au cours de la bataille de Marawi, ville de 200 000 habitants dont son groupe avait réussi à prendre le contrôle. La reprise de cette localité par les forces légalistes n'a pas mis fin aux violences dans le sud du pays. En janvier 2019, un attentat dans la cathédrale de Jolo a tué une vingtaine de personnes. Après la mort d'Abou Bakr al-Baghdadi, plusieurs katibas asiatiques ont rapidement prêté allégeance au nouveau « calife », Abou Ibrahim al-Hashimi al-Quraishi. En avril 2020, une embuscade – revendiquée par Daech *via* son agence de presse Amaq – a coûté la vie à une douzaine de soldats philippins dans la province de Sulu[37]. Les groupes djihadistes d'Asie du Sud-Est ne semblent pas près de rendre les armes.

Si ces différents fronts du djihad en Extrême-Orient font rarement la une de la presse en Occident, ils n'en demeurent pas moins de dangereux abcès de fixation qui permettent à la mouvance de persévérer, constituent des zones de repli potentiels et entretiennent la flamme du combat à l'échelle globale. Il n'est pas anodin que l'attentat de l'*USS Cole* et peut-être même les attaques du 11 septembre 2001 aient été pour partie élaborés en Malaisie[38]. Dans un monde toujours aussi globalisé, il n'est pas exclu qu'un jour ce « terrorisme des mers du Sud » s'exporte à nouveau sous d'autres cieux.

L'Afrique, terre d'avenir du djihadisme

Si l'Asie est bien le « centre de gravité démographique de l'islam mondial[39] », l'Afrique apparaît actuellement comme le continent où le djihadisme se développe le plus rapidement. Le destin du Maghreb aura sans doute un grand impact pour la sécurité de l'Europe. La Libye en est aujourd'hui clairement le point faible. Depuis une décennie, le pays alterne

les épisodes de violence et les trêves sans lendemain ; aucune pacification ne semble envisageable à court terme. Les envoyés spéciaux du secrétaire général de l'ONU démissionnent les uns après les autres, dénonçant la mauvaise volonté des parties libyennes et l'engagement croissant d'acteurs extérieurs. Acculé fin 2019 par les troupes du maréchal Khalifa Haftar, appuyées par la Russie, l'Égypte et l'Arabie saoudite, le gouvernement internationalement reconnu de Fayez al-Sarraj a reçu *in extremis* l'aide de la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, conduisant à une nouvelle impasse stratégique. La mouvance djihadiste, pour sa part, demeure affaiblie après la défaite de l'EI à Syrte en 2016 et des *chouras* de moudjahidines de Benghazi et Derna en 2018. Estimée encore à quelques milliers de combattants, elle restera cependant dangereuse tant que le pays ne sera pas stabilisé, d'autant qu'il constitue encore un point de passage pour les migrants en route vers l'Europe[40].

Plus à l'ouest, la Tunisie demeure quant à elle le théâtre d'attaques occasionnelles. En mars 2020, par exemple, un double attentat-suicide a eu lieu à proximité de l'ambassade des États-Unis à Tunis, tuant un policier. Les deux kamikazes avaient déjà été condamnés en 2014 pour des faits de terrorisme et interdits de sortie du territoire. Un an auparavant, nous avions eu l'occasion d'échanger avec un haut responsable sécuritaire tunisien, non loin des lieux de l'attaque, qui nous avait confié qu'outre les milliers de ressortissants nationaux ayant rejoint des groupes djihadistes en Libye, Syrie et Irak, plus de 25 000 « velléitaires » avaient été empêchés de partir[41]. Alors que nous l'interrogions sur les raisons pour lesquelles il n'y avait pas eu plus d'attentats dans le pays, il n'avait pas répondu et s'était contenté de toucher ostensiblement la table en bois qui se trouvait devant lui.

Dans l'ouest tunisien, à proximité de la frontière algérienne, sévit depuis 2013 la katiba Okba Ibn Nafaa, liée à al-Qaida. Les pertes de l'armée dans la région se chiffrent en dizaines mais les attaques sont

devenues plus rares. Les djihadistes ont disposé des mines et des engins explosifs improvisés qui, parfois, occasionnent des victimes. Par exemple, en octobre 2018, 2 militaires sont morts dans le djebel Chaambi. La menace n'a pas totalement disparu dans cette zone mais elle semble pour l'heure limitée et contenue[42]. Les djihadistes tunisiens ne représentent toutefois pas uniquement un risque pour leur pays d'origine. Ils peuvent aussi frapper ailleurs, notamment en Europe. Ainsi, au cours des dernières années, plusieurs attentats ont été perpétrés sur le Vieux Continent par des ressortissants tunisiens. L'attaque au camion-bélier contre le marché de Noël à Berlin en 2016 en est un exemple. Plus récemment, c'est un clandestin arrivé à Lampedusa en septembre 2020 qui, un mois plus tard, a tué trois personnes à la basilique Notre-Dame de Nice.

État frontalier de la Tunisie et de la Libye, l'Algérie a elle aussi joué un rôle clé dans l'histoire du djihadisme contemporain. Le souvenir douloureux de la « décennie noire » est souvent avancé pour expliquer le calme relatif qui y a régné après le déclenchement de la guerre civile en Syrie. À peine 200 Algériens auraient rejoint la zone syro-irakienne, soit nettement moins que les quelque 1 600 Marocains et 3 000 à 4 500 Tunisiens[43]. Par ailleurs, depuis 2017, des dizaines d'Algériens ayant rallié des groupes djihadistes au Sahel se sont rendus dans le cadre d'un programme de démobilisation[44]. Sur le territoire algérien, la répression de l'armée a permis d'affaiblir considérablement le groupe Jund al-Khilafa, lié à Daech. AQMI, de son côté, a publié plusieurs communiqués au sujet du *hirak*, ce mouvement de protestation populaire qui secoue le pays depuis février 2019 et a conduit à la démission du président Bouteflika. La branche maghrébine d'al-Qaida dénonce l'armée et les responsables politiques tout en apportant son soutien aux manifestants. Elle fait preuve de pragmatisme et semble être à l'affût en cas d'échec des manifestations non violentes. Un membre de sa *choura*, Abou Obeida Youssef al-Annabi, déclare ainsi à la mi-2019 : « Si la révolution pacifique échoue, le peuple doit accepter les

faits et se convaincre qu'il n'y a pas d'autre solution que la lutte armée[45]. » C'est justement al-Annabi – un ancien du GIA et du GSPC – qui a pris la direction d'AQMI en novembre 2020, succédant à Abdelmalek Droukdel, tué par les Français au Mali.

Enfin, un autre pays frontalier de la Libye est confronté à l'activisme djihadiste : l'Égypte. Peu de temps après la mort d'Abou Bakr al-Baghdadi, la *wilayat Sinai* a prêté allégeance au nouveau calife de Daech. La branche égyptienne de l'EI a, depuis, revendiqué plusieurs opérations de harcèlement des forces de sécurité égyptiennes et des exécutions de civils présentés comme des « collabos[46] ». Malgré les moyens déployés par l'armée et l'aide militaire apportée par Israël, l'insurrection est toujours active, mais elle est affaiblie. Le maréchal al-Sissi a combattu sans relâche les islamistes de tous bords et règne d'une main de fer. Toutefois, certains observateurs parlent d'une « illusion de stabilité[47] ». Si l'Égypte – qui compte plus de 100 millions d'habitants dont un tiers vivant sous le seuil de pauvreté – venait à être confrontée à des troubles de grande ampleur, les djihadistes essaieraient sûrement d'en profiter.

Vu de France, c'est toutefois la situation dans la bande sahélo-saharienne qui est la plus préoccupante. Après les impulsions positives du sommet de Pau en janvier 2020 et l'envoi de renforts supplémentaires auprès de l'opération *Barkhane*, la mécanique du contre-terrorisme s'est à nouveau grippée avec un coup d'État venu renverser à Bamako le président Ibrahim Boubacar Keïta, élu une première fois en 2013 avec le soutien actif de Paris, et réélu de façon plus controversée en 2018. Empêtré dans des scandales de corruption, ce dernier est mis à mal par un mouvement de contestation civile dans le contexte d'élections législatives tenues en pleine épidémie de Covid-19. Le 18 août 2020, un quarteron de colonels de la garnison de Katy – celle-là même d'où était parti le dernier putsch en 2012 – décide de prendre les devants en s'emparant du pouvoir.

Si le coup de 2020 n'a pas précipité l'effondrement de l'armée malienne au nord comme cela avait été le cas en 2012, il n'a pas non plus permis le redressement de la situation face à une insurrection djihadiste toujours plus active. Les efforts du contre-terrorisme et les points marqués à l'encontre de l'État islamique au Grand Sahara ne semblent pas avoir tant profité à la restauration de l'État qu'à l'organisation djihadiste rivale, le Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans (JNIM). C'est avec cette dernière que Bamako souhaite désormais ouvrir un dialogue et d'éventuelles négociations. La libération le 8 octobre 2020 de deux otages – l'opposant politique Soumaïla Cissé et la Française Sophie Pétronin – en échange de celle de plus de 200 prisonniers, a été considérée comme un geste considérable du gouvernement de transition en faveur de l'ouverture de pourparlers avec JNIM. D'abord réticente, l'organisation, toujours dirigée par le Touareg malien Iyad Ag Ghali, a annoncé en mars être prête à « engager des négociations avec le gouvernement malien » à la condition préalable que ce dernier mette « fin à la présence de Barkhane et des troupes de la MINUSMA [Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali] sur son territoire[48] ».

Dans ce contexte, l'avenir de la posture française au Sahel est remis en question. Ébranlé par les pertes en augmentation, en porte-à-faux vis-à-vis de Bamako sur la question des négociations, lassé de huit années d'engagement croissant au Sahel, le gouvernement français a annoncé par l'intermédiaire de la ministre des Armées, Florence Parly, la réduction « probable » de son dispositif militaire en 2021[49]. Par ailleurs, plusieurs voix se sont fait entendre à la fin de l'année 2020, suggérant qu'un dialogue serait néanmoins envisageable avec certains « mouvements djihadistes ayant un agenda local[50] ». Suivant le modèle des négociations de Doha avec les Talibans, il est possible d'imaginer les contours d'un tel processus au Mali visant à isoler les « djihadistes locaux », tels que les Touaregs ou les Peuls d'Ansar Dine et de la katiba Macina, des cadres étrangers et

internationalistes d'AQMI ou de l'EI. C'est d'ailleurs le pari de ce distinguo qui semble avoir été fait par al-Qaida en Syrie, en Afghanistan ou au Sahel, pour pouvoir subsister à l'ombre d'alliés locaux, durablement implantés dans certaines régions et moins menaçants au regard de la communauté internationale.

Plusieurs stratégies de sortie se dégagent donc pour la France. Depuis quelques années, Paris a misé sur l'« européisation » de son dispositif au Sahel, que ce soit dans le domaine de l'aide humanitaire ou en matière militaire. L'Allemagne, par exemple, a envoyé un millier d'hommes au sein de la MINUSMA et de la Mission de formation de l'Union européenne (EUTM)[51]. Elle a accepté de soutenir politiquement la task force *Takuba*, mais refuse toujours d'y engager des troupes. Ce groupement européen de forces spéciales, mis en place laborieusement courant 2020, comporte des éléments estoniens, tchèques ou encore suédois. Il a souvent été mis en avant comme l'avènement d'une « relève européenne » permettant à terme de réduire l'engagement français[52]. Cette mise en récit succède à une autre, celle de la « sahélisation », avec la création en 2017 de la force conjointe du G5 Sahel, regroupant 5 000 soldats maliens, burkinabés, nigériens, tchadiens et mauritaniens. Cette coalition africaine avait d'abord suscité l'engouement avant de décevoir par son manque de réactivité et d'efficacité.

En outre, le processus de paix prévu par l'accord d'Alger en 2015 doit être accompagné par la MINUSMA, actuellement la plus grande force onusienne de maintien de la paix au monde, avec plus de 13 000 hommes. Là encore cependant, les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes. En février 2020, un « bataillon reconstitué » de l'armée malienne, composé pour un tiers de soldats et deux tiers d'anciens rebelles du Nord, est enfin parvenu à Kidal, hissant le drapeau malien sur la capitale de l'Azawad pour la première fois depuis 2012. Toutefois, derrière les effets d'annonce, la réalité ne semble guère évoluer : les groupes armés du Nord, notamment la

coordination des mouvements de l'Azawad, contrôlent *de facto* le territoire sans avoir à en assumer la responsabilité politique. Ils continuent aussi à entretenir des relations troubles avec les groupes djihadistes et tout particulièrement le JNIM d'Iyad Ag Ghali, qui ne semble en rien avoir perdu de son influence.

Dans ces conditions, il paraît peu probable que l'État malien parvienne à reprendre la main sur les territoires qui lui échappent. La France peut bien continuer à exercer une pression militaire sur les djihadistes, mais faute d'offre politique satisfaisante, la mission risque de s'éterniser. Une option susceptible de se dégager dans les mois et années à venir pourrait être celle d'une « négociation armée » visant à accroître la pression sur les groupes djihadistes tout en leur laissant une porte de sortie politique entrouverte. Celle-ci pourrait prendre la forme d'offres locales d'autonomie gouvernementale aux groupes prêts à déposer les armes et à rompre avec les organisations terroristes internationales. Tout comme pour l'accord de Doha sur l'Afghanistan, de telles conditions seraient toutefois difficiles à vérifier. Par ailleurs, la très hypothétique résolution du conflit malien ne suffirait pas à elle seule à régler un problème qui s'est largement régionalisé. L'ouest du Niger et une vaste partie du Burkina Faso ont, depuis quelques années déjà, basculé sous l'influence de groupes djihadistes et il faudra davantage que des raids de forces spéciales pour les en déloger.

De même, au Nigeria, l'ex-groupe Boko Haram et la province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest, située dans le nord-est du pays et autour du lac Tchad, ont repris de la vigueur après une période d'affaiblissement. En mars 2019, Abou Moussab al-Barnaoui, qui avait pris la tête de la wilaya, a lui-même été remplacé par Abou Abdoullah Ibn Omar al-Barnaoui, tout en restant membre de la *choura*[53]. L'autre branche, celle du leader historique, Aboubakar Shekau, un temps très amoindrie et repliée dans la forêt de Sambisa près de la frontière camerounaise, a réussi à remonter en puissance. En mars 2020, deux opérations particulièrement

meurtrières ont été menées par les deux factions. D'une part, l'EI a revendiqué l'embuscade qui a coûté la vie à 70 soldats nigérians dans la région de Konduga. D'autre part, sur la presqu'île de Bohoma, des hommes de Boko Haram ont attaqué l'armée tchadienne et tué 98 militaires. Le président Idriss Déby a réagi vigoureusement en déclenchant une expédition punitive baptisée « Colère de Bohoma » qui aurait coûté la vie à des centaines de djihadistes et 52 militaires tchadiens[54]. Présentée comme un succès tactique, elle n'a toutefois pas permis d'endiguer la violence sur le long terme.

De manière tout aussi préoccupante, il semblerait que le groupe cherche à se déplacer vers le nord-ouest du Nigeria, dans les États de Sokoto, Zamfara et Katsina, connus tant pour la faible présence étatique que pour leur banditisme endémique. C'est d'ailleurs dans l'État de Katsina que Boko Haram a enlevé plusieurs centaines de lycéens en décembre 2020, plus de six ans après le rapt des lycéennes de Chibok[55]. L'implantation dans une vaste bande septentrionale du pays permettrait de faire le lien avec la branche de l'État islamique au Grand Sahara et ne manquerait pas de résonner avec l'image mythique du califat djihadiste de Sokoto, qui s'était imposé dans la sous-région au XIX^e^ siècle. Toutes ces évolutions augurent d'une possible poussée de la menace vers l'ouest du continent africain, en direction du littoral du golfe de Guinée. La Côte d'Ivoire, le Bénin ou encore le Togo s'y préparent tant bien que mal. La France entretient dans cette zone des intérêts politiques et économiques, ainsi qu'une communauté de ressortissants autrement plus importants qu'au Sahel.

À plus long terme, les tendances structurelles de la région ne sont pas rassurantes. Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest se trouvent à la confluence de plusieurs crises : environnementale, démographique et socio-économique. Alors qu'ils représentaient environ 60 millions d'habitants en 2010, les pays du « G5 » (Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger et Tchad) devraient en compter près de 120 millions en 2030 et 200 millions en 2050[56]. Le Niger

est « le pays le plus fécond au monde », avec une moyenne de 7,6 enfants par femme, et constitue près de la moitié de ce croît spectaculaire[57]. Sous l'effet de cette pression démographique, les ressources hydriques et agraires, déjà en tension, sont d'autant plus convoitées que le réchauffement climatique a déjà accéléré la désertification, ainsi que le démontre l'assèchement du lac Tchad. Dans ce contexte, les éleveurs semi-nomades tels que les Peuls tendent à transhumer plus tôt vers des pâturages plus densément occupés par des populations agricoles. La pression foncière s'accroît, entraînant des tensions intercommunautaires que ne manquent pas d'exploiter les groupes terroristes. Fuyant la misère des campagnes, une portion de plus en plus grande de la jeunesse prend la route des villes alors même que l'économie sous-développée de ces pays ne parvient pas à offrir des emplois suffisants. Les mouvements djihadistes ont d'ores et déjà démontré leur capacité à puiser des partisans dans ce réservoir de jeunes, frustrés par l'absence de perspectives économiques et la confiscation du pouvoir par des élites souvent corrompues.

Enfin, bien qu'elle apparaisse plus éloignée de l'Europe, l'Afrique de l'Est continue de constituer un pôle actif de terrorisme. En Somalie, le mouvement Harakat al-Shebab conduit l'essentiel de ses attaques sur le théâtre national, mais n'a pas hésité à monter sporadiquement des opérations à l'étranger. En 2017, le groupe a perpétré l'attentat le plus meurtrier de l'histoire du continent, provoquant la mort de 587 personnes lors de l'explosion d'un camion piégé à Mogadiscio[58]. Sous Donald Trump, les États-Unis ont significativement augmenté le nombre d'actions armées en Somalie avec 271 frappes de drones en quatre ans dont près d'une centaine pour la seule année 2019[59]. Toutes ces frappes n'étaient pas dirigées contre al-Shebab. Certaines visaient aussi Daech, qui compte désormais quelques centaines de combattants dans la Corne de l'Afrique. Cette organisation est surtout implantée dans la région du Puntland où elle est dirigée par Abdul Qadir Mumin, Somalien ayant vécu plusieurs

années en Suède et au Royaume-Uni. À la fin 2020, les États-Unis comptaient environ 700 militaires en Somalie, même si le président Trump ne cachait pas sa volonté de réduire ces effectifs avant l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche.

Notons enfin, pour clore ce panorama africain, que des foyers de djihadisme sont apparus dans des pays aussi variés que la République démocratique du Congo ou le Mozambique. Dans cet État lusophone, le groupe Ansar al-Sunna fait régner la terreur dans la province gazière du Cabo Delgado[60]. La fréquence des attaques contre les forces de sécurité et les massacres de civils augmentent depuis 2017. En 2020, les djihadistes ont même réussi à s'emparer du port de Mocimboa de Praia, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière tanzanienne.

Les sociétés occidentales au péril du clivage identitaire

Pour conclure ce tour d'horizon de la lutte contre le terrorisme dans le monde, tournons-nous vers les sociétés occidentales. Au cours des dernières années, la décadence de l'EI et le tropisme local de la mouvance al-Qaida se sont traduits par une force de frappe réduite. En Europe, seuls 2 attentats djihadistes ont fait plus de 10 morts depuis la chute de Mossoul : à Manchester en mai 2017 et Barcelone en août de la même année. En 2018, l'attaque la plus meurtrière perpétrée sur le sol européen a été celle du marché de Noël de Strasbourg : elle a fait 5 morts. Quelques mois plus tôt un autre attentat revendiqué par Daech dans un supermarché de Trèbes, près de Carcassonne, avait suscité l'émoi en provoquant, entre autres, la mort du gendarme Arnaud Beltrame, tué alors qu'il avait pris la place d'un des otages. En 2019, les attaques d'Utrecht en mars et de la préfecture de police de Paris en octobre ont chacune coûté la vie à 4 personnes. Enfin, à

l'automne 2020, c'est à Vienne en Autriche que l'EI a revendiqué l'attentat le plus meurtrier de l'année, causant 4 morts. La France a pour sa part été secouée par une série d'attaques individuelles, dont la décapitation à Conflans-Sainte-Honorine du professeur d'histoire Samuel Paty – qui n'a toutefois été ni planifiée ni revendiquée par une organisation djihadiste.

Face à une menace de plus en plus décentralisée, les appareils policiers et judiciaires ont une nouvelle fois mis du temps à s'adapter. L'Union européenne, par exemple, demeure un acteur mineur de la lutte contre le terrorisme, en dépit des appels réguliers à accroître ses moyens et ses prérogatives. Quelques réalisations méritent néanmoins d'être mentionnées comme la mise en place – certes, laborieuse – du système de partage entre États-membres des données passagers (PNR) dont le principe avait été adopté par le Conseil de l'UE en 2016. Cette même année, Europol a créé un Counter-Terrorism Center qui est progressivement monté en puissance en matière de partage du renseignement. Ce centre a aussi un volet opérationnel, comme l'a démontré l'action conduite par l'Agence au printemps 2018, en coordination avec les services de six pays européens ainsi que du Canada et des États-Unis, contre la propagande en ligne de Daech. Cette opération aurait notamment permis la saisie du contenu de serveurs et de preuves numériques pour alimenter des procédures judiciaires[61].

En ce qui concerne les mesures antiterroristes au niveau des gouvernements nationaux, une certaine convergence entre les États peut être observée. Par exemple, la position de l'Allemagne – qui, avant 2015, s'était montrée réticente à l'égard des approches répressives de la France ou du Royaume-Uni – a évolué après la vague d'attentats djihadistes de 2016 à Hanovre, Essen, Würzburg, Ansbach et Berlin. L'année suivante, les autorités fédérales se sont ainsi décidées à communiquer sur l'existence d'un fichier d'individus considérés comme radicalisés et potentiellement capables de passer à l'acte. Le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière,

s'est prononcé en faveur d'un renforcement et d'une centralisation des services de renseignement. Le Bundestag a par ailleurs voté en 2017 de nouvelles lois durcissant les mesures antiterroristes et élargissant les moyens de surveillance électronique[62].

En France, Emmanuel Macron s'est inscrit dans le sillage de son prédécesseur en cherchant tout de même à imprimer sa patte dès le début de son quinquennat. Ainsi, dans les premiers mois de son mandat, il réalise une de ses promesses de campagne en mettant fin à l'état d'urgence, mais au moyen d'une nouvelle loi antiterroriste qui a pour effet de transcrire dans le droit commun plusieurs mesures jusqu'alors limitées à ce cadre d'exception temporaire. Dans un contexte bien différent, la création en mars 2020 d'un état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 a par ailleurs démontré la persistance, voire une certaine banalisation, de ces régimes de droit permettant de déroger aux libertés publiques en raison d'une situation exceptionnelle – alors même qu'elle tend à s'installer dans la durée, qu'il s'agisse de la menace terroriste ou du risque sanitaire.

Sur le plan organisationnel, Emmanuel Macron a aussi cherché à accroître le rôle de supervision et de coordination de l'Élysée *via* la création du Centre national de contre-terrorisme (CNCT) au sein de la Coordination nationale du renseignement. Cette structure demeure toutefois de taille réduite – une douzaine de personnes – et tient un rôle de coordination stratégique et non de « service opérationnel[63] ». Et pour cause, c'est la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) qui est désignée officiellement en 2018 comme « chef de file » de la lutte antiterroriste sur le territoire national[64]. Elle assure notamment « la coordination opérationnelle du renseignement, des investigations judiciaires sous l'autorité des magistrats et des stratégies de coopération nationale et internationale du ministère de l'Intérieur ». Son directeur depuis 2018, Nicolas Lerner, annonce qu'il entend insister sur « le partage et le décloisonnement[65] » du renseignement au profit de toute la communauté antiterroriste.

Enfin, le gouvernement français a présenté en juillet 2018 un Plan d'action interministériel contre le terrorisme (PACT) qui comprend 32 mesures, relevant aussi bien de la Défense et des Affaires étrangères que de la police ou de la justice. Il débouche par exemple sur l'annonce de la création d'un parquet national antiterroriste, qui voit effectivement le jour le 1er juillet 2019. Le PACT vient compléter un autre document présenté quelques mois auparavant et destiné à prendre en compte le « champ amont » de la menace terroriste. Le Plan national de prévention de la radicalisation (PNPR) détaille 60 mesures touchant à des domaines aussi variés que l'école – placée en toute première position, dans un axe intitulé « prémunir les esprits contre la radicalisation » –, les clubs de sport, les entreprises ou encore les prisons.

Le PNPR montre que l'action de la France contre le terrorisme, longtemps focalisée sur les services de sécurité spécialisés, tend à se diversifier et à s'ouvrir à des problématiques sociétales. Cette logique était certes déjà présente dans le Plan d'action contre le terrorisme et la radicalisation de 2016 et même dans le Plan de lutte contre la radicalisation violente et les filières terroristes de 2014, mais le PNPR représente une étape supplémentaire dans la prise en compte par les ministères régaliens de la mécanique complexe pouvant conduire des individus à s'engager dans la voie de l'extrémisme. Lors d'un entretien réalisé place Beauvau, un officier de gendarmerie occupant une place importante dans le dispositif antiterroriste nous a ainsi déclaré : « Face à la radicalisation et au terrorisme, il faut une jambe sécuritaire et une jambe sociale[66]. »

La dimension sociétale de la lutte contre la radicalisation et le terrorisme est devenue particulièrement visible à la fin de l'année 2020, lorsque le président Macron a annoncé son intention de lutter contre le « séparatisme islamiste » qu'il définit comme « un projet conscient, théorisé, politico-religieux, qui se concrétise par des écarts répétés avec les valeurs de la République, qui se traduit souvent par la constitution d'une

contre-société […]. Le problème, c'est cette idéologie qui affirme que ses lois propres sont supérieures à celles de la République[67] ». Le chef de l'État poursuit en nommant l'ennemi : « l'islamisme radical [qui cherche à] développer une organisation de la société, séparatiste dans un premier temps, mais dont le but final est de prendre le contrôle, complet celui-ci. Et c'est ce qui fait qu'on en vient progressivement à rejeter la liberté d'expression, la liberté de conscience, le droit au blasphème. » Dans cette optique, la menace ne se limite donc plus aux djihadistes, mais peut inclure différents courants fondamentalistes qui ne sont pas violents, mais ont aux yeux de l'exécutif un caractère subversif menaçant.

Quelques semaines après ce discours survient la décapitation de Samuel Paty par un jeune homme d'origine tchétchène, Abdoullakh Anzorov, qui reprochait à l'enseignant d'avoir montré les caricatures de Mahomet publiées par *Charlie Hebdo* à une classe de collégiens. Cet assassinat particulièrement barbare illustre de manière frappante le continuum entre activisme islamiste et passage à l'acte terroriste. En effet, les premières protestations contre le professeur, relevant davantage de l'agit-prop politico-religieuse que d'appels à la violence, émanaient de militants évoluant dans le champ de l'islamisme. Ces dénonciations sont devenues virales sur les réseaux sociaux et ont rapidement atteint un apprenti djihadiste, qui a décidé de venger le Prophète par les armes.

Si cet événement a choqué les Français, donnant lieu à un vibrant hommage national, il n'a été qu'une des nombreuses attaques perpétrées sur le territoire français pendant le quinquennat d'Emmanuel Macron. L'année précédente, le 3 octobre 2019, un fonctionnaire de la direction du renseignement de la préfecture de police de Paris avait tué quatre de ses collègues au sein même de cette institution ultra sécurisée. Cette tuerie avait fait resurgir le spectre de l'infiltration des services de renseignement et, plus largement, de la fonction publique. Quelques mois plus tôt, deux députés avaient présenté un rapport d'information parlementaire sur cette question.

Ils notaient qu'une trentaine de policiers et gendarmes faisaient l'objet d'un suivi pour radicalisation, chiffre qu'ils jugeaient « objectivement très faible [au regard] du vivier global de 130 000 gendarmes et 150 000 fonctionnaires de police[68] ».

Les prisons sont également devenues une cible. La population de détenus condamnés pour faits de terrorisme islamique (TIS) ou de droit commun mais susceptibles de radicalisation (DCSR) y a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie. Depuis septembre 2016 et la tentative d'assassinat de surveillants à la prison d'Osny, divers incidents, plus ou moins graves, se sont succédé. Par exemple, en 2019, de nouvelles agressions à caractère djihadiste ont visé des surveillants, que ce soit au centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe en mars ou à celui du Havre en juin. La première a été réalisée par un DCSR tandis que la seconde l'a été par un détenu TIS. À l'automne 2019, les prisons françaises comptaient environ 510 TIS et 850 DCSR[69]. Parmi les premiers se trouvaient quelque 150 individus ayant séjourné en zone syro-irakienne, dont l'assaillant du Havre. Le traitement des détenus radicalisés a nettement évolué, au fur et à mesure que le service national du renseignement pénitentiaire est monté en puissance. Des quartiers d'évaluation de la radicalisation (QER) et de prise en charge de la radicalisation (QPR) ont été créés. Toutefois, comme nous l'a confié un agent pénitentiaire lors de la visite d'un de ces quartiers, le système s'améliore mais « on ne peut pas perquisitionner un cerveau[70] ».

Les 150 détenus ne constituent qu'une partie des « revenants » du Levant. Les autres, dont on peut estimer le nombre à 250, évoluent en milieu ouvert. La plupart d'entre eux sont rentrés en France avant le début du quinquennat d'Emmanuel Macron. En mai 2017, lorsque le nouveau président a pris ses fonctions, la bataille de Mossoul faisait encore rage et celle de Raqqa était sur le point de démarrer. On craignait alors un retour massif des ressortissants européens ayant rejoint Daech. Ce phénomène n'a pas eu lieu car les autorités gouvernementales, confortées en cela par leurs

opinions publiques, se sont montrées très réticentes à accueillir ces individus[71]. Seuls plusieurs dizaines d'enfants et quelques adultes ont pu revenir en France entre 2018 et 2021. Les mineurs, pour la plupart âgés de moins de huit ans au moment du retour, sont considérés comme des victimes et font l'objet d'une prise en charge tant médico-psychologique que socio-éducative[72]. Quant aux adultes, ils ont à répondre de leurs actes devant la justice et les sanctions tendent à devenir plus sévères. De 2014 à 2017, la peine moyenne infligée aux revenants était d'environ sept ans d'emprisonnement. Elle est passée à huit ans en 2018, puis neuf ans en 2019[73].

Au moment de leur condamnation, les prévenus ou accusés de retour du Levant ont souvent passé plusieurs mois, voire plusieurs années, en détention provisoire. Cette période est décomptée de la durée de la peine. Cela signifie que beaucoup d'entre eux étaient, début 2021, déjà sortis de prison, et que des dizaines d'autres s'apprêtaient à être libérés. La problématique des « sortants » concerne les TIS dans leur ensemble : 71 d'entre eux ont été élargis en 2019 et une quarantaine en 2020[74]. Une soixantaine sont censés recouvrer la liberté en 2021 et environ 45 en 2022. Les DCSR, généralement condamnés à des peines plus courtes, sortent de prison à un rythme plus élevé encore. Pour limiter le risque de récidive, des centres de désengagement en milieu ouvert ont été mis en place. Un dispositif pilote, intitulé RIVE (Recherche et intervention sur les violences extrémistes), a été expérimenté à Paris sous le contrôle du ministère de la Justice de 2016 à 2018. L'expérience a été jugée suffisamment convaincante pour être étendue à trois autres villes – Marseille, Lyon et Lille –, sous la supervision d'un nouveau prestataire. Le nom du programme a changé – il s'appelle désormais PAIRS (Programme d'accompagnement individualisé et de réaffiliation sociale) –, mais le principe général est le même : offrir une prise en charge pluridisciplinaire à des personnes radicalisées placées

sous main de justice pour les aider à se désengager de la violence et à se réinsérer dans la société[75].

Les premiers résultats de PAIRS semblent encourageants mais doivent être nuancés : jusqu'à présent, les cas les plus durs n'ont pas été orientés vers ce dispositif. La libération prochaine de djihadistes appartenant au « très haut du spectre » de la menace terroriste suscite l'inquiétude. À l'été 2020, l'Assemblée nationale et le Sénat ont approuvé une proposition de loi visant à instaurer des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine. Cet énième texte renforçant l'arsenal législatif de la France a toutefois fait l'objet d'une censure du Conseil constitutionnel. Dans leur décision, les « sages » de la rue de Montpensier ont cité à plusieurs reprises la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Ils n'ont pas manqué, en outre, de rappeler qu'il « incombe au législateur d'assurer la conciliation entre, d'une part, la prévention des atteintes à l'ordre public et, d'autre part, l'exercice des droits et libertés constitutionnellement garantis[76] ».

Malgré ces recadrages et ces rappels à l'ordre réguliers, un des multiples effets de la guerre de vingt ans a été de modifier l'équilibre entre sécurité et préservation des libertés individuelles. Les lois antiterroristes successives font régulièrement bouger le curseur. Sur le long terme, cette forme de mithridatisation n'est pas sans danger. La menace djihadiste s'annonçant durable, la France devra faire face pendant de nombreuses années au double défi du terrorisme et de la surréaction sécuritaire.

Un autre risque, bien pris en compte dans la stratégie des terroristes, est celui de la radicalisation mutuelle et de la spirale de la violence. Une frange extrémiste de la mouvance identitaire, également appelée « ultradroite », a effectivement, depuis quelques années, embrassé le projet de guerre civile, ethnique ou religieuse, en miroir de la vision djihadiste. Lors d'une audition à l'Assemblée nationale au printemps 2016, le directeur général de la

sécurité intérieure mettait déjà en garde contre une telle mécanique de polarisation :

> Les extrémismes montent partout et nous sommes, nous, services intérieurs, en train de déplacer des ressources pour nous intéresser à l'ultradroite qui n'attend que la confrontation. […] Eh bien, cette confrontation, je pense qu'elle va avoir lieu. Encore un ou deux attentats et elle adviendra. Il nous appartient donc d'anticiper et de bloquer tous ces groupes qui voudraient, à un moment ou à un autre, déclencher des affrontements intercommunautaires[77].

La France a jusqu'à présent été relativement épargnée par le terrorisme d'extrême droite, même si une demi-douzaine de projets, individuels ou en bande organisée, ont été déjoués au cours des dernières années[78]. En juin 2018, 14 personnes ont par exemple été mises en examen pour leur appartenance à un groupuscule baptisé Action des forces opérationnelles (AFO) et soupçonné d'avoir planifié une série d'attaques contre des musulmans[79]. En octobre 2019, un octogénaire, ancien candidat du Front national aux élections départementales, a tenté d'incendier la mosquée de Bayonne et a blessé deux personnes avec une arme à feu. Le parquet national antiterroriste ne s'est toutefois pas saisi de l'affaire.

La menace de l'ultradroite s'est malheureusement concrétisée ailleurs en Europe où l'attentat le plus meurtrier de 2020 n'a pas été le fait de djihadistes : le 19 février, la petite ville de Hanau en Allemagne a vu 9 personnes être assassinées de sang-froid dans deux bars à chicha fréquentés par la communauté turque. Avant de se suicider, l'auteur des faits a laissé une vidéo dévoilant ses propos racistes et antimusulmans. Il disait entre autres avoir été inspiré par Brenton Tarrant, auteur le 15 mars 2019 d'une tuerie de masse dans deux mosquées de Christchurch en Nouvelle-Zélande qui coûta la vie à 51 personnes. Une attaque du même type –

quoique moins meurtrière – avait eu lieu en 2017 au Canada, dans la ville de Québec. Quant aux États-Unis, ils ont fait l'objet d'un nombre plus significatif encore d'attentats de la mouvance identitaire ou « suprémaciste ». Cette dernière ne cible pas seulement les musulmans, comme l'ont prouvé la fusillade qui a fait 11 morts dans la synagogue de Pittsburgh en octobre 2018, ou celle d'El Paso qui a coûté la vie à 23 Hispaniques en août 2019.

Si elle a perdu en létalité, la campagne d'attentats djihadistes qui a touché les pays occidentaux à partir de 2014 a donc laissé des blessures durables dans le corps social. Elle a contribué à une forme de banalisation de la violence au nom d'idéologies radicales, attisant les tensions intercommunautaires au point de remettre en cause un certain « vivre-ensemble » caractéristique des sociétés démocratiques et libérales. Alors que le reflux des interventions militaires occidentales montre la volonté des responsables politiques de clore la guerre de vingt ans, ni le djihadisme ni la mécanique infernale de l'extrémisme violent ne semblent épuisés.

2018-2021

Enseignements stratégiques

Fin du cinquième acte. Le ciel est d'un bleu limpide en ce 10 décembre 2020 à Jalalabad. Des dizaines d'hommes sont réunis sur une grande pelouse. Ils prient et se recueillent devant un cercueil recouvert d'une étoffe multicolore. La seule femme de la scène, assassinée le matin même, repose dans un caisson en bois clair : Malala Maiwand, jeune journaliste, défendait le droit des Afghanes à travailler. L'assassinat est revendiqué par l'État islamique, mais en cette fin d'année, ce groupe n'est pas le seul à multiplier les attaques : les Talibans cherchent aussi à démontrer par la violence leur capacité à influer sur l'avenir du pays.

Deux mois plus tôt, Donald Trump avait annoncé en pleine campagne électorale son intention de rapatrier tous les militaires américains présents en Afghanistan avant Noël. Pourtant, plus personne n'est dupe du procédé consistant à déclarer victoire en s'enfuyant – *Declare victory and run !* Le Pentagone a d'ailleurs bataillé pour éviter un tel scénario, parvenant à obtenir le maintien de 2 500 soldats sur place. En préservant un contingent, même restreint, la communauté de défense espère conserver la capacité à peser sur le cours des événements et à agir rapidement en cas de montée en puissance d'un groupe terroriste. À défaut d'être en mesure d'empêcher la progression des Talibans, les États-Unis veilleraient ainsi à ce que

l'Afghanistan ne redevienne pas un sanctuaire pour un groupe djihadiste à visée internationale.

L'expérience de l'État islamique en zone syro-irakienne a en effet rappelé une leçon déjà apprise près de vingt ans plus tôt avec al-Qaida : une organisation terroriste qui contrôle des territoires peut y développer des camps d'entraînement, planifier des attaques et projeter des commandos jusqu'au cœur des villes occidentales. Une fois dépossédée de ces territoires, l'organisation en question ne disparaît pas, mais elle perd une partie de ses capacités et se retrouve contrainte d'évoluer. Empêcher la constitution de nouveaux sanctuaires doit donc demeurer une priorité stratégique de la lutte contre le terrorisme.

La fin du califat syro-irakien ne signe pas la mort de Daech et encore moins du djihadisme. L'EI a anticipé son déclin territorial et préparé sa réorganisation. Il peut survivre, selon les zones, sous forme de mouvement de guérilla, de groupe terroriste ou même, simplement, d'idéologie subversive. Il paraît en outre capable de remonter localement en puissance quand des circonstances favorables se présentent. Ces circonstances varient selon les lieux, mais partout où prospèrent la mauvaise gouvernance, la guerre civile, la répression indiscriminée et les violences intercommunautaires, les conditions seront propices à l'installation d'un foyer djihadiste.

Les zones où l'EI, al-Qaida ou d'autres groupes similaires pourraient renaître ne manquent pas, que ce soit au Moyen-Orient, en Afrique ou en Asie. La mouvance djihadiste a prouvé maintes fois sa capacité à se greffer sur des conflits locaux, parfois ancestraux, et à s'en repaître. Des débats sans fin sur le degré réel d'internationalisation de groupes djihadistes ou sur l'étroitesse des liens entre le commandement central d'une organisation terroriste et sa filiale locale opposent continuellement les experts. Ceux qui mettent l'accent sur la dimension internationale de la menace sont accusés d'exagérer la cohérence de la menace à travers l'idée d'une « insurrection

globale », voire de faire le jeu des djihadistes en prenant leur propagande pour argent comptant. À l'inverse, ceux qui se concentrent sur la dimension locale sont parfois taxés de naïveté ou de myopie, incapables de voir la transformation d'acteurs qu'ils connaissent bien (politiques, criminels, etc.) sous l'effet de l'influence djihadiste. La réalité est évidemment hybride et la notion de « djihad glocal[80] » continue de se confirmer année après année. Une analyse précise de chaque situation est donc nécessaire, prenant en compte aussi bien le point de vue des spécialistes du terrorisme transnational que celui des fins connaisseurs des sociétés locales. Une erreur de diagnostic risquerait en effet de conduire à l'administration d'un mauvais remède.

Si la mouvance djihadiste n'est pas près de disparaître, il y a en revanche fort à parier qu'elle demeurera, dans les années à venir, parcourue par de profondes lignes de fracture. Les groupes ayant des ambitions internationales sont susceptibles de s'opposer à ceux ayant des visées régionales ou nationales. On l'a vu par exemple dans la région d'Idlib où des affrontements ont eu lieu à la mi-2020 entre Hayat Tahrir al-Sham et la branche syrienne d'al-Qaida, Tanzim Hurras al-Din. L'histoire invite toutefois à la prudence : il arrive que des mouvements ayant des objectifs locaux conservent des relations de solidarité, parfois de dépendance, à l'égard des partisans du djihad global. Ce fut en particulier le cas à la fin des années 1990 en Afghanistan, lorsque les Talibans étaient au pouvoir.

Les groupes internationalistes sont eux-mêmes divisés, comme en atteste le conflit entre al-Qaida et Daech qui se poursuit au-delà de la mort d'Abou Bakr al-Baghdadi. Le Sahel en est une illustration. Pendant plusieurs années, cette zone a été présentée comme une exception, où les deux pôles de la mouvance djihadiste évitaient de se confronter, voire coopéraient ponctuellement. Cette apparence d'entente cordiale a fini par voler en éclats. Dans la propagande de Daech, les articles consacrés à

l'Afrique subsaharienne font état depuis 2020 d'affrontements avec al-Qaida, organisation qualifiée de « milice de l'apostasie[81] ».

Si, au niveau global, ce schisme continuera vraisemblablement à jouer un rôle structurant dans les prochaines années, des reconfigurations locales seront néanmoins possibles, quoique difficiles à anticiper. Des combattants d'un camp peuvent rejoindre ceux de l'autre et des allégeances se dénouer ou se renouer. Il est possible aussi que de nouvelles structures émergent, d'autant que l'État islamique et al-Qaida font eux-mêmes face à des dissensions internes. Les dynamiques qui président à ces reconfigurations ne sont pas qu'idéologiques. Des facteurs variés – tribaux, économiques, stratégiques, personnels, etc. – entrent en compte.

L'opposition entre groupes locaux et internationalistes renvoie, partiellement du moins, à la distinction entre « ennemi proche » (les gouvernements corrompus et « apostats » des pays musulmans) et « ennemi lointain » (l'Occident). À l'origine, cette différenciation impliquait de choisir un théâtre d'opérations : il s'agissait soit de privilégier le renversement des régimes arabes, soit d'attaquer directement les pays occidentaux, ce qui n'a pas manqué de susciter des discordes interdjihadistes. La donne a changé après les attentats du 11 septembre 2001 lorsque les troupes de l'ennemi lointain sont arrivées en masse dans le monde musulman, en l'occurrence en Afghanistan puis en Irak. Des dissensions ont néanmoins persisté au sein de la mouvance al-Qaida sur la hiérarchie des cibles à privilégier. On l'a vu par exemple avec les récriminations d'al-Zawahiri à l'égard d'al-Zarkaoui, le premier reprochant au second de cibler les chiites au lieu de se focaliser sur les Américains. En 2017, Abdelmalek Droukdel, alors chef d'AQMI, esquisse une motion de synthèse pragmatique : « Tous les groupes n'ont pas les moyens ni les ressources de frapper les intérêts américains. Alors si quelqu'un veut neutraliser l'ennemi proche avant de s'occuper de l'ennemi lointain, laissons-le faire[82]. » En dépit de déclarations de ce type, il est probable que

les débats sur l'opportunité de concentrer les efforts sur le monde musulman ou sur l'Occident continueront d'animer la sphère djihadiste dans la décennie à venir. En pratique, les attaques dans le monde musulman resteront sans doute nettement plus fréquentes que celles dans les pays occidentaux.

Pour ce qui est de la France, elle demeurera une cible de choix. Le renforcement de son arsenal antiterroriste a été impressionnant, mais il ne faut pas se leurrer : face à une menace si diffuse, aucun système de renseignement ne saurait être infaillible. Même les États policiers ne parviennent pas à déjouer tous les attentats. La société française a fait preuve de résilience depuis le début de la vague d'attaques en 2015. Sa solidité et sa cohésion seront encore mises à rude épreuve dans les années qui viennent. « Le pire n'est pas toujours sûr », disait Paul Claudel. En matière de stratégie toutefois, il est tout de même plus sage de s'y préparer…

Dénouement

En ce 20 janvier 2021, un soleil radieux illumine le Capitole à Washington, deux semaines après l'assaut de ce symbole de la démocratie par des partisans de Donald Trump. La tension est encore palpable : 25 000 gardes nationaux ont été mobilisés pour assurer la sécurité de la cérémonie d'investiture du 46e président des États-Unis, Joe Biden. Le nouveau commandant en chef de l'armée la plus puissante du monde est un politicien expérimenté, âgé de soixante-dix-huit ans. Au même moment, de jeunes soldats américains, dont certains ont vu le jour après l'effondrement des tours jumelles du World Trade Center, effectuent leur toute première mission en Afghanistan. À 8 000 kilomètres de là, au Mali, les militaires français de l'opération *Barkhane*, engagés eux aussi dans une longue guerre contre le terrorisme, combattent aux côtés de leurs partenaires locaux et de quelques alliés européens. Une majorité d'entre eux n'ont connu le 11 Septembre qu'à travers les livres d'histoire, les images d'archives et les récits de leurs parents. En face, les adversaires sont souvent plus jeunes encore. Parmi les insurgés peuls du Macina, les Shebab somaliens ou les dernières recrues de l'État islamique en Irak, beaucoup sortent à peine de l'adolescence.

Cet « effet de génération » interpelle : alors que l'on s'apprête à commémorer les vingt ans du 11 Septembre, l'antagonisme des deux dernières décennies est en passe de se transformer en lutte héréditaire. Ce

conflit qui semble s'éterniser doit nous pousser à regarder le chemin parcouru et à nous interroger : qu'avons-nous fait de ces vingt ans ? L'anniversaire des attaques de 2001 peut être l'occasion de faire valoir un droit d'inventaire – à moins qu'il ne s'agisse là d'un devoir. C'est dans cet esprit qu'à la fin de chacun des actes de ce récit, des enseignements ont été tirés. Mais il faut aller plus loin et tenter, pour conclure, de répondre à quelques questions que se posent légitimement les spectateurs muets de ce drame : La guerre contre le terrorisme prendra-t-elle fin ? Quel en est, aujourd'hui, le bilan ? Qui sont les responsables de son considérable coût humain, moral et financier ? Et enfin, quel futur se dessine pour la France et comment éviter de reproduire les erreurs du passé ?

Une guerre interminable ?

Toute guerre a une fin et toute tragédie se doit d'avoir un dénouement[1]. À ce stade, rien n'indique pourtant que les djihadistes soient résolus à déposer les armes, en dépit de leurs défaites à répétition. Le souffle du djihad déclaré par Ben Laden dans les années 1990 n'est pas près de s'éteindre. Comme dans la fable, en revanche, le moucheron est, semble-t-il, parvenu à fatiguer le lion. Le camp du contre-terrorisme paraît lassé de cet interminable conflit et soucieux de se tourner vers d'autres défis. Il souhaite y mettre fin, du moins sous la forme qu'il a revêtu depuis vingt ans. Si nous sommes arrivés au bout d'un « cycle stratégique[2] », il se pourrait néanmoins que la guerre des uns survive à celle des autres. La persistance de cette asymétrie dépendra de la capacité des premiers à affecter la sécurité des seconds.

Depuis une quinzaine d'années, l'historiographie a accordé une attention particulière au processus des « sorties de guerre[3] ». Ces travaux ont notamment permis de mettre en évidence la manière dont les violences

nées d'un conflit armé – mais aussi les évolutions institutionnelles, politiques et sociales, les représentations et l'imaginaire collectif qui les accompagnent – se prolongent bien au-delà du marqueur officiel du terme des hostilités (capitulation, armistice, traité). La conflictualité contemporaine ajoute de la complexité : l'arsenal diplomatico-juridique hérité de la paix de Westphalie (1648) et destiné à entériner l'achèvement d'un conflit s'est largement effacé devant le flou de guerres irrégulières dont la conclusion semble toujours incertaine. Cela étant, toutes les pratiques de l'ancien temps n'ont pas disparu et la signature le 29 février 2020 de l'accord de paix entre le gouvernement des États-Unis et la représentation des Talibans à Doha a démontré la possibilité pour une grande puissance de négocier avec un groupe djihadiste.

Nul doute que la violence persistera en Afghanistan, ne serait-ce que par les divisions internes au sein du gouvernement (entre les héritiers de l'Alliance du Nord et les élites pachtounes) et de l'insurrection (entre les Talibans et l'État islamique), mais aussi en raison du jeu des puissances régionales (Pakistan, Iran, Chine, Russie). En revanche, la guerre contre le terrorisme, et tout particulièrement contre al-Qaida, devrait connaître une évolution majeure. Même si la rupture entre les Talibans et la nébuleuse fondée par Oussama Ben Laden ne sera probablement pas totale, il est toutefois permis de penser qu'une partie du leadership taliban a retenu la leçon des deux dernières décennies et prendra au sérieux la détermination des États-Unis à ne pas laisser émerger un nouveau sanctuaire pour la mouvance djihadiste internationale. Des opérations de contre-terrorisme continueront à avoir lieu en privilégiant cependant les méthodes qui prévalaient avant le 11 Septembre – raids de forces spéciales, tirs de missiles, action soutenue des services de renseignement.

La tendance est similaire en Irak et en Syrie. Washington et ses partenaires occidentaux semblent avoir durablement amorcé leur retrait militaire du Moyen-Orient. Le désengagement des troupes, l'abandon des

Kurdes à leur propre sort, le blanc-seing laissé à la Russie et à la Turquie pour négocier les sphères d'influence de chacun mais aussi le désintérêt diplomatique pour le règlement du conflit israélo-palestinien ou la reconfiguration des alliances régionales autour de l'endiguement de la puissance iranienne : tous ces signes ne trompent pas. La lutte contre le terrorisme a été la principale boussole de la politique américaine et européenne dans la région depuis 2001. Elle cède de plus en plus le pas à la compétition des puissances, dans une sorte de version néobismarckienne de la scène moyen-orientale. Il en va de même en Libye, où les Occidentaux semblent là aussi sur la voie de la sortie, cédant la place une fois de plus aux Russes et aux Turcs. Certes, l'Europe ne pourra entièrement se détourner de ce voisinage dont sa sécurité dépend directement. Toutefois, son poids géopolitique ne lui permettra pas d'y prendre en charge la lutte contre le terrorisme d'une façon aussi volontariste que les États-Unis.

En Afrique subsaharienne, enfin, le temps de l'interventionnisme paraît lui aussi compté. À la réduction annoncée par le Pentagone des forces américaines s'ajoutent les incertitudes sur l'avenir de l'opération *Barkhane*. La volonté répétée par le gouvernement malien d'entamer des négociations avec les djihadistes du JNIM et l'impatience de l'Élysée face à l'absence d'avancées politiques réelles font planer le doute sur les intentions de Paris. La France ne quittera vraisemblablement pas le Mali – ni *a fortiori* l'Afrique de l'Ouest – comme les Américains pourraient délaisser l'Afghanistan. Ses intérêts politiques, diplomatiques et sécuritaires dans cette zone sont trop importants. Les liens historiques et démographiques qui rattachent l'Hexagone à cette région du monde, ou encore la nécessité d'assurer la crédibilité de la France auprès du Conseil de sécurité des Nations unies, rendent aussi risqué qu'improbable l'abandon pur et simple du Sahel. La « réarticulation » probable de *Barkhane* ne sonnera pas la fin de la lutte contre le djihadisme au sud du Sahara. Il est toutefois douteux que la politique française de sécurité et de défense reprenne dans les années

à venir la forme de la « guerre contre le terrorisme » qu'on lui a connue depuis 2013.

Après la crise financière de 2008, l'administration Obama souhaitait déjà réorienter des ressources vers des projets de politique publique intérieure plutôt que de poursuivre des guerres d'usure à des milliers de kilomètres du sol américain. En avril 2020, alors qu'une autre crise – sanitaire celle-ci – frappait les États-Unis, un ex-conseiller du président démocrate a pris la plume. Dans un article intitulé « L'ère du 11 Septembre est close[4] », Ben Rhodes affirmait qu'il était temps de refermer la parenthèse de la guerre contre le terrorisme pour se préoccuper de thématiques plus importantes comme la santé, le changement climatique ou la résorption des inégalités. Huit mois plus tard, à la fin de la présidence Trump, la pandémie de Covid-19 avait fait plus de 2 millions de morts dans le monde, dont 400 000 aux États-Unis – bien plus que le terrorisme en vingt ans ! Nombreux sont les citoyens américains qui ont dû penser qu'une partie des milliards de dollars dépensés dans les opérations militaires en Irak ou en Afghanistan aurait été plus utilement investie dans leur système de santé.

Originaire de Wuhan, le coronavirus a par ailleurs agi comme un « catalyseur » géopolitique, mettant notamment en exergue l'opposition sino-américaine[5]. Pékin ne cache pas ses velléités de leadership international[6], tandis qu'à Washington, républicains et démocrates s'accordent sur la nécessité de s'y opposer[7]. Ironie de l'histoire, l'ascension chinoise a connu un fort accélérateur quelques semaines après les attentats du 11 septembre 2001, quand le pays a été finalement accueilli au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Pendant que les États-Unis consacraient des moyens considérables à la lutte contre le djihadisme, la République populaire a bénéficié d'une croissance économique exceptionnelle. En vingt ans, elle a décuplé son produit intérieur brut par habitant et s'est affirmée comme l'une des deux superpuissances mondiales.

D’ores et déjà, les forces armées américaines se structurent dans l’hypothèse d’une confrontation avec l’« empire du Milieu ».

Dans cette logique, les ressources dédiées à la guerre contre le terrorisme iront en se réduisant. À moins d’un nouveau 11 Septembre, il ne sera plus question de lancer d’opération majeure comme l’intervention en Irak en 2003 ou le *surge* de 2007. Le modèle de la contre-insurrection semble durablement banni du répertoire stratégique occidental, du fait de la volonté de minimiser la présence de troupes au sol. Les moyens d’action à distance comme le renseignement électronique et les frappes aériennes, ainsi que les opérations spéciales, demeureront les outils privilégiés de la lutte contre le terrorisme. Sur le terrain, les partenariats avec les alliés locaux seront favorisés, sans doute épaulés de quelques conseillers militaires, voire de compagnies de sécurité privées. Ce modèle de l’« empreinte légère » n’est pas nouveau : il avait été prêché par Donald Rumsfeld en 2001, et appelé de leurs vœux par Obama et Biden à partir de 2009[8]. Il s’est néanmoins heurté chaque fois à la volonté de l’ennemi.

Qui a gagné la guerre de vingt ans ?

Si la guerre de vingt ans pourrait toucher à sa fin – tout du moins dans la forme qu’on lui connaît depuis 2001 –, il est légitime de s’interroger sur son bilan. Au chapitre du passif tout d’abord, la question des coûts humain, moral et financier, directs et indirects, est aussi pénible que nécessaire à aborder. Elle est également complexe. À la dimension globale du phénomène – pratiquement tous les pays du monde ont été touchés, presque tous les États ont accru leurs dépenses en matière de lutte antiterroriste, bon nombre de nations ont déploré des pertes – s’ajoute l’interpénétration des périmètres : Quelle part de la guerre civile syrienne doit être incluse dans la

guerre contre le terrorisme ? Quelle proportion des dépenses militaires ou de sécurité est réellement affectée par cette problématique ?

Quelques outils permettent néanmoins de dégager des ordres de grandeur. Sur le plan financier et budgétaire, par exemple, le projet *Costs of War* de l'université Brown aux États-Unis est parvenu à la somme de 6 400 milliards de dollars de coûts directs pour le budget américain entre 2001 et 2019[9]. Ce chiffre impressionnant – deux fois et demie le PIB annuel de la France – se répartit en 2 000 milliards de dépenses militaires, 1 000 milliards au profit de la sécurité intérieure et au moins autant en frais médicaux et pensions d'invalidité… Seule une petite portion (quelques centaines de milliards) est allée aux efforts diplomatiques et à l'aide au développement fléchée pour la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation.

Bien entendu, le cas américain est exceptionnel, tant du fait du rôle unique joué par les États-Unis dans cette guerre que des moyens financiers sans commune mesure dont dispose Washington. Avec des ressources plus limitées, les coûts pour la France sont aussi plus modestes. Un rapport de la Cour des comptes a ainsi évalué aux alentours de 10 milliards d'euros les sommes dépensées entre 2015 et 2019 pour la lutte contre le terrorisme, soit l'équivalent du budget annuel de la Ville de Paris[10]. Même si les périmètres ne sont pas exactement comparables et la période plus réduite, on y retrouve une répartition proche de celle des États-Unis avec les opérations militaires en tête (au Levant, dans la bande sahélo-saharienne, ainsi que sur le territoire national avec *Sentinelle*) pour près de 6 milliards d'euros, suivies des services de renseignement qui ont bénéficié d'une rallonge de 3 milliards au titre de la lutte contre le terrorisme à compter de 2017. Enfin, les différents plans de lutte antiterroriste impliquant les ministères de l'Intérieur et de la Justice ainsi que diverses aides à la société civile tournaient autour de 1 milliard d'euros sur la période. Des calculs similaires pourraient être faits pour d'autres pays à travers le monde, chacun impacté à sa manière par la guerre de vingt ans. Ces coûts budgétaires directs de la

lutte ne représentent par ailleurs qu'une fraction du montant des destructions matérielles, des effets d'éviction en matière d'investissements et des retards de croissance observés dans les zones de conflits.

En ce qui concerne le bilan humain, les calculs sont tout aussi compliqués et sujets à caution. L'université Brown estime à plus de 800 000 le nombre de morts dans les « guerres américaines » contre le terrorisme[11]. Ce chiffre se limite cependant aux théâtres d'opérations principaux des États-Unis tels que l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan et le Yémen, sans prendre en compte des champs de bataille aussi meurtriers que le Nigeria, qui compte plus de 30 000 morts depuis le début de l'insurrection de Boko Haram en 2009, ou encore la Somalie où environ 45 000 personnes ont perdu la vie dans des combats depuis l'avènement des Shebab[12]. Enfin se pose la question insoluble de la part attribuable au djihadisme et à la lutte contre ce dernier dans le demi-million de morts en Syrie et les près de 250 000 décès au Yémen[13]. Dans l'ensemble, une hypothèse supérieure au million de morts pour la totalité du volume de la guerre de vingt ans semble réaliste, sinon conservatrice. Dans ce décompte macabre, une grande majorité des décès est liée à des combats au sol, des massacres et des bombardements. Le terrorisme en tant que tel (attentats à la bombe, assassinats ciblés, etc.) ne serait responsable que d'une partie finalement assez réduite – 150 000 morts tout de même[14] – des victimes.

Au regard de tels sacrifices, d'un coût si exorbitant, quels résultats peut-on faire valoir ? Le concept de victoire – appliqué à une notion aussi floue que la guerre contre le terrorisme – paraît bien hasardeux[15]. Il est en revanche possible de raisonner en termes de succès ou d'échec des uns et des autres au regard des objectifs fixés. Ceux-ci ne sont nullement symétriques. Ainsi, le but affiché de la mouvance djihadiste a été répété à l'envi depuis les déclarations d'Oussama Ben Laden dans les années 1990 : chasser par la force « les juifs et les croisés » de la terre d'Islam – et tout particulièrement de ses « Lieux saints » – et établir sur la communauté des

croyants (*oumma*) un gouvernement théocratique en accord avec les préceptes de la loi islamique. En 2005, al-Qaida avait même élaboré un plan stratégique en sept étapes visant à proclamer à l'horizon 2020 la victoire définitive d'un califat triomphant sur les mécréants[16].

À première vue, il est difficile de déceler la moindre trace de succès dans la réalisation de ces objectifs. Les « gouvernements apostats » aux yeux des djihadistes sont toujours en place, de l'Arabie saoudite au Maroc, et du Pakistan au Nigeria. Si des émirats territoriaux ont pu émerger ponctuellement en Somalie, au Mali ou en zone syro-irakienne, ils ne sont jamais parvenus à se maintenir au-delà de quelques années sous la pression militaire d'une partie de la communauté internationale. L'accord de paix de 2020 pourrait ouvrir la voie à une telle perspective en Afghanistan, mais il a précisément été signé par les États-Unis à la condition que les Talibans s'engagent à ne plus héberger de groupes internationaux, et donc renoncent au projet de califat universel. L'avenir dira si les mollahs respecteront leur parole – dans les grandes lignes – ou, en cas de reconstitution d'un sanctuaire djihadiste, si l'Amérique mettra sa menace à exécution.

Il serait toutefois bien décevant, compte tenu des moyens mis en œuvre et des efforts consentis, que l'absence de victoire des djihadistes constitue le seul succès du contre-terrorisme. Le 20 septembre 2001, George W. Bush avait affiché devant le Congrès une ambition nettement supérieure : « Notre guerre contre la terreur […] ne s'achèvera que lorsque tous les groupes terroristes ayant une portée mondiale auront été arrêtés et défaits. » À ne considérer que la structure centrale d'al-Qaida ou de Daech, le succès semble, sinon total, du moins tangible. La destruction systématique des sanctuaires territoriaux, la traque inlassable des réseaux clandestins par les services spéciaux ainsi que la lutte contre le financement du terrorisme ont contraint de façon indubitable l'action des djihadistes. Ces derniers ont été placés dans une situation d'insécurité permanente, et forcés à consacrer une part conséquente de leurs ressources à leur seule survie.

Si, à défaut de défaite totale, l'affaiblissement des organes centraux des groupes djihadistes paraît indiscutable, il existe en revanche un vrai débat sur le degré de réalisation de l'objectif initial. Le sens à donner à la notion de « portée mondiale » des groupes ciblés fait en effet l'objet de vives discussions entre experts. À la fin de l'année 2018, un des principaux think tanks américains, le Center for Strategic and International Studies, publiait un rapport sur l'évolution globale de la menace terroriste : il comptabilisait alors entre 100 000 et 230 000 djihadistes actifs dans le monde, répartis en une soixantaine d'organisations, soit deux à trois fois plus qu'en 2001[17]. Ces chiffres ont suscité des réactions contrastées, d'aucuns accusant les auteurs de l'étude d'exagérer le phénomène en incluant des groupes aux visées purement locales comme Ahrar al-Sham ou les Talibans et ne menaçant par conséquent pas directement l'Occident ou la stabilité internationale[18]. Vingt ans après le début des hostilités, on continue à se demander qui, précisément, est l'ennemi.

Les chiffres liés aux victimes du terrorisme semblent, de prime abord, moins ambigus à interpréter. À partir d'outils statistiques tels que la Global Terrorism Database tenue à jour par l'université du Maryland, il est possible de recenser plus de 15 000 attentats terroristes perpétrés entre le 12 septembre 2001 et le début de l'année 2020 par des groupes associables à la mouvance djihadiste internationale[19]. Les pays occidentaux ne représentent qu'une part minime de ces attaques – moins de 1 %. Et pour cause, depuis 2001, aucun groupe terroriste n'est parvenu à reproduire un attentat aussi meurtrier que celui du 11 Septembre. Si, du point de vue américain, il paraît raisonnable d'affirmer que l'objectif de protection du territoire a été réalisé, notamment au prix d'efforts considérables des services de renseignement, la campagne d'attentats qui a frappé l'Europe à partir de 2014 a montré que l'Occident demeurait vulnérable. L'aggiornamento sécuritaire européen semble avoir à son tour porté ses

fruits, permettant de déjouer de nombreux projets de tueries et de limiter l'incidence des violences au cours des dernières années.

Dans une perspective mondiale en revanche, le bilan est plus contrasté : dans la période post-11 Septembre, le nombre total d'attaques terroristes djihadistes a augmenté de façon continue et assez spectaculaire jusqu'à atteindre un record de 33 000 morts en 2014. Depuis 2015 en revanche, la létalité des attentats n'a cessé de décroître pour passer sous la barre des 14 000 morts en 2019. Les chiffres de 2020 n'étaient pas encore consolidés à l'heure où nous écrivions ces lignes, mais ils semblaient confirmer cette tendance. Il faut préciser enfin que cette évolution est inégalement observée dans différentes régions du monde : alors que le terrorisme recule de façon significative en Afghanistan (encore le pays le plus touché en valeur absolue) ou en zone syro-irakienne, il connaît en revanche une croissance nette au Burkina Faso, au Mozambique ou en République démocratique du Congo[20].

Un dernier volet mériterait enfin d'être pris en compte dans ce bilan : celui de la guerre des idées. Un objectif annoncé à maintes reprises par les tenants de la guerre contre le terrorisme est en effet l'élimination de l'idéologie portée par le djihadisme, qu'elle soit qualifiée d'« islam radical » ou d'« extrémisme violent ». Il est particulièrement difficile de mesurer les progrès réalisés en la matière. Sur le plan des moyens de diffusion, les vingt dernières années ont vu le djihadisme passer d'une dépendance à l'égard des grands médias tels qu'al-Jazeera à une communication autonome sur Internet. Sur le Web, les membres de cette mouvance ont d'abord opéré sur des sites classiques, puis des forums confidentiels, avant de connaître une expansion phénoménale sur les réseaux sociaux de 2011 à 2015. Depuis lors, des contre-mesures ont été adoptées et les partisans du djihad ont à nouveau pu être renvoyés à une certaine marginalité. La coopération des grandes plateformes, y compris parmi les plus réticentes telles que Telegram, et l'action des autorités

publiques ont finalement permis d'entraver la propagation du credo djihadiste, sans parvenir à l'étouffer complètement.

Qu'en est-il pour autant de la vérité des cœurs et du secret des âmes ? Ceux-ci devraient, fort heureusement, demeurer insondables, et pour longtemps encore. Il existe néanmoins des études pour s'en approcher. L'institut de sondage américain Pew Research Center a conduit des enquêtes récurrentes sur les opinions des musulmans du monde entier à l'égard du djihadisme. Elles semblent indiquer un déclin de la cote de popularité de cette idéologie et des pratiques associées. Entre les attentats de 2001 et sa mort en 2011, Oussama Ben Laden est par exemple passé d'un taux de 56 % d'opinions favorables en Jordanie, 46 % au Pakistan et 45 % en Indonésie à 13 %, 26 % et 18 % dans chacun de ces pays[21]. Cinq ans plus tard, l'organisation État islamique ne semblait pas susciter davantage de sympathie, avec un maximum de 14 % d'opinions favorables au Nigeria, 9 % au Pakistan et entre 3 et 4 % en Jordanie et en Indonésie[22].

Ce soutien limité – mais pas pour autant négligeable – est à mettre en balance avec une très forte pénétration de l'islam politique en général. Un sondage réalisé en 2013 par le Pew Research Center dans une quarantaine de pays musulmans laissait ainsi entrevoir une large majorité favorable à l'application de la loi islamique par leurs autorités étatiques, allant de 99 % des Afghans sondés à 55 % des Sénégalais[23]. Seuls les musulmans du Liban, d'Europe et d'Asie centrale y apparaissaient comme majoritairement réticents. Cette dernière perspective invite à repenser des catégories intellectuelles, parfois mal comprises dans les pays occidentaux, et à s'interroger sur la viabilité de certains projets politiques portés au nom de la lutte contre le terrorisme mais en opposition avec les aspirations des populations locales. Certaines des valeurs de l'Occident ne sont sans doute pas aussi universelles qu'on a longtemps voulu le penser[24].

Quel avenir pour le djihadisme ?

On l'aura compris, ce n'est pas parce qu'un belligérant se déclare vainqueur que la partie est gagnée. La fin de la guerre contre le terrorisme ne signifie ni la fin de la guerre ni celle du terrorisme. Loin d'être une idéologie, le terrorisme est une tactique qui existait avant le djihadisme, et existera après. Depuis longtemps déjà, policiers, militaires et stratèges ont mis en évidence la futilité de déclarer la guerre à un mode d'action. En tant que tel, il continuera à être exploité par les groupes extrémistes de toutes obédiences, voire par certains États. Dans les pays occidentaux, le terrorisme d'ultradroite connaît une croissance spectaculaire et a même devancé le terrorisme djihadiste en 2019 et 2020[25]. Cette tendance inquiétante mérite réflexion car, si elle se confirmait, elle imposerait une réorientation partielle des appareils sécuritaires. Dès son arrivée à la Maison-Blanche, Joe Biden a donné des signes d'un tel changement en ordonnant une évaluation de la menace terroriste domestique, dans le sillage de l'invasion du Capitole. L'ultragauche a également fait l'objet d'un regain d'attention de la part des services. En cause : la crainte d'une radicalisation et d'un passage à l'acte terroriste de groupes anarcho-autonomes, d'une frange extrémiste d'écologistes ou encore d'antispécistes, mais aussi la peur d'une possible dérive violente de tensions sociales exacerbées par la crise économique liée à la pandémie de Covid-19.

Quant à la mouvance djihadiste, elle n'a pas disparu, loin de là. Au fil des ans, elle a fait preuve d'une incroyable résilience compte tenu de la forte pression à laquelle elle a été soumise. La capacité d'adaptation sous la contrainte est un facteur décisif dans le domaine de la conflictualité, et les djihadistes n'ont cessé de démontrer leur faculté à s'adapter et à innover. Sur le plan stratégique et organisationnel, tout d'abord. En saisissant le monde entier de stupeur avec les méga-attentats du 11 Septembre, al-Qaida est parvenu à peser sur la transformation de l'ordre international de

l'après-guerre froide. Mais c'est aussi sa stratégie de survie post-11 Septembre qui frappe par son ingéniosité. La décentralisation de la mouvance *via* l'adoubement de « filiales » d'une part, et l'investissement dans la propagande sur Internet afin de susciter des vocations individuelles d'autre part, lui ont permis de résister à l'implacable machinerie antiterroriste. D'une organisation pyramidale, al-Qaida est devenue une structure rhizomique, un « réseau de réseaux[26] ». La proclamation du califat par l'État islamique a marqué une période de recentralisation de la nébuleuse en zone syro-irakienne. Cependant, les wilayas créées sur différents continents ont offert une certaine capacité de résistance à Daech lorsque son sanctuaire moyen-oriental s'est effondré.

Sur le plan tactique, ensuite, les djihadistes ont fait preuve d'un sens aigu de l'innovation. Ils ont su se rendre maîtres dans l'art de la dissimulation, surprendre leurs ennemis en les attaquant dans leur routine, parfois à l'intérieur même de leurs bases. Ils sont parvenus à retourner à leur profit leurs règles d'engagement, n'hésitant pas à recourir à des méthodes aussi cyniques que les boucliers humains. Sur le plan technique, ils ont détourné un certain nombre d'équipements modernes dont personne n'avait imaginé le potentiel destructeur : depuis les avions de ligne transformés en missiles de croisière en septembre 2001 jusqu'à l'utilisation quasi industrielle de véhicules suicides en passant par le reconditionnement des munitions non explosées en mines artisanales ou le détournement de mini-drones accessibles dans le commerce à des fins de renseignement ou d'attaque[27]. La mouvance djihadiste s'est aussi montrée particulièrement habile dans l'utilisation d'Internet à des fins de propagande, de recrutement, de financement et de diffusion de modes opératoires[28].

Mais ce qui frappe par-dessus tout, c'est la puissance évocatrice de l'idéologie. À cet égard, les experts des processus de radicalisation distinguent les facteurs d'attraction et de répulsion qui peuvent pousser une personne à épouser une cause extrémiste. Ces dynamiques jouent aussi bien

au niveau de l'individu (micro), que d'un entourage limité comme une cellule familiale ou un groupe d'amis (méso), ou encore d'un ensemble social plus large comme une communauté ethnique ou religieuse (macro)[29]. Avec la chute du sanctuaire syro-irakien, la mouvance djihadiste a perdu un facteur d'attraction majeur au niveau macro – l'utopie du califat territorial – qui avait séduit des milliers de partisans, notamment en Europe. Les promesses de transformation sociale et de création d'un ordre politico-religieux plus juste, puisant dans un imaginaire eschatologique populaire dans de nombreux pays musulmans, continuent toutefois d'appâter une certaine jeunesse en quête de valeurs absolues. Aux niveaux méso et micro, l'emprise que savent exercer des personnalités charismatiques sur des hommes ou des femmes fragiles, aux parcours de vie violents ou chaotiques, explique aussi l'attirance d'une portion minime mais persistante de la population mondiale envers l'« offre idéologique » djihadiste.

Les facteurs répulsifs malheureusement ne manquent pas. À en croire nombre de chercheurs, ce sont ceux qui dominent dans les raisons qui poussent à rejoindre un groupe armé. La mauvaise gouvernance, la corruption, le défaut d'accès aux services essentiels (sécurité, santé, éducation), le manque de perspective de promotion économique et sociale sont générateurs de frustrations qui peuvent constituer un terreau fertile pour l'extrémisme violent. Cette dynamique est d'autant plus marquée lorsque ces problèmes se combinent à des phénomènes de stigmatisation communautaire, de sectarisme politique et de répression indiscriminée. La violence reçue ouvre bien souvent la voie à la violence donnée, engendrant une spirale infernale dans laquelle plusieurs pays semblent aujourd'hui enfermés. Tous ceux qui souffrent de ces maux si répandus sur la planète ne sombrent évidemment pas dans le djihadisme. Toutefois, lorsqu'un groupe bien encadré et mené par des leaders habiles cherche à s'implanter dans un État corrompu ou failli, ses chances de réussite sont sérieuses.

Le contre-terrorisme fabrique-t-il son ennemi ?

À en juger par l'ampleur et le rôle déterminant des facteurs répulsifs, il est logique de se demander si le contre-terrorisme ne nourrirait pas parfois le djihadisme plus qu'il ne le combat. C'est la ligne défendue par un segment de plus en plus actif de la recherche en sciences sociales, qu'elle se revendique ou non de la théorie critique ou des études postcoloniales. Ces travaux entendent émanciper l'analyse du terrorisme d'un carcan sécuritaire et en dévoiler les mécanismes de domination sous-jacents[30]. Derrière la grande diversité de cette littérature, une idée souvent véhiculée est que le djihadisme n'existe qu'en réponse – voire seulement dans le discours – d'une politique sécuritaire, plus ou moins impérialiste, construisant de toutes pièces son ennemi, ou l'étiquetant de façon péjorative pour mieux asseoir son pouvoir. Cette conception trouve aujourd'hui un large écho, au-delà du champ universitaire, auprès de nombreux militants occidentaux mais aussi d'une part grandissante des élites intellectuelles et politiques des pays du Sud, jetant un voile de suspicion de plus en plus sombre sur la coopération antiterroriste à l'échelle internationale[31].

L'idée que le contre-terrorisme a parfois attisé le djihadisme n'est pas dénuée de fondement. Plusieurs exemples d'actions contre-productives ont été décrits en détail dans cet ouvrage et doivent figurer en tête de liste des erreurs stratégiques à éviter. L'une des plus flagrantes est certainement l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 sur la base de preuves falsifiées et d'un projet à l'ambition démesurée de démocratisation par la force du Moyen-Orient. L'illégalité et l'illégitimité de l'agression américaine ont révolté beaucoup d'individus à travers le monde, suscitant chez certains des vocations à rejoindre ceux-là même que les Américains prétendaient combattre. Avec l'invasion de l'Irak, l'administration Bush a offert aux djihadistes l'occasion de rebondir après leur débâcle en

Afghanistan et de trouver un ancrage local en nouant des alliances avec des pans de la société irakienne animés par l'esprit de résistance plus que par le projet de califat mondial.

Mais l'interventionnisme n'est pas seul en cause. À d'autres moments, pour éviter d'être taxés de néocolonialisme autant que pour minimiser le coût de leur engagement, les Américains et leurs alliés ont par exemple refusé de s'impliquer trop sérieusement dans la stabilisation des pays dont ils avaient renversé le gouvernement. Cette posture a, elle aussi, suscité un effet boomerang, le vide sécuritaire étant comblé, en partie du moins, par les djihadistes. La négligence des États-Unis, et avec eux de toute la communauté internationale, envers l'Afghanistan après la chute des Talibans en 2001, ou bien celle des Européens intervenus en Libye pour en chasser Kadhafi, ont toutes deux joué un rôle important dans le retour ou l'ascension de groupes terroristes. En revanche, ceux qui affirment que les Occidentaux sont à l'origine du chaos omettent de préciser que l'Afghanistan et la Libye étaient déjà en proie aux violences avant les interventions militaires de puissances étrangères. Enfin, le refus d'intervenir en Syrie auprès des rebelles a sans nul doute accéléré l'effondrement de l'Armée syrienne libre et la prise de contrôle par les djihadistes de l'insurrection. Mais ceux qui reprochent aux armées occidentales de n'être pas intervenues pour faire cesser les exactions de Bachar al-Assad sont parfois les mêmes qui dénoncent l'aventurisme militaire et néo-impérialiste.

Les entorses au *jus in bello* – droit international humanitaire dans les conflits armés – sont un autre facteur qui a pu nourrir la haine et l'esprit de vengeance, faisant grossir les rangs des djihadistes. Les révélations sur les pratiques dégradantes de l'armée américaine dans la prison d'Abou Ghraib tout comme sur les détentions clandestines et la torture exercée dans les sites secrets de la CIA ont considérablement terni l'image de l'Amérique, et contribué à donner des arguments à ses adversaires. Quant à l'utilisation de plus en plus répandue à partir de la présidence Obama des drones pour

conduire des éliminations ciblées, elle a engendré son lot de victimes civiles, englobées pudiquement sous l'appellation « dommages collatéraux », et attisé la colère des populations. Là encore, cependant, il faut se garder des critiques faciles qui feraient retomber la faute sur un seul belligérant. En Afghanistan, les forces progouvernementales (dont celles de la coalition internationale) seraient à l'origine d'un quart des victimes civiles entre 2007 et 2019, alors que l'insurrection, principalement les Talibans, serait responsable des trois autres quarts[32]. Ce ratio est presque aussi déséquilibré en Irak où les forces gouvernementales et leurs partenaires internationaux auraient causé un tiers des morts civils contre deux tiers de la part des djihadistes[33].

En revanche, les proportions sont bien différentes dans des pays comme la Syrie ou le Nigeria où, quoique moins bien documentée, la répression gouvernementale s'est rendue coupable d'une grande majorité des pertes civiles – respectivement 60 % et 75 %[34]. Il est faux, et pour le moins ethnocentrique, de croire que les Occidentaux ont le monopole des violences : la Russie en Tchétchénie, la Chine au Xinjiang, l'Inde au Cachemire, les gouvernements du Yémen, d'Irak et d'Iran ont chacun à leur manière fait le lit du djihadisme en réprimant leurs opposants, même modérés, parfois au mépris des avertissements qui leur avaient été signifiés. L'Égypte du général Sissi n'a pas attendu l'aide des États-Unis et de la France – même si celle-ci l'a conforté – pour châtier les Frères musulmans et museler toute autre forme de contestation, pas plus que l'Occident ne peut être tenu pour seul responsable de la mauvaise gouvernance sur laquelle prospère le djihadisme au Mali, au Nigeria ou même au Mozambique. Rejeter sans cesse la faute sur les Occidentaux – d'ailleurs de moins en moins capables d'imposer leurs vues[35] – revient à déresponsabiliser dangereusement les autres puissances et les acteurs locaux.

Quelles menaces pour la France ?

La stratégie antiterroriste française n'a évidemment pas échappé aux critiques. Celles-ci sont venues aussi bien du monde universitaire que de certains médias nationaux ou étrangers en passant par les associations militantes de tous bords et des organismes officiels comme la Commission nationale consultative des droits de l'homme, le défenseur des droits et même certains experts des Nations unies[36]. Ces dénonciations ont généralement trait à l'évolution des équilibres institutionnels dans le sens d'une législation d'exception, mais aussi à l'émergence d'un climat de suspicion et de tensions sociales.

C'est à ce titre par exemple que l'institutionnalisation du concept de radicalisation a pu être décriée : le flou entourant cette notion favoriserait des erreurs de classification, voire des phénomènes d'« amalgames » et de « stigmatisation » nuisibles à des communautés entières – « les musulmans » dans leur ensemble, ou des sous-catégories comme « les Tchétchènes », à la suite de l'assassinat de Samuel Paty. Combattre la radicalisation, qui n'est pas en soi un délit, participerait selon certains observateurs d'un glissement d'une « police de l'acte » à une « police du comportement[37] ». Le concept pousserait les autorités à adopter une logique de surveillance de masse pour détecter les radicalisés et anticiper leur éventuel passage à l'acte. La création de fichiers compilant des milliers de noms introduirait alors insidieusement une mécanique de sécurité prédictive où les individus risqueraient d'être punis pour des infractions qu'ils n'ont pas encore commises.

On voit bien le caractère menaçant, pour ne pas dire dystopique, d'une telle perspective alors même qu'il n'existe pas d'outils fiables permettant de déterminer la minorité de radicalisés susceptibles de basculer effectivement dans la violence. Inversement, lorsque des attentats sont perpétrés par des individus fichés, une partie de la population s'offusque que ces terroristes,

connus avant leur passage à l'acte pour leur dangerosité potentielle, aient été laissés en liberté. Les responsables politiques sont alors tentés de créer des incriminations – comme le délit de consultation de sites Web terroristes, censuré par le Conseil constitutionnel – permettant d'entraver et de poursuivre plus facilement les personnes radicalisées, voire de les condamner et de les incarcérer. Certains élus vont jusqu'à demander la mise en place d'un système de rétention administrative qui permettrait d'enfermer préventivement les personnes fichées. Les arguments des opposants à ce type de mesures se placent le plus souvent sur le plan du droit ou de la morale. Mais ces pratiques peuvent aussi avoir un impact stratégique contre-productif comme l'a démontré par exemple l'échec en 1971 de l'opération *Demetrius* en Irlande du Nord, au cours de laquelle les forces de sécurité britanniques avaient interné 2 000 individus suspectés de sympathies envers l'IRA, précipitant en fait la bascule d'une partie d'entre eux dans la résistance armée. C'est précisément ce type de prophéties autoréalisatrices que le contre-terrorisme doit chercher à éviter[38].

Une autre critique faite à la France concerne son adoption du concept américain – longtemps décrié – de guerre contre le terrorisme. Selon ses détracteurs, la notion reviendrait à reconnaître aux djihadistes le statut de belligérants légitimes, validant en cela leur « grand récit[39] ». En 2006, le *Livre blanc du gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme* défendait la même position[40]. Dix ans plus tard, la France se considérait officiellement en guerre contre le terrorisme et vivait sous l'état d'urgence.

Si l'on peut regretter le temps où les terroristes étaient traités comme de simples criminels, la réalité est têtue et l'on voit mal ce que juges et policiers auraient pu faire face à un sanctuaire terroriste comme l'Afghanistan des Talibans à la veille du 11 septembre 2001 ou, plus récemment, le califat syro-irakien de Daech. Pour ce qui est du territoire national, la militarisation n'était effectivement pas indispensable, en théorie du moins, même face à des djihadistes armés de kalachnikovs et de

ceintures d'explosifs. En pratique, toutefois, les ressources des forces de sécurité intérieure étaient insuffisantes : disséminées sur l'ensemble du pays, elles ne disposaient pas de la masse de manœuvre nécessaire[41]. Si le recours aux forces armées sur le sol français a, dans l'ensemble, été mis en œuvre de façon prudente et mesurée, il n'en pose pas moins la question de l'opportunité de déployer des militaires pour des missions de sécurité intérieure éloignées de leur cœur de métier. Il ne faut pas non plus sous-estimer le double risque de la banalisation du déploiement des armées et du message de « bellicisation » de la scène politique intérieure qu'il convoie.

Le risque de surréaction ne concerne pas uniquement la puissance publique, il trouve des relais dans certains pans de la société civile. Quiconque souhaite se faire peur sur l'état de la société française peut lire successivement *De l'idéologie islamique française* d'Aïssam Aït-Yahya, ouvrage qui a beaucoup circulé dans la djihadosphère francophone depuis sa première édition en 2011, et *Guerre civile raciale* de Guillaume Faye, bréviaire de l'ultradroite identitaire paru en 2019. Ce dernier ne fait pas qu'envisager le scénario d'une guerre civile en France : il l'appelle de ses vœux, tant que le rapport de force est favorable aux Français blancs et chrétiens, c'est-à-dire avant l'aboutissement du « grand remplacement » par les populations immigrées. Il laisse comprendre à ses lecteurs qu'il espère le passage à l'acte d'un Breivik français, capable d'amorcer un conflit en commettant un attentat contre des musulmans. L'hypothèse d'un tel engrenage est prise au sérieux par les services de renseignement qui savent bien que les djihadistes n'ont pas le monopole du terrorisme[42]. Au-delà du petit cercle de ceux dont le métier est précisément d'anticiper les menaces, il est crucial que les responsables politiques se préparent à de tels scénarios. Des mécanismes de désescalade peuvent être élaborés, mais ils ne pourront naître dans l'urgence d'un attentat.

Cette perspective est d'autant plus alarmante que progresse en parallèle un islamisme non violent, présenté tantôt comme une passerelle, tantôt

comme une digue face au djihadisme[43]. Au niveau des parcours individuels, l'hypothèse d'un continuum entre ces deux courants traditionnellement rivaux ne s'est pas toujours vérifiée : par exemple, beaucoup de Français impliqués dans les filières syriennes n'appartenaient pas au préalable à un mouvement fondamentaliste. Cependant, il ne faut pas sous-estimer l'impact de l'activisme politique et de messages subversifs qui peuvent, dans certaines conditions, engendrer de la violence. L'assassinat de Samuel Paty a bien montré que l'agit-prop islamiste pouvait susciter un passage à l'acte terroriste. Les discours de rupture avec la société et d'opposition à la République créent une polarisation dangereuse qu'Emmanuel Macron n'a pas hésité à qualifier de « séparatisme ». Face à ce risque, le gouvernement a déposé à la fin de l'année 2020 un « projet de loi confortant les principes républicains » qui, à l'heure où sont écrites ces lignes, fait l'objet d'âpres débats. Une chose est sûre, dans une France en voie d'« archipellisation[44] », l'attention des autorités publiques s'est déplacée du champ sécuritaire au sociétal : l'objectif n'est plus uniquement de lutter contre le terrorisme mais de maintenir la cohésion de la nation.

Si l'on devait ne retenir qu'une leçon de la guerre de vingt ans, c'est qu'il faut autant se méfier de nos surréactions et ambitions démesurées que des sous-estimations de la menace et de notre pusillanimité. L'*hubris* est mauvaise conseillère et le terrorisme – qu'il soit djihadiste ou non – se nourrit de la rage et des erreurs de son adversaire : comme au judo, il utilise son poids pour le faire basculer. Face à la violence et à la haine, il s'agit donc de garder la tête froide. La capacité des puissances extérieures à peser sur les forces profondes, démographiques, sociales, religieuses qui détermineront l'avenir des pays en première ligne de la lutte contre le terrorisme est et restera limitée. Nous devons parfois apprendre à accompagner ces mouvements en se concentrant sur la protection de nos intérêts ; on ne saurait nager longtemps à contre-courant sans s'épuiser.

La sous-estimation est l'autre écueil à éviter. Le djihadisme est là pour rester : il ne faut pas se leurrer sur les efforts et les sacrifices que ses partisans sont prêts à consentir pour parvenir à leurs fins. Al-Qaida et Daech sont engagés dans une lutte à mort contre l'Occident et ses alliés dans le monde musulman. Ils ne dévieront pas de cette voie. Il en va différemment de certains groupes locaux qui pourraient vouloir négocier. Face à eux, il faut se garder de toute naïveté, mais refuser le dialogue par principe revient à se priver d'une carte potentiellement utile. Ouvrir un canal de discussion n'empêche pas, dans le même temps, de maintenir la pression par les armes.

Le cycle de la guerre globale contre le terrorisme touchant à sa fin, il n'y aura peut-être plus de grande bataille, ni de glorieuse victoire. Le sang et les larmes continueront néanmoins de couler et la lutte promet encore d'être longue. Les djihadistes réussiront encore à nous porter des coups, mais leur puissance de frappe ne représente de menace existentielle que si nous acceptons son engrenage. Nous devons donc faire preuve de résilience, poursuivre nos démarches de prévention et réagir aux attaques de manière proportionnée. À moins d'une nouvelle surprise stratégique, le terrorisme devrait retrouver sa juste place dans un monde lourd de risques géopolitiques, sociaux, sanitaires et environnementaux. Alors que le rideau tombe sur la guerre de vingt ans, le chœur des Cassandre n'a pas fini de chanter.

Paris, 8 février 2021

Remerciements

Ce livre est le fruit de nombreuses années de recherche. Si nous voulions remercier individuellement toutes les personnes qui ont nourri notre réflexion ou nous ont aidés lors de nos missions de terrain, il nous faudrait ajouter plusieurs pages à ce texte… déjà très long. Qu'elles sachent néanmoins que nous pensons à elles.

Nous ne pouvons, toutefois, clore cet ouvrage sans adresser de sincères remerciements à trois institutions dont le soutien a permis de concrétiser ce projet. L'Institut français des relations internationales (Ifri) est une formidable pépinière de chercheurs et d'idées. Nous avons la chance d'y travailler, dans un environnement particulièrement stimulant. Contrairement à certaines idées reçues, l'étude du terrorisme n'est pas un business lucratif. Depuis une quinzaine d'années, l'Ifri nous a offert l'opportunité de poursuivre nos travaux, parfois sur ses fonds propres.

Les mécènes ne se bousculant pas pour soutenir les recherches sur le terrorisme, le Fonds du 11 Janvier mérite des remerciements appuyés. Ce fonds a été créé en 2015, pour une durée de cinq ans, avec pour objectif de prolonger « l'esprit du 11 janvier », en référence aux manifestations historiques qui ont mobilisé des millions de Français après les attentats de janvier 2015. Si le fonds en question a été clôturé alors que notre manuscrit n'était pas encore achevé, nous formulons le vœu que ce livre puisse, à sa façon, faire vivre « l'esprit du 11 janvier ».

La transformation du manuscrit en ouvrage n'aurait pu se faire sans l'appui d'une grande maison d'édition. Les libraires ont particulièrement souffert des mesures sanitaires adoptées pour endiguer la pandémie de Covid-19, mais les éditeurs, imprimeurs, diffuseurs et autres acteurs de la « chaîne du livre » ont aussi été affectés. Dans ce contexte difficile, nous remercions les équipes de Robert Laffont de nous avoir fait confiance.

Last but not least, nous savons ce que nous devons à nos familles. Cette formule est éculée, mais elle n'a jamais été aussi vraie. La période que nous venons de traverser – et qui n'est malheureusement pas terminée à l'heure où sont écrites ces lignes – nous ramène à l'essentiel. Merci à nos (très) proches de nous avoir soutenus pendant les longs mois de confinement et à ceux dont nous avons été « distancés physiquement » de nous avoir encouragés de loin !

Notes

Introduction

1. Jane A. Bullock, George D. Haddow, Damon P. Coppola, *Introduction to Emergency Management*, Oxford, Butterworth-Heinemann, 2020, p. 421. Voir aussi Stephen E. Atkins, *The 9/11 Encyclopedia*, Santa Barbara, ABC Clio, 2011, p. 435.

2. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Éditions de Minuit, 1955.

3. Alfred Morabia et Roger Arnaldez, *Le Ǧihâd dans l'Islam médiéval : le « combat sacré » des origines au XIIe siècle*, Paris, Albin Michel, 1993 ; Abderrahim Lamchichi, « Jihâd. Un combat contre quel adversaire ? », *Mots. Les langages du politique*, no 79, 2005, p. 21-33.

4. Gilles Kepel, *Jihad : expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2003.

5. Shiraz Maher, *Salafi-Jihadism. The History of an Idea*, Londres, Hurst, 2016.

6. Asiem El Difraoui, *Le Djihadisme*, Paris, Presses universitaires de France, 2016.

7. Gérard Chaliand et Arnaud Blin, *Histoire du terrorisme : De l'Antiquité à Daech*, Paris, Hachette, 2016.

8. Philippe-Joseph Salazar, *Paroles armées. Comprendre et combattre la propagande terroriste*, Paris, Lemieux Éditeur, 2015.

9. Seth G. Jones, Charles Vallee, Danika Newlee, Nicholas Harrington, Clayton Sharb et Hannah Byrne, *The Evolution of the Salafi-Jihadist Threat*, Center for Strategic and International Studies, 2018.

10. André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Paris, Hachette Littératures, 1998, p. 30.

11. Jean Baudrillard, *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Paris, Éditions Galilée, 1991.

12. Mohammed-Mahmoud Ould Mohamedou, « Al-Qaida : une guerre non linéaire », *A Contrario*, no 2, 2005, p. 130-170.

13. Philippe Droz-Vincent, « Du 11 Septembre aux révolutions arabes : les États-Unis et le Moyen-Orient », *Politique étrangère*, no 3, 2011, p. 495-506.

14. Lemine Ould M. Salem, *L'Histoire secrète du djihad. D'al-Qaida à l'État islamique*, Paris, Flammarion, 2018, p. 130.

Acte I
L'ONDE DE CHOC DE L'HYPERTERRORISME 2001-2006

1
Naissance de la tragédie

1. Gérard Chaliand, « Guérillas et terrorismes », *Politique étrangère*, no 2/2011, p. 281-291.

2. Sur l'évolution du nombre de victimes du terrorisme, voir la « Global Terrorism Database » de l'université du Maryland : https://www.start.umd.edu/gtd/ (consultée le 28 juin 2019).

3. Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992.

4. Nese F. DeBruyne, « American War and Military Operations Casualties : Lists and Statistics », Congressional Research Service, 14 septembre 2018.

5. Près de 45 000 Américains sont morts en 1990 dans des accidents de la route, première cause de mortalité des jeunes, avec les suicides.

6. Corentin Brustlein, « La surprise stratégique. De la notion aux implications », *Focus stratégique*, no 10, Ifri, octobre 2008.

7. *The 9/11 Commission Report : Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States*, New York, W. W. Norton, 2004. Voir en particulier le chapitre intitulé « The System was Blinking Red ».

8. Gérôme Truc, *Sidérations. Une sociologie politique des attentats*, Paris, Presses universitaires de France, 2016.

9. Bob Woodward, *Bush at War*, New York, Simon & Schuster, 2002.

10. François Heisbourg, *Hyperterrorisme : la nouvelle guerre*, Paris, Odile Jacob, 2003.

11. « Protection des installations nucléaires contre les chutes d'avions », Autorité de sûreté nucléaire, 13 septembre 2001.

12. Les éléments biographiques cités ici proviennent d'Omar Saghi, « Oussama ben Laden, une icône tribunitienne », *in* Gilles Kepel et Jean-Pierre Milelli (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, Paris, Presses universitaires de France, 2005.

13. Thomas Hegghammer, *The Caravan. Abdallah Azzam and the Rise of Global Jihad*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, p. 107.

14. Michel Seurat, *Syrie, l'État de barbarie*, Paris, Presses universitaires de France, 2012 (1989).

15. Michel Foucault est cité par Jean Birnbaum, *Un silence religieux. La gauche face au djihadisme*, Paris, Seuil, 2016, p. 109-110.

16. Farhad Khosrokhavar, *Les Nouveaux Martyrs d'Allah*, Paris, Flammarion, 2003, p. 115-173.

17. Madawi al-Rasheed, « Deux prédécesseurs saoudiens de Ben Laden », *Critique internationale*, no 4/2002, p. 35-43.

18. Thomas Hegghammer, *Jihad in Saudi Arabia. Violence and Pan-Islamism since 1979*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 4.

19. Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan*, New Haven, Yale University Press, 2002, p. 196.

20. Jean-Christophe Notin, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan (1979-2011)*, Paris, Fayard, 2011.

21. Thomas Hegghammer, *Jihad in Saudi Arabia*, *op. cit.*, p. 25.

22. Thomas Hegghammer, *The Caravan*, *op. cit.*, p. 306.

23. Daniel Byman, *Road Warriors. Foreign Fighters in the Armies of Jihad*, Oxford, Oxford University Press, 2019, p. 63 ; Thomas Hegghammer, *The Caravan*, *op. cit.*, p. 266-267.

24. Stéphane Lacroix, « Ayman al-Zawahiri, le vétéran du djihad », *in* Gilles Kepel et Jean-Pierre Milelli (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, *op. cit.*, p. 229.

25. Mustafa Hamid et Leah Farrall, *The Arabs at War in Afghanistan*, Londres, Hurst, 2015, p. 83.

26. Peter Bergen et Paul Cruickshank, « Revisiting the Early Al Qaeda : An Updated Account of its Formative Years », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 35, no 1, 2012, p. 1-36 ; Thomas Hegghammer, *The Caravan*, *op. cit.*, p. 352-353.

27. Abdullah Anas et Tam Hussein, *To the Mountains. My Life in Jihad from Algeria to Afghanistan*, Londres, Hurst, 2019, p. 187-211.

28. Thomas Hegghammer, *Jihad in Saudi Arabia*, *op. cit.*, p. 46.

29. Mériadec Raffray, « Les Soviétiques en Afghanistan : 1979-1989. L'Armée rouge bouleversée », *Cahier de la recherche doctrinale*, ministère de la Défense, 2008, p. 81.

30. Brynjar Lia, *Architect of Global Jihad. The Life of Al-Qaida Strategist Abu Mus'ab al-Suri*, Londres, Hurst, 2007, p. 95.

31. Abdullah Anas et Tam Hussein, *To the Mountains*, *op. cit*., p. 115-128.

32. Peter L. Bergen, *The Osama bin Laden I Know. An Oral History of Al Qaeda's Leader*, New York, Free Press, 2006, p. 116-120.

33. Gilles Kepel, *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2000.

34. Bilel Ainine évoque une fourchette de 300 à 600. Luis Martinez cite quant à lui des officiels algériens qui estiment le nombre d'« Algériens afghans » entre 2 000 et 4 000. *Cf.* Bilel Ainine, *Islam politique et entrée en radicalité violente. Le cas des salafistes radicaux violents algériens*, thèse de doctorat en science politique, université Paris-Saclay, 2016, p. 152, et Luis Martinez, « Le cheminement singulier de la violence islamiste en Algérie », *Critique internationale*, no 3, 2003, p. 165-177.

35. Une présence est également établie par al-Qaida en Somalie, avec l'accord d'un groupe local appelé al-Ittihad al-Islami. *Cf.* Peter Bergen et Paul Cruickshank, « Revisiting the Early Al Qaeda », art. cit., p. 19-20.

36. Lawrence Wright, *The Looming Tower. Al-Qaeda and the Road to 9/11*, New York, Vintage Books, 2007, p. 202.

37. La copie de cette lettre est disponible dans l'ouvrage suivant : Edward F. Mickolus et Susan L. Simmons, *Terrorism, 1992-1995. A Chronology of Events and a Selectively Annotated Bibliography*, Westport, Greenwood Press, 1997, p. 301-302.

38. Erica Pearson, « Nosair, El-Sayyid (1956-) », *in* Gus Martin (dir.), *The Sage Encyclopedia of Terrorism*, Londres, Sage, 2011, p. 433.

39. Richard Miniter, *Losing Bin Laden. How Bill Clinton's Failures Unleashed Global Terror*, New York, Simon & Schuster, 2013.

40. Lemine Ould M. Salem, *L'Histoire secrète du djihad*, *op. cit.*, p. 81.

41. Abou Moussab al-Souri est cité par Peter Bergen et Paul Cruickshank, « Revisiting the Early Al Qaeda », art. cit., p. 27.

42. Ahmed Rashid, *Taliban. Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia*, New Haven, Yale University Press, 2001, p. 42.

43. Gilles Dorronsoro, « Après les Taleban : fragmentation politique, hiérarchie communautaire et classes sociales en Afghanistan », *Cultures et Conflits*, no 44, 2001, p. 152-172.

44. La « Déclaration de jihad contre les Américains qui occupent le pays des deux lieux saints » est reproduite dans Gilles Kepel et Jean-Pierre Milelli (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, *op. cit.*, p. 50-57.

45. Jonathan Stempel, « Iran ordered to pay $104.7 million over 1996 truck bomb attack : US judge », *Reuters*, 10 septembre 2018. Sur l'attaque de Riyad, voir Mustafa Hamid et Leah Farrall, *The Arabs at War in Afghanistan*, *op. cit.*, p. 212-213.

46. Brynjar Lia, *Architect of Global Jihad*, *op. cit.*, p. 163-170.

47. La vidéo de l'interview est disponible sur YouTube : https://www.youtube.com/watch?v=dqQwnqjA-6w (consultée le 9 juillet 2019).

48. Mustafa Hamid et Leah Farrall, *The Arabs at War in Afghanistan*, *op. cit.*, p. 220. Voir aussi Steve Coll, *Ghost Wars. The Secret History of the CIA, Afghanistan, and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001*, New York, The Penguin Press, 2004, p. 340-342.

49. Mustafa Hamid et Leah Farrall, *The Arabs at War in Afghanistan*, *op. cit.*, p. 225.

50. Steve Coll, *Ghost Wars*, *op. cit*., p. 379.

51. Ce texte est reproduit dans : Gilles Kepel et Jean-Pierre Milelli (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, *op. cit.*, p. 62-69.

52. Omar Nasiri, *Au cœur du djihad. Mémoires d'un espion infiltré dans les filières d'al-Qaida*, Paris, Flammarion, 2006, p. 209.

53. *Ibid.*, p. 291.

54. Voir le rapport réalisé par le FBI le 18 novembre 1998. Le résumé de ce rapport a été déclassifié. Il est disponible sur Internet : https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/binladen/bombings/summary.html (consulté le 12 juillet 2019).

55. Communiqué de presse du procureur du district sud de New York et du bureau de New York du FBI, 4 novembre 1998, https://fas.org/irp/news/1998/11/prladen.pdf (consulté le 12 juillet 2019).

56. Les djihadistes sont souvent connus par un surnom (ou nom de guerre), la *kunya*. Elle est généralement composée des éléments suivants : prénom, nom du père (précédé de ibn ou bin), nom du fils aîné (précédé de Abou) et origine géographique (al-Masri : l'Égyptien ; al-Souri : le Syrien ; al-Faransi : le Français ; etc.).

57. Cette interview est disponible dans un rapport du Foreign Broadcast and Information Service (FBIS) intitulé *Compilation of Usama Bin Laden Statements 1994 – January 2004*, https://fas.org/irp/world/para/ubl-fbis.pdf (consulté le 12 juillet 2019).

58. *The 9/11 Commission Report*, *op. cit.*, p. 149-150.

59. Ahmed Rashid, *Taliban*, *op. cit*., 139-140.

60. Mustafa Hamid et Leah Farrall, *The Arabs at War in Afghanistan*, *op. cit.*, p. 257-258.

61. Résolution 1267 du Conseil de sécurité des Nations unies, 15 octobre 1999, https://undocs.org/pdf?symbol=fr/S/RES/1267(1999) (consultée le 12 juillet 2019).

62. Résolution 1333 du Conseil de sécurité des Nations unies, 19 décembre 2000, https://undocs.org/fr/S/RES/1333(2000) (consultée le 12 juillet 2019).

63. *The 9/11 Commission Report*, *op. cit.*, p. 168.

64. Steve Coll, *Ghost Wars*, *op. cit*., p. 555.

2
L'Empire contre-attaque

1. Bob Woodward, *Bush at War*, New York, Simon & Schuster, 2002, p. 25.

2. Robert H. Swansbrough, *Test by Fire : the War Presidency of George W. Bush*, New York, Palgrave Macmillan, 2008, p. 89.

3. « Remarks by the President in Photo Opportunity with the National Security Team », Washington, The White House Press Room, 12 septembre 2001, accessible à l'adresse :

https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010912-4.html.

4. Jenny Raflik, *Terrorisme et mondialisation : approches historiques*, Paris, Gallimard, 2016.

5. *The 9/11 Commission Report*, New York, Government Printing Office, 2004, p. 259.

6. Steve Coll, *Directorate S : the C.I.A. and America's Secret Wars in Afghanistan and Pakistan*, New York, Penguin Press, 2018, p. 29.

7. Lawrence Wright, *The Looming Tower : Al-Qaeda and the Road to 9/11*, New York, Knopf, 2006 ; Amy B. Zegart, *Spying Blind : the CIA, the FBI, and the Origins of 9/11*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 2007.

8. George W. Bush, « Address to the Nation », Washington, DC, Maison-Blanche, 11 septembre 2001.

9. Robert Litwak, *Regime change : US Strategy Through the Prism of 9/11*, Washington, DC, Woodrow Wilson Center Press, 2007, p. 26-29.

10. « Joint Resolution to authorize the use of United States Armed Force against those responsible for the recent attacks launched against the United States », S.J.Res.23, Washington, 18 septembre 2001.

11. Jason G. Ralph, *America's War on Terror : the State of the 9/11 Exception from Bush to Obama*, Oxford, Royaume-Uni, Oxford University Press, 2013, p. 23-29.

12. George W. Bush, « Address to The Joint Session of the 107th Congress », Washington, DC, 20 septembre 2001.

13. *Ibid.*

14. Cité *in* Bob Woodward, *Plan of Attack*, New York, Simon & Schuster, 2004, p. 25.

15. George W. Bush, « Address to The Joint Session of the 107th Congress », *op. cit.*

16. Jean-Marie Colombani, « Nous sommes tous américains », *Le Monde*, 13 septembre 2001.

17. Donald Rumsfeld, *Known and Unknown : a Memoir*, New York, Sentinel, 2011, p. 369.

18. Mark Mazzetti, *The Way of the Knife : the CIA, a Secret Army, and a War at the Ends of the Earth*, New York, Penguin Books, 2014, p. 37.

19. Ahmed Rashid, *Descent into Chaos. The U.S. and the Disaster in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, New York, Viking, 2008, p. 81-83.

20. Bob Woodward, *Bush at War*, *op. cit.* ; Mark Mazzetti, *The Way of the Knife*, *op. cit.* ; Steve Coll, *Directorate S*, *op. cit.*

21. Walter L. Perry et David Kassing, *Toppling the Taliban : Air-Ground Operations in Afghanistan, October 2001-June 2002*, Santa Monica, CA, RAND, 2015, p. 48-57.

22. Samir Puri, « Brinkmanship, not COIN, in Pakistan's post-9/11 Internal War », *Small Wars & Insurgencies*, 2 janvier 2017, vol. 28, no 1, p. 218-232.

23. Tommy Franks, *American Soldier*, New York, Regan Books, 2004, p. 324.

24. Benjamin S. Lambeth, *Air Power Against Terror : America's Conduct of Operation Enduring Freedom*, Santa Monica, RAND Corporation, 2005, p. 149.

25. Walter L. Perry et David Kassing, *Toppling the Taliban*, *op. cit.*, p. 95-97.

26. Jean-Christophe Notin, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan (1979-2011)*, *op. cit*., p. 681 et suiv.

27. Ahmed Rashid, *Descent into Chaos*, *op. cit.*, p. 85 et suiv.

28. Donald H. Rumsfeld, « Transforming the Military », *Foreign Affairs*, 2002, vol. 81, no 3, p. 20-32 ; Stephen Biddle, « Afghanistan and the Future of Warfare », *Foreign Affairs*, 2003, vol. 82, no 2, p. 31-46.

29. Milton Bearden, « Afghanistan, Graveyard of Empires », *Foreign Affairs*, 2001, vol. 80, no 6, p. 17.

30. S/RES/1386 (2001) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4 443 e séance, New York, 20 décembre 2001.

31. Cité *in* Ahmed Rashid, *Descent into Chaos*, *op. cit.*, p. 185.

32. *Ibid.*, p. 136.

33. Cité *in* Steve Coll, *Directorate S*, *op. cit.*, p. 111.

34. David Willman, *The Mirage Man : Bruce Ivins, the Anthrax Attacks, and America's Rush to War*, New York, Bantam Books, 2011.

35. G.M. Graff, *The Threat Matrix : Inside Robert Mueller's FBI and the War on Global Terror*, New York, Little, Brown and Company, 2011.

36. Timothy H. Edgar, *Beyond Snowden : Privacy, Mass Surveillance, and the Struggle to Reform the NSA*, Washington, DC, Brookings Institution Press, 2017, p. 15 et suiv.

37. Amitai Etzioni, *How Patriotic Is the Patriot Act ? Freedom Versus Security in the Age of Terrorism*, Londres, Routledge, 2005, p. 27-42.

38. Dorle Hellmuth, *Counterterrorism and the State : Western Responses to 9/11*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2016, p. 34-61.

39. « Terrorist Asset Report, 2002 Annual Report to the Congress on Assets in the United States of Terrorist Countries and International Terrorism Program Designees », Office of Foreign Assets Control, 2003.

40. Cité *in* Sean Naylor, *Relentless Strike : the Secret History of Joint Special Operations Command*, New York, St. Martin's Press, 2015, p. 174.

41. Robert H. Swansbrough, *Test by Fire*, *op. cit.*, p. 106 ; Mark Mazzetti, *The Way of the Knife*, *op. cit.*, p. 20.

42. Jose A. Rodriguez, *Hard Measures : How Aggressive CIA Actions After 9/11 Saved American Lives*, New York, Threshold Editions, 2012, p. 17-28 ; Mark Mazzetti, *The Way of the Knife*, *op. cit.*, p. 122-125.

43. *9/11 Commission Report*, *op. cit.*, p. 213-214.

44. Mark Mazzetti, *The Way of the Knife*, *op. cit.*, p. 79 et suiv. ; Jeremy Scahill, *Dirty Wars : the World Is a Battlefield*, New York, Nation Books, 2013, p. 66 et suiv.

45. Sean Naylor, *Relentless Strike*, *op. cit.*, p. 80.

46. *Ibid.*, p. 174.

47. Jason G. Ralph, *America's War on Terror*, *op. cit.*, p. 63-68.

48. Neil A. Lewis, « Red Cross Finds Detainee Abuse in Guantánamo », *The New York Times*, 30 novembre 2004.

49. Jason G. Ralph, *America's War on Terror*, *op. cit.*, p. 84.

50. Stephen Grey, *Les Vols secrets de la CIA : comment l'Amérique a sous-traité la torture*, Paris, Calmann-Lévy, 2007 ; Sam Raphael, Crofton Black et Ruth Blakeley, *CIA Torture Unredacted : an Investigation into the CIA Torture Programme*, Bureau of Investigative Journalism, 2019, p. 76.

51. *Committee Study of the Central Intelligence Agency's Detention and Interrogation Program*, United States Senate Select Committee on Intelligence, 13 décembre 2012 (déclassifié le 3 décembre 2014).

52. *Ibid.*, p. 85.

53. Dick Marty, *Allégations de détentions secrètes et de transferts illégaux de détenus concernant des États membres*, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 7 juin 2006 ; Giovanni Fava, *Rapport sur l'utilisation alléguée de pays européens par la CIA pour le transport et la détention illégale de prisonniers*, Parlement européen, 31 janvier 2007.

54. « The National Security Strategy of the United States », Washington, DC, Maison-Blanche, septembre 2002, p. 6.

55. *Ibid.*

56. « State Department Efforts to Engage Muslim Audiences Lack Certain Communication Elements and Face Significant Challenges », Washington, DC, United States Government Accountability Office, mai 2006.

57. « State Department and Broadcasting Board of Governors Expand Post-9/11 Efforts but Challenges Remain », United States Government Accountability Office, août 2004.

58. Marie Gayte, « La dimension religieuse de la lutte contre le terrorisme dans la diplomatie publique de l'administration Obama », *in* Maud Quessard et Maya Kandel (dir.), *Les États-Unis et la fin de la grande stratégie ? Un bilan de la politique étrangère d'Obama*, Paris, Études de l'IRSEM, no 52, 2017, p. 169-184.

59. David E. Kaplan, « Hearts, Minds, and Dollars : In an Unseen Front in the War on Terrorism, America Is Spending Millions To Change the Very Face of Islam », *US News & World Report*, 25 avril 2005.

60. Rumsfeld Papers, « Final Report of the Defense Science Board (DSB) Task Force on Strategic Communication », 30 septembre 2004.

61. Thomas Rid et Marc Hecker, *War 2.0 : Irregular Warfare in the Information Age*, Westport, Conn, Praeger Security International, 2009, 280 p.

62. Tom Vanden Brook, « U.S. "info ops" programs dubious, costly », *USA Today*, 29 février 2012.

63. Mark Mazzetti, *The Way of the Knife*, *op. cit.*

64. Steve Tatham, *U.S. Governmental Information Operations and Strategic Communications : a Discredited Tool or User Failure ? : Implications for Future Conflict*, Carlisle, PA, Strategic Studies Institute, 2013.

3
Le monde entier pour théâtre

1. Abou Moussab al-Souri, « The military theory of the global Islamic resistance call », traduit et reproduit *in* Brynjar Lia, *Architect of Global Jihad : The Life of Al-Qaida Strategist Abu Mus'ab Al-Suri*, New York, Columbia University Press, 2008, p. 359.

2. Williamson Murray, *Military Adaptation in War : With Fear of Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

3. Corentin Brustlein, *Innovations offensives et puissance militaire au vingtième siècle*, thèse de doctorat sous la dir. de Jean-Paul Joubert, université Jean-Moulin – Lyon-III, 2012, p. 72-77.

4. Abou Obeïd al-Qurashi, « Revolutionary Wars », traduction en anglais *in* Michael W. S. Ryan, *Decoding Al-Qaeda's Strategy : the Deep Battle Against America*, New York, Columbia University Press, 2013, p. 269.

5. Sarah E. Zabel, « The military strategy of global jihad », Strategic Studies Institute, octobre 2007.

6. Le livre d'Abou Bakr Naji a été traduit en anglais par William McCants et mis en ligne en 2006 sous le titre *The Management of Savagery. The Most Critical Stage Through Which the Umma Will Pass*. Il peut être téléchargé à l'adresse suivante : https://media.leeds.ac.uk/papers/pmt/exhibits/2800/Management_of_Savagery.pdf (consultée le 18 février 2020).

7. Brynjar Lia, *Architect of Global Jihad. The Life of Al-Qaida Strategist Abu Mus'ab al-Suri*, Londres, Hurst, 2007.

8. Gilles Kepel et Antoine Jardin, *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du jihad français*, Paris, Gallimard, 2015, p. 52.

9. Lawrence Wright, « The Master Plan », *The New Yorker*, 11 septembre 2006.

10. Brynjar Lia, *op. cit.*, p. 440-456.

11. Thomas Rid et Marc Hecker, *War 2.0. Irregular Warfare in the Information Age*, Westport, Praeger, 2009, p. 193 ; Marc Hecker, « Web social et djihadisme : du diagnostic aux remèdes », Ifri, *Focus stratégique*, no 57, juin 2015.

12. Aaron Y. Zelin, *The State of Global Jihad Online. A Qualitative, Quantitative and Cross-Lingual Analysis*, New America Foundation, janvier 2013.

13. Brynjar Lia, « Jihadi Web Media Production : Characteristics, Trends, and Future Implications », présentation à la conférence « Check the Web » sur le thème « Monitoring,

Research and Analysis of Jihadist Activities on the Internet – Ways to Deal with the Issue », Berlin, 26-27 février 2007.

14. Manuel R. Torres-Soriano, « The Dynamics of the Creation, Evolution, and Disappearance of Terrorist Internet Forums », *International Journal of Conflict and Violence*, vol. 7, no 1, 2013, p. 164-178.

15. Benjamin Ducol, « Uncovering the French-speaking jihadisphere : An exploratory analysis », *Media, War and Conflict*, vol. 5, no 1, 2012, p. 51-70.

16. Bernard Rougier, Pierre-François Mansour et Ahmed Almakir, « Molenbeek et la production islamiste à Bruxelles », *in* Bernard Rougier, *Les Territoires conquis de l'islamisme*, Paris, Presses universitaires de France, 2020, p. 253-280.

17. Dominique Thomas, « Le rôle d'Internet dans la diffusion de la doctrine salafiste », *in* Bernard Rougier (dir.), *Qu'est-ce que le salafisme ?*, Paris, Presses universitaires de France, 2008, p. 99.

18. Lemine Ould M. Salem, *L'Histoire secrète du jihad*, *op. cit.*, p. 191.

19. Matt Cianflone, Jason Cull, John Fisher *et. al*., « Anatomy of a Terrorist Attack. An In-Depth Investigation into the 2002 Bali, Indonesia, Bombings », Working Paper, University Center for International Studies, University of Pittsburgh, 2007, p. 33-40.

20. Jonathan Fighel, « Al Qaeda – Mombasa Attacks 28 November 2002 », International Institute for Counter-Terrorism, IDC Herzliya, 13 juin 2011.

21. Michael Scheuer, *Through Our Enemies' Eyes : Osama bin Laden, Radical Islam, and the Future of America*, Washington, DC, Potomac Books, Inc., 2006, p. 139.

22. Thomas Hegghammer, « The Failure of Jihad in Saudi Arabia », Occasional Paper Series, Combating Terrorism Center at West Point, 25 février 2010.

23. Anthony H. Cordesman et Khalid R. Al-Rodhan, *Gulf Military Forces in an Era of Asymmetric Wars. Volume 1*, Westport, Praeger Security International, 2007, p. 106-110.

24. « Le terrorisme maritime », dossier d'étude publié par le Centre d'enseignement supérieur de la Marine, ministère de la Défense, janvier 2003.

25. Yevgeny A. Kolesnikov, « Lessons Learned from the Nord-Ost Terrorist Attack in Moscow », in *Terrorism : Reducing Vulnerabilities and Improving Responses. US-Russian Workshop Proceedings*, Washington, DC, The National Academies Press, 2004.

26. Daniel Byman, *Road Warriors. Foreign Fighters in the Armies of Jihad*, Oxford, Oxford University Press, 2019, p. 99.

27. Gilles Kepel et Antoine Jardin, *Terreur dans l'Hexagone*, *op. cit*, p. 3.

28. Marc Sageman, « The Next Generation of Terror », *Foreign Policy*, 8 octobre 2009, et Fernando Reinares, « The Madrid Bombings and Global Jihadism », *Survival*, vol. 52, no 2, avril-mai 2010.

29. Bart Schuurman, Quirine Eijkman et Edwin Bakker, « A History of the Hofstadgroup », *Perspectives on Terrorism*, vol. 8, no 4, 2014.

30. Petter Nesser, « Jihadism in Western Europe After the Invasion of Iraq : Tracing Motivational Influences from the Iraq War on Jihadist Terrorism in Western Europe », *Studies in Conflict and Terrorism*, juillet 2006.

31. Anastasia Colosimo, *Les Bûchers de la liberté*, Paris, Stock, 2016.

32. Dominique Thomas, *Le Londonistan : la voix du jihad*, Paris, Michalon, 2003.

33. « London bomber : Text in full », BBC, 1er septembre 2005.

34. « Video of London suicide bomber released », *The Times*, 6 juillet 2006.

35. John Dumbrell, *A Special Relationship : Anglo-American Relations from the Cold War to Iraq*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006, p. 150 et suiv. ; Adam D. M. Svendsen, *Intelligence Cooperation and the War on Terror : Anglo-American Security Relations after 9/11*, Londres, Routledge, 2010, p. 39 et suiv.

36. Dorle Hellmuth, *Counterterrorism and the State : Western Responses to 9/11*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2016, p. 150.

37. John Gearson et Hugo Rosemont, « CONTEST as Strategy : Reassessing Britain's Counterterrorism Approach », *Studies in Conflict & Terrorism*, 2 décembre 2015, vol. 38, no 12, p. 1038-1064.

38. Frank Foley, *Countering Terrorism in Britain and France : Institutions, Norms, and the Shadow of the Past*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 254-255.

39. *Ibid.*, p. 265.

40. Claire Arènes, *La Prévention du terrorisme en Grande-Bretagne. Le programme PREVENT et la communauté musulmane*, Paris, Presses universitaires de France, 2016.

41. Doron Zimmermann, « The European Union and Post-9/11 Counterterrorism : A Reappraisal », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 29, no 2, mars 2006, p. 123-145.

42. Marc Trévidic, *Au cœur de l'antiterrorisme*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2011.

43. Intervention de Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, conférence de presse, 8 juin 2006 ; Nathalie Cettina, « Inventaire des procédures judiciaires ouvertes à l'encontre de terroristes islamistes (1999–2006) », Centre français de recherche sur le renseignement, Note d'actualité no 51, 20 septembre 2006.

44. Expulsion d'Ali Ibrahim El Soudany, ancien imam islamiste radical de la mosquée Hamza de Pantin, communiqué de presse de Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, Paris, 19 août 2010.

45. Laurent Bonelli, « Les caractéristiques de l'antiterrorisme français », in *Au nom du 11 Septembre…*, Paris, La Découverte, 2008, p. 168-187.

46. Dana Priest, « Help from France key in covert operations », *The Washington Post*, 3 juillet 2005.

47. Point presse conjoint de Jacques Chirac et George W. Bush, Washington, DC, 18 septembre 2001.

48. *La France face au terrorisme. Livre blanc du gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme*, Paris, La Documentation française, 2006, p. 121.

49. François Thuillier, *La Révolution antiterroriste*, Paris, Temps Présent, 2019.

50. L'expression est présente à plusieurs reprises dans le *Livre blanc sur la sécurité intérieure*, *op. cit*., p. 10, p. 118.

51. Jonathan Laurence et Justin Vaïsse, *Intégrer l'Islam : la France et ses musulmans, enjeux et réussites*, Paris, Odile Jacob, 2007.

52. Gilles Kepel et Antoine Jardin, *Terreur dans l'Hexagone*, *op. cit*.

53. Marc Hecker, *Intifada française ? De l'importation du conflit israélo-palestinien*, Paris, Ellipses, 2012.

54. Frédéric Encel et Olivier Guez, *La Grande Alliance : de la Tchétchénie à l'Irak*, Paris, Flammarion, 2003.

55. Gilles Andréani, « Le concept de guerre contre le terrorisme fait-il le jeu des terroristes ? », *in* Gilles Andréani et Pierre Hassner (dir.), *Justifier la guerre ? De l'humanitaire au contre-terrorisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 197-220.

56. George W. Bush, « Address to the joint session of the 107th congress », *op. cit.*

57. Stephen Tankel, *With Us and Against Us : How America's Partners Help and Hinder the War on Terror*, New York, Columbia University Press, 2018, p. 267 et suiv.

58. Thomas Hegghammer, *Jihad in Saudi Arabia*, *op. cit*., p. 19.

59. Entretien téléphonique avec Guillaume Denoix de Saint Marc, 5 novembre 2020.

60. Luis Martinez, « Libya : The Conversion of a "Terrorist State" », *Mediterranean Politics*, juillet 2006, vol. 11, no 2, p. 151-165.

61. Maya Kandel, « Le dilemme sécurité-libertés : les contradictions de la politique américaine en Afrique », *Politique américaine*, 2014, vol. 24, no 2, p. 129-142.

62. Maria Ryan, *Full Spectrum Dominance : Irregular Warfare and the War on Terror*, Stanford, California, Stanford University Press, 2019, p. 49 et suiv.

63. Amélie Ferey, *Assassinats ciblés. Critique du libéralisme armé*, Paris, CNRS Éditions, 2020 ; Ronen Bergman, *Lève-toi et tue le premier. L'histoire secrète des assassinats ciblés commandités par Israël*, Paris, Grasset, 2020.

64. « Israel court backs targeted kills », *BBC*, 14 décembre 2006.

65. Daniel Byman, *A High Price : the Triumphs and Failures of Israeli Counterterrorism*, Oxford, Oxford University Press, 2011 ; Samy Cohen, *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, Paris, Seuil, 2009.

66. Oussama Ben Laden, « Terror for terror », 21 octobre 2001, cité *in* Bruce B. Lawrence, *Messages to the World : the Statements of Osama Bin Laden*, traduit par James Howarth, Londres, Verso, 2005.

67. Pavel Baev, « Instrumentalizing Counterterrorism for Regime Consolidation in Putin's Russia », *Studies in Conflict and Terrorism*, 27:4, juillet 2004, p. 337-352.

68. *Tchétchénie, terreur et impunité. Un système organisé*, rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme, Paris, mars 2002 ; *Russie. Quelle justice pour les disparus de Tchétchénie ?*, Amnesty International, juin 2007.

69. Marc Julienne, « La Chine, nouvel acteur de la lutte contre le terrorisme international », *Les Champs de mars*, vol. 30, no 1, 2018, p. 273-281.

70. Gustavo Eduardo Ordóñez Martínez, « Les guerres contre la drogue. Armées, sécurité intérieure et narcotrafic en Amérique latine », *Focus stratégique*, no 83, août 2018, p. 25.

71. Tzvetan Todorov, *Le Nouveau Désordre mondial. Réflexions d'un Européen*, Paris, Robert Laffont, 2003.

4
Hubris et *némésis*

1. Jugement de la « filière des Buttes-Chaumont », tribunal de grande instance de Paris, 14e chambre, 14 mai 2008.

2. « Memorandum for President Bush : Strategic Thoughts », Office of the Secretary of Defense, 30 septembre 2001, National Security Archive.

3. Philippe Droz-Vincent, *Vertiges de la puissance. Le moment américain au Moyen-Orient*, Paris, La Découverte, 2007, p. 62.

4. Justin Vaïsse, *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis : le triomphe de l'idéologie*, Paris, Odile Jacob, 2008, p. 261-270.

5. Robert Litwak, *Regime Change : US Strategy Through the Prism of 9/11*, Washington, DC, Woodrow Wilson Center Press, 2007, 406 p. ; Alexandra de Hoop Scheffer, *Hamlet en Irak*, Paris, CNRS Éditions, 2007.

6. George W. Bush, « State of the Union Address to the 107th Congress », Washington, DC, 29 janvier 2002.

7. Graham T. Allison, *Nuclear Terrorism : the Ultimate Preventable Catastrophe*, New York, Times Books, 2004.

8. Michael R. Gordon, « Cheney Says Next Goal in U.S. War on Terror Is to Block Access to Arms », *The New York Times*, 16 mars 2002.

9. *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington, DC, 17 septembre 2002, p. 6.

10. Philippe Droz-Vincent, *Vertiges de la puissance*, *op. cit.*

11. Robert H. Swansbrough, *Test by Fire, op. cit*, p. 130-138.

12. *Notes for Briefing The Security Council by Dr. Hans Blix, Executive Chairman*, UNMOVIC, 9 janvier 2003.

13. Colin L. Powell, « Remarks to the United Nations Security Council », New York, 5 février 2003 ; Nick Ritchie et Paul Rogers, *The Political Road to War with Iraq : Bush, 9/11 and the Drive to Overthrow Saddam*, Londres, Routledge, 2007, p. 125-133.

14. *Comprehensive Report of the Special Advisor to the DCI on Iraq's WMD*, 30 septembre 2004.

15. *Report on the US Intelligence Community's Prewar Intelligence Assessments on Iraq*, Select Committee On Intelligence United States Senate, Washington, DC, 7 juillet 2004.

16. Bob Woodward, *Plan of Attack*, New York, Simon & Schuster, 2004.

17. Joel Rayburn et Frank K. Sobchak, *The U.S. Army in the Iraq War. Volume 1. Invasion, Insurgency, Civil War, 2003-2006*, Carlisle, PA, US Army War College Press, 2019, p. 81-103 ; Bernard E. Trainor et Michael R. Gordon, *Cobra II. The Inside Story of the Invasion and Occupation of Iraq*, New York, Vintage Books, 2013.

18. Philippe Droz-Vincent, *Vertiges de la puissance*, *op. cit.*, p. 184-191.

19. National Security Archives, *CENTCOM PowerPoint Polo Step Planning Slides briefed to White House and Rumsfeld*, 15 août 2002.

20. *Coalition Provisional Authority Order Number 1 : De-Ba'athification of Iraqi Society*, 23 janvier 2003.

21. Thomas E. Ricks, *Fiasco. The American Military Adventure in Iraq*, Londres, Allen Lane, 2006, p. 161-165.

22. « In Their Own Words : Reading the Iraqi Insurgency », International Crisis Group, 15 février 2006.

23. Thomas E. Ricks, *Fiasco. The American Military Adventure in Iraq*, New York, Penguin Press, 2006, p. 199.

24. « L'armée tuait des innocents en Irak, selon un ancien Marine », Radio-Canada, 8 décembre 2004.

25. Michel Goya, *Irak : les armées du chaos*, Paris, Economica, 2008, p. 34-38 ; voir aussi Myriam Benraad, « Du phénomène arabe sunnite irakien : recompositions sociales, paradoxes identitaires et bouleversements géopolitiques sous occupation (2003-2008) », *Hérodote*, 2008, vol. 130, no 3, p. 59-75.

26. *In Their Own Words*, *op. cit.*

27. Myriam Benraad, « L'organisation d'al-Qaïda en Mésopotamie : les paradoxes d'une politisation », *Stratégique*, no 2/2013, p. 119-130.

28. Jean-Pierre Milelli, « Abou Moussab al-Zarqawi, le jihad en "Mésopotamie" », *in* Gilles Kepel et Jean-Pierre Milelli (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, *op. cit*., p. 370-371.

29. *Cracks in the Foundation. Leadership Schisms in Al-Qa'ida 1989-2006*, West Point, Combating Terrorism Center, 2007, p. 6 (note 21).

30. Mustafa Hamid et Leah Farrall, *The Arabs at War in Afghanistan*, *op. cit.*, p. 183.

31. Michael Weiss et Hassan Hassan, *ISIS. Inside the Army of Terror*, New York, Regan Arts, 2016, p. 10.

32. Nada Bakos, *The Targeter. My Life in the CIA, Hunting Terrorists and Challenging the White House*, New York, Little, Brown and Company, 2019, p. 66-67.

33. Mustafa Hamid et Leah Farrall, *The Arabs at War in Afghanistan*, *op. cit.*, p. 258.

34. Daniel Byman, *Road Warriors : Foreign Fighters in the Armies of Jihad*, Oxford, Oxford University Press, 2019, p. 115.

35. Abdelasiem El Difraoui, *Al-Qaida par l'image. La prophétie du martyre*, Paris, Presses universitaires de France, 2013, p. 202.

36. « Lettre d'Abou Moussab al-Zarqawi à Oussama Ben Laden et Ayman al-Zawahiri » [date probable : 16 février 2004] *in* Gilles Kepel et Jean-Pierre Milelli (dir.), *Al-Qaida dans le texte. Écrits d'Oussama ben Laden, Abdallah Azzam, Ayman al-Zawahiri et Abou Moussab al-Zarqawi*, nouv. éd. revue et augmentée, Paris, Presses universitaires de France, 2008, p. 387 et suiv.

37. « Lettre d'Ayman al-Zawahiri à Abou Moussab al-Zarqawi » (9 juillet 2005) *in* Gilles Kepel et Jean-Pierre Milelli (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, *op. cit.*

38. Thomas E. Ricks, *Fiasco. The American Military Adventure in Iraq*, *op. cit.*, p. 264.

39. Michel Goya, « Les fantômes furieux de Falloujah (juillet-novembre 2004) », *Cahier du RETEX*, avril 2006.

40. Anthony H. Cordesman et Emma R. Davies, *Iraq's Insurgency and the Road to Civil Conflict*, Westport, Praeger Security International, 2008, p. 98 et suiv. ; Michel Goya, *Irak*, *op. cit.*, p. 80-82 ; Piero Ignazi, Giampiero Giacomello et Fabrizio Coticchia, *Italian Military Operations Abroad : Just Don't Call It War*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012, p. 145-146.

41. Morgan Paglia et Vincent Tourret, « L'Iran et ses "proxys" au Moyen-Orient. Les défis de la guerre par procuration », Ifri, *Focus stratégique*, no 95, mars 2020.

42. Anthony H. Cordesman et Emma R. Davies, *Iraq's Insurgency and the Road to Civil Conflict*, *op. cit.*, p. 53, p. 74.

43. *Ibid*.

44. Ahmed Hashim, *Iraq's Sunni insurgency*, Abingdon, Oxon [England], Routledge for the International Institute for Strategic Studies, 2009, p. 43-51.

45. Cité *in* Stéphane Taillat, *« L'impuissance de la puissance ? » : l'action des militaires américains en Irak (2003-2008)*, thèse de doctorat sous la dir. de J. Aben, université Montpellier-III, 2013, p. 156.

46. Fred M. Kaplan, *The Insurgents : David Petraeus and the Plot to Change the American Way of War*, New York, Simon & Schuster, 2013.

47. Daniel Byman, *Road Warriors : Foreign Fighters in the Armies of Jihad*, *op. cit.*, p. 123.

48. Sean Naylor, *Relentless Strike*, *op. cit.*, p. 239.

49. *Ibid.*, p. 255-266 ; Richard H. Shultz, « U.S. Counterterrorism Operations During the Iraq War : A Case Study of Task Force 714 », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 40, no 10, octobre 2017, p. 809-837.

50. Cité *in* Richard H. Shultz, « U.S. Counterterrorism Operations During the Iraq War », *op. cit.*, p. 828.

51. Stanley A. McChrystal, *My Share of the Task : a Memoir*, New York, Portfolio/Penguin, 2013, p. 215-236.

52. Peter L. Bergen, *Holy War, Inc. Inside the Secret World of Osama Bin Laden*, New York, Touchstone, 2002, p. 69.

53. Dominique David, *Sécurité : l'après-New York*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 39-53.

54. *The 9/11 Commission Report*, p. 172.

55. Robert S. Pape, *Dying to Win. The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, New York, Random House, 2005. Lire aussi ce qu'en dit Gilles Kepel, *Sortir du chaos : les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient*, Paris, Gallimard, 2018, p. 119-120.

56. Steven Metz, « La guerre asymétrique et l'avenir de l'Occident », *Politique étrangère*, no 1, 2003, p. 25-40.

57. Pierre Chareyron, « Ces guerres qu'on ne sait plus gagner », *Études*, no 11/2010, p. 439-448.

Acte II
L'ÈRE DE LA CONTRE-INSURRECTION
2006-2011

5
Gambit en Irak

1. Rob Nordland, « Iraq's repairman », *Newsweek*, 5 juillet 2004.

2. Linda Robinson, *Tell Me How This Ends : General David Petraeus and the Search for a Way Out of Iraq*, New York, PublicAffairs, 2008, p. 69.

3. Élie Tenenbaum, *Partisans et centurions. Une histoire de la guerre irrégulière au XXe siècle*, Paris, Perrin, 2018.

4. Amy Belasco, « The Cost of Iraq, Afghanistan, and Other Global War on Terror Operations Since 9/11 », Congressional Research Service, 8 décembre 2014, p. 15 ; Linda Bilmes et Joseph

E. Stiglitz, « The Economic Costs of the Iraq War : An Appraisal Three Years after the Beginning of the Conflict », *SSRN Electronic Journal*, 2006. Voir aussi Joseph E. Stiglitz et Linda J. Bilmes, *The Three Trillion Dollar War : the True Cost of the Iraq Conflict*, New York, W.W. Norton, 2008.

5. J.A. Baker, L. Hamilton, et L.S. Eagleburger (dir.), *The Iraq Study Group report*, New York, Vintage Books, 2006.

6. Frederick W. Kagan, *Choosing Victory : A Plan for Success in Iraq*, American Enterprise Institute, 7 janvier 2007.

7. Linda Robinson, *Tell Me How This Ends*, *op. cit.*, p. 26.

8. *Ibid.*, p. 30-34 ; Fred M. Kaplan, *The Insurgents : David Petraeus and the Plot to Change the American Way of War*, New York, Simon & Schuster, 2013, p. 237-240.

9. Robert M. Gates, *Duty : Memoirs of a Secretary at War*, New York, Alfred A. Knopf, 2014.

10. Stéphane Taillat, « "L'impuissance de la puissance ?" : une approche sociologique de la contre-insurrection américaine en Irak », *Politique américaine*, vol. 19, no 1, 2012, p. 27-48.

11. Peter Chiarelli et Patrick R. Michaelis, « Winning the Peace : The Requirement for Full-Spectrum Operations », *Military Review*, été 2005, p. 10.

12. Bertrand Valeyre, *« Gagner les cœurs et les esprits ». Origine historique du concept et application actuelle en Afghanistan*, Paris, Centre de doctrine et d'emploi des forces, 2010.

13. Peter Chiarelli et Patrick R. Michaelis, « Winning the Peace », *op. cit.*, p. 5-17.

14. George Packer, « The Lesson of Tal Afar », *New Yorker*, 10 avril 2006.

15. Stéphane Taillat, « Adaptation et apprentissage : les forces terrestres américaines et la contre-insurrection en Irak », *Revue française de science politique*, 2008, vol. 58, no 5, p. 773.

16. Thomas Ricks, « U.S. Counterinsurgency Academy Giving Officers a New Mind-Set », *The Washington Post*, 21 février 2006.

17. Lewis Sorley, *A Better War : the Unexamined Victories and Final Tragedy of America's Last Years in Vietnam*, New York, Harcourt Brace & Co, 1999.

18. David H. Petraeus, *The American Military and the Lessons of Vietnam : A Study of Military Influence and the Use of Force in the Post-Vienam Era*, Ph.D., Princeton University, 1987 ; Herbert R. McMaster, *Dereliction of Duty : Lyndon Johnson, Robert McNamara, the Joint Chiefs of Staff, and the Lies that Led to Vietnam*, New York, HarperCollins, 1997.

19. John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife : Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago, University of Chicago Press, 2005.

20. Fred M. Kaplan, *The Insurgents*, *op. cit.*, p. 24-45.

21. David Galula, *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice*, New York, Praeger Security, 1964. Traduit en français par Philippe de Montenon, alors officier de liaison à Fort Leavenworth, et publié sous le titre *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008.

22. Alain A. Cohen, *Galula : The Life and Writings of the French Officer Who Defined the Art of Counterinsurgency*, Westport, CT, Greenwood Publishing Group, 2012.

23. David J. Kilcullen, « Countering Global Insurgency », *Journal of Strategic Studies*, vol. 28, no 4, 2005, p. 597-617.

24. CORDS : Civil Operations and Rural Development Support.

25. Un manuel provisoire a été rédigé en 2004, mais dont la durée de validité ne peut excéder deux ans. David H. Ucko, *The New Counterinsurgency Era*, *op. cit.*, p. 66.

26. Fred M. Kaplan, *The Insurgents*, *op. cit.*, p. 153-164 ; Conrad C. Crane, *Cassandra in Oz : Counterinsurgency and Future War*, Annapolis, Maryland, Naval Institute Press, 2016, p. 78-86.

27. Joel Rayburn et Frank K. Sobchak, *The US Army in the Iraq War. Vol. 2. Surge and Withdrawal, 2007-2011*, Carlisle, PA, US Army War College Press, 2019.

28. Conrad C. Crane, *Cassandra in Oz*, *op. cit.*, p. 204.

29. Myriam Benraad, « Une lecture de la Sahwa ou les mille et un visages du tribalisme irakien », *Études rurales*, no 184, avril 2009, p. 95-106.

30. Fred M. Kaplan, *The Insurgents*, *op. cit.*, p. 243.

31. Élie Tenenbaum, *De l'IRA à l'Irak. Transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique*, Paris, Centre d'études en sciences sociales de la défense, 2008.

32. Joel Rayburn et Frank K. Sobchak, *The US Army in the Iraq War. Vol. 2*, *op. cit.*, p. 145 et suiv.

33. Stephen Biddle, Jeffrey A. Friedman et Jacob N. Shapiro, « Testing the Surge : Why Did Violence Decline in Iraq in 2007 ? », *International Security*, juillet 2012, vol. 37, no 1, p. 7-40.

34. William McCants, *The ISIS Apocalypse. The History, Strategy, and Doomsday Vision of the Islamic State*, New York, St Martin's Press, 2015, p. 15-45.

35. Joel Rayburn et Frank K. Sobchak, *The US Army in the Iraq War. Vol. 2*, *op. cit.*, p. 504-505.

36. Ce document est traduit et analysé dans l'ouvrage suivant : Haroro J. Ingram, Craig Whiteside et Charlie Winter, *The ISIS Reader. Milestone Texts of the Islamic State Movement*, Oxford, Oxford University Press, 2020.

37. William McCants, « The Believer », Brookings, 1er septembre 2015.

38. Myriam Benraad, « Assessing AQI's Resilience After April's Leadership Decapitations », *CTC Sentinel*, vol. 3, no 6, juin 2010.

39. Trevor Cloen, Yelena Biberman et Farhan Zahid, « Terrorist Prison Breaks », *Perspectives on Terrorism*, vol. 12, no 1, février 2018, p. 59-68.

40. Myriam Benraad, « Prisons in Iraq : A New Generation of Jihadists », *CTC Sentinel*, vol. 2, no 12, décembre 2009.

41. Adam Tooze, *Crashed. Comment une décennie de crise financière a changé le monde*, Paris, Les Belles Lettres, 2018.

42. Joel Rayburn et Frank K. Sobchak, *The US Army in the Iraq War. Vol. 2*, *op. cit.*, p. 409-410.

43. *Ibid.*, p. 471, p. 490.

44. Myriam Benraad, « Irak : turbulences politiques et retrait militaire », *Politique étrangère*, no 3, 2010, p. 635-46.

45. Chiffres tirés de l'Iraq Body Count Project, accessible à l'adresse : https://www.iraqbodycount.org/database/.

6
Pat en Af-Pak

1. Déclaration de Nicolas Sarkozy, président de la République, à Washington le 7 novembre 2007.

2. Ahmed Rashid, *Descent into Chaos*, *op. cit.*

3. *Ibid.*, p. 393.

4. Jean-Christophe Notin, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan (1979-2011)*, *op. cit*., p. 767; Guy Carcassonne, « Militant de la démocratie », *Critique internationale*, no 3, 2004, p. 177-192.

5. Gilbert Étienne, « Afghanistan/Pakistan : de redoutables engrenages », *Politique étrangère*, no 1, 2010, p. 67-81.

6. Jean-Christophe Notin, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan (1979-2011)*, *op. cit.*, p. 782.

7. Lauren Fromaget et Paul Haéri, « Stabiliser autrement ? Les équipes provinciales de reconstruction (PRT) en Afghanistan », *Focus stratégique*, no 4, janvier 2008.

8. Shehzad H. Qazi, « The Neo-Taliban, Counter-Insurgency and the American Endgame in Afghanistan », Institute for Social Policy and Understanding, avril 2011.

9. Antonio Giustozzi, *The Taliban at War 2001-2018*, Oxford, Oxford University Press, 2019.

10. David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla. Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Londres, Hurst, 2009, p. 48-49.

11. Steve Coll, *Directorate S*, *op. cit*. ; Antonio Giustozzi, *The Taliban at War 2001-2018*, *op. cit*., 2019.

12. Brian Glyn Williams, « Mullah Omar's Missiles : A Field Report on Suicide Bombers in Afghanistan », *Middle East Policy*, vol. 15, no 4, 2008.

13. Carl Forsberg, « The Taliban's campaign for Kandahar », *Afghanistan Report*, Institute for the Study of War, décembre 2009.

14. Thomas H. Johnson, « The Taliban Insurgency and an Analysis of Shabnamah », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 18, no 3, septembre 2007, p. 317-344.

15. Marit Glad, « Knowledge on Fire : Attacks on Education in Afghanistan », CARE et le ministère de l'Éducation d'Afghanistan, septembre 2009.

16. Antonio Giustozzi, « Hearts, Minds, and the Barrel of a Gun : The Taliban's Shadow Government », *PRISM*, vol. 3, no 2, p. 71-80.

17. *Ibid.*, p. 75-76.

18. Adam Baczko, « Juger en situation de guerre civile. Les cours de justice Taleban en Afghanistan (2001-2013) », *Politix*, no 104, 2013/4, p. 25-46.

19. John A. Glaze, « Opium and Afghanistan. Reassessing U.S. counternarcotics strategy », Strategic Studies Institute, octobre 2007.

20. Steve Coll, *Directorate S*, *op. cit.*

21. Samir Puri, « Brinkmanship, not COIN, in Pakistan's post-9/11 Internal War », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 28, no 1, 2017, p. 218-232.

22. Ahmed Rashid, *Descent into Chaos*, *op. cit*.

23. Arabinda Acharya et Sonal Marwah, « Nizam, la Tanzim : Do Organizations Matter in Terrorism Today ? A Study of the November 2008 Mumbai Attacks », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 34, no 1, 2010, p. 1-16.

24. « Pakistan : The Militant Jihadi Challenge », International Crisis Group, no 164, 13 mars 2009, p. 13-14.

25. Theo Farrell, « Improving in War : Military Adaptation and the British in Helmand Province, Afghanistan, 2006-2009 », *Journal of Strategic Studies*, vol. 33, no 4, août 2010, p. 567-594.

26. Jean-Christophe Notin, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan (1979-2011)*, *op. cit.*, p. 802-804. Lire aussi Michel Goya, « Afghanistan : dix ans après, retour sur l'embuscade d'Uzbin », août 2018, disponible sur le blog : lavoiedelepee.blogspot.com.

27. Assemblée nationale, compte rendu analytique officiel, séance du mardi 8 avril 2008.

28. Andrew R. Hoehn et Sarah Harting, *Risking NATO in Afghanistan*, Santa Monica, Rand Corporation, 2010.

29. Cité *in* Steve Coll, *Directorate S*, *op. cit.*

30. Fred M. Kaplan, *The Insurgents*, *op. cit.*

31. Steve Coll, *Directorate S*, *op. cit.*

32. Bruce O. Riedel, *What We Won : America's Secret War in Afghanistan, 1979-89*, Washington, DC, Brookings Institution Press, 2014.

33. *White Paper of the Interagency Policy Group's Report on US Policy toward Afghanistan and Pakistan*, Washington, DC, 27 mars 2009.

34. Parmi ceux-ci, le directeur des études de sécurité de l'Ifri, Étienne de Durand.

35. Stanley A. McChrystal, *My Share of the Task : a Memoir*, *op. cit.*, p. 394-395 ; Matthew C. Brand, *General McChrystal's Strategic Assessment Evaluating the Operating Environment in Afghanistan in the Summer of 2009*, Research Paper, Maxwell Air University Press, 2011.

36. Cité par Bob Woodward, *Obama's Wars*, New York, Simon & Schuster, 2010.

37. Robert M. Gates, *Duty : Memoirs of a Secretary at War*, *op. cit*., p. 392.

38. Sheryl G. Stolberg, Helene Cooper, « Obama Adds Troops, but Maps Exit Plan », *The New York Times*, 1er décembre 2009 ; Bob Woodward, *Obama's Wars*, *op. cit.*, p. 309-317.

39. Gilles Dorronsoro, *Waiting for the Taliban in Afghanistan*, Washington, DC, Carnegie Endowment for International Peace, septembre 2012.

40. United Nations Assistance Mission to Afghanistan (UNAMA), *Annual Report on Protection of Civilians in Armed Conflict 2008*, Kaboul, janvier 2009, p. 16.

41. Michel Drain, « L'engagement de la Bundeswehr en Afghanistan : quels enseignements pour la politique de défense allemande ? », Ifri, *Note du Cerfa*, no 118, décembre 2014, p. 11. Voir aussi : Axel Heck, « Le colonel Klein et la légitimité de la frappe aérienne de Kunduz dans les films de la télévision allemande », *Air & Space Power Journal Afrique & Francophonie*, 4e trimestre 2016, p. 74-92.

42. En 2009, par exemple, les Nations unies recensent moins de 600 civils tués aux mains de la coalition contre plus de 1 500 aux mains des Talibans. Données recueillies dans les rapports annuels de l'UNAMA, *op. cit.*

43. Stanley A. McChrystal, *My Share of the Task*, *op. cit.*, p. 331.

44. International Security Assistance Force (ISAF), *Tactical Directive (revised)*, 6 juillet 2009 ; ISAF Commander's Counter-insurgency Guidance, août 2009, tous deux à l'adresse : https://www.nato.int/isaf/docu/official_texts/.

45. Chiffres UNAMA, rapports pour les années 2008 et 2010, p. 14 et 25.

46. Nasser Saghafi-Ameri, « Prospects for peace and stability in Afghanistan », SIPRI, juin 2011.

47. Ian S. Livingstone et Michael O'Hanlon, *Afghanistan Index*, Brookings, 28 février 2013.

48. David Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008.

49. Bouclage et ratissage consistent à isoler une zone donnée par un dispositif continu, puis y rechercher méthodiquement tous les éléments ennemis qui s'y trouvent. La nomadisation consiste pour sa part à créer l'insécurité chez l'ennemi en adoptant une grande mobilité, y compris de nuit, pour le surprendre, éventuellement par des embuscades. Sur tous ces points, FT-13, *Doctrine de contre-rébellion*, Paris, Centre de doctrine et d'emploi des forces, 2009 ; lire aussi l'analyse qu'en tire Étienne de Durand, « Francs-tireurs et centurions. Les ambiguïtés de l'héritage contre-insurrectionnel français », *Focus stratégique*, mars 2011, no 29.

50. Jean-Christophe Notin, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan (1979-2011)*, *op. cit.* En décembre 2009, l'opération *Septentrion* dans la vallée d'Uzbin est considérée comme une revanche française après l'embuscade de 2008.

51. Stanley A. McChrystal, *My Share of the Task*, *op. cit.*, p. 431 et suiv.

52. Astri Suhrke, « La route vers Marjah », *Politique américaine*, vol. 17, no 2, 2010, p. 90 et suiv. ; Young E. (dir.), *Stabilization : Lessons from the U.S. Experience in Afghanistan*, Arlington, VA, *Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction*, 2018, p. 58.

53. UNAMA, *Annual Report on Protection of Civilians in Armed Conflict 2010*, Kaboul, janvier 2011, p. 2.

54. Antonio Giustozzi, *The Taliban at War*, *op. cit.*

55. Michael Hastings, « The Runaway General », *Rolling Stone*, 8 juillet 2010.

56. Robert M. Gates, *Duty : Memoirs of a Secretary at War*, *op. cit*., p. 442.

57. Christopher Drew, « Military Budget Reflects a Shift in US Strategy », *The New York Times*, 6 avril 2009.

58. Alex Rogers, « The MRAP : Brilliant Buy, or Billions Wasted ? », *Time*, 2 octobre 2012.

59. Sheila Miyoshi Jager, *On the Uses of Cultural Knowledge*, Carlisle, PA, Strategic Studies Institute, 2007 ; Paul Joseph, *Soft Counterinsurgency : Human Terrain Teams and US military strategy in Iraq and Afghanistan*, New York, Palgrave Macmillan, 2016.

60. Pour un résumé des thèses critiques à la contre-insurrection, lire Thomas R. Mockaitis, *The COIN Conundrum : The Future of Counterinsurgency and U.S. Land Power*, Carlisle, PA, Strategic Studies Institute, 2016, p. 24-30.

61. Emma Graham-Harrison, « NATO's Afghan night raids come with high civilian cost », *Reuters*, 24 février 2011.

62. Il s'agit ici d'une expression israélienne. *Cf.* Efraim Inbar et Eitan Shamir, « "Mowing the Grass" : Israel's Strategy for Protracted Intractable Conflict », *Journal of Strategic Studies*, vol. 37, no 1, 2014, p. 65-90.

63. Peter Bergen, David Sterman et Melissa Salyk-Virk, « America's Counterterrorism Wars. Tracking the United States' Drone Strikes and Other Operations in Pakistan, Yemen, Somalia, and Libya », *New America*, 30 mars 2020.

64. Sean Naylor, *Relentless Strike*, *op. cit*.

65. Peter Bergen, *Manhunt : the Ten-Year Search for Bin Laden from 9/11 to Abbottabad*, New York, Crown Publishers, 2012 ; Mark Bowden, *The Finish : The Killing of Osama Bin Laden*, New York, Atlantic Monthly Press, 2012.

66. Robert M. Gates, *Duty : Memoirs of a Secretary at War*, *op. cit*.

67. Mark Mazzetti, *The Way of the Knife*, *op. cit.*

7
Hydre terroriste ou tigre de papier ?

1. Shiraz Maher, « Jihadis React to Bin Laden's Death », www.foreignaffairs.com, 7 mai 2011.

2. « Full statement from al Qaeda on Osama bin Laden's death », CNN, 6 mai 2011.

3. Philipp Mudd, « The Death of Usama bin Ladin : Threat Implications for the U.S. Homeland », *CTC Sentinel*, vol. 4, no 6, p. 2.

4. John Mueller, « Is There Still a Terrorist Threat ? », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2006.

5. Patricia Mazzei, « Opioids, Car Crashes and Falling : The Odds of Dying in the US », *The New York Times*, 14 janvier 2019.

6. Bruce Riedel, « Al Qaeda Strikes Back », *Foreign Affairs*, mai-juin 2007.

7. Bruce Hoffman, « The myth of grass-roots terrorism : why Osama Bin Laden still matters », *Foreign Affairs*, mai-juin 2008.

8. Marc Sageman, « Does Osama still call the shots ? Debating the containment of al-Qaeda's leadership », *Foreign Affairs*, juillet-août 2008. Voir aussi Marc Sageman, *Leaderless Jihad*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2008.

9. Lawrence Wright, « The rebellion within. An Al Qaeda mastermind questions terrorism », *The New Yorker*, 2 juin 2008.

10. Cécile Hennion, « Ruptures entre idéologues d'Al-Qaida et du djihad », *Le Monde*, 8 mars 2008.

11. Mohammed-Mahmoud Ould Mohamedou, « La démocratie arabe au regard du néo-orientalisme », *Revue internationale et stratégique*, no 3, 2011, p. 85-91.

12. Jacques Raillane, « Zombinladen : le retour des émirs vivants », *Terrorismes, guérillas, stratégie et autres activités humaines* (blog hébergé sur le site du journal *Le Monde*), 28 septembre 2011.

13. « Gilles de Kerchove, le "tsar" de l'antiterrorisme européen est un roi nu », *Le Point* et AFP, 16 janvier 2015.

14. *Cf.* note 48 p. 13.

15. Lemine Ould M. Salem, *Le Ben Laden du Sahara. Sur les traces du jihadiste Mokhtar Belmokhtar*, Paris, Éditions de La Martinière, 2014, p. 53.

16. Mathieu Guidère, *Al-Qaïda à la conquête du Maghreb*, Monaco, Éditions du Rocher, 2007, p. 73.

17. Djallil Lounnas, « La stratégie algérienne face à AQMI », *Politique étrangère*, no 3, 2013, p. 147-157.

18. Pierre Pahlavi et Jérôme Lacroix Leclair, « L'institutionnalisation d'AQMI dans la nébuleuse Al-Qaida », *Les Champs de Mars*, vol. 24, no 2, 2012, p. 9-28.

19. *Al-Qa'ida's Foreign Fighters in Iraq. A First Look at the Sinjar Records*, Harmony Project Combating Terrorism Center, West Point, 2007.

20. Mathieu Guidère, « La tentation internationale d'al-Qaïda au Maghreb », *Focus stratégique*, no 12, Ifri, décembre 2008.

21. « Les enturbanés », du nom de la secte de l'imam Ibn Yassin au XIe siècle.

22. Marc Mémier, « AQMI et al-Mourabitoun. Le djihad sahélien réunifié ? », *Études de l'Ifri*, janvier 2017.

23. Dario Cristiani, « Ten Years of al-Qaeda in the Islamic Maghreb : Evolution and Prospects », *Terrorism Monitor*, no 9, vol. 15, mai 2017.

24. « Sahara-Geiseln müssen zahlen », *Handelsblatt*, 20 octobre 2003.

25. Alain Antil, « La Mauritanie après le putsch de 2005 », *Politique étrangère*, no 4, 2005, p. 809-819.

26. « Al-Qaida appelle le GSPC algérien à frapper la France », *Le Monde* et AFP, 14 septembre 2006.

27. Mehdi Mekdour, « Al-Qaïda au Maghreb islamique », note d'analyse du GRIP, août 2011.

28. Lakhdar Benchiba, « Les mutations du terrorisme algérien », *Politique étrangère*, no 2, 2009, p. 345-352.

29. Voir le jugement de la 14e chambre du tribunal de grande instance de Paris. *Cf.* Ministère public c/ Hicheur, 4 mai 2012.

30. Serge Daniel, *AQMI, l'industrie de l'enlèvement*, Paris, Fayard, 2012.

31. Thierry Oberlé, « L'incroyable histoire du terroriste de Marrakech », *Le Figaro*, 6 mai 2011.

32. Mathieu Guidère, « Al-Qaïda au Maghreb islamique : le tournant des révolutions arabes », *Maghreb-Machrek*, 2011/2 no 208, p. 59-73.

33. Alain Antil, « Chronique de l'année de braise : les multiples dimensions de la "guerre" au terrorisme », *L'Année du Maghreb*, vol. 7, 2011, p. 345-356.

34. M. Mokhtar Ould Boye et Charles Michel, *Victoire dans les dunes*, Paris, L'Harmattan, 2020.

35. Frederic Wehrey, « Control and Contain : Mauritania's Clerics and the Strategy Against Violent Extremism », Washington, DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2019.

36. Le document récupéré a été déclassifié le 1er mars 2016 et est accessible sous le titre « Letter about matter of the Islamic Maghreb » à l'adresse suivante : www.dni.gov/index.php/features/bin-laden-s-bookshelf.

37. Hassane Koné, « Comment la Mauritanie échappe-t-elle aux attentats terroristes ? », Institut d'études de sécurité, 6 décembre 2019.

38. Stephen Tankel, *With Us and Against Us : How America's Partners Help and Hinder the War on Terror*, *op. cit*., p. 257. Issiaka Sidibé, « Le Mali, la drogue, les otages, les rebelles et les dépenses princières de l'ex-Première Dame », *MaliWeb*, 28 janvier 2014.

39. Jean-Christophe Notin, *La Guerre de la France au Mali*, Paris, Tallandier, 2014, p. 51-53.

40. Edmund J. Hull, *High-Value Target. Countering Al-Qaeda in Yemen*, Washington, DC, Potomac Books, 2011, p. 117.

41. Mark S. Hamm, *The Spectacular Few : Prisoner Radicalization and the Evolving Terrorist Threat*, New York, New York University Press, 2013, p. 99-103.

42. Marc Sageman, *Misunderstanding Terrorism*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2016. Sur la position du Code de procédure pénale français, lire par exemple Pascal

Lemoine, « La loyauté de la preuve à travers quelques arrêts récents de la chambre criminelle », *in* Rapport annuel de la Cour de cassation, Paris, La Documentation française, 2004.

43. James Taranto, « "Moderate" Meets Maker : Anwar al-Awlaki, then and now », *Wall Street Journal*, 30 septembre 2011.

44. Erroll Southers, *Homegrown Violent Extremism*, Londres, Routledge, 2014.

45. Alexander Meleagrou-Hitchens, *As American as Apple Pie : How Anwar al-Awlaki Became the Face of Western Jihad*, Londres, International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, 2011.

46. Anne Speckhard, « The Boston Marathon Bombers : the Lethal Cocktail that Turned Troubled Youth to Terrorism », *Perspectives on Terrorism*, vol. 7, no 3, juin 2013, p. 64-78.

47. The AQ Chef, « Make a bomb in the kitchen of your mom », *Inspire*, no 1, été 2010, p. 33-40.

48. Yahya Ibrahim, « The ultimate mowing machine », *Inspire*, no 2, automne 2010, p. 53-54.

49. « Letter from the editor », *Inspire*, no 3, novembre 2010, p. 3.

50. Stanley Hoffmann, *Gulliver empêtré – Essai sur la politique étrangère des États-Unis*, Paris, Seuil, 1971.

51. Scott MacLeod, « Strategic Patience », *The Cairo Review of Global Affairs*, automne 2012.

52. Cristina Marchetti, *Understanding Terrorism in the Age of Global Media*, Londres, Palgrave Macmillan, 2013.

53. Aline Leboeuf, « Les conflits fluides : concepts et scénarios », *Politique étrangère*, no 3, 2005, p. 625-638.

Acte III
LE DJIHAD FAIT SA RÉVOLUTION 2011-2014

8
La doctrine Obama

1. Barack Obama, « Un nouveau départ », discours à l'université du Caire, 4 juin 2009.

2. Samuel P. Huntington, « The Clash of Civilizations ? », *Foreign Affairs*, vol. 72, no 3, 1993, p. 22. Lire également l'ouvrage qui a été tire de cet article par le même auteur, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Simon & Schuster, 1996.

3. *Sustaining U.S. Global Leadership : Priorities for 21st Century Defense*, Washington, DC, Department of Defense, janvier 2012, p. 6.

4. *Quadrennial Defense Review 2014*, Washington, DC, Department of Defense, mars 2014, p. viii.

5. Final Report. Guantánamo Review Task Force, 22 janvier 2010.

6. Cité *in* Mark Mazzetti, *The Way of the Knife*, *op. cit*.

7. Jessica Purkiss, Jack Serle, « Obama's covert drone war in numbers : ten times more strikes than Bush », Bureau of Investigative Journalism, 17 janvier 2017.

8. John Brennan, « Securing the Homeland by renewing America's Strengths, Resilience, and Values », Washington, DC, Center for Strategic and International Studies, 26 mai 2010.

9. Amélie Ferey, *Assassinats ciblés. Critique du libéralisme armé*, *op. cit*.

10. « Lawfulness of a Lethal Operation Directed Against a U.S. Citizen Who Is a Senior Operational Leader of Al-Qa'ida or An Associated Force », Department of Justice White Paper, 8 novembre 2011.

11. Andris Banka et Adam Quinn, « Killing Norms Softly : US Targeted Killing, Quasi-secrecy and the Assassination Ban », *Security Studies*, vol. 27, no 4, 2018, p. 665-703.

12. David E. Sanger, *Confront and Conceal : Obama's Secret Wars and Surprising Use of American Power*, New York, Broadway Books, 2013, p. 259.

13. Pour une revue complète de la littérature sur le sujet, lire Amélie Ferey, *Assassinats ciblés. Critique du libéralisme armé*, *op. cit.*

14. Patrick B. Johnston, « Does Decapitation Work ? Assessing the Effectiveness of Leadership Targeting in Counterinsurgency Campaigns », *International Security*, vol. 36, no 4, avril 2012, p. 47-79.

15. Peter Bergen, « Drone Wars : The Constitutional and Counterterrorism Implications of Targeted Killing », Testimony presented before the U.S. Senate Committee on the Judiciary, Subcommittee on the Constitution, Civil Rights and Human Rights, 23 avril 2013.

16. Jessica Purkiss, Jack Serle, « Obama's covert drone war in numbers », *op. cit.*

17. Kathleen McInnis et Nathan Lucas, « What Is "Building Partner Capacity ?" », Congressional Research Service, 18 décembre 2015.

18. Les données proviennent du projet Security Assistance Monitor, accessible à l'adresse : securityassistance.org (consulté le 3 septembre 2020).

19. Lesley A. Warner, « The Trans Sahara Counter Terrorism Partnership : Building Partner Capacity to Counter Terrorism and Violent Extremism », Center for Naval Analyses, 2014 ; Maya Kandel (dir.), *La Stratégie américaine en Afrique*, Études de l'IRSEM, no 36, décembre 2014.

20. Maya Kandel, « Obama face au terrorisme : chronique d'un échec ? », *Potomac Papers*, no 28, Ifri, septembre 2016, p. 25.

21. « Audit of the Department of State Implementation of Policies Intended To Counter Violent Extremism », Office of the Inspector General, Washington, DC, juin 2019.

22. *Ibid.*

23. Daniel Benjamin, « Testimony Before the Emerging Threats and Capabilities Subcommittee of the Senate Armed Services Committee », Washington, DC, 10 mars 2010.

24. « Osama bin Laden Largely Discredited Among Muslim Publics in Recent Years, al Qaeda Too », Pew Research Center, 2 mai 2011.

25. Statement of Ambassador Alberto M. Fernandez, Coordinator for the Center for Strategic Counterterrorism Communications before the House Foreign Affairs Subcommittee on Terrorism, Nonproliferation and Trade, Washington, DC, 2 août 2012.

26. Anthony Cordesman, « Time to Focus on "Afghan Good Enough" », Center for Strategic and International Studies, 1er mai 2012.

27. Barış Ateş, « Afghan National Army Challenge with Attrition : A Comparative Analysis », *Güvenlik Stratejileri Dergisi*, 2014, vol. 10, no 19, p. 168.

28. *Reconstructing the Afghan National Defense and Security Forces : Lessons from the U.S. Experience in Afghanistan*, Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction,

Arlington, septembre 2017, p. 81-85.

29. Audrey Ferraro, « Afghanistan : rencontre avec la mort à Gwan », *Inflexions*, 2017, vol. 35, no 2, p. 103-108.

30. Austin Long, « "Green on Blue" : Insider Attacks in Afghanistan », *Survival*, juillet 2013, vol. 55, no 3, p. 167-182.

31. Jean-Luc Racine, « Pakistan, le rôle trouble de l'ISI », *in* Bertrand Badie et Dominique Vidal, *Qui gouverne le monde ?*, Paris, La Découverte, 2018, p. 308-315.

32. Austin Long, « After ISAF : partners and proxies in Afghanistan after 2014 », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 27, no 1, janvier 2016, p. 22-38.

33. Jeffrey Goldberg, « The Obama Doctrine », *The Atlantic*, avril 2016.

9
Les désillusions du printemps arabe

1. Manuel Castells, *Networks of Outrage and Hope. Social Movements in the Internet Age*, Cambridge, Polity Press, 2012, p. 22-31.

2. David M. Faris, « La révolte en réseau : le "printemps arabe" et les réseaux sociaux », *Politique étrangère*, no 1, 2012, p. 99-109.

3. Wael Ghonim, *Révolution 2.0*, Paris, Steinkis, 2012.

4. Archibald Gallet, « Les enjeux du chaos libyen », *Politique étrangère*, no 2, 2015, p. 99-111.

5. Manuel Castells, *Networks of Outrage and Hope. Social Movements in the Internet Age*, *op. cit.*

6. Daniel Byman, « Explaining the Western Response to the Arab Spring », *Journal of Strategic Studies*, vol. 36, no 2, avril 2013, p. 289-320.

7. « Troubled Tunisia : What should we do ? », 17 juillet 2009, WikiLeaks : 09TUNIS492.

8. « Scene setter for minister of Defence Tantawi's visit to the U.S. », 16 mars 2008, WikiLeaks : 08CAIRO524_a.

9. Séances du mardi 11 janvier 2011, Assemblée nationale, compte rendu intégral, p. 8.

10. Propos restitués par David E. Sanger, *Confront and Conceal*, *op. cit.*

11. Wolfram Lacher, *Libya's Fragmentation : Structure and Process in Violent Conflict*, Londres, I. B. Tauris & Company, Limited, 2020, p. 20-21.

12. « Seïf al-Islam Kadhafi brandit la menace d'une guerre civile », Agence France Presse, 21 février 2011.

13. Jean-Christophe Notin, *La Vérité sur notre guerre en Libye*, Paris, Fayard, 2012.

14. Bernard-Henri Lévy, *La Guerre sans l'aimer. Journal d'un écrivain au cœur du printemps libyen*, Paris, Grasset, 2011.

15. David E. Sanger, *Confront and Conceal*, *op. cit.*

16. Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer, *La Responsabilité de protéger*, Paris, Presses universitaires de France, 2015.

17. Christopher S. Chivvis, *Toppling Qaddafi : Libya and the Limits of Liberal intervention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

18. Jean-Christophe Notin, *La Vérité sur notre guerre en Libye*, *op. cit.*

19. Moncef Ouannès, « Les milices en Libye : obstacle majeur à la reconstruction de l'État », *in* Anna Bozzo et Pierre-Jean Luizard, *Vers un nouveau Moyen-Orient ? États arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles*, Rome, Roma Tre-Press, 2016, p. 277-295.

20. « Libya : June 1996 Killings at Abu Salim Prison », Human Rights Watch, 27 juin 2006 ; Ali Bensaâd, « Changement social et contestations en Libye », *Politique africaine*, no 1, 2012, p. 5-22.

21. Mohammed Ali Musawi, « A selected translation of the LIFG recantation document », Quilliam Foundation, 2009, et Omar Ashour, « Between ISIS and a failed state : The saga of Libyan Islamists », *Working Paper*, Project on US Relations with the Islamic World at Brookings, 2015.

22. Isabelle Mandraud, *Du djihad aux urnes. Le parcours singulier d'Abdelhakim Belhadj*, Paris, Stock, 2013.

23. Laurence Aïda Ammour, « Libye 2011-2013 : les reconfigurations de l'islamisme radical », *Politique étrangère*, no 4, 2013, p. 145-157.

24. Wolfram Lacher, « Libya : A Jihadist Growth Market », *in* Guido Steinberg et Annette Weber (dir.), *Jihadism in Africa. Local Causes, Regional Expansion, International Alliances*, Berlin, SWP Research Paper, juin 2015, p. 31-50.

25. Jean-Christophe Notin, *La Vérité sur notre guerre en Libye*, *op. cit*., p. 480-481.

26. *Ibid.*

27. Joseph I. Lieberman et Susan M. Collins, *Flashing Red : A Special Report on the Terrorist Attack at Benghazi*, United States Committee on Homeland Security and Governmental Affairs, 30 décembre 2012.

28. Aaron Y. Zelin, « The Rise and Decline of Ansar al-Sharia in Libya », Hudson Institute, 6 avril 2015.

29. « Ahmed Abu Khattalah Sentenced to 22 Years in Prison for September 2012 Attack in Benghazi, Libya », communiqué du Department of Justice, 27 juin 2018.

30. Hélène Bravin et Kamel Almarache, « Le temps des milices et des gangs », *Les Cahiers de l'Orient*, no 3, 2013, p. 107-146.

31. « L'intervention au Mali derrière l'attentat contre l'ambassade de France au Mali », *L'Humanité*, 23 avril 2013.

32. Archibald Gallet, « Les enjeux du chaos libyen », *Politique étrangère*, no 2, 2015, p. 99-111.

33. Saïd Haddad, « La Libye, un État failli ? À propos du chaos libyen et de l'échec d'une transition », *L'Année du Maghreb*, no 13, 2015, p. 167-191.

34. Joas Wagemakers, « A purist jihadi-salafi : The ideology of Abu Muhammad al-Maqdisi », *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 36, no 2, 2009, p. 281-297.

35. Michaël Béchir Ayari et Fabio Merone, « Ansar al-Charia Tunisie : une institutionnalisation à la croisée des chemins », *in* Michel Camau et Frédéric Vairel (dir.), *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 2014, p. 414-428.

36. Romain Caillet, « Le procès d'Abu Muhammad al-Maqdisi et le délit d'opinion dans un État autoritaire », *Les Carnets de l'Ifpo*, 3 août 2011.

37. Stéphanie Wenger, *Jours tranquilles à Tunis*, Paris, Riveneuve éditions, 2018.

38. Aaron Y. Zelin, *Your Sons Are at Your Service. Tunisia's Missionaries of Jihad*, New York, Columbia University Press, 2020, p. 98.

39. *Ibid.*, p. 140.

40. Anne-Clémentine Larroque, *L'Islamisme au pouvoir. Tunisie, Égypte, Maroc*, Paris, Presses universitaires de France, 2018, p. 199.

41. « Procès Persepolis : le patron de Nessma TV condamné à une amende », *Le Monde*, 3 mai 2012.

42. Daveed Gartenstein-Ross, Bridget Moreng et Kathleen Soucy, « Raising the stakes : Ansar al-Sharia in Tunisia's Shift to Jihad », ICCT Research Paper, février 2014.

43. « Interview with Abu Muqatil », *Dabiq*, no 8, Jumadha al-Akhira 1436, p. 59-62.

44. Frida Dahmani, « Tunisie : l'enquête sur l'assassinat de Chokri Belaïd rebondit », *Jeune Afrique*, 2 février 2020.

45. « En Tunisie, l'armée victime de la plus grave attaque depuis 1956 », *Le Monde* avec AFP, 17 juillet 2014.

46. Aaron Y. Zelin, *Your Sons Are at Your Service*, *op. cit.*, p. 184.

47. Clément Steuer, « Les salafistes dans le champ politique égyptien », *Politique étrangère*, no 4, 2013, p. 133-143.

48. « All According to Plan. The Rab'a Massacre and Mass Killings of Protesters in Egypt », Human Rights Watch, 12 août 2014.

49. Mansouria Mokhefi, « Égypte : le retour de la dictature militaire », *Ramsès 2015*, Paris, Dunod, 2014, p. 252-257.

50. Mokhtar Awad et Mostafa Hashem, « Egypt's Escalating Islamist Insurgency », Carnegie Middle East Center, octobre 2015.

51. Zack Gold, « Salafi Jihadist Violence in Egypt's North Sinai : From Local Insurgency to Islamic State Province », *ICCT Research Paper*, avril 2016.

52. Yusri Mohamed, « Egypt vows crackdown on "infidels" after border massacre », *Reuters*, 6 août 2012.

53. Zack Gold, « Security in the Sinai : Present and Future », *ICCT Research Paper*, mars 2014.

54. Mokhtar Awad et Samuel Tadros, « Bay'a Remorse ? Wilayat Sinai and the Nile Valley », *CTC Sentinel*, vol. 8, no 8, août 2015.

55. Omar Ashour, « ISIS and Wilayat Sinai. Complex Network of Insurgency under Authoritarian Rule », *DGAPkompakt*, no 15, août 2016.

56. Mustansir Barma, « Struggles for Egypt's Tourism Sector », *Sada. Middle East Analysis*, Carnegie Endowment for International Peace, 17 décembre 2015.

57. Voir deux avis contraires : Daveed Gartenstein-Ross, « The Consequences of NATO's War in Libya », *War on the Rocks*, 8 mai 2014 et « Security Assessment in North Africa. Issue Brief », *Small Arms Survey*, no 2, juin 2015.

58. *Final report of the Panel of Experts established pursuant to resolution 1973 (2011)*, United Nations Security Council, février 2015.

10
Syrie : de la guerre civile au djihad global

1. Fadi Jaber, *Translating and Representing Citizens' Quotations of the Syrian Humanitarian Disaster in English Language Newspapers : A Narrative Approach*, thèse de doctorat soutenue à l'université d'Ottawa, 2017, p. 6.

2. Bachar al-Assad a une formation d'ophtalmologiste, d'où le surnom de « docteur ». *Cf.* Benjamin Barthe, « Les enfants de Deraa, l'étincelle de l'insurrection syrienne », *Le Monde*, 8 mars 2013.

3. François Burgat et Romain Caillet, « Une guérilla "islamiste" ? Les composantes idéologiques de la révolte armée », *in* François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie*, Paris, La Découverte, 2013, p. 54-83 ; Gilles Dorronsoro, Adam Baczko et Arthur Quesnay, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, Paris, CNRS Éditions, 2016, p. 122.

4. Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Les Chemins de Damas : le dossier noir de la relation franco-syrienne*, Paris, Robert Laffont, 2014, p. 281.

5. Thomas Pierret, « Syrie : l'islam dans la révolution », *Politique étrangère*, no 4, 2011, p. 879-891 ; François Burgat et Romain Caillet, « La stratégie al-Assad : diviser pour survivre », *in* François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie*, *op. cit*., p. 17-32.

6. Ignace Leverrier, « Syrie. Les vrais amis de Bachar al-Assad, pas les "amis de Sadnaya" mais les révolutionnaires et les démocrates », *Un œil sur la Syrie*, 19 octobre 2013.

7. Charles Lister, « Profiling Jabhat al-Nusra », Analysis Paper, *The Brookings Project on U.S. Relations with the Islamic World*, no 24, juillet 2016.

8. Charles Lister, *The Syrian Jihad. Al-Qaeda, the Islamic State and the Evolution of an Insurgency*, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 73 et 98.

9. Kataib Ahrar al-Sham est devenu Harakat al-Sham début 2013, après avoir fusionné avec d'autres groupes islamistes.

10. Charles Lister, « The Free Syrian Army : a Decentralized Insurgent Brand », Analysis Paper, *The Brookings Project on U.S. Relations with the Islamic World*, no 26, novembre 2016, p. 9.

11. Frédéric Pichon, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », *Politique étrangère*, no 1, 2013, p. 107-118.

12. Samuel Charap, Elina Treyger, et Edward Geist, *Understanding Russia's Intervention in Syria*, Santa Monica, RAND Corporation, 2019.

13. Thomas Juneau, « Iran's costly intervention in Syria : A pyrrhic victory », *Mediterranean Politics*, vol. 25, no 1, 2020, p. 26-44.

14. *Lebanon's Hizbollah Turns Eastward to Syria*, *Crisis Group Middle East Report* no 153, 27 mai 2014.

15. Roula Khalaf et Abigail Fielding Smith, « Qatar bankrolls Syrian revolt with cash and arms », *Financial Times*, 16 mai 2013.

16. C.J. Chivers, E. Schmitt, « Saudis Step Up Help for Rebels in Syria With Croatian Arms », *The New York Times*, 25 février 2013.

17. Claire Beaugrand, « L'engagement des monarchies du Golfe contre le régime de Bachar al-Assad », *in* François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie*, *op. cit.*, p. 310-321.

18. Linda Robinson, Austin G. Long, Kimberly Jackson et Rebeca Orrie, *Improving the Understanding of Special Operations : A Case History Analysis*, Santa Monica, RAND, 2018, p. 185.

19. Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Les Chemins de Damas*, *op. cit.*, p. 332.

20. « Remarks by the President to the White House Press Corps », The White House Office of the Press Secretary, 20 août 2012.

21. « United Nations Mission to Investigate Allegations of the Use of Chemical Weapons in the Syrian Arab Republic – Final Report », 12 décembre 2013.

22. Eliot Higgins, « A History of Sarin Use in the Syrian Conflict », *Bellingcat*, 6 septembre 2017.

23. Voir par exemple Jean-Pierre Filiu, « La Syrie est notre guerre d'Espagne », *Mediapart*, 7 août 2016.

24. Mark Mazzetti et Ali Younes, « C.I.A. Arms for Syrian Rebels Supplied Black Market, Officials Say », *The New York Times*, 26 juin 2016 ; Erika Solomon, « The rise and fall of a US-backed rebel commander in Syria », *The Financial Times*, 9 février 2017 ; Armin Krishnan, « Controlling partners and proxies in pro-insurgency paramilitary operations : the case of Syria », *Intelligence and National Security*, 2019, vol. 34, no 4, p. 544-560.

25. Yves-Michel Riols, Benjamin Barthe et Cyril Bensimon, « Comment et pourquoi la France a livré des armes aux rebelles en Syrie », *Le Monde*, 21 août 2014.

26. Charles R. Lister, *The Syrian Jihad : Al-Qaeda, the Islamic State and the Evolution of an Insurgency*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

27. Daniel Byman, *Road Warriors : Foreign Fighters in the Armies of Jihad*, New York, Oxford University Press, 2019, p. 183.

28. Charles R. Lister, *The Syrian Jihad*, *op. cit.*, p. 75-76.

29. Hugo Micheron, *Le Jihadisme français. Quartiers, Syrie, prisons*, Paris, Gallimard, 2020, p. 148-149.

30. Jugement de la 14e chambre du tribunal de grande instance de Paris, 9 juillet 2009.

31. Fabrice Balanche, « Syrie : guerre civile et internationalisation du conflit », *EurOrient*, no 41, 2013.

32. Marc Hecker, « 137 nuances de terrorisme. Les djihadistes de France face à la justice », *Focus stratégique*, no 79, avril 2018.

33. Charles R. Lister, *The Syrian Jihad*, *op. cit.*, p. 129.

34. « Make or Break : Iraq's Sunnis and the State », International Crisis Group, 14 août 2013.

35. Iraq Body Count Project, www.iraqbodycount.org (consulté le 19 novembre 2020).

36. George Joffé, « The fateful phoenix : the revival of Al-Qa'ida in Iraq », *Small Wars & Insurgencies*, 2016, vol. 27, no 1, p. 1-21.

37. Orwa Ajjoub, "*War of Theology". The Theological Aspects of the Split between Jabhat al-Nusra and the Islamic State in Iraq in 2013*, mémoire de master soutenu au Center for Middle Eastern Studies de l'université de Lund, 15 novembre 2018. La lettre de Zawahiri est publiée intégralement par al-Jazeera. *Cf.* Basma Atassi, « Qaeda chief annuls Syrian-Iraqi merger », aljazeera.com, 9 juin 2013.

38. Ignace Leverrier, « Syrie. Témoignage d'Omar le Tchétchène, chef militaire de l'État islamique », *Un œil sur la Syrie*, 4 décembre 2013.

39. James Barr, *Une ligne dans le sable : le conflit franco-britannique qui façonna le Moyen-Orient*, Paris, Perrin, 2017.

40. Alex Jordanov, *Merah, l'itinéraire secret*, Paris, Nouveau Monde, 2015.

41. Guy Desprats et Jérôme Léonnet, « Affaire Mérah. Réflexions et propositions », ministère de l'Intérieur, 19 octobre 2012.

42. Gilles Kepel et Antoine Jardin, *Terreur dans l'Hexagone*, *op. cit.*, p. 94 et suiv. ; Hugo Micheron, *Le Jihadisme français : quartiers, Syrie, prisons*, *op. cit.*, p. 55 et suiv.

43. Farhad Khosrokhavar, *Radicalisation*, Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme, 2014, p. 105-109. Voir aussi Alex Jordanov, *Merah, l'itinéraire secret*, Paris, Nouveau Monde, 2015 ; Abdelghani Merah et Mohamed Sifaoui, *Mon frère, ce terroriste : témoignage*, Paris, Calmann-Lévy, 2012, 238 p.

44. « Opération contre Forsane Alizza : 13 interpellés présentés au juge », *Le Monde avec AFP et Reuters*, 3 avril 2012.

45. Gilles Kepel et Antoine Jardin, *Terreur dans l'Hexagone*, *op. cit.*, p. 103 et suiv.

46. Éléments figurant dans l'ordonnance de renvoi au tribunal correctionnel (ORTC), que les auteurs de ce livre ont pu consulter.

47. Romain Caillet et Pierre Puchot*, « Le combat vous a été prescrit. » Une histoire du jihad en France*, Paris, Stock, 2017, p. 204-209 : *« Le combat vous a été prescrit. »*

48. Cette citation est extraite du jugement d'Abdoul M'Bodji, condamné par contumace à dix ans d'emprisonnement. *Cf.* 16e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris, jugement du 16 janvier 2015

11
Afrique : extension du domaine de la lutte

1. Tim Lister, « Boko Haram : The essence of terror », CNN, 22 octobre 2014.

2. Baba Ahmed, « Le nord du Mali doit-il s'appeler officiellement Azawad ? », *Jeune Afrique*, 3 avril 2017.

3. Laurent Touchard, Baba Ahmed, Chérif Ouazani, « Iyad Ag Ghali, rebelle dans l'âme », *Jeune Afrique*, 2 octobre 2012 ; Jean-Marc Gonin, « Iyad Ag Ghali, le djihadiste touareg », *Le Figaro*, 26 janvier 2013.

4. Lemine Ould M. Salem, « Ahmed al-Tilemsi : portrait d'un "des principaux financiers du Mujao" », propos recueillis par David Thomson, *RFI Afrique*, 11 décembre 2014.

5. *Crimes de guerre au Nord-Mali*, Association malienne des droits de l'homme (AMDH) et Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), 2012, p. 12. Une enquête a été ouverte dès janvier 2013 auprès de la Cour pénale internationale de La Haye.

6. Guillaume Thibault, « Les dessous de l'accord entre Aqmi et les mouvements armés du Nord », *RFI*, 6 octobre 2013.

7. « Nord-Mali : la rébellion crée un État islamique », *Le Figaro*, 27 mai 2012.

8. Abdramane Keïta, « Tombouctou : 3 morts dans un affrontement entre MNLA et Ançar Dine », *L'Aurore*, 14 juin 2012.

9. David Thomson, « Ahmed al-Tilemsi : portrait d'un des principaux financiers du MUJAO », *RFI*, 11 décembre 2014.

10. « Directives générales relatives au projet islamique jihadiste dans l'Azawad », 20 juillet 2012 : le document a été retrouvé le 16 février 2013 à Tombouctou et copublié par *RFI* et *Libération* ; Nicolas Champeaux et Jean-Louis Le Touzet, « Le document secret d'Aqmi », *Libération*, 6 octobre 2013.

11. *Ibid.*

12. « Mali : Les groupes armés islamistes sèment la peur dans le Nord », Human Rights Watch, 25 septembre 2012. Voir aussi le documentaire *Salafistes* (2016), réalisé par Lemine Ould M. Salem et François Margolin.

13. *Crimes de guerre au Nord-Mali*, *op. cit.*, 2012.

14. David Revault d'Allonnes, *Les Guerres du président*, Paris, Seuil, 2015.

15. Jean-Christophe Notin, *La Guerre de la France au Mali*, *op. cit*., p. 123-137.

16. Mathieu Guidère, « The Timbuktu Letters : New Insights about AQIM », *Res Militaris*, vol. 4, no 1, 2014, p. 25.

17. Jean-Christophe Notin, *La Guerre de la France au Mali*, *op. cit.*, p. 154-161.

18. Cité in *ibid.*, p. 169.

19. David Revault d'Allonnes, *Les Guerres du président*, *op. cit.*

20. Michel Goya, « La Guerre de trois mois : l'intervention française au Mali en perspectives », *Politique étrangère*, no 2, 2013, p. 157-168.

21. Marie-Laure Combes, « La France est en guerre contre le terrorisme », *Europe 1*, 13 janvier 2013. Lire aussi David Revault d'Allonnes, *Les Guerres du président*, *op. cit.*

22. Géraud Magrin, « Les ressorts de l'intervention militaire tchadienne au Mali (2013) », *EchoGéo*, 28 juin 2013.

23. Jean-Christophe Notin, *La Guerre de la France au Mali*, *op. cit.*, p. 467.

24. Marc Mémier, « AQMI et Al-Mourabitoun : le djihad sahélien réunifié ? », *Études de l'Ifri*, janvier 2017.

25. Jacob Zenn, *Unmasking Boko Haram : Exploring Global Jihad in Nigeria*, Boulder, Lynne Rienner, 2020, p. 199.

26. « Curbing Violence in Nigeria (II) : The Boko Haram Insurgency », International Crisis Group, 3 avril 2014, p. 8.

27. Edlyne Eze Anugwom, *The Boko Haram insurgence in Nigeria : perspectives from within*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2019, p. 46.

28. « Mohammed Yusuf capturé et tué », *RFI* (*AFP-Reuters*), 30 juillet 2009 ; Alexander Thurston, *Boko Haram : the History of an African Jihadist Movement*, Princeton, Princeton University Press, 2018.

29. Corentin Cohen, « Boko Haram, une impossible sociologie politique ? », *Afrique contemporaine*, 2015, vol. 255, no 3, p. 75-92.

30. Akali Omeni, « Boko Haram's increasingly sophisticated military threat », *Small Wars & Insurgencies*, 2 novembre 2018, vol. 29, no 5-6, p. 886-915.

31. Corentin Cohen, « Boko Haram, une impossible sociologie politique ? », *op. cit.* ; Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « L'émergence de Boko Haram et la diffusion progressive du conflit », *in* Marc-Antoine Pérouse de Montclos et Géraud Magrin (dir.), *Crise et développement : La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, IRD, 2018.

32. Ona Ekhomu, *Boko Haram : Security Considerations and the Rise of an Insurgency*, Boka Raton, CRC Press, 2020, p. 191.

33. « Curbing Violence in Nigeria », *op. cit.*, p. 30-32.

34. Cité *in* William Hansen, « The ugly face of the state : Nigerian security forces, human rights and the search for Boko Haram », *Canadian Journal of African Studies*, 2020, vol. 54, no 2, p. 308.

35. Alexander Thurston, *Boko Haram*, *op. cit.*, chap. 4.

36. Vincent Foucher, « Les franchises de l'État islamique en Afrique : les leçons du lac Tchad », International Crisis Group, octobre 2020 ; Jacob Zenn, *Unmasking Boko Haram*, *op. cit.*, p. 242 et suiv.

37. Alexander Thurston, *Boko Haram*, *op. cit.*, p. 227-228.

38. Juliette Delmas, « Mamman Nur, l'homme qui a fait renaître Boko Haram », *Les Inrockuptibles*, 1er juillet 2017.

39. « "So Much to Fear" War Crimes and the Devastation of Somalia », Human Rights Watch, New York, 2008.

40. Daniel Byman, *Road Warriors : Foreign Fighters in the Armies of Jihad*, *op. cit.*, p. 142-144.

41. Stig Jarle Hansen, *Al-Shabaab in Somalia : the history and ideology of a militant Islamist group*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 58.

42. Harun Maruf et Dan Joseph, *Inside al-Shabaab : the Secret History of al-Qaeda's Most Powerful Ally*, Bloomington, Indiana University Press, 2018, p. 60-61.

43. Tricia Bacon et Daisy Muibu, « Al-Qaida and Al-Shabaab : A Resilient Alliance », *in* Michael Keating et Matt Waldman (dir.), *War and Peace in Somalia : National Grievances, Local Conflict and Al-Shabaab*, 2019, p. 391-400.

44. Stig Jarle Hansen, *Al-Shabaab in Somalia*, *op. cit.*, p. 83-89.

45. Adam Rawnsley, « American Terrorist Proves He Still Can't Rap », *Wired*, 4 novembre 2011.

46. Harun Maruf et Dan Joseph, *Inside al-Shabaab*, *op. cit.*, p. 151-169.

47. Sean Naylor, *Relentless Strike*, *op. cit.*, p. 408-413.

48. Benjamin Weiser, « Terrorist Has Cooperated With U.S. Since Secret Guilty Plea in 2011, Papers Show », *The New York Times*, 25 mars 2013.

49. « Marie Dedieu, itinéraire tragique d'une féministe de Paris au Kenya », *Le Monde*, 20 octobre 2011.

50. Harun Maruf et Dan Joseph, *Inside al-Shabaab*, *op. cit.*, p. 191-206.

51. Christophe Gomart et Jean Guisnel, *Soldat de l'ombre : au cœur des forces spéciales*, Paris, Tallandier, 2020, p. 245-255.

52. Hala Kodmani, « Raqqa. "Leurs tortures valent celles du régime" », *Libération*, 18 décembre 2013.

53. Thomas Carothers, « Promoting Democracy and Fighting Terror », *Foreign Affairs*, no 1, 2003, p. 84-97.

54. Nicolas Israël, *La Terre de l'insolence. Une anthropologie des conflits*, Paris, Les Belles Lettres, 2018.

55. Ce concept est notamment utilisé dans le *Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale* de 2008.

Acte IV
LE RETOUR DU CALIFE
2014-2017

12
Daech à son apogée

1. Graeme Wood, *The Way of the Strangers. Encounters with the Islamic State*, New York, Random House, 2016, p. XIX ; Myriam Benraad, « Contre Da'ech, le "retour au local" : le cas des tribus d'Irak », Fondation pour la recherche stratégique, note no 20/2015, 14 octobre 2015.

2. Jean-Pierre Perrin, « Al-Baghdadi, les desseins d'un calife », *Libération*, 9 juillet 2014.

3. Jean Birnbaum, *Un silence religieux. La gauche face au djihadisme*, Paris, Seuil, 2016, p. 41-65.

4. Michèle Léridon, « Couvrir l'"État islamique" », blog Making-of de l'AFP, 17 septembre 2014.

5. Wassim Nasr, *État islamique. Le fait accompli*, Paris, Plon, 2016, p. 23.

6. Jean-Yves Le Drian, *Qui est l'ennemi ?*, Paris, Les éditions du Cerf, 2016, p. 30.

7. Comme l'explique Gabriel Petitpont, « les activistes salafistes utilisent le concept de *takfir* […] selon lequel on peut déclarer infidèle un gouvernant, même s'il se déclare et se montre musulman, à condition que les principes qui fondent son action politique ne soient pas entièrement islamiques ». Les djihadistes étendent l'application du *takfir* à n'importe quel musulman. *Cf.* Gabriel Petitpont, « Ibn Taymiyya, figure centrale du fondamentalisme sunnite : origine et influence d'une pensée radicale », *Les Cahiers de l'Orient*, no 3, 2014, p. 103-115.

8. Daveed Gartenstein-Ross et Thomas Joscelyn, « Zawahiri's Revenge », *Foreign Policy*, 31 juillet 2014.

9. Dominique Thomas, « État islamique *vs* Al-Qaïda : autopsie d'une lutte fratricide », *Politique étrangère*, no 1/2016, p. 95-106.

10. Gilles Ferragu, « Al-Qaïda en a rêvé, Daech l'a fait », *The Conversation*, 2 décembre 2015.

11. Mathieu Guidère, « Les femmes esclaves de l'État islamique », *Le Débat*, no 1, 2016, p. 106-118.

12. Dimitris Christopoulos (dir.), *Irak. Crimes sexuels contre la communauté yézidie : le rôle des djihadistes étrangers de Daesh*, rapport de la Fédération internationale pour les droits humains et Kinyat, octobre 2018, p. 5.

13. « La revivification de l'esclavage avant l'heure », *Dar al-Islam*, no 5, chawwâl 1436.

14. Kenneth M. Pollack, « Irak : Understanding the ISIS Offensive Against the Kurds », *Markaz*, Brookings, 11 août 2014 ; Rémy Hémez, « Les Kurdes face à Daech : quelle efficacité militaire ? », *Politique étrangère*, no 1/2016, p. 123-134.

15. Truls Hallberg Tønnessen, « Heirs of Zarqawi or Saddam ? The relationship between al-Qaida in Iraq and the Islamic State », *Perspectives on Terrorism*, vol. 9, no 4, 2015, p. 48-60.

16. Aymenn al-Tamimi, « The Evolution in Islamic State Administration : The Documentary Evidence », *Perspectives on Terrorism*, 2015, vol. 9, no 4, p. 117-129.

17. Quy-Toan Do, Jacob N. Shapiro, Christopher D. Elvidge *et al*., « Terrorism, Geopolitics and Oil Security : Using Remote Sensing to Estimate Oil Production of the Islamic State », *Energy Research and Social Science*, vol. 44, octobre 2018, p. 411-418.

18. Laurence Bindner et Gabriel Poirot, « Le financement de l'État islamique », Centre d'analyse du terrorisme, mai 2016.

19. Pierre-Jean Luizard, *Le Piège Daech. L'État islamique ou le retour de l'Histoire*, Paris, La Découverte, 2015, p. 28.

20. Laurence Bindner et Gabriel Poirot, « Le financement de l'État islamique », *op. cit.*, p. 15.

21. Jamie Hansen Lewis et Jacob N. Shapiro, « Understanding the Daesh Economy », *Perspectives on Terrorism*, no 4, vol. 9, août 2015, p. 142-155.

22. Anne Speckhard et Ahmet Yayla, « The ISIS Emni : Origins and Inner Workings of ISIS's Intelligence Apparatus », *Perspectives on Terrorism*, 2017, vol. 11, no 1, p. 2-16.

23. Matthieu Suc, *Les Espions de la terreur*, Paris, HarperCollins, 2018, p. 69.

24. Christoph Reuter, « The Terror Strategist : Secret Files Reveal the Structure of Islamic State », *Der Spiegel*, 18 mai 2015.

25. *Ibid.*

26. Marc Hecker, « Web social et djihadisme : du diagnostic aux remèdes », *Focus stratégique*, no 57, juin 2015.

27. Jean-Frédéric Poisson et Kader Arif, *Rapport d'information au nom de la mission parlementaire sur les moyens de Daech*, Paris, Assemblée nationale, no 3964, 13 juillet 2016.

28. Simon Cottee, « Why It's So Hard to Stop ISIS Propaganda », *The Atlantic*, 2 mars 2015.

29. Gabriel Martinez-Gros, *Fascination du djihad. Fureurs islamistes et défaite de la paix*, Paris, Presses universitaires de France, 2016 ; Denis Crouzet et Jean-Marie Le Gall, *Au péril des guerres de religion : réflexions de deux historiens sur notre temps*, Paris, Presses universitaires de France, 2015.

30. William McCants, *The ISIS Apocalypse*, *op. cit*, p. 99-119.

31. Charlie Winter, *Documenting the Virtual Caliphate*, Londres, Quilliam, octobre 2015.

32. « The Currency of the Khilafah », *Dabiq*, no 5, muharram 1436, p. 18-19.

33. Dominique Thomas, « État islamique *vs* Al-Qaïda : autopsie d'une lutte fratricide », art. cit.

34. Philippe Bannier, « État islamique : l'autre menace », *Politique étrangère*, no 2, 2017, p. 117-128.

35. *Dabiq*, no 5, muharram 1436, p. 24.

36. « Analysis : Islamic State restructures its "provinces" a year on from 2017 defeats », *BBC Monitoring*, 17 octobre 2018.

37. R.K., « Jund El Khilafah décimé par l'armée à Boumerdès », *El Watan*, 11 avril 2015 ; Farid Alilat, « Algérie : un émir d'une filiale de Daesh éliminé », *Jeune Afrique*, 14 octobre 2016.

38. *Dabiq*, no 12, safar 1437, p. 3.

39. David Sterman et Nate Rosenblatt, « All jihad is local. ISIS in North Africa and the Arabian Peninsula. Volume II », New America, avril 2018, p. 17.

40. Antonio Giustozzi, *The Islamic State in Khorasan. Afghanistan, Pakistan and the New Central Asian Jihad*, Londres, Hurst, 2018, p. 22-23.

41. *Ibid.*, p. 90-91.

42. Jason Pack, Rhiannon Smith et Karim Mezran, « The Origins and Evolutions of ISIS in Libya », Atlantic Council, juin 2017, p. 19.

43. Antonio Giustozzi, *The Islamic State in Khorasan. Afghanistan, Pakistan and the New Central Asian Jihad*, *op. cit*., p. 67-77.

44. Sam Jones et Heba Saleh, « ISIS in Libya : Stoking conflict », *Financial Times*, 20 mars 2016.

45. Antonio Giustozzi, *The Islamic State in Khorasan. Afghanistan, Pakistan and the New Central Asian Jihad*, *op. cit*., p. 161-172.

46. Kamal Redouani, *Dans le cerveau du monstre. Les documents secrets de Daech*, Paris, Flammarion, 2018.

47. Casey Garrett Johnson, « The Rise and Stall of the Islamic State in Afghanistan », United States Institute of Peace, Special Report 395, novembre 2016.

48. Joana Cook et Gina Vale, « From Daesh to "Diaspora" : Tracing the Women and Minors of Islamic State », ICSR, King's College London, 2018.

49. David Thomson, *Les Français jihadistes*, Paris, Les Arènes, 2014. Voir aussi Marc Hecker, « Syrie : la résistible ascension du terrorisme ? », *in* Corentin Brustlein, Étienne de Durand *et al*., « Syrie : l'option militaire reste-t-elle ouverte ? », note de l'Ifri, septembre 2013.

50. Jean-Charles Brisard et Kevin Jackson, « The Islamic State's External Operations and the French-Belgian Nexus », *CTC Sentinel*, décembre 2016, vol. 9, no 11, p. 8-15.

51. Christophe Lamfalussy et Jean-Pierre Martin, *Molenbeek-sur-Djihad*, Paris, Grasset, 2017.

52. Matthieu Suc, *Les Espions de la terreur*, *op. cit.*, p. 159.

53. *Ibid.*, p. 203.

54. Aaron Y. Zelin, *Your Sons Are at Your Service*, *op. cit*., p. 239-248, p. 253-255.

55. Matthieu Suc, *Les Espions de la terreur*, *op. cit.*, p. 209.

56. Soren Seelow, « L'attentat du Thalys, lever de rideau d'une vague de terreur en trois actes », *Le Monde*, 16 novembre 2020.

57. Élise Vincent, « Attentat du 13 Novembre : deux ans après, les révélations de l'enquête », *Le Monde*, 11 novembre 2017.

58. Georges Fenech et Sébastien Pietrasanta, *Rapport fait au nom de la commission d'enquête relative aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme depuis le 7 janvier 2015*, Paris, Assemblée nationale, no 3922, 5 juillet 2016.

59. Extrait de la revendication des attentats du 13 Novembre 2015 par Daech. *Cf.* Gilles Kepel et Antoine Jardin, *Terreur dans l'Hexagone*, *op. cit*.

60. Isabelle Rey-Lefebvre, Simon Piel, Nicolas Bastuck et Florence Aubenas, « Hasna Aït Boulahcen, entre vodka et niqab », *Le Monde*, 21 novembre 2015.

61. Rukmini Callimachi et Eric Schmitt, « Manchester Bomber Met With ISIS Unit in Libya, Officials Say », *The New York Times*, 3 juin 2017.

62. Ahmet S. Yayla, « ISIS in Turkey », *Per Concordiam. Journal of European and Defense Issues*, 25 août 2017. Voir aussi Rengin Arslan, « Abdulkadir Masharipov. Who is Istanbul gun attack suspect ? », BBC, 17 janvier 2017.

63. Nat Guillou, « The Future of Sunni Jihadist Violence in Iran », *Terrorism Monitor*, vol. 15, no 15, 28 juillet 2017.

64. Soren Seelow, « Le djihadiste Rachid Kassim ciblé par un drone », *Le Monde*, 16 février 2017.

65. Voir par exemple Marc Hecker, « Al-Qaïda ou la méthode Wikipedia », *Le Figaro*, 9 novembre 2007.

66. J.M. Berger et Jonathon Morgan, « The ISIS Twitter Census. Defining and describing the population of ISIS supporters on Twitter », The Brookings Institution, no 20, mars 2015.

67. Thomas Hegghammer et Petter Nesser, « Assessing the Islamic State Commitment to Attacking the West », *Perspectives on Terrorism*, vol. 9, no 4, août 2015.

68. « Just terror tactics », *Rumiyah*, no 3, safar 1438, p. 10-12.

69. Farhad Khosrokhavar, *Le Nouveau Jihad en Occident*, Paris, Robert Laffont, 2018.

70. Fethi Benslama (dir.), *États de la radicalisation*, Paris, Seuil, 2019.

71. Échange avec Marc Sageman, Paris, 13 novembre 2018.

72. Bart Schuurman, Lasse Lindekilde, Stefan Malthaner, Francis O'Connor, Paul Gill et Noémie Bouhana, « End of the Lone Wolf : The Typology that Should Not Have Been », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 42, no 8, 2019, p. 771-778.

13
La France dans l'œil du cyclone

1. Soren Seelow, Jérémie Baruch et Agathe Dahyot, « De 2013 à 2018, la France au rythme des attentats », *Le Monde*, 30 mars 2018.

2. Claire Arènes, *La Prévention du terrorisme en Grande-Bretagne. Le programme PREVENT et la communauté musulmane*, Paris, Presses universitaires de France, 2016, p. 21.

3. « Revised EU Strategy for Combating Radicalisation and Recruitment to Terrorism », Conseil de l'Union européenne, 14 novembre 2008.

4. « Taubira veut créer des programmes pour "désendoctriner" les candidats au djihad », *Le Monde* avec l'AFP, 3 octobre 2014.

5. Jeremy Shapiro et Bénédicte Suzan, « The French Experience of Counter-Terrorism », *Survival*, vol. 45, no 1, 2003.

6. Marc Trévidic, *Au cœur de l'antiterrorisme*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2011, p. 389-390.

7. *Livre blanc sur la sécurité intérieure face au terrorisme*, 2006, p. 54.

8. Emmanuel Todd, *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse*, Paris, Seuil, 2015. Voir aussi : Olivier Galland et Anne Muxel, *La Tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, Presses universitaires de France, 2018.

9. « Étude d'impact du projet de loi relatif à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme », octobre 2012, p. 34.

10. Discours de Bruno Le Roux, ministre de l'Intérieur, prononcé à Paris le 19 janvier 2017 à l'occasion de la conférence de presse de présentation des chiffres de la délinquance pour l'année 2016.

11. Maître Eolas, « Le juge et la guêpe », *Dalloz actualité*, 28 janvier 2015.

12. Élie Tenenbaum, « La sentinelle égarée ? L'armée de Terre face au terrorisme », *Focus stratégique*, no 68, juin 2016.

13. Jean-Jacques Urvoas et Patrice Verchère, « Rapport d'information en conclusion d'une mission d'information sur l'évaluation du cadre juridique applicable aux services de renseignement », Assemblée nationale, no 1022, 14 mai 2013.

14. Pierre-Antoine Chardel, Robert Harvey et Hélène Volat, « Un USA Patriot Act à la française ? Ou les inquiétantes résonances d'une loi », *Lignes*, vol. 48, no 3, 2015, p. 105.

15. La Quadrature du Net, « Loi renseignement : tous surveillés ! », 24 mars 2015.

16. Commission nationale consultative des droits de l'homme, « Avis sur le projet de loi relatif au renseignement », 16 avril 2015.

17. « Loi Renseignement : la République une nouvelle fois trahie par l'UMPS », communiqué de presse de Marine Le Pen, 5 mai 2015.

18. « Projet de loi sur le renseignement : dangereux et inefficace », *Le blog de Jean-Luc Mélenchon*, 4 mai 2015.

19. Hugo Domenach, « “Cinquième colonne”, “troisième guerre mondiale” : les mots d’Estrosi à la loupe », *Le Point*, 30 avril 2015.

20. « L’actualité Défense en 5’ », ministère de la Défense, 2 juin 2015.

21. Audition du général Pierre de Villiers, chef d’état-major des armées, compte rendu de la Commission de la défense nationale et des forces armées de l’Assemblée nationale, 25 novembre 2015.

22. Sylvie Thénault, « L’état d’urgence (1955-2005). De l’Algérie coloniale à la France contemporaine : destin d’une loi », *Le Mouvement social*, vol. 218, no 1, 2007, p. 63.

23. « Conditions d’emploi des armées lorsqu’elles interviennent sur le territoire national pour protéger la population », rapport au Parlement du ministère de la Défense, 2016, p. 7.

24. *Journal officiel de la République française* no 0270 du 21 novembre 2015, p. 21665.

25. Avis du Conseil d’État du 5 avril 2012. Voir le discours de Jean-Marc Sauvé, « Le Conseil d’État et la Constitution », 25 avril 2017.

26. Discours du président de la République devant le Parlement réuni en congrès, Versailles, 3 juillet 2017.

27. Véronique Champeil-Desplats, « Aspects théoriques : ce que l’état d’urgence fait à l’État de droit », in *Ce qui reste(ra) toujours de l’état d’urgence. Recherche réalisée par le CREDOF dans le cadre de la convention de recherche signée avec le Défenseur des droits*, février 2018, p. 19.

28. François Thuillier, *La Révolution antiterroriste*, Paris, Temps Présent, 2019, p. 32-33.

29. Yaël Braun-Pivet, « Rapport relatif à l’activité de la délégation parlementaire au renseignement pour l’année 2018 », Assemblée nationale et Sénat, 11 avril 2019.

30. François Thuillier, *op. cit*., p. 100.

31. Le Défenseur des droits, *Bilan des saisines consécutives à l’état d’urgence et action du Défenseur. Rapport au Parlement*, 26 février 2016.

32. « Sortie de l’état d’urgence. Un bilan et des chiffres clés », ministère de l’Intérieur, 2 novembre 2017.

33. Romain Sèze, *Prévenir la violence djihadiste. Les paradoxes d’un modèle sécuritaire*, Paris, Seuil, 2019, p. 207.

34. Intervention de Muriel Domenach au colloque euro-méditerranéen « Réunir société civile, praticiens et chercheurs pour prévenir la radicalisation » organisé par Unismed, Marseille, 4 juillet 2017.

35. Julien Revial, *Cellule de déradicalisation. Chronique d’une désillusion*, Paris, Michalon, 2016. Voir aussi Fabrice Teicher, *Approches et pratiques de la prévention de la radicalisation en France*, étude réalisée à l’initiative du Centre français des fonds et fondations et du Fonds du 11 janvier, 2019.

36. Dounia Bouzar, *Désamorcer l’islam radical. Ces dérives sectaires qui défigurent l’islam*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l’atelier, 2014.

37. Éric Diard et Éric Poulliat, *Rapport d'information sur les services publics face à la radicalisation*, Assemblée nationale, no 2082, 27 juin 2019, p. 23.

38. Audition d'Olivier de Mazières, chargé de l'état-major opérationnel de prévention du terrorisme (EMOPT), Assemblée nationale, 23 mai 2016. *Cf.* Georges Fenech et Sébastien Pietrasanta, *Rapport fait au nom de la commission d'enquête relative aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme depuis le 7 janvier 2015*, tome 2 : compte rendu des auditions, Assemblée nationale, no 3922, 5 juillet 2016, p. 798-812.

39. Unité de coordination de la lutte anti-terroriste, « Bilan 2017 du FSPRT », *Perspectives. Regards sur le terrorisme et la radicalisation*, ministère de l'Intérieur, no 13, avril 2018, p. 45-49.

40. Colloque « Femmes et radicalisation » organisé par la préfecture de la région Île-de-France, 10 mars 2017.

41. Xavier Crettiez, Romain Sèze, Bilel Ainine et Thomas Lindemann, *Saisir les mécanismes de la radicalisation violente : pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents*, rapport de recherche pour la Mission de recherche droit et justice, avril 2017.

42. Un blog intitulé « Face au terrorisme, la recherche en action » a été créé sur le site du journal du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Il donne un aperçu des travaux de recherche lancés après les attentats de 2015. *Cf.* https://lejournal.cnrs.fr/nos-blogs/face-au-terrorisme-la-recherche-en-action/une-vaste-enquete-sur-la-radicalite-chez-les consulté le 11 décembre 2019.

43. Jean Birnbaum, *Un silence religieux. La gauche face au djihadisme*, Paris, Seuil, 2016.

44. Entretien avec un aumônier musulman de l'administration pénitentiaire, 26 novembre 2019.

45. Voir par exemple : « Stigmatisation : des signes qui ne trompent pas », communiqué du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), 9 février 2015.

46. *Avis sur la prévention de la radicalisation*, CNCDH, 18 mai 2017.

47. Entretien accordé par Muriel Domenach aux Éditions Législatives, 6 juin 2017, https://www.editions-legislatives.fr/actualite/radicalisation-le-desengagement-de-la-prevention-specialisee-serait-dangereux-# (consulté le 11 décembre 2019).

48. Marc Sageman, *Misunderstanding Terrorism*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2017.

49. Audition d'Olivier de Mazières, chargé de l'état-major opérationnel de prévention du terrorisme (EMOPT), Assemblée nationale, 23 mai 2016.

50. Chiffres communiqués lors de la présentation du Plan national de prévention de la radicalisation, 23 février 2018.

51. Marc Trévidic, *Terroristes. Les 7 piliers de la déraison*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2013.

52. Esther Benbassa et Catherine Troendlé, *Rapport d'information sur le désendoctrinement, le désembrigadement et la réinsertion des djihadistes en France et en Europe*, no 633, Sénat, 12 juillet 2017.

53. Dounia Bouzar, *La Vie après Daesh*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'atelier, 2015.

54. Entretien avec une ancienne responsable de l'association Unismed, 2 octobre 2019.

55. Gérald Bronner, *Déchéance de rationalité*, Paris, Grasset, 2019. Voir aussi Thierry Lamote, « Leçons du dispositif de Pontourny. Retour sur l'expérimentation menée au CPIC 37 », *in* Fethi Benslama (dir.), *États de la radicalisation*, Paris, Seuil, 2019, p. 165-169.

56. Entretien avec l'ancienne directrice du programme RIVE, 30 octobre 2019.

57. Martine Herzog-Evans, « Implémentation d'un programme structuré et fondé sur les données acquises de la science en France : difficultés et recommandations », *Cahiers de la sécurité et de la justice*, no 46, 2019, p. 83-93.

14
La dernière croisade ?

1. David Remnick, « Going the Distance : On and off the road with Barack Obama », *The New Yorker*, 20 janvier 2014.

2. Dan Lamothe, « USS George H.W. Bush and its Super Hornet fighters strike in Iraq », *The Washington Post*, 8 août 2014.

3. Le texte complet de la résolution 2170 est disponible sur le site Internet de l'ONU : https://undocs.org/fr/S/RES/2170(2014) consulté le 24 janvier 2021.

4. *Statement by the President on ISIL*, Washington, DC, Maison-Blanche, 10 septembre 2014.

5. *Ibid.*

6. Francesco Desoli, « L'avant- et l'après-Kobané : défis et opportunités pour les Kurdes de Syrie », *Outre-Terre*, vol. 44, no 3, 2015, p. 273-285 ; Rémy Hémez, « Les Kurdes face à Daech : quelle efficacité militaire ? », *Politique étrangère*, no 1, 2016, p. 123-134.

7. Leonard Cutler, *President Obama's counterterrorism strategy in the War on Terror : an assessment*, New York, Palgrave Macmillan, 2017, p. 90-98.

8. *Statement by the President on ISIL*, Washington, DC, *op. cit.*

9. Muhamed Almaliky, « Mending Iraq », *Foreign Affairs*, 16 janvier 2015.

10. Hélène Sallon, « En Irak, Iran et États-Unis alliés malgré eux face à l'EI », *Le Monde*, 16 juillet 2015.

11. « Syrie : pour Hollande, Bachar el-Assad ne peut pas faire partie de la solution », *Le Journal du Dimanche*, 28 septembre 2015.

12. Christopher M. Blanchard et Amy Belasco, « Train and Equip Program for Syria : Authorities, Funding, and Issues for Congress », Congressional Research Service, 9 juin 2015.

13. Carla E. Humud et al., « Armed Conflict in Syria : Overview and U.S. Response », Congressional Research Service, 18 avril 2018.

14. Thomas Gibbons-Neff, « Only 4 to 5 American-Trained Syrians Fighting Against the Islamic State », *The Washington Post*, September 16, 2015 ; Armin Krishnan, « Controlling

partners and proxies in pro-insurgency paramilitary operations : the case of Syria », *Intelligence and National Security*, 2019, vol. 34, no 4, p. 548.

15. Christophe Gomart et Jean Guisnel, *Soldat de l'ombre : au cœur des forces spéciales*, Paris, Tallandier, 2020, p. 288-289.

16. Fabrice Balanche, « L'échec des États-Unis dans le Nord-Est syrien : quand la géopolitique oublie le local », *Les Cahiers de l'Orient*, vol. 131, no 3, 2018, p. 71.

17. Ali Alfoneh et Michael Eisenstadt, « Iranian Casualties in Syria and the Strategic Logic of Intervention », Washington Institute for Near East Policy, 11 mars 2016 ; Aron Lund, « Not Just Russia : The Iranian Surge in Syria », Carnegie Middle East Center, 23 mai 2016.

18. Thomas Juneau, « Iran's costly intervention in Syria : A pyrrhic victory », *Mediterranean Politics*, 2020, vol. 25, no 1, p. 26-44.

19. Christopher Kozak, « Iran's Assad Regime », Institute for the Study of War, mars 2017 ; Edwin Bakker et Mark Singleton, « Foreign Fighters in the Syria and Iraq Conflict : Statistics and Characteristics of a Rapidly Growing Phenomenon », *in* Andrea de Guttry, Francesca Capone et Christophe Paulussen (dir.), *Foreign Fighters under International Law and Beyond*, The Hague, T.M.C. Asser Press, 2016, p. 9-25.

20. « La Brigade des Fatimides (Liwa Fatemiyoun) », Office français de protection des réfugiés et apatrides, 6 février 2018 ; Pierre Alonso, « Les Afghans, "chair à canon" de l'Iran en Syrie », *Libération*, 10 avril 2019.

21. Samuel Charap, Elina Treyger, Edward Geist, « Understanding Russia's Intervention in Syria », Santa Monica, RAND Corporation, 2019.

22. Dima Adamsky, « La campagne syrienne de Moscou : évolution de l'art stratégique russe », *Russie Nei Visions*, no 109, Ifri, juillet 2018.

23. « Civilian Objects Were Undamaged' Russia's Statements On Its Attacks In Syria Unmasked », Amnesty International, 23 décembre 2015.

24. « Reported civilian deaths from Russian Military strikes in Syria », Airwars, https://airwars.org/conflict/russian-military-in-syria/ consulté le 23 décembre 2020.

25. « Special Report on the Evacuation of Civilians from East Aleppo », Center for Documentation of Violations, 6 janvier 2017.

26. Maksymilian Czuperski, Faysal Itani, Ben Nimmo, Eliot Higgins, et Emma Beals, *Breaking Aleppo*, Washington, DC, Atlantic Council, 2017 ; Keith A. Grant et Bernd Kaussler, « The battle of Aleppo : external patrons and the victimization of civilians in civil war », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 31, no 1, 2020, p. 1-33.

27. Gilles Kepel, *Sortir du chaos : les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient*, Paris, Gallimard, 2018, p. 321.

28. Michael Knights, « The Future of Iraq's Armed Forces », Bagdad, Al-Bayan Center for Planning and Studies, 2016.

29. Hélène Sallon, « Major Salam, icône de la guerre contre l'EI en Irak », *Le Monde*, 24 janvier 2017.

30. David Witty, *The Iraqi Counter Terrorism Service*, Washington, DC, Brookings Institution, 2015.

31. Hélène Sallon, « En Irak, les vainqueurs de Falloujah accusés d'exactions », *Le Monde*, 28 juin 2016.

32. « Air Power Summary », United States Air Forces Central Command, Combined Air Operations Center, 31 décembre 2017.

33. Laurent Lagneau, « L'armée française enverra des "moyens d'artillerie" en Irak », *Zone militaire*, 22 juillet 2016.

34. Louis Imbert, « Entre les mines, la marche sur Falloujah », *Le Monde*, 9 juin 2016.

35. Don Rassler, « Remotely Piloted Innovation : Terrorism, Drones and Supportive Technology », *CTC Sentinel*, octobre 2016.

36. Amnesty International, « Iraq : Fears for safety of civilians caught in crossfire and used by IS as human shields », 27 octobre 2016 ; « Mosul : Protection of civilians paramount as ISIL intensifies use of human shields », Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, mars 2017.

37. *At Any Cost : The Civilian Catastrophe In West Mosul, Iraq*, Amnesty International, 2017, p. 5.

38. Alain Barluet, « Les forces irakiennes décimées à Mossoul », *Le Figaro*, 2 décembre 2016.

39. « Iraq : Airstrike Vetting Changes Raise Concerns », Human Rights Watch, 28 mars 2017.

40. Tim Arango et Helene Cooper, « U.S. Investigating Mosul Strikes Said to Have Killed Up to 200 Civilians », *The New York Times*, 24 mars 2017.

41. *At Any Cost*, *op. cit*. Voir aussi Pierre Santoni, « La ville, champ de bataille d'hier à demain », *Politique étrangère*, no 3, 2020, p. 153-165.

42. Fabrice Balanche, « L'échec des États-Unis dans le Nord-Est syrien », *op. cit.*

43. Dan Lamothe et Thomas Gibbons-Neff, « Marines have arrived in Syria to fire artillery in the fight for Raqqa », *The Washington Post*, 8 mars 2017.

44. *War in Raqqa : Rhetoric versus Reality*, Amnesty International, 25 avril 2019.

45. Sean Kimmons, "Airpower key to ISIL fight ; strikes to continue", *Air Force News Service*, 18 février 2016.

46. Quentin Sommerville and Riam Dalati, « Raqqa's dirty secret », *BBC*, 13 novembre 2017.

47. Charlie Winter, *The Virtual 'Caliphate' : Understanding Islamic State's Propaganda Strategy*, Quilliam Foundation, juillet 2015.

48. J. M. Berger et Jonathon Morgan, *The ISIS Twitter Census : Defining and describing the population of ISIS supporters on Twitter*, The Brookings Institution, mars 2015 ; Elizabeth Bodine-Baron, Todd C. Helmus, Madeline Magnuson, et Zev Winkelman, *Examining ISIS Support and Opposition Networks on Twitter*, Santa Monica, RAND Corporation, 2016.

49. *EU Internet Referral Unit : Year One Report*, Europol, 2016, p. 11 ; Maura Conway, Moign Khawaja, Suraj Lakhani, Jeremy Reffin, Andrew Robertson, et David Weir, « Disrupting

Daesh : Measuring Takedown of Online Terrorist Material and Its Impacts », *Studies in Conflict & Terrorism*, février 2019, vol. 42, no 1-2, p. 141-160.

50. Dina Temple-Raston, « How The U.S. Hacked ISIS », 5 décembre 2019 ; Michael Martelle, « USCYBERCOM After Action Assessments of Operation Glowing Symphony », National Security Archive, 21 janvier 2020.

51. « 120-Day Assessment of Operation Glowing Symphony », USCYBERCOM, Top Secret, 12 avril 2017.

52. Marc Hecker, « Web social et djihadisme », *Focus Stratégique*, no 57, Ifri, juin 2015.

53. Julia Fioretti, « Social media giants step up joint fight against extremist content », *Reuters*, 26 juin 2017. Voir aussi Frank Meixner et Pia Figge, « Réseaux sociaux : la lutte contre les contenus haineux en Allemagne », *Notes du Cerfa*, no 149, Ifri, octobre 2019.

54. Maura Conway, Moign Khawaja, Suraj Lakhani, Jeremy Reffin, Andrew Robertson, et David Weir, « Disrupting Daesh », *op. cit.*, p. 146.

55. Audrey Alexander, « Digital Decay ? Tracing Change Over Time Among English-Language Islamic State Sympathizers on Twitter », George Washington University Program on Extremism, octobre 2017.

56. Mia Bloom, Hicham Tiflati et John Horgan, « Navigating ISIS's Preferred Platform : Telegram », *Terrorism and Political Violence*, vol. 31, no 6, 2019, p. 1242-1254.

57. Laurence Bindner et Raphaël Gluck, « Wilayat Internet : la résilience de l'État islamique sur les réseaux sociaux », *Ultima Ratio*, 25 juillet 2017.

58. Greg Miller et Scott Higham, « US struggles to degrade terrorists via Twitter », *The Washington Post*, 10 mai 2015.

59. *Ibid.*

60. K. J. Boyte, « An Analysis of the Social-Media Technology, Tactics, and Narratives Used to Control Perception in the Propaganda War Over Ukraine », *Journal of Information Warfare*, vol. 16, no 1, mai 2017, p. 88-110.

61. I. Cobain, « Revealed : US spy operation that manipulates social media », *The Guardian*, 17 mars 2011.

62. « The Best of Bad Options for Syria's Idlib », International Crisis Group, 14 mars 2019.

63. Antonio Giustozzi, *The Islamic State in Khorasan : Afghanistan, Pakistan and the New Central Asian Jihad*, London, Hurst & Company, 2018.

64. Leonard Culter, *President Obama's Counterterrorist Strategy*, *op. cit.*, p. 28-31; Gilles Dorronsoro, « Afghanistan : pourquoi les humanitaires sont une cible de l'armée américaine », *Libération*, 5 octobre 2015.

65. Sajjan M. Gohel, « Deciphering Ayman Al-Zawahiri and Al-Qaeda's Strategic and Ideological Imperatives », *Perspectives on Terrorism*, vol. 11, no 1, 2017, p. 59.

66. Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction, *Quarterly Report to the Congress*, 30 janvier 2016.

67. Clayton Thomas, « Afghanistan : US Policy Brief », Congressional Research Service, 1er juin 2018.

68. Joana Cook, *"Their Fate is Tied to Ours" : Assessing AQAP Governance and Implications for Security in Yemen*, Londres, International Centre for the Study of Radicalisation, 2019.

69. Laurent Bonnefoy, « L'intrication des acteurs locaux, régionaux et internationaux au Yémen », in *Le Moyen-Orient et le monde*, Paris, La Découverte, 2020, p. 225-231.

70. Andrew Tilghman, « U.S. boots on the ground in Yemen will be 'short term' », *Military Times*, 9 mai 2016.

71. Harun Maruf et Dan Joseph, *Inside al-Shabaab : the secret history of al-Qaeda's most powerful ally*, Bloomington, Indiana University Press, 2018, p. 250-252.

72. « Al-Shabaab Five Years after Westgate : Still a Menace in East Africa », International Crisis Group, 2018.

73. Christophe Châtelot, « À Garissa, la sidération après le massacre des étudiants, *Le Monde*, 6 avril 2015.

74. Jacob Zenn, *Unmasking Boko Haram : Exploring Global Jihad in Nigeria*, Boulder, Lynne Rienner, 2020, p. 256 et suiv.

75. Géraud Magrin et Marc-Antoine Pérouse de Montclos (dir.), *Crise et développement : La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, Agence française pour le développement, avril 2018.

76. « Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province », International Crisis Group, mai 2019.

77. Nicolas Desgrais, Yvan Guichaoua, et Andrew Lebovich, « Unity is the exception. Alliance formation and de-formation among armed actors in Northern Mali », *Small Wars & Insurgencies*, 2018, vol. 29, no 4, p. 654-679.

78. Mathieu Pellerin, « Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel », *Notes de l'Ifri*, février 2017.

79. Adam Thiam, *Centre du Mali : enjeux et dangers d'une crise négligée*, Centre pour le dialogue humanitaire, 2017, p. 32.

80. « Mali central : la fabrique d'une insurrection ? », International Crisis Group, rapport Afrique no 238, 6 juillet 2016 ; « Mali : des terroristes s'en prennent aux symboles de l'État près de Djenné », *RFI Afrique*, 14 juillet 2017 ; « Mali : Une vague de meurtres perpétrés par des groupes armés », Human Rights Watch, avril 2017.

81. *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali*, New York, Conseil de sécurité des Nations unies, 26 décembre 2017, p. 10.

82. « Insecurity in Southwestern Burkina Faso in a context of an Expanding Insurgency », ACLED, 17 janvier 2019.

83. « Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad », International Crisis Group, rapport no 254, 12 octobre 2017.

84. Morgane Le Cam, « Les djihadistes aux enseignants du nord du Burkina : "Tu fais l'école du Blanc, tu iras en enfer !" », *Le Monde*, 9 avril 2017.

85. Mathieu Pellerin, « Les violences armées au Sahara », *op. cit.*, p. 35 ; Rémy Carayol, « À la frontière entre le Niger et le Mali, l'alliance coupable de l'armée française », *Mediapart*, 29 novembre 2018.

86. Christophe Ayyad, « Le Mali est notre Afghanistan », *Le Monde*, 16 novembre 2017.

87. Albert Camus, *Le Mythe de Sisyphe*, Paris, Gallimard, 1942.

88. MLG, « Un mineur auteur d'une fausse alerte à la bombe le soir du réveillon ! », *Le Petit Journal*, 23 janvier 2018.

89. Séverine Wernert, « L'Union européenne et la lutte contre le terrorisme », *Politique étrangère*, no 2, 2018, p. 133-144.

90. Élie Tenenbaum, « Le piège de la guerre hybride », Ifri, *Focus stratégique*, no 63, octobre 2015 ; Jean-François Gayraud, *Théorie des hybrides. Terrorisme et crime organisé*, Paris, CNRS Éditions, 2017.

91. Voir la vidéo : « Sharia4Belgium veut détruire l'Atomium de Bruxelles », www.youtube.com/watch?v=XXgEGhJbOGc, mise en ligne le 17 décembre 2011 et consultée le 19 avril 2020.

92. Antoine Garapon et Michel Rosenfeld, *Démocraties sous stress. Les défis du terrorisme global*, Paris, Presses universitaires de France, 2016.

93. Marc Hecker, « 137 nuances de terrorisme. Les djihadistes de France face à la justice », *Focus stratégique*, avril 2018.

94. Guillaume Faye, *Guerre civile raciale*, Éditions Conversano, 2019.

Acte V
L'ÉTRANGE VICTOIRE
2018-2021

15
La mort en trompe-l'œil du djihadisme

1. « President Donald J. Trump's State of the Union Address », 30 janvier 2018.

2. Daniel W. Drezner, « The Orwellian Foreign Policy Statements of the Trump Campaign », *The Washington Post*, 18 février 2016.

3. Tom LoBianco, « Donald Trump on Terrorists : "Take Out Their Families" », CNN, 3 décembre 2015 ; Nicole Gaouette et Barbara Starr, « Trump is Calling for 30,000 Troops. Would that Defeat ISIS ? », CNN, 11 mars 2016 ; « Meet the Press Transcript – August 9, 2015 », NBC News, 12 août 2015.

4. Benjamin Haddad, « America First au pouvoir », *Politique étrangère*, no 2, 2018, p. 91-102 ; Pierre Vimont, « L'ordre international face à l'Amérique de Trump », *Politique étrangère*, no 4, 2017, p. 65-74.

5. *National Strategy for Counterterrorism*, Washington, DC, Maison-Blanche, octobre 2018, p. 1.

6. *Summary of the 2018 National Defense Strategy of the United States : Sharpening American Military's Competitive Edge*, Washington, DC, Department of Defense, janvier 2018.

7. Hillary Clinton, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, novembre 2011.

8. Benjamin Denison, « Confusion in the Pivot : The Muddled Shift from Peripheral », *War on the Rocks*, 12 février 2019.

9. Rubrick Biegon et Tom F. A. Watts, « When ends Trump means : continuity versus change in US counterterrorism policy », *Global Affairs*, vol. 6, no 1, janvier 2020, p. 37-53.

10. Conrad C. Crane, *Cassandra in Oz*, *op. cit.*, p. 51-57, p. 99.

11. Matt Pottinger, Michael T. Flynn et Paul D. Batchelor, *Fixing Intel : A Blueprint for Making Intelligence Relevant in Afghanistan*, Washington, DC, Center for a New American Security, 2010.

12. Patricia Zengerle, « Trump vows to stop "endless wars" », *Reuters*, 6 février 2019.

13. Christopher M. Blanchard, « Iraq : In Brief », Congressional Research Service, 5 mars 2018.

14. Paul Kamolnick, « Abu Muhammad al-Adnani's May 21, 2016 Speech », *Small Wars Journal*, mai 2016.

15. Lead Inspector General, Report to the US Congress. Operation Inherent Resolve and Operation Pacific Eagle – Philippines. April 1 2018 – June 30, 2018, juillet 2018, p. 9.

16. Paul Cruikshank, « A View from the CT Foxhole : Edmund Fitton-Brown, Coordinator, ISIL (Daesh)/Al-Qaida/Taliban Monitoring Team, United Nations », vol. 12, no 4, avril 2019.

17. Michael Knights, « The Islamic State Inside Iraq : Losing Power or Preserving Strength ? », *CTC Sentinel*, décembre 2018.

18. Eric Schmitt, Alissa J. Rubin et Thomas Gibbons, « ISIS is Regaining Strength in Iraq and Syria », *The New York Times*, 21 août 2019. Voir aussi, Hélène Sallon, « En Irak, la difficile traque de l'argent de l'EI », *Le Monde*, 24 avril 2018 ; « Averting an ISIS Resurgence in Iraq and Syria », International Crisis Group, 11 octobre 2019.

19. Carla E. Humud, Christopher M. Blanchard et Mary Beth D. Nikitin, « Armed Conflict in Syria : Overview and U.S. Response », Congressional Research Service April 18, 2018.

20. François-Régis Légrier, « La bataille d'Hajin : victoire tactique, défaite stratégique ? », *Revue Défense nationale*, no 817, février 2019, p. 65-72.

21. « Read Jim Mattis's Letter to Trump », *The New York Times*, 20 décembre 2018.

22. Luc Mathieu, « Syrie : l'attentat-suicide de Manbij vient contredire Donald Trump », *Libération*, 16 janvier 2019.

23. Michael Crowley, « "Keep the Oil" : Trump Revives Charged Slogan for New Syria Troop Mission », *The New York Times*, 26 octobre 2019.

24. Eric Schmitt et David E. Sanger, « Questions Cloud U.S. Raid on Qaeda Branch in Yemen », *The New York Times*, 1er février 2017.

25. Bill Roggio et Alexandra Gutowski, "US conducted a record 131 airstrikes in Yemen last year", *The Long War Journal*, 7 février 2018.

26. Assma Maad, « Guerre au Yémen : la France respecte-t-elle ses engagements sur les ventes d'armes ? », *Le Monde*, 7 juin 2019. Lire également Anne Nivat, *Mon pays vend des armes*, Paris, les Arènes, 2019.

27. « Yémen : inquiétude au Conseil de sécurité devant la dégradation de la situation humanitaire et frustration face aux blocages politiques », communiqué du Conseil de sécurité des Nations unies, 11 novembre 2020 ; Ibrahim Jalal, « Yemen's Stockholm Agreement one year on : Imaginary Progress ? », Middle East Institute, 22 janvier 2020.

28. Elizabeth Kendall, « Contemporary Jihadi Militancy in Yemen : How is the Threat Evolving ? », Middle East Institute, juillet 2018.

29. Sudarsan Raghavan, « With the ISIS caliphate defeated in Syria, an Islamist militant rivalry takes root in Yemen », *The Washington Post*, 14 avril 2019.

30. Jeremy M. Sharp, « Yemen : Civil war and regional intervention », Congressional Research Service Report, 23 avril 2020.

31. Bob Woodward, *Fear : Trump in the White House*, New York, Simon & Schuster, 2018, p. 107.

32. *Operation Freedom's Sentinel Report to the United States Congress, April 1, 2017–June 30, 2017*, Lead Inspector General for Overseas Contingency Operations, Washington, DC, 2017, p. 15.

33. Statement For The Record By General John W. Nicholson Commander U.S. Forces-Afghanistan Before The Senate Armed Services Committee On The Situation In Afghanistan, 9 février 2017.

34. Bob Woodward, *Fear*, *op. cit.*, p. 215-218.

35. « Remarks by President Trump on the Strategy in Afghanistan and South Asia », White House Office of the Press Secretary, 21 août 2017.

36. Clayton Thomas, « Afghanistan : Background and US Policy In Brief », Congressional Research Service, juin 2018.

37. *Operation Freedom's Sentinel Report to the United States Congress, October 1, 2018–December 31, 2018*, Lead Inspector General for Overseas Contingency Operations, p. 4.

38. Antonio Giustozzi, *The Islamic State in Khorasan : Afghanistan, Pakistan and the new Central Asian Jihad*, Londres, Hurst & Company, 2018.

39. *Operation Freedom's Sentinel Report to the United States Congress, January 1, 2019–March 31, 2019*, Lead Inspector General for Overseas Contingency Operations, p. 27.

40. Thomas Gibbons-Neff and Julian E. Barnes, « Under Peace Plan, U.S. Military Would Exit Afghanistan Within Five Years », *The New York Times*, 28 février 2019.

41. Alexis Arieff et al., « Niger : Frequently Asked Questions About the October 2017 Attack on U.S. Soldiers », Congressional Research Service, 27 octobre 2017.

42. Héni Nsaibia, « Mali : Any End to the Storm ? », ACLED, 17 décembre 2020.

43. « Situation des écoles », Cluster Education Mali, décembre 2019.

44. Données MINUSMA, 2019.

45. Entretiens ONG, Bamako, janvier 2020.

46. Voir, sur la zone de Tillabéry, Ignace Sossou : « Niger : Des groupes armés font des extorsions des biens au nom de la 'zakât' (rapport) », in *L'Événement Niger*, 14 août 2020.

47. Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Le péril milicien au Sahel », avril 2019, disponible à l'adresse : www.afrique-gouvernance.net/ (consulté en février 2020).

48. « Mali : Amadoun Koufa pose des conditions pour négocier avec une milice dogon », *RFI,* 5 octobre 2019.

49. « La charge d'un ministre burkinabé contre l'opération Barkhane », *Courrier international*, 7 juin 2019.

50. Jean-Dominique Merchet, « La France annonce un "surge" au Sahel », *L'Opinion*, 2 évrier 2020.

51. Nathalie Guibert, « Les forces spéciales françaises ont tué et enterré le chef d'AQMI dans le désert du nord du Mali », *Le Monde*, 11 juin 2020.

16
Fins de partie ?

1. « Le pire cauchemar des croisés », *An-Naba*, Numéro 226, Jeudi 24 Rajab 1441H (19 mars 2020).

2. Myriam Benraad, « Quand la propagande djihadiste s'empare de la crise sanitaire », *The Conversation*, 8 avril 2020.

3. Laurence Bindner, « Groupes djihadistes et Covid-19 : postures et impacts », *Ultima Ratio*, 10 avril 2020

4. Pierre Boussel « Covid-19, le djihadisme au défi d'une pandémie », Fondation pour la recherche stratégique, Note no 51/20, juin 2020.

5. « Coronavirus : la France retire ses troupes d'Irak », *Le Figaro* avec *Reuters*, 25 mars 2020.

6. Sur ce sujet, lire par exemple les tribunes et contre-tribunes parues sur le site de *L'Obs* : « Guerres et terrorisme : sortir du déni », *L'Obs*, 14 novembre 2020 et « Guerres et terrorisme : ne pas se tromper de cible », *L'Obs*, 21 novembre 2020.

7. Hillary Clinton, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, novembre 2011.

8. Benjamin Denison, « Confusion in the Pivot : The Muddled Shift from Peripheral war to great power competition », *War on the Rocks*, 12 février 2019.

9. Morgan Paglia, Vincent Tourret, « L'Iran et ses "proxys" au Moyen-Orient. Les défis de la guerre par procuration », *Focus stratégique*, no 95, mars 2020.

10. Michael Herzog, « Iran Across the Border : Israel's Pushback in Syria » Washington Institute for Near East Policy, 25 juillet 2019.

11. Mohammed Nuruzzaman, « President Trump's "Maximum Pressure" Campaign and Iran's Endgame », *Strategic Analysis*, novembre 2020, p. 1-13 ; François Nicoullaud, « Le sabotage de l'accord de Vienne et ses conséquences », in *Le Moyen-Orient et le monde*, Paris, La Découverte, 2020, p. 253-258.

12. « Averting the Middle East's 1914 Moment », International Crisis Group, août 2019.

13. « The Soleimani killing's regional implications », *Strategic Comments*, 7 février 2020, vol. 26, no 2, p. i-iii.

14. « Operation Inherent Resolve. Lead Inspector General Report to the United States Congress », 1er juillet – 30 septembre 2020.

15. « Averting an ISIS Resurgence in Iraq and Syria », International Crisis Group, 11 octobre 2019.

16. « Irak. Double attentat meurtrier à Bagdad, signe du réveil de Daech », *Courrier International*, 21 janvier 2021.

17. « Virus Fears Spread at Camps for ISIS Families in Syria's North East », *Commentary*, International Crisis Group, 7 avril 2020.

18. Thomas Renard et Rik Coolsaet, « From bad to worse : The fate of European foreign fighters and families detained in Syria, one year after the Turkish offensive », Egmont, *Security Policy Brief*, no 130, octobre 2020.

19. « Twenty-fifth report of the Analytical Support and Sanctions Monitoring Team submitted pursuant to resolution 2368 (2017) concerning ISIL (Da'esh), Al-Qaida and associated individuals and entities », ONU, 20 janvier 2020.

20. Erika Holmquist, « What's in a Name ? Jabhat al-Nusra's reasons for "diassociating" from al-Qaeda », FOI Memo 5802, octobre 2016.

21. Le texte complet de cet accord est disponible sur le site du département d'État américain : https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/02/Signed-Agreement-02292020.pdf consulté le 8 mai 2020.

22. « Al-Qaeda in the Indian Subcontinent chief Asim Umar killed in Afghanistan », *The Hindu*, 8 octobre 2019.

23. « Afghanistan. December 2020 Monthly Forecast », Security Council Report, 30 novembre 2020.

24. *Country Policy and Information Note. Afghanistan : Security and Humanitarian Situation*, Londres, Home Office, juillet 2019.

25. Karen Hughes, *Fatal politics : the Nixon tapes, the Vietnam War, and the casualties of reelection*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2015, p. 273.

26. Charlie Savage, Eric Schmitt and Michael Schwirtz, « Russia Secretly Offered Afghan Militants Bounties to Kill U.S. Troops, Intelligence Says », *The New York Time*s, 26 juin 2020.

27. Yun Sun, « China's Strategic Assessment of Afghanistan », 8 avril 2020 ; Syed Fazl-e Haider, « China's Deepening Diplomatic and Economic Engagement in Afghanistan », *China Brief,* vol. 20, no 6, août 2020.

28. Sergey Sukhankin, « The Security Component of the BRI in Central Asia, Part Two : China's (Para)Military Efforts to Promote Security in Tajikistan and Kyrgyzstan », *China Brief*, vol. 20 no 14, août 2020.

29. Marc Julienne, « La Chine, nouvel acteur de la lutte contre le terrorisme international », *Les Champs de Mars*, vol. 30, no 1, 2018, p. 273-281 ; Elena Pokalova, « China : People's war on

terror », *in* Andrew Silke (dir.), *Routledge Handbook of Terrorism and Counterterrorism*, Georgetown, Taylor & Francis Group, 2018, p. 517-527.

30. Alastair Reed, « Al Qaeda in the Indian Subcontinent : A New Frontline in the Global Jihadist Movement ? », *Terrorism and Counter-Terrorism Studies*, 2016.

31. Asad Hashim, « Exclusive : Pakistani Taliban Down but not out, says ex-Spokesman », *Al-Jazeera*, 3 avril 2020.

32. Kathy Gannon, « Terror attacks drops, but Pakistan not “out of the woods” », *Associated Press*, 30 janvier 2020.

33. Jehangir Ali, « Torture, disparitions, détentions arbitraires : au Cachemire, un an d’enfer à huis clos », *Le Monde*, 4 août 2020.

34. Mohammed Sinan Siyech, « Al Qaeda in the Indian Subcontinent : comparing the movement in India and Bangladesh », *Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism*, vol. 15, no 1, janvier 2020, p. 64-82.

35. Amarnath Amarasingam, « Terrorism on the Teardrop Island : Understanding the Easter 2019 Attacks in Sri Lanka », *CTC Sentinel*, vol. 11, no 6, juin-juillet 2019, p. 1-10.

36. Daveed Gartenstein-Ross, Colin P. Clarke, Samuel Hodgson, « Foreign Terrorist Fighters from Indonesia : What Happens Next ? », International Centre for Counter-Terrorism, 17 février 2020.

37. Teofilo Garcia, « 11 soldiers killed, 13 wounded in Sulu clash », *Philippine News Agency*, 18 avril 2020.

38. *A Review of the FBI’s Handling of Intelligence Information Related to the September 11 Attacks*, U.S. Department of Justice, Office of the Inspector General, juin 2006.

39. Pascal Buresi, *Géo-histoire de l’Islam*, Paris, Humensis, 2018.

40. Inga Kristina Trauthig, « Assessing the Islamic State in Libya », Europol, European Counter Terrorism Centre Advisory Network Conference, 9-10 avril 2019.

41. Entretien avec un haut responsable sécuritaire, Tunis, 26 février 2019.

42. Aaron Y. Zelin, « Not Gonna Be Able To Do It : al-Qaeda in Tunisia’s Inhability to Take Advantage of the Islamic State’s Setbacks », *Perspectives on Terrorism*, vol. 13, no 1, février 2019.

43. Richard Barrett, « Beyond the Caliphate : Foreign Fighters and the Threat of Returnees », The Soufan Center, octobre 2017.

44. Matthew Herbert, « Lessons from Algeria on foreign terrorist fighters », *ISS Today*, 4 décembre 2019.

45. Cité par Sergio Altuna Galan, « AQMI face au Hirak : modulation du discours en attendant une fenêtre d’opportunité en Algérie », Real Instituto Elcano, 23 avril 2020.

46. Joe Truzman, « The ISIS insurgency in the Sinai continues despite Egyptian army efforts », *Long War Journal*, 17 janvier 2020.

47. René Wildangel, « Sisi's illusion of stability », *Commentary*, European Council on Foreign Relations, 4 octobre 2019.

48. « La branche d'Al-Qaïda au Sahel se dit prête à négocier avec Bamako, sous conditions », *AFP*, 9 mars 2020.

49. Romain Brunett, « Opération Barkhane : vers une réduction des troupes françaises au Sahel », *France 24* avec *AFP*, 4 janvier 2021.

50. « Thomas Gassilloud (LaRem) : "La France a besoin de tourner une nouvelle page au Sahel" », *RFI*, 18 décembre 2020 ; « Des négociations sont possibles avec "certains éléments" des groupes djihadistes au Sahel, selon l'Elysée », *Le Monde* avec *AFP*, 22 décembre 2020.

51. Denis M. Tull, « L'Allemagne au Sahel : un partenaire sceptique », IRSEM, *Brève stratégique*, no 7, 3 juin 2020.

52. Nathalie Guibert, « La très lente éclosion de la force européenne "Takuba" au Mali », *Le Monde*, 3 août 2020.

53. Jacob Zenn, « Who is the Leader of ISWAP ? Confusion Continues over Leadership of Islamic State in West Africa Province », *Militant Leadership Monitor*, vol. 10, no 10, 4 novembre 2019.

54. « Le succès de l'offensive éclair du Tchad contre les djihadistes sera-t-il durable ? », *Le Monde* avec *AFP*, 13 avril 2020.

55. Joan Tilouine et Liza Fabbian, « L'enlèvement de centaines de lycéens revendiqué par Boko Haram plonge le Nigeria dans l'effroi », *Le Monde*, 16 décembre 2020.

56. *World Population Prospects : 2017 Revisions*, New York, ONU, 2017 ; S. Nguembock et A. Parant, *Les Pays du G5 Sahel : perspectives démographiques et enjeux géopolitiques à l'horizon 2030*, Observatoire des enjeux géopolitiques de la démographie, Rapport no 4, mars 2017.

57. Morgane Le Cam, « Démographie : "Le Niger a connu de grandes avancées en matière de planning familial" », *Le Monde Afrique*, 18 octobre 2017.

58. Harun Maruf, « Somalia marks one year after deadliest terrorist attack », *Voice of America*, 14 octobre 2018.

59. John Vandiver, « AFRICOM ends 2019 with records number of strikes in Somalia », *Stars and Stripes*, 30 décembre 2019.

60. Benjamin Augé, « Mozambique : les défis sécuritaires, politiques et géopolitiques du boom gazier », *Études de l'Ifri*, août 2020.

61. Laurence Bindner et Raphael Gluck, « L'opération d'Europol contre la propagande de Daech : approche et impact », *Ultima Ratio*, 3 mai 2018.

62. Jean-Loup Samaan et Andreas Jacobs, « Countering Jihadist Terrorism : A Comparative Analysis of French and German Experiences », *Terrorism and Political Violence*, 2020, vol. 32, no 2, p. 401-415.

63. Floran Vadillo et Alexandre Papaemmanuel, *Les Espions de l'Élysée*, Paris, Tallandier, 2019, p. 213.

64. « DGSI, chef de file de la lutte antiterroriste en France », *Revue Défense nationale*, no 8, 2018, p. 20-22.

65. Maïna Marjany et Sandra Elouarghi, « Nicolas Lerner : “La DGSI a un rôle de chef de file des services de la lutte antiterroriste” », *Émile*, 3 juillet 2019.

66. Entretien avec un officier de gendarmerie, 6 mars 2020.

67. Extrait du discours prononcé par Emmanuel Macron aux Mureaux le 2 octobre 2020.

68. Éric Diard et Éric Poulliat, *Rapport d’information sur les services publics face à la radicalisation*, Paris, Assemblée nationale, no 2082, 27 juin 2019, p. 54.

69. Entretien à la Direction de l’administration pénitentiaire, 16 octobre 2019.

70. Visite d’un quartier de prise en charge de la radicalisation, 6 février 2020.

71. Thomas Renard et Rik Coolsaet, « From Bad to Worse : The Fate of European Fighters and Families Detained in Syria, One Year after the Turkish Offensive », Egmont, *Security Policy Briefs*, 28 octobre 2020.

72. « Prise en charge des mineurs à leur retour de zones d’opérations de groupements terroristes », Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation, 6 mars 2018.

73. « Monitoring judiciaire. Contentieux des filières syro-irakiennes », Centre d’analyse du terrorisme, mars 2020.

74. Véronique Brocard, *Les Sortants*, Paris, Les Arènes, 2020, p. 271.

75. Marc Hecker, « Djihadistes un jour, djihadistes toujours ? Un programme de déradicalisation vu de l’intérieur », *Focus stratégique*, no 102, février 2021.

76. Décision no 2020-805 DC, Paris, Conseil constitutionnel, 7 août 2020.

77. « Audition de M. Patrick Calvar, DGSI », Commission de la défense nationale et des forces armées, Compte rendu no 47, Paris, Assemblée nationale, 10 mai 2016.

78. Samuel Laurent, « Cinq dossiers d’ultradroite suivis par le Parquet national antiterroriste », *Le Monde*, 26 décembre 2020.

79. Élise Vincent, « Ce que révèle l’enquête sur les projets d’attentats de l’ultradroite visant des musulmans », *Le Monde,* 4 septembre 2018.

80. Jean-Luc Marret, « Al-Qaeda in Islamic Maghreb : A “Glocal” Organization », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 31, no 6, 2008.

81. « La croisade contre l’Afrique de l’Ouest. Des pertes continues dans les rangs des forces françaises et al-Qaïda participent à la guerre contre Moudjahidines » [*sic*], *Naba*, no 233, 14 Ramadan 1441.

82. « Inspire Interview. Sheikh Abu Mus’ab Abdul Wadood », *Inspire*, no 17, été 2017.

Dénouement

1. Lire à ce propos l'ouvrage éclairant de Fred Iklé, *Every War Must End*, New York, Columbia University Press, 1971.

2. Thomas Gomart, *Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques*, Paris, Tallandier, 2021, p. 39.

3. Sur ce point lire par exemple Bruno Cabanes et Guillaume Piketty, « Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier », *Histoire@Politique*, vol. 3, no 3, 2007.

4. Ben Rhodes, « The 9/11 Era is Over », *The Atlantic*, 6 avril 2020. Par ailleurs, sur le même thème, voir : Ilan Goldenberg, « 9/11 swallowed U.S. foreign policy. Don't let the coronavirus do the same thing », *The Washington Post*, 19 mars 2020.

5. Thomas Gomart et Éric-André Martin (dir.), « L'Europe face à la rivalité sino-américaine », *Études de l'Ifri*, mars 2020.

6. Alice Ekman, *Rouge vif. L'idéal communiste chinois*, Paris, L'Observatoire, 2020.

7. Laurence Nardon, « Quelle politique étrangère américaine après 2020 ? », *Politique étrangère*, no 2, 2020, p. 87-98.

8. Maya Kandel, « Retenue stratégique et light footprint : un bilan stratégique d'Obama en chef de guerre », *in* Maud Quessard et Maya Kandel (dir.), *Les États-Unis et la fin de la grande stratégie ? Un bilan de la politique étrangère d'Obama*, Études, Institut de recherche stratégique de l'école militaire, no 52, 2017.

9. Neta C. Crawford, « United States Budgetary Costs and Obligations of Post-9/11 Wars through FY2020 : $6.4 Trillion », Watson Institute, Costs of War, Brown University, 13 novembre 2019.

10. *Les Moyens de la lutte contre le terrorisme. Exercices 2015-2019*, Cour des comptes, mai 2020.

11. Neta C. Crawford and Catherine Lutz, « Human Cost of Post-9/11 Wars », Watson Institute, Costs of War, Brown University, 13 novembre 2019.

12. Calcul réalisé à partir des données de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), au 15 janvier 2021.

13. « UN humanitarian office puts Yemen war dead at 233,000, mostly from indirect causes », *UN News*, 1er décembre 2020.

14. Calcul réalisé à partir de la Global Terrorism Database de l'université du Maryland, au 31 décembre 2019.

15. Gaïdz Minassian, *Les Sentiers de la victoire : Peut-on encore gagner une guerre ?*, Paris, Passés composés, 2020.

16. Cité *in* Yassin Musharbash, « The Future of Terrorism : What al-Qaida Really Wants », *Der Spiegel*, 12 août 2005.

17. Seth G. Jones, Charles Vallee, Danika Newlee, Nicholas Harrington, Clayton Sharb, Hannah Byrne, *The Evolution of the Salafi-Jihadist Threat : Current and Future Challenges*

from the Islamic State, Al-Qaeda, and Other Groups, Center for Strategic and International Studies, novembre 2018.

18. Sam Heller, « Rightsizing the Transnational Threat », International Crisis Group, *Commentary*, 12 décembre 2018.

19. *Global Terrorism Index 2020 : Measuring the impact of terrorism*, Institute for Economics & Peace, novembre 2020.

20. *Ibid.*, p. 13.

21. « Osama bin Laden Largely Discredited Among Muslim Publics in Recent Years ; al Qaeda Too », Pew Research Center, 2 mai 2011.

22. Jacob Poushter, « In nations with significant Muslim populations, much disdain for ISIS », Pew Research Center, 17 novembre 2015.

23. Luis Lugo (dir.), *The World's Muslims : Religion, Politics and Society*, Pew Research Center, avril 2013, p. 41-57.

24. Chantal Delsol, « Le crépuscule de l'universel », *Politique étrangère*, no 1, 2019, p. 23-35.

25. Global Terrorism Index 2020, *op. cit.*, p. 60 et suiv.

26. Calvert Jones, « Al Qaeda's Innovative Improvisers : Learning in a Diffuse Transnational Network », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 19, no 4, décembre 2006.

27. Hugo Kaaman, « Car Bombs as Weapons of War. ISIS'S Development of SVBIEDS, 2014-2019 », *Policy Paper*, Middle East Institute, avril 2019.

28. Laurence Bindner, « Affaiblie mais pas hors jeu : les récentes mutations de la propagande de l'État islamique », *Ultima Ratio*, 27 janvier 2020.

29. Voir par exemple R. Borum, « Radicalization into Violent Extremism II : A Review of Conceptual Models and Empirical Research », *Journal of Strategic Studies*, vol. 4, no 4, 2011-2012, p. 37-62. Voir par exemple Berjan Doosje, Fathali M. Moghaddam *et al.*, « Terrorism, radicalization and deradicalization », *Current Opinion in Psychology*, no 11, 2016, p. 79-84.

30. Pour un aperçu synthétique de l'agenda intellectuel des études critiques sur le terrorisme, lire Lee Jarvis, « Critical Terrorism Studies After 9/11 », *in* Richard Jackson (dir.), *Routledge Handbook of Critical Terrorism Studies*, Londres, Routledge, Taylor & Francis Group, 2016, p.

31. Alain Badiou, Ludivine Bantigny, Jean-François Bayart *et al.*, « Guerres et terrorisme : sortir du déni », *L'Obs*, 14 novembre 2020.

32. Calcul réalisé à partir des rapports annuels de la mission des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) de 2007 à 2020.

33. Calcul réalisé à partir des chiffres de l'ONG Iraq Body Count, à l'adresse : www.iraqbodycount.org/ (consultée le 7 janvier 2021).

34. Calcul réalisé à partir des données de la base ACLED, au 15 janvier 2021.

35. Voir par exemple Kishore Mahbubani, *Has the West Lost It ? A Provocation*, New York, Penguin Books, 2019.

36. Voir par exemple : « Des experts de l'ONU appellent la France à protéger les droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme », Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, 19 janvier 2015.

37. François Thuillier, *La Révolution antiterroriste*, *op. cit.*

38. Élie Tenenbaum, « Les leçons irlandaises de l'internement préventif », *Ultima Ratio*, 2 août 2016.

39. François Thuillier, *La Révolution antiterroriste*, *op. cit.*

40. *La France face au terrorisme. Livre blanc du gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme*, *op. cit*., p. 121.

41. « Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale », Commission de la défense nationale et des forces armées, Paris, Assemblée nationale, 2 décembre 2015, p. 6.

42. Audition de Patrick Calvar dans le cadre de la commission d'enquête relative aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme depuis le 7 janvier 2015, Paris, Assemblée nationale, 24 mai 2016.

43. Bernard Rougier (dir.), *Les Territoires conquis de l'islamisme*, Paris, Presses universitaires de France, 2020.

44. Jérôme Fourquet, *L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée*, Paris, Seuil, 2019.